





HISTOIRE

MARITIME

DE FRANCE

I

ERRATA DU TOME PREMIER.

Page 10, ligne 1 : *Olbia (Grimaud)*; lisez : *Olbia (Hyères)*.

Page 20, ligne 17 : *Olbia (Eouba)*; lisez : *Olbia (Hyères)*.

Page 21, ligne 7 : *Sibutzates (Sobusse) sur l'Aude*; lisez : *sur l'Adour*.

Page 26, à la note : *Meer-wigh, guerrier de mer*; ajoutez : *selon M. de Sismondi*.

Page 28, ligne 7 : *Des ports de Provence et du Languedoc,... et cinglaient*; supprimez *et* avant *cinglaient*.

Page 109, ligne 11 : *Elle éleva haut la puissance de la couronne royale, entre autres vassaux rebelles..*; lisez : *et soumit entre autres vassaux rebelles..*

Page 122, en note : *Voir à la fin du volume*; lisez : *du troisième volume*.

Page 129, ligne 5 : *Les négociants français conservèrent des comptoirs en Syrie, sur la côte d'Afrique, depuis les embouchures du Nil*; lisez : *en Syrie et sur la côte d'Afrique*

Page 130, lig. 3 et s. : Rectifiez l'opinion vulgaire, mais erronée, sur les premiers noms donnés à l'aiguille aimantée et sur l'origine de ceux-ci. Lisez en conséquence que *cette aiguille s'appela d'abord magnette* (et non marinette), *du mot latin magnes* (aimant), *et calamite du mot calamis* (roseau, paille), *parce qu'on la posait dans le principe sur un brin de paille, pour la faire flotter sur l'eau.*

Page 133, ligne 28 : *Apportait aux pieds de son frère*; lisez : *de son neveu*.

Page 163, en note : *Voir à la fin du volume*; lisez : *du troisième volume*.

Page 198, ligne 7 : *Qui désolaient ce pays*; lisez : *le pays*, pour ne pas faire confusion avec Gênes.

Page 207, ligne 3 : *Introduit par trahison de la ville*; lisez : *dans la ville*.

Page 227, ligne 23 : *Primoguet*; ajoutez : ou plutôt *Portzmoguer*.

Page 263, ligne 10 : *Le vice-amiral de La Millerie*; lisez : *de Moüy de La Meilleraye*.

Page 276, ligne 30 : *Avec deux navires*; ajoutez : *le Sacre et la Pensée*.

Page 364, ligne 19 : *Et ayant en plus leur capitaine au milieu d'elles*; lisez : *leur capitane*.

Page 461, ligne 16 : *Que s'il s'était mépris*; lisez : *qu'il s'était mépris*.

Page 482, ligne 23 : Supprimez : *le Grand*.

Page 483, ligne 3 : Supprimez : *le Pompeux*.

IMPRIMERIE DE GUSTAVE GRATIOT, RUE DE LA MONNAIE, 11.



BATAILLE DE LA ROCHELLE

HISTOIRE MARITIME DE FRANCE

PAR LÉON GUÉRIN

TROISIÈME ÉDITION

REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE

TOME PREMIER

DEPUIS LA FONDATION DE MARSEILLE JUSQU'À LA PAIX DE NIMÈGUE EN 1678

PARIS

BELIN-LEPRIEUR ET MORIZOT, ÉDITEURS

5, RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

1846

AVANT-PROPOS

DE LA TROISIÈME ÉDITION

« Ce que nous avons eu l'ambition, peut-être téméraire, d'offrir au public, disions-nous dans les avant-propos de nos deux premières éditions, ce n'est pas seulement une histoire navale où ne se trouveraient que les combats livrés sur mer par les Français : c'est, comme l'indique notre titre, une *Histoire maritime de France*, renfermant, quoiqu'en abrégé, l'histoire de nos provinces et de nos villes de la côte; celle de la fondation, du progrès ou de la décadence de nos ports sur l'une et l'autre mer; celle de nos navigations lointaines, de nos colonies tant conservées que perdues; incidemment de notre commerce et de nos lois maritimes; et aussi, bien entendu, celle de nos guerres navales, de nos combats d'ensemble ou de détail sur mer, en un mot de toutes les expéditions dans lesquelles la marine française a joué un rôle. Une histoire de France par la marine, en même temps que par les provinces et les villes maritimes, n'avait aucun précédent ; et c'est ce que nous avons essayé de faire avec des matériaux épars, jusqu'ici trop délaissés par nos auteurs d'Histoire générale de France, à ce point que, dernièrement encore, M. de Sismondi, dans les trente énormes volumes de son *Histoire des Français*, n'a pas consacré cent pages à la marine.

« Si, à partir du règne de Louis XIV, les pièces à consulter abondent, il n'en est pas de même pour les époques précédentes. A en juger par la pauvreté des documents qui se présentent à celui qui veut écrire l'histoire maritime du pays avant le dix-septième siècle, on croirait que la France n'eut, jusque-là, ni côtes, ni villes, ni ports sur les deux mers, ni marine, ni marins d'aucune espèce. Les époques qui précédèrent celle de Louis XIV sont celles pourtant de la grande majorité des fondations de nos aïeux sur la côte, celles où la marine des particuliers combattait vaillamment, voyageait et découvrait. Hé quoi! il n'y aurait pas eu de marine dans ces nobles provinces de Bretagne, de Normandie, de Picardie, de Flandre, de Guienne, de Poitou, d'Aunis, de Languedoc et de Provence, avant le règne de Louis XIV ! Mais il y en eut une, et des plus dignes

d'être rappelée aux descendants de ceux qui la formèrent, il y en eut une à laquelle il ne manqua que d'être de royale origine pour remplir la moitié des fastes de notre histoire. Nous nous sommes appliqué avec amour à la chercher dans l'obscurité où on l'avait si injustement délaissée, et c'est avec ses glorieux souvenirs que nous avons communiqué la vie aux deux tiers de notre premier volume.

« Ce qui nous flatterait par-dessus tout, ce serait que l'on trouvât notre ouvrage cherché et fait avec conscience. Nous n'avons pas épargné les efforts pour obtenir ce plus précieux des éloges dont on puisse payer un travail sérieux, interrogeant avec empressement les personnes qui pouvaient nous instruire et nous mettre sur la trace de quelque chose d'utile à notre ouvrage; ne négligeant aucun avis, quand on voulait bien nous le donner d'une manière intelligente; compulsant les documents par nous-même, et non par des intermédiaires, comme on le fait beaucoup trop de nos jours. Est-ce à dire pour cela que notre histoire sera parfaite? Nous n'avons point cette outrecuidante vanité. Eh! comment pourrions-nous l'avoir, quand l'étude que nous avons été dans la nécessité de faire pour nous-même, nous a amené à trouver plus d'une grave erreur chez des auteurs non moins consciencieux que nous, et beaucoup plus savants que nous n'avons la prétention de l'être?

« Quelques mots maintenant, ajoutions-nous, sur la manière dont nous avons cru devoir écrire notre ouvrage : avec conscience d'abord; avec raison, mesure et simplicité, surtout en ce qui a rapport aux premières époques, pour lesquelles nous aurions couru de trop grands risques d'erreurs, si nous nous étions laissé un moment aller à nos suppositions. Bien que toujours très sobre de termes techniques qui fatiguent et embarrassent la plupart des lecteurs (nous ne parlons pas des expressions d'argot qui n'ont jamais droit de bourgeoisie dans l'histoire sérieuse), nous avons accepté une partie de la langue maritime à mesure que celle-ci se présentait à nous avec les faits, et nous nous sommes toujours bien gardé de la supposer là où elle pouvait fort bien n'être pas encore. Nous avons marché pas à pas, craintivement, doutant de nous-même, afin de ne nous rien permettre qui fût de notre induction et de notre tête. Nous nous sommes laissé échauffer progressivement, à mesure que les événements nous offraient eux-mêmes de la chaleur par leurs détails reconnus vrais, et appuyés de documents authentiques. Mais nulle part, c'est une justice que nous espérons qu'on nous rendra, nous n'aurons sacrifié la gravité de l'histoire à l'intérêt du roman. Il faut savoir laisser chaque intérêt à sa place. Nous prions donc nos lecteurs de ne point perdre de vue qu'il y a en littérature deux choses fort distinctes sur la marine, lesquelles ont chacune leur valeur : c'est le roman et la nouvelle, qui ont le droit d'être historiques, et l'histoire, qui n'a jamais le

droit d'être romanesque. Nous ne nous sommes attaché qu'à cette dernière. »

Voilà en partie le plan que nous exposions en tête de nos deux premières éditions. Maintenant, nous l'avouerons avec franchise, malgré l'intérêt du sujet, lorsque nous entreprîmes cet ouvrage, nous étions loin d'espérer pour lui un si rapide succès. Mais ce succès même nous imposait des obligations, et ceux qui voudront se donner la peine de comparer notre première édition à la seconde, et la seconde à celle-ci, jugeront que pour nous les mots sacramentels *revue, corrigée et augmentée* ne sont point une vaine formule. Deux ouvrages nouveaux, dont l'un, *les Marins illustres de la France*, a déjà paru, et dont l'autre, *les Navigateurs français*, est sur le point de paraître, se rattachant, comme histoire des individualités maritimes et comme détails plus complets sur nos principales navigations et découvertes, à l'ensemble que nous nous proposions, nous ont permis de nous rétrécir sur certains points de notre *Histoire maritime de France*, afin de nous étendre davantage sur d'autres. Nous avons refait presque entièrement le premier volume. De nouvelles recherches, des documents nouveaux ont apporté de grandes modifications dans toutes les autres parties de notre ouvrage. De plus, comme témoignage de nos études, indépendamment de notes répandues çà et là au bas de nos pages, nous donnerons à la fin du troisième volume inédit de cet ouvrage, qui est sur le point de paraître sous le titre d'*Histoire de la Marine contemporaine*, une espèce de *Bibliographie maritime* renfermant la nomenclature raisonnée des principaux ouvrages et documents dont nous nous sommes servis, soit pour nous appuyer sur eux, soit pour les réfuter. Enfin, à l'appui des principaux événements maritimes rappelés dans nos trois volumes, nous nous réservons de donner en quelques feuilles un choix extrêmement curieux de pièces justificatives d'une authenticité non douteuse, qui, outre l'intérêt qu'elles offriront par elles-mêmes, démontreront le peu de fondement qu'il faut faire sur des écrivains parfois plus futiles que leur qualité ne le comporte, et sous les yeux desquels certains de ces documents auront pu passer aux *archives de la marine*, mais passer comme des ombres vaines [1].

[1] C'est ce qui semblerait être arrivé dernièrement à M. Bonfils de la Blénie, ou de Lapeyrouse-Bonfils, pour un ouvrage dont nous ne pouvons juger que la partie parue, ouvrage dans lequel l'auteur est souvent en contradiction avec les *Archives de la marine*, d'où il assure pourtant que son livre *est comme sorti*; chose difficile d'ailleurs, vu l'état incomplet de ces archives, et d'autant plus prise au sens figuré par M. de la Blénie, qu'il est aisé de retrouver chez lui de légers vestiges de pages moins inédites. Historiquement parlant, nous regrettons de ne pas pouvoir nous entendre mieux avec un homme de beaucoup d'esprit certainement, mais qui, en fait d'appréciation générale, appelle *la Fronde une reprise de la Ligue*; en fait de détails, confond les événements du règne de Louis XIII avec ceux du règne de Louis XIV, et, faute sans doute d'avoir eu le temps de se livrer sérieusement à des recherches, contredit des auteurs ayant pour eux les autorités mêmes sur lesquelles il semble s'appuyer, témoin le *dossier Vivonne*, *aux Archives de la marine*, qui lui aurait épargné une note au sujet de la manœuvre de Duquesne, entrant à Messine par le sud du Phare après la bataille de Stromboli; témoin



Cela dit, remercions les personnes qui nous ont le plus secondé dans nos études : MM. les ministres de la marine d'abord, qui nous ont ouvert les archives de leur département ; l'habile et trop modeste capitaine de vaisseau Pellion, dont les avis amicaux nous ont été si souvent utiles ; M. le commandant du génie de Beville, et notre excellent frère, officier dans la même arme, pour les conseils qu'ils nous ont donnés au sujet des places maritimes du royaume ; M. d'Avezac, garde des archives de la marine, dont l'obligeance et le savoir nous rendent si précieuse la trop récente connaissance ; M. Chasseriau, historiographe de la marine, qui nous a si obligeamment communiqué les documents de sa section, quoiqu'il se proposât lui-même de les mettre en œuvre ; M. Jal, historiographe aussi de la marine, qui ne nous a pas refusé ses lumières ; MM. Dubeux, Paulin Paris, de la bibliothèque du roi, M. Ferdinand Denis, de la bibliothèque Sainte-Geneviève. Remercions aussi ces personnes indulgentes qui, sans nous connaître autrement que par nos œuvres, ont bien voulu, comme l'érudit M. de Montmerqué, recourir quelquefois à nos travaux, et les citer avec bienveillance. Il est d'autres témoignages de gratitude que nous devons adresser ; mais nous nous réservons d'accomplir ce devoir dans la préface de notre *Histoire de la Marine contemporaine*.

aussi la lettre du capitaine Renaudin sur l'*affaire du Vengeur*, lettre que d'ailleurs M. Jal a publiée. Nous devons, avant de terminer cette note, rectifier en partie ce que nous disons page 135 du tome 2 de notre ouvrage, sur les plans de batailles donnés par M. Bonfils de la Blénie. Nous les supposions entièrement puisés dans son imagination ; mais, comparaison faite de très près, nous avons cru reconnaître depuis qu'ils offraient des fragments un peu défigurés de ceux qui furent publiés jadis par l'ingénieur et dessinateur Ozanne.

HISTOIRE
MARITIME
DE FRANCE.

CHAPITRE PREMIER.

De l'an 600 av. J.-C. à l'an 250 ap. J.-C.

Situation géographique du pays. — Influence de cette situation. — Époque gauloise et massaliote. — Expéditions et colonisations des Gaulois au-delà des Alpes, au-delà des Pyrénées, au-delà du Rhin et du Danube, en Grèce et dans l'Asie-Mineure. — Expéditions et colonisations des Gaulois. — Origine du nom de la Petite-Bretagne ou Armorique et de la Grande-Bretagne. — Cités armoriques. — Les Bretons en général. — Les Vénètes. — Origine de Vannes. — Les Namnètes. — Origine de Nantes. — L'ancien port de Corbilo. — Diverses populations maritimes de la Gaule sur l'Océan. — Littoral gaulois sur la Méditerranée. — Colonies phéniciennes et rhodiennes. — Arrivée des Grecs de Phocée. — Euxène. — Son alliance avec les Gaulois. — Fondation de Massalie (Marseille). — Colonies massaliotes — Puissance de Massalie. — L'alliance des Massaliotes recherchée par Rome et par Carthage. — Influence des Massaliotes sur la Gaule. — Navigations des Massaliotes — Pythéas et Euthymènes. — Les Massaliotes appellent les Romains à leur aide contre les Gaulois. — Invasion de la Gaule. — Succès partagés des Gaulois et des Romains jusqu'à Jules-César. — Guerre de Jules-César. — Belle défense des Vénètes. — Supériorité de leur marine sur celle des autres Gaulois. — Comparaison de la marine vénétienne et de la marine romaine. — Bataille navale livrée par Décius Brutus aux Vénètes. — Défaite de ceux-ci. — La Gaule conquise par les Romains. — Nombre de Bretons et de Gaulois s'expatrient en Germanie. — État de la Gaule après la conquête romaine. — Positions et villes maritimes de la Gaule indépendante. — Positions et villes maritimes de la Gaule romaine.

Dans cette heureuse partie du globe qui depuis des siècles sans nombre, par sa position et le génie de ses habitants, règne sur les terres et les mers, il y a, sous un ciel tempéré qui n'énerve ni n'engourdit, un beau pays participant de tous les avantages des contrées environnantes et en ayant de plus qui lui sont spéciaux. La nature elle-même a pris soin d'en marquer les limites, en laissant toutefois à l'activité, à l'ardeur de sa population des portes ouvertes pour s'élancer d'aventure au-delà, et étendre au loin son influence, tantôt sous la forme de l'épée qui se fait passage jusqu'au cœur de ces steppes devant lesquels s'arrêta Alexandre le

Grand, tantôt sous la forme de l'idée qui pénètre plus avant et plus sûrement encore. Au sud, la mer intérieure, sur laquelle se sont vidés les grands différends du monde antique, et se pèseront encore longtemps les intérêts les plus immédiats du monde moderne, caresse ses flancs sinueux de flots azurés, reflet d'un ciel pur, et semble l'inviter à se laisser porter sur son sein vers le sol de l'Afrique pour en renouveler la face, vers le sol de l'Asie pour le protéger et le rajeunir, et vers la capitale de l'ancien empire d'Orient dont ses enfants furent un moment les maîtres, pour être le premier, au besoin, à le garantir contre des projets dangereux à la balance et à la sécurité de la plupart des États européens; au sud encore, deux chaînes de montagnes aux fronts glacés, mais aux bases verdoyantes, le séparent, sans l'en détacher, de deux superbes presqu'îles dont tous les chemins lui sont connus, et qui, tôt ou tard, sans abdiquer leur indépendance, au contraire, l'une en affermissant la sienne, l'autre en se la reconquérant, seront sa réserve contre les tentatives qui viendraient encore une fois de ces sauvages et jalouses régions d'où le déluge des Barbares se précipita sur l'empire romain. Au nord, un bras de l'Océan qui dans une immémoriale irruption déchira une portion de son territoire pour en former une île rivale, lui ouvre un passage dans les mers septentrionales, tandis que deux beaux fleuves finissant par se confondre et baignant dans leur favorable cours une double ceinture de places fortes, sont comme les fossés naturels destinés à garantir sa frontière la plus menacée; à l'est, il retrouve ces deux fleuves historiques et militaires; et, à l'ouest, il voit encore l'Océan, mais plus ouvert et plus vaste, l'Océan sans bornes qui l'appelle, par ses vaisseaux, sur tous les points du globe pour y montrer son pavillon et y faire sentir son influence civilisatrice. Ce pays si merveilleusement placé, présente, tant au midi qu'au nord, six cent treize lieues de côtes maritimes qui, bien que çà et là moins favorisées, se développent généralement en baies, en rades, en havres naturels ou artificiels, ne demandant qu'à prendre chaque jour plus

de valeur et d'extension. Douze fleuves recevant près de cent cinquante rivières navigables, formées elles-mêmes d'une innombrable quantité de moindres cours d'eau; douze fleuves liés les uns aux autres par des canaux qui permettent de remonter jusqu'à son centre les richesses exotiques, et de déverser dans les mers environnantes, pour les porter au loin, les richesses indigènes; douze fleuves, dont six de premier ordre, le parcourent et le fertilisent, passant ici à travers des champs d'oliviers, sous des coteaux couronnés des plus exquis vignobles; là dans de gras pâturages et sous des pommiers chargés de fruits.

A ce tableau tracé par une main fraternelle, quel Français voguant sur une mer lointaine, qu'il y soit entraîné par d'aventureux besoins, ou pour le service et la gloire de l'État; quel Français, à ce tableau, s'il lui tombe sous les yeux, ne se sentirait ému et ne reconnaîtrait sa patrie?

Centrale au double point de vue de la mer et de la terre, la France, par cette seule situation, sans même faire valoir le génie, l'activité, le courage de ses habitants, expliquerait son influence unique sur les destinées du monde moderne, et comment son histoire, depuis plus de mille ans, a été celle de presque toute l'Europe, qui elle-même embrasse aujourd'hui l'histoire du globe entier. Plus heureusement placée que l'Angleterre qui, par sa position purement insulaire, est privée d'action et de vie dès qu'elle manque de vaisseaux, la France a pu quelquefois se passer de marine; mais pourtant, si l'on en excepte la courte période napoléonienne où elle se mit en lutte directe et gigantesque avec la mer, toujours son influence a diminué quand elle a cessé d'avoir des flottes à son service, soit qu'elle les empruntât de l'étranger, soit qu'elle les tirât de son sein ; car alors elle a cessé de jouir de sa double situation.

Depuis les temps les plus difficiles à éclaircir, les premières populations connues du pays qu'on appelle aujourd'hui la France, les Galls ou Gaulois, nommés aussi Celtes, pères et fondateurs de la nation gauloise, les Kymris ou Cimbres, issus de la même origine que les Galls et comme eux venus de l'Asie, mirent à profit

cette merveilleuse situation. Les Celtes, dès avant l'arrivée des Kymris, franchirent les Pyrénées, occupèrent la côte occidentale d'Espagne jusqu'au détroit qui la sépare de l'Afrique, formèrent de leur mélange avec l'ancienne population du pays la nation des Lusitains, laissèrent à une partie de la presqu'île le nom de Celtibérie, à une autre celui de Galice, et refoulèrent les tribus ibériennes des Sicanes et des Ligures sur la côte d'Italie, entre les Pyrénées et l'embouchure de l'Arno. Puis, passant les Alpes, les Celtes-Ombriens forcèrent les Sicules, qui se disaient issus du sol même qu'ils occupaient, à émigrer dans l'île de Sicile, soumirent les Vénètes d'Italie, depuis les Vénitiens, que quelques-uns ont crus fils de ceux de la Gaule, que d'autres ont dits Illyriens et Slaves d'origine; maîtres de toute la vallée du Pô, ils jetèrent les fondements de la puissance ombrienne au-delà des monts. Plus tard, vers l'an 600 avant l'ère chrétienne, date probable de l'arrivée des Kymris, on vit d'autres Gaulois, sous la conduite de Bellovèse, de la tribu des Bituriges, se rendre maîtres en Italie de toute la contrée qui s'étend des Alpes à l'Adriatique, et retrouver avec joie sur cette terre des peuples ayant avec eux une communauté de langue et d'institutions, qui les aidèrent à vaincre leurs ennemis, à bâtir Milan, Vérone, Côme, Vicence, Padoue, et à fonder la Gaule cisalpine, destinée à devenir la terreur de Rome. On sait en effet que les Gaulois s'emparèrent de cette fière cité, après la bataille d'Allia, l'an 390 av. l'ère chrétienne, et la contraignirent à se racheter. Ce n'était pas la dernière fois que Rome devait voir les Gaulois : après la défaite du consul Cécilius Metellus, ils faillirent s'emparer de nouveau de la future capitale du monde; mais une victoire remportée par Dolabella, l'an 283 avant J.-C., marqua en Italie le déclin de leur puissance, qui finit par y être anéantie après un siècle et demi de combats acharnés, l'an 220 avant l'ère chrétienne, sous les auspices de Marcellus. Des bandes gauloises qui, dans le même temps que Bellovèse franchissait les Alpes, avaient passé le Rhin sous la conduite de Sigovèse, aussi de la tribu des Bituriges, se rendirent maîtresses

d'une grande partie de la Germanie, et s'établirent surtout dans la Bavière et la Bohême. Elles envahirent ensuite, par elles-mêmes ou par leur postérité, l'Illyrie, la Macédoine, la Thessalie, et s'emparèrent de Delphes, dont elles pillèrent le temple célèbre. Une de ces bandes, après s'être saisie de quelques vaisseaux, passa l'Hellespont et se jeta sur l'Asie-Mineure; elle mit Nicomède sur le trône de Bythinie, conquit tout le littoral de la mer Égée, leva des tributs sur tous les États d'Asie, et fonda de ce côté la Galatie ou Gallo-Grèce.

C'étaient là, il est vrai, des expéditions et des colonisations à peu près toutes terrestres, quoique lointaines; elles furent accompagnées et même précédées d'autres essentiellement maritimes; car les Gaulois ne se montraient pas moins entreprenants et audacieux sur mer que sur terre. Leurs premiers navires connus étaient faits d'un bois très léger quant à la quille et aux œuvres-vives en général, c'est-à-dire à la partie du bâtiment qui plonge dans l'eau, et d'un entrelacement de branches de saule et de scions d'osier, recouvert de cuir, quant aux œuvres-mortes, c'est-à-dire à la partie surnageante [1]. C'est dans de si frêles embarcations que les Gaulois, particulièrement ceux de la Bretagne, appelée concurremment Armorique [2], allèrent coloniser les îles de la Grande-

[1] Naves vitiles corio circumsutæ in Britannico Oceano. (Pline, *Hist. nat.*)

. . . . Rei ad miraculum,
Navigia junctis semper aptant pellibus,
Corioque vastum sæpe percurrunt salum.
(Fest. Avien., *Ora maritima*; voir aussi César, *De bell. civ.*, lib. 1, et Lucain, *Phars.*, liv. 4, cité ci-après.)

[2] La Bretagne s'appela d'abord *Brit*, *Brith*, ou *Breith*, et, par corruption, *Bret*, *Breis*, ou *Breiz* (en latin *Britannia* et *Bretannia*); il paraît que ce nom lui vint de la coutume qu'avaient ses habitants de se peindre ou tatouer certaines parties du corps; *Brith*, en langue bretonne, signifiant la plante colorante appelée *pastel*. On donna aussi à la Bretagne le nom de *Corn-Gall* ou *Corn-Wall*, et ensuite *Cornouaille* (*Cornu-Galliæ* ou *Cornu-Walliæ*), en raison de sa position à l'extrémité de la Gaule, dont elle forme comme la *corne*, la pointe, dénomination conservée au diocèse de Quimper, et que l'on trouve aussi appliquée à une province d'Angleterre. Plus communément, les anciens appelaient la Bretagne *Armorique* (*Armorica*), nom composé de *reich* (royaume), *ar* (sur), *môr* (mer). « Et le retiennent encore les Bretons en leur langue, dit Pierre Le Baud, dans son *Histoire de Bretagne*, appelans le pays prochain des rives *larmor*. » « Car le vieil Gaulois de Bretagne, comme encore du iourd'huy, dit d'Argentré dans son histoire du même pays, appelait la

Bretagne qui devaient prendre d'eux leur nom [1]; dans ces embarcations encore qu'ils passèrent peut-être le détroit d'Hercule, à présent de Gibraltar, et peut-être aussi pénétrèrent jusqu'au fond de l'Adriatique, où des Vénètes, d'origine incertaine, à quelque race qu'ils appartinssent, avaient en tout cas une marine parfaitement semblable à celle des anciens Bretons [2].

Parmi les populations de l'Armorique, qui embrassait avec la Bretagne presque toute la Normandie d'à présent, les Vénètes, ou habitants du pays de Vannes, étaient les plus habiles et les plus entreprenants sur mer. Aussi leur avait-on départi l'honneur de commander les flottes gauloises combinées en temps de guerre. En temps de paix, ils entretenaient avec les îles Britanniques d'actives relations commerciales; ils rapportaient, dans leurs entrepôts, de l'étain, du cuivre, des pelleteries et des esclaves. Nul doute que ces entrepôts et ce qu'on appelait les cités armoriques n'aient été l'origine de presque toutes les villes maritimes ou fluviales de l'ancienne province de Bretagne. La grande cité commerciale de Nantes, sur la Loire, trouve sans peine ses commencements dans l'antique cité des Namnètes. Les Namnètes formaient, après les Vénètes, la population la plus active et la plus industrieuse de la Bretagne sur le fait de la mer. Leur principal entrepôt, dont quelques-uns ont cru retrouver l'emplacement,

mer *more*.... En breton, la syllabe première de ce mot qui est *ar*, ajoute-t-il, vaut autant comme *super* ou *sur*, et vaut tout le mot *Armorica*, ensemble comme sur la mer. »

[1] « La Grande-Bretagne s'appelait originairement *Albin*, des rochers blanchâtres qui l'entourent en quelques endroits, notamment sur les côtes de Kenth; et *Brit*, *Brith* ou *Breith*, des *Brits* ou *Bretons* de la Gaule qui l'avaient en partie peuplée les premiers. » (*Hist. de la Petite-Bretagne* ou *Bretagne-armorique*, par l'abbé Manet, St-Malo, 1834.)— Rapin-Thoiras, dans son *Histoire d'Angleterre*, si estimée des Anglais eux-mêmes, dit que la Grande-Bretagne s'appela d'abord *Cambrie*, et que ses habitants s'appelaient *Cumri* ou *Cumbri*. C'est une origine également gauloise. *Cambria* ou *Cumbria* répond au mot gaulois *Kymrie* et *Cumri* au nom des *Kymris*, qui étaient une des grandes races gauloises. Il est probable que l'Angleterre porta à la fois les deux noms de *Brith* et de *Kymrie*.

[2]
Primum cana salix madefacto vimine parvam
Texitur in puppim, cæsoque inducta juvenco
Vectoris patiens, tumidum supernatat amnem.
Sic Venetus stagnante Pado, fusoque Britannus
Navigat Oceano. (Lucain, *Phars.*, lib. IV, v. 131.)

mais non sans contestation, dans le bourg de Coueron, près Nantes, était fameux par toute la Gaule sous le nom de *Corbilo*[1]. D'autres populations de la côte, les Bajocasses (du pays de Bayeux), les Véliocasses (fondateurs de Rouen), les Calètes (du pays de Caux), les Ambiens (des rives de la Somme), les Morins (sur les bords du détroit gallique), les Geidons, les Grudiens, les Nerviens, les Ménapes (entre ce détroit et l'Escaut), les Pictons (dans le Poitou), les Santons (en Saintonge), les Bituriges-Vivisques, les Tarbelles (population gallo-ibérienne dans ce qu'on appelait l'Aquitaine), jouaient sur l'Océan un rôle moins brillant que les Bretons, il est vrai, mais encore honorable, particulièrement les Bituriges-Vivisques, tribu toute gallique, qui avaient créé une marine imposante vers l'embouchure de la Gironde, et fait de Bordeaux un riche entrepôt entre les deux mers. De leur côté, les Gaulois de la tribu des Volcques-Tectosages, fondateurs de Toulouse et de Narbonne, et les Bébryces Gallo-Ibériens, à qui l'on doit les premiers établissements sur la côte du Roussillon, avaient aussi quelques éléments de marine, et s'instruisaient à l'école des colonies puissantes qui les avoisinaient de tous côtés, et dont il est temps de parler.

Environ treize cents ans avant l'ère chrétienne, des navigateurs, partis de l'Orient, abordèrent pour la première fois dans la Gaule méridionale. Ils furent émerveillés du pays qu'ils découvraient; car il laissait voir alors à fleur de sol, dans les montagnes des Pyrénées, des Alpes et des Cévennes, d'abondantes mines d'or et d'argent, et sur les côtes mêmes de la Méditerranée les traces d'un précieux grenat; outre cela, les indigènes pêchaient autour des îles d'Hyères, maintenant si délaissées, du corail dont ils ornaient leurs armes, et dont la beauté fut encore un objet d'attrait pour les étrangers. Ils retournèrent en Orient raconter les merveilles qu'ils avaient vues, et revenant bientôt plus nom-

[1] Du temps de Strabon le port de *Corbilo* n'était déjà plus en quelque sorte qu'un souvenir. Il faut se reporter au temps de Polybe pour pouvoir apprécier l'importance qu'eut ce lieu, aujourd'hui inconnu, de *Corbilo*.

breux sur les côtes qu'ils avaient découvertes, ils commencèrent à y fonder des comptoirs. En échange des richesses que la Gaule leur fournissait, ils lui apportaient du verre, des tissus de laine, des métaux ouvrés, des instruments de travail, surtout des armes. Il est généralement admis que ce commerce entre l'Asie et la Gaule dut son origine aux Phéniciens, appelés par les Hébreux Chananéens, alors maîtres absolus sur la Méditerranée. On croit qu'ensuite, au déclin de la puissance des Phéniciens, les colonies de ceux-ci dans la Gaule passèrent aux Rhodiens, dont la domination fut de courte durée. Après les Rhodiens vinrent les Grecs de Phocée, en Ionie, qui ont laissé une si profonde et ineffaçable empreinte sur les côtes méridionales du pays qui forme aujourd'hui la France. Ce fut l'an 600 environ avant l'ère chrétienne, à l'époque où les Kymris venaient rejoindre les Galls, que le premier vaisseau de Phocée jeta l'ancre sur la côte gauloise, à l'est du Rhône. Il était conduit par un marchand, nommé Euxène. Le marchand fut fort bien accueilli par les indigènes, et il épousa même la fille du chef de la tribu des Salyens, dont le principal établissement était, selon toute apparence, la bourgade qui a donné naissance à la ville d'Arles, sur la rive gauche du Rhône. Non moins enthousiaste de ce qu'il voyait que ne l'avaient été avant lui les Phéniciens, Euxène fit repartir presque immédiatement pour Phocée son vaisseau et quelques-uns de ses compagnons, pour qu'ils ramenassent au plus tôt des colons. En attendant leur retour, il jeta les fondements d'une ville qui reçut le nom de Massalie [1]. Elle fut construite sur une presqu'île creusée

[1] Voici comment Nostradamus, dans son style original, s'explique en peu de mots sur la fondation de Marseille : « Tarquin le Vieil, au vingtième an duquel parurent les murs de Marseille, colonie des Ioniens, que les Phocéens commencèrent, chassés par les Mèdes, cent quarante-six ans après Rome, un peu avant la subversion du temple de Jérusalem, et la conflagration de celui d'Éphèse, que ce pendard d'Érostrate, pour faire parler de soi, embrasa. Ville qui depuis fut mère nourrice des armes et des lettres grecques, ancienne eschole des Gaules, dont nous aurons assez à parler partout le cours de ces annales. Et, comme l'on croid, par les mesmes Ioniens la très noble ville d'Arles, qui ne nous donnera pas moins d'illustre matière que Marseille en mille belles occasions » (*Histoire de Provence*).

en forme de port vers le midi [1], et attenant au continent par une langue de terre étroite. Le sol de la presqu'île était sec et pierreux ; le chef de la contrée dédommagea les nouveaux venus en y ajoutant quelques cantons du littoral encore tout couverts d'épaisses forêts, mais dont le territoire, susceptible de défrichement et de culture, fut jugé très convenable par les Phocéens, pour l'implantation des arbres qu'ils avaient dessein de faire venir de l'Ionie. D'un autre côté, ceux qui étaient allés à Phocée faire part des grands projets d'Euxène, enflammèrent par leurs récits l'imagination de leurs compatriotes; et les jeunes gens s'enrôlèrent en foule pour aller voir le nouveau pays et émigrer en Gaule. A leur départ, ils prirent, au foyer sacré de Phocée, du feu destiné à brûler éternellement au foyer sacré de la colonie que l'on fondait, comme un gage de l'attachement que la jeune patrie réservait à sa mère; et au milieu des transports, des souhaits, des regrets, des adieux d'une multitude rassemblée sur le port, on vit partir les longues galères phocéennes à cinquante rames, portant, chacune à sa proue, l'image sculptée d'un phoque. Une heureuse traversée les amena aux lieux où Euxène s'occupait sans relâche à coloniser; les nouveaux débarqués lui vinrent en aide avec ardeur; une flotte fut construite; plusieurs des anciens forts bâtis sur la côte, par les Phéniciens et les Rhodiens, furent relevés et reçurent des garnisons. Les Massaliotes, en remontant la Durance, le Rhône et la Saône, s'acquirent tout de suite le monopole du commerce avec l'intérieur de la Gaule. Massalie prit, en peu d'années, un accroissement considérable. Un grand nombre d'autres étrangers, après la destruction de la ville de Phocée par les lieutenants de Cyrus, roi de Perse, allèrent chercher un refuge dans la colonie, dont ils augmentèrent encore l'importance. Nice, *Portus-Monœci*

[1] La vieille cité des Phocéens n'était pas située précisément au même endroit où l'on voit la moderne Marseille. Elle occupait les environs du cap de la Croisette où se trouvent ses ruines ; son port, comme le dit Strabon, livre 4 de sa *Géographie*, se présentait au midi ; aujourd'hui l'entrée du port de Marseille regarde au nord-ouest. (Voir le *Strabon* annoté par Casaubon.)

(Monaco), *Antipolis* (Antibes), *Athenopolis* (la Napoule), *Olbia* (Grimaud), *Heraclea-Cacabaria* (Saint-Tropez), ancien comptoir phénicien; *Taurœntum*, à peu de distance du lieu où est aujourd'hui Toulon; *Citharista* (la Ciotat), *Rhodanouzia*, dont le Rhône emprunta le nom, mais qui a disparu au point que l'on ne sait plus où en marquer la place; *Agatha* (Agde), dont l'ancien nom signifiait *bonne; Rhoda* (probablement Rosas), création des Rhodiens; *Empuriæ* (Ampurias) et *Dianium* (Denia), furent fondées ou relevées par les Massaliotes, tant sur le littoral de la Gaule que sur celui de l'Italie et de l'Espagne. Les îles Stœchades, appelées depuis îles d'Or et îles d'Hyères, furent cultivées avec beaucoup de soin, et devinrent très florissantes; les Massaliotes défiaient, des mouillages assurés qu'elles offrent, les courses des pirates liguriens. Massalie ne négligea pas non plus les îles Lerins, et les disputa plus d'une fois aux entreprenants habitants de la Ligurie. La Camargue, entre les embouchures du Rhône, reçut des tours pour servir de signaux à la navigation. Vint un temps où les Massaliotes, ces aïeux des Marseillais, dominèrent sans concurrence sur toute la côte gauloise, entre les Alpes et les Pyrénées, et même assez avant sur le littoral ibérien ou hispanique. Les dernières colonies que les Rhodiens avaient conservées se mirent sous leur protection, et choisirent leur cité pour métropole [1]. Les Massaliotes ne craignirent pas de se poser en rivaux des Carthaginois. L'enlèvement de quelques barques de pêcheurs occasionna, entre la république africaine et celle qui s'était établie sur la côte gauloise, une guerre dont la fin tourna à l'avantage des Massaliotes. Battus dans plusieurs rencontres sur mer, les Carthaginois demandèrent la paix, et les trophées des vainqueurs furent étalés avec orgueil sur les places publiques de Massalie. L'île de Corse, enlevée aux Carthaginois qui s'y étaient précédemment établis,

[1] Antoine de Ruffi, dans son *Histoire de Marseille*, dit que : « l'isle de Rhodes, si célèbre par son épouvantable colosse, l'une des merveilles du monde, estoit aussi sujette aux Marseillais ; » mais il aura confondu avec Rhoda, colonie rhodienne qui, effectivement, se mit d'elle-même sous la dépendance de la cité fondée par les Grecs d'Ionie dans la Gaule.

reçut une colonie massaliote. Mais ce qui donna un essor prodigieux à la puissance maritime, ainsi qu'au commerce de Massalie, ce fut la lutte gigantesque entre Carthage, à l'apogée de sa grandeur, et Rome, se disposant déjà à la conquête du monde. Les deux républiques rivales recherchèrent alors l'alliance des Massaliotes; la situation et l'intérêt de ceux-ci les firent incliner vers Rome, qui leur dut, sur mer, des services signalés. Carthage succombant, et Rhodes étant également ruinée, ils eurent le monopole de l'Orient, comme ils avaient déjà celui de l'Occident. Enfin, le commerce de l'univers fut un moment concentré dans Massalie. Les Massaliotes ne s'enflèrent point et n'abusèrent point de leurs succès. Ils recherchèrent moins le titre de maîtres que de protecteurs de la mer, et mirent leur plus grande gloire à vaincre ceux qui montraient une ambition moins généreuse. A l'imitation des Rhodiens, ils firent des lois nautiques. Massalie n'oublia pas qu'elle était fille de la Grèce, et associa les arts, les lettres et les sciences au commerce. On la surnomma l'Athènes de la Gaule. Elle apprivoisa l'humeur sauvage de ses voisins et devança Rome dans l'œuvre de la civilisation des Gaulois.

L'antiquité lui dut deux de ses plus célèbres et savants navigateurs, Pythéas et Euthymènes. Contemporain d'Alexandre, Pythéas, homme d'études profondes et de calculs prodigieux pour son temps, avait, à quarante secondes près des calculs modernes, précisé la latitude de sa ville natale; il avait deviné et expliqué les causes des marées par l'influence de la lune, et il décrivit, après ses hardis voyages, quelques-unes des étoiles voisines du pôle. Toutes les navigations étaient à peu près renfermées alors dans la Méditerranée, cette goutte d'eau relativement aux mers à présent connues, et l'on ne parlait que comme de souvenirs vagues, confus, fabuleux, des tentatives qui avaient été faites au-delà du détroit d'Hercule (détroit de Gibraltar), où l'on avait assis les colonnes de ce demi-dieu, comme pour assigner là des bornes infranchissables à des entreprises réputées terribles et sans retour. Pythéas, avec les faibles secours que les navigateurs

possédaient de son temps, veut ouvrir de nouvelles routes au commerce de sa patrie; il part, dépasse les colonnes herculéennes, longe les côtes occidentales de la péninsule hispanique et des Gaules, affronte les caps périlleux de la vieille Armorique, les tempêtes de ce bras de l'Océan que les modernes ont appelé la Manche, trouve le détroit Gallique (Pas-de-Calais), se risque à le franchir, et pénètre dans la mer du Nord. Il s'étonne, mais comme s'étonne le génie, en avançant; après avoir longé la côte orientale des îles Britanniques, il osa pousser sa passion des découvertes jusqu'à une île qu'il nomma *Thulé*, et que quelques-uns ont supposée être l'Islande. Puis, forcé de reculer peut-être devant de flottantes montagnes de glace, et, comme il l'a dit lui-même, devant des cieux pleins de nuits, il se décida au retour, mais non sans explorer, au passage, des côtes et des eaux qu'il n'avait fait qu'entrevoir en allant. C'est ainsi qu'il pénétra, dit-on, dans la Baltique, par le détroit du Sund, jusqu'au fond des golfes de Finlande et de Bothnie. Dans le même temps, Euthymènes, son contemporain et son compatriote, passait aussi les colonnes d'Hercule; mais prenant des routes opposées, il explorait les côtes occidentales d'Afrique, et, par-delà le cap Noun (terme qu'assignent en général à la navigation des anciens ceux qui ne croient ni au périple africain du Carthaginois Hannon, ni aux navigations des Phéniciens, partant par le golfe Arabique et revenant par le détroit d'Hercule), il reconnut l'embouchure d'un grand fleuve qu'il appela un second Nil, et que quelques auteurs ont supposé être le Sénégal. Longtemps on accusa les deux célèbres navigateurs massaliotes de mensonge, pour quelques opinions erronées qu'ils avaient émises; mais, avant d'être positive, la science fut toujours spéculative et hasardeuse. Les erreurs de Pythéas et d'Euthymènes, erreurs d'ailleurs dont quelques-unes ne sont pas restées sans commentaires satisfaisants, n'enlèvent rien à la grandeur de leurs entreprises constatées [1].

[1] Voir plus amplement dans notre Introduction aux *Navigateurs français*.

Cependant la puissance gauloise était déchue. Déjà, repoussée de l'Italie, elle était réduite à se tenir sur la défensive. Massalie, dans ses démêlés avec les tribus ses voisines, eut l'imprudence d'appeler par deux fois les Romains à son aide. C'était leur montrer le chemin de la conquête. Dès l'an 118 avant l'ère chrétienne, ils vinrent à bout, sous la conduite de Crassus, malgré une résistance désespérée, d'établir une de leurs colonies entre les Pyrénées et la Garonne. Ils se fortifièrent à Narbonne, dont ils firent un port et un entrepôt considérables, au moyen d'une dérivation de l'Aude. Ce fut le commencement de la province narbonnaise, qui finit par embrasser le Languedoc et la Provence d'à présent. Unis à leurs frères les Cimbres ou Kymris de Germanie, et aux Teutons, les Gaulois ressaisissent quelque temps la victoire. Trois généraux romains sont successivement battus, et Rome tremble de nouveau. Heureusement pour elle, Marius arriva de l'Afrique pour rétablir sa fortune et anéantir près d'Aix l'armée des combinés, l'an 102 avant J.-C. Alors, les Romains s'avancèrent, autant par la diplomatie que par les armes, du midi jusque dans l'intérieur du pays. Puis vint Jules-César, qui passa les Alpes l'an 58 avant l'ère chrétienne, et qui, moitié en combattant, moitié en formant des alliances, marcha d'un pas certain à son but : la conquête de toute la Gaule. Dans sa profonde politique, il s'arrangea de manière à vaincre les Gaulois par les Gaulois eux-mêmes. Néanmoins, il trouva de vigoureuses résistances, particulièrement dans les populations maritimes de l'Armorique.

L'an 56 avant Jésus-Christ, les Vénètes, ne se laissant point prendre à ses trompeuses apparences, osèrent retenir ses ambassadeurs. Jules-César aussitôt prit la résolution de s'en venger d'une manière terrible, et d'attaquer les Vénètes par terre et par mer à la fois. Les Romains, dont la marine n'était pas habituée à sortir des limites méditerranéennes, ne s'engagèrent point sans crainte dans une guerre sur l'Océan qui n'avait encore pour eux que des îles, des rades, des ports inconnus; d'ailleurs ils ne possédaient pas de vaisseaux sur cette mer. Mais César, par son génie,

suppléait à tout : il fit aussitôt construire des galères sur la Loire. Il leva des rameurs chez les Gaulois eux-mêmes, rassembla des matelots et des pilotes en Provence ; puis il confia au jeune Décius Brutus le commandement de sa flotte improvisée et augmentée des vaisseaux qu'il avait exigés des peuplades, déjà soumises, du Poitou et de la Saintonge. Tandis que César s'avançait par terre, Brutus sortit de la Loire pour aller attaquer les Vénètes, dont la plupart des villes étaient situées à l'extrémité de langues de terre et sur des promontoires, ce qui en défendait l'accès aux gens de pied quand la mer était haute, et aux vaisseaux quand elle était basse. La flotte romaine, retenue par les vents contraires et par l'inexpérience, fut plusieurs mois sans rien accomplir. Enfin une grande bataille s'engagea en vue des côtes de l'Armorique, sous les yeux mêmes de César et de son armée qui occupait toutes les hauteurs prochaines. Les vaisseaux des Vénètes étaient bien plus favorablement disposés que ceux des Romains pour manœuvrer dans ces parages. La carène en était presque plate, ce qui leur permettait de courir les bas-fonds, et ce qui les soutenait lorsqu'ils étaient à sec. Leur proue et leur poupe, étant très élevées, pouvaient résister à la vague et aux tempêtes. Cette élévation avait encore l'avantage de mettre le soldat à couvert d'un grand nombre de traits, et de lui donner de la supériorité sur l'ennemi. Ces bâtiments étaient entièrement faits du chêne le plus dur, pour braver la tempête et ses coups ; les bancs, formés de poutres d'un pied d'épaisseur, étaient fixés par des chevilles de fer de la grosseur du pouce. Des chaînes de fer, au lieu de cordes, en retenaient les ancres. Les voiles en étaient de peaux amincies et bien préparées, non que les Vénètes manquassent de toile, mais parce que les peaux leur semblaient de plus de résistance contre les vents et d'un meilleur usage sur une mer naturellement houleuse. Joignant la ruse à l'habileté, les Vénètes peignaient de la couleur des eaux de la mer le corps, les voiles, et tous les agrès des vaisseaux ; ils revêtaient d'habits de même couleur les matelots, pour que l'on confondît ce bizarre ensemble

avec les flots, et pour dissimuler ainsi leur marche et leurs explorations à l'ennemi le jour comme la nuit; les Romains leur empruntèrent cet usage[1]. Il est vrai que si les bâtiments des Vénètes avaient le double avantage sur ceux de Brutus de pouvoir soutenir la pleine mer, lorsqu'ils étaient à la voile, et de pouvoir restèr avec plus de sécurité le long de la côte, lorsqu'ils étaient à l'ancre; les navires romains avaient plus d'agilité et de vitesse, et étaient pourvus de l'éperon. Mais l'éperon, pièce de bois ferrée et attachée à la proue, qui servit longtemps d'arme offensive et pouvait percer un navire ordinaire, n'était d'aucun effet contre des masses aussi solides que les bâtiments gaulois. Les tours de bois que les Romains avaient sur leurs vaisseaux ne leur furent pas d'un plus grand secours : comme elles s'élevaient à peine jusqu'à la poupe des vaisseaux gaulois, les traits qui en partaient se perdaient, tandis que ceux des Vénètes n'étaient tirés qu'à coup sûr. Dans cette conjoncture, les Romains usèrent d'invention; à l'aide de faux extrêmement tranchantes, fixées à de longues perches, assez semblables à celles qu'ils employaient pour les siéges, ils accrochèrent et attirèrent à eux les cordages qui joignaient les vergues aux mâts des vaisseaux de leurs adversaires; puis, faisant force de rames, ils les rompirent; les vergues tombèrent incontinent, et les vaisseaux gaulois, dépourvus des voiles et des agrès sans lesquels ils ne pouvaient rien, furent à la merci de l'ennemi. On en vint sur-le-champ à l'abordage, et l'affaire se trouva réduite à un combat de pied ferme, dans lequel les légions romaines ne pouvaient manquer d'avoir le dessus. Les Gaulois, ne sachant plus aucun moyen de se garantir de ce genre d'attaque imprévu, résolurent d'abandonner le combat et de faire rentrer au port tout ce qu'ils pourraient encore sauver de leur flotte. Déjà ils avaient tourné la poupe pour prendre le vent arrière,

[1] Ne tamen exploratoriæ naves candore prodantur, colore veneto (qui marinis est fluctibus similis) vela tinguntur et funes : cera etiam qua ungere solent naves inficitur. Nautæ quoque vel milites venetam vestem induunt, ut non solum per noctem, sed etiam per diem facilius lateant explorantes. (*Flavii Vegetii de re militari*, lib. IV, cap. XXXVII.)

quand soudain un calme plat survint, qui laissa leurs vaisseaux immobiles, et permit aux Romains d'en achever le désastre. Les légionnaires les abordèrent l'un après l'autre : presque tous ceux qu'ils n'enlevèrent point, furent brûlés ou coulés bas. Il n'y eut qu'une très petite partie de la flotte gauloise qui, à la faveur de la nuit, put rentrer au port. Les Romains ne firent guère de prisonniers, presque tous les équipages des vaisseaux gaulois ayant mieux aimé se jeter à la mer que de tomber en servitude. Cette grande bataille navale avait duré depuis dix heures du matin jusqu'au coucher du soleil [1]; elle mit fin à la guerre de Jules-César contre les tribus de l'ouest de la Gaule; mais elle témoigne suffisamment que cette partie du pays possédait déjà d'importants établissements maritimes, des flottes nombreuses, et une population courageuse, entreprenante, et non dépourvue d'habileté nautique. César usa fort cruellement de sa victoire; héros d'une nation qui ne voulait la liberté que pour elle, il fit mettre à mort les principaux d'entre les Vénètes, et vendre les autres à l'encan, pour les punir de leur patriotisme. Du reste, on trouvera la conquête de la Gaule par les Romains beaucoup moins triomphale qu'on ne la suppose, et la défense de ce pays beaucoup plus belle encore qu'on ne l'estime généralement, si l'on réfléchit qu'un territoire si vaste renfermait à peine alors cinq à six millions d'habitants, éloignés les uns des autres et ne pouvant concerter leurs moyens d'action contre une puissance aussi unie que l'était alors celle de Rome.

[1] Dom Morice, dans son *Histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, suppose qu'elle fut livrée entre Quiberon et la presqu'île de Ruis. « Rien ne nous marque mieux, dit cet auteur, le cas que César a fait de sa victoire sur les Vénètes, que la description qu'il a donnée de leur pays. Pour faire sentir à ses lecteurs l'importance de sa conquête et la grandeur de sa victoire, il est entré dans le détail de toutes les difficultés qu'il a eues à surmonter. Sa description ne peut être plus exacte et plus fidèle, cependant presque aucun de ses interprètes ne l'a bien comprise, faute d'avoir vu les lieux. . . . . Leurs villes (les villes des Vénètes) étaient bâties sur les bords d'un golfe assez étendu, mais dont l'entrée est très étroite. César l'appelle une mer close et renfermée : on le nomme dans le pays *Morbihan*, c'est-à-dire *petite mer*. Quelques changements qu'une longue suite de siècles ait causés dans ce golfe, on y voit encore les pointes ou langues de terre sur lesquelles les places des Vénètes étaient situées. Elles étaient de difficile abord par terre à

Quelques restes infortunés des Vénètes et d'autres Gaulois réussirent à échapper, les uns par terre, les autres par mer, au joug des Romains; ils cherchèrent un refuge du côté des tribus gauloises qui déjà occupaient une partie de la Germanie, et s'établirent, selon toutes probabilités, entre les embouchures du Rhin et de l'Elbe, là où depuis se forma la ligue des Francs. Menant la vie de pirates et inquiétant incessamment la puissance romaine, ils surent se conserver sur mer la liberté qu'ils avaient perdue sur terre, en attendant que Rome en décadence permît à leurs enfants de revenir dans la mère-patrie. César, selon son habitude, n'eut garde de négliger le courage et les talents des vaincus. Outre qu'il fit construire des navires semblables à ceux des Vénètes, il eut soin de s'appuyer, durant sa querelle avec Pompée et dans sa guerre d'Afrique, d'une armée navale de Gaulois dont il tira les plus grands services. Quand il se disposa à passer dans la Grande-Bretagne, il fit ses préparatifs à l'embouchure de la Seine, où était un des principaux ports de la Gaule.

Massalie, qui avait appelé les Romains dans la Gaule et qui les avait fortement aidés dans leur conquête, ne devait pas tarder à être à son tour leur victime. Une nouvelle imprudence, produite du moins par un généreux sentiment, l'ayant portée à prendre le parti de Pompée contre César, dans la lutte gigantesque de ces deux fameux capitaines, le second, pour s'en venger, la fit assiéger par terre et par mer.

Précédemment, dans sa guerre avec les habitants de la Grande-

cause du flux de la mer, qui, deux fois le jour, remplissait d'eau toutes les vallées qui y étaient en grand nombre, et y formait des marais impraticables. L'accès n'en était pas plus facile du côté de la mer par rapport au reflux qui, pareillement deux fois le jour, laissait les vaisseaux à sec, sur la vase ou sur des rochers, ce qui les rendait inutiles. On ne voit plus sur ces pointes les forts dont parle César; on n'en remarque même aucun vestige, si ce n'est à Locmaria-Ker, où l'on découvre quelques ruines, dans lesquelles on a trouvé des médailles romaines. Mais si l'on ne sait pas positivement où étaient ces places, on conçoit aisément que les Vénètes étant maîtres du Morbihan, pouvaient passer, sans aucun risque, d'une place à l'autre et se secourir mutuellement. Le Morbihan renferme plusieurs îles et rochers, qui en rendent la navigation dangereuse. Lorsque la mer est retirée, il y reste toujours des canaux qui ne sont connus que des gens du pays, et où les étrangers courent risque d'échouer, s'ils n'en connaissent les profondeurs. »

Bretagne, il avait appris de ceux-ci à se servir des navires primitifs de la Gaule, à la quille et aux varangues d'un bois léger, à la carcasse d'osiers tressés, recouverte de cuir; il en fit construire sur ce modèle. Ce fut encore à Décius Brutus qu'il donna le commandement de sa flotte. Elle était inférieure en nombre à celle des Marseillais qui avaient dix-sept galères, sur lesquelles onze étaient pontées. Mais César avait placé sur ses vaisseaux l'élite de son armée. Tous ses soldats s'étaient pourvus de harpons, de mains de fer, d'une grande quantité de javelots, de dards et d'autres traits. La flotte marseillaise, après avoir tout disposé, s'avança avec confiance contre celle des Romains qui était à l'ancre devant une des petites îles situées en face de Marseille même. A l'approche de ses adversaires, Brutus fit sortir ses vaisseaux du port; il les disposa en croissant, et l'action s'engagea. On combattit des deux côtés avec un égal courage. Des Gaulois, habitants des montagnes au-dessus de Marseille, et de tout temps dévoués à cette ville, se signalèrent sur la flotte opposée aux Romains. Les Marseillais, par la vitesse de leurs vaisseaux et l'adresse de leurs pilotes, évitaient ou soutenaient avec avantage le choc des galères romaines, et, étendant leurs ailes autant que l'espace le permettait, ils cherchaient à envelopper ces galères, se réunissaient contre une seule, ou tâchaient, en passant, de briser les rames de leurs adversaires. S'ils étaient forcés d'en venir à l'abordage, la science et l'habileté des pilotes faisaient place à la vigueur des montagnards gaulois. Cependant la fortune de César finit par l'emporter. Les Marseillais perdirent, dans une première bataille, neuf de leurs galères. Ils ne se tinrent pas pour domptés. Une nouvelle bataille navale eut lieu entre leur flotte à demi-réparée, et celle de Brutus, qui s'était encore augmentée de ses captures. Les Marseillais, persuadés qu'il y allait de leur liberté, coururent, jeunes gens et vieillards, sur leurs derniers vaisseaux. Tandis que les femmes et les enfants remplissaient les temples de leurs prières, et que les gardes, obligés de rester dans la cité, élevaient, du haut de leurs murailles, des

mains suppliantes vers le ciel, là, tout près, sur la mer, se décidait le sort de Marseille; par suite aussi peut-être celui de César et de Pompée, et du monde entier. Jamais les Marseillais n'avaient déployé un plus grand courage; il tenait de la fureur et du désespoir, sans faire perdre de vue l'habileté. Les vaisseaux romains s'étant séparés, les Marseillais saisirent cette circonstance pour mettre à profit l'adresse de leurs pilotes. Dès qu'un de leurs vaisseaux était accroché par les mains de fer de l'ennemi, tous les autres venaient à son secours. Forts surtout des braves montagnards gaulois qu'ils portaient, ceux-ci ne craignaient pas de combattre de près. Deux trirèmes de Marseille, reconnaissant, à son enseigne, le vaisseau que montait Brutus, firent force de rames pour l'attaquer des deux côtés. Brutus n'échappa que par une manœuvre qui ressemblait fort à une fuite. Les trirèmes, manquant ainsi leur coup, se heurtèrent; l'une d'elles brisa son éperon et fut toute fracassée. Quelques vaisseaux romains, qui étaient à peu de distance, purent attaquer alors les deux vaisseaux marseillais sans danger, et les couler à fond. Ce fut le commencement d'un désastre qui aurait pu être réparable, si les alliés des Marseillais, ceux par qui ils étaient entraînés à leur ruine, avaient montré un courage égal au leur. Mais Nasidius, que Pompée avait envoyé pour les secourir avec seize vaisseaux, dont quelques-uns étaient à proue d'airain, se retira presque aussitôt du combat avec sa flotte, sans avoir été de la moindre utilité. La lâcheté des gens qui montaient les vaisseaux de Nasidius ne s'émut ni des prières, ni des reproches, ni du désespoir des Marseillais. Aussi ces funestes alliés purent-ils se sauver sains et saufs, tandis que ceux qu'ils avaient compromis voyaient quatre de leurs galères prises par l'ennemi, cinq coulées à fond, et envoyaient la dernière, la seule qui leur restât, porter à la ville éplorée la nouvelle de la catastrophe des autres. Marseille continua à se défendre; elle épuisa toute son énergie, tout son génie, tous ses trésors, toutes ses ressources, tout son sang, dans une lutte inégale, et où pourtant un autre que l'heureux César eût sans

2.

doute succombé. La courageuse cité fut enfin obligée de se remettre à la discrétion du vainqueur, qui la traita avec une rigueur extrême. Cela se passait en l'année 49 avant Jésus-Christ. Les Marseillais néanmoins ne tardèrent pas à pouvoir se gouverner de nouveau par eux-mêmes et avec leurs anciennes lois. Rome leur rendit l'indépendance en considération de leurs services passés. Leur système républicain reposait sur une aristocratie réglée, qui était assez dure pour le peuple et se montrait fort amie de l'esclavage d'autrui.

Avant que la domination des Romains se fût étendue au-delà des Cévennes, les principales positions de la Gaule sur la Méditerranée ou dans le voisinage sur les fleuves, étaient, des Alpes aux Pyrénées, dans ce qu'on appelait la *province romaine* ou *narbonnaise*, et les *possessions massaliotes* (comté de Nice, Provence, Languedoc et Roussillon) : *Herculis-Monœci-Portus* (Monaco); *Nicœa* (Nice); *Antipolis* (Antibes); *Egitnapolis* (peut-être la Napoule); *Olbia* (Eoubo); *Athenopolis* (peut-être Saint-Tropez); les trois *Stœchades* (îles d'Hyères), à savoir : *Hypea* (île du Levant), *Mesè* (Portcroz), et *Protè* (Porqueroles); *Tauroïs* ou *Taurœntum*, dont on voit encore les ruines; *Citharista* (Ceyresthe, à une lieue de la Ciotat); *Massalia* (Marseille), reine de toutes ces positions et de plusieurs autres encore; *Bergine* (peut-être Berre), sur le bord septentrional de l'étang ou lagune de ce nom dans la plaine phénoménale de la Crau; *Anatilia* (Martigues); *Theline*, nommée ensuite *Arelate* (Arles); *Rhodanousia*, colonie disparue, comme on l'a dit, probablement par suite des atterrissements du Rhône; *Naustalo* (peut-être Aigues-Mortes); *Agatha* (Agde); *Besara*, puis *Beterrœ* (Béziers), sur l'Orbe; *Narbo-Martius* (Narbonne); *Ruscino* (Castel-Roussillon), sur le Tet; *Illiberis* (Elne); sans comprendre, au-delà du promontoire pyrénéen, *Rhoda* (Rosas), *Emporiœ* (Ampurias), et autres colonies marseillaises sur la côte d'Espagne. Les principales positions de la Gaule sur l'Océan et ses fleuves étaient, des Pyrénées un peu au-delà du détroit gallique, dans ce qu'on appelait selon les géographes latins l'*Aquitaine* (Guienne et Gascogne), et

aussi pays des *Tarbelles*, des *Boyens* et des *Bituriges-Vivisques*; le pays des *Santons* (Saintonge, Angoumois et Aunis); le pays des *Pictons* (Poitou); l'*Armorique* (Bretagne et grande partie de la Normandie); le pays des *Calètes* (pays de Caux); les pays des *Ambiens* (Picardie), des *Morins* (Boulonnais et Calaisis), des *Nerviens* et des *Ménapes* (Flandres); les positions maritimes de la Gaule étaient sur ce vaste littoral : *Sibutzates* (Sobusse), sur l'Aude; *Boates* ou *Bercorates* (Tête-de-Buch); *Burdigala* (Bordeaux), sur la Garonne; *Portus-Santonum* (La Rochelle); *Uliarus* (l'île d'Oléron); *Secor-Portus* (probablement Olone); *Samnitum* (Noirmoutiers); *Corbilo*, port détruit (peut-être Coueron, ou, selon quelques-uns, Corsep[1]); *Condivincum* ou *Namnetes* (Nantes), sur la Loire; *Brivates-Portus* (près du Croisic); *Vindilis* (Belle-Ile); *Dariorigum*, puis *Venetium* (Vannes); *Vorganium* ou *Gesocribate* (Brest); *Uxantis* (Ouessant); *Curiosolites*, *Ingena*, puis *Abrincæ* et *Abrincatum* (Avranches); *Sena* (l'île de Sein), fameuse par ses mystères druidiques; *Riduna* (Aurigny); *Cæsarea* (Jersey); *Sarnia* (Guernesey); *Crociatonum* (Turqueville), à l'entrée de la baie d'Isigny; *Ratumagus* (Rouen), sur la Seine, port fluvial de la plus grande importance, etc., etc.

Sous l'entière domination romaine, le nombre des positions maritimes de la Gaule s'augmenta. Sur la Méditerranée, où l'ancienne province romaine et les possessions massaliotes avaient été divisées en *Alpes maritimes* (comté de Nice); *Seconde Narbonaise* (partie sud-est de la Provence); *Viennoise* (partie ouest de la Provence jointe au Dauphiné); *Première Narbonnaise* (Languedoc et Roussillon); sur la Méditerranée, le port de *Forum-Julii*, Marché de Jules (Fréjus), commencé par Jules-César et terminé par l'empereur Auguste, dans un but de rivalité avec Marseille, devint, en peu de temps, un des grands entrepôts de la Gaule[2]; si

[1] Plusieurs auteurs ont pensé que *Corbilo* n'était autre que Nantes même. « *Corbilo, seu, et aliquando, Corbilum*, dit Baudrand, *urbs fuit Galliæ Lugdunensis, ad Ligerim fluvium, Strabone teste, quæ à multis creditur Condivincum, nunc* Nantes, *in Britannia minori; sed non bene constat.* (*Michaelis Antonii Baudrand parisini Geographia.*)

[2] Le port de Fréjus avait, selon le curé Girardin, auteur d'une histoire de la ville de ce

Taurœntum ne laissa bientôt plus voir que des ruines, *Telo-Martius* s'éleva, que l'on présume, bien que sans entière certitude, avoir été le commencement de Toulon; Arles prit l'aspect d'un arsenal militaire où l'on construisait des galères pour guerre; Narbonne, devenue la capitale de toutes les colonies romaines au-delà des Alpes, finit par être tenue pour le port de toute la Gaule; *Cervaria* (Cervera) et *Portus-Veneris*, port de Vénus (Port-Vendres), furent de nouvelles créations maritimes au pied des Pyrénées. Sur l'Océan, dans les provinces qui avaient pris des Romains, leurs nouveaux maîtres, les noms de Troisième-Aquitaine ou Novempopulanie (Gascogne et Guienne jusqu'à la Garonne); Seconde-Aquitaine (partie de la Guienne avec Bordeaux, Angoumois, Saintonge, Aunis et Poitou); *Troisième-Lyonnaise* (Bretagne); *Seconde-Lyonnaise* (Normandie); *Seconde-Belgique* (Picardie, Artois et Flandre); sur l'Océan, et dans les provinces qu'on vient de nommer, le fleuve de l'Adour vit naître, vers son embouchure, *Lapurdum* (qui, selon toutes probabilités, fut l'origine de Bayonne); avant d'arriver à Bordeaux par l'embouchure de la Gironde, on trouva sur la rive droite de ce fleuve quatre stations: *Novioregum* (Royan), *Tamnum* (Talemont), *Blavia* (Blaye), *Burgus* (Bourg). *Portus-Namnetum* (Nantes) supplanta *Corbilo;* on vit naître *Blabia* (le Blavet); *Aletum*, des ruines de laquelle devait sortir, dans le voisinage, *Macliovopolis* ou *Maclovium* (Saint-

nom, qui, vers 1729, en put encore mesurer aisément l'étendue, 2,480 pas de circuit. Il était creusé dans l'intérieur des terres, sous les murs de la ville, et communiquait à la mer par un chenal sinueux de 2,000 mètres de longueur; une dérivation de la rivière d'Argens formait une espèce d'écluse de chasse, qui entretenait l'entrée continuellement libre; cette dérivation et d'autres travaux, tels qu'un mur fort curieux dont parle le curé Girardin, lequel se prolongeait jusque dans la mer et retenait adossé contre lui le limon qui aurait obstrué l'entrée du canal; cette dérivation et ces travaux n'ayant pas été entretenus, le canal se combla, et le port, ne communiquant plus avec la mer, se transforma en marais. Ce n'est que depuis peu d'années que ce marais a été desséché et livré à l'agriculture. On assure que, malgré la ruine même de l'ancienne ville de Fréjus par les Sarrasins, vers 940, l'entrée du port était encore parfaitement libre et son bassin assuré à la fin du dixième siècle. Quoique le port de Fréjus soit maintenant comblé, on voit encore de beaux restes de quais, deux bornes d'amarre en granit, où le frottement des cordages se reconnait sans peine, un phare circulaire et une espèce d'arc triomphal, désigné aujourd'hui par le nom de Porte-Dorée, sous lequel on passait pour aller de la ville au port.

Malo); *Grannonum* (Granville); *Coriallum*, puis *Caroburgus* (Cherbourg[1]); *Grannona* (peut-être Port-en-Bessin), près de Bayeux; *Carocotinum* (Crétine), tout près du lieu où est Harfleur; *Juliobona* (Lillebone); *Gessoriacum*, nommée depuis *Bononia* (Boulogne), où Caligula fit élever la tour d'Ordre lorsqu'il projeta de passer dans la Grande-Bretagne; *Itius-Portus* (Wissant) d'où cingla, par deux fois, Jules-César pour cette même Grande-Bretagne[2]; *Citerior-Portus* (peut-être Ambleteuse); *Ulterior-Portus*, (Calais ou Sangate[3]), et quelques ports dont les noms sont inconnus dans le pays des Morins, des Nerviens et des Ménapes.

Le progrès ne fut pas moins grand dans l'intérieur du pays que sur son littoral. Partout des villes s'élevaient; partout où Rome passait, elle laissait une empreinte durable et féconde. Le monde se transformait sous sa puissante main; elle faisait presque bénir les chaînes qu'elle forgeait à l'univers, en semant les champs de

[1] La ville de Cherbourg (*Coriallum, Cæsaris-Burgus, Chereburgum, Cherebertum*) est fort ancienne. Lors de la démolition de son vieux château, vers 1694, on trouva des médailles de Jules-César, de Néron, de Nerva; et même, dit-on, sous une des roches de la montagne du Roule, des médailles avec une inscription grecque qui signifiait : « Nicomède, roi d'Épire. »

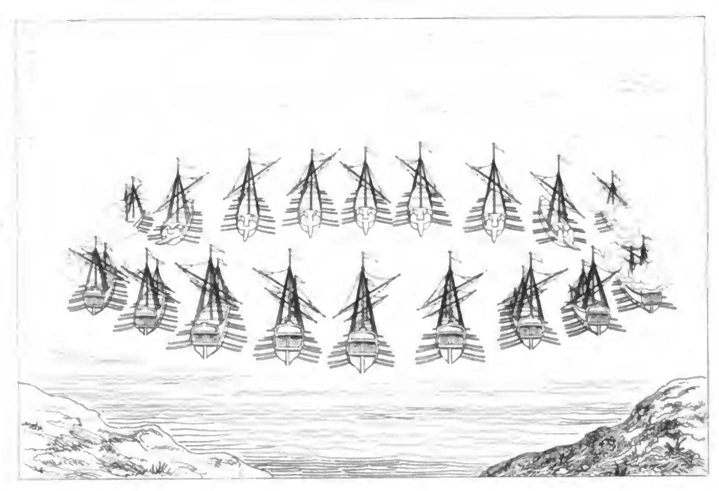
[2] On a beaucoup disserté sur le *Portus-Itius, Icius* ou *Iccius*. Le savant du Cange et le fameux géographe Samson luttèrent ensemble à ce sujet. Lefebvre, auteur de l'*Histoire générale, et particulière de la ville de Calais et du Calaisis* ou *Pays reconquis, précédée de l'histoire des Morins* (2 vol. in-4. Paris, M DCC LXVI), prétend que ce port existait avant l'arrivée des Romains dans la Morinie, mais sous un autre nom *qui nous est entièrement inconnu*; d'ailleurs il n'apporte pas le moindre indice à l'appui. Il accepte avec du Cange l'opinion la plus généralement admise, que le *Portus-Icius* est celui de Wissant. D'autres ont prétendu, avec Samson et l'Anglais Guillaume Sommer, que c'était Boulogne; d'autres enfin que c'était Portet, Sangate, Calais, Saint-Omer, Mardick, l'Écluse, Bruges, même Gand ou Nieuport; on a été jusqu'à nommer Dieppe. D'Anville a établi, sur une carte particulière que l'on trouve dans son atlas, la position d'*Icius-Portus* où est à présent Wissan, Wit-sand (de deux mots anglais qui signifient sable blanc). « *Ego visis illis partibus*, *anno* 1673, dit Baudrand, *et attente observatis loci situ et aliis omnibus, existimo cum Camdemo, Brietio, et indigenis illius tractus, Iccium-Portum esse locum Galliæ Caleto vicinum, in comitate Boloniensi et in Picardia provincia, quem indigenæ* Wissan *vocant, Angli* Witsand, *Flandri* Isten *et nautæ* Esseu, *nomine parum mutato, qui nunc vicus ad fretum Gallicum, ubi antea oppidum et portus arenis oppletus.* » César le décrit ainsi : « *Omnes ad Portum-Itium convenire jubet, ex quo portu in Britanniam trajectum commodissimum esse cognoverat, circiter millium triginta a continenti.* »

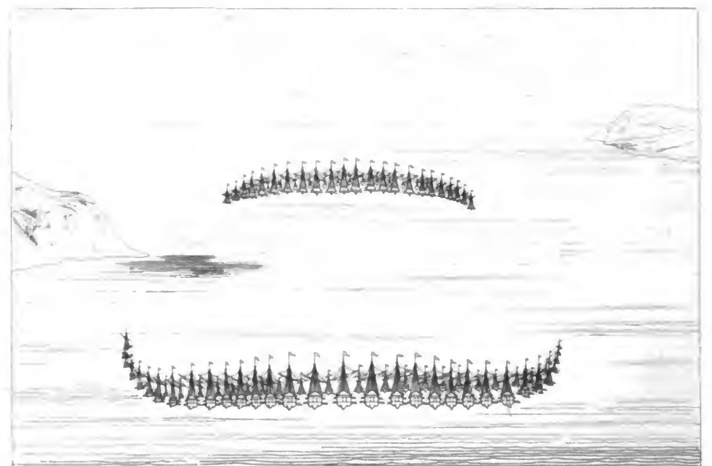
[3] Quant à l'*Ulterior-Portus*, on ne sait trop sa place, si ce n'est qu'il était très rapproché de l'*Itius-Portus*. Samson le met où est à présent Calais; M. Walkenaër à Sangate. Lefebvre, auteur de l'*Histoire de Calais*, cherche à établir une distinction entre *Gessoriacum* (Boulogne), et un *Gessoriacum-navale*, qui aurait été l'origine de Calais

l'avenir. Les Gaulois ne sentirent bientôt plus le joug; au contraire, ils craignirent d'être délaissés par Rome et cherchèrent à se confondre en elle. On les appela les Gallo-Romains. Ils donnèrent des empereurs à Rome, et plus d'une fois, les empereurs romains choisirent les principales villes de la Gaule pour en faire leur séjour. On pourrait même dire qu'il vint un temps où Rome ne fut plus dans Rome, mais dans Narbonne, dans Arles, dans Lyon et enfin dans Paris. C'est de cette position centrale, c'est de la Gaule que la durée ou la chute de l'empire des Césars parut dépendre au moment où fondit sur lui le déluge des Barbares, signal d'une immense transformation, et de l'enfantement du monde moderne au sein de la nuit d'un nouveau chaos.

ORDRES DE BATAILLES DES GALÈRES,

d'après le Père Hoste.





Les galères dans un combat se rangeaient en croissant dont les cornes tournaient vers l'ennemi et dont le milieu était occupé par le général, afin que de là il découvrit plus aisément tout ce qui se passait dans son armée. Les deux armées ainsi disposées, se rapprochaient et le combat ayant commencé par les cornes des croissants, s'étendait insensiblement jusqu'à ce que les deux armées se fussent mêlées, et que chacun put partager le péril et la gloire de l'action. (Hoste, Évolutions navales, Page 18.)

A la bataille de Lepante livrée le 7 octobre 1571 par les chrétiens aux Turcs, les deux armées étaient dans l'ordre indiqué dans la 2me partie de cette planche, l'armée chrétienne composée de 203 petites ou grandes galères et celle des musulmans de près de 250, chacune formant une grande ligne un peu recourbée par les deux bouts du côté de l'ennemi.

CHAPITRE II.

De 250 à 687.

Marine des Francs. — Intrépidité des Francs sur la mer. — Expéditions des Francs en Afrique, vers 253. — Des Francs, exilés sur les rives de la mer Noire par l'empereur Probus, reviennent par mer dans leur patrie, après avoir tout terrifié sur leur passage. — L'empire romain obligé de déployer toutes ses forces navales contre les pirates saxons et francs. — Du commandement armorique sous les Gallo-Romains. — Paris arsenal maritime. — Révolte de Carausus. — Les Francs prennent pied peu à peu dans la Gaule. — Ils président aux destinées de l'empire. — Invasion des Barbares en 406. — Déchirement et ruine de l'empire d'Occident. — L'Armorique s'érige en république confédérative. — Établissement de quelques peuples dans la Gaule. — État de la Grande-Bretagne à cette époque. — Son envahissement par les Saxons. — Elle prend le nom d'Angleterre. — Les Francs-Saliens. — Établissement successif de la monarchie des Francs dans la Gaule. — Childeric, roi des Francs, bat les Saxons sur mer, et prend trois de leurs îles. — Clovis, roi des Francs. — Ses conquêtes. — Fin de la république armorique. — Clovis règne sur toute la Gaule, qui prend le nom de France. — La monarchie française après la mort de Clovis. — Exploits de Théodebert sur mer. — Défaite des Danois. — Conquête de la Sicile. — Mort de Théodebert au moment où il se dispose à conquérir l'empire d'Orient. — Victoire navale remportée par Charles-Martel sur les Frisons. — Fin de la période mérovingienne. — État des côtes de France durant cette période.

Un bruit semblable à celui des vagues roulant l'une sur l'autre, puis se déroulant pour revenir encore, se faisait entendre distinctement, depuis l'an 250 environ de l'ère chrétienne, le long de la mer du Nord, des embouchures de l'Elbe à celles du Rhin, par-là où s'étaient réfugiés ceux des Bretons ou autres Gaulois qui n'avaient pas voulu accepter la domination romaine, par-là aussi peut-être où était descendue des terres intérieures la postérité des colonies gauloises implantées par Sigovèse, ou avant même et après lui, dans la Teutonie [1]. Par-là, en effet, une puissante ligue ou confédération de tribus venait de se former sous le nom de Francs ou *hommes libres*, et sous la conduite probable d'un chef

[1] Les historiens allemands récents, entre autres M. Pfister, dans son *Histoire d'Allemagne*, pour combattre l'authenticité de ces colonies gauloises dans la Germanie, ne trouvent d'autre moyen que de nier l'autorité de Tite-Live, de Jules-César et de Tacite, n'apportant pas d'ailleurs autre chose que leur stérile négation à l'appui de leur opinion. La mauvaise foi de quelques-uns, de ce M. Pfister particulièrement, a été jusqu'à prétendre que ce n'étaient pas des Gaulois, mais des Teutons, qui avaient envahi les premiers l'Italie et l'Espagne, fait trembler Rome, et couvert de leurs colonies la Ligurie, la Celtibérie, etc. Il n'y a rien à répondre à de pareilles énormités anti-historiques. Au moins Pelloutier, dans son *Histoire des Celtes*, écrite à un point de vue trop absolument gaulois peut-être, avait-il

illustre par le prix qu'attachèrent ses successeurs à se perpétuer dans son propre nom de Mérovée, nom qui disait assez que son premier titre à la puissance et à la renommée avait été la mer[1]. La mer semblait donc être le domaine de ce chef. Aussi les Francs qui lui obéissaient, après l'avoir librement élu, étaient-ils connus et redoutés sur l'Océan avant qu'il fût question des Danois et autres hommes du Nord, et même des Saxons qui partagèrent souvent leurs périls et à qui ils montrèrent le chemin des conquêtes. Leur marine, comme celle des Saxons, ressemblait exactement à celle des Gaulois qui avaient colonisé la Grande-Bretagne. On a déjà vu que c'étaient de petits navires d'osier doublés de cuir. C'était un jeu pour les Francs de courir le vaste Océan sur ces légères embarcations[2], et de hasarder avec elles des voyages de long cours. Il faut entendre des marins francs tout ce que les anciens auteurs ont dit des Saxons, avec lesquels ils ont été souvent confondus dans l'origine[3]. Ils étaient renommés pour leur adresse à se servir de tous les vents, à surprendre l'ennemi, à attaquer à l'improviste, à faire au besoin retraite, pour bientôt et non moins inopinément revenir à la charge. Ils se livraient à la course avec une audace et un succès inouï, allaient à l'abordage avec une effrayante décision, sautaient dans le navire adverse et renver-

montré de profondes études et une grande science, en cherchant à démontrer que la Germanie et l'Europe presque entière étaient celtiques, ou, comme il dit, keltiques ou scytiques, ce qui pour lui est tout un, et par conséquent gauloises. M. Pfister traite de *rêveries* les opinions de Pelloutier. Rêveries, c'est possible à certains points de vue, mais rêveries savantes ; il n'en est pas de même des opinions de M. Pfister. Un autre auteur allemand, M. Kosrauhch, dans une *Histoire d'Allemagne*, où il ne se montre pas moins Gallophobe et Franco-phobe, n'ose pourtant pas nier la présence des Gaulois sur le sol germanique dans des temps reculés; il n'en dit pas un mot, c'est plus prudent.

[1] *Meer-wigh*, guerrier de mer. Il est supposable qu'il y eut un Mérovée qui donna son nom à la race des Mérovingiens, avant le successeur présumé du douteux Pharamond.

[2] Tacite parlait, bien avant que la confédération des Francs fût formée, de la légèreté des navires des Chauques qui devaient faire partie de cette confédération. *Apud Chaucos levia navigia*, dit-il.

[3] Entr'autres par Eutrope, Ammien Marcellin, Sidonius Apollinaris, etc. — Rapin-Thoiras, dans son *Histoire d'Angleterre*, émet l'opinion que les Francs et les Saxons formaient, dans le principe, une même nation, et que les uns et les autres étaient issus des Cimbres de la Chersonèse cimbrique, de même que les Danois et autres hommes du Nord. Nous avons dit que les Cimbres n'étaient autres que les Kymris.

saient tout ce qui s'y trouvait avant qu'on eût eu le temps de se reconnaître. Ne se sentaient-ils pas en force, alors ils se dérobaient avec une ruse sans égale, et déjouaient par d'habiles manœuvres tous les calculs des forces supérieures. On aurait cru qu'ils avaient vu la mer à sec, tant était précise la connaissance qu'ils avaient de tous les bancs et de tous les écueils. Ils souriaient à la fureur des vagues et se berçaient dans la tempête; les naufrages, sans jamais les étonner, servaient d'exercice à leur courage. Comme on vit faire depuis les Normands, ils entraient dans les fleuves, les remontaient jusqu'à plus de quarante lieues, déposaient sur leurs rives des armées considérables, ravageaient, rançonnaient tout le pays, et, après avoir retiré de l'eau leurs embarcations, ils les chariaient d'une rivière à l'autre, de sorte qu'entrés par l'embouchure d'un fleuve, on les pouvait voir sortir bien loin de là par l'embouchure d'un autre.

Vers 253, lorsque Valerianus et Galienus, son fils, étaient associés pour le gouvernement de l'empire romain, les Francs se montrèrent pour la première fois sur la rive gauche du Rhin. Vainement Posthumus, lieutenant de Galienus, se flattait-il de les avoir vaincus : un essaim de Francs, allant toujours en avant et dédaignant les dangers qu'il pouvait laisser derrière lui, traversa toute la Gaule, passa les Pyrénées, stupéfia de sa présence inattendue Tarragone qu'il détruisit, ruina plusieurs autres villes d'Espagne, et, après s'être emparé de quelques navires sur les côtes de Catalogne, alla faire voir dès lors aux rivages barbaresques de l'Afrique les aïeux des croisés et des futurs conquérants de l'Algérie. La Mauritanie trembla devant cette poignée d'audacieux marins qui ne l'abandonnèrent qu'après l'avoir ravagée. L'audace des Francs causa la chute de Galienus, dont la souveraineté s'étendait spécialement sur la Gaule; une guerre civile éclata par suite, durant laquelle les Francs pénétrèrent de nouveau dans la Gaule, où ils furent suivis par les Bourguignons, peuple d'origine vandale. Vers l'an 277, l'empereur Probus reprit sur eux, il est vrai, près de soixante villes, refoula les Francs dans les marais

des bords du Rhin, et contraignit les Bourguignons à abandonner les rives de la Seine pour regagner celles de l'Oder. Le même empereur ayant distribué des terres à ce qu'on appelait les Barbares, mais ayant eu soin de séparer ceux-ci, de les transplanter en quelque sorte pour qu'ils ne pussent réunir leurs efforts, on vit un exemple plus prodigieux encore que le précédent de l'intrépidité des Francs sur la mer, exemple dont les auteurs latins ne parlent qu'avec l'expression d'un étonnement mêlé d'effroi. Audace incroyable! disent-ils, les Francs, que l'empereur Probus avait déportés sur les bords du Pont-Euxin, se saisirent de plusieurs vaisseaux dans un des ports de l'Asie-Mineure, se jetèrent dessus, traversèrent le Bosphore et l'Hellespont, ravagèrent d'abord les côtes de l'Asie et celles de la Grèce qui se trouvaient sur leur route, allèrent faire en Libye plusieurs descentes que le succès couronna, abordèrent ensuite en Sicile, où ils prirent Syracuse, ville jadis si célèbre par sa puissance navale, allèrent de là faire une descente dans le pays que les Romains appelaient la province d'Afrique, ne se rembarquèrent qu'à l'approche d'une armée qui s'était rassemblée dans Carthage pour les combattre, entrèrent dans l'Océan par le détroit d'Hercule, et tournant les côtes d'Espagne et de la Gaule, passant le détroit Gallique, arrivèrent enfin, sans pertes et sans dommages, dans le pays qu'occupaient leurs compatriotes, montrant ainsi au monde qu'aucun lieu n'était fermé à la témérité des pirates, pourvu qu'un navire pût y atteindre. Dans cette circonstance, comme dans la précédente, les auteurs latins désignent tous les intrépides marins par le nom de leur ligue. Jamais Dioclétien, élevé à l'empire en 284, ne ressentit une plus grande joie que quand il crut avoir dompté les pirates francs. Cette joie fut de courte durée, car les Francs ayant bientôt repris leurs courses vers les côtes du gouvernement armorique ou maritime, il fallut déployer contre eux toutes les forces navales dont on pouvait disposer de ce côté.

C'est peut-être ici l'occasion de dire en quoi consistaient ces forces et quelle était l'importance du gouvernement armorique

sous les Gallo-Romains. Il embrassait tout le littoral de la Gaule que baigne l'Océan Atlantique, de l'embouchure de l'Adour à celle du Rhin, et s'avançait en outre si avant dans les terres, qu'on le retrouvait presque jusqu'aux sources de la Garonne, de la Loire, de la Seine et de la Meuse [1]. Non seulement, en effet, les Gallo-Romains entretenaient des vaisseaux ronds ou de haut-bord et des galères pour la garde des côtes de la Gaule, mais ils avaient à l'embouchure des fleuves un grand nombre de petits bâtiments destinés à mettre obstacle à l'entrée et aux descentes des pirates. A mesure que ces pirates osèrent pénétrer plus avant dans les terres, on recula les arsenaux et les bassins des flottilles de bateaux plats tirant peu d'eau, pour les mettre plus à l'abri des soudaines agressions. Ainsi la flottille destinée à garder la Meuse avait son arsenal et son bassin dans le lit de la Sambre; ainsi la flottille chargée de garder la Seine avait son arsenal et son bassin à Paris [2], peut-être dans le lieu où s'élève aujourd'hui l'église Notre-Dame, conjecture fondée, a dit un savant homme [3], sur ce que ce bassin était plus en sûreté au-dessus qu'au-dessous de la Cité, et sur ce qu'en 1711, on trouva, en jetant les fondements d'un maître-autel nouveau, des inscriptions posées par le corps des mariniers de Paris, inscriptions qui, dans le temps de leur découverte, furent publiées avec des explications. De là vient peut-être aussi, ajoute le même auteur, que la ville de Paris porte un vaisseau dans l'écu de ses armes.

En 287, Carausus, Gaulois de nation, homme d'obscure naissance, mais fort habile et entreprenant, qui commandait les forces maritimes de l'Armorique, et était spécialement préposé à la garde du littoral gallo-romain contre les Francs et les Saxons, fut accusé de les laisser pénétrer dans le pays et s'y assouvir de butin,

[1] C'est dans la *Notice de l'Empire*, fait observer Dubos, qu'il faut aller chercher l'étendue du gouvernement armorique, et non dans César et dans Pline, qui n'ont donné le nom d'Armorique qu'aux contrées situées à droite et à gauche de la basse Loire et que baigne l'Océan (*Hist. de l'établissement de la monarchie française.*)

[2] Præfectus classis Anderiaconorum Parisiis. (*Notice imp.*)

[3] L'abbé Dubos, *Histoire de l'établissement de la monarchie française.*

pour les attendre au retour et leur enlever, à son profit, les richesses qu'ils emportaient sur leurs navires. A la nouvelle qu'il venait d'être condamné à mort pour ce fait, Carausus lève l'étendard de la révolte, se proclame lui-même empereur à Boulogne-sur-Mer, passe avec la flotte gallo-romaine dans la Grande-Bretagne, s'empare du pays, s'y affermit avec l'aide des Francs, et en fait pour la première fois une monarchie indépendante. Enfin, toujours avec l'appui des Francs, il réussit à se faire associer à l'empire, dont il partagea ainsi le gouvernement jusqu'en l'année 294, où il fut assassiné. Deux ans après ce meurtre, la Grande-Bretagne fut de nouveau réunie à la Gaule et à l'empire. Mais celui-ci ayant été partagé par Dioclétien, le césar Constance Chlore, de glorieuse mémoire, eut la Gaule, les Iles Britanniques et l'Espagne. Le règne de Constantin le Grand vit encore s'opérer la réunion des différentes parties de l'empire. Les Francs, sous ce mémorable et victorieux règne, passèrent pourtant le Rhin. Constantin leur fit éprouver, ainsi qu'aux Allemands, une sanglante défaite, et eut la cruauté de livrer aux bêtes fauves, dans l'amphithéâtre de Trèves, deux de leurs rois et nombre de leurs soldats. Cela n'empêcha pas les hardis pirates de la même nation d'entrer, vers ce temps, dans la Méditerranée, de débarquer sur les côtes de l'Espagne et d'y exercer de grands ravages. Les Francs, à cette époque, étaient regardés comme les plus entreprenants et les plus audacieux des marins [1].

Sous les premiers successeurs de Constantin le Grand, les Francs eurent des alternatives de succès et de revers. L'empereur Julien, qui affectionnait singulièrement la Gaule et surtout Paris, défit quelques tribus des Francs sur le Bas-Rhin, mais en laissa d'autres néanmoins s'affermir dans la Belgique. Ils étaient déjà maîtres de l'île des Bataves, et, se cantonnant progressivement, ils n'attendaient plus que l'heure favorable de s'emparer de toute cette Gaule

[1] Franci præter cæteros truces, quorum vis cum ad bella effervesceret ultra ipsum Oceanum æstu furoris evecta Hispaniarum etiam oras infestas armis habebat. (Nazarius : *in Panegy. Constantii magni.*)

qu'ils convoitaient depuis longtemps. Pour y mieux réussir, ils se firent recevoir comme auxiliaires perpétuels du peuple romain. Ce fut Julien lui-même qui leur accorda cet honneur, et bientôt on vit les princesses de la maison impériale données en mariage à des Francs, par une loi spéciale qui excluait d'une si noble alliance tous les autres Barbares. Ce n'était point assez pour les Francs : en attendant leur propre règne, ils revêtirent la pourpre des consuls romains, dans la personne de Mellobaud en 383, dans celle de Baudon en 385, et, en 392, dans celle d'Arbogaste, qui finit par détrôner un empereur et en faire un autre de son propre secrétaire Eugène, successeur de Valentinien II. On a pu dire avec vérité que les Francs gouvernèrent la Gaule au nom des empereurs bien avant de l'avoir conquise. C'est à cette habile politique, certes peu semblable à celle d'un peuple barbare, qu'ils durent leur facile établissement au milieu des populations gallo-romaines, habituées à ne plus les regarder comme des ennemis, mais comme des protecteurs et des frères.

L'empereur Théodose tint un moment les rênes de l'empire d'une main plus ferme que ses derniers prédécesseurs, et rappela la grandeur de Constantin. Arbogaste, vaincu par lui, se donna la mort. Mais le règne de Théodose le Grand ne fut qu'un éclair dans la nuit profonde, ou, pour mieux dire, dans le chaos où était plongé l'empire romain. Après sa mort, arrivée en 395, celui-ci se divisa en empire d'Orient et en empire d'Occident; l'Occident échut à Honorius, dont le triste règne vit s'éclipser la dernière lueur de la grandeur romaine. Rome qui avait elle-même montré aux peuples barbares tous les chemins pour venir vers elle en allant jadis, superbe et victorieuse, les chercher jusqu'au fond de leurs déserts, les vit enfin déborder sur elle, et l'écraser de leur masse formidable et sans cesse renaissante. On sait que ce fut le dernier jour de décembre de l'année 406, date marquée en lettres rouges et sinistres dans l'histoire, que les Alains, les Vandales et les Suèves, grossis de plusieurs autres peuples et ligués par les perfides menées de Stilicon, ce barbare travesti en Romain, comme l'ap-

pelle saint Jérôme, rompirent tous à la fois la barrière du Rhin pour se jeter sur la Gaule, l'Espagne et l'Italie. Les Francs, malgré leur petit nombre et l'inertie de Rome, étaient venus à bout de retenir quelque temps, de l'autre côté du Rhin, les hordes accumulées; dans une grande bataille, ils avaient jonché le sol des cadavres de vingt mille Vandales; et, sans l'arrivée des Alains, toute cette nation y eût passé ce jour-là. Mais enfin, après vingt victoires qui les avaient affaiblis plus que les vaincus, les Francs s'étaient vus contraints de céder au déluge des Barbares. Le torrent traversa la Gaule, et roula jusqu'au pied des Pyrénées sans rencontrer désormais d'obstacles sérieux.

Dès lors l'empire d'Occident subit mille déchirements. De tous côtés on proclamait des empereurs. Un simple soldat, nommé Constantin, se fit reconnaître dans presque toute la Gaule, à la délivrance de laquelle il travailla cependant, de concert avec Edonbicus, Franc de nation. Une partie des Barbares furent obligés d'évacuer le pays; d'autres réussirent à se cantonner sur quelques points; d'autres encore obtinrent amiablement un établissement dans la Gaule. Des populations, que l'on peut regarder comme purement galliques, s'étaient elles-mêmes soulevées en faveur de Constantin contre les généraux d'Honorius, impuissants à les défendre des invasions et uniquement occupés à les opprimer. L'Armorique surtout était pleine d'amis de l'indépendance, et partout, dans la partie bretonne, il était aisé de voir que les vieux souvenirs de la Gaule antique, de la Gaule qui avait si vigoureusement lutté contre César, vivaient encore au cœur des habitants. Par là le sang ne s'était presque pas mêlé, par là le langage national s'était conservé.

Honorius, ne pouvant garantir la Grande-Bretagne contre les attaques des Francs, des Saxons, ainsi que des habitants du nord de l'île, les Pictes et les Écossais, renonça, l'an 410, à la souveraineté de cette île. Au même instant, les Bretons de l'Armorique se constituèrent en une république confédérative, laquelle dura quatre-vingt-sept ans. Les Visigoths qui avaient suivi

de près les autres Barbares, et les Bourguignons que l'on connaissait déjà par de précédentes irruptions, s'établirent peu à peu d'une manière régulière dans la Gaule. En 419, Vallia, roi des Visigoths, dix ans après que son prédécesseur Alaric avait pris Rome, fut mis en possession du Poitou, de la Saintonge, de l'Angoumois et de la Guienne, avec Bordeaux; il occupa aussi une partie du Languedoc avec Toulouse, qui devint la capitale de l'empire des Visigoths dans la Gaule, empire qui embrassa également l'Espagne. Théodoric II prit Narbonne et presque tout le reste du Languedoc. Euric étendit les conquêtes de ses prédécesseurs au Berri, à l'Auvergne et à la Provence; en 468, il s'empara d'Arles et de Marseille; il donna pour limite septentrionale au royaume des Visigoths, dans la Gaule, la Loire, l'Ardèche et la Durance. L'influence des Visigoths ne pouvait d'ailleurs jeter dans les pays des racines bien profondes; car, pour un aussi vaste territoire, leur population tout entière comptait au plus deux cent mille âmes. A peine Euric fut-il mort, qu'on vit déchoir leur puissance. Leur sang toutefois devait se mêler à celui des anciens habitants des contrées maritimes du Midi. Quant aux Bourguignons, destinés à se perpétuer dans la Gaule et à donner leur nom à une partie du pays, ils s'établirent généralement dans l'intérieur des terres.

Pendant ce temps, les Bretons de la Grande-Bretagne étaient sans cesse en proie aux descentes et aux invasions des Saxons et des Anglais, ces derniers, espèce de fraction ou de tribu de la nation saxonne, qui les uns et les autres avaient été imprudemment appelés dans l'île, à titre d'alliés, et qui bientôt s'étaient transformés en conquérants. Les Bretons de l'Armorique allèrent au secours de leurs frères, mais une guerre civile, à laquelle un premier secours donna lieu, ne fit que servir la cause des Anglo-Saxons. Alors commencèrent les émigrations de la Grande-Bretagne. Dans la Gaule, on accueillit les émigrés comme des frères. La guerre civile étant terminée, les Bretons d'outre-mer purent lutter avec plus d'avantage contre leurs ennemis, et, durant toute cette lutte, l'appui de

la Bretagne armorique ne leur manqua point. Hoël, roi des confédérés armoricains, amena lui-même trente mille hommes au secours du fameux Arthur, contre le non moins célèbre Cerdick, fondateur d'un des premiers royaumes de l'Heptarchie saxonne. Après la mort d'Arthur, en 542, la monarchie de l'île de Bretagne s'éteignit, et les Bretons d'outre-mer, ruinés par leurs propres divisions autant que par les armes des Saxons, firent la plus nombreuse et la plus mémorable de leurs émigrations. Quelques-uns se retirèrent chez les Pictes, dans le nord de l'île, mais le plus grand nombre vint chercher un asile sur le sol hospitalier de l'Armorique. Cet exil triste et amical au pays des ancêtres fut salué comme un retour. Les Bretons des deux côtés de la Manche n'eurent plus qu'un même abri et qu'une même table. A quelque temps de là, l'île de Bretagne, du moins dans sa partie conquise par les Anglo-Saxons, devait prendre le nom d'Angleterre. Les restes infortunés des Bretons, qui ne voulurent ni s'expatrier ni se confondre avec les conquérants, se retranchèrent dans cette partie de l'Angleterre qui a gardé d'eux le nom de pays de Galles ou des Gaulois, et dans laquelle ils surent longtemps maintenir leur indépendance.

Dès avant la chute de la puissance bretonne ou gauloise en Angleterre, les Francs avaient fini par jeter d'une manière durable les fondements de la leur dans la Gaule. Un roi de la famille mérovingienne, reconnaissable à la blonde et longue chevelure à laquelle on distinguait tous ceux de sa race, comme autrefois les habitants de la Gaule chevelue, un chef de la tribu des Francs-Saliens, Clodion, successeur présumé du problématique Pharamond, avait jeté quelque éclat sur la naissante monarchie française, dans le temps même où Attila, avec ses Huns, foulait toute la Germanie et envahissait la Gaule. Un prince connu sous le nom de sa race, plutôt sans doute que sous le sien propre, un Mérovée, se rangea avec ses Francs du côté des Gallo-Romains, des Visigoths, des Bourguignons et des Allemands, contre les cinq cent mille sauvages que traînait à sa suite

le fléau de Dieu. Aétius, maître de la milice dans les Gaules, livra la bataille aux Huns dans les plaines de Châlons, l'an 452, les défit, et l'humanité fut sauvée. On croit qu'après la mort d'Aétius, Mérovée s'empara du territoire qui est situé entre la Seine et le Rhin, prenant Paris pour frontière et Tournai pour capitale. Childéric, qui lui succéda, se rendit surtout redoutable sur la mer. Les Saxons menaçant les côtes septentrionales de la Gaule, il alla au-devant d'eux, les battit, s'attacha à leur poursuite, prit et ruina trois îles qu'ils occupaient au nord de l'embouchure de l'Elbe, à savoir : Nostrand, Heïlgand et une autre [1]. Désormais il ne fut plus permis de confondre les Francs et les Saxons. Puis commença, en 481, le règne immortel de Clovis, véritable créateur de la monarchie des Francs. Les victoires et les succès de Clovis eurent presque tous lieu sur terre. Il anéantit les faibles restes de la puissance romaine dans la Gaule, triompha des Allemands, conquit une partie de la Germanie, acheva de s'unir aux populations gallo-romaines en se faisant chrétien, rendit les Bourguignons et leur roi Gondebaud tributaires. Dans la mémorable rencontre de Vouglé, Alaric, roi des Visigoths, enleva à ceux-ci Bordeaux et la Guienne, Saintes et la Saintonge, Angoulême et l'Angoumois, le Rouergue, l'Albigeois, une partie du Languedoc, avec Toulouse, leur capitale. Les Visigoths se maintinrent toutefois encore à Narbonne, qui devint le chef-lieu des débris de leur puissance en deçà des monts, à Agde, Carcassonne, Béziers, Maguelone, Nîmes et Lodève, et restèrent maîtres de la côte de la Méditerranée en France, depuis les Pyrénées jusqu'aux Alpes, la partageant toutefois bientôt avec les Ostrogoths d'Italie qui, du consentement des premiers, eurent la Provence orientale, depuis la Durance à la mer, avec Arles et Marseille. Clovis, du côté de l'Océan, régna sur tout le littoral de Flandre, de Picardie et de Normandie ; il rompit même la confédération armorique, et étendit sa puissance jusque sur les impor-

[1] Greg Tur., *Hist. franc.* lib. II, cap. 19. — Dubos, *Histoire de la monarchie franç.*

tantes cités de Nantes, de Vannes et de Rennes; le reste de la Bretagne resta indépendant, ou à peu près, avec ses princes particuliers. Clovis mourut, en 511, à peine âgé de quarante-cinq ans, avec la réputation d'un des hommes les plus extraordinaires dont l'histoire ait gardé la mémoire, et après avoir fondé d'une manière aussi impérissable que l'humanité le comporte le plus beau royaume de l'Europe moderne. Après la mort de ce prince, il est vrai, ses quatre fils se partagèrent ses États. Des pirates danois étant entrés, par l'embouchure de la Meuse, dans le royaume de Metz ou d'Ostrasie, héritage de Thierry, le jeune et brillant Théodebert, fils de celui-ci, fut envoyé à leur rencontre avec quelques navires. Les Francs attaquèrent les Danois avec leur intrépidité accoutumée, et s'emparèrent des vaisseaux ennemis, ainsi que des prisonniers et du butin dont ils étaient chargés. Théodebert tua de sa main, durant l'action, Chochilaïco, chef des Danois.

Vers l'an 514, Thierry enleva aux Bourguignons la Provence occidentale, et en 540, Vitigès, roi des Ostrogoths d'Italie, pour s'assurer l'appui ou tout au moins la neutralité des Français, abandonna, par un traité, à Théodebert, devenu roi d'Ostrasie, la Provence orientale. Il était bien peu des côtes de l'ancienne Gaule sur lesquelles les Français ne régnassent désormais. D'autre part, les Bourguignons, ayant perdu leurs chefs nationaux, s'étaient donnés avec leurs États aux rois francs. Théodebert, en veine d'agrandissements tantôt par les armes, tantôt par les traités, franchit les Alpes, attaqua tour à tour les Ostrogoths et les Italiens unis aux Grecs qui se faisaient la guerre, et conquit une partie de l'Italie. Il remporta également sur mer de grands avantages. Il envoya Buccelin, un de ses lieutenants, dans l'île de Sicile, pour y combattre le célèbre Narsès, général de l'empereur Justinien, qui mit fin à la puissance des Ostrogoths en Italie. Buccelin défit Narsès, s'empara de la Sicile, et la rendit tributaire des Francs. L'empereur Justinien ayant jugé prudent de confirmer à Théodebert les conquêtes qu'il avait faites en Italie,

mais ayant ensuite voulu donner à cette confirmation la couleur d'un triomphe, en se parant du titre de Francisque, Théodebert indigné se leva de nouveau, agitant ses armes redoutables, et non moins fier que l'empereur, prit le titre d'Auguste; il allait peut-être en avoir la puissance, déjà même il méditait la conquête de Constantinople, siége des empereurs d'Orient, lorsqu'une mort prématurée interrompit sa glorieuse carrière.

La monarchie française se trouva encore plusieurs fois réunie ou divisée sous les Mérovingiens, jusqu'au semblant de règne de Thierry II, que l'on peut considérer comme la fin de cette race et le commencement d'intronisation de la famille carlovingienne.

La période mérovingienne, malgré les guerres et les pénibles efforts de l'établissement des Francs, les invasions successives et précipitées des Barbares, la lutte à qui resterait définitivement maître du pays, les divisions intestines, et les obstacles de toutes sortes qui semblaient ne devoir laisser cours qu'aux projets destructeurs, vit cependant naître les germes féconds d'un commerce étendu pour la France. La famille des Mérovées savait comment on fonde, et on la trouve, dès le principe, encourageant non pas seulement l'agriculture, mais encore l'industrie. Sous Dagobert, des foires furent établies dont les franchises amenaient des marchands de lointaines contrées. Sur l'Océan, de la Neustrie ou France occidentale, comprenant en fait de littoral la Flandre, le Calaisis, le Boulonnais, le Ponthieu, la Picardie et la Normandie; de la Bretagne indépendante; de l'Aquitaine, qui embrassait tout le littoral situé entre la Loire et la Garonne; de la Novempopulanie, placée entre la Garonne et les Pyrénées, où se trouvait, avant la conquête romaine, l'Aquitaine gallo-ibérienne, et qui était près de changer son nom en celui de Gascogne, il partait incessamment des navires chargés des vins et des autres produits agricoles et industriels de la France, et devant rapporter en échange, du fer, de l'étain, du plomb, de l'ambre, des toiles et des pelleteries. Du côté de la Méditerranée, la domination des Visigoths n'avait pas été préjudiciable au commerce maritime; au

contraire, elle l'avait également beaucoup favorisé, et les Français n'eurent qu'à continuer l'œuvre de leurs prédécesseurs. Des ports de Provence et du Languedoc, que l'on appelait souvent Gothie en raison du long séjour des Goths, ou plutôt des ports de la Septimanie (Languedoc maritime), que l'on nommait ainsi à cause de ses sept principales cités, parmi lesquelles Narbonne, Agde et Maguelone, ville de nouvelle création, et cinglaient pour la Syrie et l'Égypte nombre de navires qui revenaient avec des toiles de lin, des perles, des pierres précieuses, et surtout avec des épiceries. Enfin, le fanatisme musulman qui régnait déjà, comme on va le voir, sur les contrées de l'Asie et de l'Afrique que baigne la Méditerranée, n'empêchait pas les hommes les plus opposés en croyances religieuses de trafiquer ensemble, et de braver les dangers, les persécutions, de risquer même de tomber en esclavage pour atteindre leur but : la fortune. Car la passion de s'enrichir ici-bas n'a pas fait moins de martyrs que l'enthousiasme du salut éternel, et l'argent n'a jamais eu de religion.

CHAPITRE III.

De 687 à 987.

Période carlovingienne. — Charles-Martel, duc de France. — Les Sarrasins en Septimanie. — Victoires de Charles Martel sur les Sarrasins. — Pepin le Bref, roi de France. — Prise de Narbonne et de toutes les places restées aux Sarrasins en Septimanie. — Charlemagne. — Il gagne un vaste littoral sur l'Océan. — Il enlève une partie de l'Espagne aux Sarrasins. — Guerres avec les Bretons indépendants. — L'empire de Charlemagne étendu jusqu'à la Baltique. — Guerre maritime avec les Danois. — Précautions de Charlemagne pour défendre les côtes et les fleuves de France. — Projets de canalisation. — Successeurs de Charlemagne. — Invasions des Normands. — Division de la France. — Création d'un royaume d'Arles. — Établissement des Sarrasins au Fraxinet. — Rollon, chef des Normands. — Établissement définitif des Normands en France, en 912. — Établissement des Gascons. — Les Sarrasins chassés du Fraxinet. — Fin de la période carlovingienne.

A la faveur de l'inertie et de l'impuissance des derniers rois mérovingiens, outre la puissance excessive des maires du palais qui s'était formée, puissance dont Charles-Martel offrait la plus superbe expression, l'on avait commencé à voir des gouverneurs de provinces se créer des États presque indépendants, bientôt même indépendants tout à fait de l'autorité royale; l'on avait vu aussi, dès l'an 668, les peuplades euskariennes des Pyrénées, réprimées du temps de Dagobert, se hasarder à se glisser le long de la côte de Novempopulanie, et ne reculer, comme le flot, que pour regagner au nouveau bond un terrain plus vaste; on prétend même que, dès cette époque, les Gascons avaient un duc nommé Loup Ier, qui étendait sa souveraineté sur une partie du territoire français, au pied des Pyrénées, probablement jusqu'à l'Adour [1]. Ce qui est

[1] L'*Histoire de Guienne et Gascogne*, par Pierre Louvet (Bordeaux, M. DC. LIX), va plus loin, et dit que ce Loup Ier fut élu, par les Aquitains et Gascons réunis, souverain de toute l'Aquitaine, y compris Bordeaux. Cette opinion est puisée dans la *Chronique de Bourdeaux*, de Vigner. Mais la *Chronique bovrdeloise*, de Gabriel de Lurbe (Bovrdeavs, M DC. XIX), et l'*Histoire de la ville de Bordeaux*, de dom Devienne, ne font pas même mention de ce duc Loup Ier. L'*Histoire de Béarn, contenant l'origine des rois de Navarre, des ducs de Gascogne, marquis de Gothie, princes de Béarn*, de Pierre de Marca (Paris, M. DC. XL), dit que Genialis fut le premier duc de Gascogne, établi par Théodoric, roi de Bourgogne, en 602; Aighinan, le 2me, vers 626; Amand, le 3me, en 630, et que la vie de Julien, évêque de Lescar, en fournit un quatrième du nom de Loup, du temps

plus positif, c'est que, dans le temps même où Charles-Martel semblait ne devoir plus trouver d'obstacles à son agrandissement, après sa victoire de Vincy remportée sur son rival Rainfroy, en 717, il vit surgir contre sa puissance, à laquelle il ne manquait que le titre de roi, un nouvel et redoutable adversaire dans la personne d'un duc d'Aquitaine, nommé Eudes ou Eudon. Les uns le donnent comme étant de sang visigoth, les autres comme un descendant de Caribert reconnu roi d'Aquitaine, en 630, par Dagobert, son frère, et aux fils duquel le même Dagobert n'avait laissé que le titre de duc. Quoi qu'il en soit, ce personnage, qui s'était créé une véritable indépendance, n'avait pas reculé,

d'Ébroïn, maire du palais, environ l'an 670, qui accrut ce duché des cités de la Novempopulanie. Nous nous en tenons, quant à nous, à l'opinion très bien raisonnée à cet endroit, de la notice latine d'Arnaud Oïhenarte (*Notitia utriusque Vasconiæ, tum Ibericæ, tum Aquitanicæ. Parisiis,* M. DC. LVI), qui dit que l'on ne doit voir dans les premiers documents où il est question de ce duc Loup, qu'un prince de la Gascogne, au pied des Pyrénées, et non un duc de la Gascogne qui s'étend à la Garonne. L'*Histoire générale du Languedoc*, par dom Vaissette, nomme un duc Loup qui fit, en 673, une irruption avec les Français dans la Septimanie, contre les Visigoths, et qui présida un concile à Bordeaux la même année. L'auteur de cette histoire dit *qu'il y a lieu de présumer* que ce duc était gouverneur des frontières de l'Aquitaine ostrasienne, comprenant le Vélai, le Gévaudan et l'Albigeois; dans le même temps que le Toulousain, la Gascogne et l'Aquitaine occidentale ou neustrienne auraient appartenu à Boggis et Bertrand, fils de Charibert, roi de Toulouse, et maîtres de ce pays à titre de duché héréditaire, sous l'autorité de Childéric. Il pense que cette dernière concession avait été faite, en 637, par Dagobert à ses deux neveux, Boggis et Bertrand, à la sollicitation d'Amand, duc des Gascons, leur aïeul, et que ce fut le premier exemple de l'hérédité des fiefs dans la monarchie française, ou plutôt d'un apanage donné aux princes de la maison royale. Enfin, de probabilités en probabilités, d'inductions en inductions, dom Vaissette arrive à dire que cet apanage vint par succession à Eudes, dont il sera bientôt question, et qui, selon lui, après la bataille de Testri, gagnée par Pépin d'Héristal, et l'abaissement du pouvoir royal, se serait fait reconnaître, à titre d'héritier des Mérovingiens, roi de toute la partie de la France située entre la Loire, l'Océan, les Pyrénées et la Septimanie, ainsi que du Berri, de l'Auvergne, du Limousin, du Bourbonnais, du Rouergue, de l'Albigeois, du Vélai, du Gévaudan et de l'Uzès; qu'il régna même sur une partie de la Provence, et en particulier sur le diocèse d'Arles. Mais, malgré l'autorité respectable de dom Vaissette, acceptée par M. Fauriel et plusieurs autres graves historiens, on peut se refuser à accepter de telles inductions comme des preuves. Eudes n'est accepté comme roi en France, et comme souverain de Provence, que par ceux qui s'en sont tenus aux raisonnements, dépourvus de preuves satisfaisantes, du savant dom Vaissette, fort bien réfuté d'ailleurs par les historiens de la Provence. La confusion règne dans l'*Histoire générale du Languedoc* à l'époque mérovingienne, comme dans les événements eux-mêmes. Dom Vaissette, qui nous a parlé d'un duc Loup en Aquitaine, vers 637, rapporte une charte de Charles le Chauve, la charte d'Alaon dont l'authenticité a été souvent contestée, où il est question d'un duc Loup I et d'un duc Loup II, en Gascogne, tous deux du temps de Charlemagne. Tout cela est si obscur que nous ne comprenons pas, qu'à moins d'être entraîné par la passion de son sujet, on fonde dessus quelque chose de positif.



LA CAPITANE DE FRANCE FORÇANT LA CAPITANE D'ESPAGNE

À LA BATAILLE DE GÊNES (1638)

comme l'ont un peu légèrement dit quelques auteurs, les bornes de sa domination de l'Adour au Rhône et de Bayonne à Marseille; encore moins avait-il été reconnu pour roi par les Provençaux [1]. Mais il était incontestablement souverain de tout le territoire qui s'étend de l'Adour à la Garonne, et même au-delà, sans que peut-être, d'un autre côté, les Gascons du pied des Pyrénées eussent cessé d'avoir leur duc particulier. La rivalité de Charles-Martel et du duc Eudes avait éclaté, quand celui-ci dut s'estimer tout à coup trop heureux que le duc des Francs (car Charles venait de revêtir ce titre) lui permît d'aller se défendre contre une irruption terrible, prompte comme la foudre, qui débouchait des passages des Pyrénées et ne provenait pourtant point des peuplades euskariennes. Il convient, en deux mots, d'en rappeler le principe.

Depuis le 16 juillet 622, qui avait vu la fuite de Mahomet à Médine, et commencé ainsi l'hégire ou ère musulmane, l'islamisme, parti le sabre au poing de son berceau arabe, avait subjugué, avec le terrible élan d'un soldat qui fauche tout ce qui lui résiste, la Mésopotamie, la Perse, puis la Syrie et la Palestine, ce temple de la loi ancienne, ce sanctuaire de la loi nouvelle des chrétiens. L'isthme de Suez lui avait fait un pont vers l'Afrique; de l'Asie, il s'était répandu sur l'Egypte, et, comme un torrent roulant entre la côte maritime et l'Atlas, ne trouvant pas même d'obstacles dans les déserts, lui enfant du désert, il avait couru, en passant sur les ruines de Carthage, planter son étendard sur l'antique mont Abila, l'une des colonnes d'Hercule, et, de là, comme un vautour qui a un moment couvé de l'œil la proie qu'il convoite, il avait enjambé le détroit, lui imposant, en 711, ainsi qu'au mont Calpé, cette autre colonne d'Hercule, nom de le Gibel-Tarec, d'où l'on a fait depuis Gibraltar [2],

[1] Au sujet de la prétendue royauté d'Eudes, consultez l'*Histoire de Provence*, de Bouche; voyez aussi les *Histoires de Guienne et Gascogne*, qui ne disent pas un mot de cette royauté, non plus que l'*Histoire de Béarn* précitée.

[2] *Gibel*, en arabe, signifie mont; Tarec est le nom du premier général musulman qui débarqua avec une armée régulière en Espagne, en 711. L'année précédente il y avait eu, comme pour frayer le chemin, un débarquement au lieu où fut plus tard bâti Tarifa.

et avait ruiné, dans la presqu'île hispanique, la monarchie des Goths.

L'indépendance chrétienne n'avait bientôt plus eu en Espagne que quelques défenseurs réfugiés, sous la conduite de Pélage, dans les montagnes des Asturies, de la Galice et de la Navarre. A tous les soldats de l'islamisme, qu'ils fussent Arabes de l'Asie ou Berbers de l'Afrique, on donnait le nom de Sarrasins, et c'est sous ce nom longtemps redouté qu'ils commencèrent à passer les Pyrénées, en 718, dans l'espoir de faire de la France, et ensuite du reste de l'Europe occidentale, ce qu'ils avaient déjà fait de l'Espagne. Ils entrèrent par le Roussillon actuel, et, dès cette première campagne, si l'on en croit les auteurs arabes, ils s'emparèrent de Narbonne, et poussèrent jusqu'à Nîmes et au Rhône d'un côté, et jusqu'à la Garonne de l'autre. Ils ne se retirèrent qu'après avoir tout dévasté, s'être gorgés de butin et avoir fait une multitude de captifs. En 721, le khalife de Cordoue, Al-Samah, qui relevait du suprême khalifat de Damas, ramena en Languedoc une armée de Sarrasins; il prit Narbonne, dont il passa une partie des hommes au fil de l'épée, et dont il emmena les femmes et les enfants en esclavage. Après avoir fait occuper les villes voisines, il alla mettre le siége devant Toulouse. Cette cité était sur le point de se rendre, lorsque le duc Eudes d'Aquitaine, laissé tout à ce soin par Charles Martel, accourut livrer bataille aux assiégeants, le 11 mai 721, et leur fit éprouver une grande défaite dans laquelle Al-Samah perdit la vie. S'il faut en croire quelques auteurs, le désastre éprouvé par les Sarrasins ne les aurait pas empêchés de se maintenir dans Narbonne. Toutefois, ils furent quatre ans avant d'essayer à se venger de la journée de Toulouse. En 724, ils franchirent de nouveau les Pyrénées, sous la conduite d'Ambesah, et s'emparèrent des sept villes auxquelles la Septimanie devait son nom. Cependant, comme Ambesah s'était aventuré au-delà du Rhône, il fut blessé à mort dans une bataille qu'Eudes lui livra et où celui-ci resta encore victorieux. Les Sarrasins n'en conservèrent pas moins une partie de leurs

conquêtes, et de grands secours leur étant bientôt venus d'Espagne, ils reprirent l'offensive avec une nouvelle fureur. Ils envahirent la Septimanie jusqu'au Rhône, inondèrent le reste du Languedoc en divers sens, pénétrèrent dans le Dauphiné, dans l'Auvergne, dans le Lyonnais et jusqu'en Bourgogne, auprès de Dijon. Toutefois, ce torrent dévastateur se retirait dès qu'il avait accompli ses ravages. Les Sarrasins ne s'établirent d'une manière fixe que dans la Septimanie. L'année 732 fut témoin de la grande et mémorable invasion dirigée par le khalife Abd-el-Rahman et de la sanglante défaite des Sarrasins près de Poitiers. Cette fois, ils avaient pénétré en France par le Béarn et dirigé leurs expéditions sur les provinces que baigne l'Océan. Le duc d'Aquitaine n'avait pu triompher d'Abd-el-Rahman, comme naguère d'Al-Samah et d'Ambesah; il avait vu prendre toutes ses villes successivement, sans en excepter Bordeaux. Dans cette extrémité, Eudes se jeta dans les bras de Charles-Martel et implora son secours. Les Sarrasins étaient arrivés jusqu'à Poitiers, qui leur résistait avec courage, mais dont ils avaient brûlé un des faubourgs. Tours aussi était menacée, et la fameuse basilique de Saint-Martin excitait, par ses richesses, la convoitise des musulmans. C'est alors que Charles-Martel, avec l'invincible élite de ses Francs, vint au-devant d'Abd-el-Rahman, dans les environs de Poitiers, lui fendit la tête d'un coup de sa francisque et fit mordre la poussière à des nuées de Sarrasins. L'Europe occidentale et la chrétienté échappèrent à Mahomet. A la suite de cette victoire, Eudes put reprendre possession de ses États, mais non sans laisser des témoignages de vassalité à son libérateur. Les débris de l'armée d'Abd-el-Rahman furent poursuivis l'épée dans les reins par le duc d'Aquitaine, jusqu'à Narbonne. Mais de nombreux renforts de Sarrasins, amenés en Septimanie par le gouverneur d'Afrique Abd-el-Malek, permirent aux vaincus de rester pour quelque temps encore maîtres de cette province. Il paraîtrait même qu'à cette époque les infidèles trouvèrent un appui dans les descendants des Visigoths, restés en Septimanie et en Provence,

ainsi que dans un certain personnage nommé Mauronte, qui se donnait le titre de seigneur ou même de duc de Marseille. On aurait tort d'induire de là, comme quelques-uns l'ont fait légèrement, que la Provence se soit jamais donnée aux Sarrasins, et se soit mise sous la suzeraineté du gouverneur musulman de Narbonne; la preuve du contraire se trouve tout de suite dans la nécessité où fut le traître et espèce d'apostat Mauronte d'aider les Sarrasins à faire, en 734, le siége des villes de Provence. Mauronte ne fut pour les musulmans qu'un compagnon de brigandages, lesquels durèrent près de quatre ans.

Sur ces entrefaites, Eudes étant mort, en 735, Charles-Martel se fit immédiatement rendre hommage par l'héritier d'Aquitaine, et se considérant maintenant comme le défenseur souverain de toutes les provinces du midi contre les Sarrasins, il se disposa à expulser ceux-ci de la France. Leurs détachements avaient de nouveau envahi le Dauphiné, occupé Lyon et désolé la Bourgogne. Charles-Martel envoya d'abord contre eux son frère Childebrand, et s'avança bientôt en personne. Après avoir repris Lyon, Avignon et d'autres cités, Charles vint assiéger les Sarrasins dans Narbonne même. Cette ville, que les musulmans regardaient comme leur boulevard en France, fut défendue avec acharnement. Les passages des Pyrénées étant interceptés par les Français, les assiégés attendaient tous leurs secours du côté de la mer. En effet, un renfort de Sarrasins, qui s'était embarqué en Catalogne, se présenta à l'embouchure de l'Aude dans l'intention de remonter le fleuve jusqu'à Narbonne. Mais Charles-Martel avait eu soin d'en interdire l'approche par eau à l'aide de pieux et d'estacades. Les ennemis désappointés furent obligés d'aller opérer leur débarquement à sept ou huit lieues de la ville qu'ils voulaient secourir. Aussitôt Charles-Martel, laissant le gros de son armée devant Narbonne, court de leur côté avec un détachement, les rencontre près de la rivière de Berre, à peu de distance de la mer, fond sur eux comme la foudre, tue de sa main l'émir qui les commande, fait un horrible carnage du plus

grand nombre, pousse le reste vers la mer, en noie une partie qui se perdaient en efforts pour regagner les vaisseaux, et ordonne même que l'on poursuive à coups de traits, sur des barques, les derniers débris des Sarrasins. Charles-Martel aurait infailliblement emporté Narbonne, s'il n'avait été appelé à l'autre extrémité de la France par les mouvements des Frisons et des Saxons. Avant de s'éloigner, il s'assura de toutes les villes de la Septimanie, moins Narbonne, et fit raser les fortifications d'Agde, de Béziers, de Maguelone, ainsi que de Nîmes dans l'autre partie du Languedoc, pour que les Sarrasins ne pussent se rétablir dans ces villes d'une manière durable. Le traître Mauronte avait pris honteusement la fuite à l'approche de Charles; mais il ne le sut pas plutôt occupé dans le nord, qu'il reparut et renoua ses relations avec les Sarrasins. L'activité du redoutable *martel* qui frappait incessamment les Sarrasins et leurs adhérents ne lui laissa qu'un court répit. Dès l'an 739, Charles et Childebrand, son frère, vinrent en Provence, et, secondés par Luitprand, roi des Lombards, qui avait succédé aux Ostrogoths et aux Grecs en Italie, chassèrent Mauronte et les Sarrasins, ses soutiens, de toutes les positions dont ils s'étaient emparés, prirent Arles, capitale de la Provence et considérée alors comme la clef du Rhône, mirent garnison française dans Marseille, visitèrent avec soin toute la côte, et réduisirent les musulmans à ne plus s'avancer au-delà du Rhône, en attendant qu'on les débusquât de la Septimanie et de Narbonne même. Ils avaient entrepris de s'établir dans l'île de Corse qui, après avoir appartenu aux Phéniciens, aux Phocéens, aux Rhodiens, aux Carthaginois, aux Massaliotes, aux Romains, aux Ostrogoths, aux Grecs du Bas-Empire, était tombée dans la dépendance des Lombards d'Italie, et en dernier lieu se débattait sanglante dans les serres des musulmans. Les Corses appelèrent à leur secours Charles-Martel. Soudain le héros passe la mer, bat les Sarrasins, et, du consentement des habitants, annexe l'île à l'empire français. On voit que les liens de la Corse avec la France remontent à des temps reculés. Une fontaine, qui

porte encore le nom du libérateur de cette île, témoigne de la reconnaissance des Corses et de la victoire remportée par Charles-Martel en ce lieu. Les Sarrasins commencèrent à changer en purs brigandages leurs tentatives du côté de la France; ils se firent pirates; c'est sous cette forme qu'ils descendirent aux îles Lerins, et y ruinèrent le monastère de Saint-Honorat. Charles-Martel mourut, en 741, avant d'avoir achevé l'entière expulsion des Sarrasins de la France, mais avec la confiance qu'il avait laissé à son successeur, Pépin le Bref, les moyens d'y promptement réussir.

Pépin n'eut pas plutôt pris le titre de roi et intronisé sa race, qu'il passa en Languedoc, l'an 752, avec une puissante armée, et après s'être fait livrer Nîmes, Agde, Maguelone et Béziers, vint bloquer Narbonne. A cette nouvelle, le khalife ou l'émir de Cordoue, essaya de faire parvenir renforts sur renforts aux assiégés. Plusieurs furent défaits, mais il est probable qu'il s'en introduisit d'assez considérables du côté de la mer, et probable encore que le blocus fut souvent levé, puis repris; car la place ne fut réduite qu'en 759, au moyen d'intelligences que l'on y entretenait avec la partie chrétienne de la population. Tous les Sarrasins furent massacrés. Les dernières villes qui restaient aux Sarrasins suivirent le sort de Narbonne. Ainsi finit la courte mais sanglante domination des musulmans dans le midi de la France. Pépin fit reculer les frontières de l'islamisme jusqu'au-delà des Pyrénées, et prépara le moment prochain où la Catalogne deviendrait province française. Il fit plus : il prépara de loin la ruine entière des musulmans en Espagne, par la discorde que sa politique sut maintenir entre eux. Depuis la prise de Narbonne jusqu'à la mort de Pépin le Bref, en 768, il y eut une continuelle apparence de paix entre la France et les Sarrasins.

Mais le règne immortel de Charlemagne commençait avec la mort de Pépin, et la France, non plus envahie mais envahissante, allait déborder tout à la fois au nord et au midi. Charlemagne dé-

buta en l'unissant comme un faisceau, par l'annexion pure et simple des États du duc d'Aquitaine à son domaine royal. Puis il se tourna, avec le concours général de ses sujets, d'abord contre les Saxons, et porta du premier choc ses frontières jusqu'au Weser; son empire s'étendit ainsi déjà fort avant sur la mer du Nord ; quelque temps après, Charlemagne conquérait le royaume fondé par les Lombards en Italie, et en ceignait la couronne. Les Saxons soulevés furent réprimés et rejetés au fond de leurs forêts et de leurs marécages ; une ligue qui se forma contre lui en Italie fournit à Charlemagne une occasion de soumettre ce pays tout entier, et de l'ériger, pour son second fils Pépin, en royaume relevant de sa propre couronne. Après ces éclatants succès, il passa les Pyrénées, en 778, et fit d'importantes conquêtes sur les Sarrasins, leur enlevant Pampelune et Sarragosse, et forçant les gouverneurs de Barcelonne, de Gironne et de Huesca de lui donner des otages. L'avis qu'il reçut d'une nouvelle révolte des Saxons interrompit sa guerre en Espagne. C'est au retour de cette expédition que son arrière-garde tomba, à Roncevaux, dans une perfide embuscade dressée par les montagnards chrétiens sur la sympathie desquels il avait droit de compter en pareille guerre. Une charte de Charles le Chauve, dont l'autorité a toutefois été contestée [1], attribue cette trahison à Loup II, duc de la Marche de Gascogne, qui en porta plus tard la peine en périssant par le lacet. La preuve d'ailleurs que le guet-apens de Roncevaux a été fabuleusement exagéré par les poëtes, c'est que Charlemagne n'en resta pas moins maître de presque tout le territoire qu'il venait de conquérir au-delà des Pyrénées.

Charlemagne acheva enfin la soumission des Saxons, et étendit ses dominations sur la mer du Nord jusqu'à l'Elbe. Il conquit ensuite la Bavière, et règna sur presque toute la Germanie.

Cependant une petite population indomptable de l'ouest de la France ne laissait pas de donner des préoccupations à ce superbe

[1] *La charte d'Alaon*, mentionnée déjà dans une précédente note.

conquérant. C'étaient les Bretons de l'extrémité de l'ancienne Armorique, qui, dans leur indépendance toujours contestée, souvent perdue, souvent reconquise, essayaient incessamment de reprendre les trois villes de Rennes, Nantes et Vannes, la dernière surtout qui leur rappelait tant d'héroïsme national. Charlemagne, après les avoir fait poursuivre jusque dans leurs marais les plus inabordables, les força à recourir à sa clémence, en 786; il donna la garde de Vannes et celle des limites de Bretagne à deux de ses comtes.

Charlemagne partit, en 791, pour aller châtier les Avares qui occupaient l'Autriche et la Hongrie, et faisaient de fréquentes incursions dans ses États de Germanie. Son armée marchait au sud et au nord du Danube, et une flotte immense suivait en même temps sur le fleuve. Les Avares, saisis de terreur à cet aspect, prirent la fuite, abandonnant tous leurs trésors et leur butin. Tout le pays fut soumis jusqu'à la Raab.

Deux ans après, en 793, pendant que Charlemagne était occupé sur les bords du Danube, les Sarrasins osèrent reparaître du côté de Narbonne et de Carcassonne; mais il suffit du comte Guillaume, préposé par Charlemagne à la garde de Toulouse et de la Septimanie, avec un vicomte de Narbonne, nommé Aymery Ier, sous ses ordres, pour décider les agresseurs à repasser les Pyrénées. En 797, une expédition fut faite au-delà des monts à la fois pour punir les dernières injures des Sarrasins et pour s'affermir dans la Marche de Gascogne, comprenant une partie de la Navarre et de l'Aragon, dont on était maître.

Charlemagne supportait impatiemment l'espèce d'indépendance dans laquelle continuaient à vivre les Bretons avec des princes de leur choix. Le comte Guy, gouverneur des limites bretonnes, profita, en 799, des guerres que se faisaient ces petits princes les uns aux autres, pour s'emparer, au nom de son maître, de toute la contrée. Charlemagne apprit ce résultat avec joie et fit immédiatement acte de souveraineté en Bretagne. L'année suivante, tous les princes bretons vinrent à Tours lui promettre leur obéissance.

C'était en 800, année mémorable où l'empire d'Occident se reconstitua, après trois cent vingt-quatre ans d'interruption, pour le vainqueur et l'organisateur de tant d'États. Charles fut salué d'Auguste, grand et pacifique empereur des Romains, couronné de Dieu.

Le nouvel empereur, jaloux de justifier le titre qui venait de lui être conféré, envoya, dès l'an 801, Louis, son fils aîné, au-delà des Pyrénées, tandis que lui-même se disposait à conquérir la Bohême, alors occupée par les Slaves. Louis, roi d'Aquitaine, et Guillaume, comte de Toulouse, emportèrent d'assaut Barcelonne, en 801, enlevèrent toute la Catalogne aux Sarrasins et la réunirent à l'empire de Charlemagne, qui s'étendit en Espagne jusqu'à l'Ebre.

Dans ce temps, une ville, née au milieu des lagunes de l'Adriatique, de l'amour de l'indépendance et de la haine qu'inspiraient les invasions des Barbares, Venise, pour tout dire, commençait à prendre quelque importance. Comme elle refusait de se soumettre à Pépin, roi d'Italie pour son père Charlemagne, le prince résolut de l'attaquer par terre et par mer. La flotte de Pépin, ayant fait voile du côté de Venise, s'empara aisément des premières îles de cette ville, qui alors n'étaient point encore liées les unes aux autres; mais elle fut arrêtée devant Rialto, la plus centrale de toutes, où les principaux de l'État s'étaient réfugiés. La mer était basse dans cet endroit, et Pépin, ne pouvant s'en approcher avec ses vaisseaux, fit construire un pont de bateaux pour faciliter le passage de ses troupes dans le dernier asile des Vénitiens. Ceux-ci, combattant pour leur vie et leur indépendance, mirent tout en œuvre pour déconcerter les projets de leur ennemi. Remarquant que le pont flottant de Pépin était difficile à diriger en raison de sa pesanteur, ils allèrent l'attaquer avec un grand nombre de navires légers et bien armés; ils le prirent de front et en flanc, parvinrent à couler à fond les bateaux qui le composaient, et firent un horrible carnage des gens qui le défendaient. Un secours, expédié par l'empereur de Constantinople aux Vénitiens, obligea ensuite la flotte de Pépin à se retirer.

Charlemagne fut consolé de ce léger contre-temps par l'arrivée à Aix-la-Chapelle des ambassadeurs du célèbre Haroun-al-Raschid, khalife de Bagdad, qui lui envoyait à Aix-la-Chapelle, avec ses compliments, des témoignages d'admiration; lui faisait exprimer le désir de vivre en bons rapports avec ses sujets malgré la différence de religion, d'entretenir des relations commerciales de plus en plus actives de peuple à peuple, et lui confiait le droit de veiller à la sûreté des saints lieux en Palestine, pour la sécurité des pèlerins qui allaient visiter le tombeau du Christ.

Mais le khalife de Bagdad était impuissant à réprimer les agressions des musulmans d'Espagne. Outre la Corse, que Pépin le Bref avait annexée à l'empire français, les îles Baléares et l'île de Sardaigne s'étaient rangées sous la protection de Charlemagne. Les Sarrasins ayant fait une descente, en 806, dans la Corse, le roi d'Italie envoya le Français Adhémar, comte de Gênes, avec une flotte et des troupes de débarquement, pour les combattre sur mer et sur terre. Mais le comte se laissa attirer dans une embuscade, où il périt misérablement. Le connétable Burchard, ce digne et antique ancêtre des Montmorenci, fut plus heureux deux ans après. Cinglant vers les Sarrasins à l'improviste avec une flotte imposante, il leur prit ou coula à fond treize vaisseaux. Après quoi, il débarqua dans l'île et y détruisit tous les musulmans qui s'y trouvaient. « Dieu aide au premier baron chrétien! » devint le cri des Corses. De nouvelles descentes des Sarrasins, tant dans l'île de Corse que dans l'île de Sardaigne, reçurent un châtiment non moins sévère en 809.

Cette année, les Bretons se soulevèrent, prirent Vannes, et forcèrent Gui, gardien de leurs limites, à se retirer. L'insurrection ne commença à recevoir une répression qu'en 811, époque où la Bretagne fut cruellement traitée par une armée impériale.

L'empereur avait fini par reculer ses frontières, au nord, jusqu'à la Baltique. Il se flattait même d'avoir enserré les Danois dans leur presqu'île, au moyen de tours, de châteaux-forts construits par ses ordres sur l'Elbe et au-delà, quand le roi de Dane-

marck, réduit à ne plus s'avancer par terre, envoya une flotte de deux cents voiles sur les côtes de Frise, où elle fit quelques ravages, et en aurait causé de plus grands si Charlemagne n'était venu repousser les Danois avec une puissante armée. L'empereur ne pouvait dissimuler la tristesse que les agressions maritimes des hommes du Nord lui inspiraient, non à cause de lui-même, car il se sentait de force à les réprimer tant qu'il vivrait, mais à cause de ses héritiers. On raconte que se trouvant un jour dans une ville maritime du Languedoc, et ayant aperçu, de la maison qu'il occupait, pendant son dîner, quelques navires qui envoyaient çà et là des chaloupes à terre, il fixa des yeux immobiles et mélancoliques de ce côté. Parmi ses courtisans, les uns disaient que c'étaient des bâtiments marchands d'Afrique, les autres les prenaient pour des navires juifs, ou encore pour des anglais; il ne venait dans l'idée d'aucun que ce pussent être des navires scandinaves qui eussent ainsi passé plusieurs détroits pour pénétrer dans la Méditerranée. Mais Charlemagne, l'œil toujours attentif, dit qu'il ne les connaissait que trop, à leur structure et à l'habileté de ceux qui les montaient, pour des pirates du Nord. Il donna aussitôt ordre de détacher quelques chaloupes, pour les mieux reconnaître, et envoya des troupes en grand nombre à la défense de la côte. A ce rapide et formidable appareil, les pirates, jugeant que l'empereur était là, prirent le large et renoncèrent à leur descente. Charlemagne, qui n'avait pas cessé de suivre tous leurs mouvements par la fenêtre, laissa couler quelques larmes. Ses courtisans en furent surpris, mais ne se permirent pas de l'interroger à ce sujet. Alors l'empereur les éclaira lui-même : « Si ces gens-là, leur dit-il en soupirant, osent menacer, moi vivant, les côtes de France, que ne feront-ils pas après ma mort? » C'était le coup d'œil du génie, envisageant les tempêtes de l'avenir.

Toutefois Charlemagne ne négligea rien pour prémunir ses États contre les dangers futurs. Tandis que des flottes sillonnaient la Méditerranée pour protéger le commerce des Français avec

l'Orient et que des bâtiments en grand nombre étaient construits, sous les yeux de l'empereur, à Boulogne et sur l'Escaut, des tours s'élevaient à l'embouchure de tous les fleuves sur l'une et l'autre mer, pour en interdire l'entrée aux pirates du Nord aussi bien qu'à ceux du Midi; plusieurs havres commodes étaient nettoyés des ensablements qui avaient commencé à les fermer, ouverts et fortifiés, pour servir de refuge et d'abri aux navires désarmés; la fameuse tour d'Ordre était relevée près de Boulogne, et de cette dernière ville, devenue le principal arsenal de marine de l'empire, des munitions étaient distribuées, au-dessus dans la mer du Nord, au-dessous dans la Manche et tout l'Océan. Les comtes des provinces maritimes avaient reçu commandement de se tenir toujours sur leurs gardes, d'assembler les milices dès qu'un bâtiment était signalé, et de servir en personne dans ces occasions comme dans la guerre continentale. Et comme les côtes des Flandres étaient plus particulièrement menacées, Charlemagne, qui avait transplanté de ce côté un grand nombre de Saxons, octroya à un seigneur nommé Liedric de Harlebec les fonctions de gardien ou préfet de la mer et du rivage en même temps que le titre de forestier [1]. Ce fut l'origine des comtes de Flandre. Des navires gardes-côtes croisaient incessamment pour donner l'alerte au moindre danger. Cette surveillance admirable s'étendait, rien que pour l'Océan, sur huit cents lieues de littoral,

[1] « M. DC. LXXXII. Victi à Carolo rege Saxones, traducti sunt magno numero in Belgicam, multique ex iis Lyderico flandrici littoris custodi attributi, ut per illum in fide officioque Francorum continerentur. De ea Saxonum traductione libet ad scribere Pauli Æmilii scriptoris clarissimi verba : tunc quoque victi (inquit) se regi dedidere, sæpius ejus lenitatem quàm severitatem experti. Deleri gens poterat, ne semper pacem sollicitaret. Cruori nominique pepercit, utque sub oculis essent observarique facile possent, nobilitatem et in quibus aliquid dignitatis eluceret, cum liberis uxoribus traduxit in Galliam belgicam, Oceani ora ad incolendum eis data, jussoque eam tutari Lyderico maris præfecto, maritimum imperatorem Halmyralum vocant, haud scio an detorta in latinam græca voce.

Carolus magnus, XVI. Cal. februarias, Lydericum comitem Harlebecanum, eumdem præfectum maris flandricique littoris custodem terra sylvaque flandrica donavit, ut ex ea die non solum maritimus imperator et littoris præfectus, sed etiam saltuarius diceretur sylvæ flandricæ, quæ pars erat extrema sylvæ arduennæ, quam et in hanc usque diem Flandri gallici arduennam vocant, eum aiunt ventum septentrionalem ab Arduenna flare, austrum vero ab Francia. (*Commentarii*, *sive Annales rerum flandriarum*, *auctore* Meyer).

depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'au-delà de Fontarabie. Charlemagne parcourut plusieurs fois toutes les côtes de son immense empire, pour s'assurer que ses ordres étaient bien exécutés et ses instructions bien suivies. Il eut de gigantesques projets de canalisation : son armée même fut quelque temps occupée à creuser, dans le sud de l'Allemagne, un canal qui devait faire communiquer le Rednitz avec l'Altmuhl, et par suite le Mein et le Rhin avec le Danube; il aurait ouvert ainsi une communication de la mer du Nord à la mer Noire, et, de la sorte, les marchandises de l'Orient, prises dans leurs magasins à Constantinople, seraient arrivées par cette voie jusqu'au cœur de l'empire; Charlemagne tenta aussi d'unir la Moselle à la Saône.

La dernière nouvelle favorable que Charlemagne reçut des événements maritimes de son empire, ce fut, en 813, la prise de huit navires sarrasins par Ermengard, comte d'Ampurias, avec la délivrance des nombreux captifs chrétiens qui s'y trouvaient entassés, et la défaite des musulmans qui étaient descendus de ces navires dans l'île de Corse pour y mettre tout à feu et à sang.

Le 28 janvier 814, Charlemagne termina sa glorieuse carrière, dans la soixante-onzième année de son âge et dans la quarante-septième de son règne, laissant à des fils peu dignes de lui le fardeau de l'empire français tel qu'il l'avait fait.

A peine la faible Louis le Débonnaire eut-il succédé à son père,

« On treuve, en lisant les histoires, qu'au temps de Charlemagne, le très fort roi de France, fut une terre brehaigne (stérile, déserte), peu valant et pleine de paluz, en laquelle terre demoura un très noble baron, qui fut nommé Liedric. Ce Liedric (année 792) ayant pourpris grande partie d'icelle terre, un jour assembla la plupart de son lignage, et avec eux s'en alla devers ledit roy de France, lequel tous ensemble ils supplièrent qu'il voulsist octroyer cette terre audict Liedric (qui estoit sire de Harlebec) et à ses successeurs : tellement que le roy, après grande délibération du conseil, lui octroya leur requeste, le faisant prince de cette terre, et en fut le premier comte; et nomma la terre Flandres, pour raison de sa femme qui avait nom Flandrine. (*Chron. de Flandres*, par Denis Sauvage.)

L'origine du nom de Flandres, telle que la donne Sauvage, est peu acceptable. Il faut la chercher dans la nature même du pays, comme l'explique Meyer, précédemment cité, en ces termes : « Flandrias nescio qua lingua fuisse putem æstuaria, ea forma qua Poldras vocamus, unde mare per aggeres excludimus. Venio in eam conjecturam ideo quod omnia quæ æstus aliquando alluit marinus, in pago flandrensi sita legimus, reliqua in pago mempisco.

que les pirates du Nord et du Midi s'enhardirent et donnèrent à leurs courses le caractère de guerres sérieuses. Tandis que ceux d'Afrique se rendaient maîtres de l'île de Sicile, ceux d'Espagne s'emparaient des îles Baléares qui dépendaient, comme on l'a vu, de l'empire. En 820, une flotte sarrasine partit de Tarragone, fit une descente dans l'île de Sardaigne, dépendant également de l'empire, et mit en déroute une flotte chrétienne qui s'était présentée pour la combattre. Huit ans après, le comte Boniface, gouverneur de l'île de Corse, alla venger ces injures sur la côte d'Afrique, qu'il parcourut de Carthage à Utique, le fer et la flamme à la main. Cela n'empêcha pas les Sarrasins d'avoir la témérité de se montrer jusqu'à l'embouchure de la Loire, et de faire une descente dans une île voisine, amenés par un vaisseau si grand pour l'époque, qu'on l'aurait pris de loin, dit un vieil auteur, pour une muraille. Vers l'année 838, alors que les provinces d'Espagne, occupées par les Français, étaient continuellement attaquées, et que les Français en retour mettaient tout à feu et à sang dans la Castille, possédée par les Sarrasins, une armée navale des musulmans opéra une descente aux environs de Marseille; les faubourgs de cette ville tombèrent même un moment au pouvoir de l'ennemi, qui traîna en esclavage tous les hommes laïques et ecclésiastiques en état de porter les armes.

A la même époque, parurent les intrépides pirates de la Scandinavie, qui prenaient ou à qui l'on a donné le nom de Normands ou hommes du Nord, ceux qui avaient inspiré tant de préoccupations pour l'avenir à Charlemagne. Après avoir fait leur traversée et s'être approchés des côtes de France sur leurs principaux navires, appelés par eux *Drakars* (dragons) et *Snekars* (serpents), navires à rames à une seule voile carrée, à la forme allongée, à la poupe souvent roulée et à la proue figurant parfois un dragon ailé, ils pénétraient incessamment, à l'aide de leurs *holkers*, barques légères, par l'embouchure des fleuves, et jetaient la désolation et l'effroi, non seulement sur tout le littoral, mais encore jusque fort avant dans l'intérieur des terres.

Les discordes de famille, les partages de l'empire du vivant de Louis le Débonnaire, avaient singulièrement favorisé les expéditions des pirates; mais ce fut bien pis encore quand, après la mort de cet empereur, en 840, les princes carlovingiens se disputèrent, les armes à la main, les lambeaux de l'empire, et laissèrent celui-ci se morceler à l'infini. Sous Charles le Chauve, roi de France, puis empereur après la mort de son frère aîné Lothaire, on vit des déchirements en même temps que des ravages de toutes sortes. La Bretagne, qui comptait douze rois depuis Conan Meriadec en 383, reconquit son indépendance sous Noménoë; les Normands, attirés par un certain comte Lambert, seigneur révolté, entrèrent dans la Loire et prirent Nantes, en 843; les Bretons insoumis se rendirent maîtres de presque tout le pays de Rennes, portèrent la guerre jusqu'en Poitou, et finirent par faire éprouver une défaite à Charles le Chauve en personne, dans le lieu de Ballon, entre l'Ouet et la Vilaine. Pendant ce temps les Sarrasins s'introduisirent de nouveau en Provence par l'embouchure du Rhône et dévastèrent les environs d'Arles. A quelques années de là, en 848, ils revinrent encore dévaster les faubourgs de Marseille. Les Bretons avaient eu bientôt à se reprocher d'avoir appelé les Normands qui, maintenant, ravageaient leur pays et battaient dans trois rencontres leur roi Noménoë. Pépin, prince déshérité de l'Aquitaine, dont son père, du même nom que lui, avait été fait roi par Louis le Débonnaire, en 817, appela tout à la fois les pirates du Nord et les Sarrasins à son aide. Le petit-fils de ce Guillaume, comte de Toulouse, qui, cinquante-cinq ans auparavant, avait signalé sa valeur contre les musulmans, démentant sa race et son nom, amena de Cordoue des troupes mahométanes qui enlevèrent aux lieutenants de Charles le Chauve, en Catalogne, Barcelonne et quelques autres villes. Une autre armée de Sarrasins, sous les ordres du gouverneur de Sarragosse, pénétra en France, y commit les plus grands dégâts, et réduisit Charles le Chauve à demander une paix qu'il n'obtint pas sans de grands sacrifices d'argent. Du reste, le jeune Pépin ne profita pas

longtemps des calamités qu'il avait attirées sur son pays; car à peine se fut-il fait reconnaître roi d'Aquitaine, qu'il tomba dans des embûches que lui avait dressées son oncle, et fut enfermé dans un cloître avec ses enfants.

On ne peut suivre d'une manière bien régulière le fil des malheurs auxquels fut en proie la France à cette désastreuse époque; et, dans leur effroyable chaos, on est obligé d'en omettre beaucoup; on ne signale ici que les plus saillants. Les Normands avaient osé remonter la Seine jusqu'à la rivière d'Oise, dans laquelle ils étaient entrés, jusqu'à Paris même qu'ils avaient pu piller tout à leur aise, en l'année 845, les habitants s'étant enfuis à leur approche. En tous lieux, ils paraissaient à l'improviste; ils descendaient de leurs holkers, quand ils avaient trouvé un endroit commode; là ils les amarraient ou les tiraient à sec, se répandaient comme un torrent dévastateur; de marins qu'ils étaient, se faisaient cavaliers, et laissaient en se retirant de déplorables marques de leur passage. Toutefois ces hommes, qui ne s'étaient encore posés nulle part, commençaient à sentir le besoin de se fixer. Vers l'an 850, Charles le Chauve, qui était pressé de tous côtés et qui voyait les Bretons démanteler Nantes et Rennes, et prendre Angers et Le Mans, afin de diminuer le nombre de ses ennemis, concéda pour la première fois aux Normands, dans la personne de Godfrid, leur chef, un comté sur les rives de la Seine: ce n'était pour eux que le prélude d'établissements tout autrement importants en France, mais que bien des calamités encore devaient amener. Les hommes du Nord avaient établi sur la Seine, la Somme, l'Escaut, la Loire et la Garonne, des espèces de colonies militaires, où ils se retiraient avec leurs vaisseaux, où ils déposaient leur butin, et d'où ils s'élançaient pour étendre leur pillage jusqu'au cœur du pays. Le mois de décembre 856 les vit de nouveau à Paris; en 858 et 859, ils revinrent jusqu'aux portes de cette ville. Comme ils avaient un grand entrepôt militaire dans l'île d'Oissel, sur la Seine, qui était le centre de leurs déprédations par l'Océan, ils entreprirent d'en former un sem-



Raffet del. Pellet sc.

LE DUC DE BEAUFORT

SURINTENDANT DE LA NAVIGATION ET DU COMMERCE

blable dans une île du Rhône, qui deviendrait de ce côté le centre de leurs opérations par la Méditerranée. En 859 effectivement, ils passèrent le détroit de Gibraltar, coururent les rivages d'Espagne et d'Afrique, et abordèrent enfin sur les côtes du Roussillon, où ils ruinèrent plusieurs villes, entre autres celles d'Elne et de Ruscino. Cette dernière, à laquelle le Roussillon tout entier, comme on l'a vu, avait emprunté son nom, ne se releva point : il n'en resta plus qu'une tour debout. On dit aussi, quoiqu'il y ait moins de certitude à cet égard, que, dans leur expédition, les Normands s'emparèrent de Narbonne. Ils remontèrent ensuite le Rhône, et ayant trouvé l'île de la Camargue favorable à leurs desseins, ils s'y établirent, et, de là, continuèrent leurs courses des deux côtés du fleuve jusqu'à Valence. Heureusement Gérard de Roussillon, comte-gouverneur de Provence, les obligea, en 860, de se retirer et d'abandonner la Camargue. Ils allèrent infester les côtes d'Italie, et même celles de la Grèce. Maintenant donc, les Normands multipliaient leurs ravages des côtes et des fleuves de l'Océan aux côtes et aux fleuves de la Méditerranée. Pendant qu'une de leurs flottes ravageait le Roussillon, une autre rentrait dans la Seine et jetait encore la terreur aux portes de Paris. Cela recommença plusieurs fois dans les années 860 et 861. Paris n'eut un moment de trêve que par suite de la guerre que les pirates se firent entre eux. L'île d'Oissel fut assiégée et prise par l'un des deux partis. Le chef des vainqueurs prêta serment de fidélité à Charles le Chauve, qui l'avait secondé, et se convertit avec toute sa famille. Cela ne fit pas cesser les irruptions des Normands. Bien qu'ils eussent trouvé un adversaire souvent victorieux dans Robert le Fort, ancêtre des Capets, ils entrèrent encore dans Paris, l'an 865. Comme ils avaient osé, l'année suivante, remonter la Seine jusqu'à Melun, Charles le Chauve fut contraint de leur payer quatre mille livres pesant d'argent, pour qu'ils cessassent leurs ravages. A leur départ, ce monarque, peu capable de défendre le grand héritage qui lui était échu, fit construire une estacade auprès de son palais de Pistes, dans le voisinage de Rouen, pour

empêcher les pirates de remonter désormais le fleuve au-delà.

Charles le Chauve obtenait quelquefois par une politique astucieuse des résultats plus heureux que par ses armes. A la mort de Noménoë, il avait opposé à Érispoë ou Hérupée, successeur de celui-ci, un rival dans la personne de Salomon III. Celui-ci n'avait pas craint d'appeler le meurtre à son aide, et avait fini par s'emparer de la Bretagne. Charles le Chauve s'était fait reconnaître pour suzerain par Salomon. Quelques contestations survinrent bientôt, il est vrai, au sujet du tribut que Charles réclamait, et l'on vit Salomon s'unir aux Normands pour combattre les généraux du monarque. Cette alliance coûta même la vie au généreux Robert le Fort, qui fut tué à Brissarte, en 866, en livrant bataille aux Bretons et aux Normands. Mais Charles le Chauve ayant fait sa paix avec Salomon, à qui il céda le Cotentin et une partie de l'Anjou, celui-ci s'offrit de l'aider à chasser de la Loire et des affluents les pirates qui s'étaient fortifiés, en 873, à Angers et sur la Mayenne ; l'offre fut acceptée. Angers fut évacué par les Normands après un siége que fit l'armée de Charles unie à celle de Salomon. Les Normands se retirèrent dans leur île de la Loire. L'estacade de Pistes ne les empêcha pas de remonter la Seine jusqu'à Rouen, au mois de septembre 876, et d'entrer dans cette ville qu'ils ravagèrent.

L'année suivante, Charles le Chauve mourut. Sous son gouvernement successivement royal et impérial, on avait vu les comtes-gouverneurs des provinces empiéter de plus en plus sur l'autorité souveraine. En 858, Baudouin Ier, surnommé de Fer à cause de sa force, grand forestier de Flandre, célèbre par son courage, et dont l'aïeul Ingelrame avait enrichi la contrée par ses défrichements, s'était permis cet excès d'audace d'enlever la fille même de Charles, veuve d'un roi d'Angleterre, qu'on lui avait refusée ; il avait ensuite soutenu son rapt les armes à la main, et réduit l'impuissant monarque à donner son consentement au mariage de sa fille ainsi qu'à l'érection de la Flandre en comté héréditaire. Le moment était proche où, parmi les provinces maritimes, la Pro-

vence se détacherait d'une manière plus tranchée encore de la souveraineté des rois de France.

En effet, l'an 879, pendant que Louis III et Carloman, successeurs de Louis le Bègue et petits-fils de Charles le Chauve, occupaient ensemble le trône de France, et que Charles le Gros régnait en Allemagne et en Italie avec le titre d'empereur, le comte Bozon, beau-frère et gendre des défunts empereurs Charles le Chauve et Louis le Bègue, fonda le royaume d'Arles, de Provence et de Bourgogne cisjuranne supérieure. Après une guerre mêlée de succès et de revers, Bozon finit par se faire reconnaître, en vertu d'un traité conclu à Metz, comme roi d'Arles, sous la condition toutefois de la foi et de l'hommage à Charles le Gros comme empereur. Les pays formant le royaume d'Arles allaient donc désormais relever de la couronne impériale plus que de celle de France, jusqu'à ce que les événements les ramenassent lentement et un à un à leur origine gallo-française.

Les Normands profitaient de ces déchirements successifs pour tâcher d'emporter à leur tour un morceau considérable de la monarchie fondée par les Francs. Louis III toutefois leur fit éprouver une défaite à Saucourt en Vimeu, l'an 880. Neuf mille des leurs restèrent, dit-on, sur la place.

Charles le Gros, après la mort de Louis III et de Carloman, réunit, en 884, à peu près tout l'ancien empire de Charlemagne, en joignant la France aux États qu'il possédait déjà. Mais sa main n'en fut pas plus forte à retenir les invasions. Charles s'était souillé du meurtre d'un grand nombre d'hommes du Nord qui s'étaient fiés à sa parole et dont les précédents excès ne pouvaient être pour lui une justification. Les frères des victimes vinrent en foule pour les venger et s'unirent aux pirates de la Seine, du pays Bessin et de la Loire. Sigefroy les commandait au nombre de quarante mille, montés sur six cents barques. Ils remontèrent la Seine, entrèrent dans Rouen, le 25 juillet 885, et bientôt après parurent devant Paris, dont l'enceinte se bornait alors à ce qu'on appelle aujourd'hui la Cité. Ils trouvèrent cette fois une vigou-

reuse résistance. Le fils de Robert le Fort, Eudes, comte de Paris, soutint le siége pendant toute une année, et préserva, par son héroïsme et sa constance, cette capitale que Charles le Gros ne secourut qu'en donnant de l'argent aux assiégeants, pour qu'ils allassent porter en d'autres lieux leurs ravages.

De 888 à 898, après la mort de cet empereur, Eudes, ayant transformé son comté en une royauté qui s'étendait de la Meuse à la Loire, livra combats sur combats aux Normands; il ne les empêcha pas, il est vrai, en 888, de remonter la Marne et de prendre Meaux; mais comme, après le siége de Paris, ils s'étaient cantonnés sur la haute Seine et sur l'Yonne, et voulaient, pendant l'automne de 889, redescendre vers la mer, ils furent arrêtés par les ponts fortifiés du fleuve, et repoussés avec de grandes pertes. Ils se vengèrent de la défaite qu'ils venaient d'éprouver sur la Seine, en insultant les rives de la Marne et de la Meuse. Redescendus vers Paris pendant l'été de l'année suivante, ils en furent de nouveau rejetés. Désespérant de vaincre les bourgeois de cette ville, qui s'étaient endurcis à la guerre par tant d'attaques et par des combats journaliers, les hommes du Nord traînèrent leurs bateaux à terre avec une peine infinie, et les transportèrent, pour les remettre à flot, au-dessous de l'île de la Cité. Puis ayant, selon leur intention, descendu la Seine jusqu'à la mer, ils allèrent, par la Vire, assiéger la nouvelle ville de Saint-Lô, dont les habitants furent obligés de se rendre. Les pirates poussèrent leurs déprédations jusqu'au-delà de Vannes. Le royaume de Bretagne s'était dissous depuis la mort de Salomon III. Alain le Grand, qui le possédait à titre de duché depuis l'an 894, mit les Normands en déroute. Dégoûtés pour un temps de la France, où ils ne comptaient plus guère que par défaites, ils se rejetèrent sur l'Angleterre qu'ils avaient déjà failli conquérir sur Alfred le Grand lui-même.

Mais si le royaume de France proprement dit semblait être à l'abri des attaques des pirates, depuis la déposition de Charles le Gros et l'avénement d'Eudes en 888, il n'en était pas de même du

royaume d'Arles et de Provence. Louis Bozon, surnommé l'Aveugle, et depuis empereur d'Occident, y avait succédé au fondateur de ce nouvel État. Il arriva qu'un soir de l'année 889, un brigantin, portant une vingtaine de Sarrasins, que chassait la tempête, fut contraint de chercher un refuge dans le golfe de Saint-Tropez. Les Sarrasins prirent terre à la faveur de la confiance et de l'obscurité qui régnaient autour d'eux, et se disposèrent aussitôt à changer leur espèce de naufrage en bonne fortune. S'étant avancés en silence vers un château voisin, ils en surprirent les gardiens, les massacrèrent, et firent de ce lieu un poste fortifié. Le jour en se levant leur découvrit le pays : des montagnes couronnant le golfe du côté du nord et une forêt presque impénétrable formant comme la ceinture de celui-ci, leur fournissaient des remparts naturels, et au besoin des retraites inviolables; la mer, se développant devant eux, leur indiquait par où ils pourraient demander et recevoir facilement de continuels secours. Ils résolurent de se fixer en cet endroit et de s'en faire un entrepôt, pour de là diriger leurs courses dans l'intérieur des terres : ils appelèrent sur-le-champ des renforts de l'Espagne, et bientôt de l'Afrique. En peu d'années, les hauteurs avoisinantes furent couvertes de châteaux forts. Le principal, que l'on suppose répondre au village actuel de la Garde-Frainet, situé au pied de la montagne la plus avancée du côté des Alpes, est nommé par les auteurs Fraxinet, des frênes probablement qui l'entouraient. Le Fraxinet devint un objet de terreur non seulement pour les contrées voisines, mais pour des provinces éloignées. Les Sarrasins en descendaient pour pousser leurs excursions jusqu'en Dauphiné, jusqu'en Piémont, mettant tout à contribution sur leur passage, s'embusquant, et enlevant les voyageurs. Ils n'oubliaient pas pour cela leur métier d'écumeurs de mer; souvent montés sur leurs navires, ils s'emparaient des bâtiments marchands, ou allaient faire des descentes sur les côtes de la Provence et du Languedoc, lequel d'ailleurs ne dépendait pas du royaume d'Arles. Les Sarrasins recommencèrent à semer des

ruines dans le midi de la France. Marseille, Aix, Embrun, Sisteron, Gap furent successivement en proie aux agressions de la colonie des pirates; les églises et les abbayes furent détruites, les évêques et les prêtres massacrés. Enfin les bandes sarrasines qui sortaient du Fraxinet occupèrent tous les passages qui conduisaient de France en Italie, tant par terre que par mer. Quiconque voulait aller d'un pays dans l'autre, était tributaire de leurs brigandages; l'esclavage attendait celui à qui manquait l'argent.

Cependant une transaction entre Eudes et le triste héritier des Carlovingiens, Charles le Simple, après avoir partagé la France, moins le royaume d'Arles, en deux États, avait fini, après la mort d'Eudes et de son fils, par laisser Charles maître impuissant de l'un et l'autre. La terreur du nom d'Eudes dura encore assez longtemps après la mort de ce prince, pour que les hommes du Nord laissassent en paix la France, jusqu'à l'apparition sur la scène du monde de Roll ou Rollon, un des fils du iarl ou seigneur de Moëre en Scandinavie, qui, sans héritage à espérer, avait trouvé depuis sa jeunesse son existence dans la piraterie. Rollon avait même fini par être condamné à un exil perpétuel. Cherchant une nouvelle patrie à travers les mers avec quelques gens décidés comme lui, il aborda en Angleterre, où il tira des concessions et de l'argent du roi Alfred le Grand. Mais Alfred sut détourner les vues de Rollon vers d'autres pays. Le chef normand se rembarqua avec ses compagnons. Une tempête l'ayant jeté à la côte de Walcheren, il mit en déroute les insulaires flamands, qui déjà se disposaient à profiter de son naufrage pour le dépouiller. Le vainqueur s'établit à Walcheren. Les comtes de Hainaut et de Frise étant accourus pour le chasser, il ordonna à sa troupe de serrer ses rangs pour paraître moins nombreuse, et fit mettre genou à terre au premier rang. Ses adversaires croyant, à cette attitude, qu'il demandait miséricorde pour lui et pour les siens, s'approchèrent en désordre, comme s'ils n'avaient plus qu'à faire des prisonniers. Mais à peine les Normands eurent-

ils vu les Flamands et les Frisons à portée, qu'ils se levèrent, se déployèrent contre eux, et les battirent à plate couture. Rollon passa sur le continent à la poursuite des vaincus. Il soumit la Frise à de grosses contributions. Il appareilla ensuite de la Frise pour le Hainaut, entra dans l'Escaut, et dévasta la contrée jusqu'à l'abbaye de Condé. Le comte de Hainaut fut même fait prisonnier, et ne dut sa liberté qu'à la générosité de Rollon. Celui-ci ayant fait sa paix avec le comte, quitta l'Escaut pour entrer dans la Seine. C'était, on le suppose, postérieurement à l'année 886. Il remonta le fleuve jusqu'à Rouen, où il fut heureusement surpris de rencontrer une population assez favorablement disposée pour lui, et qui, dans l'impuissance où le roi de France était alors de la protéger, ne paraissait pas mieux demander que d'avoir un protecteur au lieu d'un ennemi dans le chef normand. Rollon fit amarrer ses bateaux à un canal qui n'existe plus et que l'on appelait le Port-Morin. Bientôt, ne trouvant aucune contrariété dans les habitants, il s'apprivoisa à l'idée de rester à Rouen et de s'y établir en souverain, mais non en conquérant farouche. En 898, Rollon remonta la Seine, avec sa flotte, jusqu'au Pont-de-l'Arche. Ce fut un de ses compatriotes, converti à la foi chrétienne et déjà en possession d'un territoire en France, qui vint au-devant de lui au nom de Charles le Simple. Il se nommait Hasting. Une conférence eut lieu entre les deux chefs normands; elle n'aboutit point au résultat pacifique qu'on en avait espéré. Rollon repoussa l'attaque de l'armée royale, commandée par Ragnold, duc de France, poursuivit sa route sur la Seine, surprit et dévasta Meulan, battit une seconde fois Ragnold, qui fut tué dans l'action. Le vainqueur rentra dans Rouen pour s'y affermir de plus en plus. Il essaya d'étendre ses conquêtes du côté de Bayeux, sur Bayeux même. Cette ville, après avoir glorieusement résisté une première fois, succomba à la seconde. Cependant tout prospérait dans Rouen à l'intrépide aventurier. Loin de le fuir, les chrétiens accouraient en foule autour de lui, aimant mieux vivre sous les ordres d'un chef païen capable de les protéger, que dans des pro-

vinces désolées par l'anarchie. Pour la première fois, Rollon eut à essuyer un grand échec, en 911, devant la ville de Chartres qu'il assiégeait. Les succès et les revers furent partagés : Rollon trouva des adversaires dignes de lui dans le comte de Paris, Robert, frère du feu roi Eudes, et dans Richard le Justicier, duc de Bourgogne. De part et d'autre, on parut désirer d'en venir à franche et loyale composition. Charles le Simple, pressé par le peuple, sortit de sa nonchalance ordinaire, et députa vers le principal des chefs normands l'archevêque de Rouen. Le prélat offrit, de sa part, un territoire aux Normands, à la condition que leur chef reconnaîtrait la suzeraineté du roi de France, et que le christianisme, embrassé par eux, serait le sceau du traité. Rollon écouta avec respect et reconnaissance l'archevêque qui lui parlait avec une onction mêlée d'autorité. Le pirate jusqu'ici indompté, le roi de mer terreur de tant d'États, s'inclina, s'empressa d'accepter l'offre pour lui et les siens; et le traité de Saint-Clair-sur-Epte fut arrêté, l'an 912. Les Normands furent autorisés à s'établir sur un territoire rendu précédemment désert par leurs ravages, et qui s'étendait depuis l'Epte jusqu'à la mer. Rollon, en recevant ce territoire à titre de fief, obtint en outre, à titre d'arrière-fief, une partie de la province de Bretagne. Il fut baptisé avec toute son armée de pirates, et il épousa la fille du roi Charles. Les Normands, ces fiers enfants des Scandinaves, tinrent sur-le-champ à grand honneur d'être comptés comme Français.

Vers le même temps, les Gascons qui, depuis l'an 658, avaient incessamment travaillé à s'établir dans l'ancienne Novempopulanie, et y avaient peu à peu réussi, élurent pour duc héréditaire Sanche, surnommé Mitara (*le Ravageur*) par les Sarrasins dont il avait souvent ruiné les territoires, et achevèrent d'imposer leur nom à la Gascogne, qui, depuis l'an 851, comprenait Bordeaux[1]. C'est ainsi que la population des pro-

[1] *Histoire de Béarn, Gascogne*, etc., par Pierre de Marca, livre III, chapitres 1 et suivants.

vinces maritimes de France se transformait et se complétait.

Rollon ne voulant pas laisser réduits à un vain titre les droits plus ou moins fondés que Charles le Simple, dans son impuissance à les faire valoir pour lui-même, lui avait donnés sur la Bretagne, déclara aussitôt la guerre à Gurmhaillon, le principal des comtes bretons et celui à qui l'on donne communément le titre de duc après la mort d'Alain le Grand. Une partie de la Bretagne dut se soumettre à Rollon.

Pendant ce temps, de nouveaux concurrents disputaient la couronne royale elle-même à Charles le Simple, qui se vit réduit au comté de Laon. Robert, frère d'Eudes, et comme lui d'abord comte de Paris et duc de France, se fit proclamer roi des Français en 922 ; mais périt bientôt après dans une bataille que lui livra Charles. Raoul, duc d'une des trois Bourgognes d'alors, fut proclamé à son tour roi des Français en 923, et s'affermit par l'emprisonnement du malheureux Charles le Simple, tombé dans un piége que lui avait dressé le comte Héribert de Vermandois. Celles des provinces du midi qui ne dépendaient point du royaume d'Arles, appelé aussi de Bourgogne cisjurane, restèrent fidèles au roi captif, tout en se gouvernant avec leurs ducs et comtes particuliers. Durant le règne de Raoul, on vit une nouvelle invasion de Normands partis des côtes de Danemarck, sous la conduite d'un chef nommé Ragénold. Ils entrèrent dans la Loire avec leur flotte, et, après avoir débarqué, ils pénétrèrent jusqu'en Auvergne, ravageant tout sur leur passage. Repoussés par Raymond de Pons, comte de Toulouse, et Guillaume II, duc d'Aquitaine, ils allèrent chercher un refuge sur le territoire cédé au duc Rollon. Ils reprirent ensuite l'offensive, et battirent Raoul auprès d'Arras, au commencement de l'année 926. Mais le duc Rollon ayant abandonné les nouveaux venus à eux-mêmes, ils furent enfin anéantis dans le voisinage de Limoges. Depuis cette époque il n'y eut plus d'invasions normandes en France, et le nom de Normands resta seulement à ceux qui s'étaient établis avec Rollon dans la Normandie.

Si le royaume de France proprement dit était en proie aux usurpations des grands, celui d'Arles ne l'était guère moins. La Provence voyait un comte du nom de Hugues profiter de la mort de Louis l'Aveugle, en 923, pour se mettre en possession du trône, et, afin de mieux s'assurer son usurpation, faire hommage à Raoul, usurpateur lui-même de la couronne de France. A la faveur de tant de perturbations dont on ne rapporte ici qu'une faible partie, les Hongrois, après avoir ravagé l'Allemagne et l'Italie, entrèrent en Provence, passèrent le Rhône au-dessus d'Arles, et, semant des ruines sur leur route, se jetèrent sur le Languedoc, qui fut en un clin d'œil couvert de sang et de débris fumants. Enfin, le brave Raymond de Pons, comte de Toulouse et marquis de Gothie, le même qui avait vaincu le Normand Ragénold, livra une bataille terrible aux Hongrois, dont pas un d'entre eux ne se releva pour repasser les Alpes. Peu après, en 926, Hugues, roi d'Arles et de Bourgogne cisjurane, fit voile pour Pise, afin de conquérir la couronne de fer des Lombards. Il y réussit en effet et se fixa en Italie. Hugues, après avoir partagé son royaume d'en-deçà les Alpes en deux comtés, celui d'Arles et celui de Vienne, finit par le céder tout entier, en 930, à Rodolphe II, à qui il avait enlevé la couronne d'Italie, et dont le père, Rodolphe Ier, avait fondé, après la déposition de Charles le Gros, un royaume de Bourgogne transjurane. Rodolphe II prit le titre de roi d'Arles et de Bourgogne. Ses deux royaumes réunis s'étendaient, dans la Suisse et la France, des sources du Rhin jusqu'à l'embouchure du Rhône, fleuve qui séparait ses États de ceux de Raoul. Ce dernier parut vouloir rendre un moment les apparences de la royauté à Charles le Simple. L'infortuné monarque, de l'impuissant règne duquel datent tant de comtés et duchés souverains, mourut l'année suivante, 929. Raoul finit ses jours six ans après, en 936, sans laisser d'enfants. Le fils de Charles le Simple, Louis IV, dit d'Outremer parce qu'il avait passé sa jeunesse dans l'exil en Angleterre, fut appelé au trône de France par Hugues le Grand, comte de

Paris et duc de France, fils du feu roi des Français Robert, et par le duc de Normandie Guillaume, surnommé Longue-Épée, successeur de Rollon, qui avait naguère vaincu les comtes de Rennes et de Nantes, Juhel-Bérenger et Alain Barbe-Torte, restés à la tête des Bretons insoumis après la mort de Gurmhaillon; Guillaume devait à son tour éprouver quelques échecs en combattant ces mêmes Bretons.

En 937 mourut Rodolphe II, roi d'Arles et de Bourgogne. Son fils Conrad le Pacifique, un enfant de huit ans, lui succéda, sous la tutelle du roi de Germanie et empereur Othon le Grand. Malgré la puissance de ce prince illustre, les Sarrasins se maintinrent au Fraxinet, et continuèrent leurs brigandages en Provence. En 940 ils ruinèrent presque totalement Fréjus. Comme ils portaient leurs agressions au-delà des Alpes, et, à l'aide du Fraxinet, entretenaient des relations avec l'Espagne et avec l'Afrique musulmanes pour écumer la Méditerranée, Hugues, cet ancien roi d'Arles qui avait conquis la couronne d'Italie, résolut d'anéantir leur repaire en France. Ne se croyant pas assez fort d'une armée de terre qu'il commandait en personne, il appela à son aide la flotte de l'empereur d'Orient, son beau-frère. Celle-ci jeta l'ancre dans le golfe de Saint-Tropez, en 942. Les Sarrasins furent attaqués tout à la fois par terre et par mer; on détruisit leurs navires et tous leurs ouvrages sur la côte; on força même l'entrée de leur château. Déjà ils n'avaient plus d'autres refuges que sur les hauteurs voisines, quand Hugues, apprenant tout à coup qu'un rival profitait de son absence pour essayer de lui enlever la couronne, abandonna les Sarrasins, et leur rendit même leurs positions, à la condition qu'ils enverraient quelques-unes de leurs bandes s'établir au Saint-Bernard et sur les principaux sommets des Alpes, pour fermer le passage de l'Italie à son adversaire. Un tel revirement, inspiré par l'égoïsme le plus brutal, fut à bon droit considéré comme un attentat aux lois divines et humaines. Les Sarrasins ainsi conduits par la main même d'un prince chrétien dans des positions formidables,

purent croire qu'on ne les en chasserait jamais. Outre les postes où ils s'étaient déjà installés, on les vit occuper un quartier de la ville de Nice, Grenoble avec la riche vallée du Graisivaudan, et parcourir impunément la Suisse et le Piémont.

Tandis que l'Italie elle-même et le royaume d'Arles étaient ainsi livrés aux brigandages des musulmans, Louis d'Outre-mer, dès qu'il montrait quelque cœur et quelque énergie, était menacé, attaqué à main armée par les seigneurs qui le voulaient, dans la partie de la France où ils l'avaient appelé, comme un instrument docile et non comme un maître. Un moment il vit les comtes et ducs de ses principales provinces porter leur hommage à l'empereur Othon le Grand. Mais ce n'était que pour lui faire redouter leur puissance; car ces seigneurs, particulièrement Guillaume Longue-Épée, duc de Normandie, et Arnoul Ier, dit le Grand, comte de Flandre, avaient toujours le cœur français. Louis d'Outre-mer trouva un appui sincère dans la personne de Guillaume Tête-d'Étoupe, dixième comte de Poitiers ou du Poitou, depuis Abbon, élevé bénéficiairement à ce titre, l'an 778, sous Charlemagne, et sixième duc d'Aquitaine, depuis Rainulfe Ier, qui ajouta, l'an 856, sous Charles le Chauve, cette dignité à celle de comte de Poitiers possédée par lui. Guillaume Tête-d'Étoupe se mit à la tête d'une ligue en faveur d'un roi qui, par des qualités inconnues à la plupart des successeurs de Charlemagne, aurait mérité un meilleur sort. Les chefs bretons, et à leur tête Alain II, dit Barbe-Torte, montrant autant de sympathie pour une noble infortune qu'ils avaient naguère fait voir de fierté et d'indocilité vis à vis des puissants et des forts, prirent spontanément la détermination de faire hommage à Louis d'Outre-mer. Le duc de Normandie, Guillaume Longue-Épée, témoigna son regret de s'être un moment déclaré contre le roi, et lui fit dans Rouen un loyal accueil. Enfin, chacun suivit cet exemple, et Othon le Grand se vit abandonné de tous ceux qui l'avaient leurré d'un rêve à la réalisation duquel ils auraient été les premiers à faire obstacle au moment décisif. Dans les démêlés

de Louis d'Outre-mer avec les seigneurs de France, le roi d'Angleterre avait envoyé au secours du roi de France, son neveu, une flotte qui aurait pu être plutôt une cause de disgrâce que de bonne fortune pour celui-ci, car elle s'était bornée à ravager la côte du Ponthieu.

Les ducs et comtes des provinces qui faisaient la guerre à leur roi, n'avaient garde de lui demander permission pour se la faire entre eux ou pour la porter à l'étranger; ils s'érigeaient même, sans le consulter, en protecteurs de rois étrangers. C'est ainsi que Guillaume Longue-Épée reçut Harald à la Dent-bleue, roi de Danemarck, dépossédé par son fils Suénon. Harald aborda en Normandie avec soixante bâtiments portant les débris de sa puissance. Le duc lui donna le comté de Cotentin pour royal asile, en attendant qu'il eût augmenté sa flotte par la construction de nouveaux navires, et qu'il le renvoyât, avec un corps d'élite, reconquérir sa couronne [1].

Guillaume Longue-Épée tomba peu après dans un piége que lui avait dressé Arnoul le Grand, avec qui il était en difficultés au sujet du nouveau comté de Ponthieu et de Montreuil qui déjà se formait aux dépens des comtes de Flandre, et périt assassiné, en 944, laissant pour héritier un enfant de dix ans, nommé Richard Ier, son fils naturel, qui eut pour tuteurs des seigneurs danois fixés en France depuis la venue d'Harald à la Dent-bleue, et parmi lesquels on comptait Bernard, vicomte de Rouen et premier comte d'Harcourt. Il paraît que ces seigneurs faisaient encore profession d'idolâtrie. La convoitise des princes qui cherchaient des prétextes pour mettre la main sur la succession de Normandie, qui comprenait la suzeraineté de Bretagne, s'en arma pour attenter aux droits du jeune Richard. Louis d'Outre-mer lui-même, toujours jaloux de rendre quelque force et quelque éclat à l'autorité royale, profita de l'occasion d'une minorité pour tâcher d'affaiblir

[1] L'*Histoire de Danemarck*, de Mallet, place à tort ce fait du temps de Richard, successeur de Guillaume Longue-Épée. Voir Guillaume de Jumièges : *Historia Normanorum*, lib. III, cap. 9.

ses grands vassaux et méditer l'envahissement de la Normandie, promettant à Hugues le Grand, duc de France, de faire avec lui le partage de cette province, s'il le secondait dans son projet de conquête. Louis se fit confier Richard Ier sous le prétexte de veiller à son éducation, et le retint en quelque sorte comme son prisonnier.

Les Bretons, divisés par les querelles de leurs principaux comtes, Alain Barbe-Torte, qui avait reconquis le comté de Nantes en 938 sur les Normands, Juhel Bérenger, comte de Rennes, et Rudic, comte de Cornouailles, ne surent pas se servir des circonstances pour achever de ressaisir leur indépendance. Au contraire, les Normands qui étaient restés dans le pays surprirent la ville de Dol, et battirent les Bretons. Alain Barbe-Torte survécut peu à ces malheurs. C'était un prince courageux, persévérant et doué d'une force de corps surprenante.

Cependant, on avait réussi à faire évader le jeune duc de Normandie. Le comte de Rouen, l'un de ses tuteurs, craignant désormais, pour son pupille, le duc de France plus que le roi lui-même, ou plutôt voulant jeter la zizanie entre ces deux rivaux naturels, flatta Louis d'Outre-mer de la plus entière soumission, et l'éloigna ainsi de l'idée de s'unir avec Hugues pour la conquête projetée de la Normandie. Le roi alla jusqu'à se déclarer ouvertement contre le duc de France. Sur ces entrefaites, Harald à la Dent-bleue, se souvenant de ce qu'il devait à la mémoire du père du jeune Richard, passa en Normandie avec une flotte qui portait une armée considérable. Il eut avec Louis d'Outre-mer une conférence, qui s'aigrit presque aussitôt du reproche fait au roi de France d'avoir trop tôt pardonné au comte de Flandre le meurtre de Guillaume Longue-Épée. Un Danois aperçut, parmi les seigneurs de la suite de Louis, le comte de Ponthieu et de Montreuil, qui, par la protection dont l'avait voulu couvrir Guillaume, était devenu la cause innocente de la mort de ce dernier; l'étranger éclata en reproches contre le comte, et l'étendit roide à ses pieds d'un coup de lance; de

part et d'autre alors on mit l'épée à la main, et les Français, beaucoup moins nombreux, furent presque tous massacrés; Louis ne se dégagea qu'à grand'peine de la mêlée, et se réfugia à Rouen, où le comte Bernard, le voyant maintenant sans défense, n'hésita plus à le retenir captif. Louis, pour obtenir que le comte de Rouen le relâchât, fut obligé d'appeler l'intervention amiable de plusieurs souverains, celle même du comte de Paris, de donner le second de ses fils en otage, et de garantir au jeune Richard toutes les prérogatives accordées par les précédents rois de France aux ducs de Normandie. Mais il ne sortit des prisons du comte de Rouen que pour tomber dans celles du comte de Paris, à qui il fut forcé de donner Laon, sa dernière forteresse, pour recouvrer définitivement sa liberté.

Le roi ne se crut pas tenu de garder ses promesses vis-à-vis d'ennemis qui les lui avaient réellement extorquées; mais il n'eut d'autre ressource que d'appeler à son aide l'empereur Othon le Grand, et le roi d'Arles et de Bourgogne, Conrad le Pacifique. Le comte de Flandre entra aussi dans son parti, tandis que le duc de Normandie prenait celui de Hugues le Grand. Louis d'Outre-mer, par sa valeur autant que par les négociations que les princes, ses alliés, avaient entamées en sa faveur, mit enfin le duc de France dans la nécessité de lui faire de nouveau hommage. Toutefois la royauté de Louis ne put jamais acquérir une grande valeur; sans cesse errante et militante au milieu des forteresses que la féodalité élevait de toutes parts, on aurait vainement cherché quelles étaient sa capitale et l'étendue sérieuse de son domaine. Louis avait fini pourtant par s'établir à Reims, où il mourut, en 954, dans la fleur de l'âge. La dernière goutte d'un sang encore digne de Charlemagne disparut avec lui. Vinrent ensuite les semblants de règne de Lothaire et de Louis V, qui ne sont véritablement que des dates dans l'histoire, où ces rois paraissent à peine.

Les guerres que se faisaient entre eux les ducs et les comtes souverains de France tenaient bien plus de place que celles du roi lui-même, s'il lui était donné par hasard d'en pouvoir entreprendre ou

soutenir. Après la mort d'Alain Barbe-Torte, à qui quelques auteurs donnent le titre de duc de Bretagne, tandis que d'autres le lui refusent, l'enfance de son héritier avait fait espérer aux Normands une facile conquête du comté de Nantes, et ils étaient venus dans la Loire avec une flotte considérable; mais les Nantais s'étaient suffi à eux-mêmes pour faire lever le siége de leur cité. A peine délivrés de ce danger, les Bretons recommencèrent leurs guerres civiles. Conan le Fort, comte de Rennes, à qui l'on donne aussi le titre de duc de Bretagne, livra bataille en 981, dans la lande de Conquereux, à Guérec, troisième successeur d'Alain Barbe-Torte dans le comté de Nantes, et au comte d'Anjou, son allié; l'avantage lui resta. Richard Ier, duc de Normandie, bataillait de son côté avec les comtes de Blois, de Chartres et de Flandre. Il reçut, à cette occasion, le secours d'une flotte de quarante bâtiments danois chargés de troupes, qui vinrent jeter l'ancre à Geffosse et à Isigny. Quand il fut question de la paix, les Danois ne voulaient plus se retirer sans combattre; et Richard se vit obligé à leur donner des dédommagements pour les y décider. Une partie de ces étrangers ayant abjuré le culte des idoles, on leur donna des terres en Normandie, où ils restèrent à leur tour. Les autres se rembarquèrent, et allèrent ravager les côtes d'Espagne.

Le royaume d'Arles, grande fraction de celui de France, subsistait toujours et se divisait aussi en comtés héréditaires. Dès le règne de Louis l'Aveugle, deuxième roi d'Arles, on avait vu, vers l'an 900, les commencements des comtes propriétaires de Provence, dans la personne de Rotbald Ier à qui avaient succédé Bozon Ier, Rotbald II, Bozon II et Guillaume Ier, sous lequel les Sarrasins devaient être enfin entièrement expulsés de la France. Déjà on les avait renversés du mont St-Bernard, chassés du Dauphiné et de plusieurs de leurs forteresses dans l'intérieur de la Provence. Guillaume, qui venait de les vaincre à Gap, les attaqua aux environs de Draguignan, et fit prisonnier tout ce qui ne resta pas étendu sur le champ de bataille. Nombre des captifs se firent baptiser et obtinrent, à ce

prix, la permission de rester dans le pays où ils se fondirent peu à peu avec la population. Restait à prendre le dernier boulevard des infidèles en France, le fameux château du Fraxinet, qu'ils occupaient depuis plus de quatre-vingts ans. Guillaume en fit le siége, et s'en rendit maître, en 975, avec l'assistance de plusieurs seigneurs auxquels le vainqueur distribua les terres reconquises; il fit belle part à Gibelin de Grimaldi, d'origine génoise, de qui le golfe de Saint-Tropez prit alors le nom de *Golfe de Grimaud*. Plusieurs cantons, particulièrement le territoire de Toulon [1], étaient dépeuplés, et chacun accourait pour en prendre quelque chose après l'expulsion ou l'extermination des Sarrasins. Guillaume vint lui-même faire une équitable répartition des terres entre les bourgeois, les seigneurs et les églises. Grâce aux soins de cet illustre comte, qui était le véritable roi d'Arles, et qui mérita le surnom de *Père de la patrie*, à l'époque où Rodolphe III, roi de titre seulement, se faisait donner celui de Fainéant. L'agriculture reparut dans ces campagnes longtemps désolées ; les villes détruites se relevèrent de leurs ruines, et les populations qui, durant près d'un siècle, avaient interrompu leurs communications, reprirent leurs rapports naturels. Les Sarrasins, obligés de reconnaître que les Français étaient pour eux un peuple invincible et qui leur serait une éternelle barrière, en parlèrent dans tous leurs récits comme d'hommes extraordinaires et portant en eux la fatalité de l'islamisme. « O enfants d'Ismaël, n'allez pas plus loin et retournez sur vos pas; sinon vous serez exterminés! » disait l'inscription d'une statue jadis érigée par les Sarrasins dans Narbonne. Quelle ne dut pas être l'expression dernière des musulmans au sujet des Français quand, chassés depuis longtemps

[1] « Cum gens pagana fuisset e finibus suis, videlicet de Fraxineto, expulsa, et terra Tolonensis cœpisset vestiri et a.cultoribus coli, unusquisque secundum propriam virtutem rapiebat terram, transgrediens terminos ad suam possessionem, etc., etc, » dit une charte, datée de l'année 993, publiée par dom Martenne, *Amplissima Collectio*, t. 1, page 349, et rappelée par M. Reinaud, dans sa savante histoire des *Invasions des Sarrasins en France*. Cette charte constate ainsi l'existence du nom de Toulon au dixième siècle ; mais le lieu de Toulon lui-même n'avait encore qu'une bien faible importance.

déjà de la Septimanie, il ne resta pas même aux zélateurs de Mahomet la moindre apparence d'établissement en-deçà des Pyrénées. « Dieu, disaient-ils dans leur amer regret, a voulu dédommager les Français de leur exclusion du Paradis, par le don de pays riches et fertiles en ce monde. » Partout ils constataient eux-mêmes que, si l'Europe occidentale n'avait pas plié sous la loi de Mahomet, c'était à la France seule qu'elle le devait.

Le royaume d'Arles, dont le nom devait se prolonger au milieu des titres les plus impuissants des empereurs d'Occident ou d'Allemagne, finit de fait en 1032 à la mort de Rodolphe III. Il n'en sera plus question dans cet ouvrage.

CHAPITRE IV.

De 987 à 1096.

Période féodale jusqu'à la prédication de la première croisade. — Etat et gouvernement des provinces maritimes de France au moment de l'élevation de Hugues Capet. — Influence de la féodalité sur le nombre croissant des villes et des ports. — Origine de plusieurs villes maritimes et fluviales durant la première période féodale. — Avénement de Hugues Capet. — Feudataires de la couronne de France. — Nullité du domaine de la couronne royale pendant la première période féodale. — Importance du duché de Normandie et du comté de Flandre. — Puissance que la mer donne à leurs possesseurs. — Henri Ier affermi sur le trône de France par Guillaume le Magnifique, duc de Normandie. — Guerre au sujet de l'hommage entre le duc de Normandie et le duc de Bretagne. — Expéditions aventureuses de la famille de Hauteville. — Fondation du royaume des Deux-Siciles par les Français. — Guillaume le Conquérant, duc de Normandie. — Conquête de l'Angleterre par les Français. — Mort de Guillaume le Conquérant. — Partage de l'héritage de ce prince. — Affaires de Bretagne. — Affaires de Flandre. — Réunion de la Guienne et de la Gascogne.

Hugues Capet n'avait pas encore intronisé royalement sa race avec sa propre personne, que la féodalité vivait déjà d'elle-même et s'était mise dans la plénitude de sa souveraineté morcelée, se fortifiant de tous côtés, faisant la guerre en prince quand elle en avait les moyens, en brigand quand elle ne pouvait l'entreprendre plus noblement; ici poursuivant la conquête d'un château-fort, là ne craignant pas de se damner par le pillage d'une riche abbaye, qui elle-même avait fossés, murailles et hommes d'armes pour sa défense. Malgré le germe dissolvant qu'elle apportait avec elle, la féodalité eut pourtant, comme toutes choses, son bon côté. De ce système brutal ne vit-on pas sortir la chevalerie protectrice du faible contre le fort, réformatrice des mœurs, mère de loyauté, d'élégance et courtoisie; et qui, flambeau précurseur de la civilisation moderne, jeta son poétique éclat sur tout le moyen âge? Bien des origines d'un autre genre, et tout aussi favorables, sont dues à la féodalité. A son appel, les villes sortirent comme par enchantement du sol; et, quoi qu'on ait pu dire, elle en éleva plus qu'elle n'en détruisit. Chaque duc, chaque comte, chaque abbé, chaque seigneur, curieux de donner

de l'importance au domaine qu'il gouvernait souverainement, le hérissa de châteaux-forts sous lesquels prirent naissance autant de bourgades, dont beaucoup se changèrent promptement en cités importantes. On ne saurait faire le dénombrement des villes qui durent ainsi leur origine à une forteresse ou à une abbaye servant d'abri, de refuge, de protection à leurs habitants. Chaque propriétaire, petit ou grand, d'une partie des côtes maritimes ou des bords des embouchures fluviales, la visita avec soin pour y trouver un port, un lieu d'armement naval; la moindre crique prit l'aspect d'un port suffisant pour la marine du temps, et vit des habitations se grouper autour d'elle. Depuis longtemps déjà le littoral français était couvert de villes sur la Méditerranée; mais celui de l'Océan avait été moins favorisé en raison de sa plus tardive conquête par les Romains, et de son plus d'éloignement de l'ancienne capitale du monde. La féodalité établit sous ce rapport une balance favorable entre les deux parties du pays.

Le grand comté de Flandre commença à se couvrir de villes. Au moyen de digues ou levées, appelées dans le pays *polders*, l'industrie des habitants garantit des inondations les bas territoires de ce comté, et les conquit en quelque sorte sur les eaux; ces collines de sable elles-mêmes, auxquelles les Flamands ont donné le nom de *dunes*, et qui couvrent, tristes et monotones à voir, une partie du littoral de la Flandre, trouvèrent des habitants. Une ville destinée à jouer un grand rôle maritime et qui leur emprunta son nom, Dunkerque, ainsi qu'une humble église construite en ce lieu assez longtemps auparavant[1], commença de naître, du vivant d'Arnoul le Grand, comte de Flandre, vers 960; elle reçut dès lors une enceinte qui depuis s'est fort reculée. Du dixième ou douzième siècle naquirent aussi très probablement, tant dans la Flandre encore

[1] « Tous les savants, Turnerbe, Cambden, Buchanan, Cluvier, Ducange, de Valois, Huet, etc., conviennent que *dun* est un ancien mot gaulois qui signifie *montagne*, et que *kerca* ou *kercke* en ancien germain et en flamand est une église; ainsi Dunkerque ne veut pas dire autre chose que l'église de la montagne. » (*Dictionnaire géographique et historique* d'Expilly.)

aujourd'hui française, que dans la Flandre belge, l'Écluse ou Sluys dont le port fut témoin de plusieurs grands armements maritimes des rois de France au moyen âge et d'un trop mémorable désastre naval; Nieuport, que l'on appela d'abord Sanhoft; Gravelines, sur l'Aa, dont on a attribué la construction ou la reconstruction à Thierry d'Alsace, comte de Flandre, mort en 1160.

Si Calais n'était tout au plus encore qu'un village, Boulogne, dont son territoire dépendait, était devenue la capitale d'un comté particulier, dans lequel on vit s'élever, sur la rive droite de la rivière de Canche, la ville d'Étapes avec un port qui éclipsa ceux, beaucoup plus anciens, de Wissant et d'Ambleteuse. Le Ponthieu, qui devait un jour, comme le Boulonnais, faire partie de la province peu ancienne de Picardie [1], formait aussi un comté qui s'était distrait de celui de Flandre, et où les villes et les ports s'élevaient en plus grand nombre que son étendue ne semblait le comporter. Abbeville, qui tira son nom et son principe de l'ancienne abbaye de Saint-Riquier, dont elle était d'abord une métairie, commença à prendre un aspect imposant du temps de Hugues Capet qui la fit fortifier et la donna à son gendre Hugues Ier, troisième comte de Ponthieu, dont elle devint capitale [2]. En avant d'Abbeville, Saint-Valeri, à l'embouchure de la Somme, qui n'avait été originairement qu'un monastère, se transforma en ville et port dont l'expédition de Guillaume le Conquérant en Angleterre ne tarda

[1] *Picardie* est un nom peu ancien; il ne remonte pas au-delà du douzième siècle. On n'est pas d'accord sur son étymologie; les uns le font venir de ce que les habitants du pays inventèrent les piques et s'en servirent les premiers; les autres du grec, par allusion à la valeur de ces mêmes habitants; les autres enfin du naturel du peuple picard, et assurent que *picard*, en vieux français, signifie *querelleur* et *pétulant*. (Voir le *Dictionnaire géographique et historique* d'Expilly, au mot *Picardie*.)

[2] Nicolas Samson, d'Abbeville, voulut trouver une origine beaucoup plus ancienne à sa ville natale, et composa à cet effet son ouvrage intitulé *Britania* (1 vol. in-12. Paris, M. DC XXXVI), dans lequel il prétend que ce nom de *Britania* appartenait, du temps des Gaulois, à Abbeville qui aurait été la capitale d'une tribu appelée *Britanni*, laquelle aurait peuplé la Grande-Bretagne; mais le vieux géographe s'était laissé égarer par son patriotisme; son antique *Britania* n'exista jamais que dans son imagination. (Voir à ce sujet D'Anville, Expilly et M. Walckenaër.) On a dit qu'Abbeville porta d'abord le nom d'*Haymonis villa*, d'Haymon, comte de Ponthieu, qui vivait au septième siècle; mais l'origine que nous avons acceptée est la plus probable.

pas à signaler l'importance. Sur la rive gauche de la rivière de Canche, un monastère avait probablement aussi donné naissance à Montreuil-sur-Mer; les comtes de Ponthieu, qui s'intitulaient en outre comtes de Montreuil, en firent leur meilleure forteresse. Le Ponthieu comptait un quatrième port nommé Wauben, qui est depuis longtemps détruit.

Mais aucune province maritime de France ne dut plus que la Normandie à la période féodale. Depuis que les Normands s'étaient établis sur le riche territoire qui prit d'eux son nom, les fondations s'y montraient en foule. Dès l'an 925, la ville d'Eu, sur la Bresle, présageait le Tréport. S'il est douteux que Dieppe remonte au-delà de la fin du onzième siècle, et se soit d'abord appelée Bertheville, du nom d'une femme, d'une sœur ou d'une fille de Charlemagne par qui elle aurait été fondée, il est certain que son port du moins exista dès le huitième siècle sous le nom de Port-d'Arques ou d'Hasdans[1]. Un second monastère de Saint-Valery avait donné naissance à Saint-Valery-en-Caux; son port, resserré entre deux côtes, était alors traversé par une petite rivière dont les eaux se sont perdues[2]. Une riche et superbe abbaye, construite en 990 sur les ruines d'une plus ancienne, par ordre du duc Richard Ier, en même temps qu'un palais ducal, marqua le commencement de Fécamp. Vers le promontoire qui porte aujourd'hui le nom de cap de la Hève, et qui eut longtemps celui de Chef-de-Caux ou de Chef-de-Seine, parce qu'il était effectivement la tête du pays de Caux et celle de l'embouchure de la Seine, dans le lieu que, de nombreux siècles après, les matelots appelèrent Sainte-Adresse[3], s'éleva, avec une ville maintenant déchue, un port aujourd'hui disparu sous le galet, mais qui, sous le nom de *Quef* ou Chef-de-Caux, comme le promontoire, ou encore de

[1] *Stationem navium apud Hasdans quæ Archas dicitur.* » (Guillaume de Jumièges : *Historia Normanorum*, lib. II, cap. 10.)

[2] *Description de la haute Normandie*, par Toussaint-Duplessis.

[3] Sainte-Adresse n'est qu'un nom d'imagination, fondé sur ce que c'est un promontoire que les matelots aperçoivent de loin lorsqu'ils sont en mer, ou qui leur sert comme d'*adresse* pour arriver au Havre. » (Toussaint-Duplessis.)

Saint-Denis-chef-de-Caux, joua longtemps un si grand rôle qu'on le surnomma *le Foyer de la guerre*[1]. Le Havre-de-Grâce ne devait naître que beaucoup plus tard dans ces environs. Mais, dans le lieu que l'on a appelé par corruption la Grande-Heure, le port de Leure fut créé, qui, aujourd'hui comblé aussi par le galet et les terres, tint un rang considérable au moyen âge. La période féodale vit naître ces ports de Normandie qui durent la terminaison de leur nom au flot qui les battait : Harfleur, Honfleur, Fiquefleur, Barfleur, que l'on appela d'abord Harflot ou Harfleu, Honflot ou Honfleu, Fiqueflot ou Fiquefleu, Barflot ou Barfleu[2]. Harfleur devait longtemps passer pour le rempart de la France contre les entreprises des Anglais. Barfleur le précéda toutefois en importance, car c'est là que les ducs de Normandie firent leurs principaux armements après la conquête de l'Angleterre. Sous le nom de Cathim ou Cathem, puis de Cahem, la ville de Caen et son port sur l'Orne furent fondés vers la fin du dixième siècle ou au commencement du onzième[3]. Isigny, dont le port formé par la rivière de Vire confondit souvent son nom avec celui de la Baie-de-Vire ou du Grand-Vay où il se trouve, parut aussi pour occuper un rang distingué dans des temps où la marine, même celle de guerre, n'exigeait pas un grand tirant d'eau. Cherbourg s'accrut, et marqua dès l'an 1000. Granville, au contraire, malgré son origine également gallo-romaine, s'était presque complétement évanouie, et ne devait renaître que dans le quinzième siècle ; cette décadence était une véritable exception que l'on ne sait à quoi attribuer, à une époque où il n'y avait pas jusqu'à Étretat qui ne prît une importance maritime en Normandie. Il y a tout lieu de croire que Saint-Waast de la Hougue ou la Hogue et Touque, datent aussi des plus vieux temps féodaux.

[1] Voir Toussaint-Duplessis et Expilly.

[2] Huet, Toussaint-Duplessis et Expilly.

[3] Une charte de Richard III, duc de Normandie, indique qu'en 1026 Caen était déjà une ville. « *In Bajorensi comitatu, villa quæ dicitur Cathim super fluvium Olnæ.* » Voir Huet, évêque d'Avranches (*Origine de Caen*), Expilly (*Dictionnaire géographique et historique.*)

En Bretagne, la glorieuse cité de Saint-Malo, qui tira son nom de son premier évêque, avait depuis longtemps déjà remplacé l'antique Aleth, et s'était élevée sur un rocher battu de tous côtés par la mer, mais que l'on joignit depuis au continent par une chaussée. Saint-Brieuc, qui prit aussi son nom de son premier évêque, datait de la période mérovingienne, de même que Tréguier, appelée concurremment Lantriguier, de même encore que Saint-Pol-de-Léon ou Léondoul. L'antique *Gesocribate* était délaissée, et n'annonçait pas que bientôt elle serait cette ville de Brest déjà si intéressante au moyen âge, et reine si superbe à dater de la seconde moitié du dix-septième siècle. Mais le Conquet, à l'extrémité de la presqu'île bretonne, et Hennebon, sur la rivière de Blavet, naissaient ou allaient naître. Quimper était déjà la capitale du comté de Cornouailles qui devait, au commencement du onzième siècle, absorber ceux de Vannes et de Nantes, et, vers 1066, celui de Rennes.

La côte du Poitou, peu favorisée de la nature, ne se ressentit que faiblement du mouvement créateur produit par la féodalité. Olonne surgit pourtant du milieu des sables, si tant est qu'elle ne fut pas le *Secor-Portus* des Romains. Dans l'Aunis, dépendant du Poitou, après avoir fait jadis partie de l'ancien pays des *Santons*, La Rochelle, si elle n'avait été le *Portus-Santonum* des anciens, sortait du néant vers l'an 961, mais s'y replongeait bientôt pour ne reparaître qu'au douzième siècle après la destruction, par les flots, d'une ville voisine nommée Chatel-Aillon, bâtie sur un rocher [1]. Les ruines d'un premier monastère fondé,

[1] Arcère, *Histoire de La Rochelle*, et *Description de l'Aulnis*, tome I, page 193. Les ruines mêmes de Chatel-Aillon ont été emportées par la mer en 1709. Nous devons dire que ce savant auteur n'admet pas, comme l'ont fait Baudrand, Lenglet-Dufresnoy, M. Walckenaer et d'autres géographes, que le *Portus-Santonum* de la Gaule soit La Rochelle, et qu'il donne des raisons très spécieuses à l'appui de son opinion. Après avoir comparé les distances relatives d'après Ptolémée, en parlant de la côte d'Arvert, il ajoute : « L'ancien port de *La Rochelle, comblé aujourd'hui*, n'était qu'un petit canal... qui ne pouvait être bien ancien, puisqu'il était étroit et si peu profond, qu'il fallut y faire travailler pour favoriser la navigation, et ce fut alors qu'on lui donna le nom de *Parthenai*, à cause de l'archevêque de Parthenai. Le port actuel, postérieur à l'ancien,

au huitième siècle, par le comte Eudes ou Eudon d'Aquitaine, de qui on retrouva le tombeau en ce lieu mille ans après[1], indiquaient des tentatives d'établissement dans l'île de Ré; ce monastère, qu'un autre remplaça en 1178, avait été détruit par les Normands; l'île de Ré, d'ailleurs, ne devait commencer à prendre place dans l'histoire qu'à dater du quinzième siècle; l'île d'Oléron était plus près de faire parler d'elle, mais pourtant marquait très peu encore. Les côtes de Guienne et de Gascogne reçurent peu de fondations nouvelles; leur nature s'y opposait; la tête de Buch, comme l'ancienne *Boates*, consacrait l'importance du bassin d'Arcachon; les Gascons commençaient à changer le nom de l'ancienne *Lapurdum* en celui de Bayonne, qui, dans leur langue, signifiait *bonne baie* ou *bon port*. Tels étaient les lieux et les noms nouveaux en fait de ports maritimes ou fluviaux qui allaient balancer l'influence des anciens, et entrer en scène à l'avénement de Hugues Capet.

C'est le 3 juillet 987 que se fit cette consécration solennelle de la puissance féodale, au détriment de Charles de Lorraine, oncle du dernier roi carlovingien, à qui les Français ne pardonnaient pas surtout d'avoir dernièrement porté l'hommage de son duché de Basse-Lorraine au roi de Germanie, empereur d'Occident. Hugues prit la couronne plutôt qu'on ne la lui donna; il a sa place au milieu des usurpateurs heureux. Toutefois, plusieurs ducs et comtes souverains qui se tenaient pour ses égaux, ne laissèrent pas de lui faire de l'opposition. Le royaume de France, proprement dit, qui s'étendait alors sur la Méditerranée, du Rhône à l'Èbre, et sur l'Océan, des Pyrénées à l'Escaut, comptait parmi ses plus puissants seigneurs le comte de Toulouse, maître de tout le Languedoc actuel et duc de Narbonne; le comte de Barcelonne

est l'ouvrage tardif des flots et de l'industrie humaine. Il n'était, il y a cinq ou six siècles (*Arcère écrivait dans le siècle dernier*), qu'un très petit enfoncement que la mer commençait à creuser et que les Rochelais agrandirent à mesure que l'ancien port se comblait. Rien de tout cela ne peut mériter le titre de *Portus-Santonum*. »

[1] *Description de l'Aulnis*, par Arcère, et les *Monuments de la monarchie française*, par Montfaucon.

ou de Catalogne, de qui relevait le comté de Roussillon ; le duc de Gascogne qui commandait des Pyrénées à la rive gauche de la Garonne et avait réuni à ses États le comté de Bordeaux ; le duc d'Aquitaine[1], comte de Poitiers, dont les États s'étendaient de la rive droite de la Garonne à la rive gauche de la Loire; le duc de Normandie, qui ne renonçait pas à l'hommage des princes de Bretagne ; et le comte de Flandre, qui avait pour vassaux immédiats douze comtes.

Le duc de Normandie, Richard Ier, surnommé Sans Peur, seconda puissamment l'élévation de Hugues Capet dont il avait épousé la sœur ; Borel, comte de Barcelonne, se montra aussi très favorable ; mais Arnoul II, comte de Flandre, Guillaume Fier-à-Bras, duc d'Aquitaine, Guillaume Taille-Fer, comte de Toulouse, n'en agirent pas de même, et semblèrent quelque temps pencher en faveur de Charles de Lorraine. Hugues Capet fit la guerre au duc d'Aquitaine qui, bientôt après, rechercha son alliance et le reconnut pour roi. Le duc de Normandie, Richard Ier, s'était chargé d'obtenir lui-même un pareil résultat du comte de Flandre et y avait réussi, par les armes, moins d'un an après le couronnement de Hugues Capet. Le duc d'Aquitaine avait été le premier à méconnaître et fut le dernier à reconnaître le nouveau roi de France ; c'est tout au plus si cette reconnaissance avait eu lieu quand Guillaume Fier-à-Bras mourut, en 994. Du reste, la royauté de Hugues Capet n'avait rien de gênant pour les ducs et comtes souverains de France; c'était une superfétation qui ne faisait même que mieux consacrer le principe de leur puissance à chacun, par l'élévation d'un de leurs égaux ; l'hommage qu'ils lui rendaient s'appliquait, bien plus qu'au roi lui-même, à ce nom de France resté spécialement attaché au domaine particulier de Hugues Capet et rappelant les grands souvenirs nationaux, la commune origine. C'était ce nom, toujours cher et sacré, qui préservait le royaume

[1] Le nom de Guienne ne fut appliqué à l'Aquitaine que plus tard, vers le règne de saint Louis, dans la période des croisades. Le nom d'Aquitaine était très probablement venu à ce pays de la quantité des eaux qui le baignaient.

d'une entière dissolution; c'était à lui que le domaine, d'abord si étroit de la couronne des Capétiens, devait peu à peu rallier toutes ces souverainetés privées qui formèrent longtemps la confédération féodale du pays. Enfin, la royauté, quoique réduite à un titre pendant la première période féodale, en perpétuant le souvenir d'une antique monarchie, ne pouvait manquer de ramener tôt ou tard tous ces membres épars à l'indissoluble faisceau de l'unité française. La pensée ne tarda pas à en être conçue par les successeurs de Hugues Capet, pensée persévérante, immuable, qui passa, à travers les siècles, de Philippe-Auguste à Louis XIV, pensée que l'on ne peut se défendre d'admirer, et que la période républicaine elle-même n'eut qu'à recueillir à la fin du siècle dernier.

Comme duc de France, Hugues Capet ne possédait pas un pouce du littoral; comme roi, il n'avait aucune action sur les principautés maritimes du pays. Il ne pouvait communiquer avec les souverains étrangers sans s'adresser d'abord aux souverains nationaux qui l'environnaient de tous côtés; il lui était interdit de porter ses armes et de faire respecter sa dignité en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Angleterre. Sa considération en était singulièrement affaiblie en Europe.

Au contraire, les comtes de Barcelonne, les ducs d'Aquitaine, les comtes de Flandre, et surtout les ducs de Normandie, par la position de leurs États, tenaient un rang éminent parmi les souverains de l'Europe; il ne se passait rien chez les puissances étrangères qu'ils ne s'en mêlassent et n'y prissent parti; on comptait avec eux, on sollicitait leur appui, et, n'étant point enfermés comme le roi de France dans un cercle infranchissable, ils pouvaient déjà entrevoir le chemin des conquêtes. L'influence du comte de Flandre n'était pas moins grande en Allemagne qu'en France même; la position maritime de ses États l'augmentait encore, et lui permettait d'entretenir des relations avec les royaumes du Nord et l'Angleterre. Le duc de Normandie, par une position semblable et la quantité de ports qu'il possédait, avait des rela-

tions non moins suivies avec les mêmes puissances; du sommet de ses falaises il pouvait couver de l'œil la superbe proie que les événements n'allaient pas tarder à jeter entre ses serres, de l'autre côté de la Manche.

La mort de Hugues Capet, qui eut lieu en 996, la même année que celle du duc Richard Ier, fut à peine aperçue en Europe, et l'avénement de Robert, fils du défunt roi, à la couronne, n'y causa pas plus de sensation. Il serait aussi pénible que peu intéressant de suivre tous les événements qui eurent lieu dans les principautés maritimes de France durant les règnes de Robert, de Henri Ier et de Philippe Ier; on n'en signalera que les plus remarquables. Il en est deux surtout que l'histoire a recueillis pour les ranger au nombre des plus extraordinaires et des plus féconds en résultats qu'elle ait jamais rencontrés, et c'est la Normandie qui leur donna naissance.

Les Normands, devenus Français, n'avaient rien perdu de leur génie aventureux; ils se lançaient dans les expéditions les plus extraordinaires, on pourrait dire les plus romanesques, et auxquelles on serait porté à refuser croyance si elles n'avaient laissé les traces les plus durables. Ce furent les douze fils d'un vieux seigneur du Cotentin, nommé Tancrède de Hauteville, qui ouvrirent l'ère des grandes conquêtes franco-normandes. Vers l'an 1000, quarante pèlerins normands, revenant de faire leurs dévotions au saint sépulcre de Jérusalem, avaient eu l'occasion de délivrer, chemin faisant, la ville de Salerne, sur le point de tomber au pouvoir des Sarrasins, déjà maîtres de la Sicile et d'une partie de l'Italie; ces vaillants pèlerins avaient, à leur retour dans la patrie, raconté de si belles choses de ces terres, envahies, pour le plus grand détriment de Dieu, par les zélateurs de Mahomet, que l'on avait vu ensuite plusieurs gentilshommes normands passer en Italie, et déjà même l'un d'eux se fortifiait dans le château d'Averse. C'est alors que partirent à leur tour les fils de Tancrède de Hauteville avec une petite troupe de gens décidés. Ils se mirent d'abord au service du prince de Salerne

et de Capoue, puis de l'empereur d'Orient qui avait des prétentions sur l'Italie. Ils firent remporter de grands succès sur les Sarrasins à tous ceux qui les employèrent. Dans l'île de Sicile, Messine et Syracuse furent reprises, et bientôt, à la suite d'une bataille où cinquante mille infidèles avaient trouvé la mort, treize autres villes furent enlevées. Guillaume, l'aîné des douze frères de Hauteville, se mérita dans cette campagne le surnom de Bras-de-fer pour les coups terribles qu'il appesantit sur les Sarrasins. La mésintelligence s'étant mise entre les lieutenants de l'empereur d'Orient et les Normands, ceux-ci résolurent de ne plus combattre que pour eux-mêmes, de s'établir en Italie et d'en chasser les Grecs comme ils avaient fait les Sarrasins. Une assemblée solennelle eut lieu à cet effet dans Averse, le jour de Noël de l'année 1041. Leurs progrès furent rapides. Les Grecs ayant à se défendre à la fois contre eux et contre les Sarrasins, ne comptaient que par défaites. Pendant que la Sicile leur était reprise par les musulmans, la Pouille leur était enlevée par les Normands. Jusque-là il n'y avait eu qu'une partie des fils du vieux Tancrède de Hauteville qui eussent pris part aux événements ; mais, à mesure que leur âge le permettait, arrivaient les plus jeunes, parmi lesquels se trouvaient Robert, surnommé Guiscard ou l'Avisé, et Roger, qui reçut depuis le titre de grand-comte. Une ligue s'était formée contre les Normands en 1049, à la tête de laquelle s'était mis le pape Léon IX ; la bataille de Civitella, gagnée par Robert Guiscard, le 18 juin 1053, y mit fin, et transforma en investiture, faite au nom de saint Pierre, les foudres du souverain pontife.

Léon IX confirma les vainqueurs dans tout ce qu'ils avaient déjà conquis et dans tout ce qu'ils pourraient encore conquérir dans la Pouille et la Calabre sur les Grecs et les Sarrasins. Robert Guiscard, aidé de son jeune frère Roger, se rendit maître de la Calabre, vers 1060, comme il l'était déjà de la Pouille, et prit le titre de duc de ces deux provinces. Roger, après avoir travaillé à la grandeur de son aîné, jugea à propos de travailler à la sienne propre. Il passa dans l'île de Sicile sur quelques misérables barques

et avec soixante hommes seulement. Cette petite troupe, parcourant à cheval tout le pays, commença par forcer les populations à s'enfermer dans leurs villes. Roger repassa sur le continent pour y chercher des secours. Robert Guiscard ne lui en refusa pas et prit lui-même le commandement d'une flottille destinée à faciliter la descente. Les Sarrasins voulurent s'y opposer avec leurs navires; mais tandis qu'ils observaient les bâtiments normands, Roger parvint à leur dérober son passage, et débarqua avec cent cinquante cavaliers. Peu après, Robert Guiscard fondit sur la flotte des Sarrasins, la dispersa et descendit à terre pour rejoindre Roger. Un nuage qui s'éleva entre les deux frères ne fit que retarder un peu la ruine des Sarrasins en Sicile et l'entière expulsion des Grecs de l'Italie. La réconciliation de Robert et de Roger ne tarda pas à être marquée par d'éclatants succès. Depuis deux ans passés, Robert assiégeait, par terre et par mer, Bari, la dernière ville qui restât aux Grecs dans la Pouille. L'empereur d'Orient ayant envoyé une flotte considérable au secours des assiégés, Roger prit le commandement des vaisseaux normands destinés à la combattre. Il alla au-devant de la flotte ennemie, la surprit par un choc impétueux, enleva à l'abordage la galère capitane des Grecs, et mit en fuite tout le reste de l'armée d'Orient. Cette victoire navale remportée par Roger décida la ville de Bari à ouvrir ses portes à Robert Guiscard, le 15 avril 1071. Aussitôt Robert, témoignant sa reconnaissance à Roger, lui prêta de nouveau secours en Sicile où les Grecs et les Sarrasins venaient d'unir leurs efforts contre les Normands. Messine était prise; mais Palerme résistait avec persévérance. Les Sarrasins vinrent avec une flotte imposante pour secourir la place du côté de la mer. Une flotte normande les attendait, qui, cette fois, était commandée par Robert Guiscard. Tandis que les Sarrasins, suivant leur coutume, s'avançaient au combat au bruit des trompettes et en poussant de grands cris, Robert et ses Normands communiaient dans le silence et le recueillement. Mais bientôt ces pieux marins se levèrent comme des lions terribles, et la bataille s'engagea. La victoire resta un

moment indécise; les forces navales combinées de Sicile et d'Afrique se défendaient avec acharnement. Toutefois il leur fallut céder à l'habileté et à la valeur indomptable des Normands. Elles ne songèrent plus qu'à chercher leur salut dans la fuite. Robert avait déjà pris plusieurs des bâtiments sarrasins; les autres étaient venus à bout d'atteindre le port de Palerme que l'on avait aussitôt fermé derrière eux avec des chaînes. Mais ce ne fut point un obstacle suffisant contre Robert, dont la flotte brisa ces chaînes et brûla tout ce qu'elle n'enleva pas du reste de l'armée sarrasine. Palerme, épouvantée par les flammes de l'incendie que le vent poussait jusque sur ses murs, et par les hurlements de ceux qui se noyaient en brûlant, jetait elle-même un long cri de détresse. Robert et Roger en profitèrent pour lui livrer un dernier assaut; ils entrèrent dans la ville le 10 janvier 1072. Roger, sans le secours de son frère, conquit ensuite Trapani, Taormina, Syracuse et le reste de la Sicile. Le pape le confirma dans sa conquête avec le titre de comte de Sicile; et, de son vivant même, ses exploits le firent surnommer Roger le Grand-Comte. Robert Guiscard, de son côté, acheva de s'affermir en Italie; et les empereurs d'Orient, désespérant de jamais rien retrouver de leur puissance dans ce pays, au lieu de le combattre inutilement, recherchèrent son alliance. Robert, n'étant plus inquiété par les Grecs, souffla sur les derniers vestiges de la puissance des princes lombards en Italie, par l'occupation de la principauté de Bénévent et par celle de Salerne, qu'il assiégea par terre et par mer. Il se fit en outre nommer duc d'Amalfi par les habitants de cette ville qui se gouvernait en république et à laquelle il garantit ses libertés. Enfin les deux frères Robert Guiscard et Roger le Grand-Comte, réussirent à placer sous leur domination tout ce qui forme aujourd'hui le royaume des Deux-Siciles, moins le duché de Naples qui s'était érigé en petite république. Robert Guiscard, par suite d'événements qui trouveraient mieux leur place ailleurs qu'ici, porta ses vues ambitieuses jusque sur le trône de Constantinople. Il partit de Brindes avec une flotte de cent cinquante

bâtiments portant ensemble trente mille hommes, se rendit maître en passant de l'île de Corfou, tandis que son fils Boëmond, avec un détachement de l'armée navale, s'emparait de Botronto, de la Valonne et de la Canine; puis il réunit tous ses efforts contre *Dyrrachium*, nommée depuis Durazzo.

Alexis Comnène, alors empereur d'Orient, sentant de quelle importance était pour lui la conservation de cette place, préposa à sa défense Georges Paléologue, un des meilleurs capitaines de ce temps, et souleva mille obstacles devant Robert Guiscard. Celui-ci ne s'en émut pas et poursuivit son plan. Une épouvantable tempête, qui battit sa flotte mieux que ne l'aurait fait l'ennemi, ne fut pour lui qu'une occasion de montrer le plus étonnant sang-froid. Avec les débris de son naufrage, il marche à sa conquête, et en même temps donne des ordres pour qu'on lui amène d'Italie de nouveaux vaisseaux et de nouvelles troupes. Dyrrachium, assiégée par terre et par mer, allait succomber malgré toute l'énergie et tous les moyens de défense de Georges Paléologue. Dans cette extrémité, l'empereur Alexis Comnène ne craignit pas d'appeler les musulmans à son aide; il en reçut un renfort. Il rechercha une alliance plus honorable dans celle des Vénitiens, qui lui envoyèrent une flotte considérable avec des troupes, sous la conduite du doge Dominique Sylvio. Cette armée navale fit éprouver un premier échec partiel à la flotte normande, dont Boëmond avait engagé témérairement un détachement. La flotte d'Orient ayant opéré sa jonction avec celle de Venise, une nouvelle action eut lieu, qui fut plus générale; Boëmond se défendit avec beaucoup de courage et d'habileté contre des forces immensément supérieures aux siennes, et s'il fut contraint de plier, il ne fut pas du moins poursuivi. Alexis Comnène était venu lui-même, avec une armée de cent mille hommes, au secours de Dyrrachium; Robert Guiscard, qui commandait en personne sa petite armée de terre composée seulement de quinze mille soldats, livra bataille à l'empereur, et le défit complétement. Alexis Comnène faillit être pris dans sa fuite, et laissa entre les mains du vainqueur la fameuse croix d'ai-

rain, qui était depuis Constantin le Grand l'étendard sacré des empereurs d'Orient. Robert Guiscard refusa de la rendre, quelque prix qu'on y mît, et la fit désormais porter devant lui au milieu des batailles. Le vainqueur coupa le chemin à Georges Paléologue, sorti de Dyrrachium pour aller au secours de l'armée impériale, et l'empêcha de rentrer dans la place. Enfin Dyrrachium tomba au pouvoir des Normands, qui eurent ainsi un pied au sein même de l'empire d'Orient. Si les événements imprévus ne l'eussent ramené en Italie, Robert Guiscard aurait immédiatement poursuivi par lui-même ses conquêtes dans la Grèce. Il laissa ce soin au jeune Boëmond, qui remporta tantôt sur les Grecs seuls, tantôt sur les Grecs et les Turcs réunis, plusieurs victoires signalées. Pendant ce temps, Robert faisait fuir devant lui, en Italie, l'empereur d'Occident, Henri IV, comme naguère, devant Dyrrachium, celui d'Orient. Robert, vainqueur en Italie, songea tout de suite à reprendre le chemin de la Grèce. Il mit à la voile au mois de septembre 1084, avec vingt nefs, vaisseaux de haut bord de cette époque, et cent bâtiments légers dont la plupart sans doute étaient des galères; il cingla en toute hâte vers les armées navales combinées d'Orient et de Venise, qui essayaient de lui reprendre Corfou. Les flottes se rencontrèrent entre cette île et celle de Céphalonie. Robert avait divisé ses bâtiments de haut bord en quatre escadres égales, et avait donné ordre aux bâtiments légers de voguer à la suite de chacune de celles-ci et d'en seconder tous les mouvements. Lui-même il avait pris le commandement de l'une des escadres; les trois autres avaient pour chefs ses trois fils, Boëmond, Roger et Robert. Parmi les vaisseaux ennemis, il y en avait neuf des Vénitiens qui surpassaient en force et en grandeur tous les bâtiments normands. On les avait liés ensemble par des cables ainsi que plusieurs autres des plus gros, et l'on avait semé dans leurs intervalles les navires légers des Grecs. C'est dans cet ordre que la bataille s'engagea, au milieu d'une grêle de pierres et de flèches partant principalement des navires grecs. Ceux-ci, qui voltigeaient entre les nefs vénitiennes, furent vivement atta-

qués par Roger, fils de Robert; il leur donna la chasse, les mit en fuite et en enleva même un assez grand nombre. Les Normands purent ensuite porter tous leurs efforts contre les grosses nefs de Venise, présentant au bout de leurs vergues des masses de bois d'une coudée de hauteur, armées d'une pesante pointe de fer, et que l'on pouvait décharger à plomb, à l'aide d'une poulie, sur les bâtiments adverses. Ces machines redoutables n'arrêtèrent point les Normands; ils vinrent se heurter avec tant de violence contre les citadelles flottantes des Vénitiens, qu'ils en coulèrent sept à fond; deux autres furent enlevées, et la victoire fut complète. Treize mille Grecs et Vénitiens périrent ce jour-là dans les eaux, et de trois à cinq mille furent faits prisonniers. Robert Guiscard se préparait à de nouveaux triomphes, quand la mort vint interrompre le cours de ses conquêtes en Orient, le 17 juillet 1085. Les Normands abandonnèrent peu après toutes leurs conquêtes dans la Grèce, y compris Dyrrachium ou Durazzo, qui leur rappelait pourtant de si glorieux succès. Roger le Grand-Comte survécut seize années à son frère; son digne fils, Roger II, qui lui succéda, finit par réunir sous sa puissance tous les États normands d'Italie et de Sicile, y ajouta Naples avec les villes environnantes, et, s'étant fait couronner roi, avec l'investiture papale, acheva la fondation du royaume de Naples et des Deux-Siciles, tel qu'il est encore aujourd'hui [1].

Cependant une conquête non pas plus extraordinaire, mais plus retentissante, était entreprise par d'autres Franco-Normands. Le chef de l'expédition était le duc de Normandie lui-même, Guillaume, fils naturel de Robert le Diable, et descendant du célèbre Rollon. Il y avait plus de cinq siècles que les Anglo-Saxons étaient maîtres de l'Angleterre; il y avait deux cent quarante ans environ que l'heptachie saxonne s'était transformée en monarchie, quand le duc Guillaume résolut d'aller se conquérir une couronne

[1] Nous avons donné au long l'histoire des douze fils de Tancrède de Hauteville, dans nos *Marins illustres de la France.*

royale dans ce pays. Il colorait son ambition, comme c'est l'ordinaire aux conquérants, de quelques prétextes d'équité, basant ses prétentions sur une promesse, disait-il, à lui faite par Édouard le Confesseur, et sur un serment tiré peu généreusement du plus puissant des sujets de ce monarque mort sans postérité, Harold, fils de Godwin, qui, peu soucieux de ce serment et des droits d'un dernier prince du sang royal des Saxons, venait de se faire couronner. Guillaume, aussi adroit politique qu'intrépide guerrier, eut l'idée de faire approuver son entreprise par le pape, donnant à entendre qu'il rendrait volontiers sa conquête tributaire du saint-siége. Cependant l'argent manquait pour lever des troupes et équiper une flotte. Le duc fit un emprunt et s'adressa à l'enthousiasme et aussi à l'intérêt des particuliers. Chacun contribua volontairement pour sa part, dans l'espérance d'être bientôt largement récompensé. Guillaume, fils d'Obert, se chargea à lui seul d'équiper quarante vaisseaux à ses dépens. Les prêts et les dons des particuliers de Normandie ne suffisant pas, le duc obtint des secours en troupes et en vaisseaux de plusieurs princes, ses voisins, sur la promesse qu'il fit à ceux-ci et à leurs sujets de répartir aux uns et aux autres, proportionnellement, des biens en Angleterre, après la conquête du royaume. Aux soldats et aux matelots de son duché, il en joignit de la Bretagne, du Maine, de l'Anjou, du Poitou, de la Provence, de la Guienne, de la Bourgogne, de la Flandre, des rives du Rhin et de la Meuse, de toutes les provinces, en un mot, qui constituent aujourd'hui la France. Durant le printemps et l'été de l'année 1066, il fit construire et équiper dans tous les ports de Normandie des nefs à fond plat, tirant peu d'eau, assez conformes de l'avant à l'arrière, et qui, par leur coupe et leur assiette, ne ressemblaient pas mal à de grands cygnes voguant superbement sur l'onde. Il se pourvut aussi de batelets et d'esquifs, tels sans doute qu'on les pût embarquer dans ces nefs, jusqu'à l'approche des côtes. Le rendez-vous des navires et des gens de guerre était l'embouchure de la Dive, rivière qui se jette dans l'Océan entre la Seine et l'Orne. Durant un mois, les vents furent

contraires, et retinrent la flotte de Guillaume au havre de Dives.

De son côté, le roi saxon Harold, à la nouvelle des projets de Guillaume, avait assemblé une flotte considérable et une nombreuse armée; mais, après avoir vainement attendu le duc de Normandie pendant quelques mois, manquant de vivres, et voyant l'équinoxe d'automne approcher, trompé d'ailleurs par de faux avis qui lui faisaient supposer que son ennemi renvoyait son expédition à l'année suivante, Harold désarma ses vaisseaux et congédia ses troupes pour ne pas se ruiner en inutiles dépenses. Chemin faisant pour retourner à Londres, il apprit qu'une grande flotte norwégienne venait d'opérer une descente dans le nord de ses États, qu'une partie de ses provinces était déjà envahie et ravagée; il rassembla en toute hâte son armée, et alla au-devant des Norwégiens, à qui il fit éprouver une défaite totale dans laquelle périt leur roi. Harold se croyait bien assuré et s'occupait, dans le nord de son royaume, à réparer les maux causés par la dernière invasion, sans se douter qu'une autre plus redoutable le menaçait immédiatement.

Guillaume attendait toujours à Dives. Une brise du sud vint à souffler, qui poussa la flotte française jusqu'à Saint-Valery-sur-Somme; là encore, le temps redevenant défavorable, il fallut attendre plusieurs jours. Une nuit pourtant les vents changèrent, et, le 27 septembre 1066, le soleil parut dans tout son éclat. Aussitôt les apprêts de l'embarquement des troupes s'exécutèrent à l'envi, et quelques heures avant la fin de cette mémorable journée, la flotte appareilla au bruit des trompettes et d'un immense cri de joie poussé par soixante mille bouches. Outre un grand nombre de nefs dont quelques-unes portaient, sur la poupe, des châteaux en charpente ou espèce de plates-formes crénelées pour des archers et des frondeurs, dont quelques autres étaient garnies de ceintures de fer, terminées à l'avant par un éperon, et qui presque toutes avaient des boucliers rangés sur leurs bords pour servir de remparts à leurs hommes, cette flotte se composait

d'une multitude de petits navires de toutes sortes[1]. De grands fanaux élevés sur les hunes, précaution nécessaire pour une traversée de nuit, devaient servir d'autant de phares de ralliement à toute la flotte. La nef de Guillaume voguait en tête, portant, au haut de son mât, une bannière envoyée par le pape, et une croix sur son pavillon. Sa voile brillait de couleurs variées, selon l'usage des anciens chefs scandinaves, de ces chefs que l'on appelait rois de mer, et l'on voyait peints en plusieurs endroits les trois lions qui distinguaient l'enseigne de Normandie. Une figure d'enfant, tenant un arc tendu, avec la flèche prête à partir, était sculptée à la proue de ce vaisseau, plus fin voilier que les autres, qui les précéda tous durant le jour, et les laissa, durant la nuit, bien loin en arrière. Le lendemain matin, Guillaume fit monter un matelot au sommet de son mât, pour savoir s'il était suivi de près par sa flotte. « Je ne vois que le ciel et la mer, » dit le matelot. Et Guillaume ordonna aussitôt que l'on attendît. Il affecta une contenance gaie, et pour que l'ennui et la crainte ne s'emparassent pas de l'équipage de son vaisseau, il fit servir un repas somptueux accompagné de vins fort épicés, dans lesquels ses soldats noyèrent la pensée de leur position incertaine. Bientôt, sur l'ordre de Guillaume, le matelot remonta une seconde fois au haut du mât : « J'aperçois quatre vaisseaux, » dit-il. La troisième fois, il s'écria : « Je vois une forêt de mâts et de voiles. »

1 « Mais çou oï dire à mon père,
Bien m'en sovient, mais vallès ère,
Que sept-cens nés quatre mains furent,
Quand de S. Waleri s'esmeurent,
Que nés, que batiaus, que escois,
A porter armes et harnois.
Et jou al en escrit trové
(Ne sai dire s'est vérité)
Que il i ot trois mille nés,
Qui portèrent voiles et trés.
A tantes nés puet-on savoir
Que moult i puet grant gent avoir. »

Robert Wace. *Roman de Rou.* (*De Rollon et des ducs de Normandie.* Ce roman n'est autre que l'histoire en vers.)

Et le vaisseau de Guillaume poursuivit sa route. Enfin, la côte méridionale d'Angleterre lui apparut, sans que rien indiquât qu'il trouverait un obstacle à son débarquement ; car Harold, persuadé qu'il n'avait plus rien à redouter pour cette année, était resté dans le Nord. Guillaume put ainsi faire aborder ses troupes, sans résistance, à Pevensey, près de Hastings, dans la province de Sussex, le 28 septembre de l'année 1066. Les navires touchèrent tous ensemble le rivage, tous furent rangés autour du port, tous placés côte à côte les uns des autres, tous ancrés en même temps et sur la même ligne ; la marée basse les ayant mis à sec, le débarquement s'opéra alors avec beaucoup d'ordre : les archers d'abord, puis les cavaliers et leurs chevaux, puis les ouvriers de toute espèce, et trois châteaux de bois, dont il ne restait plus qu'à réunir les pièces.

Comme le duc débarquait le dernier de tous, il tomba, et fut obligé de se tenir sur ses deux mains. Cela parut à beaucoup un mauvais présage, et des murmures trahirent l'inquiétude de l'armée. Mais le duc, relevant la tête, s'écria : « Sachez que c'est la possession de cette terre que Dieu m'a fait prendre à deux mains, et qu'avec son aide et la vôtre, mes amis, je la conquerrai ; et qui me la disputera, par la splendeur de Dieu ! il y aura bataille. » Et alors un de ses chevaliers arrachant une poignée de paille à une cabane couverte de chaume, la présenta au duc en lui disant : « Sire, je vous baille la saisine de ce royaume, et vous promets qu'avant qu'il soit un an, je vous en verrai seigneur ou serai mort[1]. » Le

[1] *Chronique* (dite) *manuscrite de Normandie*, dans dom Bouquet.

Guillaume de Malmesbury et Albéric, moine de Trois-Fontaines, racontent cette circonstance d'une manière plus simple et qui n'en aurait peut-être que plus de chances d'être vraie.

« In egressu navis pede lapsus, eventum in melius commutavit, acclamante sibi proximo milite : Tenes, inquit, Angliam, comes, rex futurus. »

Willielmus Malmesburiensis. De Gestis regum Anglorum, t. XI, page 183, de dom Bouquet.

« In egressu navis pede lapsus est dux, acclamante sibi proximo milite : « Tene, dux, Angliam, in proximo rex futurus. »

Ex chronico Alberici monachi, t. XI, page 360, de dom Bouquet.

duc fut très sensible à ce discours, et en remercia le chevalier avec effusion. Puis il ordonna à ses gens d'aller chercher leur nourriture aux dépens des villes et des hameaux voisins. Guillaume invita à sa table plusieurs de ses barons. En dînant, il se souvint qu'à Saint-Valery, un clerc, qui se faisait devineur, lui avait dit que sûrement il passerait la mer et ne combattrait point; car Harold lui offrirait et donnerait tant, que le duc lui laisserait son royaume, satisfait d'en recevoir l'hommage. « Où est le clerc? » demanda Guillaume. On lui répondit que dans le trajet deux nefs seulement avaient péri, et que le clerc s'était trouvé dans l'une d'elles. « En vérité, dit le duc, il n'est pas sage, celui qui pense mieux au profit d'autrui qu'au sien propre. Toutefois, je suis passé, Dieu sait ce qui arrivera de reste. »

Après son dîner, si l'on en croit une vieille chronique, Guillaume assembla son conseil, et ordonna que tous ses vaisseaux fussent percés et submergés, afin que personne ne plaçât son salut dans la possibilité de fuir et de retourner en Normandie. Mais, outre que le silence de tous les auteurs contemporains, ou à peu près, dément un fait si important, le soin que Guillaume prit, au rapport de cette même chronique, de se ménager une retraite sur la côte à tout événement, dit assez qu'en chef prudent et sage il n'avait point renoncé, en cas de malheur, à ramener en Normandie le plus qu'il pourrait de son monde [1].

Harold ne tarda pas à être informé de la descente de son ennemi. Il vint précipitamment à Londres, où il passa son armée en revue, et où il trouva un actif concours dans toute la noblesse

[1] Voici, du reste, le passage de la *Chronique* (dite) *manuscrite de Normandie*.
« Après ce que le duc ot disné, si assembla tous ses conseils, et ordonna que tous les vaisseaux fussent pertuisez et effondrez, affin que nul ne s'en peust fuir, ne retourner en Northmandie. Ce fait, il fist adviser trois places où il fist assoir les trois chasteaulx de bois qu'il avoit fait amener, et les fist garnir de vivres, et fossoyer tout autour, et mettre à la defense, et puis y mit des gens pour les desfendre, affin que lui et ses gens, en cas de nécessité, se y peussent retraire. » (Dom Bouquet, t. XIII, p. 228.)
La contradiction entre le commencement et la fin de cette narration est formelle : car, à quoi bon s'être assuré une retraite sur la côte, si ce n'était pour se donner le temps d'opérer un rembarquement au besoin. Par la suite on a changé la submersion des vaisseaux de Guillaume en incendie; on en a même fait un tableau de grande dimension qui orne

saxonne. Sur ces entrefaites, Guillaume lui envoya, par des ambassadeurs, une sommation de lui céder la couronne, et des reproches pour avoir violé son serment. Peu s'en fallut que, dans le premier mouvement, Harold ne maltraitât les ambassadeurs. Il répondit par une contre-ambassade insultante, de laquelle Guillaume ne parut nullement s'émouvoir. Le roi anglo-saxon, après avoir réuni toutes ses forces, vint camper à sept milles de l'armée de Guillaume, dans le dessein de lui livrer bataille. Le duc de Normandie feignait de vouloir entrer en négociations, et pendant ce temps s'emparait de postes avantageux, et prenait toutes ses dispositions pour s'assurer la victoire. Il proposa à Harold de vider la querelle dans un combat singulier : l'Anglais s'y refusa. La nuit du 13 au 14 octobre 1066 se passa en festins et en réjouissances dans le camp anglais où l'on se tenait pour certain de la victoire. Dans le camp des Français, au contraire, chacun se préparait à la bataille et demandait à Dieu un heureux succès. Le 14 octobre au matin, jour de la naissance d'Harold, et qui allait être aussi celui de sa mort, les deux armées en vinrent aux mains à Hastings. On sait quel fut le résultat de cette mémorable bataille continentale. Harold fut tué dans l'action. Guillaume, vainqueur, n'eut plus qu'à voler d'Hastings à Douvres et de Douvres à Londres, où on le couronna roi d'Angleterre. On le surnomma le Conquérant. Dans tous ses actes, conséquences de la conquête, il désigna ceux qui l'avaient aidé, non pas sous le nom de Normands, mais sous le nom plus général de Français, disant mieux de quels soldats il s'était servi. La langue française, par laquelle Guillaume essaya même de supplanter la langue anglo-saxonne, s'insinua du moins pour les siècles dans celle-ci ; elle fut imposée à la

le réfectoire de l'ancienne abbaye de Saint-Étienne de Caen, aujourd'hui transformée en collége royal. Guillaume de Jumiège, Guillaume de Poitiers, Guillaume de Malmesbury, Albéric de Trois-Fontaines, etc., ne disent pas un mot ni de la prétendue submersion, ni du prétendu incendie ; et M. Augustin Thierry, qui a cependant accepté, immédiatement auparavant et immédiatement après la circonstance en question, le récit de la *Chronique de Normandie*, passe prudemment ce fait improbable sous silence. Les Franco-Normands n'eurent pas besoin d'un moyen aussi désespéré pour se donner du cœur, vaincre et conquérir.

nation conquise pour tout ce qui tenait à l'État, et l'usage s'en est perpétué jusqu'à nos jours dans plusieurs formules des actes du gouvernement anglais, restées comme les stigmates de la conquête. L'Angleterre devint, pour un temps, par la vassalité de ses rois, qui étaient princes français, presque la vassale de la France; elle fut partagée, selon la promesse de Guillaume, entre les conquérants, parmi lesquels on comptait des d'Harcourt, des Montgommery, des Tracy, des Torcy, des Beaumont, des Mortemart, des Montaigu, des Courtenay, et un Talbot dont la glorieuse postérité devait donner un grand homme de guerre à l'Angleterre, un illustre ennemi à la France. A la suite de la conquête on vit, non pas seulement les seigneurs français, mais leurs moindres hommes d'armes, mais leurs valets même, faire noble souche au pays conquis, et devenir le principe des plus nobles familles qui sont encore aujourd'hui à la tête de l'Angleterre, où la race franco-normande est toujours la race souveraine.

Guillaume, surnommé désormais le Conquérant, se partagea entre ses anciens et ses nouveaux États. Ceux-ci avaient souvent besoin de sa présence. Beaucoup d'ambitions travaillaient à les lui disputer; outre les deux fils d'Harold, qui s'étaient réfugiés en Irlande, il avait un rival dans la personne du jeune Edgard, dernier représentant de l'ancienne race royale des Saxons. Les partisans de ce prince appelèrent à leur aide Eustache, comte de Boulogne, dont Guillaume retenait alors le fils prisonnier; mais le comte échoua en essayant de prendre Douvres, et trouva plus avantageux pour lui de se réconcilier avec le duc de Normandie et d'avoir sa part dans la distribution des terres conquises, que de s'épuiser en luttes inutiles au profit d'un fantôme de roi saxon.

Tous souvenirs d'une commune origine semblaient perdus entre les Normands et les Danois. Le titre de Français était celui qui sonnait le mieux aux oreilles de Guillaume et de ses sujets de France. Aussi les Danois ne tardèrent-ils pas à venir pour trou-

bler le nouveau roi dans sa conquête. Deux cent quarante navires, partis sous la conduite d'un frère et de deux fils du roi Suenon de Danemarck, abordèrent sur la côte d'Angleterre à la fin de l'année 1069; mais ceux qu'ils avaient amenés, après avoir réussi à prendre la ville d'York et à y introniser le jeune Edgar, abandonnèrent bientôt leur entreprise; Guillaume rentra dans la possession d'York, et soumit tout le nord de l'Angleterre.

La fin de la carrière de Guillaume fut troublée par la révolte de Robert Courte-Heuze, son fils aîné, et marquée par quelques difficultés avec le roi de France Philippe Ier, qui n'avait pas vu sans inquiétude un de ses feudataires s'agrandir de la conquête de tout un royaume. Guillaume mourut le 9 septembre 1087, au moment où il disputait le Vexin à Philippe. Robert Courte-Heuze, son fils aîné, lui succéda en Normandie; Guillaume le Roux, son second fils, en Angleterre. La croisade qui approchait allait bientôt faire cesser ce partage et les querelles qui éclatèrent entre les deux frères.

A l'époque des expéditions franco-normandes en Angleterre, la Petite-Bretagne avait pour duc Conan II, que Guillaume de Normandie fut accusé d'avoir fait périr par le poison, en 1067; Hoël II était comte de Nantes et de Cornouailles; Geoffroy, comte de Rennes, et Eudes, comte de Penthièvre. Le fils de ce dernier, Brian, avait pris une part très active à la conquête, et, en 1069, il n'avait pas peu contribué à affermir Guillaume sur son nouveau trône en battant les deux fils d'Harold qui, après s'être enfuis en Irlande, étaient revenus inopinément de cette île avec soixante bâtiments et une armée de Saxons et d'Irlandais, pour revendiquer l'héritage paternel. Entre les Bretons qui avaient suivi la bannière de Guillaume, s'étaient encore signalés le vicomte de Léon, Robert de Vitré, Raoul, fils de Main de Fougères, le fils de Bertrand, vicomte de Dinan, le sire de Châteaugiron, Raoul de Gael et de Montfort, Judicael de Loheac, et surtout Alain dit Fergent (ou le Roux), qui fut comte de Nantes et de Cornouailles en 1084, avec le titre de duc de Bretagne, et devait bientôt

prendre sa place dans la croisade. Presque tous ces seigneurs bretons avaient eu des parts considérables dans la distribution faite par Guillaume le Conquérant en Angleterre; ils avaient ainsi pris leur revanche de l'exil que leurs aïeux s'étaient imposé lors de la conquête de l'île britannique par les Anglo-Saxons.

Quelques événements dignes d'être mentionnés se passaient en Flandre à l'époque de la conquête d'Angleterre. Le héros en était Robert le Frison, fils aîné de Baudouin de Lille. Robert, poussé par un instinct aventureux, peut-être aussi par le besoin d'échapper à quelque grand remords, était passé avec une flotte sur la côte de Gallice pour y attaquer les Sarrasins. Un revers ne l'avait point découragé; il retournait en Espagne, quand une tempête détruisit ses vaisseaux. Il prit alors l'habit de pèlerin; mais, chemin faisant pour Jérusalem, il se ravisa, et projeta, avec des aventuriers normands, des conquêtes dans l'empire d'Orient. Son dessein n'ayant pu être exécuté, il revint dans son pays, attaqua les comtés de Hollande et de Frise, et, toujours debout quoique souvent battu, il n'accorda la paix à la régente de ces principautés qu'en obtenant sa main. C'est alors qu'il reçut le surnom de Frison. Baudouin de Lille étant mort en 1067, Robert ne s'opposa point d'abord à l'élévation de son frère cadet, Baudouin III, au comté de Flandre; mais, au bout de trois ans, il lui fit une guerre où son rival trouva la mort; Robert recouvra ainsi l'héritage dont on l'avait frustré.

Peu après la conquête d'Angleterre, en 1070, Gui-Geoffroi, dit Guillaume VII, comte de Poitiers et duc d'Aquitaine, opéra la réunion de la Gascogne et du comté de Bordeaux à son duché, après l'extinction de la race de Sanche Mitarra. Depuis lors la Guienne et la Gascogne eurent une commune destinée.

Mais ces révolutions de provinces allaient s'absorber dans les grands et mémorables événements auxquels touchait la chrétienté tout entière. Déjà Pierre l'Ermite et le pape Urbain II prêchaient la première croisade.

CHAPITRE V.

De 1096 à 1270.

Période des croisades, embrassant la deuxième période feodale. — Première croisade. — La Normandie retourne aux rois d'Angleterre. — Affaires de Flandre. — Croisade de Louis VII. — Eléonore d'Aquitaine porte plusieurs provinces françaises aux rois d'Angleterre. — La première maison d'Anjou succède à la maison de Normandie en Angleterre. — Croisade de Philippe-Auguste. — Quatrième croisade. — Prise de Constantinople par les Français. — Baudouin de Flandre, empereur d'Orient. — Philippe-Auguste enlève la Normandie et plusieurs autres provinces aux rois d'Angleterre. — Louis VIII suit la politique de Philippe-Auguste vis-à-vis des rois d'Angleterre et des autres grands vassaux. — Régence de la reine Blanche. — Saint Louis. — Le Languedoc vient au domaine royal. — Le Roussillon et la Catalogne passent aux rois d'Aragon. — La Provence passe à la seconde maison d'Anjou. — Générosité de saint Louis envers les rois d'Angleterre. — Croisades de saint Louis. — Le premier amiral de France. — Mort de saint Louis. — Fin des grandes croisades. — Influence des croisades sur la marine et le commerce. — Origine de la boussole.

Résumer l'origine et l'histoire des croisades, c'est préparer de loin la lecture de plusieurs grands événements maritimes de notre temps, et peut-être de bien des événements plus décisifs encore que ce siècle verra. Il convient donc de s'arrêter un moment à l'époque de ces fameuses luttes religieuses, époque de décomposition pour la puissance du Bas-Empire fondée par les Grecs en Orient; il convient de s'y arrêter, autant pour ce qui est et ce qui sera que pour ce qui fut : car, bien que de nos jours le principe de l'intérêt se soit mis à la place du principe de la religion, c'est ici ou jamais le cas de dire que le passé renferme l'avenir.

L'islamisme avait paru décliner en Orient sous les successeurs de Haroun-al-Raschid, au milieu des divisions intestines; mais, n'ayant rencontré sur ce terrain, pour le combattre, que les Grecs du Bas-Empire, il n'avait point succombé. Chassé un moment de la Palestine et de la ville sainte, il n'avait pas tardé à y rentrer; et sa défaite d'un jour n'avait été qu'un prétexte de plus pour qu'il persécutât les chrétiens de Syrie et les pèlerins qui se rendaient d'Europe au tombeau du Christ. Si les Arabes ou les Sarrasins n'avaient plus montré que de faibles soutiens du culte mahométan dans l'Orient comme en Espagne où la puissance

chrétienne se relevait, un élément nouveau et tout à fait digne de son origine était venu bientôt le retremper et lui rendre la vigueur primitive qu'il avait puisée dans le sang. Les Turcs, horde de Tartarie, après avoir envahi la Perse, s'étaient immédiatement faits les zélateurs et les protecteurs de ce culte, et avaient, par ce moyen, su s'emparer des dépouilles des khalifes de Bagdad. Pour emblème de la domination universelle à laquelle ils aspiraient, on avait ceint à Togrul, leur chef, deux cimeterres, et on lui avait mis deux couronnes sur la tête : l'une était pour l'Orient, l'autre pour l'Occident. Maîtres de la Palestine, comme l'étaient naguère les Arabes, ils avaient fait couler à flots le sang chrétien dans Jérusalem, et déclaré une guerre à mort aux Grecs, dont ils ambitionnaient les possessions sur l'une et l'autre rive du Bosphore. Quoique les chrétiens de l'Église latine considérassent les Grecs comme des schismatiques, ils n'avaient pu se défendre d'écouter leurs lamentables plaintes et d'en être émus. Ils l'étaient surtout de savoir le tombeau du Christ et tous les lieux saints de la Palestine souillés par les mécréants. Déjà plusieurs pontifes romains avaient exhorté les chrétiens d'Occident à prendre les armes pour leurs frères d'Orient, lorsqu'un pauvre ermite picard, du nom de Pierre, prêchant dans Clermont, et parcourant ensuite les provinces de France, réussit, mieux que les papes eux-mêmes, à soulever devant lui, en 1095, tous les chrétiens comme des vagues vengeresses, et les précipita vers l'Orient, avec ce long cri que l'Europe entière entendit et répéta : « *Dieu le veut! Dieu le veut!* » Ceux qui se levèrent à sa voix décorèrent leurs vêtements d'une croix rouge bénite; ils prirent dès lors le nom de *croisés;* et celui de *croisades* fut donné à la guerre d'extermination qu'ils allaient entreprendre. De la France, l'enthousiasme religieux et guerrier gagna l'Angleterre, puis l'Allemagne, l'Italie et tout le monde chrétien. Néanmoins, ceux qui prirent la croix pour aller combattre les musulmans reçurent indistinctement, en Orient, le nom de Francs, parce que les Français étaient toujours l'âme de ces grandes entreprises; et de là vient que ce nom est encore

conservé dans l'empire turc à tous les chrétiens en général, qui ne sont point directement soumis au sultan. L'islamisme, qui était partout sur la défensive en Espagne et près d'y succomber entièrement, allait être attaqué à son foyer même par les chrétiens d'Europe. Telle fut l'origine des luttes entre l'Orient et l'Occident.

La marine eut peu de part aux premières expéditions des croisés qui, le plus souvent, prenaient la voie de terre. Traversant l'Allemagne, la Hongrie et la Bulgarie, ou les Alpes, la Lombardie, le Frioul et la Dalmatie, jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés dans l'empire grec, qui avait encore pour capitale Constantinople ou Byzance, ils n'avaient plus qu'à passer le Bosphore sur des vaisseaux que l'empereur d'Orient leur fournissait, pour atteindre l'Asie-Mineure et la Syrie, objet de leurs vœux. Les chefs de la première croisade régulière furent, comme on sait, Godefroi de Bouillon, duc de Basse-Lorraine, fils du comte de Boulogne, emmenant avec lui son frère Eustache de Boulogne et son cousin Baudouin du Bourg, qui devaient être après lui rois de Jérusalem, Baudouin, comte de Hainaut, et d'autres seigneurs; Hugues de France, comte de Vermandois, frère du roi Philippe Ier; Robert II, comte de Flandre, que sa valeur chevaleresque fit surnommer *la lance et l'épée des chrétiens;* Étienne, comte de Blois et de Chartres; Robert Courte-Heuze, duc de Normandie, qui, pour subvenir aux frais de l'expédition, engagea son duché au roi Guillaume le Roux, son frère, et qui avait avec lui le belliqueux évêque de Bayeux, Odon, son oncle, l'un des conquérants de l'Angleterre, ainsi qu'Alain Fergent, duc de Bretagne; Raymond, comte de Saint-Gilles et de Toulouse, qui naguère avait combattu, à côté du Cid, les Sarrasins d'Espagne, et qui, malgré son âge avancé, allait être un des héros de la croisade; la noblesse des provinces maritimes de Languedoc, de Provence, de Roussillon et de Gascogne, s'était rangée sous sa bannière, avec celle de l'Auvergne, du Poitou et du Limousin; enfin un autre chef, Bohemond, prince de Tarente, fils de Robert Guiscard, dont on a déjà parlé, s'associa à la croisade, avec le fameux Tancrède de Hauteville. Le corps

d'armée de Robert Courte-Heuze, après avoir passé les Alpes, et fraternisé avec les Normands des Deux-Siciles, s'embarqua, pendant le printemps de l'année 1097, et alla descendre à Durazzo, que les Normands occupaient encore. Sa traversée ne paraît avoir été signalée par aucun événement important, à moins que l'on n'y rattache l'infortune de Hugues le Grand, frère du roi de France, qui, jeté par la tempête sur les côtes de l'Épire, fut mené prisonnier à Constantinople, par les ordres de l'empereur des Grecs, effrayé du secours même que les chrétiens d'Occident apportaient à son empire chancelant. Cette trahison fut le signal d'hostilités entre les croisés et ceux qu'ils étaient venus défendre. Godefroi de Bouillon, en ravageant l'empire d'Orient par représailles, força bientôt les Grecs à implorer la clémence de leur prisonnier. Il contraignit aussi l'empereur Alexis à lui fournir des vaisseaux pour passer le Bosphore, et aller attaquer ensuite les musulmans jusque dans Nicée, alors siége de la puissance des Turcs, qui livrèrent d'eux-mêmes cette ville aux Grecs au moment où elle allait tomber sous les armes des croisés Deux ans après le débarquement des chrétiens d'Occident en Asie, le 15 juillet 1099, Jérusalem fut conquise par eux, et Godefroi de Bouillon en fut proclamé roi. Sauf Jaffa, qui, en raison de sa proximité de Jérusalem, était d'une nécessité immédiate et constante aux croisés pour leurs débarquements, les villes du littoral de Syrie ne tombèrent que plusieurs années après en leur possession, les siéges par mer étant à cette époque d'une grande difficulté, faute de moyens d'attaque suffisants. Acre ou Saint-Jean-d'Acre, l'Haco des Juifs, l'Accon des Grecs, nommée Ptolémaïs par Ptolémée, roi d'Égypte, ne fut enlevée pour la première fois aux musulmans qu'en 1104. Soixante-dix galères génoises avaient été employées pendant le siége à cerner, du côté de la mer, cette ville qui devint, entre les mains des chrétiens, le centre d'un grand commerce. Beyrouth, autrefois Béryte, ne fut prise qu'en 1110. Sour ou Tyr, l'ancienne reine des mers, assiégée deux fois par les croisés, ne leur fut acquise qu'en 1124, après quatre

mois d'efforts incessants. Seyde ou Sidon suivit le sort de Tyr. Beaucoup des premiers croisés français prirent la voie maritime pour revenir dans leur patrie. Les vaisseaux dont ils usèrent pour leur traversée, quand ils n'étaient pas provençaux, étaient en général italiens ou grecs.

A son retour, Robert Courte-Heuze disputa la Normandie à Henri Ier, roi d'Angleterre, successeur de Guillaume le Roux ; mais la bataille de Tinchebray, où il fut fait prisonnier, réunit en 1106 les possessions de Guillaume le Conquérant entre les mains de Henri. Louis VI, dit le Gros, successeur de Philippe Ier, essaya en vain de rétablir le fils de Robert Courte-Heuze dans le duché de Normandie. Il réussit mieux quelque temps après dans le comté de Flandre, devenu vacant, en 1127, par l'assassinat de Charles le Bon, prince Danois auquel l'héritage de ce comté était venu par sa mère ; Louis VI établit en Flandre le fils de Robert Courte-Heuze, Guillaume Cliton. Mais Thierri d'Alsace, soutenu par le roi d'Angleterre, finit par supplanter le prince normand. Le comté de Flandre, après être resté quelque temps dans la maison d'Alsace, passa dans celle de Hainaut.

Un roi de France, Louis VII, dit le Jeune, fils de Louis VI, et un empereur d'Allemagne, Conrad III, furent les héros malheureux de la seconde croisade prêchée par saint Bernard. A cette époque le grand héritage d'Aquitaine appartenait à une femme, Éléonore, fille de Guillaume IX, qui semblait devoir l'unir à jamais au domaine royal par son mariage avec Louis. Éléonore, plus préoccupée en cela d'aventures que de piété, voulut suivre son époux. Celui-ci prit la croix en 1147, et partit de Metz pour Constantinople, par l'Allemagne et la Hongrie, avec une armée de cent mille hommes. Trahis, de même que les Allemands, à leur entrée sur le territoire de l'empire d'Orient, les croisés français, qui auraient pu aisément se venger en s'emparant dès lors de Constantinople, allèrent, avec leur roi, chercher, de l'autre côté du détroit, quelques triomphes inutiles, presque aussitôt suivis de revers. Louis VII, ayant passé un moment pour

mort, après un combat funeste, et désespérant de pouvoir poursuivre sa route à travers l'Asie-Mineure, s'embarqua pour la Syrie, à Satalich, avec son épouse et le plus qu'il put des débris de son armée, en laissant derrière lui une partie qui périt misérablement. Tandis que ce prince continuait à se signaler par de vains traits de bravoure personnelle, et se voyait rapidement réduit au rôle d'un simple pèlerin sans armée, lui qui était parti à la tête de cent mille hommes, son aventureuse épouse, par sa conduite dans la principauté d'Antioche, annonçait assez déjà qu'elle ne tenait guère à lui laisser la riche dot qu'elle lui avait apportée; de sorte que Louis VII, dans sa désastreuse croisade en Orient, perdait son armée, ses trésors, et de plus les deux tiers de son domaine.

En effet, trois ans à peine après son retour et son débarquement à un port nommé Saint-Gilles, sur le Rhône, son divorce avec Éléonore d'Aquitaine lui enlevait les seules provinces maritimes qu'il possédât à titre de souverain. Éléonore porta sa dot, ainsi recouvrée, à Henri II Plantagenet, comte d'Anjou, devenu héritier, par sa mère Mathilde, de Henri I[er] d'Angleterre. Déjà ce prince s'était mis en possession de la Normandie, et n'attendait que le moment favorable de s'asseoir sur le trône d'Angleterre, occupé pour l'instant par Étienne, comte de Boulogne. En attendant ce moment prochain, il put bientôt, grâce à son mariage avec Éléonore, dominer sur tout le littoral de France du côté de l'Océan, moins celui de la Bretagne; et encore se fit-il reconnaître pour maître de Nantes, sur la Loire, comme il l'était de Bordeaux, sur la Garonne, tandis que, jusqu'au pied des Pyrénées, il commandait, ou tout au moins intervenait d'une manière prépondérante. Dans cette imposante continuité de côtes maritimes qui s'étend de l'embouchure de la Loire à celle de l'Adour, quelque chose aurait pu faire défaut encore à l'heureux Henri; mais Éléonore avisa pour lui, en achetant la ville de La Rochelle qui commençait à prendre quelque accroissement et quelque importance. Henri Plantagenet, après avoir fait définitivement passer la couronne d'Angleterre dans la première maison d'An-

jou, en 1154, voulut encore s'emparer du comté de Toulouse, qui l'aurait rendu maître d'une partie du littoral sur la Méditerranée ; il ne réussit pas toutefois dans ce dessein. Henri se tourna vers la Bretagne, et l'occupa au nom de son fils qui avait épousé l'héritière de ce duché. La maison d'Anjou devint ainsi souveraine de la Bretagne comme elle l'était déjà de tant d'autres États.

Saladin, premier soudan d'Égypte, avait repris Jérusalem, la terre sainte et presque toutes les villes de la Syrie aux chrétiens, quand eut lieu la troisième croisade. Philippe II, dit Auguste, successeur de Louis VII, de concert avec le roi d'Angleterre Richard Cœur de Lion, successeur de Henri II Plantagenet, se disposa, en 1190, à se rendre au siége de la ville d'Acre, que les chrétiens essayaient depuis longtemps déjà, mais en vain, de reconquérir. Le roi de France s'embarqua à Gênes, sur des vaisseaux génois, tandis que le roi d'Angleterre mettait en mer à Marseille, qui avait recommencé à se gouverner en république. Philippe, en se dirigeant d'abord sur Messine, fut battu d'une tempête qui fit périr nombre de ses vaisseaux et délabra le reste ; il passa l'hiver en Sicile, en partit à la fin de mars, et arriva en vingt-deux jours au port d'Acre. Cette ville fut occupée, en 1191, par les chrétiens, qui devaient en demeurer maîtres juste pendant un siècle. Les flottes des Pisans et des Danois se distinguèrent pendant cette croisade, où les vaisseaux de l'Occident montrèrent leur supériorité sur ceux de l'Orient. Une quatrième croisade eut lieu du vivant de Philippe-Auguste, et sans que ce prince, désormais occupé à abattre les grands vassaux, y prît une part active. Thibaut IV, comte de Champagne, devait la commander ; mais il mourut avant le départ des croisés, et, au refus du comte de Bar et du duc de Bourgogne, il fut remplacé par un étranger, Boniface, marquis de Montferrat, recommandable par une belle défense de Tyr contre les musulmans. On remarquait, au nombre des autres chefs, Geoffroi de Villehardouin, qui devait être l'historien de cette croisade, Renaud de Boulogne, Mathieu de Montmorency, Robert de Boves, comte d'Amiens, Simon de Montfort, plusieurs prélats, et surtout Baudouin de Hai-

naut, comte de Flandre, avec ses frères Eustache et Henri. Les Français voulant passer par mer en Palestine, s'associèrent pour leur entreprise les Vénitiens, à qui ils demandèrent des vaisseaux. On s'entendit. Nombre des croisés se rendirent à Venise, tandis que d'autres s'embarquaient soit à Bruges, soit à Marseille. Le vieux doge Dandolo, plus qu'octogénaire, prit lui-même le commandement de la flotte. Mais l'intérêt des Vénitiens tourna d'abord les croisés vers la ville de Zara, en Dalmatie, qui fut enlevée aux Hongrois. Puis, sur la nouvelle d'une grande révolution opérée dans la famille des empereurs d'Orient, on oublia tout à fait le but de la croisade, et l'on tourna la proue vers Constantinople, dont un usurpateur occupait le trône. Constantinople, assiégée deux fois, de 1203 à 1205, par les Français et les Vénitiens, tomba deux fois en leur pouvoir. Trahis par l'héritier légitime des empereurs d'Orient, à qui ils avaient rendu la couronne, les croisés finirent par élever à sa place Baudouin, comte de Flandre. Ce prince, devenu empereur d'Orient, périt misérablement dans une guerre contre les Bulgares. La couronne n'en resta pas moins pour quelque temps encore dans la maison de Flandre-Hainaut. La domination française dura cinquante ans à Constantinople.

Pendant ce temps, Philippe-Auguste disputait plusieurs provinces de France à Jean sans Terre, qui avait hérité de la couronne d'Angleterre, au préjudice du duc Arthur Ier de Bretagne son neveu, assassiné par lui. Le succès couronna les efforts de Philippe. En 1204, après avoir mis en déroute une flotte anglaise à Andely sur la Seine, il acheva d'enlever la Normandie à Jean sans Terre, cité comme rebelle devant son tribunal, et réunit ce duché au domaine royal ; il en fit autant de la Touraine, de l'Anjou et du Maine : il ne resta plus en France que l'Aquitaine aux héritiers de Henri Plantagenet.

Philippe-Auguste s'imposait de grands sacrifices pour se faire une marine depuis qu'il avait des ports en sa possession. Toutefois il fut moins heureux sur mer que sur terre. En 1213, il équipa et mit en mer une flotte considérable; on prétend qu'elle était de dix-

sept cents voiles qui sortirent de la Seine; mais alors les barques devaient la composer en majeure partie. Il s'agissait de renouveler l'expédition de Guillaume le Conquérant. Le comte de Flandre et le comte de Boulogne, tous deux vassaux rebelles, réunirent leurs forces navales à celles des Anglais. Le comte de Salisburi, commandant la flotte anglo-flamande, envoya reconnaître celle de France par des soldats déguisés en pêcheurs; ceux-ci lui ayant rapporté qu'une grande partie des équipages français étaient à terre, il fondit à l'improviste sur leurs vaisseaux sans défense, et en fit couper les câbles. Nombre furent enlevés et envoyés dans les ports d'Angleterre; nombre furent brûlés; et les Anglais descendirent à terre pour mettre le feu au reste, bloqué dans le canal et le port flamand de Dam. Le bruit de ce désastre étant aussitôt parvenu aux oreilles de Philippe-Auguste, qui s'était déjà rendu maître de presque toute la Flandre, le monarque français abandonna le siége de Gand auquel il était occupé, et vint tomber sur les Anglais, qu'il contraignit immédiatement à se rembarquer, avec perte pour eux de deux mille hommes tués et de nombreux prisonniers. Philippe, croyant impossible de sauver les restes de sa flotte renfermés dans le port et le canal de Dam, en acheva lui-même l'incendie, après en avoir fait retirer les munitions et les agrès. La célèbre bataille continentale de Bouvines ne tarda pas à venger Philippe de l'Angleterre et de ses alliés. Peu de temps après, les Anglais déposèrent Jean sans Terre, et offrirent leur couronne au fils même de Philippe-Auguste. Ce prince, qui régna depuis en France sous le nom de Louis VIII, ne la porta que peu de temps. Abandonné de presque tous ceux qui l'avaient appelé, et poursuivi des foudres alors si puissantes de l'Église, il la résigna au bout d'une année, après une convention des plus honorables.

Louis VIII, devenu roi de France, s'empara presque aussitôt du Poitou et de La Rochelle, dont l'importance grandissait chaque jour, et qui servait de clef aux Anglais pour pénétrer en France. Il planta ses drapeaux presque en face de Bordeaux, où Henri III, roi d'Angleterre, fit débarquer, mais sans résultats durables,

quelques troupes, en 1225, pour essayer encore du peu qui lui restait de la puissance des Plantagenets dans les provinces françaises. Louis VIII plaça le champ de ses croisades dans la France même. Politiques sans doute encore plus que religieuses, et c'est le seul moyen de les défendre, elles finirent par amener la réunion d'une partie des provinces du Midi au domaine de la couronne, qui constituait le noyau de la future unité française.

Blanche de Castille, veuve de Louis VIII, devenue régente de France en 1226, pendant la minorité de Louis IX, dit saint Louis, son fils, éleva haut la dignité et la puissance de la couronne royale, entre autres vassaux rebelles, le duc de Bretagne et les comtes de Flandre, de Boulogne, de Ponthieu et de Toulouse. Elle prépara la réunion au domaine de la couronne du comté de Toulouse, que l'on commençait à appeler Languedoc. En 1249, en effet, Raimond VII, comte de Toulouse, étant mort, ses États furent joints à ce domaine, qui se trouva ainsi pour la première fois, sous la troisième race, en communication directe avec la Méditerranée. Quelques années auparavant, en 1245, le comté de Provence était venu, par un mariage, à Charles, frère de Louis IX, et chef de la seconde maison d'Anjou.

Mais déjà la reine Blanche avait remis à son fils un sceptre craint et honoré. Saint Louis continua à le rendre respectable à tous ses grands vassaux, au roi d'Angleterre Henri III lui-même, qu'il battit en toute rencontre, et qu'il força à fuir du territoire français. L'an 1244, Louis, ayant été frappé d'une grave maladie qui alarma tout son peuple, forma le vœu de faire le voyage de la terre sainte et de se croiser, si Dieu lui rendait la santé. Elle lui fut rendue; et, sans laisser à sa reconnaissance le temps de s'attiédir, il fit aussitôt, pour sa croisade, de grands préparatifs, dans lesquels il apporta autant de sagesse et d'ordre que l'on avait montré avant lui de folie et d'imprévoyance; il amassa d'abondantes provisions, afin de pouvoir se passer, sous ce rapport, de tout secours étranger; il assembla une armée, peu nombreuse à la vérité, mais uniquement composée de troupes

choisies, et non de cette cohue inutile et dissolue qui avait été le fléau des précédentes croisades. A cette époque, les chrétiens de l'Église latine s'étaient rendus maîtres de quelques-uns des faibles débris de l'empire d'Orient, et depuis près d'un demi-siècle les Français régnaient dans Byzance, qu'ils avaient conquise, de concert avec les Vénitiens, l'an 1204; mais tout n'annonçait que trop qu'ils avaient fondé sur le sable. Leur nouvelle puissance, serrée entre les Bulgares et les Grecs, incessamment menacée par les Turcs établis dans l'Asie-Mineure, criait déjà merci. D'un autre côté, Jérusalem et la terre sainte étaient dans la désolation. Enfin, les chrétiens de l'Église latine en Orient étaient de toutes parts aux abois, quand saint Louis se rendit, au mois de juin de l'année 1248, dans la basilique de Saint-Denis, où il reçut, des mains du légat du pape, avec l'oriflamme, qui deux fois déjà avait paru en Orient, le bourdon et la panetière, attributs de tous les pèlerins. Après avoir confié la régence de ses États à sa mère, il se rendit à Lyon, descendit le Rhône, et fut bientôt arrivé en un lieu où la vie et l'activité avaient été reconstituées depuis environ deux ans, et comme par enchantement, grâce à ses soins. Ne possédant jusque-là aucun port sur la Méditerranée, où Marseille continuait à se gouverner en république, il avait fait, en vue de sa croisade, l'acquisition d'un territoire abandonné, désert, où se découvrait pourtant la trace d'un ancien port encombré par les sables; ce port, il l'avait fait déblayer, et une ville s'était élevée auprès, assez vaste pour recevoir la foule des pèlerins. C'était Aigues-Mortes[1]. Saint Louis, en arrivant à Aigues-Mortes, y trouva une flotte déjà considérable qui devait encore se grossir dans les mouillages de

[1] Le port d'Aigues-Mortes, sujet de tant de discussions, se trouvait sous les murs de la ville de ce nom, s'élevant alors comme aujourd'hui à une lieue environ du rivage. Ce port, dans lequel on pénétrait par un canal, n'était autre qu'un étang alors très large et très profond qui, dans son état d'abandon, baigne encore la partie méridionale de la ville qu'il remplit de miasmes funestes. Une sûre et vaste rade, située en avant du canal qui servait d'entrée au port, fut, suppose-t-on, le lieu du mouillage de la majeure partie des vaisseaux dont saint Louis usa pour ses expéditions outre-mer. Près de cent ans durant, depuis ce monarque, le port d'Aigues-Mortes fut un des plus florissants de toute la France; mais vers le milieu du quatorzième siècle, les sables en encombrèrent telle-

l'île de Chypre, assignée pour rendez-vous général. Quoiqu'un assez bon nombre de nefs et galères de l'expédition eussent été tirées de Marseille et des petits ports de Provence et de Languedoc, plusieurs même présumablement des ports français sur l'Océan, c'était de Gênes qu'on en avait nolisé la majeure partie. Aussi furent-elles commandées par deux Génois, bien que du règne de saint Louis date, comme on le verra, la création du premier amiral de France. Toute cette flotte, les nefs, bonnes au transport plus qu'au combat, avec leurs voiles et point de rames, leurs deux hauts mâts [1], leur château de bois sur l'avant, leurs bords couronnés de remparts crénelés, leurs trois ponts, dont un coupé, leurs larges flancs, leurs joues, leur poupe, leur ventre arrondis; les galées ou galères, bonnes au combat plus qu'au transport, famille variée à l'infini dans sa grandeur et son aspect, longue, dégagée, alerte, s'aidant de voiles et de rames ensemble : les nefs, fortes filles de l'Océan houleux et mères des vaisseaux de hauts bords nos contemporains; les galères, vives et capricieuses sirènes, héritage des plus anciennes populations du littoral méditerranéen, accepté d'âge en âge, depuis même l'usage du canon sur mer jusqu'au siècle dernier, qui le refusa enfin; toute cette flotte, au premier vent favorable, s'anima de mouvements et de bruits sublimes.

Le roi, son épouse la reine Marguerite, deux de ses frères, et toute l'armée des croisés étaient déjà embarqués; et, à un signal donné, un immense *Veni, Creator*, entonné, entre le ciel et l'onde, par des milliers de bouches, annonça qu'en Dieu seul il fallait placer son espoir; car lui seul savait ce qu'allait devenir cette belle

ment l'entrée, qu'il devint impossible aux navires d'y pénétrer. Sous les rois Jean, Charles VI, François I[er], Henri IV et Louis XIII, on essaya, sans résultats bien profitables, de rétablir le port d'Aigues-Mortes. Napoléon, en dernier lieu, avait entrepris de rendre la vie maritime à cette ville par des travaux évalués à près de 700,000 fr., et qui devaient être terminés en 1817; mais ils furent interrompus par la chute de l'empire. Aigues-Mortes n'eut à profiter que de l'achèvement du canal de Beaucaire, en 1811.

[1] Il y avait des nefs à un, deux et trois mâts; celles dont se servit saint Louis n'en avaient en général que deux. (*Voir* l'excellent mémoire n° 4, dans l'*Archéologie navale* de M. Jal.)

et grande expédition qui s'ébranlait à l'heure même, et se confiait aux hasards de la mer pour la gloire de son nom. Quelque temps encore, de la terre, on fut témoin de cet imposant tableau; quelque temps encore on entendit les chants harmonieux et mourants des matelots italiens, catalans et provençaux, se mêlant au bruit cadencé de la multitude des rames qui frappaient l'onde; puis on n'ouït plus rien; la France tout entière était au loin, sur les flots, dans la personne de son roi.

Parti le 25 août 1248 d'Aigues-Mortes, saint Louis parvint, le 21 septembre, à l'île de Chypre, érigée en royaume au profit d'un héritier de la famille de Lusignan et des anciens rois chrétiens de Jérusalem. Il y passa l'hiver avec son armée. Mais comme presque tous les vaisseaux de Gênes, sur lesquels on s'était embarqué à Aigues-Mortes, avaient quitté les mouillages de Chypre, on fut obligé d'en rassembler d'autres de toutes parts; saint Louis s'adressa aux Génois et aux Vénitiens établis sur les côtes de Syrie, qui mirent un prix excessif à leurs services. Il fit construire un grand nombre de bateaux pour le débarquement. De nouveaux croisés arrivaient continuellement des ports d'Occident. Saint Louis, quand il eut terminé tous ses préparatifs, se disposa à partir du port de Limisso pour l'Égypte, contre laquelle il dirigeait d'abord son expédition, comme étant alors la plus formidable ennemie des chrétiens. Le soudan Negmeddin était en effet à cette époque le fléau de la Palestine et de toute la Syrie. Saint Louis donna le signal du départ le vendredi d'avant la Pentecôte de l'année 1249; et déjà toute la mer, autant que l'œil pouvait en embrasser, était couverte de vaisseaux, au nombre de dix-huit cents tant grands que petits, quand un vent soufflant des côtes d'Égypte souleva une violente tempête qui les dispersa; la moitié d'entre eux furent entraînés sur les côtes de Syrie; saint Louis put rentrer dans le port de Limisso avec le reste. Des renforts inattendus qui lui arrivèrent en ce moment-là même lui rendirent l'espérance, et, sans rallier les vaisseaux que la tempête avait dispersés, il profita d'un vent favorable pour

faire voile de nouveau vers l'Égypte. Il y avait quatre jours qu'on était en mer, quand le pilote du vaisseau qui voguait en tête s'écria : « Dieu nous aide! Dieu nous aide! nous sommes devant Damiette! » Ces paroles furent aussitôt répétées de vaisseau en vaisseau, et toute la flotte entoura la nef *la Monnaie*, que montait saint Louis. Les principaux chefs passèrent à son bord, et reçurent ses encouragements et ses ordres. La flotte chrétienne avait été aperçue du haut des remparts de Damiette, qui n'était alors située qu'à une demi-lieue de la mer, sur un des bras du Nil [1]. Quatre galères musulmanes, qui portaient d'habiles pirates, furent envoyées pour reconnaître les forces des croisés. Lorsqu'elles se furent assez approchées pour distinguer les vaisseaux de saint Louis, elles hésitèrent et ralentirent leur course ; et comme si ceux qui les montaient étaient sûrs des nouvelles qu'ils avaient à rapporter, ils se disposèrent à rentrer dans le Nil; mais les galères chrétiennes les serraient déjà de près. Le roi donna ordre qu'on se préparât à un combat naval avec elles et avec toutes celles qui viendraient à leur secours. Aussitôt on se mit à la mer; on lança contre elles des traits enflammés, des pierres, des vases remplis de chaux, au moyen de machines appelées *mangonneaux*. Les traits perçaient les pirates et leurs vaisseaux, les pierres les accablaient, la chaux brûlait tout ce qu'elle touchait. Trois des galères ennemies furent ainsi coulées à fond. La quatrième s'éloigna fort délabrée, et alla raconter aux musulmans, rassemblés sur le rivage, que le roi de France arrivait avec une armée considérable.

La flotte chrétienne, toute couverte d'étendards au signe de la croix, s'avançait pendant ce temps en ordre de bataille, et vint, au milieu du jour, jeter les ancres à un quart de lieue de la côte. La flotte égyptienne, chargée de soldats et de machines de guerre, défendait l'entrée du Nil, et, au milieu de ceux qui la montaient,

[1] Damiette embrasée et démolie, quelques années après l'expédition de saint Louis, par les mameluks qui craignaient une nouvelle invasion, fut reconstruite à une lieue et demie plus avant dans les terres, où elle est encore.

resplendissait comme un soleil radieux le chef de l'armée musulmane tout couvert d'or et de pierreries, tandis que des cors recourbés et des naccaires, espèce de timbales énormes, remplissaient autour de lui l'onde, la terre et l'air de leurs sons foudroyants. A ce spectacle il y eut de l'hésitation parmi les chrétiens. On tint conseil pour savoir si l'on tenterait la descente avant l'arrivée des vaisseaux dispersés au premier départ de Chypre. Le roi faisant valoir que l'on n'avait ni rade ni port pour se mettre à l'abri des vents et des attaques imprévues, faisant valoir surtout le saisissement et le désordre des ennemis, entraîna tout le monde à son avis, qui fut d'opérer la descente dès le lendemain. Toute la nuit on se tint en garde; la flotte fut illuminée de flambeaux; quelques galères s'avancèrent par l'embouchure du Nil pour surveiller les mouvements des Égyptiens. Dès le point du jour les ancres furent levées. Les musulmans, infanterie et cavalerie, se tenaient sous les armes sur le rivage, au lieu où ils pensaient que la descente serait tentée. Les vaisseaux s'étant approchés de la côte, les croisés en descendirent dans les barques et bateaux plats, et se rangèrent sur deux lignes. Le roi se plaça à la pointe de droite avec ses deux frères et l'élite des chevaliers; le cardinal-légat se tenait à ses côtés avec la croix dans ses mains; une barque les précédait où flottait l'étendard de France. A la pointe de gauche, vers l'embouchure du Nil, sur une galère toute dorée et des plus légères, étalant à la poupe et à la proue d'illustres armoiries, déployant autour de son pavillon des banderoles de mille couleurs, et volant sous trois cents rameurs agiles, se distinguait le comte de Jaffa. Erard de Brienne, entouré d'une troupe choisie dans laquelle était le sire de Joinville, historien de saint Louis, occupait le centre de la ligne avec Baudouin de Reims. Princes, barons et chevaliers étaient debout sur les bateaux, l'œil fixé sur le rivage, la lance en main et leurs chevaux à côté d'eux. Sur le front et sur les ailes de l'armée une foule d'arbalétriers avaient été placés dans des barques pour écarter les ennemis. Dès qu'on fut à portée de l'arc, il partit

à la fois du rivage et de la ligne des croisés une nuée de pierres, de traits et de javelots. Les croisés parurent un moment ébranlés; mais le roi, pour leur donner l'exemple, s'élance tout armé au milieu des vagues qui l'enveloppent jusqu'aux épaules. A cette vue, toute l'armée l'imite et se précipite à travers les eaux en criant : *Mont-joie! Saint-Denis!* Les bataillons sarrasins ne peuvent arrêter cet élan. Joinville et Baudouin de Reims touchent la ville les premiers. A mesure que les croisés abordent ils se rangent en bataille, sous les traits mêmes des musulmans; ils pressent leurs rangs et présentent la pointe de leurs lances. L'oriflamme, arborée sur la côte, annonce que le roi est proche. Tout se range autour du monarque qui, dans un premier mouvement, s'est jeté à genoux pour remercier Dieu, et qui bientôt fait déployer sa tente, d'un rouge éclatant, en face de l'ennemi. Sur tous les points de la côte un combat acharné s'engage, tandis que les deux flottes sont aux prises vers l'embouchure du Nil. La reine Marguerite et l'épouse du duc d'Anjou sont à l'écart sur leur nef, attendant avec anxiété l'issue de cet engagement général, et levant vers le ciel des mains suppliantes. Des prêtres les entourent, qui entonnent des chants pieux pour obtenir la protection du Très-Haut. Leurs vœux sont couronnés; la flotte du soudan est dispersée, plusieurs des vaisseaux qui la composaient sont coulés à fond; les autres remontent le fleuve le plus loin et le plus hâtivement possible. Dans le même temps les musulmans du rivage sont, de toutes parts, contraints de lâcher pied; ils abandonnent leur camp: c'est parmi eux un sauve qui peut général, et les croisés restent maîtres des bords de la mer et des deux rives du Nil. Une si éclatante victoire n'avait coûté aux chrétiens que peu de monde; la côte était jonchée de cadavres ennemis. Les habitants de Damiette, à l'aspect des débris de l'armée musulmane, furent saisis d'une telle épouvante, qu'ils abandonnèrent aussitôt leur ville, mettant le feu aux édifices et emportant ce qu'ils avaient de plus précieux. Saint Louis prit possession le lendemain de ce qui restait de Damiette. Les Français étaient entrés dans cette ville le 7 juin, à

l'époque des plus basses eaux du Nil, qui ne commence à croître que quinze jours plus tard, au solstice d'été, s'élevant lentement jusqu'à l'équinoxe, où l'on coupe ses digues. Si les croisés avaient continué à mettre à profit la confusion et la terreur dans lesquelles ils avaient jeté les Égyptiens, ils auraient pu arriver promptement à Mansourah, traverser le canal d'Aschmoun à sec, dans ce moment des plus basses eaux du Nil, s'emparer du Caire, et se rendre maîtres de toute la basse Égypte, le mois de leur débarquement. Mais au lieu de poursuivre leurs succès, ils perdirent cinq mois et demi dans Damiette à épuiser leurs forces en détail dans de vaines sorties contre les Égyptiens qui commençaient à revenir de leur effroi, et contre les Arabes bédouins, accourus du désert pour se livrer à leur guerre de surprises et d'escarmouches contre les chrétiens. Ce fut seulement quand les croisés eurent vu arriver un autre frère du roi, le comte de Poitiers, avec un nouveau corps d'armée, qu'ils se décidèrent à reprendre les opérations. Mais alors il était trop tard. Ils n'entrèrent un moment victorieux dans Mansourah que pour y éprouver presque aussitôt une sanglante défaite. La famine et le scorbut décimaient en outre leurs rangs encombrés de blessés. Dans cette extrémité on n'eut plus qu'à songer à la retraite. On essaya de la faire par terre et par eau à la fois; mais les Égyptiens avaient, à force de bras, traîné à terre plusieurs des galères qui s'étaient retirées au-dessus de Mansourah, et les avaient remises dans le Nil à une lieue au-dessous du camp des croisés; elles s'étaient déjà emparées de presque tous les bâtiments qui avaient tenté de remonter le Nil depuis Damiette, pour apporter des vivres et des secours aux chrétiens; elles barrèrent également la route aux navires qui faisaient retraite en emportant les malades de l'armée. Alors eut lieu un affreux pillage suivi d'un plus horrible massacre. Il n'échappa des malheureux chrétiens qui essayaient de regagner Damiette en descendant le Nil, que ceux que l'on jugea d'assez hauts personnages pour qu'on espérât d'eux une grosse rançon. Le roi, demi-mort, se trouvait avec le reste de l'armée, suivant le

bord du fleuve et poursuivant les ennemis sans relâche. Enfin on fut obligé de se rendre pour sauver la vie du roi qui, à chaque instant, courait risque d'être tué.

Malgré cette soumission, le massacre des croisés n'en continua pas moins, et on ne leur laissa que le choix entre l'apostasie et la mort. Le roi et les seigneurs furent seuls traités avec égard. Leur captivité, durant laquelle saint Louis eut occasion de faire admirer de ses ennemis mêmes son héroïque et pieuse fermeté, ne dura que trente-deux jours, grâce à l'état de maladie dans lequel ils étaient et qui fit craindre à leur possesseur de perdre le prix de leur rançon, s'il ne se hâtait d'en traiter avec eux. Damiette restituée et une somme de quatre cent mille livres devaient former la rançon du roi et de ses barons. Quatre galères furent destinées à recevoir Louis avec le reste des prisonniers; elles descendirent le Nil, jusqu'à trois lieues environ au-dessous de Damiette. Le roi et tous les prisonniers furent en cet endroit fort en danger d'être tués par les ennemis, qui venaient de massacrer leur soudan Almoadam. Heureusement que les émirs, ou chefs des soldats, qui s'emparèrent alors du gouvernement, résolurent de maintenir le traité. Le 6 mai 1250, Damiette fut rendue aux musulmans. La reine et les comtesses de Poitiers et d'Anjou, qui étaient restées dans la ville, furent embarquées sur des galères, avec tout ce qu'il y avait de croisés valides dans la place. Les malades avaient été confiés à la foi des Égyptiens pour être renvoyés après leur guérison; mais les émirs furent impuissants à empêcher qu'une soldatesque fanatique ne les tuât, et que leurs cadavres ne fussent mis sur un bûcher qui brûla pendant trois jours. Saint Louis, que l'on avait rendu à la liberté sur parole, offrit un bien noble contraste avec cet horrible manque de foi et de pitié des musulmans. Il ne se regarda comme délié de son serment et ne leva l'ancre pour rejoindre ceux de ses vaisseaux qui étaient en pleine mer, que lorsque toutes les conditions du traité furent remplies de son côté.

Le roi, tout malade qu'il était, ne voulant pas retourner en

Europe sans toucher à la terre sainte, avait donné rendez-vous, à la reine son épouse, à Saint-Jean-d'Acre; il se sépara en pleine mer d'une partie de ses barons, qui, malgré ses sollicitations, regagnèrent immédiatement la France. Saint Louis entra dans le port d'Acre le 14 mai 1250; ses récents malheurs ne lui avaient fait perdre rien de sa considération, même auprès de ses ennemis. Les mameluks d'Égypte et les possesseurs musulmans d'Alep et de Damas recherchèrent tour à tour son alliance. Il rendit en Syrie de grands services aux chrétiens, fit travailler aux fortifications de Césarée, Jaffa, Sidon et Acre, portant lui-même sur son dos la hotte des matériaux nécessaires à ces œuvres qu'il regardait comme saintes. Il était à Sidon quand il reçut la nouvelle de la mort de la reine Blanche, sa mère, régente du royaume en son absence, comme elle l'avait été pendant sa minorité. Il partit aussitôt de cette ville, et alla prendre sa femme à Tyr, et trois enfants qu'il avait eus d'elle en Orient; il se rendit ensuite à Saint-Jean-d'Acre où il fit équiper treize galères et d'autres navires pour son retour et celui des siens. Saint Louis mit à la voile d'Acre, le 25 avril 1254, jour anniversaire de sa naissance. A la hauteur de l'île de Chypre, sa nef, dans laquelle le saint sacrement était continuellement exposé sur un autel, toucha sur un banc de sable; tout le monde se crut perdu; la reine et ses enfants poussaient des cris lamentables. Le roi seul, calme et résigné au milieu du danger, se prosterna au pied de l'autel, adressant à Dieu ses ferventes prières pour sa famille éplorée et tous ceux qui l'entouraient. Une vague secourable remit le navire à flot; mais on reconnut alors que la quille était fort endommagée, et les matelots pressèrent le roi de passer avec sa famille sur une autre galère, pendant que les cinq cents passagers qui l'accompagnaient descendraient dans l'île de Chypre. Saint Louis s'y refusa, remettant sa personne, celle de sa femme et de ses enfants aux mains de Dieu, plutôt que d'abandonner en route tant de braves gens. A cette paternelle et charitable résolution, chacun sentit renaître son courage; on répara le mieux

possible l'avarie, et l'on continua la traversée avec le reste de la flotte. On passa devant Lampédouse, puis devant Pantellarie. Cette dernière île était alors habitée par des Sarrasins, tributaires de la Sicile. La reine, qui désirait des fruits et des provisions fraîches pour ses enfants, obtint du roi qu'on détachât quelques navires légers pour en aller prendre à terre. Au bout d'un et de deux jours ces navires n'étant point de retour, on crut que leurs équipages avaient été massacrés ou pris par les Sarrasins; et Louis voulut aller lui-même avec toute sa flotte les venger ou les retirer de captivité. Ils n'étaient ni morts ni captifs; seulement de plusieurs jours on n'avait pu arracher les Parisiens qui se trouvaient parmi ces équipages aux fruits délicieux qui abondaient dans cette île. On les rencontra sortant enfin du port; leur sensualité avait fait perdre à la flotte huit jours entiers de navigation. Ce ne fut qu'après plus de deux mois, depuis le départ d'Acre, que, le 10 juillet 1254, on aperçut la rade d'Hyères. La reine et tout le conseil étaient d'avis que le roi prît terre sur le rivage voisin; mais il insista pour ne débarquer que sur son propre domaine d'Aigues-Mortes, quoique le comté de Provence appartînt dès lors à son frère Charles. Louis se maintint deux jours dans cette résolution, restant obstinément assis sur sa nef marseillaise à deux gouvernails, que deux pièces de bois permettaient de faire évoluer avec une rapidité merveilleuse, ce que remarque Joinville avec une sorte d'étonnement et d'admiration.

« Sire, dit alors au roi ce digne capitaine-historien, avec sa vieille franchise, vous mériteriez bien qu'il vous arrivât comme à madame de Bourbon, qui, ne voulant non plus descendre à ce port, remit à la voile pour Aigues-Mortes, et demeura ensuite sept semaines en mer. »

Le roi, à la grande satisfaction de sa famille, changea de résolution, entra dans la rade d'Hyères, et débarqua enfin, après une absence de six années.

A cette époque encore on n'était qu'en trêve avec le roi d'Angleterre, à qui il ne restait plus en France que la Guienne et la

Gascogne. Saint Louis, non par crainte, mais par des scrupules de conscience, crut devoir rendre une partie des conquêtes de son père et de son aïeul à Henri III, et le mit en possession du Périgord, du Limousin, de l'Agénois et d'une partie de la Saintonge; moyennant quoi ce grand feudataire renonça à toutes ses prétentions sur la Normandie, la Touraine, l'Anjou, le Maine et le Poitou, et promit de faire hommage comme pair de France et d'Aquitaine. Le traité de paix définitif fut scellé le 2 mai 1259, et Henri III vint faire hommage dans Paris, le 4 décembre.

Quelques années après, Saint-Louis, à l'occasion du mariage de Philippe, son fils, avec la fille du roi d'Aragon, conclut avec ce dernier un traité en vertu duquel la souveraineté sur les comtés de Barcelonne et de Roussillon passait à la couronne d'Aragon, qui abandonnait en retour toutes prétentions sur le vicomté de Narbonne et autres seigneuries du Languedoc, moins celle de Montpellier, ainsi que sur Arles, Marseille et toute autre partie de la Provence. C'est ainsi que le Roussillon, dont le dernier comte avait testé en 1179 en faveur des rois d'Aragon, fut pour longtemps détaché de la France avec sa ville maritime et peu ancienne de Collioure, qui avait supplanté Elne.

Cependant les événements continuaient à se succéder, en Orient, avec une étourdissante rapidité. Les chrétiens de l'Église latine, divisés et souvent en guerre entre eux sous les yeux mêmes des musulmans, donnaient prise à tous leurs ennemis. Le 25 juillet 1261, une escalade avait rendu aux Grecs Constantinople, alors sans défenseurs. Vers le même temps, les Tartares-Mongols, après avoir fait le sac de Bagdad, s'être emparés des principales villes de l'intérieur de la Syrie, pris Jaffa et menacé Saint-Jean-d'Acre, avaient enfin été anéantis par les mameluks d'Égypte. Un nouveau soudan, Bibars, surnommé *la Colonne de la religion* et *le Père des victoires*, avait ensuite inauguré son règne en donnant le signal de la ruine des chrétiens, et depuis il n'avait cessé de jeter la terreur et la désolation par toute la

Syrie. La terre sainte était spécialement l'objet de ses ravages et de ses implacables persécutions.

C'est alors que saint Louis, quoique sa santé fût déjà fort affaiblie, prit de nouveau la croix, avec l'intention de venger les plaies saignantes de la chrétienté. Ses trois fils, Philippe, Jean et Pierre, la prirent en même temps que lui. Mais toute la France vit la décision du roi avec un pressentiment douloureux. L'époque du départ avait été fixée au mois de mai de l'année 1270. En attendant, les préparatifs de l'expédition furent poussés avec une ardeur plus sainte de la part du monarque français que du reste de la chrétienté. Venise, à qui on s'adressa d'abord pour des vaisseaux, mit ses services à si haut prix, qu'on les rejeta. Gênes, cette fois-ci comme la première, fut plus accommodante, et l'on traita avec sa commune et ses armateurs pour le nolis et l'armement des nefs, et des autres bâtiments et embarcations nécessaires à la nouvelle expédition. Le roi arriva à Aigues-Mortes, avec ses trois fils, avant la plupart des seigneurs qui devaient l'accompagner, avant la flotte génoise elle-même. Entraînés pourtant par ses exhortations réitérées et par son exemple, les croisés se mirent en marche dans toutes les provinces, se dirigeant vers Aigues-Mortes et la ville de Marseille, soumise, dans l'intervalle des deux croisades, au comte de Provence, de même qu'Arles, et qui dut mettre ses vaisseaux à la disposition de son peu facile seigneur, Charles d'Anjou, devenu, comme on le verra, roi des Deux-Siciles. Arrivèrent alors Alphonse, frère du roi, comte de Poitiers, avec un grand nombre de ses vassaux, beaucoup de seigneurs avec l'élite de leurs chevaliers et de leurs soldats, et les bataillons de plusieurs cités, tels que ceux de Beaucaire, Carcassonne, Châlons, etc., ayant chacun le nom du lieu d'où ils venaient inscrit sur leurs bannières. Des croisés de différents royaumes de l'Espagne redevenue chrétienne, et cinq cents guerriers de la Frise, qui disaient que leur nation avait toujours été fière d'obéir aux rois de France, furent à peu près les seuls secours étrangers que saint Louis reçut avant son départ. Sa flotte,

conduite par Florent de Varennes, généralement regardé comme le premier amiral de France [1], mit à la voile le 4 juillet 1270. Elle entra, le 8 du même mois, dans la rade de Cagliari ; aucun vaisseau ne fut admis dans le port, et l'on eut besoin de négocier pour obtenir la permission de débarquer les malades, de renouveler l'eau et d'acheter des provisions, à cause de la rivalité qui existait dans ce temps entre les Génois et les Pisans, maîtres tour à tour de l'île de Sardaigne. Ce fut dans la rade de Cagliari que l'on tint un dernier conseil pour savoir sur quel point des rivages musulmans serait dirigée l'expédition ; car, chose étrange, la question était encore pendante ; il n'y avait peut-être qu'un seul personnage qui en sût la fin, et ce personnage n'était pas le roi de France : c'était son frère, le roi des Deux-Siciles, qui avait su tenir cette question longtemps indécise, et qui maintenant employait les derniers raisonnements de ses dévoués à en pousser la solution dans l'intérêt de son ambitieuse puissance. Il voulait rendre tributaire de son royaume la côte septentrionale d'Afrique, sans trop s'éloigner de ses nouveaux États, où il était encore mal affermi. Tunis était justement à sa portée, en face même de la Sicile ; il y avait par-là, disait-on, un prince disposé à se convertir, tout un vaste pays à conquérir à la foi chrétienne. Des motifs aussi pieux en apparence devaient finir par déterminer saint Louis. Des germes de maladie pris à Aigues-Mortes même, les premières souffrances des croisés, entassés sur des vaisseaux durant les ardeurs de l'été, et la crainte de voir l'expédition se consumer sans avoir rendu aucun service, purent aussi entrer dans les raisons qui entraînèrent soudainement la flotte du côté de Tunis, quand chacun croyait que son but était la Syrie, ou tout au moins l'Égypte. Le 15 juillet 1270, après avoir rallié plusieurs vaisseaux dispersés par les vents, on cingla donc vers l'État et la ville de Tunis, située à cinq lieues des rares débris de Carthage, un peu au-delà du golfe de son nom et du lac de la Goulette, qui communique au golfe par un canal.

[1] Voir à la fin du volume la liste des amiraux et les notes y-annexées.

Tunis, longtemps réunie au royaume de Maroc, s'en était séparée sous un prince belliqueux, dont le troisième successeur régnait à cette époque. Le 17 juillet, à trois heures après midi, la flotte arriva en vue du port de Carthage. L'amiral Florent de Varennes, envoyé par Louis pour le reconnaître, s'empara de plusieurs navires abandonnés qu'il y trouva, manda au roi qu'il n'y avait point de temps à perdre et qu'il fallait profiter de la consternation des ennemis. Malgré cet avis, le débarquement fut remis au lendemain. La côte, au point du jour, parut couverte de Tunisiens. Les croisés ne se mirent pas moins en mesure d'aborder, et leur seul aspect mit en fuite les fantassins et les cavaliers du rivage. L'armée française, ayant opéré son débarquement, se rangea en bataille, et l'on prit possession du territoire au nom de Jésus-Christ et de Louis, roi de France, son sergent. Bientôt l'étendard fleurdelisé flotta sur le château de Carthage, et l'on occupa quelques points fortifiés des alentours. Mais tout cela ne donnait point de quartiers convenables à l'armée, qui campait, par une chaleur étouffante, au milieu des évaporations putrides d'eaux funestes à approcher, plus funestes encore à boire, et des tourbillonnements d'un sable brûlant que soulevait et que chassait au loin le vent du désert. C'était à Tunis qu'il fallait marcher sur l'heure; mais le roi avait promis à ce fatal Charles d'Anjou qu'il l'attendrait avant d'attaquer la ville. L'inaction des croisés rendit la confiance aux Tunisiens; leur souverain en personne, qui, par crainte sans doute plus que par bienveillance naturelle, avait montré, en plusieurs circonstances, des dispositions favorables à Louis, dirigea lui-même des escarmouches contre le camp français, dans lesquelles les Africains se montrèrent fidèles à leur ancien usage de fuir, en combattant, sur de petits coursiers noirs aussi prompts que l'éclair. Leurs coups de main furent de peu d'importance d'ailleurs; mais Charles d'Anjou n'arrivait point; et la peste, précédée de la dyssenterie, s'avançait à pas de géant sur les cadavres d'hommes et de chevaux en corruption, qui déjà couvraient les abords du camp. Neuf des plus

grands seigneurs de France comptèrent parmi les premières victimes du fléau. Les enfants du roi étaient déjà atteints; l'un mourut; puis ce fut le tour du roi lui-même. Quand enfin, le 25 août 1270, la flotte de Sicile et de Provence entra dans le port de Carthage, Charles d'Anjou trouva le roi de France, son illustre et saint frère, étendu mort sur la cendre où il s'était fait coucher; et il lui sembla, non sans raison, que les visages consternés se tournaient vers lui avec l'air de la plainte et du reproche.

Le successeur de Louis IX, Philippe III, dit le Hardi, était loin encore d'être sauvé; et le comte de Poitiers, oncle de celui-ci, et le roi de Navarre, son beau-frère, portaient déjà en eux les germes du mal auquel ils devaient succomber. Le canal de Tunis recevait journellement tant de cadavres, qu'on se demandait s'il n'en serait pas bientôt comblé; et les survivants n'avaient plus même la force de soulever leurs armes. Les troupes seules, nouvellement débarquées sous les ordres de Charles d'Anjou, étaient en état de continuer la guerre. Mais les motifs qui avaient engagé ce prince à pousser son frère vers la côte de Tunis l'avaient aussi engagé à faire suspendre toute attaque sérieuse, en son absence, contre le maître du pays; il négociait sous main avec lui. On apprit donc bientôt que le souverain tunisien s'étant engagé à payer les frais de la guerre, à ouvrir son port à tous les marchands chrétiens, à modérer les droits d'entrée sur les marchandises, à permettre l'exercice public du culte chrétien dans ses États, et surtout à payer annuellement au roi des Siciles un tribut de vingt mille roubles d'or, toutes causes d'hostilités avaient cessé, et que la croisade devait chercher un autre but. La paix fut jurée, le 29 octobre 1270, au moment où les croisés d'Angleterre et d'Écosse, commandés par le prince Édouard, venaient prendre les ordres du roi de France. On parla bien encore, parmi les Français et les Siciliens, de se rendre à la terre sainte ou d'aller attaquer Constantinople, sur laquelle l'insatiable Charles d'Anjou avait des vues personnelles; mais le retour fut néanmoins résolu : on fit voile vers le port de Trapani en Sicile, désigné comme rendez-vous,

pour le cas où l'on continuerait la croisade. Mais c'était là que l'attendait son dénoûment, non moins terrible et désastreux que les actes précédents. L'impatience était si vive pour le départ, qu'à l'instant du signal une immense confusion régna dans l'armée, et tout le rivage retentit des cris désespérés des malades qui avaient peur d'être oubliés, ou que les vaisseaux ne fussent pas assez nombreux pour les emporter. On eût dit qu'ils disputaient la place aux cadavres des plus puissants d'entre les seigneurs morts sur cette plage, que la piété filiale ou fraternelle voulait rendre à la terre natale. Charles d'Anjou et le connétable de France présidèrent à l'embarquement et se mirent les derniers en mer. Philippe III, définitivement échappé au fléau, accompagné de sa femme et emmenant avec lui de tristes et chères dépouilles, était monté sur une galère, à la vitesse de laquelle il dut son salut. La lugubre flotte, semblable à un vaste convoi funéraire, s'éloigna, le 17 novembre, de la côte de Carthage. Charles, quoiqu'il se fût embarqué le dernier, entra dès le lendemain dans le port de Trapani; Philippe III et la reine le suivirent de près; enfin le reste de la flotte était déjà en vue, quand une tempête s'éleva au coucher du soleil et alla toujours croissant jusqu'au 22, ne permettant pas l'accès du port aux nombreux vaisseaux demeurés en arrière. Mais un sort meilleur n'était pas réservé à ceux qui étaient déjà ancrés dans le havre prochain. Heurtés les uns contre les autres avec un horrible fracas; soulevés, remués, tirés en tout sens par la fureur des vagues, ils eurent leurs câbles rompus, et on les vit, rejetés en la pleine mer, aller se joindre au commun désastre. Alors ce fut un inexprimable pêle-mêle de galères, de nefs, de navires de toutes sortes poussés à la merci des flots et des vents déchaînés, de mâts brisés, de gouvernails perdus, de vaisseaux sombrant, et d'hommes cherchant à se rattraper à quelque débris. La grande galère royale, *la Porte-Joie*, qui avait déjà donné un bien cruel démenti à son nom en ramenant le nouveau roi de France entre les restes d'un père et d'un frère, se distinguait surtout par les ravages qu'elle causait; on eût dit un

écueil flottant qui courait au-devant de tous les vaisseaux en détresse pour en déterminer la catastrophe. Dix-huit des plus forts et des meilleurs, sans compter une quantité d'autres moins importants, furent abîmés au fond de la mer comme une pierre, dit un auteur contemporain, et près de cinq mille personnes disparurent. L'évêque de Langres échappa, lui deuxième de tout son vaisseau qui contenait plus de mille personnes, à l'aide d'une frêle barque, et après avoir noué sa tunique autour de son corps, pour se jeter à la nage si besoin était. Ce désastre acheva d'enlever aux croisés tout désir de s'exposer, au moins pour l'instant, à d'autres périls. Leurs malheurs n'étaient pas finis pourtant; de nouveaux cadavres à chaque moment étaient comme les jalons du retour. Le roi de Navarre mourut peu de temps après son débarquement à Trapani, sa femme ne lui survécut que de quelques jours. La nouvelle reine de France périt des suites d'un accident, en Calabre. Philippe III désespéré apprit, en continuant sa route, que le comte et la comtesse de Poitiers venaient d'expirer de leur côté, en retournant en Languedoc. Enfin, après avoir traversé le mont Cenis, la Bourgogne et la Champagne, il put arriver dans sa capitale, suivi des dépouilles mortelles de son épouse et de son frère, et portant lui-même sur ses épaules celles de son père. C'est ainsi que finirent les grandes croisades outre-mer, du moins celles auxquelles les Français prirent une grande part. Plus d'un projet encore de ce genre, comme on aura l'occasion de l'indiquer en passant, fut mis en avant; mais ceux mêmes qui ne furent pas des prétextes pour colorer d'autres desseins durent avorter.

Saint-Jean-d'Acre, le dernier boulevard des chrétiens en Syrie, tomba au pouvoir d'un des soudans successeurs de Saladin, le 18 mai 1291. Les Turcs, en apparence assoupis depuis un certain temps dans l'Asie-Mineure, mais qui, toujours dans l'attente du moment opportun, avaient les yeux ouverts sur l'Europe, reprenant leur élan sous Othman, qui donna son nom à l'empire ottoman, et, sous les héritiers de celui-ci, traversèrent le Bosphore

dès l'an 1300, portèrent, soixante ans après, dans Andrinople, le siége de leur grandeur toujours croissante, puis, en 1453, dans la capitale même de l'empire grec, auquel Mahomet II fit rendre le dernier souffle. A compter de ce jour, la puissance ottomane, maîtresse de la plus belle situation du monde, s'imposa pour base les trois continents, seuls connus jusqu'alors; elle appuya son formidable trépied sur l'Europe, l'Asie et l'Afrique à la fois. Les soudans eux-mêmes devaient finir par succomber sous les efforts des sultans; le Caire devait obéir à Constantinople, devenue Stamboul. La Méditerranée, depuis l'Adriatique jusqu'au golfe de Tlemcen, fut enserrée dans le vaste et central réseau de l'empire ottoman; elle devint un lac turc. Rhodes même, le dernier refuge en Orient des seuls vrais et dignes successeurs des croisés, tomba au pouvoir des Turcs à la fin de l'année 1522. Pour tenir lieu aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem de l'île importante qu'ils perdaient, on n'eut plus à leur offrir que le rocher de Malte. Mais Malte, ce n'était plus là l'Orient; c'était la chrétienté d'Occident réduite à se défendre, à se fortifier chez elle-même contre les musulmans[1]. Les Vénitiens seuls se maintinrent bien encore dans quelques rares positions des mers et des côtes de l'ancien empire grec; mais de ces positions, les plus importantes leur furent enlevées. C'est ainsi que l'île de Chypre, qui avait été le dernier asile des rois chrétiens de Jérusalem, et l'ancienne Crète, aujourd'hui Candie, passèrent aux Turcs, la première en 1570, et la seconde, comme on le verra plus au long, parce que la France y fut mêlée, en 1669; le reste ne fut guère laissé aux Occidentaux que par tolérance, quand les haines religieuses se furent affaiblies pour laisser plus de place à l'esprit politique.

D'après ce rapide aperçu, on serait donc tenté de croire que la longue époque des croisades n'enfanta que des ruines pour

[1] Nous avons donné dans notre volume des *Marins illustres de la France* un abrégé de l'histoire de l'ordre de Rhodes et de Malte, ou de Saint-Jean de Jérusalem, à l'aide de la vie de quelques grands maîtres et chevaliers français de cet ordre, qui se sont signalés sur mer.

la chrétienté et le progrès du monde. Mais, avec plus d'examen, il est consolant de voir qu'il n'en est point ainsi, et que tant de trésors dépensés par l'Occident, tant d'armées dévorées par l'Orient, n'ont été ni sans avenir, ni sans fécondité. Sans nous arrêter aux considérations d'intérieur, comme l'abaissement progressif de la féodalité, l'affranchissement des communes, la division des propriétés, une nouvelle répartition des richesses, qui furent les résultats immédiats des croisades, reconnaissons des avantages qui sont plus de notre sujet. Dans cette lutte avec l'Occident qu'il menaçait de couvrir, l'Orient, non plus l'Orient lumineux, mais l'Orient fatal et plein de nuit, comme l'islamisme devenu sa loi, apprit à douter de lui-même ; et ce doute fut dès lors le signal de sa future vassalité. L'Occident eut une active curiosité des plus lointaines contrées de l'Orient, dont il avait ouï vanter les richesses, conter les merveilles en Syrie ; il chercha un moyen de les atteindre par mer, et cette recherche devait produire un jour la découverte de tout un monde. Un grand mouvement naval fut opéré par les croisades; et quoique la France ait emprunté à l'Italie une large part des vaisseaux dont elle eut besoin durant cette période, on ne saurait douter de l'impulsion maritime qu'elle dut elle-même ressentir. La marine militaire, qui ne se composait alors et ne se composa, encore longtemps après, que de vaisseaux empruntés au commerce, devint une source de spéculations et de fortune pour les armateurs; elle excita leur zèle, leur inspira des idées plus larges, les poussa de côte en côte à de lointains établissements. Entre les provinces qui forment la France actuelle, la Provence et le Languedoc furent surtout tenus dans un continuel éveil par les départs et les retours des croisés; on chercha, sur ce littoral particulièrement, tous les lieux susceptibles de former de bons et utiles ports. La situation de Toulon fut remarquée : quelques forts, dit-on, y furent pour la première fois construits au temps de saint Louis, et marquèrent la place de ce grand port militaire. Le commerce qui devait à la fin transformer la guerre de religion en une querelle d'in-

térêts, humanisa quelque peu, dès les premiers temps, les relations entre des peuples ennemis par principe; et quand les croisés furent rejetés des pays qu'ils étaient allés conquérir, lui seul y resta encore ; les négociants français conservèrent des comptoirs en Syrie, sur la côte d'Afrique depuis les embouchures du Nil en Égypte, jusque vers celle de l'Adouse en Algérie ; Stamboul même ne les repoussa pas de son sein. Marseille y puisa une nouvelle source de grandeur et de prospérité, et devint comme un grand bazar, où l'Orient versa incessamment sur l'Occident ses plus brillants produits. Narbonne, gouvernée par ses vicomtes particuliers, reprit, par sa marine, une grande importance pendant l'époque des croisades. Elle fut en état de construire, d'équiper et d'armer des flottes de plus de vingt galères. Si Maguelonne, qui s'était relevée, sous ses évêques, de la ruine dont Charles-Martel l'avait frappée, subit un nouvel abaissement, elle le dut à Montpellier, ville nouvelle, ou plutôt au port qui en était voisin, et qui emprunta des croisades, presque dès sa naissance, une prodigieuse activité navale. Bientôt ce port osa le disputer à Marseille même, pour le commerce du Levant. Montpellier se mit à la tête d'une ligue maritime, dans laquelle entra Narbonne, pour imposer un frein aux envahissements de l'antique cité provençale qui, non contente de balancer presque la grandeur de Gênes et de Pise, voulait réduire sous *son consulat* toutes les villes commerçantes du midi de la France. Une lutte ouverte s'ensuivit de 1254 à 1257, année où Charles d'Anjou amena un arrangement par lequel les habitants de Montpellier durent payer soixante mille *sous royaux* à ceux de Marseille, en dédommagement des pertes qu'ils avaient causées à leur commerce. Béziers aussi, et d'autres villes à ports fluviaux, durent une grande prospérité aux croisades, à une époque où l'usage des navires tirant peu d'eau était le plus général sur la Méditerranée.

Mais, par-dessus tout, deux grands événements pour la marine se rattachent à l'époque des croisades. C'est au temps du roi Louis VII et de sa première épouse, Éléonore d'Aquitaine, que fut faite la

compilation des *rôles* ou *jugements d'Oléron*, qui devinrent, pour le pays entier et pour d'autres encore, tels que l'Angleterre et la Castille, ce qu'avaient été les lois maritimes de Rhodes pour les Romains. Une petite île française, située en face de La Rochelle, eut la gloire d'attacher son nom à ce recueil d'usages depuis longtemps déjà en vigueur sur le littoral voisin, mais qui manquaient encore d'ordre et de suite.

Le second événement, celui qui, par ses résultats certains, n'a point de rivaux dans toute cette époque, c'est le commencement de la boussole en Europe. De proche en proche, arriva-t-elle, très informe encore d'ailleurs, des Chinois aux Arabes, et des Arabes jusqu'à nous? Les Occidentaux la trouvèrent-ils sans le secours des Orientaux? Enfin quel peuple de l'Europe lui donna son perfectionnement? Ce sont des points fort débattus et auxquels les plus savants sont loin encore d'avoir apporté une solution bien précise. Ce qu'on sait seulement avec certitude, c'est que sous le règne de Philippe-Auguste, époque où l'université de Paris brillait d'un lustre européen et tournait ses études vers les sciences aussi bien que vers les belles-lettres, on parlait déjà d'une aiguille aimantée, qui servait à diriger les navigateurs, même dans les temps les plus obscurs, quand ils perdaient de vue l'étoile polaire [1], leur seul guide précédemment; ce qu'on sait, c'est que cette aiguille s'appela *marinette*, en raison de son utilité nautique, et *calamite*, parce qu'avant qu'on eût imaginé de suspendre et de balancer sur un pivot l'aiguille aimantée, on l'enfermait dans une fiole à demi remplie d'eau, pour l'y faire flotter, sur un corps léger, sur une paille ordinairement, comme une calamite ou grenouille; ce qu'on sait enfin, c'est que, dans la première moitié du quatorzième siècle, quand la marinette se perfectionna, passa de l'eau dans une simple boîte, sur un pivot, et prit le nom de boussole, la fleur de lis des armes de France, pour tous les peuples indistinctement, servit,

[1] On appelait cela *perdre la tramontane*. *Tramontane* pour *transmontane*; on appelle encore ainsi, dans la Méditerranée, le vent qui souffle d'au-delà des montagnes situées au nord de Rome.

dans cette boîte, à désigner le nord, et fut la base de tous les raisonnements de ceux qui ont attribué cette grande et féconde invention aux Français [1].

[1] On a beaucoup écrit au sujet de l'invention de la boussole ; mais les plus savants ont été bien heureux d'avoir été précédés sur la matière par les travaux du père Fournier. M. Libri, dans son *Histoire des Sciences mathématiques*, s'appuie sur la lettre que Klaproth a adressée sur l'objet à Humboldt, et Klaproth apprend peu de chose, dans cette lettre, que n'ait dit avant lui le savant jésuite, qu'il cite avec honneur. Ce qui d'ailleurs ressort très clairement des recherches de Klaproth et de M. Libri même, que l'on ne saurait taxer de trop peu de prédilection pour l'Italie, c'est que la réputation faite à l'Amalfien Flavio Gioja, pour la suspension de l'aiguille aimantée sur le pivot, n'était qu'une usurpation sans fondement. La fleur de lis du père Fournier est encore ce qu'il y a de plus probant.

CHAPITRE VI.

De 1265 rétrospectivement à 1442 par anticipation.

Conquête du royaume des Deux-Siciles par les Français, au treizième siècle. — Soulèvement de l'île de Sicile et sa séparation d'avec le royaume conquis. — Guerre maritime avec l'île de Sicile et l'Aragon. — Événements qui s'ensuivirent jusqu'à la perte entière du royaume des Deux-Siciles.

Ce célèbre Charles d'Anjou, de qui les vues personnelles avaient été si fatales à la dernière croisade de saint Louis, son frère, joignait, comme on l'a vu, à ses comtés d'Anjou et de Provence la couronne royale des Deux-Siciles; mais il importe à l'intelligence de plusieurs événements maritimes qui vont suivre de dire comment elle lui avait été acquise.

A la glorieuse maison de Normandie, fondatrice de l'État qui embrassait avec l'île de Sicile Naples et une grande partie de l'Italie, avait succédé, vers la fin du douzième siècle, par extinction de mâles et par alliance matrimoniale, la maison de Souabe, dans la personne de Henri VI, empereur d'Allemagne. Mais de grands débats, suivis d'une rupture complète, s'étant élevés entre cette maison et le saint-siége, Frédéric II, en vertu des pouvoirs que les papes s'arrogeaient alors, avait été déclaré indigne de l'Empire et de la royauté; ses trônes, proclamés vacants, avaient été offerts à plusieurs ambitions adverses. A sa mort, les dissensions de famille s'étaient jointes aux querelles pontificales; Manfred, fils naturel de Frédéric, profitant de la régence dont il était investi dans les Siciles, avait usurpé les droits de son frère Conrad et de son neveu Conradin sur ce royaume. Les papes, après lui avoir suscité un inutile rival dans un prince de la famille d'Angleterre, s'étaient enfin vus plus heureux dans la personne d'un prince de la maison de France. Charles d'Anjou, guerrier dont la valeur, l'expérience et l'énergie égalaient l'ambition sou-

vent peu humaine, dans l'intervalle des deux croisades de son frère, s'était embarqué, le 15 juillet 1265, avec un millier de gens d'armes, sur des galères provençales; avait su éviter une flotte de beaucoup supérieure à la sienne qui l'attendait au passage; était entré dans le Tibre; et, couronné dans Rome le 12 janvier 1266, le 26 février suivant, avec l'aide des chevaliers français accourus pour le rejoindre, il avait enlevé à Manfred, dans une sanglante bataille, la puissance royale et la vie. Le jeune et infortuné Conradin n'était ensuite venu lui disputer le trône que pour trouver la défaite et l'échafaud. Un nom victorieux et redouté, une politique active et qui ne reculait devant aucune mesure pour s'affermir; l'appui de l'Église; le droit divin en résultant et légitimant, dans la conscience même du prince, les actes les plus sévères auxquels il se portait contre quiconque ne se soumettait pas à son joug; par dessus tout cela une brave et fière élite de chevaliers français, à qui il avait confié la garde des principaux points de sa conquête, semblaient assurer à Charles et à sa dynastie un avenir long et sans conteste, et lui permettaient d'élever ses vues ambitieuses vers d'autres objets, vers le royaume de Jérusalem, vers l'empire d'Orient même, lorsqu'il revint, avant son neveu Philippe III, de la croisade de Tunis, dont il rapportait seul des profits. Son renom s'étendait alors du couchant au levant; après la mort de saint Louis, si le roi de France fut encore considéré comme le plus haut souverain de l'Occident, il le dut en grande partie aux égards, à la déférence de son oncle le roi des Deux-Siciles, qui attirait sur lui l'attention du monde entier, qui était le plus superbe vainqueur du siècle, et qui pourtant apportait aux pieds de son frère la foi et l'hommage. Près de seize ans durant, depuis sa victoire sur Manfred, Charles d'Anjou vit continuer le cours de ses prospérités. Mais la cloche qui, le 30 mars 1282, sonna les vêpres à Palerme et l'heure du massacre de tous les Français habitant l'île de Sicile, sonna celle des revers du conquérant, et fut le signal d'une guerre continentale et maritime à la fois, qui occupa surtout et pour longtemps les pro-

vinces françaises du littoral méditerranéen. L'insurrection de l'île de Sicile se compliqua de l'appel au trône, par les insurgés, de Pierre III, roi d'Aragon, qui élevait d'ailleurs des prétentions par sa femme, fille de Manfred ; et de la dévolution faite en représailles, par le pape, à Charles de Valois, second fils du roi de France, de la couronne aragonaise qu'on l'appelait à conquérir. Cette double guerre de la France contre la Sicile et l'Aragon, comme toutes celles dans lesquelles les intérêts de la papauté étaient en jeu, fut honorée du nom de croisade. Les chevaliers français prirent la croix, comme s'il s'agissait d'aller délivrer le tombeau du Christ.

Charles d'Anjou envoya son fils chercher des secours en France, et, de son côté, rassemblant cinq mille hommes environ, il monta en hâte sur ses vaisseaux, passa le détroit et mit le siége devant Messine, place importante, dont la prise aurait pu lui rendre toute l'île de Sicile. Mais les Messinais le leurrèrent de pourparlers, jusqu'à ce qu'ils eussent appris que Pierre d'Aragon était débarqué à Trapani. Le rival de Charles envoya sur-le-champ aux assiégés un secours de cinq mille Aragonais, qui, courant demi-nus de rocher en rocher, entrèrent, malgré les Français, dans la place. Cependant le siége continuait par terre et par mer ; les Messinais n'avaient plus de vivres que pour trois jours, et se croyaient perdus sans ressource, quand on leur signala l'arrivée d'une flotte de soixante galères, commandée par le Calabrais Roger de Loria, que Pierre III avait choisi pour son amiral, et qui était le plus habile marin de son temps : ce secours inespéré les sauva. Charles d'Anjou, dont les forces étaient insuffisantes contre ce nouvel ennemi qui survenait, rembarqua son monde et repassa en Calabre pour attendre un moment plus opportun. Tous ses bâtiments de transport ne purent, dans cette retraite, échapper à l'activité de Roger de Loria, qui en brûla un bon nombre sur le rivage que le prince français venait de regagner.

Pierre d'Aragon, à la nouvelle du départ de ce conquérant humilié, ne connut plus de bornes à son orgueil ; il se fit cou-

ronner roi des Deux-Siciles, quoiqu'il n'en tînt encore que la moindre partie, et écrivit insolemment à Charles d'Anjou qu'il eût à sortir au plus vite de son nouveau royaume. Un moment on crut que les deux rivaux allaient vider leur différend dans un duel; mais Pierre d'Aragon, qui l'avait provoqué, recula au moment décisif, et préféra laisser à une querelle dont le but était si important un champ plus vaste. La guerre recommença avec fureur.

Charles d'Anjou, dont le fils était revenu en Italie, et qui à son tour était passé en France, envoya de Provence un message à ce jeune prince pour lui mander expressément de se bien garder de combattre ses ennemis sur mer, avant que les nombreuses galères qu'il armait à Marseille fussent arrivées à son aide. Roger de Loria revenait alors avec sa flotte des eaux de Malte, où il avait livré, dit-on, à son avantage, un combat à des galères provençales commandées par Guillaume Cornu, de Marseille; il rencontra le message maritime du roi et l'intercepta. Mettant aussitôt cette découverte à profit, l'amiral des flottes combinées d'Aragon et de Sicile dépêcha huit de ses galères pour aller provoquer, par des bravades et des insultes, le fils inexpérimenté du monarque à se risquer en mer. Le jeune prince s'y laissa prendre : le 25 juin 1284, il monta avec ses Français sur plusieurs galères qui se trouvaient dans le port de Naples, et accepta le combat auquel le marin calabrais l'avait attiré. Les conséquences de cette témérité furent immenses. Les galères sorties du port de Naples furent complétement défaites; aucun de ceux qui les montaient n'échappa. L'héritier de la couronne des Deux-Siciles, fait prisonnier, fut d'abord conduit à Messine. A la demande de la femme de Pierre d'Aragon, qui était à Palerme avec ses enfants, on le rembarqua presque aussitôt; il fut amené en vue de Naples, et là, ceux qui le tenaient en leur pouvoir firent savoir à l'épouse du prince qu'elle eût à rendre la belle-sœur du roi d'Aragon, qui était de son côté captive, ou que sinon, sur l'heure, on allait trancher la tête au fils de Charles d'Anjou. Il y eut même, dit-on, un

soldat qui, poussant d'une main la tête du prisonnier sur le bord du navire, leva de l'autre la hache comme pour le frapper. Dans sa terreur, l'épouse de l'infortuné s'écria qu'on épargnât la vie de son mari, et qu'elle allait faire rendre la sœur de la reine d'Aragon, ce qui eut lieu aussitôt. Le lendemain même du désastre occasionné par la folle imprudence de son fils, Charles d'Anjou, revenu de France à la tête d'une flotte de cinquante-cinq galères qu'il amenait de Provence, prenait terre à Gaëte, et trois jours après arrivait devant la ville de Naples, soulevée aussi depuis peu, mais qu'il châtia sur-le-champ avec une rigueur extrême. Il en partit bientôt pour aller rejoindre en Calabre son neveu, le comte d'Artois, qui, en son absence, avait maintenu ou fait rentrer dans la soumission le plus possible de ce pays; et là il songea aux moyens d'attaquer de nouveau Messine. Mais pendant longtemps les vents lui furent contraires; il fut obligé de renvoyer son projet au printemps. Charles d'Anjou mourut avant d'avoir pu l'exécuter, laissant ses États de France et ce qu'il avait pu sauver de sa couronne des Deux-Siciles à Charles II, dit le Boiteux, son fils, encore prisonnier de Pierre d'Aragon. Robert II, comte d'Artois, fut nommé tuteur et défenseur du royaume des Siciles, pour le prince captif.

Le roi de France, Philippe III, embrassa activement la cause de son parent Charles II, qui était aussi celle de son propre fils, Charles de Valois, investi par le pape de tous droits sur l'Aragon. Les coups qu'il devait porter d'un côté ne pouvaient manquer de réagir de l'autre. Au printemps de l'année 1285, il assembla dans le Languedoc une puissante armée pour passer en Aragon, et de là en Castille, où il avait aussi sujet de guerre. Une flotte considérable tirée de Marseille, d'Aigues-Mortes, de Narbonne et de Gênes, fut destinée à opérer le long de la côte de Catalogne, qui, après avoir été longtemps unie d'intérêts et de fait à la Provence, se trouvait sous la dépendance du roi d'Aragon; cette flotte devait avant tout suivre les mouvements de l'armée de terre, pour la fournir de vivres et de munitions. Philippe III se rendit à Nar-

bonne, qui était le point principal de rassemblement tant des troupes que des vaisseaux. La flotte côtoya, pendant que l'armée se disposait à passer les Pyrénées. Dans le pressant danger que couraient ses États fondamentaux, Pierre III quitta l'île de Sicile, dont il confia la garde à sa femme, et fit transporter à Barcelonne, sur une galère, son prisonnier Charles II. Il donna ordre à son amiral d'aller combattre la flotte de Philippe III, qui déjà s'était emparée du port de Rosas, et était entrée en communication avec l'armée française. Roger de Loria, par son active présence et son habileté nautique, sut arrêter presque aussitôt les conséquences des premiers succès remportés par Philippe III, en donnant la chasse aux vaisseaux français, et en interceptant une partie des convois de mer destinés à entretenir le camp établi devant Girone. Dans le mois d'août 1285, après avoir ravitaillé sa flotte à Barcelonne, il attaqua, aux Formigues, vingt-cinq galères françaises, parmi lesquelles étaient celles de Narbonne, eut l'avantage, et fit prisonnier Guillaume de Lodève, qui les commandait et ne se racheta que moyennant grosse rançon. Dans sa sauvage humeur, le Calabrais renvoya au roi de France, après leur avoir fait arracher les yeux, deux cent soixante malheureux enlevés dans le combat. Cependant d'autres vaisseaux français, malgré la présence de l'habile amiral de Pierre III, ne faisaient point entièrement défaut à l'armée qui assiégeait Girone; en alimentant encore le camp, ils soutenaient la constance du soldat, accablé par la fatigue et de dévorantes chaleurs. Si la longueur de ce siége fit échapper le royaume d'Aragon à la conquête qui l'avait menacé, elle fut fatale à la personne même de Pierre III, qui, déjoué et battu dans une affaire d'embuscade, faillit être pris, et reçut une blessure dont il mourut trois mois après. Girone, après la défaite de Pierre III, se rendit à Philippe. Mais ce roi, atteint déjà de la maladie dont il devait bientôt mourir, résolut de laisser garnison dans cette ville et d'aller hiverner à Toulouse. Poussé par de perfides conseils, il commit la faute de congédier les vaisseaux génois qu'il avait à sa solde. A peine ceux-ci se fu-

rent-ils éloignés, que Roger de Loria vint fondre sur ce qui restait de vaisseaux dans le havre de Rosas, pendant que les habitants de la ville et les montagnards des environs, unissant leurs efforts aux siens, massacraient les équipages, mettaient le feu aux magasins, et l'aidaient à porter l'incendie sur la flotte française, prise au dépourvu de tous côtés et complétement disloquée. Elle fut presque tout entière brûlée ou coulée bas avec ceux qui se trouvaient dessus, sans que le maréchal Jean d'Harcourt, qui voyait l'événement avec son armée de terre, pût porter du secours. Sa loyauté fut même mise en doute, et sa haine rivale contre l'une des victimes de ce désastre ne le fut malheureusement pas. L'amiral de la flotte française, Enguerrand de Bailleul, noble et vaillant chevalier, tomba aux mains de l'ennemi. Quinze galères avaient échappé ; mais ceux qui les avaient sauvées, désespérant eux-mêmes de les pouvoir conserver, y mirent le feu, et allèrent rejoindre les troupes de terre, après avoir racheté leur amiral. Dans cette implacable guerre, chacun se voyait appliquer à son tour la peine du talion. Les Français éclairèrent leur retraite par l'embrasement de la ville de Rosas et de tous les bourgs qu'ils rencontrèrent sur leur route. La mort de Philippe III, arrivée la même année que celle de Pierre III, entraîna bientôt l'abandon total de l'Aragon par les Français.

Les principaux héros de cette double et sanglante guerre ayant disparu, il semblait qu'elle dût perdre immédiatement de son activité et de son caractère. Il n'en fut rien tout d'abord. A l'aide de la flotte que commandait Roger de Loria, Alphonse, à qui était échu l'Aragon, et Jacques, à qui était échue la Sicile, d'attaqués qu'ils étaient, se firent un moment agresseurs. Leur amiral s'approcha des côtes du Languedoc, débarqua, avec deux mille hommes environ, auprès de Sérignan, mit le feu au château de ce nom, et défit les habitants de Béziers, qui étaient venus mal armés et à la débandade au-devant de lui. S'étant remis en mer, il alla opérer un nouveau débarquement près d'Agde, prit cette ville au dépourvu, et en fit impitoyablement passer les habitants

au fil de l'épée, depuis l'âge de quinze ans jusqu'à soixante. D'autres lieux moins importants éprouvèrent un sort à peu près semblable. Roger de Loria, après avoir employé les quatre jours qu'il passa dans Agde à envoyer des détachements aragonais ravager et incendier les environs, s'embarqua pour Aigues-Mortes; il n'entra pas dans la ville, mais il s'empara de tous les bâtiments qui se trouvaient dans le port. Vingt navires chargés qu'il rencontra ensuite à Leucate ne lui échappèrent point, non plus que ce qui se présenta à ses coups dans le canal de Narbonne. Ce ne fut qu'après avoir jeté la désolation sur toute la côte du Languedoc qu'il rentra enfin au port de Barcelonne, emmenant à sa suite un immense butin. Une armée vint alors, quoique un peu tard, garantir le pays ainsi ravagé de toute nouvelle tentative du même genre.

L'année suivante, les Français firent une descente, d'abord assez heureuse, dans l'île de Sicile, dont ils occupèrent plusieurs points. Ils préparaient un nouveau débarquement, quand Roger de Loria, se multipliant des côtes de Catalogne à celles de Sicile, et ne désespérant jamais de ses bravades apprêtées pour allumer l'orgueil et la colère de ses fougueux ennemis, vint les insulter et les exciter avant que leur flotte fût entièrement prête. La leçon de l'expérience ne leur devait pas profiter : ils se laissèrent attirer par les ruses du vieux marin, comme naguère le fils de Charles d'Anjou. Ils montèrent avec impétuosité sur leurs galères, et, le 24 juin 1287, allèrent attaquer Roger de Loria. L'amiral couvait de loin sa proie, et reçut sans s'émouvoir ceux qu'il avait attirés dans ses serres. Leur obstination et leur courage furent égaux à leur témérité. Ils disputèrent longtemps la victoire; mais elle ne pouvait leur appartenir; ils furent tous faits prisonniers. C'était une élite de nobles chevaliers, que le roi de l'île de Sicile relâcha, moyennant rançon. Cette défaite causa l'abandon par les Français des points qu'ils avaient dernièrement reconquis dans l'île insurgée.

Cependant des négociations étaient entamées par l'intermédiaire

du roi Édouard Ier d'Angleterre, parent de tous ces princes divisés, qui semblait vouloir alors se donner le rôle de pacificateur. Elles eurent pour premier effet la délivrance de Charles le Boiteux pour lequel on donna des otages, la plupart provençaux.

Le pape et le nouveau roi de France, Philippe IV, dit le Bel, ne se montrant point disposés à sanctionner l'accord de Charles le Boiteux avec Alphonse d'Aragon, la guerre continua encore quelque temps.

Robert II d'Artois, celui qui avait eu la régence pendant la captivité du roi de Naples, combattait vaillamment et non sans succès à la tête de quelques Français. Il eut la gloire de battre le fameux amiral Roger de Loria, qui avait opéré une descente en Calabre. Cette défaite d'un capitaine que l'on s'était accoutumé à regarder comme invincible, et d'autres avantages obtenus par le même prince, déterminèrent tout d'abord Jacques d'Aragon, roi en l'île de Sicile, à solliciter une trêve, que Charles le Boiteux s'empressa d'accorder, contre l'avis de Robert d'Artois.

Jacques, après la mort de son frère Alphonse, ayant obtenu la couronne d'Aragon, signa, en 1295, un traité par lequel il convenait, entre autres choses, de rendre l'île de Sicile au roi de Naples. Mais les Siciliens prévinrent, en ce qui les concernait, l'effet du traité, en donnant leur couronne à Frédéric, frère de celui qui les voulait abandonner. L'île de Sicile, toujours inquiétée depuis lors par les rois de Naples, qui y faisaient faire de fréquentes descentes, réussit pourtant à en faire un État à part, jusqu'à ce qu'elle redevînt, après un certain temps, dépendance directe de l'Aragon. Pour prix du traité de 1295, Charles de Valois reçut de son parent Charles le Boiteux le comté du Maine et celui d'Anjou, qui fut transformé en duché. Jusqu'à ce que cette autre maison d'Anjou eût elle-même été appelée, par diverses adoptions, à recueillir les successions du royaume de Naples et du comté de Provence, cette dernière province se trouva à peu près seule, de toute la France, mêlée aux événements du pays conquis par les

Français. Et encore les guerres de Louis I[er] et Louis II d'Anjou, en Italie et en Provence, furent-elles plutôt des querelles de famille que des affaires dignes d'intéresser la nation. Alphonse V, roi d'Aragon, qui déjà était en possession de l'île de Sicile, en contestant l'adoption de Louis III d'Anjou et de René, frère et successeur de celui-ci, comme entachée de celle qui avait été précédemment faite de sa personne, releva, dans la première moitié du quinzième siècle, la querelle domestique aux proportions d'une guerre étrangère. La Provence, de laquelle déjà les comtes de Savoie, vers la fin du siècle précédent, avaient trouvé moyen de détacher Nice et les terres voisines sans coup férir, au moyen des divisions de famille et des ambitions rivales; la Provence, et Marseille particulièrement, eurent fort à souffrir des prétentions d'Alphonse V d'Aragon. Ce prince, ayant su que pendant qu'il travaillait à s'assurer la possession d'un royaume en Italie, celui qu'il tenait par héritage en Espagne était sur le point de lui échapper, partit de Naples avec une flotte de dix-huit galères et de douze bâtiments de charge, projetant de surprendre, chemin faisant, la ville de Marseille, dont les armateurs avaient plusieurs fois insulté son pavillon, et, dernièrement encore, pris deux de ses galères. Le port et le littoral voisin se trouvaient dégarnis de troupes, de vaisseaux et des plus habiles marins marseillais, alors occupés, du côté de l'Italie, au service de Louis III d'Anjou. Alphonse V mouilla d'abord aux îles d'Hyères, puis à l'îlot d'If, en vue de Marseille. Il résolut d'attaquer cette ville du côté du port, quoique son étroite entrée fût défendue par deux tours auxquelles se rattachaient des chaînes pour fermer le passage. Il parvint à faire couper, par les gens qui montaient ses galères, une première chaîne, et à s'emparer de l'une des tours en mettant le feu aux portes; puis il envoya un de ses officiers avec une galère couverte, pour couper la seconde chaîne. Les Marseillais firent des efforts désespérés du haut de la seconde tour, du haut des murailles de la ville et sur quelques bateaux qui se trouvaient dans leur port, pour empêcher le succès de cette dernière tentative, qui devait les livrer, eux et

leur ville, aux Aragonais; la chaîne pourtant finit par être rompue avec des marteaux. Quoique la nuit fût venue, Alphonse fit entrer aussitôt ses galères dans le port et ordonna le débarquement immédiat de ses troupes. Les Marseillais, rassemblés sur le quai, combattirent encore longtemps avec courage pour rejeter les Aragonais à la mer; mais enfin leur milice en désordre fut contrainte de lâcher pied. Les Aragonais se précipitèrent dans les rues de la ville. Le combat n'était pas encore fini pour eux : par les fenêtres des maisons et du haut des toits, on leur jetait des pierres et tout ce qu'on trouvait sous la main. Ils n'eurent d'autre ressource, pour compléter une victoire disputée avec tant d'héroïsme, que de mettre le feu aux maisons voisines du port. L'incendie se communiqua avec une rapidité d'autant plus soudaine, que presque toutes les toitures de la ville étaient alors en bois. Ce fut un épouvantable tableau que les ténèbres de la nuit rendaient encore plus sinistre. Le fer d'une soldatesque effrénée, et qui massacrait impitoyablement tout ce qu'elle rencontrait, s'illuminait des flammes sous lesquelles croulaient les maisons; les cris de détresse étaient étouffés sous les cris de fureur, et partout le sang ne se cachait que sous la cendre. Quand il ne resta plus dans Marseille que des cadavres et des ruines, l'Aragonais se retira sur ses galères. Ce n'était point une conquête qu'il était venu faire, c'était une longue et terrible trace de sa rage qu'il avait voulu jeter au passage. D'ailleurs il n'eût pu se maintenir longtemps en Provence; ce que des habitants, pris au dépourvu, abandonnés à eux-mêmes, avaient su lui disputer tout un jour et toute une nuit, des secours mieux ordonnés le lui auraient bientôt enlevé de vive force.

Le résumé succinct et anticipé des suites de la conquête du royaume des Deux-Siciles par le frère de saint Louis, jusqu'à sa perte entière, après un état de guerre presque continuel pendant près de deux siècles, apprend que Naples finit par être abandonnée par les Français, sous René d'Anjou, dit *le Bon*, en 1442; et que l'héritier de ce prince, Charles III, son neveu, légua, en 1481, au

roi Louis XI, non seulement ses riches et plus solides possessions en France, mais encore les prétentions réservées sur les Deux-Siciles, et même sur Jérusalem et d'autres royaumes dont il était resté titulaire; ce qui entraîna, comme on le verra par la suite, de nouvelles guerres de la France en Italie et sur la Méditerranée.

Mais c'est beaucoup trop s'être avancé dans les temps, depuis la mort de Philippe III. C'est du côté de l'Océan, et non du côté de la Méditerranée, qu'il faut tourner les regards, pour savoir ce qui se passa de plus important pour la France depuis cette mort et l'avénement de Philippe le Bel, jusqu'à l'époque où la Provence, enfin retournée au domaine royal, rentra dans une plus complète unité d'intérêts avec la nation tout entière.

CHAPITRE VII.

De 1292 à 1328.

Prétextes de rupture entre la France et l'Angleterre. — Les matelots de Normandie font porter plainte en leur nom à Philippe le Bel contre les Anglais. — Philippe autorise les courses contre les navires anglais. — La flotte d'Angleterre attaque des navires marchands de Normandie. — Philippe cite Édouard Ier devant son parlement. — Il saisit ses terres de France. — Prise de Douvres. — Conduite des Anglais envers la Bretagne. — Édouard abandonne ses alliés et demande la paix. — Bataille navale de Ziriskée. — La Flandre partagée. — Les rois d'Angleterre abaissés sous les trois successeurs de Philippe le Bel.

C'était de l'année 1292 à 1294 : Bayonne, qui ne remonte pas, comme ville fluviale et maritime importante, au-delà du onzième ou du dixième siècle, avait suivi le sort de la Guienne et de la Gascogne; elle dépendait des rois d'Angleterre, en leur qualité de princes français. Cependant son port, à peu près libre, permettait que chacun y entrât avec son commerce et avec ses antipathies. Elles étaient profondes, surtout entre les Anglais et les descendants des Normands restés en France après la conquête d'Angleterre. Les uns et les autres n'avaient point, pour se ménager, les motifs de la communauté d'intérêts existant désormais entre la postérité des vaincus et celle des vainqueurs qui avaient transporté leurs foyers et leurs familles dans l'île conquise. La haine avait éclaté plus expressive encore, depuis que les souverains d'Angleterre, sans souci de leur origine française, étaient entrés en guerre avec les rois de France, leurs suzerains, et avaient amené ceux-ci, sous Philippe-Auguste, à leur enlever la Normandie.

Un jour donc, un marin normand et un marin anglais se prirent de querelle; des injures on en vint aux coups. Plusieurs de ses compatriotes arrivèrent à l'aide de celui qui avait le dessous; l'autre ne fut pas non plus sans trouver d'appui dans les marins de son pays; et ce fut bientôt une mêlée de Français et d'Anglais qui mit en émoi le port et toute la ville de Bayonne. Les Anglais

et leurs adhérents étaient de beaucoup les plus nombreux dans la circonstance, et les marins normands furent, en conséquence, les plus maltraités. A leur retour en France ils portèrent plainte auprès de Philippe le Bel. Ce monarque, dont l'adroite politique est renommée, et qui voyait avec peine les rois d'Angleterre maîtres incessamment d'inquiéter la France par les possessions qu'ils y avaient et pour lesquelles ils ne rendaient jamais hommage sans contrainte, entendit avec bienveillance les doléances des Normands maltraités. Il les autorisa à user de représailles contre les Anglais dans l'occasion. Les Normands n'attendirent pas qu'elle se présentât : ils se mirent en mer et coururent après. A la première rencontre qu'ils firent d'un navire anglais, ils l'attaquèrent, le prirent, et pendirent entre deux chiens morts le principal de ceux qui le montaient. Ce fut comme un signal général pour les deux nations : elles se cherchaient mutuellement sur les flots, et se battaient dès qu'elles s'y trouvaient. Les Anglais perdirent beaucoup de navires dans cette petite guerre, qui, chaque jour, gagnait de l'espace et allait bientôt engager les deux gouvernements eux-mêmes dans la lutte. La flotte d'Angleterre, forte de soixante voiles, attaqua deux cents petits bâtiments normands qui, en allant chercher des vins en Guienne, avaient pris tous les navires du commerce anglais qu'ils avaient rencontrés sur leur route. Elle eut le dessus contre si faible partie; et les navires normands, embarrassés de leur charge, furent coulés bas. Fière de cet avantage, la flotte anglaise, après s'être encore grossie, sortit de Bayonne, où elle était entrée triomphalement, et alla insulter quelques points du littoral de la Saintonge et de l'Aunis, qui se montraient peu favorables à Édouard. Sur ces entrefaites, le roi d'Angleterre fut cité à comparaître en personne devant le parlement du roi, à Paris, pour rendre raison de ces actes hostiles. Philippe le Bel, sur son refus, s'empara de toute sa terre de France comme d'une garantie judiciaire. Edouard travailla activement à former une ligue contre Philippe. Il chercha à y engager la Flandre et la Bretagne. Il se présentait comme un

prince du sang français injustement dépossédé, et dont le sort menaçait tous les autres grands vassaux de la couronne de France. A ce titre, il trouva un parti de Gascons pour l'appuyer. Mais ce fut en vain. Édouard n'éprouvait que des revers en France, tandis que son royaume d'Angleterre lui-même n'était pas à l'abri des armes de son dangereux adversaire; car une flotte française, commandée par Mathieu de Montmorency et Jean d'Harcourt, armée principalement dans les ports de Normandie et à Saint-Malo, avait opéré un débarquement près de Douvres; et, par suite, cette ville avait été prise et en partie brûlée. Le souverain de Bretagne était entré dans l'alliance du roi d'Angleterre sans consulter ses sujets; mais, dès ce temps, l'alliance anglaise était funeste à ceux qui l'acceptaient. Une flotte, partie des ports d'Angleterre, vint chercher des vivres en Bretagne, prit querelle avec les habitants, pilla et brûla Saint-Mahé ou Saint-Mathieu, à la pointe de la Bretagne, relâcha ensuite à Brest, enleva, sans les payer, les vivres qui s'y trouvaient, et excita tellement le ressentiment des Bretons, qu'ils contraignirent leur prince à changer de parti. L'alliance d'Édouard fut encore plus funeste à la Flandre. Ce fut en vain qu'il entra avec sa flotte dans l'Escaut, et qu'il opéra un débarquement. Voyant qu'il n'arrêtait d'aucun côté les succès de Philippe le Bel, qui lui enlevait la Guienne, il abandonna ceux qu'il avait le plus contribué à soulever, fit sa paix avec le roi de France, et rendit humblement l'hommage pour ses terres françaises. A cette occasion furent arrêtées les conditions du mariage du fils aîné d'Édouard I[er], qui fut depuis Édouard II, avec Isabelle, fille du roi de France. L'habile Philippe, père de plusieurs garçons, ne se doutait pas que la fin de sa ligne masculine était si prochaine, et qu'il créait, par ce mariage, de nouveaux prétextes de guerre entre les rois de France et d'Angleterre.

Les Flamands, ainsi abandonnés par Édouard I[er], soutinrent encore la lutte contre Philippe le Bel. Il y avait déjà quelque temps que la maison de Flandre-Hainaut s'était divisée; une branche bâtarde issue de l'union de Marguerite avec Bouchard

d'Avesnes, mais légitimée par l'entremise de saint Louis, était en possession du Hainaut, et même des comtés de Hollande, Zélande et Frise, qui venaient de lui arriver par alliance matrimoniale; l'autre, issue de l'union légitime de cette même Marguerite de Flandre avec Guillaume de Bourbon, seigneur de Dampierre, était souveraine du comté de Flandre. La première était soutenue par Philippe le Bel; la seconde s'était mise en hostilités ouvertes avec lui. L'infortuné comte Gui de Dampierre et ses deux fils aînés en portaient la peine dans une prison d'État. Mais un autre prince de la maison de Dampierre, Gui, comte de Namur, n'en faisait qu'avec plus d'ardeur la guerre au roi Philippe. Gui de Namur, aussi persévérant que ses compatriotes, ne se souvenait pas des dernières défaites de ceux-ci à Furnes, à Saint-Omer et ailleurs; ou, s'il s'en souvenait, ce n'était que pour s'en venger. Une mémorable victoire qu'il avait gagnée à Courtrai, avec ses bourgeois de Flandre, sur Robert II d'Artois et l'élite de la chevalerie française, lui tenait le cœur enflé outre mesure, et, pour l'instant, il était occupé, non plus à se défendre, mais à faire la conquête des îles de Zélande sur Jean II d'Avesnes, comte de Hainaut et de Hollande, protégé de Philippe le Bel. Il ne lui restait plus à prendre dans le comté de Zélande que la ville de Ziriksée, dans l'île de Schowen, quand, sur les instances des princes de Hainaut et de Hollande, une flotte française cingla au secours de la place.

Regnier de Grimaldi ou de Grimaud, le plus excellent marin de ce temps, et d'une famille que l'on peut tenir pour aussi française que génoise, avait le commandement de cette flotte. Elle se composait de onze galères amenées par lui, chose remarquable, de la Méditerranée dans l'Océan, de trente nefs ayant château à l'avant et à l'arrière, de tous côtés crénelées[1], et armées en Normandie

[1] Ce ne furent mie naceles,
Mès trente-huit nés granz et beles,
Riches et plaisanz et entières,
A chastiaus devant et derrières,
Selonc raison longues et lées,
Et de tous costez crenelées
Pour miex deffendre c'on n'es praingne.
Les huit en estoient d'Espaigne

et à Calais, et de huit nefs d'Espagne que l'on avait retenues à gage, des marchands à qui elles appartenaient, par ordre de Philippe le Bel. Elle s'adjoignit, à l'embouchure de la Meuse, quelques autres bâtiments, et reçut Guillaume, fils aîné du comte de Hainaut, avec des troupes de Hainaut, de Hollande et de Frise, et, les nefs étant remorquées à cause du vent contraire et des détours pénibles de ces parages, elle arriva vers Zirikzée au moment où Gui de Namur avait eu le temps de venir avec une flotte flamande de quatre-vingts nefs et d'une multitude de barques et de navires légers appelés coques. Regnier de Grimaud, s'avançant dans les étroits canaux de la Zélande, disposa son armée navale en quatre divisions ou quatre lignes, les deux premières composées chacune de quinze nefs à châteaux et à créneaux, la troisième de quatorze nefs, et la quatrième et dernière des galères [1]. De son côté, Gui de Namur, que des corps nombreux de troupes appuyaient du rivage, avait mis ses grandes nefs en avant et ses petits bâtiments derrière. Gui, confiant dans l'immense supériorité de ses forces, tant en vaisseaux qu'en hommes, ne doutait pas de sa prompte et facile victoire. Pedrogue, le Calaisien, voguait fièrement en avant de la flotte française avec quatre nefs qui allèrent s'échouer en face de l'ennemi, en attendant le retour du flot. Bientôt les trois premières divisions de Regnier de Grimaud se réunirent sur une seule ligne, les quarante-quatre vaisseaux qui la composaient furent liés en-

Pour marchéandises venues ;
A gages furent retenues
De par le roi, o la navie
De Calais et Normandie
Dont el port furent là les trente.
Onze galies, à m'entente,
Rot là l'amiraut à sejour.

[1] Quatre eschieles en establissent.
L'amiraut et li souverain,
En cele du front premerain,
A quinze nés ensemble jointes ;
. . . .
Après en va quinze trop beles,
Forz' parfondes et en mi-larges.
. . . .
Quatorze en resuient ces trente.
. . . .
En la bataille derrenière
Revont les galies à route
Ou l'amiraut a sa gent toute.

Guillaume Guiart : (*La branche aux royaux lignages*, dans les *Chroniques nationales*, publiées par M. Buchon.)

semble par des câbles, de si près que l'on pouvait sauter de l'un dans l'autre sans danger; et on les fixa aux deux bouts par des ancres, de peur que le flot ou le vent ne les entraînât. Les galères se tenaient derrière, prêtes à soutenir les nefs. Les autres moindres embarcations, pour peu qu'elles fussent capables de soutenir un choc, furent rangées en un corps de bataille près du gros de l'armée navale. C'est dans cet ordre de combat que Regnier de Grimaud attendit l'attaque de l'ennemi. C'était la veille de la Saint-Laurent, au mois d'août 1304. Les Flamands lancèrent d'abord deux nacelles remplies de poix, d'huile et d'autres matières combustibles sur les quatre nefs échouées par Pedrogue, afin de les incendier. Mais le vent, qui paraissait d'abord favorable à ce dessein, lui devint tout à coup contraire, et repoussa ces espèces de brûlots vers la queue de la flotte flamande, où elles communiquèrent l'embrasement. Plusieurs des meilleures nefs de Flandre périrent dans cet incendie. Le flot étant descendu de la flotte flamande à la flotte française, Gui de Namur s'apprêta à cingler avec impétuosité vers celle-ci, tandis que, de leur côté, les quatre nefs de Pedrogue se voyaient de nouveau soulevées par la vague. Le choc des deux armées navales fut violent et terrible. L'air était obscurci par les traits, les pierres et les carreaux, lancés de part et d'autre. La bataille ne se ralentit pas jusqu'à ce qu'enfin la nuit vînt, non la faire cesser, mais l'interrompre, laissant la victoire incertaine, quoique paraissant pencher davantage du côté du nombre. Le lendemain au lever du jour la lutte recommença. Regnier de Grimaud eut besoin de toutes les ressources de son habileté consommée pour échapper à l'effort des nefs et des coques flamandes, dont la grande élévation au-dessus de ses galères semblait le menacer d'une ruine certaine. Il appela la ruse à son aide, feignit de déserter le champ de bataille, et laissa les vingt nefs calaisiennes généreusement engagées dans la lutte disproportionnée d'une contre quatre. Après avoir vaillamment combattu, assez pour donner le temps à l'amiral d'accomplir

le plan qu'il méditait, les nefs de Calais furent prises pour la plupart, ou peut-être, entrant dans la ruse du marin génois, se rendirent à dessein et dans le moment opportun. Le fait est que Gui de Namur et ses Flamands se croyaient déjà vainqueurs, quand Regnier de Grimaud, qui avait observé la marée, ramenant, avec le reflux et l'actif jeu des rames, ses galères lancées comme des chevaux au galop, attaqua soudainement ces triomphateurs trop prompts, et qui n'en pouvaient guère du combat que les nefs calaisiennes avaient soutenu contre eux. Les arbalètes et les mousquets à dards firent perdre beaucoup de monde aux coques et aux nefs flamandes qui, tout en abattant leurs châteaux pour se rendre plus légères à la fuite, ne purent même pas rejoindre le port, la mer perdant toujours, et luttant contre les efforts des voiles. Après la perte de ses principaux bâtiments, Gui de Namur, faisant un effort désespéré, avait essayé en effet de combattre à la voile, monté sur sa nef amirale, superbement acastillée, et portant son étendard avec l'élite de ses troupes. Quatre galères s'attachèrent impitoyablement à cette nef jusqu'à ce qu'elles s'en fussent emparées, ainsi que de la personne du comte de Namur, que l'on emmena à Calais et de là à Paris dans la prison du Louvre. Par suite de cette victoire navale, le comte de Hainaut recouvra la Zélande. Presque dans le même temps, Philippe le Bel gagnait, sur terre, la bataille de Mons-en-Puelle, et achevait la soumission des Flamands. Un traité en fut la conséquence, et, dès cette époque, amena au domaine royal toute la partie de la Flandre qui parle français, jusqu'à la Lys. Robert III, fils de Gui de Dampierre, ayant fait cet abandon forcé au roi, fut remis en possession du reste du comté de Flandre sous condition d'hommage à Philippe. Ce monarque, pendant tout le cours de son règne, paraît avoir compris l'importance d'une imposante marine pour la France ; et les nombreux armements qu'il fit dans les ports de son royaume ne contribuèrent pas peu à imprimer aux nations, et à l'Angleterre particulièrement, le respect de son nom et la crainte de sa puis-

sance. Sur mer comme sur terre, la guerre ne trouvait jamais sa politique au dépourvu, et c'est pour cela qu'il finissait toujours par dicter les conditions de la paix.

Trois règnes, ceux de Louis X, dit le Hutin, de Philippe V, dit le Long, et de Charles IV, dit le Bel, se succédèrent, il est vrai, assez rapidement après le sien, que l'œuvre de cette politique persévérante et redoutée subsistait encore dans toute son intégrité. L'Angleterre ne bougeait pas qu'elle ne fût aussitôt comprimée; et si Charles IV laissa aux souverains de ce royaume leurs possessions en France, ce fut comme par grâce, et, comme il le disait, par tendresse pour sa sœur Isabelle, épouse d'Édouard II, qui immola depuis son mari à son ambition et à ses passions, et avant de le détrôner et de le faire assassiner, exigea de lui l'abandon de la Guienne et du Ponthieu à leur fils Édouard III, encore mineur.

Le Ponthieu était venu au roi Édouard II, par sa mère, Éléonore de Castille, épouse d'Édouard Ier, et fille de Jeanne, comtesse de Ponthieu, de Montreuil et d'Aumale. Bien avant que le comté de Ponthieu fût passé dans la maison d'Angleterre, celui de Boulogne, après avoir appartenu à la maison de Brabant, était entré, mais non sans démembrement, dans la maison d'Auvergne. Toutefois, les rois de France exerçaient sur le comté de Boulogne une souveraineté à peu près immédiate, et au moment de sa rupture avec l'Angleterre, Philippe le Bel avait fait augmenter les fortifications de Calais, comme si cette ville lui eût appartenu en propre. Boulogne voyait chaque jour son antique port s'éclipser au profit de celui de Calais, devenu un des plus fameux du royaume et même de l'Europe, au point qu'en 1303, il s'était fait comprendre dans la grande association maritime et commerciale des villes anséatiques.

CHAPITRE VIII.

De 1328 à 1364.

Guerre de succession à l'avénement de la branche de Valois. — Prétentions d'Édouard III d'Angleterre au trône de France. — Il s'allie aux Flamands de nouveau soulevés. — Projet des Normands pour une nouvelle conquête de l'Angleterre. — Descentes en Angleterre. — Prise des nefs *l'Édouarde* et *la Christophe*. — Commencement des malheurs de Philippe de Valois. — Bataille navale de l'Ecluse. — Édouard III, malgré sa victoire, obligé à la retraite. — Guerre de succession en Bretagne, à laquelle prennent part les rois de France et d'Angleterre. — Bataille navale de Guernesey. — Trêve, bientôt suivie de rupture. — Débarquement des Anglais en Guienne et leur défaite. — Edouard III, chassé par les vents contraires des côtes de Guienne, change ses plans et va attaquer la Normandie. — Evénements jusqu'au siége de Calais. — Prise de Calais. — Suite de la guerre de succession de France jusqu'à l'avénement de Charles V.

L'extinction de la première branche des Capets, par la mort des trois fils de Philippe le Bel, qui régnèrent chacun à leur tour, sans laisser d'héritiers mâles, souleva plusieurs prétentions, et entre autres celles du fils d'Édouard II d'Angleterre, Édouard III, qui, tout en admettant la loi salique, se disait, par sa mère Isabelle, le légitime héritier du trône de France, prétendant que cette loi n'allait pas plus loin que les femmes, et n'atteignait point leurs descendants mâles. Les États du royaume en décidèrent autrement, et Philippe VI de Valois, bien que parent, à un degré plus éloigné qu'Édouard III, du roi défunt, fut établi sur le trône de France. Le prestige de grandeur et de puissance dont il était entouré tint pendant plusieurs années les ambitions en respect. Mais au premier échec qu'il éprouva, elles se soulevèrent sans ménagement; et Philippe de Valois, qui passait pompeusement son temps à lever des armées ou à équiper des flottes pour des croisades en Asie, dut s'occuper d'intérêts qui le touchaient plus immédiatement. Le roi d'Angleterre le menaçait, et préparait dans tous les ports de sa dépendance des armements considérables. Il soulevait contre Philippe toutes les ambitions, toutes les jalousies, tous les mécontentements. Il avait fait même

plier sa superbe jusqu'à rechercher l'alliance du fameux brasseur de Gand, Jacques d'Artevelle, qui insurgeait les Flamands, et réduisait Louis II, comte de Flandre, de Nevers et de Rethel, allié de Philippe de Valois, à chercher un refuge à la cour de ce roi. Édouard appela à la sienne Robert III d'Artois, que plusieurs arrêts avaient déshérité du comté auquel il prétendait. C'était un prince fort entreprenant et un fort habile guerrier.

Après être restée cent trente ans sans prince particulier, la Normandie venait de recevoir un duc, dans la personne de Jean de Valois, fils de Philippe. Comme témoignage de leur satisfaction les Normands envoyèrent proposer au roi, en 1339, de renouveler la conquête de l'Angleterre à leurs frais, s'il voulait mettre le duc Jean à leur tête. Aux termes de la proposition, qui ne fut pas rejetée par Philippe, la couronne d'Angleterre devait, après la conquête projetée, appartenir au jeune prince français, et, après lui, à ses héritiers, rois de France, à perpétuité ; les terres et droits des Anglais nobles et roturiers séculiers devaient être distribués entre les églises, les nobles et les bonnes villes de Normandie. Il paraît que les circonstances firent échouer ce projet avant même qu'on eût essayé de le mettre à exécution, à moins que les courtes expéditions qui furent faites sur la côte d'Angleterre, en cette année 1339, n'en soient regardées comme les préludes. Les Normands allèrent insulter Hastings, ils prirent et brûlèrent de nombreux vaisseaux jusque dans les ports d'Angleterre, jetant l'effroi tout le long des côtes qui regardent la France ; ils débarquèrent à Plymouth et mirent le feu à cette place.

Vers le même temps, eut lieu une expédition plus largement concertée, et avouée par Philippe de Valois. Une flotte, composée de vaisseaux normands, picards, bretons et génois, commandée par l'amiral Hugues Quiéret, le trésorier de la couronne Nicolas Béhuchet, et un fameux corsaire de Porto-Venere, nommé Barbavara, cingla vers le port de Southampton, qui alors était au premier rang en Angleterre. L'entrée du port fut forcée ; on opéra une descente dans la ville, qui fut livrée au pillage et réduite en cendres, en

représailles de ce qu'avaient fait les Anglais à Boulogne-sur-Mer, dont ils avaient surpris et incendié les faubourgs. Les Français vinrent déposer à Dieppe le riche butin fait par eux, et reprirent aussitôt la mer. L'hiver même ne les arrêtait point; on les voyait incessamment courir de leurs ports à ceux de Douvres, de Sandwich, de Winchelsea et de Rye, dont ils étaient la terreur. C'était au point que nul navire ne sortait des ports anglais qu'il ne fût épié, attaqué et pris. Dans une de ces rencontres partielles furent conquises, au grand deuil et à la grande honte du peuple anglais, les deux nefs que l'on appelait, l'une *Édouarde*, en l'honneur du roi d'Angleterre, et l'autre *Christophe*. Le combat dura près d'un jour entier, et coûta la vie à plus de mille ennemis; les Français ne perdirent que peu de monde. *La Christophe*, belle et grosse nef qui avait coûté des sommes considérables au roi d'Angleterre, de qui elle était la gloire et la parure maritime, ainsi que celle de tout son pays, fut emmenée triomphalement dans les ports de France, toute chargée encore de la riche cargaison de laine et autres objets de commerce qu'elle destinait à la Flandre. La ville et les environs de Portsmouth furent attaqués et fort maltraités. L'île de Guernesey fut l'objet de plusieurs descentes, et une circonstance que l'on verra bientôt donne à croire que les Français y laissèrent à cette époque des garnisons.

Mais le milieu de l'année 1340 marqua la fin des prospérités de Philippe de Valois, et le commencement des malheurs de la France. Le 22 juin, Édouard III, qui, pour mieux défier Philippe et montrer qu'il le tenait pour un usurpateur, avait écartelé de France les armes d'Angleterre, partit avec une flotte de deux cent soixante voiles et cingla droit vers Sluys ou l'Écluse, pour aller seconder les Flamands insurgés, et les employer ensuite à l'accomplissement de ses projets. La flotte française, toujours commandée par Hugues Quiéret, Béhuchet et Barbavara, et forte de plus de cent quarante nefs, se tenait, dans l'intention de barrer le passage au roi d'Angleterre, entre Blankenberg et l'Écluse,

sur une côte entourée de bancs de sable et dans une anse étroite, où les vaisseaux se touchaient presque et présentaient à l'œil une forêt de mâts. Édouard III, en les apercevant, demanda quels hommes ce pouvaient être qui les montaient; et il lui fut répondu que c'étaient ceux qui avaient brûlé sa ville de Southampton et conquis *la Christophe*, sa grande nef. Édouard alors s'écria qu'il ne désirait rien tant que de les combattre et d'en tirer vengeance.

Il manœuvra quelque temps pour prendre ses avantages; il fit placer en avant et de front ses plus gros vaisseaux; de deux en deux nefs remplies d'archers, il en mit une qui portait des gens d'armes; il organisa une seconde ligne de ses nefs de deuxième ordre, et un corps de réserve avec ses navires les plus légers, qui prirent place au côté de l'armée qu'on allait engager [1], et un peu au large, afin d'être prêts à porter secours où et quand besoin serait. Pour achever d'aussi bonnes dispositions, la flotte anglaise gagna le vent sur celle des Français, et mit à ceux-ci le soleil devant les yeux. Ce voyant, le corsaire Barbavara, qui était sur ses galères, dit à l'amiral et au trésorier de la couronne : « Seigneurs, voici le roi d'Angleterre avec toute sa flotte qui vient sur nous. Si vous m'en croyez, vous gagnerez la haute mer; car si vous restez ici, comme ils ont l'avantage du vent, du soleil et du flot, ils vous tiendront si court que vous ne pourrez vous aider. » Béhuchet, qui se connaissait mieux en chiffres qu'en manœuvres, et que l'on accusa même d'avoir, par une funeste parcimonie, négligé d'armer convenablement la flotte, ne tint compte de l'avis du corsaire expérimenté [2] : « Eh bien, reprit Bar-

[1] « Fit le roi ordonner tous ses vaisseaux et mettre les plus forts devant, et fit frontière à tous côtés de ses archers; et entre deux nefs d'archers en y avait une de gens d'armes; et encore fit-il une bataille surcôtière, toute pure d'archers, pour reconforter, si mestier estoit, les plus lassés. » (*Chroniques* de Froissart.)

Ni Froissart, ni les autres auteurs contemporains, ne disent que la flotte d'Édouard ne fut que sur deux lignes, et *la bataille surcôtière* ne permet en aucun cas d'imaginer un ordre de bataille sur deux lignes simplement, comme l'a fait un officier de marine, M. Bonfils de la Blénie. Aucun auteur contemporain ne dit si ces lignes étaient *droites* ou *courbes*. Elles étaient courbes, très présumablement, selon l'usage presque invariable qui venait de l'antiquité et dura encore sous une partie du règne de Louis XIV (Voir à ce sujet l'*Hydrographie*, de Fournier; l'*Histoire de la milice française*, de Daniel, etc.)

[2] Adonc, respondit Nichole Beuchet, que miex se sarait melier d'un compte faire que

bavara, puisque vous ne voulez m'en croire, je ne me perdrai pas du moins avec vous, et je vais me tirer avec mes quatre galères de ce trou. » Et comme il disait, il fit. Les Français avaient pris les manœuvres d'Édouard pour de l'hésitation; mais ils furent bientôt détrompés, quand ils virent sa flotte donner tout à coup sur eux à pleines voiles. Nonobstant l'incapacité dont leurs chefs venaient de faire preuve, ils soutinrent vaillamment le choc. Un des vaisseaux d'Édouard, tout chargé d'écuyers qui voulaient en ce jour gagner les honneurs de la chevalerie, vint s'engager le premier contre la nef *la Riche*, de l'ancien port normand de Leure, et qui avait pour maître et seigneur un vaillant homme du nom de Guillaume de Grosmesnil. On en vint sur-le-champ à l'abordage, et le vaisseau anglais fut pris avec tous ceux qui le montaient. Le roi d'Angleterre après cette espèce d'affaire d'avant-garde qui lui avait été si peu favorable, engagea toute sa flotte, et la bataille devint générale. Elle fut terrible de part et d'autre. Les archers et les arbalétriers se lançaient des deux côtés leurs flèches et leurs dards; les chevaliers faisaient leurs efforts pour s'approcher les uns des autres, et se combattre corps à corps; au moyen de grappins attachés à des chaînes, les nefs cherchaient à s'accrocher pour en venir à l'abordage. *La Christophe*, cette grosse nef tant regrettée des Anglais, fut détachée contre la ligne des vaisseaux ennemis, pour tâcher de la rompre et d'arriver jusqu'où l'on supposait qu'Édouard III se trouvait. S'avançant au bruit des trompettes et de nombre d'autres instruments, elle fut reçue avec un cri immense, accompagné d'une épaisse nuée de flèches, sous laquelle elle sembla un moment disparaître. Tous les efforts, comme tous les vœux et tous les regards des Anglais, se tournèrent de ce côté. Après un combat acharné, *la Christophe*, engagée seule contre cent, et n'étant pas soutenue,

de guerroier en mer : Honnis soit qui se partira de ci, car icy les attendrons et prendrons notre aventure. » (*Grandes Chroniques de France.*) — « Mais nous vous dirons comment leur navie fut destruit par la convoitise des tresoriers de France. Car ce Bahuces en estoit un : et ne voulut onques souffrir gentilhomme ou bon sergent, pource qu'il luy sembloit qu'ils vouloient avoir trop grands gages. » (*Chronique de Flandre.*)

retomba au pouvoir de ses anciens maîtres ; elle ne leur apporta point de prisonniers : tous ceux qui la montaient étaient morts avant de la rendre, y compris Jehan Godefroi, son capitaine pour le roi de France, à qui elle appartenait. L'*Édouarde* fut aussi reprise par les Anglais. Quant à la masse des vaisseaux français, rangés sur quatre lignes, liés les uns aux autres par des chaînes[1], serrés l'un contre l'autre, entassés dans l'anse étroite, ils ne pouvaient user de la moindre manœuvre, et étaient obligés de se laisser ruiner sur place. Les Flamands, en outre, les observaient et les menaçaient du rivage. En cet état, réduits à n'avancer ni reculer, leur destinée était tracée d'avance, et rien ne pouvait l'empêcher de s'accomplir. Quoique leur première ligne fût écrasée, on dit toutefois que les chances se balançaient encore, et que le courage terrible et obstiné tenait lieu pour eux du talent qui avait manqué à leurs chefs, quand un renfort de vaisseaux de Flandre, sortis des ports voisins, venant en aide à la flotte anglaise, arriva tout à coup sur la deuxième et la troisième ligne des Français, et détermina leur défaite. La quatrième ligne se défendit avec une énergie telle, que les ennemis ne purent l'entamer, et qu'elle servit à sauver tout ce qui échappa au massacre. Mais les trois quarts de la flotte française étaient détruits, et plus de vingt mille hommes avaient péri dans les flots ou par le fer. La perte des Anglais avait été aussi très grande ; Édouard III lui-même s'était vu blesser à la cuisse. A ses côtés s'était signalé entre tous sur la flotte étrangère, et c'est avec un sentiment d'amertume qu'on le redit, un prince français, un arrière-neveu de saint Louis, qui avait été le conseil et le guide le plus sûr de l'ennemi : c'était Robert III d'Artois, dont on a parlé. La bataille avait duré depuis six heures du matin jusqu'à

[1] « Die autem sabbati, in festo sancti Johannis Baptistæ, orto vix sole, velis dispositis 4 acies navales, colligatis magnis ferreis et cordis insimul navibus, Gallici statuerunt, scaphasque suas parvulas, lapidibus plenas, in medio mali suspendentes, castella sua lignea in summitate mali exerunt. » (Walteri Hemingford canonici de Gisseburne, *De rebus gestis Edvardi.*)

Robert de Avesbury, contemporain, dit la même chose. Il est donc évident que la flotte française n'était pas sur deux lignes, comme le dit M. Bonfils de la Blénie.

midi. L'amiral Hugues Quiéret, dont les Anglais avaient éprouvé la valeur, sinon l'habileté, en plus d'une rencontre, fut assassiné de sang-froid après avoir été fait prisonnier; Béhuchet fut pendu au mât de son vaisseau. Pour Barbavara, la pleine mer l'avait sauvé avec ses quatre galères; il s'était retiré à Gand. Trente vaisseaux français environ parvinrent à s'échapper à la faveur de l'obscurité. Quelques-uns durent recommencer une lutte de désespérés, quand ils eurent repris la facilité de leurs mouvements. C'est ainsi que *le Jacques*, de Dieppe, soutint un combat toute la nuit contre plusieurs nefs anglaises, et ne devint leur proie que lorsqu'il n'eut plus un seul être vivant pour le défendre. Robert d'Artois fut le premier parmi les vainqueurs à prendre terre, comme pour montrer au roi anglais le chemin du trône de France, et le prendre en quelque sorte par la main, lui prince français, pour l'y conduire et lui en faire monter les marches. Ce ne fut que le lendemain de sa victoire qu'Édouard III, après avoir passé la nuit sur ses vaisseaux, entra, dès le point du jour, dans le port de l'Écluse, au bruit des instruments qui proclamaient son triomphe.

Quoique secondé par une armée de cent cinquante mille hommes, il fut contraint de lever le siége de Tournai et de solliciter une trêve, dont il aurait sans doute demandé la prolongation, si la guerre de succession qui éclata en Bretagne, l'an 1341, n'avait ouvert à son ambition une nouvelle porte pour s'introduire en France. Philippe de Valois ayant pris le parti de Charles de Blois, un des aspirants à la couronne ducale de Bretagne, à cause de Jeanne la Boiteuse, sa femme, petite-fille du duc Artus II, naturellement Édouard se rangea du côté de l'autre prétendant, Jean IV, dit de Montfort, bâtard du duc Jean III, surnommé le Bon, successeur d'Artus. Le succès fut d'abord pour le protégé du roi de France; le comte de Montfort se rendit prisonnier à Jean, duc de Normandie, et lui livra la ville de Nantes, dont il s'était mis en possession, ainsi que de Rennes, d'Hennebont, de Vannes et d'Aurai. La femme du prisonnier, qui se nommait aussi Jeanne,

et était fille du comte de Flandre, continua courageusement la guerre pour lui; elle soutint le siége d'Hennebont, qui fut levé à l'approche d'une flotte anglaise, commandée par Robert d'Artois. Charles de Blois fut plus heureux devant Aurai et Vannes, qu'il prit, et son lieutenant Louis d'Espagne, amiral de Castille, devant Guérande, qu'il emporta d'assaut. La comtesse de Montfort passa en Angleterre pour en ramener des secours considérables. Elle revenait avec Robert d'Artois, ayant quarante-six vaisseaux anglais sous ses ordres et sous ceux du comte, quand elle rencontra, à la hauteur de Guernesey, l'armée navale du roi de France et du comte de Blois, composée de trente-deux vaisseaux castillans, génois et français, sous les ordres de Louis d'Espagne, à qui Philippe avait remis le soin de ses intérêts sur mer depuis le désastre de l'Écluse, et qui avait pour seconds Othon Adorne et Charles Germaux. La flotte où était la comtesse fondit à pleines voiles sur celle de Louis d'Espagne, qui la reçut avec une superbe énergie. Quand on se fut un moment mesuré avec les armes à traits, on en vint à l'abordage. Jeanne de Montfort y valut bien un homme; mais sa valeur ne put lui épargner une défaite, dont une tempête augmenta encore les malheurs. Louis d'Espagne tomba sur les Anglais chassés du côté de Beauvoir-sur-Mer; au moment où ils débarquaient, il leur tua trois mille hommes. Robert d'Artois descendit ensuite du côté de Vannes. Après avoir pris et perdu cette place, il alla mourir en Angleterre des blessures qu'il avait reçues dans ces siéges. Édouard étant passé de sa personne, mais sans succès, en Bretagne, peu s'en fallut que toute sa flotte, restée à l'ancre auprès de Vannes, ne tombât au pouvoir de Louis d'Espagne, qui enleva quatre des plus forts vaisseaux, et en coula trois autres à fond. Enfin, une trêve de trois ans fut signée, qui laissait Charles de Blois maître d'une partie du pays en contestation, et la comtesse de Montfort de l'autre. Edouard III dut attendre encore une fois des jours plus opportuns.

Plusieurs seigneurs de Normandie et de Bretagne ayant été ac-

cusés de trahison, il prit hautement le parti des mecontents, et les reçut avec empressement dans ses bras; ce fut ainsi qu'il accueillit un seigneur de la maison d'Harcourt, qui remplaça pour lui Robert d'Artois. La trêve fut rompue avant la fin de l'année où elle avait été conclue. Tandis que le parti de Charles de Blois et celui de Jean de Montfort se mesuraient de nouveau en Bretagne, Édouard faisait débarquer des troupes à Bayonne. Lui-même il mit à la voile de Sandwich, pour aller intéresser les Flamands à ses vues. Malheureusement pour Édouard, Jacques d'Artevelle, son bon compère, accusé par les Gantois de vouloir livrer leur pays à l'Anglais, fut, sur les entrefaites, mis à mort. D'autre part, le duc de Normandie combattait avec bonheur les lieutenants d'Edouard en Guienne, et contraignait le comte de Derby à s'enfermer dans Bordeaux.

Ce fut alors qu'Édouard III, qui était revenu en Angleterre, fit voile de Southampton avec une puissante flotte dans le but d'aller secourir son lieutenant. Mais la mauvaise étoile de Philippe de Valois voulut qu'un vent contraire repoussât son ennemi des côtes de Guienne, où il aurait trouvé des troupes prêtes à le vigoureusement recevoir. Ainsi chassé jusque sur la côte de Cornouailles, où il relâcha, Édouard III, engagé par le seigneur d'Harcourt, changea tout à coup ses plans; et quand il remit à la voile, ce fut pour la côte de Normandie, où on ne l'attendait pas et qui était presque partout dégarnie de troupes. Cinq de ses vaisseaux venaient d'être pris par les Français près de Guernesey, et, selon l'usage du temps, les équipages en avaient été massacrés. Quand il en eut nouvelle, Édouard envoya dix mille hommes pour assiéger un château que les Français occupaient à Guernesey, et qui ne fut emporté qu'après trois jours d'assauts consécutifs. Le roi d'Angleterre, étant ensuite venu avec sa flotte vers Cherbourg, trouva ce port si bien défendu qu'il n'osa s'y attaquer. Il prit terre, le 12 juillet 1346, soit à la pointe de Barfleur, soit au cap la Hogue, le plus occidental de la péninsule normande, ne trouvant pour s'opposer à sa descente que quelques centaines d'hommes armés,

desquels il vint promptement à bout. Il partagea ses gens en trois divisions, qui, ne rencontrant que des villes sans défense, prirent et brûlèrent Valognes, Saint-Lô et Carentan. Caen, ville importante, mais ouverte, tint cependant tête à l'ennemi, et ne succomba qu'après une belle résistance; et encore les Anglais ne purent-ils se rendre maîtres du château, dont la garnison, dans une brillante sortie, chassa bientôt de la ville les troupes qu'Édouard avait laissées derrière lui pour la garder. A Rouen, le roi d'Angleterre, trouvant les ponts rompus, ne fit aucune tentative d'attaque. Il suivit la rive gauche de la Seine, et était parvenu jusqu'aux portes de Paris, quand l'approche de Philippe de Valois le força à rétrograder jusqu'à Créci en Ponthieu, où la chevalerie française éprouva, par sa propre faute, l'une de ses plus néfastes défaites. Louis II, comte de Flandre, y fut tué, et son fils Louis III, dit le Malain, y fut blessé. Après la grande victoire continentale qu'il venait de remporter à Créci, Édouard III alla mettre le siége devant Calais. Là il eut à combattre une population généreuse, qui, placée sous le commandement de l'amiral Jean de Vienne, héros vraiment fait pour elle, l'arrêta pendant plus d'une année, donnant l'exemple de tout ce que le courage, la constance, le dévouement à la patrie peuvent imaginer de plus digne de l'admiration des peuples. Calais ne se rendit qu'après avoir épuisé ses derniers vivres, ses dernières armes, ses dernières ressources de toutes sortes, et avoir attendu pendant des mois entiers les secours continuellement promis par Philippe de Valois; secours trompeurs, qui n'apparurent un moment aux regards des malheureux et héroïques Calaisiens que pour se retirer aussitôt et sans coup férir, abandonnant les assiégés à la vengeance effrénée de l'assiégeant. Édouard III, voulant réduire par la famine cette place qu'il ne pouvait enlever d'assaut, avait employé, pour la bloquer du côté de la mer, un nombre de vaisseaux qui passerait pour fabuleux, si l'on n'en avait pas le compte exact et détaillé. Ils ne s'élevaient pas à moins de sept cent trente-huit de toutes grandeurs, sur lesquels vingt-cinq seulement appartenaient à Édouard; quinze avaient été tirés de Bayonne,

sept d'Espagne, quatorze de Flandre, et tout le reste à peu près des ports d'Angleterre, qui les avaient frétés, selon l'usage régnant de l'un comme de l'autre côté de la Manche. Afin de mieux s'assurer la conservation de la ville qu'il venait de prendre, comme un point rapproché et facile de descente pour lui et ses héritiers, Édouard en chassa les habitants français et la repeupla d'Anglais; en un mot, il implanta une ville anglaise sur le sol français. Cela se passait en l'année de fatale mémoire 1347.

Les malheurs de la France continuèrent, et prirent un caractère plus alarmant encore, s'il était possible, sous le règne du fils de Philippe VI, le chevaleresque, mais imprudent et irascible Jean de Valois, naguère duc de Normandie. La guerre civile se joignit, avec toute son intensité et ses déchirements, à la guerre étrangère. En ce temps-là, Charles, surnommé le Mauvais, roi de Navarre, possédait le comté d'Evreux, le Cotentin et Cherbourg. Nonobstant son alliance de famille avec le roi Jean, dont il avait épousé la fille, il fut en querelle continuelle avec lui. Par sa propre personne, à peu près tant qu'il en fut maître, et, à défaut d'être libre, par son frère Philippe de Navarre et les seigneurs normands de son parti, au premier rang desquels se trouvaient les d'Harcourt, Charles le Mauvais traita tantôt ouvertement, tantôt secrètement avec les Anglais, toujours prompts à profiter des discordes de la France. Cherbourg, dont ses alliés, dans leur propre intérêt, lui avaient bientôt appris à reconnaître toute l'importance, et qui lui servait de point de débarquement quand il amenait de son royaume de Navarre des bandes de brigands pour infester la France, reçut une garnison étrangère dans son château, presque en même temps que son port recevait de l'accroissement. Pendant que la province maritime de Normandie devenait ainsi, par Cherbourg, une nouvelle porte d'entrée pour les ennemis, la Bretagne continuait à leur être ouverte par la guerre de succession qui la déchirait toujours. Jean IV étant mort, une armée anglaise soutenait la comtesse, sa veuve, et Jean V, son fils. Enfin la captivité du roi de France, tombé entre les

mains du prince Noir à la bataille de Poitiers, en 1356, fut un nouvel élément pour la guerre civile, et faillit mettre Édouard III en possession de la moitié du royaume. Le dauphin, qui fut depuis Charles V, s'appuyant en cette circonstance sur les états de la nation, parvint à soustraire la Normandie, la suzeraineté sur la Bretagne et quelques autres points à l'avidité du roi d'Angleterre, qui déjà avait arraché un consentement à son prisonnier. On ne put toutefois empêcher Jean de sacrifier une grande partie de son royaume au désir immodéré de recouvrer sa liberté; et quand il mourut, en 1364, rêvant de croisades contre les Turcs, pour se distraire sans doute de ses cruelles pertes en France, il laissait, par suite d'un coupable traité passé à Brétigni, près Chartres, en 1360, la pleine et entière souveraineté au prince Noir, son vainqueur à Poitiers, de la Guienne, de la Gascogne, de l'Angoumois, de la Saintonge, du Poitou, d'une partie du Languedoc, et d'autres importants territoires encore du midi; tandis qu'au nord le roi d'Angleterre conservait Calais, et y faisait joindre la pleine souveraineté des comtés de Ponthieu et de Guines. A ces conditions, Édouard III avait daigné consentir à l'abandon du titre de roi de France en faveur de Jean qui mourut en 1364. Heureusement que le pays, qui commençait à comprendre ses droits, et à s'indigner qu'un prince pût le vendre pour sauver sa personne d'une prison fort peu dure d'ailleurs, ne s'était pas montré si prompt que son roi à sanctionner l'odieux traité. Plus d'une ville avait résisté; toutes les parties concédées du royaume n'étaient point encore complétement livrées, quand Charles V, instruit par l'adversité, et résolu à reconquérir par la patience ce que son père avait perdu par sa fougue, prit les rênes de l'État à une époque où il ne semblait pas que la marine de France fût près de se relever du désastre de l'Écluse, avant lequel elle était si florissante [1].

[1] Voir, à la fin du volume, le compte des vaisseaux fournis par les ports de Normandie et Picardie, pour la bataille de l'Écluse.

CHAPITRE IX.

De 1364 à 1430.

Dispositions de Charles V pour la rupture du traité de Brétigny. — Reprise des hostilités. — Flotte préparée à Honfleur et à Harfleur pour un projet de descente en Angleterre. — Les Anglais battus en France. — Bataille navale de La Rochelle. — Conséquences de la victoire remportée par les Français et leurs alliés. — Série de malheurs d'Édouard III et de ses fils jusqu'à sa mort et à celle du prince de Galles. — L'amiral Jean de Vienne. — Ses expéditions le long des côtes d'Angleterre de 1377 à 1378, en compagnie de l'amiral de Castille. — Cherbourg livré aux Anglais par Charles le Mauvais. — Siéges de plusieurs villes maritimes de France. — Débarquement d'une armée anglaise près de Saint-Malo, et soulèvement de la noblesse de Bretagne contre Charles V. — Mort de Charles V au moment où il pacifiait la Bretagne. — État dans lequel il laissa la marine de France. — Heureux débuts du règne de Charles VI. — Pacification de la Bretagne. — Les Anglais chassés de la Bretagne et de Flandre. — Expédition de l'amiral Jean de Vienne à travers l'Écosse et l'Angleterre, en 1385. — Préparatifs d'une grande expédition pour la conquête de l'Angleterre, en 1386. — Mauvais vouloir des princes de la famille royale au sujet de l'expédition projetée. — Le duc de Bretagne l'arrête entièrement en faisant emprisonner le connétable de France. — Combat entre une flotte d'Angleterre et des vaisseaux normands. — Commencement de l'usage du canon sur les vaisseaux. — Grandes trêves entre les rois de France et d'Angleterre. — Mort de l'amiral Jean de Vienne. — Restitution de Brest et de Cherbourg par Richard II d'Angleterre. — Gênes se donne à Charles VI. — Boucicaut, gouverneur de Gênes. — Ses services et ses campagnes en cette qualité.

Charles V savait que le système des alliances même les plus monstrueuses avait été l'un des plus grands moyens d'action d'Édouard III contre Philippe et Jean de Valois, son aïeul et son père: il travailla activement à les détruire, et, rendant guerre pour guerre, il accueillit à sa cour les ennemis du roi d'Angleterre, et entre autres les prétendants à l'héritage du pays de Galles, enlevé par Édouard I[er], vers 1282, à ses princes nationaux. Charles tourna les Flamands de son côté. Il fit une alliance offensive et défensive avec le roi de Castille, Henri de Transtamare, qui devait son trône aux armes des Français, et qui s'engagea à entretenir une flotte pour harceler les Anglais sur mer, pendant qu'on les traiterait de même sur terre, eux et leurs partisans, dans les provinces qu'ils occupaient en France. D'un autre côté, Charles V, après la défaite de Charles de Blois, à Aurai, en 1364, avait fait sa paix provisoire avec le duc Jean V, qui, s'y trouvant en quel-

que sorte obligé par ses sujets, s'était soumis à l'hommage. Un traité que, du fond du cœur et des deux côtés, on regardait du reste aussi comme fort peu définitif, tenait le roi de Navarre, à qui l'on promettait la ville et la seigneurie de Montpellier, dans une incertitude favorable aux projets de Charles V. Enfin, profitant des mécontentements et des antipathies que soulevait dans ses belles provinces françaises le prince de Galles, plus chevaleresquement illustre sous le nom de prince Noir, cet habile souverain prêta une oreille complaisante aux réclamations des seigneurs du Midi, quand, l'appelant à eux contre le fils d'Édouard III, ils lui déclarèrent que leur vrai suzerain était toujours le roi de France. En conséquence, Charles fit assigner le prince anglais à comparaître devant lui, à Paris; et sur son refus dédaigneux, il s'empara sans plus tarder du Querci et du Ponthieu. A cette nouvelle, Édouard III reprit, le 11 juin 1369, le titre insolent de roi de France, dont il s'était départi par le traité de Brétigni, et rappela à son fils leurs communs exploits pour mieux l'engager à reconquérir ce qui venait de leur être enlevé à tous deux. Mais il avait suffi de peu d'années pour que les chances eussent tourné; et pendant qu'Édouard songeait à envahir de nouveau la France, on s'occupait à Harfleur et à Honfleur de la construction et du rassemblement d'un grand nombre de vaisseaux, pour transporter en Angleterre même une armée considérable, sous les ordres de Philippe le Hardi, chef de la seconde maison de Bourgogne, et frère du roi. L'expédition n'eut pas lieu; mais le soin que Charles V avait mis à visiter lui-même cette flotte deux ou trois fois par semaine pendant qu'il la faisait construire et équiper, prouvait assez déjà dans quelle haute estime la marine serait tenue sous son règne. Le duc de Lancaster, envoyé par Édouard III, son père, pour surprendre et brûler les vaisseaux français à Harfleur, en fut empêché par la vigilance du comte de Saint-Pol, qui le contraignit à se retirer au plus vite. L'armée anglaise fut ramenée à Calais sans avoir rien pu accomplir; et, licenciée ensuite, elle repassa en Angleterre.

Cependant Charles V ne se reposait pas. Du fond de son cabinet, il poussait le pays entier à chasser les Anglais de son sein. De toutes parts, le sol s'ébranlait sous leurs pas; des partis les attaquaient, les entouraient incessamment, et chaque jour ils éprouvaient quelques échecs partiels qui devaient finir par équivaloir à une immense défaite. Presque tous les plus habiles et renommés généraux d'Édouard périrent dans des affaires d'escarmouche, et la gloire du prince Noir fut éclipsée par celle du connétable du Guesclin et des chevaliers français. Le siége avait été mis par le connétable devant La Rochelle, qu'occupait une garnison anglaise. Édouard III, qui connaissait l'importance de cette place pour lui, fit choix du jeune comte de Pembroke pour l'envoyer avec une flotte imposante au secours des assiégés, et faire passer de là des renforts et de l'argent à ses partisans en France. Afin d'exciter l'ardeur de son lieutenant et de mieux lui prouver quelle importance il attachait au succès de cette expédition, il le nomma, avant son départ, gouverneur et souverain de tout le pays de Poitou. Le comte de Pembroke s'agenouilla devant le roi son maître, le remercia de l'insigne honneur qu'il lui faisait, et lui promit de répondre dignement à sa confiance. Bientôt après, il mit à la voile de Southampton avec une armée et un riche trésor. Charles V, instruit à temps de son départ, en donna promptement avis à l'amiral de Castille; si bien qu'au moment où Pembroke, qui croyait pouvoir agir de surprise, arriva en vue de La Rochelle, le 23 juin 1372, il trouva l'entrée du port fermée par les vaisseaux de France et de Castille, réunis sous les ordres du grand amiral Ambrosio Boccanegra, Génois. Il n hésita point cependant à engager le combat, et, pour enflammer le zèle de ses compagnons d'armes, comme Édouard avait excité le sien, il en éleva sur l'heure quelques-uns au rang de chevaliers. Les troupes de la flotte d'Ambrosio Boccanegra, presque toutes françaises, bien que les vaisseaux qu'elles montaient fussent pour la plupart castillans, en vinrent presque immédiatement à l'abordage. Les Anglais firent tous leurs efforts pour les repousser à coups de lance. Les

vaisseaux castillans, quoique moins nombreux que ceux des ennemis, avaient sur ceux-ci l'avantage de la force et de la hauteur; de sorte que les soldats qui les montaient pouvaient atteindre les Anglais sans en être atteints ; ils lancèrent sur la flotte du comte de Pembroke des masses de plomb ou de fer, qui la firent, dès les premiers moments, beaucoup souffrir. Néanmoins les Anglais soutinrent le combat avec intrépidité jusqu'à la nuit; et quand l'obscurité la plus complète le fit suspendre, les deux flottes restèrent à l'ancre à côté l'une de l'autre, méditant dans l'ombre ce qu'elles feraient le lendemain pour leur ruine réciproque. Durant cette suspension forcée, qui présageait une lutte plus acharnée encore que celle de la veille, les Rochelais, qui avaient assisté, mais sans s'y mêler, à la bataille du haut de leur ville, furent vivement, mais vainement pressés de prendre parti pour les Anglais. Ils se réjouissaient dans leur cœur de la position critique dans laquelle ils voyaient le lieutenant d'Édouard III, et ils refusèrent nettement de rien faire pour l'en tirer. Quatre chevaliers poitevins, qui se trouvaient avec leur suite à La Rochelle, furent les seuls seigneurs français qui cédèrent aux suggestions de l'ennemi. Au point du jour, ils sortirent avec quatre vaisseaux pour joindre le comte de Pembroke; mais ils lui furent de peu de secours. Dès que la marée eut recommencé à monter, les deux flottes levèrent l'ancre, et s'engagèrent l'une contre l'autre avec un acharnement qui surpassa encore, s'il était possible, celui de la veille. Les vaisseaux qui combattaient pour Charles V et la France, loin de perdre leur supériorité, l'augmentaient à chaque instant. Ceux qui les montaient jetèrent leurs grappins d'abordage sur les vaisseaux ennemis, afin de les accoster et de les tenir de force au combat. Le vaisseau qui portait le comte de Pembroke se vit ainsi entouré par quatre des vaisseaux de l'amiral de Castille ; il ne put résister à l'assaut : tous ceux qui étaient dessus furent massacrés dans la chaleur de l'action, moins le comte et quelques seigneurs anglais que l'on fit prisonniers. Successivement les autres vaisseaux anglais furent attaqués de la même manière et avec un égal succès,

ceux des chevaliers poitevins n'échappèrent pas davantage; le vaisseau qui portait le trésor de la flotte anglaise sombra avant que l'on eût eu le temps de s'emparer de ce qu'il contenait. La défaite des Anglais à La Rochelle fut telle, que pas un de leurs vaisseaux n'échappa, que pas un chevalier ne se sauva; tout fut pris, coulé à fond ou tué [1]. Édouard III et le prince Noir, en apprenant cette catastrophe, pensèrent que c'en était fini de leur prospérité. Ils ne se trompaient pas. La conséquence de la victoire navale de La Rochelle fut la soumission du Poitou, de l'Angoumois et d'une partie de la Guienne et de la Gascogne à Charles V. Dans cette circonstance, les bourgeois et les paysans, restés plus Français qu'une partie de la noblesse, forcèrent les chevaliers et les seigneurs à ouvrir les villes et les places. Les bourgeois de La Rochelle et leur maire se rendirent maîtres, par la ruse, de la citadelle qu'occupait une garnison anglaise, et reçurent peu après dans leurs murs le connétable de France du Guesclin, qui finit par repousser les Anglais jusqu'à la Gironde. Le succès couronnait partout les armes des Français et de leurs alliés. Dans le temps même de la victoire de La Rochelle, quelques vaisseaux sortis d'Harfleur avaient opéré dans l'île de Guernesey un brillant débarquement de troupes, sous les ordres d'Owen, le prétendant du pays de Galles.

Edouard III entreprit de venger par lui-même la défaite de sa flotte devant La Rochelle. Il s'embarqua, avec le prince Noir, deux de ses autres enfants et quinze mille soldats, sur une flotte de quatre cents voiles. Mais on n'eut pas même la peine de le combattre : les vents s'opposèrent à ses projets. Pendant plus de deux mois, il erra le long des côtes de Bretagne et de Normandie, au caprice des flots, sans pouvoir prendre terre ni en Guienne, ni en Poitou, qui étaient le but de son expédition; et il lui fallut en définitive retourner tout confus dans ses ports d'Angleterre. Ce

[1] Le dessin que nous donnons de la bataille de La Rochelle est emprunté au magnifique manuscrit de Froissart, de la Bibliothèque du roi. Nous avons ajouté quelques détails de la bataille de La Rochelle, à la narration ci-dessus, dans nos *Marins illustres*, *Vie de Jean de Vienne*.

fut alors que, dans son dépit, il s'écria en parlant de son heureux et impassible adversaire : « Il n'y eut oncques mais roi en France qui moins s'armât, et si n'y eut oncques roi qui tant me donnât à faire. »

En effet, la politique de Charles, contrairement à celle de ses deux prédécesseurs, qui avaient si mal réussi en prodiguant hors de propos, sans calculs et dans des impasses, de grandes armées, était de n'exposer qu'avec des résultats certains le peu de braves troupes que les guerres civiles et étrangères lui avaient laissé, et d'user, autant que possible, l'ennemi par lui-même, ou en détail et par escarmouches. Charles V recueillit l'année suivante les avantages de ce système de patience dans toute leur plénitude. C'était vers le temps où du Guesclin, entré en Bretagne à la nouvelle d'une trahison que méditait le duc Jean V au profit de l'Anglais, se voyait reçu avec enthousiasme par les populations, et occupait, au nom du roi, toutes les places du duché, moins deux ou trois, celle de Brest entre autres, défendue par une garnison anglaise, que le comte de Salisbury vint encore renforcer avec des troupes nombreuses. C'était aussi l'époque où le prince Noir, honteux et désespéré de voir sa puissance en France, naguère si étendue, maintenant réduite à se renfermer dans Bordeaux, venait de remettre à son père toutes les fragiles grandeurs dont il l'avait revêtu, pour qu'il en disposât à son gré. Édouard III, résolu à ne plus combattre par lui-même, donna à son second fils, le duc de Lancastre, l'héritage français et si compromis du prince Noir; le duc, accompagné de Jean V de Bretagne, qui s'était réfugié en Angleterre après avoir laissé sa ville de Brest aux Anglais, vint débarquer à Calais à la tête d'une magnifique armée. Édouard III avait épuisé pour elle jusqu'à son trésor privé; c'était son va-tout sur la couronne de France. Toutes les villes du royaume étaient soigneusement gardées : l'armée anglaise ne put entrer dans aucune; mais il lui fut loisible de traverser assez longtemps, sans coup férir, des campagnes qui ne s'étaient pas encore relevées de la ruine dont elles avaient été frappées pendant la captivité du roi Jean. Peu à peu pourtant, derrière cette

armée qui se rendait par terre de Calais en Guienne, les partisans, les escarmoucheurs se levaient; la misère, la faim suivirent de près; et bientôt tous ces soldats, tous ces chevaliers anglais, naguère si brillants et fiers, furent vus mendiant de porte en porte : ils n'excitaient plus la colère, c'était de la pitié. Enfin, après un voyage de deux cents lieues, ce qui échappa du débarquement de Calais se rembarqua par Bordeaux, et alla offrir à l'Angleterre le spectacle le plus triste, le plus humiliant qui de longtemps se fût vu. Le roi d'Angleterre alors, à qui il ne restait plus que quelques points isolés en France, rechercha la paix, et s'adressa au pape pour qu'il la lui obtînt. Grâce à cet intermédiaire, on convint d'une trêve, dans laquelle fut comprise la Bretagne. Mais Édouard, qui venait en outre de perdre son fils aîné, le fameux prince Noir, ne put tenir à tant de revers après tant de triomphes; il mourut peu de temps après de désespoir plus que de vieillesse.

Charles V venait de faire armer une flotte plus française qu'il n'en avait encore possédé. Il en donna le commandement à l'amiral de France Jean de Vienne, qui se disposa, la trêve étant rompue, à aller rendre aux Anglais jusque chez eux, en compagnie de Fernand Sanchez, amiral de Castille, une partie des maux qu'ils avaient causés à la France. C'était, l'histoire en fait foi, un habile et brillant chef que ce Jean de Vienne, dont le nom seul fut longtemps un objet de terreur pour les Anglais. Ils l'avaient connu au siége de Calais, et ils se souvenaient que sa présence au milieu des murs de la ville avait été, pendant un an, le plus vigoureux stimulant des habitants dans leur héroïque défense. Il était issu des anciens comtes de Bourgogne, et joignait ainsi l'illustration de sa naissance à l'éclat de sa charge et de son courage. Il avait, sans exclure la prudence, toute l'entreprenante confiance qui, en mer surtout, est souvent le gage du succès, et anime l'ardeur du soldat jusqu'au dévouement. C'est la plus grande gloire maritime que la France ait inscrite dans ses fastes pendant nombre de siècles, et sa noble figure historique, que l'on voit poindre à Calais, et qui

s'ensevelit sous les ruines de l'empire grec, est sans nul doute l'une des plus imposantes de notre histoire. On la voit rayonner sur l'heureux règne de Charles V, et couvrir encore de son éclat les quelques belles années du règne suivant.

Quatre jours après la mort d'Édouard III et l'avénement de Richard II, son petit-fils, l'amiral de France Jean de Vienne et Fernand Sanchez étaient près des côtes d'Angleterre. Ils opérèrent d'abord une descente à Rye, dans le comté de Sussex; et le 29 juin 1377, cette ville fut brûlée, et ses habitants traités comme auparavant Edouard avait fait de ceux de certaines villes de France. Hastings, Plymouth, Darmouth, Portsmouth éprouvèrent un sort pareil. Jean de Vienne fit une descente dans l'île de Wigth, s'en rendit maître, et força les habitants à racheter leurs biens et leur vie; il opéra aussi un débarquement dans le comté de Dorset, et vint attaquer la ville de Pool. L'amiral de Castille et lui trouvèrent là le comte de Salisbury, à la tête d'une multitude de soldats qui défendaient le passage; mais ils n'en brûlèrent pas moins une partie de la ville. Puis, s'étant rembarqués, ils continuèrent à longer les côtes d'Angleterre, donnant grande peine et grand souci au comte et à ses troupes, qui suivirent à cheval, tout le long du littoral, les mouvements des vaisseaux français et Castillans. Les deux amiraux arrivèrent devant la ville de Southampton, qu'ils faillirent prendre, bien qu'elle fût défendue par l'élite de l'armée anglaise, qui avait été prévenue et s'y tenait très nombreuse. Les vaisseaux au service de Charles V ne cessèrent de menacer Southampton que pour entreprendre un débarquement au-dessous de Lewes. Une multitude de gens s'assemblèrent sur le rivage, ayant à leur tête trois personnages éminents, qui se mirent avec eux en devoir de combattre les Français et de leur barrer la route. Mais les Français ne se laissèrent point arrêter par le nombre, et ils débarquèrent sous les coups des ennemis. La lutte devint alors plus acharnée encore; les Anglais finirent par être complétement battus; ils perdirent un grand nombre des leurs, et les trois chefs qu'ils avaient à leur tête furent faits prisonniers.

Jean de Vienne et Fernand Sanchez, après s'être emparés de Lewes et y avoir fait un grand butin, cinglèrent vers Douvres par un vent propice; ils trouvèrent cette ville et ses environs gardés par près de cent mille hommes, sous les ordres des comtes de Cambridge et de Buckingham, oncles de Richard II, qui, bannières et pennons déployés, attendaient les Français qu'ils avaient vus venir de loin; leur armée se grossissait à chaque instant, et ne permettait pas une attaque aux amiraux de France et de Castille. Toutefois ceux-ci se tinrent en face du port de Douvres tout un jour et toute une nuit, insultant les Anglais, qui n'osèrent rien entreprendre contre eux, et, par la marée suivante, ils s'en vinrent ancrer devant le havre de Calais, à la barbe encore des ennemis, possesseurs de cette ville.

Cependant Charles V et Charles le Mauvais avaient trop de causes de haine au fond du cœur pour que la paix qu'ils avaient faite fût sincère et durable. A tort ou à raison, il n'était bruit que d'empoisonnements tentés sur la famille royale de France par le roi de Navarre. Ses possessions de Normandie furent attaquées; et dès la fin de juin 1378, il ne restait plus à Charles le Mauvais dans cette province que la ville de Cherbourg, devenue très forte, et que, par un traité signé le 1er août de la même année 1378, il appela les Anglais à garder en son nom. Ainsi l'étranger, qui déjà avait profité des désordres de Bretagne pour s'installer dans la principale position maritime du duché, à Brest, se servait des querelles des deux Charles pour se faire donner une des bonnes clefs de la Normandie; et, dès ce temps, de trop confiants alliés purent apprendre ce que c'était que de remettre la garde d'un point fortifié à l'Angleterre. Ce ne fut pas sans peine toutefois que les Anglais réussirent à jeter une garnison dans Cherbourg. La flotte de Richard II, commandée par les comtes de Salisbury et d'Arundel, qui avaient mission de remplir les intentions du roi de Navarre, fut attaquée et fort maltraitée par une escadre franco-castillane; elle ne déposa dans la place livrée par le roi de Navarre qu'une partie de la garnison qu'on lui destinait.

Les troupes de terre de Charles V, aidées par mer des amiraux de France et de Castille, mirent le siége tout à la fois devant Brest, Cherbourg, Bayonne et Mortagne-sur-Mer. Le prétendant de Galles fut assassiné par un de ses compatriotes pendant le siége de cette dernière place; mais les prétentions de sa famille ne moururent pas avec lui : on les retrouvera bientôt au sein même de l'Angleterre, s'appuyant sur les Français. Au siége de Cherbourg, le frère du connétable du Guesclin tomba dans une embuscade, et fut prisonnier des Anglais. Vers le même temps, le duc de Lancastre et le comte de Cambridge, après avoir tenu quelques semaines la mer dans l'espoir de surprendre séparément avec des forces plus considérables, soit l'amiral de France, soit celui de Castille, qui, l'un occupé devant Cherbourg, l'autre devant Bayonne, avaient projet de se réunir, vinrent assiéger Saint-Malo ; mais, après quelque temps d'inutiles tentatives, ils se rembarquèrent pour Southampton.

Les affaires semblèrent un moment prendre une tournure moins favorable pour Charles V. D'un côté, les Flamands se soulevaient contre leur comte, Louis III de Male, dont il allait sans doute être obligé d'embrasser la cause. De l'autre, il venait de s'aliéner les bonnes dispositions des Bretons, en voulant réunir leur pays au domaine de la couronne et en leur enlevant leurs priviléges. Son but était d'une haute politique; mais la France n'était pas encore mûre pour la grande unité qui fait aujourd'hui sa force. La plupart des principaux seigneurs de Bretagne se confédérèrent et résolurent alors de rappeler leur duc exilé, qui ne se fit pas attendre, partit d'Angleterre, et débarqua, le 3 août 1379, sur les bords de la Rance, à peu de distance de Saint-Malo. Les Bretons le reçurent avec acclamations; il n'y eut guère que du Guesclin et Clisson qui, de toute la noblesse de Bretagne, restèrent alors fidèles à la cause du roi de France. Jusqu'ici donc, tout semblait sourire au duc revenu d'exil; mais bientôt la nature elle-même troubla le cours renaissant de ses prospérités. Une flotte anglaise, qui lui apportait de grands secours en soldats, fut battue de la tempête à

sa sortie de Southampton, et poussée sur les côtes d'Irlande, où plusieurs de ses vaisseaux se brisèrent; le comte d'Arundel, chef de l'expédition, périt. Le gouvernement du roi Richard II arma une nouvelle flotte qui, pour éviter cette fois un temps défavorable et la rencontre des flottes françaises ou castillanes, et surtout de Jean de Vienne, s'en alla tout de suite et prudemment débarquer son monde à Calais, ville si peu distante des côtes d'Angleterre. Le comte de Buckingham, qui commandait les troupes de débarquement, ne se fut pas plutôt mis en marche de Calais pour la Bretagne, qu'il apprit la maladie de Charles V. Ce monarque, dont la politique ne restait pas inactive, même au lit de mort, avait traité avec les principales villes de Bretagne, qui, se défiant d'un prince revenu sous l'escorte de l'étranger, s'étaient montrées aussi peu empressées à se soumettre à Jean V, que la noblesse avait mis de promptitude à le rappeler. Nantes surtout avait tenu à honneur d'être toujours comptée comme bonne et loyale ville de France, et soutint avec courage et succès un siége contre les Anglais. C'est en cet état du royaume que Charles V mourut, l'année 1380, laissant une marine qui était devenue l'effroi des Anglais, tellement qu'ils osaient à peine se montrer sur les eaux qui séparent leur île de la France.

Le semblant de règne de Charles VI, qui devait être une minorité perpétuelle accompagnée de tous les désastres qu'entraîne une famille de princes égoïstes, ambitieux, jaloux et désunis, ne fut pourtant pas sans quelque gloire à son début. Ses commencements firent voir assez que le règne précédent pouvait encore porter d'heureux fruits, même après sa fin, et que, si la France n'avait été livrée, vendue par ceux-là mêmes qui, en qualité de parents et tuteurs d'un roi mineur, puis insensé, étaient appelés à la défendre, il lui aurait suffi de son renom et du respect qu'elle imprimait non seulement pour la sauver, mais encore pour continuer l'œuvre réparatrice de Charles V. Il parut même un moment que ce dernier, par sa mort, avait enlevé jusqu'au dernier prétexte de discorde civile.

En effet, vers le temps où les Anglais, sortis de Brest pour assiéger Nantes, où commandait le connétable Clisson, éprouvaient une sanglante défaite, les seigneurs de Bretagne, ouvrant de nouveau les yeux sur les fatales conséquences de l'alliance de leur duc avec l'Angleterre, députèrent vers lui quatre d'entre eux, le vicomte de Rohan, Charles de Dinan, Gui, sire de Laval, et Gui de Rochefort, qui lui tinrent ce hardi et loyal discours :

« Monseigneur, vous montrez à tout le monde que vous avez le cœur tout anglais. C'est vous qui avez amené en ce pays ces étrangers, qui vous enlèveront votre héritage, ou qui, tout au moins, l'enlèveraient, s'ils le pouvaient. Regardez comme ils ont traité le roi de Navarre, qui se confiait, comme vous, en eux : il a eu l'imprudence de les mettre dans sa ville et son château de Cherbourg, et depuis lors, ils n'en ont voulu sortir et n'en sortiront pas, et les tiendront comme leur bon héritage. Et maintenant, regardez aussi comme ils tiennent Brest, n'ayant nulle volonté de vous la rendre, quoique ce soit de votre droit et domaine ; et celui-là, sachez-le bien, n'est pas duc de Bretagne, qui n'est sire de Brest. Jamais vos gens de Bretagne n'abandonneront le roi de France pour le roi d'Angleterre. Que si vous aviez à vous plaindre du roi Charles V, il est mort, et a pour successeur un jeune roi de bel et bon esprit ; et tel qui haïssait le père servira bien le fils. Nous vous ferons votre paix avec lui, et les Anglais s'en retourneront tout bellement en leur pays. »

Le duc, à ce fier langage, comprit qu'il n'y avait pour lui qu'à choisir entre deux partis : ou quitter encore une fois son duché, ou rompre le plus honnêtement possible avec les Anglais. Il opta, quoique l'âme bien triste et pleine de dépit, pour son maintien en Bretagne, et annonça à ses anciens alliés que leurs services ne lui seraient plus utiles, puisqu'il était contraint de faire sa paix avec le roi de France. Le comte de Buckingham, furieux d'une telle déconvenue, sortit de Vannes le 11 avril 1381, avec tout son monde en ordre de bataille, se rendit au lieu où mouillaient ses vaisseaux, et fit rembarquer ses soldats. Le duc vint au moment

du départ, pour faire honneur à son ancien allié; mais l'oncle de Richard II ne voulut pas même le voir. Le duc Jean IV pourtant insistait pour obtenir la faveur d'un entretien; mais le superbe comte, le traitant comme il méritait de l'être, s'écria pour toute réponse, dès qu'il crut le vent propice : « Mariniers, tirez les ancres en amont, avalez les câbles, et partons. » Et aussitôt ses ordres exécutés, il cingla de Vannes vers l'Angleterre, ralliant en mer tous les autres vaisseaux anglais qui étaient partis en même temps que lui des différents ports de Bretagne. Le duc Jean V, dans l'extrémité où l'avaient réduit ses barons, se vit même forcé de s'engager à servir désormais, en toute occasion, le roi de France, son suzerain, contre le roi d'Angleterre. Il lui fallut entreprendre le siége de Brest contre ses chers Anglais.

Un an après cet événement, qui semblait devoir être fécond en bons résultats, les Français gagnaient contre les Flamands révoltés la fameuse bataille continentale de Rosbecq, dans laquelle se signala Jean de Vienne, aussi brave et expérimenté capitaine sur terre que sur mer, bataille qui promettait d'assurer à la France la Flandre et ses côtes, si souvent favorables aux descentes des Anglais. Ceux-ci, contraints quelque temps après, par les Français de lever le siége de plusieurs villes de Flandre et de Brabant, et de capituler dans celles qu'ils étaient déjà parvenus à occuper, délogèrent entre autres de Gravelines et de Dunkerque. Au milieu des conférences pour la pacification de la Flandre, le comte Louis de Male mourut, croit-on, de mort violente. Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, qui avait épousé sa fille et héritière, entra par suite en possession de la Flandre, de l'Artois, et d'autres principautés. Cette accumulation de puissance sur une même tête devait être un jour presque aussi fatale à la France que l'avait été la multiple souveraineté des héritiers de Guillaume le Conquérant.

La Guienne, à son tour, fut aussi le théâtre des succès des généraux de Charles VI, ainsi que le Poitou, la Saintonge et le Limousin, en un mot tout le pays auquel les rois d'Angleterre ne cessaient pas de prétendre au pis aller, comme héri-

tiers de la famille française des Plantagenets, même quand ils n'ambitionnaient plus aussi ouvertement l'héritage de la couronne de France. Les provinces du Midi furent à peu près purgées des garnisons anglaises qui y étaient çà et là restées.

Enfin on crut que ce n'était point assez de chasser de France les Anglais; on pensa que l'heure était venue d'aller réduire ces insulaires jusqu'au siége même de leur domination, et qu'il n'y avait plus qu'à vouloir, pour recommencer ce qu'avait fait Guillaume le Conquérant.

Dès lors de grands préparatifs furent faits : en dépit du mauvais vouloir de quelques-uns des proches du roi, ils ne furent pas tout à fait inutiles, grâce à l'énergie et à l'audace de Jean de Vienne qui, avec une partie de la flotte disloquée par le duc de Bourgogne pour son service personnel en Flandre, et à la faveur de l'alliance existant entre les rois de France et d'Écosse, opéra, au mois de mai 1385, un débarquement de troupes françaises à Leith, port d'Édimbourg, pour de là passer dans les comtés septentrionaux d'Angleterre. On ne fit pas en Écosse aux Français l'accueil auquel ils s'étaient attendus. Néanmoins tous les fils du souverain de ce royaume se rangèrent sous les drapeaux de la petite armée de Jean de Vienne, qui se dirigea vers le Northumberland et le Durham, et s'empara de plusieurs places et châteaux de ces comtés; il envahit pareillement le Cumberland et le Westmoreland. Au seul bruit de l'arrivée de Jean de Vienne, qui n'avait pourtant qu'une poignée de soldats sous ses ordres, toute l'Angleterre s'émut, comme si c'en était fait d'elle, si l'on ne forçait au plus tôt l'amiral français, par tous les moyens possibles, de rebrousser chemin et de se rembarquer. Le roi d'Angleterre lança soudain son mandement par tous ses États, et convoqua ses comtes, barons, chevaliers, écuyers, le ban et l'arrière-ban de sa noblesse. Lui-même se mit en marche, entouré de ses oncles, à la tête de près de quatre-vingt mille hommes de troupes, suivant la côte et se faisant accompagner de vingt gros vaisseaux chargés de vivres et autres objets nécessaires, qui se

tenaient sans cesse en vue de l'armée de terre. Et chacun, dans cette multitude, disait, non sans effroi, que pour si peu nombreux que fût son monde, Jean de Vienne n'était homme à reculer, et qu'il fallait se préparer à une rude et sanglante bataille. Le brave amiral n'eût point effectivement reculé d'un pas, et avec sa petite armée eût accepté la bataille contre quatre-vingt mille Anglais, sans la défection des cinq à six mille Écossais qui s'étaient joints aux mille à quinze cents hommes de débarquement amenés de France.

« Eh quoi ! s'écriait Jean de Vienne, aux premiers symptômes d'irrésolution de ses alliés, on me disait que si vous aviez mille lances de bonnes gens de France, vous seriez dans le cas de combattre les Anglais. Je vous en ai amené mille et plus, et cinq cents arbalétriers, et vous reculez! Mais les chevaliers et écuyers de ma compagnie sont de dignes gens d'armes et la fleur de la chevalerie; ils ne fuiront pas, et quel que soit le sort que Dieu nous destine en ce lieu, nous y resterons. »

Cette généreuse allocution ne réchauffa point le cœur des Écossais effrayés. Ils retournèrent dans leur pays, laissé ainsi ouvert aux Anglais, et d'eux tous, il ne resta avec l'amiral de France que le loyal comte de Douglas et quelques barons. Douglas conduisit Jean de Vienne sur une montagne; il lui fit voir de là l'innombrable quantité d'ennemis qui s'avançaient, et de quelle inutilité ce serait d'essayer de les combattre; avec les mille à quinze cents Français réduits à eux-mêmes; Jean de Vienne, se résignant alors, reconnut qu'en effet il lui était impossible d'engager une action avec une telle disproportion de forces. Mais, ne voulant pas perdre tout le fruit qu'il s'était promis de sa descente, il fut soudain illuminé d'une de ces hardies conceptions qui n'appartiennent qu'à de grands capitaines. Pendant que Richard II et son armée entraient en Écosse par Berwick, et marchaient sur Edimbourg, en suivant la côte orientale, l'amiral, avec ses Français et le peu d'Écossais restés fidèles à sa fortune, ne battit un moment en retraite du Northumberland que pour se

faire conduire, à l'insu de l'ennemi, par les sentiers difficiles de la montagne, et passer de nouveau la frontière d'Angleterre du côté du couchant. Il traversa le Cumberland, le Westmoreland, les comtés de Lancastre et de Chester, qu'il ravagea au passage, et pénétra jusque dans le pays de Galles, où il prit à son aise villes et châteaux; car toute la contrée avait été dégarnie de soldats pour aller à la rencontre des Français sur un chemin tout différent. De sorte qu'à l'heure même où le roi d'Angleterre était occupé à piller et ravager l'Ecosse, et entrait jusque dans Edimbourg, son propre territoire n'était pas davantage épargné, ce qui l'obligea, comme l'amiral l'avait prévu, à faire retraite à son tour et à rentrer pour défendre ses campagnes occupées et ses villes assiégées. Jean de Vienne, quand il apprit que les ennemis avaient vidé le royaume d'Ecosse, quitta, de son côté, le royaume d'Angleterre, disant qu'il avait rendu, et au-delà, aux Anglais, le mal qu'ils avaient fait aux Ecossais. Il avait, en outre, empêché, par son expédition, le comte de Buckingham de porter des secours aux partisans du roi d'Angleterre, dans la Guienne et la Gascogne. Il se rembarqua avec des richesses extraordinaires, et fit voile pour la France sans être inquiété.

Ce que Jean de Vienne, l'amiral de la mer, comme on disait alors, avait tenté et opéré avec de si faibles moyens d'action, dut contribuer singulièrement à entretenir Charles VI et sa noblesse dans l'opinion qu'ils avaient au sujet de la grande descente méditée contre l'Angleterre. Son succès complet ne leur parut plus douteux, et l'anéantissement de la puissance des Anglais, la fusion de leur île avec la France, fut pour eux comme un fait acquis d'avance. Toutes les pensées, tous les regards, furent tournés vers l'Angleterre. Les préparatifs répondirent à la grandeur de l'entreprise; ils la dépassèrent même. Toutes les provinces maritimes de la domination du roi de France en furent exclusivement occupées. Qui se serait rendu dans les forêts de la Bretagne, y aurait vu construire un édifice de bois si vaste, qu'il tenait du merveilleux. C'était toute une ville carrée, ayant trois mille pas

de diamètre, et se composant d'une forte enceinte palissadée, ainsi que de maisons que l'on devait aligner par rues, dans l'intérieur des murs; le tout pouvait se monter et démonter à volonté. Des milliers d'ouvriers travaillaient à cette gigantesque construction, sous l'active surveillance du connétable de Clisson, qui faisait généreusement et patriotiquement les frais d'une telle merveille. Un beau jour, toute la ville de bois fut mise en mouvement, et on la vit se diriger des forêts vers le port de Tréguier. Soixante et douze grands vaisseaux la reçurent, et le connétable se disposa à la conduire lui-même au port de l'Écluse, que l'on avait fait reconstruire et agrandir tout exprès pour la grande expédition. La ville de bois avait pour but de servir, après le débarquement en Angleterre, de place d'armes qui tiendrait les Français à l'abri des atteintes de l'ennemi.

L'amiral Jean de Vienne, de son côté, luttait d'activité et de dévouement avec le connétable. Les nombreux vaisseaux que l'on avait fait construire et équiper dans les ports du royaume étaient loin de suffire pour le transport de l'armée d'envahissement. On rassembla, à prix d'argent, tout ce qu'on put en trouver, des côtes de la Castille à celles de la Prusse. Ils furent réunis, au mois de septembre de l'année 1386, au nombre de treize cent quatre-vingt-sept, entre l'Écluse et Blankenberg. On eût dit que c'était un pont flottant que l'on voulait jeter de la côte de Flandre à celle d'Angleterre. Cent mille hommes au moins et cinquante mille chevaux devaient être embarqués sur cette flotte immense, dans laquelle pourtant, comme dans toutes celles du même siècle, il semble que les vaisseaux eussent perdu en grandeur ce qu'ils avaient gagné en nombre. C'était, entre les seigneurs de France, à qui déploierait sur ces vaisseaux le plus de luxe et de magnificence. Des étoffes de la plus grande richesse les tapissaient; les plus brillantes couleurs les couvraient à l'envi : toutes les proues étincelaient d'or sur azur; les mâts, pressés comme les arbres d'une forêt, s'élevaient enlacés jusqu'au sommet de feuillages d'argent et d'or; les voiles étaient parsemées de devises, d'armoiries, d'é-

cussons brodés en soie par les plus nobles dames, tandis que de tous côtés flottaient au gré du vent des banderoles, des flammes éclatantes, et les drapeaux et les étendards resplendissants des bannerets. Le jeune roi Charles VI, qui avait encore sa raison et était un prince de courageuse humeur, se prenait de joie au spectacle des préparatifs jusqu'alors inouïs de cette expédition, de laquelle il se flattait d'être, et il disait, dans le langage de son temps, au vieux connétable de Clisson, qui l'écoutait le cœur tout gonflé d'aise : « Ami, j'ai été en mon vaissel, et me plaisent grandement les affaires de mer, et croi que serai bon marinier. »

Mais les oncles et parents du roi ne l'entendaient point ainsi. Moins de deux ans auparavant, Louis Ier d'Anjou était mort après avoir entraîné avec lui à une perte certaine, en Italie, une brillante armée de soixante mille hommes, qui aurait été un peu plus tard si utile à la France et qui périt par les fièvres, sans coup férir. Le duc de Bourgogne, non moins occupé de ses affaires de Flandre, avait, de son côté, comme on a vu, détourné autant que possible des vaisseaux que l'on destinait contre l'Angleterre, pour les faire servir à ses plans particuliers. Le duc de Bretagne, sous de feintes apparences de dévouement, était sourdement occupé à renouer ses anciennes relations avec l'Anglais, et se disposait, à l'insu de ses sujets, à lui ouvrir de nouveau son pays; tandis que le duc de Berri, se laissant séduire par l'argent des ennemis, entravait de toutes sortes de manières, et réduisait au néant, par des lenteurs calculées, l'expédition dont les préparatifs avaient coûté si cher et donné de si brillantes espérances. La terreur pourtant était au comble en Angleterre; à peine y croyait-on que la lutte fût possible en cas de débarquement; l'on n'y voyait de salut que dans l'avortement de l'entreprise. Grâce aux princes de la famille royale, aux grands vassaux de la couronne, au duc de Berri particulièrement, qui avait puissance entière sur l'esprit du jeune roi, son neveu, tout se convertit au souhait de l'Angleterre. On ne profita pas du temps favorable à la navigation ; une

grande partie des provisions amassées se gâtèrent; l'ardeur du soldat se ralentit. Le connétable de Clisson qui avait fait, à l'opposé des princes du sang, tant de sacrifices personnels, fut le premier à ressentir les funestes effets de la coupable conduite du duc de Berri; obligé de mettre à la voile dans une saison avancée, il fut surpris d'une violente tempête, alors que, monté sur un brigantin qu'il avait fait armer en Bretagne, il conduisait une partie de la flotte au rendez-vous général. Le gros temps dispersa tous les vaisseaux sur lesquels on avait chargé la fameuse ville de bois, et l'un d'eux fut poussé par les vents dans la Tamise, comme pour aller porter aux Anglais quelques morceaux inutiles d'une des plus extraordinaires conceptions de l'esprit humain; sept vaisseaux remplis de provisions furent jetés sur les côtes de Zélande, cinq à six autres furent fracassés; et Clisson, au désespoir, arriva à grand'peine à l'Écluse avec le reste de sa flotte, toute délabrée et hors d'état. Le duc de Berri, auteur de cette disgrâce, ne manqua pas de s'en servir pour persuader au roi de retarder indéfiniment l'entreprise. Le roi, trahi par ses plus proches et n'accusant pourtant encore que les vents et la tempête, quitta l'Écluse, et retourna tout pensif et troublé à Paris. Ce grand et glorieux projet s'en alla en fumée, et de tant de préparatifs il ne resta qu'un vain bruit et la ruine de l'État.

L'année suivante, l'amiral Jean de Vienne et le connétable Olivier de Clisson, tâchant de mettre au moins à quelque profit les débris épars de la grande expédition naguère projetée, se préparèrent à partir, l'un de Tréguier, l'autre d'Harfleur, pour passer en Angleterre. Déjà ils avaient fait une avance de paye de quinze jours aux troupes qui devaient les accompagner, et ils allaient mettre à la voile, quand le duc de Bretagne, toujours complice secret des Anglais, fit traîtreusement et sans prétexte plausible arrêter le connétable, qui était l'âme de cette nouvelle entreprise. L'emprisonnement de Clisson dura tout juste le temps nécessaire pour qu'elle échouât.

Il y eut néanmoins une affaire de quelque importance sur mer

entre les Français et les Anglais. Des chevaliers normands se servirent d'une partie de la flotte d'Harfleur pour inquiéter le commerce et les mouvements maritimes de l'Angleterre, qui avait armé de son côté pour résister aux attaques. Une flotte anglaise se trouva bientôt en présence de celle des Normands, accepta ou engagea le combat, en tirant à la fois du canon et une multitude de flèches, ce qui n'ébranla pas l'énergie des Français; il y eut tout d'abord un grand nombre de blessés de part et d'autre, et les chances paraissaient égales entre les deux flottes. Mais le trait étant venu à manquer aux Anglais, qui étaient des archers fort renommés et qui se servaient de leur adresse pour interdire l'approche de leurs vaisseaux, les Français mirent aussitôt à profit cette circonstance et vinrent à l'abordage, genre de lutte où ils pouvaient déployer tout leur courage et dans lequel ils s'étaient dès lors acquis une grande célébrité. Une fois placée sur cette sorte de terrain, l'affaire ne tarda pas à être vidée. Les Anglais ne purent soutenir l'assaut, et furent complétement défaits. La mer était un champ de bataille où les deux nations se faisaient rarement quartier; les vaincus furent presque tous tués et jetés à l'eau; on épargna seulement ceux qui, par leur rang et leur richesse, donnaient l'espérance de bonnes rançons. Hugues Spenser, commandant de la flotte anglaise, fut fait prisonnier; on l'amena en Normandie sur ses propres vaisseaux, dont pas un n'avait échappé, et qui contenaient de grandes richesses [1].

Cependant le roi d'Angleterre, encore sous le coup de la terreur qui lui avait été inspirée par les derniers armements, ne

[1] On aura remarqué, à propos de ce brillant fait d'armes maritime, que pour la première fois il est question de l'emploi du canon dans un combat naval. Il y avait déjà plus d'un demi-siècle que l'on faisait usage sur terre de la poudre et de bouches à feu quelconques; les Anglais leur avaient dû en partie leurs succès sous le règne du roi Jean, et peut-être même sous celui de Philippe de Valois, les Français n'en ayant point encore de leur côté. Les Vénitiens, croit-on, avaient été les premiers à s'en servir sur mer, l'an 1381, dans une guerre contre les Génois. Une révolution dut, dès lors, s'opérer dans la construction navale. Le dommage que de nouveaux et puissants projectiles occasionnaient, exigea qu'on donnât aux vaisseaux plus de force et de solidité. D'un autre côté, les voyages de long cours, que permit d'entreprendre le perfectionnement de la boussole, contribuèrent à la révolution commencée dans l'art de la construction des vaisseaux par l'usage du canon.

cessait pas de tout disposer pour la défense de ses États; les facilités que lui donnaient les secrètes ouvertures du duc de Bretagne, et les menées du roi de Navarre, lui permirent en même temps de faire inquiéter par une flotte légère, sous les ordres du comte d'Arundel, les côtes de Bretagne et de Normandie. Cette flotte se porta soudainement sur La Rochelle, et opéra, mais sans aucun résultat, une descente près de cette ville; quelques vaillantes sorties des Rochelais suffirent pour forcer le comte d'Arundel et ses gens à se rembarquer avec perte.

Déjà plusieurs trêves de suite avaient eu lieu entre les deux couronnes de France et d'Angleterre, quand Richard II, en demandant et obtenant la main d'une fille de Charles VI, parvint à les convertir en une sorte de paix qui devait durer vingt-huit ans, à partir de l'année 1396. C'était donner le temps à l'Angleterre de réparer ses forces épuisées et d'échapper à de grands embarras extérieurs.

Dès auparavant, une partie des plus braves et des plus dignes d'entre ceux qui avaient dû être de la grande expédition naguère préparée contre l'Angleterre, dans le besoin de se distraire de la cruelle déconvenue qu'on leur avait fait éprouver, ne trouvèrent rien de mieux que de ressusciter pour un moment les croisades, et d'aller dépenser leur courage et leur activité contre les adorateurs du Dieu de Mahomet. La France vit alors ses plus nobles soutiens, Jean de Vienne au milieu d'eux, s'embarquer d'abord pour les côtes de Tunis, et trois ans plus tard traverser l'Allemagne, aller au secours du roi de Hongrie, en guerre avec les Turcs, et assiéger Nicopolis. C'est dans la sanglante bataille qui fut livrée sous les murs de cette ville que l'amiral Jean de Vienne finit sa glorieuse carrière, à la tête de l'avant-garde des chevaliers français, le 26 septembre 1396. Sa vieille expérience avait prévu que la fougue et la présomptueuse confiance des jeunes seigneurs de France, qui ne voulaient pas attendre, pour engager le combat, l'arrivée de l'armée hongroise, entraîneraient leur perte entière. Philippe d'Artois, comte d'Eu et connétable de France, se mon-

trait surtout fort impatient, et déclara qu'il ne voulait plus attendre. Le sire de Couci demanda alors à Jean de Vienne ce qu'il convenait de faire : « Sire de Couci, répondit le brave amiral, là où la vérité et la raison ne peuvent être ouïes, il faut bien que l'outrecuidance règne; mais puisque le comte d'Eu veut combattre et que nous ne pouvons le retenir, nous devons le suivre, fût-ce à la mort. » Jean de Vienne, qui savait bien qu'il prophétisait ainsi le sort prochain qui l'attendait, s'élança donc à la tête de son avant-garde, la bannière de Notre-Dame en main. Il fit merveille d'armes dans cette lutte désespérée, et ne tomba enfin que fatigué de ses exploits et écrasé par le nombre. On trouva sur le champ de bataille ce noble guerrier en cheveux blancs, couvert d'anciennes cicatrices mêlées à cent blessures récentes; il était étendu sur un monceau d'ennemis immolés de sa main, et tenait encore sa bannière serrée entre ses poings. Si l'on trouve ici, en passant, quelques mots sur cette bataille continentale de Nicopolis, c'est qu'elle achève de peindre la figure homérique de cet illustre amiral Jean de Vienne, qui est la plus vieille des gloires maritimes de la France.

Dans l'année qui avait suivi la conclusion de la grande trêve de vingt-huit ans entre Charles VI et Richard II, Brest avait été enfin restituée au duc de Bretagne, et Cherbourg au nouveau roi de Navarre, Charles III, qui la céda avec son comté d'Évreux, en 1404, au roi de France, contre le duché de Nemours. Les Anglais en voulurent beaucoup à Richard II de ces loyales, quoique tardives restitutions; et ce ne fut pas une des choses que le nouveau duc de Lancastre sut le moins exploiter, quand il le détrôna et se fit proclamer roi d'Angleterre, en 1399, sous le nom de Henri IV.

Le 25 octobre 1396, un grand honneur fut fait à Charles VI; la seigneurie de la ville et de l'État maritime de Gênes lui fut dévolue. Gênes, en se donnant à Charles, sous la réserve de ses libertés civiles, et sous la condition de ne pouvoir être transportée à aucune autre maison souveraine, apportait avec elle l'île de Corse

dont elle s'était emparée après en avoir expulsé les Sarrasins. Gênes avait voulu ainsi échapper aux factions, filles de celle des Guelfes et des Gibelins, qui, sous le nom des Spinola, des Doria, des Boccanegra, des Fiesque, des Fregose et des Adorne, déchiraient son sein et menaçaient de la rendre la proie de Venise. Valeran de Luxembourg, comte de Saint-Pol, fut d'abord nommé gouverneur de Gênes par Charles VI; mais n'ayant point su se concilier les habitants de cette cité, il fut remplacé par Nicolas de Calville, puis, en 1401, par le célèbre maréchal de Boucicaut, deuxième du nom. Boucicaut rendit aussitôt l'autorité de la France respectable dans Gênes, et quand il y eut apaisé toutes les factions il s'occupa à donner le plus grand lustre à son gouvernement. Lui-même il prit le commandement des flottes génoises, alla se joindre au grand-maître de Rhodes pour combattre les musulmans; il attaqua, prit et rasa la ville de Scanderoun ou Alexandrette, incendia Bairouth, termina à la gloire de Gênes une affaire dans l'île de Chypre pour la possession de Famagouste qui resta aux Génois, balança dans une bataille navale, et malgré l'infériorité de ses forces, la fortune des Vénitiens commandés par Carlo Zani, et, fier d'avoir sous ses ordres Château-Morant, de Culant, Jean de Dôme, Robinot de Fretel, Jean de Loup, Guichard de Mage, Robert de Toloigni, Guillaume d'Escambronne, Richard de Montel, Jean de Montrenard, Charles de Fontaines, Odet de Chassaigne et d'Oni, brave élite de chevaliers et de marins, resta sur le champ du combat à défier la flotte de Venise; il la défia plus solennellement encore le 6 juin 1404, dans un manifeste où il accusait les Vénitiens de félonie envers leur Dieu, et s'offrait de combattre leur duc et leur amiral corps à corps, ou de combattre, lui cinquième, contre douze des plus illustres d'entre eux, ou lui vingtième contre vingt-quatre, ou lui vingt-cinquième contre trente; ou enfin de combattre, soit le doge, soit l'amiral, chacun sur une galère de pareille force. Boucicaut continua à gouverner l'État de Gênes jusqu'à l'année 1409 où, profitant de son absence, les Génois enlevèrent au roi de France l'autorité qu'ils lui

avaient donnée sur eux. La mémoire de Boucicaut n'en resta pas moins honorée des inconstants Génois [1].

A la faveur de la sécurité que Charles V avait répandue sur les mers, et d'une brillante marine qui florissait encore au commencement du règne de Charles VI, les Français purent entreprendre, dans l'intérêt de leur commerce, des navigations alors réputées difficiles et lointaines, et former, dit-on, des établissements sur des côtes où aucun autre peuple européen n'en avait encore; nul doute que les Français n'aient dû être entraînés par ce que leur en avaient pu dire les populations mauresques, avec lesquelles ils avaient été en si fréquentes communications depuis, et dès avant les croisades, à essayer d'explorer les côtes occidentales d'Afrique. Le port d'Arques était devenu le port d'une ville nouvelle, celle de Dieppe, dont l'enceinte ne datait que de 1360, lorsque deux navires firent voile, en 1364, de cette ville vers les Canaries, arrivèrent au temps de Noël jusqu'au cap Vert, mouillèrent dans une baie qui portait encore, dit-on, en 1666, le nom de Baie de France, et après avoir parcouru la côte aujourd'hui connue sous le nom de Sierra-Leone, s'arrêtèrent au lieu nommé plus tard par les Portugais Rio-Sestos. Il paraît que, frappés de la ressemblance qu'ils trouvaient entre cette situation et celle de leur ville natale, les navigateurs dieppois nommèrent le lieu découvert par eux *Petit-Dieppe*, et ne s'en éloignèrent qu'avec le projet d'y revenir bientôt. L'année suivante, en effet, 1365, des commerçants de Rouen s'étant associés à eux, ils armèrent en compagnie quatre navires, dont deux devaient traiter depuis le cap Vert jusqu'au *Petit-Dieppe*, et les deux autres aller plus avant pour découvrir les côtes. Mais ce plan subit quelques modifications qui néanmoins, en résultat, furent favorables; l'un des navires s'arrêta au Grand-Sestre, qu'il nomma *Paris*, sur la côte de Malaguette, où il prit une charge considérable de poivre; l'autre

[1] Nous avons donné, dans nos *Marins illustres de la France*, la biographie du maréchal de Boucicaut, en compagnie du grand-maître français de Rhodes, Philibert de Naillac.

trafiqua à la Côte des Dents, et poussa jusqu'à la Côte d'Or, d'où il rapporta beaucoup d'ivoire et un peu d'or. Les peuples de ces rivages n'ayant pas fait aux navigateurs un accueil aussi hospitalier que ceux de la côte de Malaguette, la compagnie résolut de fixer désormais ses établissements au *Petit-Dieppe* et à *Paris* d'Afrique. Des expéditions furent faites tous les ans pendant la durée du règne de Charles V et les premières années du règne de Charles VI. Des comptoirs, que l'on appelait *loges*, furent établis. En 1383, un comptoir fut créé par les Français à la Côte d'Or; on l'appela *la Mine*. D'actives relations commerciales existèrent entre Dieppe et la Guinée jusqu'aux années calamiteuses du règne de Charles VI, années auxquelles on touche, qui devaient entraîner la ruine de la marine française et l'abandon des comptoirs dieppois et rouennais sur les côtes occidentales de l'Afrique, et permettre un jour aux Portugais de prétendre à la priorité sur ces côtes, priorité plus que contestable ; car on voit dans un savant auteur de la première moitié du dix-septième siècle, et qui avait même appartenu au seizième, cette phrase significative : « Le siècle précédent, avant que les Portugais nous eussent enlevé le château de la Mine, toute la Guinée était remplie de nos colonies, qui portaient le nom des villes de France dont elles étaient sorties [1]. » D'où l'on doit conclure qu'au quinzième siècle les Français prétendaient encore être les légitimes possesseurs de certaines positions sur la côte occidentale d'Afrique, et qu'au seizième et dans la première moitié du dix-septième siècle, on tenait les Portugais pour des usurpateurs de ces positions, de même que pour des navigateurs venus à la suite des Français, et longtemps après ceux-ci [2].

[1] Georges Fournier, *Hydrographie*, page 202, chapitre *des Colonies tirées des Gaules*.

[2] Les personnes qui auront lu nos précédentes éditions de l'*Histoire maritime de France*, seront sans doute étonnées de nous trouver presque affirmatif aujourd'hui sur la priorité des Français à la côte occidentale d'Afrique, quand notre impartialité nous avait d'abord fait pencher vers l'opinion moins discrète de M. le vicomte de Santarem en faveur de la priorité de ses compatriotes les Portugais. Mais, outre que M. d'Avezac a fait depuis des recherches qui laissent maintenant peser le plus grand doute sur l'exactitude de

Dans le même temps à peu près que les Français formaient des établissements à la côte de Guinée, des aventuriers normands et gascons, conduits par Jean de Béthencourt, partaient de La Rochelle le 1er mai 1402, commençaient la conquête des îles Canaries, doublaient le cap Noun, et, selon l'expression de Fournier, montraient, eux aussi, aux Portugais, le chemin qu'ils ont depuis tenu pour la découverte des côtes d'Afrique et de l'Inde. Toutefois, les malheureux événements auxquels la France allait être en proie devaient mettre bientôt Jean de Béthencourt dans la nécessité de se ranger sous le protectorat des princes de Castille, pour achever sa lointaine conquête et revêtir le titre de roi des îles Canaries [1].

celles de M. de Santarem, la phrase découverte par nous dans un chapitre de l'*Hydrographie*, où personne n'avait songé à l'aller chercher (car chacun s'en tenait à la lecture des *Mémoires de la marine de France*, dans cet énorme *in-folio* de petit-texte), cette phrase, qui, s'il l'eût connue, aurait ruiné en partie l'échafaudage du savant vicomte (*Recherches sur la découverte des pays situés sur la côte occidentale d'Afrique, au-delà du cap Bojador*), ne lui permettra plus désormais de dire que le savant Fournier ne parlant pas des navigations et des établissements des Français à la côte occidentale d'Afrique, nous sommes tenus, nous autres Français, de passer condamnation. Oui, le silence de Fournier eût été concluant si, comme l'avançait M. de Santarem, il eût eu lieu à cet endroit; mais, au contraire, Fournier parle des établissements des Français à la côte de Guinée, de leur château de la Mine, comme de faits connus de tout le monde de son temps, et qui n'exigeaient pas même la moindre discussion pour être admis. Ils vivaient dans tous les souvenirs. Les Portugais ont nié notre priorité à la côte d'Afrique, comme les Anglais nieront un jour, que disons-nous, comme ils nient déjà notre priorité sur eux dans la Nouvelle-Zélande, quoique ce soit d'hier qu'il s'agisse. Nous revenons là-dessus dans notre *Introduction aux Navigateurs français*. Hâtons-nous de dire, toutefois, que, nonobstant ce, personne ne rend plus de justice que nous à l'étendue des connaissances et au grand savoir de M. le vicomte de Santarem.

[1] Voir la vie de Jean de Béthencourt dans les *Navigateurs français*. L'expédition de Béthencourt sert aussi à démontrer la priorité des Français sur la côte occidentale du continent africain : car Jean de Béthencourt débarqua en terre ferme. Fournier, en disant que Béthencourt montra aux Portugais le chemin qu'ils ont tenu pour la découverte des côtes d'Afrique et de l'Inde, entend évidemment parler de la découverte des côtes, *vers le cap de Bonne-Espérance*, qu'en effet les Portugais, entre les peuples modernes, ont les premiers reconnues. Mais, quant à la Guinée, c'était un fait acquis aux Français, par l'auteur de l'*Hydrographie*. Fournier dit même que Béhencourt *fut le premier qui renouvela* (donc il y en avait eu ; ceux des Dieppois sans doute) *les voyages de long cours dans l'Océan et doubla le cap Nuon, qui était le terme des navigations des anciens*. (*Mémoires de la marine de France*.)

CHAPITRE X.

De 1403 à 1422.

Période malheureuse depuis l'entière démence de Charles VI jusqu'à la mort de ce roi. — Combat naval de juillet 1403. — Descentes sur les côtes d'Angleterre. — Descente des Anglais en Bretagne et en Normandie. — Expéditions des Bretons et des Normands. — Expédition du comte de la Marche. — Expédition du maréchal de Rieux. — Le sire de Savoisi. — Henri V, roi d'Angleterre, revendique la couronne de France. — Sa descente en France. — Siége de Honfleur en 1415. — Ses suites. — La France livrée au roi d'Angleterre par la famille de Charles VI. — Prise de Cherbourg par les Anglais, en 1418. — Mort de Henri V et de Charles VI.

La démence de Charles VI était devenue incurable, et ce malheureux roi allait être définitivement livré à la merci de ses parents et de sa fatale épouse, Isabeau de Bavière. Si les princes avaient été moins désunis et s'ils avaient quelque peu secondé les vœux de la nation, en mettant à profit les querelles sanglantes qui avaient éclaté en Angleterre, sous le règne de Richard II, querelles que n'étouffa pas entièrement le triomphe de celui qui l'avait détrôné, nul doute qu'ils n'eussent épargné bien des maux à la France dans un prochain avenir. Mais, tout au contraire, ce fut entre eux à qui paralyserait les bons vouloirs que Charles VI montrait dans ses moments lucides. Bien que les divisions de l'Angleterre missent Henri IV dans la nécessité de désirer pour un temps la continuation des trêves avec la France, il n'en appuya pas moins son pouvoir, dès le début, sur la haine du nom français. Les trêves d'ailleurs étaient tellement en opposition avec les instincts des deux nations, qu'elles ne tenaient qu'à un fil et menaçaient à chaque instant d'être rompues par le plus petit accident, né des querelles que Français et Anglais se cherchaient continuellement sur mer. La mer était une immense arène où l'accord momentané des deux rois sur le continent jamais ne pouvait se faire admettre. Le roi d'Angleterre ne prit bientôt plus la peine de cacher qu'il n'attendait que d'avoir mis fin à ses

embarras intérieurs, pour déclarer presque ouvertement la guerre. Sous le prétexte de s'opposer aux entreprises des corsaires, il chargea une flotte, composée de dix vaisseaux et de nombre de bâtiments secondaires, de surveiller les côtes de France; il fit même une capture considérable dans les eaux de Bretagne.

Ce fut alors que les Bretons reprirent d'eux-mêmes les armes, équipèrent trente vaisseaux de différentes grandeurs, sur lesquels ils montèrent au nombre de douze cents, et mirent à la voile, du port de Roscou, près de Saint-Paul-de-Léon, au mois de juillet de l'année 1403, pour aller à la recherche de la flotte anglaise. Ils apprirent qu'elle était à l'ancre vers le Ras; ils cinglèrent jusque-là, et, le soir même, ils la découvrirent. Le sire de Penhert, amiral de Bretagne[1], eut besoin de toute son autorité pour retenir l'ardeur des siens, qui voulaient attaquer les Anglais malgré la nuit qui s'avançait, et pour les obliger de remettre la partie au lendemain. Les Bretons, s'étant aperçus, dès le lever de l'aurore, que la flotte ennemie avait levé l'ancre pour les éviter, séparèrent leurs vaisseaux en deux escadres pour lui couper le chemin; Guillaume du Châtel eut le commandement d'une partie des vaisseaux, l'amiral de Bretagne garda celui des autres. Les Anglais, à la vue de cette manœuvre, divisèrent pareillement leur flotte en deux, et se disposèrent à accepter le combat qu'ils ne pouvaient éviter. Il dura de cette manière depuis trois heures du matin jusqu'à neuf. Alors les Anglais, ne pouvant plus soutenir par divisions l'effort des Bretons, rallièrent tous leurs vaisseaux pour essayer d'un autre genre de lutte. Aussitôt la flotte bretonne se rallia également, et le combat recommença plus pressé et plus terrible. Enfin les Anglais, qui avaient déjà perdu

[1] On voit qu'outre l'amiral de France, il y avait encore dans chaque duché maritime un amiral particulier, et qui ne dépendait en rien du premier. La Normandie, la Guienne, le Languedoc, la Provence, du temps de leurs ducs et comtes, eurent leurs amirautés spéciales, comme la Bretagne. Quelques-unes subsistèrent encore longtemps après la réunion de ces provinces à la couronne. En 1626, le duc de Guise se prétendait encore amiral de Provence, et ce ne fut qu'en 1695 que la charge d'amiral de Bretagne fut réunie à l'amirauté de France.

cinq cents des leurs, jetèrent leurs armes à la mer, soit pour ne passer que pour matelots et se faire épargner à ce titre, soit pour priver leurs vainqueurs de ce butin; mais les Bretons les y jetèrent eux-mêmes ensuite, sauf mille prisonniers environ, qui pouvaient se racheter; et ils rentrèrent au port en triomphe, suivis de quarante et un bâtiments dont ils s'étaient emparés.

Dans le même temps, un habitant du comté de Guines, du nom de Guillebert de Frétin, vendit tout ce qu'il possédait, réunit toutes ses ressources et celles de ses amis, et vint à bout d'équiper deux vaisseaux avec lesquels il osa défier le roi d'Angleterre en personne, et fit à ceux de cette nation une guerre de corsaire des plus actives et des plus heureuses.

Les Bretons, encouragés par leurs précédents succès, prenaient de plus en plus goût aux courses sur mer. Ils firent, en la même année 1403, des descentes dans les îles de Jersey, de Guernesey, de Wight, et jusque dans Plymouth dont ils forcèrent les habitants à se racheter, et rentrèrent dans leurs ports à la mi-septembre, avec un immense butin. Le roi d'Angleterre envoya contre eux son amiral, Guillaume de Wilford, avec une flotte montée par six mille hommes. Wilford, usant de représailles, enleva sur les côtes de Bretagne quarante bâtiments chargés de vin et d'autres marchandises qui arrivaient du Poitou, et en brûla un nombre égal; opérant ensuite une descente sur les côtes, il porta sur quelques points non défendus le ravage et l'incendie. Les habitants des environs prirent tumultueusement les armes; et vinrent en désordre présenter le combat aux troupes anglaises, qui en eurent aisément raison. Après quoi, Wilford, s'étant rembarqué, navigua le long des côtes de Bretagne et de Normandie, s'emparant de tous les navires isolés qu'il rencontrait, et faisant de temps à autre des descentes sur la côte de France, pour incendier les moissons. C'était de part et d'autre un échange de ruines, dont souffraient affreusement les deux pays.

Cependant la principauté de Galles avait un nouveau prétendant dans la personne d'Owen Glendower, qui ne cessait d'appeler

les Français à son aide, et qui comptait surtout sur l'appui des Bretons, enfants de même race que les Gallois. Le comte de la Marche fut destiné à passer la mer, pour aller à son secours, avec huit mille hommes, qui devaient s'embarquer à Brest. Mais le comte fut longtemps retenu par les plaisirs de Paris, et se laissa précéder par des gentilshommes bretons et normands, qui s'armèrent à leurs frais et se disposèrent à monter sur leurs propres vaisseaux. Toutefois, comme ils avaient appris que l'on trouvait mauvais à la cour de France qu'ils agissent de leur chef, ils députèrent auprès d'elle Guillaume du Châtel, pour obtenir son adhésion. Il paraît que toute son éloquence eut grand'peine à triompher des incertitudes de cette cour divisée et déjà à moitié vendue à l'Anglais. Au retour pourtant de du Châtel, la flotte des Bretons et des Normands mit à la voile de Saint-Malo, sous son commandement et sous celui des sires de Châteaubriand et de La Jaille, emportant avec elle deux mille chevaliers et écuyers, presque tous jeunes, et braves jusqu'à la témérité. Le nombre des chefs de l'expédition fut, dès le principe, une cause de désordre et d'insuccès, comme jamais cela ne manque. L'un, malgré l'alliance qui existait entre les nations française et espagnole, contre l'avis des autres, commença par attaquer une flotte marchande d'Espagne, chargée de vins, et la pilla en véritable écumeur de mer. De durs propos, qui dégénérèrent en injures, furent alors échangés entre ceux qui n'avaient pas pris part à cette piraterie et celui qui s'en était rendu coupable. La division fut au comble, et les chefs se séparèrent pour aller aborder, chacun à sa guise et à son heure, au port de Darmouth, qui était le point de descente précédemment convenu. Les Anglais avaient été avertis, et se tenaient assemblés au nombre de plus de six mille hommes d'armes sur la grève. Là, ils creusèrent un fossé profond, ne laissant qu'un étroit passage, défendu par une garde avancée. Les Français, commandés par Guillaume du Châtel et La Jaille, parurent au nombre de deux cents hommes seulement. Les Anglais se tinrent derrière leur fossé, que le reflux avait

laissé rempli d'eau. L'avis de du Châtel était d'attendre le reste des troupes et les archers, et de prendre les ennemis de côté plutôt que de front, en raison de leurs retranchements. La Jaille, jetant sur son collègue un coup d'œil mêlé de reproche et de dédain, lui dit : « Est-ce que tu as peur, du Châtel ? » Du Châtel, à ces mots, n'écoutant plus la prudence et la sagesse qui lui avaient parlé intérieurement, s'élance sur le rivage, en criant à La Jaille : « Fais donc comme moi, et viens apprendre à mourir sans demander quartier. »

La descente précipitée des deux cents Français jeta d'abord quelque trouble parmi les Anglais; mais quand ils virent que leurs adversaires manquaient d'archers, ils comprirent que cette descente inopportune était pure jactance et fanfaronnade, et firent une furieuse décharge de flèches et de toutes sortes de traits. La garde du seul passage qu'ils avaient laissé fut en outre doublée si à propos, que les Français ne purent avoir aucune espérance de le forcer. Afin de prendre les Anglais de côté, puisqu'il devenait désormais impossible de les avoir de front, quelques-uns se hasardèrent de franchir le fossé, sans le sonder auparavant : ils furent ou submergés par l'effet de la pesanteur de leurs armes, ou accablés par le nombre de leurs ennemis. La valeur des deux cents Français, digne pourtant de s'être exercée avec des chances meilleures, ne réussit qu'à faire payer chèrement leur vie; on dit qu'ils laissèrent, avant d'expirer, près de quinze cents Anglais sur la grève. Guillaume du Châtel, entre autres, abattait d'une pesante hache d'armes, qu'il maniait avec une rare dextérité, tout ce qui se présentait à portée de son bras; les forces enfin venant à lui faillir, on lui cria de se rendre : « Non, répondit-il, en jetant un regard sur La Jaille, je ne veux ni grâce, ni merci; c'est ainsi que je l'ai juré. » Et il tomba percé de mille traits, en essayant toujours de frapper l'ennemi de son bras épuisé. Il respirait encore; les Anglais, fiers d'une telle conquête, l'emportèrent à la ville, pour lui faire prodiguer des soins et en obtenir par la suite une importante rançon. Ce fut inutile:

au premier appareil, il succomba. Tout ce qui ne périt pas des deux cents Français fut pris et envoyé au roi d'Angleterre. C'étaient, pour la plupart, des gens de race puissante et riche, qui purent se racheter à prix d'or. Les gentilshommes français du reste de la flotte, malgré leurs divisions, apprirent cette catastrophe avec consternation. Dans le premier mouvement, ils voulaient aller venger sur l'heure et au même lieu la perte de leurs compagnons d'armes; mais les sages conseils de l'un d'entre eux, homme d'autorité, les engagèrent à différer l'exécution de leur projet, jusqu'à ce qu'ils eussent un chef capable de réunir tant d'esprits qui s'entendaient si peu. L'île de Wight n'échappa pourtant pas à leur colère; ils la ravagèrent en revenant.

Les seigneurs de la Roche-Guyon et de Bacqueville, de leur côté, avec deux cents chevaliers normands, avaient tenté une malencontreuse descente dans l'île de Portland; ils s'étaient vus inopinément entourés par mille à douze cents Anglais, et avaient été tous faits prisonniers.

Les Bretons avaient toujours à cœur de prendre une éclatante revanche. En moins d'un mois, le frère de Guillaume, Tannegui du Châtel, qui acquit depuis une si grande célébrité historique, équipa une nouvelle flotte avec l'aide de quatre cents gentilshommes dévoués, qui reprirent la mer avec lui. Ils cinglèrent droit vers Darmouth, où, depuis la dernière affaire, on se tenait dans la plus complète sécurité, débarquèrent à l'improviste et entrèrent dans la ville, qui ne leur opposa aucune résistance, et qu'ils réduisirent en cendres. Durant deux mois encore, ils coururent une partie de la côte d'Angleterre, faisant expier, à la sauvage manière du temps, par l'incendie et par le fer, la mort de Guillaume du Châtel et des deux cents chevaliers français.

Au milieu de tous ces préludes de la grande guerre qui devait bientôt éclater, le roi d'Angleterre faillit une fois être pris par des corsaires français, en se rendant par mer du comté de Kent dans celui de Norfolk. Quatre vaisseaux, chargés de ses bagages, furent

capturés, et celui qu'il montait eut toutes les peines du monde à échapper par la fuite.

Enfin le comte de la Marche se disposa à quitter Paris et à se rendre à Brest, où l'attendaient les vaisseaux qui devaient le transporter, lui et ses troupes de débarquement, en Angleterre. Une flotte anglaise, après avoir manqué La Rochelle, cingla vers les côtes de Bretagne, dans le dessein de mettre le feu aux vaisseaux que l'on armait à Brest. Elle débarqua son monde non loin de Guérande; mais les Anglais furent si vigoureusement reçus par le maréchal de Rieux, qu'ils durent se rembarquer précipitamment, après avoir laissé sur la place leur commandant en chef, que Tannegui du Châtel, toujours occupé de venger la mort de son frère, avait étendu roide et sans vie d'un seul coup de hache.

La saison était désormais trop avancée pour que le comte de la Marche, qui avait perdu dans les fêtes le temps favorable, passât dans le pays de Galles; d'ailleurs il paraît qu'une partie de ses troupes de débarquement avait déserté, et que l'autre était découragée par tant de lenteurs. Il se contenta de faire quelques descentes sur les côtes méridionales de l'Angleterre. Il voulait d'abord aller débarquer à Darmouth, mais les vents s'y opposèrent. Ce contre-temps lui valut pour un moment une apparence de bonne fortune. Il aperçut sept bâtiments anglais remplis de marchandises, qui se rendaient à Plymouth; aussitôt il leur donna la chasse; ceux qui les montaient n'eurent rien de si pressé que de se jeter dans leurs canots, abandonnant navires et biens aux Français. Après cette capture, le comte de la Marche fit voile vers Plymouth, où, ayant opéré sa descente, il saccagea la ville par le fer et le feu. Une autre descente eut immédiatement lieu dans l'île de Wight, à travers laquelle trois jours durant, de semblables ravages furent promenés. Mais, à la nouvelle du rassemblement d'une flotte anglaise supérieure en nombre à la sienne, le comte de la Marche, regrettant déjà les plaisirs qu'il avait quittés, prit le parti de revenir en France. A peine était-il remonté sur sa flotte, qu'une grande tempête fut soulevée, qui dura autant de

jours qu'il en avait employé à ravager la malheureuse île de Wight; elle causa la perte de douze de ses vaisseaux avec les matelots et les troupes qu'ils avaient à bord. Le reste de la flotte n'atteignit qu'avec peine, et dans le plus grand délabrement, le port de Saint-Malo. Cette année était mort Philippe le Hardi, dont le fils, Jean sans Peur, ajouta peu après à l'héritage paternel, par alliances, successions ou transactions, le duché de Brabant et les comtés de Hainaut, de Hollande, Zélande et Frise.

En 1405, une expédition, résolue et payée par des habitants de la province, partit des côtes de Bretagne pour exécuter le traité conclu entre la France et le prétendant de Galles. Le maréchal de Rieux, Renaud de Hangest, grand maître des arbalétriers, et le Borgne de la Heuse, allèrent débarquer, avec deux mille six cents hommes d'élite, à Milford, dans le comté de Pembroke, où une petite armée de Gallois, commandée par le prétendant, se joignit à eux; ils s'emparèrent de Picton, de Saint-Clair, de Caermarthen et de Cardighan, et ravagèrent une vaste étendue de pays. Pendant huit jours entiers, ils ne furent séparés du roi d'Angleterre et de son armée que par une vallée. On s'observa longtemps, chacun attendant que son adversaire attaquât le premier, et sacrifiât ainsi sa position; mais le roi d'Angleterre prit à la fin le parti de se retirer. Quelques détachements de Français et de Gallois furent alors envoyés pour inquiéter sa retraite, et lui firent supporter plusieurs pertes. Ce ne fut que l'approche de l'hiver qui engagea le maréchal de Rieux et ses compagnons d'armes à se rembarquer pour revenir en Bretagne. L'Angleterre garda un long et cruel souvenir de leur descente; mais ce que ses propres soldats avaient fait en France n'autorisait que trop de si terribles représailles.

De son côté, le sire de Savoisi, fameux par sa querelle avec l'université, voulant illustrer l'exil auquel on l'avait condamné par des faits d'armes, équipa deux vaisseaux, à l'aide desquels il fit des courses contre les Anglais, et ravagea l'île de Wight qui, en raison de sa position, était le lieu où l'on ne manquait jamais de

venir braver l'Angleterre, et toujours était un des premiers holocaustes que choisissait la vengeance des Français.

Plusieurs années de querelles intérieures s'étaient passées depuis lors; et, dans ce déplorable état, la France avait laissé échapper de ses mains la ville et l'État maritimes de Gênes, quand les deux partis, Armagnacs ou Orléanistes et Bourguignons, qui désolaient ce pays, appelèrent tour à tour l'étranger, et, qui pis est, l'Anglais, à l'aide de leurs prétentions rivales. L'Anglais passait toujours du côté de qui offrait le plus d'avantages. On alla jusqu'à traiter avec lui du démembrement de la France; et c'étaient les princes mêmes de la famille royale qui se faisaient les auteurs ou les complices de ces abominables trahisons contre la nation, contre leur propre sang. Henri IV d'Angleterre ne les put mettre à profit comme il l'aurait désiré, assez occupé qu'il fut presque tout le temps de son règne des discordes de son royaume.

Mais, en 1413, son fils Henri V lui succéda, qui avait tous les instincts, toutes les passions d'un conquérant; mieux assis que son père sur le trône, il eut l'œil sans cesse ouvert sur les divisions de la France, les couva, les échauffa, et pendant ce temps fit d'immenses préparatifs de guerre. Lorsque le moment lui parut opportun, au mois d'août 1415, il s'embarqua avec une armée de cinquante mille hommes, sur une flotte composée de quinze à seize cents navires de toutes sortes, dont une grande partie avait été affrétée par lui de la Hollande et de la Zélande. Bientôt il pénétra sans obstacles dans l'embouchure de la Seine, entre Harfleur et Honfleur, et il put effectuer son débarquement et celui de ses troupes sur la rive droite, comme s'il mettait le pied sur son propre domaine et ne devait trouver personne pour lui en disputer la possession. Il y avait en France plusieurs gouvernements à la fois, qui se contrariaient, qui se faisaient une guerre acharnée, ou plutôt il n'y en avait aucun.

Les Anglais, aussitôt leur débarquement, allèrent mettre le siége devant Harfleur, place alors considérée comme la clef de la Normandie. Elle n'avait pour défenseurs, outre ses habitants,

que trois à quatre cents hommes d'armes, commandés par les sires d'Estouteville et de Gaucourt, qui s'étaient enfermés dans les murs; mais elle était très forte pour le temps, et les citoyens d'Harfleur avaient en eux l'amour du pays et la haine de l'Anglais. Le 22 août, l'ennemi ouvrit ses batteries, avec le gros canon qu'il avait débarqué, lançant sur la ville d'énormes boulets de pierre, qui écrasaient les maisons. Les assiégés ne déséspérèrent pas d'eux-mêmes; d'Estouteville et de Gaucourt conduisirent avec succès plusieurs brillantes sorties, et se flattaient, avec les habitants, d'être prochainement soutenus par l'armée royale, rassemblée à Vernon. Les uns et les autres furent cinq semaines dans cette attente de chaque jour, se signalant par maints exploits et supportant avec constance tous les maux d'un long siége. Enfin, pressés de toutes parts, manquant tout à la fois de munitions et de vivres, ils furent obligés de convenir avec le roi d'Angleterre, par l'intermédiaire de d'Estouteville, capitaine de la place, qu'ils se rendraient si, dans un délai de trois jours, ils n'étaient secourus par le roi ou le dauphin en personne. D'Estouteville obtint un sauf-conduit pour aller à Vernon faire connaître cette capitulation si honorable et encore si pleine d'espérances. Il eut toutes les peines du monde à parvenir jusqu'au malheureux Charles VI, dont la réponse, ou plutôt celle de son chancelier, fut évasive. D'Estouteville revint dans Harfleur, la mort dans l'âme et maudissant l'entourage du monarque en démence. Le 22 septembre, à l'expiration du délai fixé par la capitulation, il fallut bien rendre la ville. Mais tous ne se résignèrent pas encore : il y en eut qui firent jusqu'à la mort une résistance désespérée, et il fallut que les Anglais livrassent un dernier assaut. Henri V en fit un prétexte pour traiter la garnison et les habitants avec une rigueur extrême : les chevaliers et les plus riches bourgeois d'Harfleur furent mis à rançon; les autres furent obligés de sortir de leurs murailles, sans charrettes ni fardeaux, et seulement avec chacun un bâton au poing, comme dit la chronique. Henri V abandonna leurs maisons au pillage.

Le temps qui s'était écoulé depuis le débarquement des Anglais jusqu'à la reddition d'Harfleur aurait suffi à un gouvernement à demi organisé pour sauver la France, d'autant que l'armée ennemie avait beaucoup souffert du siége, et que la dyssenterie s'était mise dans ses rangs. Mais la France était définitivement livrée, et un mois environ après la prise d'Harfleur, qui lui avait ouvert les chemins du pays, Henri V gagna sur les troupes démoralisées du triste fantôme de roi errant à travers la France au caprice de ceux qui s'en étaient emparés les derniers, la bataille continentale d'Azincourt, dont les conséquences devaient être plus désastreuses encore que celles des journées de Créci et de Poitiers. Le roi d'Angleterre put désormais retourner dans son île, y faire célébrer son triomphe, et laisser, non pas même à ses lieutenants, mais à la propre famille de Charles VI, le soin d'achever son œuvre. C'était entre les princes de cette famille à qui vendrait la France aux meilleures conditions pour son propre compte.

En 1417, Henri V, qui n'avait pas laissé son absence même stérile pour lui, repassa en France. Le 1er août, il prit terre au-dessous d'Honfleur, vers le confluent de la Touque et de la Seine. Honfleur et Caen, qui se trouvaient alors sans garnison, furent obligés de capituler aux meilleures conditions: toutefois les châteaux de ces deux villes ne se rendirent que plusieurs mois après. Cherbourg, qui était devenu la plus forte place du littoral de Normandie, tint pendant trois mois, malgré le traître et lâche dénûment dans lequel les princes l'avaient laissé. Rouen, investi par toutes les forces de Henri V, au mois de juin 1418, et presque réduit au seul secours de ses habitants, commandés par le brave et infortuné Alain Blanchard, qui fut décapité à la suite du siége, fit une admirable défense, et n'ouvrit ses portes qu'au mois de janvier 1419, après avoir vainement crié le grand *haro* contre les princes du sang qui n'avaient souci de lui, et lui faisaient dire de se rendre aux meilleures conditions. Henri V rentra ainsi en possession de Rouen et du duché de Normandie, deux cent quinze ans après que la conquête en avait été faite sur ses ancêtres par Phi-



DUQUESNE.

LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES NAVALES DE 1667 À 1688

lippe-Auguste. La France, à cette nouvelle, jeta un long mais inutile cri de détresse. Elle était alors impuissante à se gouverner par elle-même, et ses maîtres, indifférents à tout, hormis à leurs sanglantes vengeances l'un contre l'autre, n'avaient ni oreilles ni cœur pour l'entendre. C'est à un tel tableau surtout que l'on sent pour les nations l'impérieux besoin d'un gouvernement qui fonctionne en dehors des infirmités et des dissensions des familles régnantes.

Le 10 septembre 1419, Jean sans Peur, coupable précédemment du meurtre du duc d'Orléans, fut assassiné lui-même, dans une conférence avec le jeune dauphin, sur le pont de Montereau; et le nouveau duc de Bourgogne, Philippe dit le Bon, son fils, pour venger sa mort, prit l'engagement formel de faire donner au roi d'Angleterre la couronne de France. La reine Isabeau de Bavière, trahissant le propre fruit de son sein, le dauphin Charles, son fils, à peine âgé de dix-sept ans, se chargea d'obtenir de son malheureux époux la sanction de cette audacieuse trahison : et le 21 mai 1420, le traité de Troyes fut signé. Philippe de Bourgogne ouvrit les portes de la capitale du royaume au monarque anglais, qui daignait se contenter du titre de régent jusqu'à la mort de Charles VI, mort bien espérée toutefois, mais qu'il ne vit pas; car il succomba lui-même à Vincennes, le 31 août 1422, et son espèce de pupille en cheveux blancs ne s'éteignit que le 21 octobre suivant.

CHAPITRE XI.

De 1422 à 1457.

Avénement de Charles VII. — Défense du Mont-Saint-Michel. — Fin des succès des Anglais et retour de la fortune aux Français. — Défaites successives des Anglais et de leurs partisans. — Réconciliation de Philippe de Bourgogne avec le roi de France. — Siége de Calais par le duc de Bourgogne. — Aventure arrivée à deux gabares anglaises. — La province maritime de Normandie soulevée contre l'étranger. — Succès du maréchal de Rieux dans cette province. — Nouveau siege d'Harfleur par les Anglais. — Dieppe délivrée par le dauphin. — Trèves. — Reprise des hostilités. — Succès de Dunois en Normandie. — Cherbourg repris. — Les Anglais expulsés de toute la Normandie. — Leurs défaites en Guienne. — Prise de Blaye et soumission de Bordeaux. — Les Anglais introduits de nouveau dans Bordeaux par trahison. — Leur expulsion définitive de la Guienne. — Calais seul leur reste en France.

Le frère du feu roi Henri V, le duc de Bedford, qui avait été lui-même salué par ses compatriotes du titre de lord-protecteur d'Angleterre et de France, pendant la minorité de son neveu, faisait proclamer Henri VI dans la basilique de Saint-Denis; tandis que le dauphin, fils de Charles VI, que les Anglais et le parti du duc de Bourgogne appelaient, par dérision, le petit roi de Bourges, mais qui n'en était pas assurément réduit à cette ville, comme cela le donnerait à entendre, tenait toujours derrière la Loire, et se faisait, de son côté, proclamer légitime et seul roi de France, sous le nom de Charles VII. La France avait alors deux amiraux, l'un Anglais, nommé pour Henri VI, l'autre Français, nommé par Charles VII.

Bedford, au commencement de sa régence, soumit plusieurs places de Picardie, et entre autres le Crotoy, qui ne se rendit qu'après un long siége. Dans la Normandie, un rocher que le flux de la mer bat de tous côtés deux fois en vingt-quatre heures, troublait cependant encore le sommeil du régent. C'était le Mont-Saint-Michel, à deux lieues d'Avranches, forteresse nouvellement construite autour d'une antique abbaye, qui refusait obstinément de se rendre. L'abbé du monastère, gouverneur-né de la place, s'étant retiré auprès du régent, un capitaine pour le roi de

France fut établi au Mont-Saint-Michel. Le brave d'Estouteville avait succédé en cette qualité à Dunois, quand les Anglais entreprirent d'en finir avec ce rocher, en 1423. Vaillamment secondé par cent dix-neuf gentilshommes ou bons bourgeois normands, bretons et autres, parmi lesquels les Lahire, les Bricqueville, les Houël, les Jean Guiton, les Thomas Guérin, les Beauvoir, les Brezé, les Tournemine, les Carrouges, les Le Gris, les Clinchamp, les d'Orgeval, etc., d'Estouteville obligea les ennemis, malgré leur nombre et leur ténacité, à lever le siége. Les noms et les armoiries des intrépides défenseurs du Mont-Saint-Michel furent conservés sur les murs de l'église de l'abbaye.

Peu d'années après, Jeanne d'Arc, aidée de quelques vaillants capitaines restés fidèles à la cause de la France, et de courageux habitants, chassait les Anglais de devant Orléans; puis elle gagnait sur eux la bataille de Patai, et le sort des armes changeait complétement de face. Dans le cours de l'année 1429, le duc de Bedford, découragé, remit à Philippe de Bourgogne, son beau-frère, la régence de la partie de la France qu'il occupait, moins le gouvernement de Normandie qu'il se réserva. Ce fut en vain qu'il fit monter, à Rouen, sur le bûcher, la grande et infortunée Jeanne d'Arc; en vain que, pour contrebalancer le sacre de Charles VII, qui avait eu lieu dans Reims le 17 juillet 1429, il fit couronner, le 16 décembre 1432, le jeune Henri VI d'Angleterre dans l'église Notre-Dame de Paris : il finit ses jours à Rouen, au mois de septembre 1435, en voyant de ses yeux mourants la France lui échapper de toutes parts. Le 21 du même mois, Philippe de Bourgogne, pressé par sa noblesse, pressé par les remords que lui causait sa longue et héréditaire trahison, et aussi par le souvenir de son titre de Français, qui le faisait encore tressaillir malgré lui, signait le traité d'Arras, et se réconciliait avec Charles VII. Trois jours après, Isabeau de Bavière terminait sa vie maudite dans le dédain de tous. Les ennemis de la France, aussi bien ceux du dehors que du dedans, s'amendaient ou s'en allaient ainsi l'un après l'autre; malgré le mauvais vou-

loir de quelques princes encore, les choses rentraient peu à peu dans leur état normal. Au mois d'avril 1436, les habitants de Paris introduisirent le connétable de France, Arthur de Bretagne, comte de Richemont, dans leur ville, que les Anglais quittèrent par capitulation; ils s'embarquèrent sur la Seine, au milieu des huées du peuple, pour être transportés à Rouen.

Le duc de Bourgogne, qui avait à prouver qu'il était fidèle à ses nouveaux engagements, investit Calais et fut sur le point de le reprendre; mais cette ville ne devait pas revenir encore à la France. Philippe le Bon, mal secondé par ses sujets de Flandre, leva le siége, au bout d'un mois, le 31 juillet 1436. En revanche, dans le même temps, la ville du Crotoy, en Picardie, était reprise d'assaut; mais le fort qui commandait la place resta encore au pouvoir des Anglais. Ceux-ci avaient deux gabares, avec lesquelles ils inquiétaient continuellement les habitants d'Abbeville, et particulièrement les pêcheurs. Les Abbevillais jouèrent à ce sujet à leurs ennemis un plaisant tour : plusieurs d'entre eux se rendirent de nuit avec un bateau aux abords du Crotoy, et, se jetant à la nage, grappinèrent les deux gabares anglaises par dessous l'eau; puis, au moyen de longues cordes attachées aux grappins, ils les amenèrent à Abbeville. Le lendemain matin, les Anglais du fort du Crotoy furent bien stupéfaits et dépités de ne plus voir leurs navires; les rieurs n'étaient pas parmi eux. En masse ou en détail, tout se tournait contre l'étranger.

Dès l'an 1434, les communes de Normandie s'étaient soulevées contre les Anglais et leurs garnisons, et avaient ainsi singulièrement facilité les opérations du maréchal de Rieux, qui s'était rendu maître, au nom de Charles VII, de la plupart des villes et forteresses de cette importante province maritime, entre autres de Dieppe, de Fécamp et d'Harfleur. Mais l'année 1437 et l'année 1440 détruisirent en partie l'œuvre de 1434 sur le littoral de la Normandie. Les Anglais s'emparèrent de nouveau de Fécamp, et firent une fois encore supporter un rude siége à la ville d'Harfleur, si dévouée à la patrie. Jean d'Estouteville et les habitants déployè-

rent le même zèle, la même énergie, le même courage qu'à l'époque de la première descente de Henri V; mais, après quatre mois d'une courageuse résistance, Harfleur, en proie à la plus affreuse disette, dut rouvrir ses portes à l'étranger; et ses braves et infortunés habitants, par suite de la nouvelle capitulation, sortirent des murs, comme précédemment, un bâton à la main pour tout bagage.

Les Anglais, commandés par le fameux Talbot, investirent de nouveau Dieppe, au nombre de cinq mille, dans les premiers jours de novembre 1442. Dunois réussit à introduire un secours dans la ville. Mais Talbot, s'étant emparé du fort de Charles-Mesnil, sur la montagne de Polet, parvint ainsi, presque aussitôt après, à couper toute communication à Dieppe, dont le blocus dura près de neuf mois. Heureusement que le dauphin, fils aîné de Charles VII, qui fut depuis Louis XI, arriva avec un corps d'armée, força les lignes ennemies, entra dans la ville, le 14 août 1443; puis, faisant une vigoureuse sortie, emporta d'assaut le fort de Charles-Mesnil, tua quatre cents Anglais, et fit lever le siége. Le duc Jean de Sommerset arrivait, avec cinq mille autres Anglais, au secours de Talbot; mais il était trop tard, le duc fut obligé de se rembarquer avec son monde.

Épuisés de part et d'autre par des guerres si longues et si acharnées, les Anglais et les Français se concédèrent un mutuel répit, au mois de mai de l'année suivante, pour reprendre haleine et se disposer à terminer définitivement la querelle. En 1449, Dunois et François Ier, duc de Bretagne, dirigé par son oncle le connétable de Richemont, recommencèrent les hostilités, en reprenant plusieurs places de la Normandie; Rouen ouvrit avec une joie extrême ses portes à Charles VII, et Talbot, le plus célèbre des capitaines anglais, capitula dans le château et fut fait prisonnier. Au mois de décembre suivant, on résolut de déloger de nouveau l'étranger de la ville d'Harfleur. Charles VII en personne, avec toute sa suite, vint jusqu'à une demi-lieue de la ville, et Dunois entreprit le siége avec six mille cavaliers et quatre mille archers, tandis que vingt-cinq vaisseaux gardaient l'embouchure de la

Seine; ce qui prouve que la France avait profité de la dernière trêve pour relever quelque peu sa marine anéantie. Les Anglais capitulèrent promptement et se rembarquèrent le 4 janvier 1450. Au mois de février suivant, Honfleur fut aussi reprise. Restait encore à l'ennemi, dans la Normandie, la plus forte ville du littoral, Cherbourg, où un général illustre, Thomas Kyriel, débarqua au mois de mars, avec un corps d'armée de trois mille hommes d'élite, qui se grossit considérablement de tous les Anglais dispersés dans la province. Le 15 août de la même année, ils perdirent la mémorable bataille continentale de Fourmigni, dans laquelle Thomas Kyriel fut fait prisonnier, et rien ne s'opposa plus au siége de Cherbourg, dernier refuge des Anglais de ce côté du pays. La place était très forte, la garnison très nombreuse. Mais, à cette époque, l'artillerie française, naguère si inférieure à celle de l'étranger, était devenue la première du monde, et servait déjà avec une grande habileté à résoudre toutes les questions de défense et d'attaque. Les assiégés ne virent pas sans un grand étonnement les canonniers français dresser une de leurs batteries en un endroit au-dessus duquel les eaux de la mer s'élevaient par intermittences; à l'approche de la vague, ils couvraient la lumière et la bouche de leurs pièces avec des peaux graissées; et dès que le flot s'était retiré, ils revenaient à la charge, levaient leur appareil, et recommençaient le feu. Le pays eut à regretter durant ce siége, qui se faisait à la fois par terre et par mer, l'amiral de France, Prégent de Coëtivi et de Retz, qui fut tué d'un coup de canon en donnant vaillamment ses ordres. Le 22 août, les Anglais repassèrent la Manche, après avoir capitulé dans la place.

Toute la Normandie étant purgée de la présence de l'étranger, Charles VII passa à une autre province maritime, à la Guienne, dont il prétendait à bon droit aujourd'hui déshériter le roi d'Angleterre, qui avait voulu le dépouiller lui-même de tout son royaume. Dunois prit le commandement de l'armée française, obtint de rapides succès, fit capituler les places qui tenaient garnison anglaise, reprit la ville et le château de Blaye, et se fit ouvrir

les portes de Bordeaux le 23 juin 1451. Au mois d'août suivant, il assiégea et prit Bayonne. La tête de Buch, dont les seigneurs avaient le titre de *captal*, fut aussi réduite. Il est vrai qu'en 1452, Talbot, qui avait recouvré sa liberté, fit une descente auprès de Bordeaux, et fut introduit par trahison de la ville avant même que les soldats de Charles VII eussent soupçonné son arrivée, faisant ainsi prisonnier le sénéchal de Guienne, le sous-maire de Bordeaux et presque toute la garnison française. A la nouvelle du succès de Talbot, et des efforts de ce capitaine pour soulever la Guienne au nom des droits de son souverain, comme héritier des Plantagenets, sinon comme prétendant au trône de France, quatre-vingt-six bâtiments armés firent voile de l'Angleterre pour approvisionner Bordeaux, et soutenir ces débuts favorables à l'étranger. On allait entrer en hiver; les Français battirent d'abord en retraite; mais, dès le printemps, ils furent les premiers à commencer l'attaque. La fortune ne les avait pas quittés pour longtemps. Talbot fut battu et tué; ce qui put échapper des Anglais demanda quartier; et, le 19 octobre, Charles VII en personne prit possession de Bordeaux et de la flotte anglaise, qui était à l'ancre au-dessous de la ville.

Dès lors il ne resta plus en France aux Anglais que les villes de Calais et de Guines. Charles VII négligea de les reprendre, en raison des prétentions que le duc de Bourgogne faisait valoir personnellement sur elles. Les rois d'Angleterre, réduits à deux places sur le continent, comme souvenir des désirs de conquête de leurs prédécesseurs, et aux îles de Jersey, Guernesey, et petites dépendances, comme souvenir de leur origine française, purent méditer désormais sur la maxime : « Qui trop embrasse, mal étreint.» Pour avoir ambitionné tout le royaume de France, ils avaient perdu leurs plus belles et héréditaires possessions; et s'il est vrai qu'en toutes choses il ne faille considérer que la fin, les tentatives et les triomphes même d'Édouard III et de Henri V avaient été un désastre pour leurs héritiers. Comme résultat net, les conquérants ce furent encore les Français.

CHAPITRE XII.

De 1457 à 1493.

Événements maritimes qui suivirent l'expulsion des Anglais de France. — Descente à Sandwich. — Événements de Gênes à la fin du règne de Charles VII. — La France mêlée aux querelles de la Rose blanche et de la Rose rouge, en Angleterre. — Les ducs de Bourgogne et de Bretagne, Charles le Téméraire et François II, appellent le roi d'Angleterre, Édouard IV, en France. — Victoires navales du vice-amiral Coulon. — Louis XI réunit plusieurs provinces nouvelles au domaine de la couronne, entre autres la Provence. — Il laisse à son successeur le soin de faire valoir les prétentions qui lui sont léguées sur Naples et les Siciles. — La Flandre aide au changement de la maison régnante d'Angleterre. — Position de la Bretagne à l'égard de la France au commencement du règne de Charles VIII. — Henri VII d'Angleterre veut attaquer la France. — Il est obligé de faire sa paix.

Enfin l'Angleterre, humiliée, vaincue, ne tarda pas à connaître de nouveau chez elle-même les misères et les maux qu'apporte avec soi l'étranger. Au mois d'août 1457, le sire de Brézé, sénéchal de Normandie, et le capitaine d'Evreux firent voile de Dieppe et d'Harfleur, et opérèrent, avec quelques troupes, une descente à Sandwich, dans le comté de Kent. Trois cents Anglais périrent dans le combat qui s'engagea : la ville de Sandwich fut prise et livrée au pillage par les vainqueurs, qui s'emparèrent en outre de plusieurs vaisseaux anglais. Les Français se rembarquèrent par la marée qui suivit celle qui les avait amenés, emportant un butin considérable.

Cependant l'attention de la France, délivrée du côté de l'Océan, se reportait vers la Méditerranée. C'était le temps où un prince du même sang que les Valois, René, duc d'Anjou et de Lorraine et comte de Provence, qui n'avait pas abdiqué ses prétentions sur Naples et les Siciles, disputait à la maison d'Aragon, sinon par lui-même, au moins par Jean, son fils, duc de Calabre, les quelques débris qu'il avait conservés de ce royaume. C'était aussi le temps où la seigneurie de Gênes ayant été de nouveau dévolue au roi de France, ceux-là mêmes qui la lui avaient donnée conspiraient pour la lui enlever. En 1461, une insurrection

força Louis de La Vallée et les Français qu'il commandait à se retirer de la ville de Gênes, dans la forte enceinte du Castelletto. A cette nouvelle, une armée de six mille hommes fut embarquée dans les ports de Provence, et envoyée contre les rebelles; elle descendit à Savone, s'avança sans encombre jusqu'auprès de Gênes, et la flotte qui l'avait amenée alla jeter l'ancre à peu de distance de cette ville. L'ennemi vint bientôt à la rencontre des Français, qui furent obligés de regagner, avec perte, leurs vaisseaux. Le Castelletto fut évacué; la flotte française regagna les ports de Provence. Savone resta néanmoins encore à la France. On regrette que la vie triomphante de Charles VII ait été, dans sa dernière année, témoin de cet échec. Les affaires de la France dans la Méditerranée et sur les côtes d'Italie en restèrent là pour une assez longue suite d'années. René, duc d'Anjou, comte de Provence et roi titulaire des Siciles, s'occupa moins désormais de guerroyer que de donner quelque bonheur à ses provinces de France; il rendit à Marseille toute sa splendeur.

Louis XI succéda à son père Charles VII, en 1461, et le coup d'essai de son adroite et persévérante politique fut de se faire engager le Roussillon et la Cerdagne, par le roi d'Aragon, moyennant une somme qu'il lui prêta et des secours en hommes qu'il lui donna pour réduire la Catalogne insurgée. Il eut soin d'entretenir en Angleterre les sanglantes querelles qui venaient d'y éclater sous le nom de la Rose blanche et de la Rose rouge, entre la maison d'York issue de Richard II et celle de Lancastre, héritière de l'usurpateur Henri IV. Édouard IV ayant détrôné Henri VI, chef de cette dernière maison, fit montre d'un grand armement naval pour se venger de Louis XI, qui semblait pencher vers son rival; mais il en fut pour ses frais. Louis, qui s'était transporté sur les côtes et y avait mis tout en état, lui en interdit l'approche. Ce prince termina, en 1463, les affaires de la France avec Gênes, en passant ses droits au duc de Milan, sous de certaines réserves de suzeraineté. Le duc fut mis aussitôt en possession de Gênes et de Savone, et Louis fut tout entier à des intérêts plus immédiats.

La ligue, dite du Bien public, s'était nouée, en 1465, par les soins de François II, duc de Bretagne, du comte de Charolais, depuis Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, et surtout de Charles de France, frère du roi. Louis XI n'eut d'autre moyen de la rompre que de faire pour l'instant des concessions aux principaux meneurs. La Normandie fut de nouveau érigée en duché souverain au profit de Charles de France ; le comté de Boulogne, que Philippe le Bon avait enlevé aux princes d'Auvergne, le comté de Ponthieu et les villes de la Somme, presque toute la Picardie en un mot, dans la possession de laquelle le duc de Bourgogne s'était fait reconnaître, en 1435, par le traité d'Arras, fut confirmée, en 1465, au comte de Charolais, par le traité de Conflans. Au premier prétexte toutefois, Louis enleva la Normandie à son frère ; mais ce ne fut pas sans être obligé de lui faire bientôt après le sacrifice d'une autre principauté maritime, le duché de Guienne et Gascogne, dont il se ressaisit, après la mort de Charles, pour ne plus l'aliéner.

A peine Philippe le Bon se fut-il éteint, que l'on vit éclater dans tout son jour la rivalité entre son fils Charles le Téméraire et Louis XI. Cette rivalité se montra jusqu'en Angleterre, où Charles se fit le protecteur d'Edouard IV, tandis que Louis y était celui de Henri VI et du comte de Warwik. Des hostilités eurent lieu entre la marine du roi de France, aux ordres du vice-amiral Coulon de Cassenove, le plus habile homme de mer de ce temps, et celle de Charles le Téméraire, sous les ordres de La Vire, amiral de Bourgogne, appuyé du duc de Bretagne et d'Édouard IV. Les vaisseaux de France qui conduisaient Warwik en Angleterre surent tromper, à la faveur d'une brume, la surveillance de toute la flotte ennemie qui avait paru au Chef-de-Caux. Edouard IV fut à son tour détrôné. Mais Charles le Téméraire lui donna encore les moyens de reconquérir la couronne, et il fit assassiner Henri VI. Ainsi deux princes français, Louis XI et Charles de Bourgogne, disposaient tour à tour de la couronne d'Angleterre. Edouard IV, encouragé par son protecteur et par le duc de Bretagne, s'avisa de

vouloir rappeler les prétentions surannées de ses aïeux au trône de France et débarqua à Calais, en 1475, avec une armée. Louis XI ne s'en émut point, renvoya les ambassadeurs d'Edouard avec quelques aunes de drap, et l'affaire se termina, comme une comédie, par un mariage. Louis unit son fils à la fille du roi d'Angleterre qui lui dénonça tous ses ennemis et se détacha de l'alliance des ducs de Bourgogne et de Bretagne. Ce dernier fut trop heureux ensuite qu'on lui accordât la paix. Quant à Charles le Téméraire, Louis XI en fut débarrassé, le 5 janvier 1477, devant Nanci, par les soins de René II, duc de Lorraine. Aussitôt le monarque mit la main sur les deux Bourgognes, l'Artois, les villes de la Somme, le comté de Ponthieu et celui de Boulogne qu'il se fit transporter par Bertrand II, comte d'Auvergne. Il essaya même de s'emparer de la Flandre. Ces États lui revenaient, disait-il, comme fiefs de la couronne, reversibles à celle-ci faute d'hoirs mâles. Marie, fille et unique héritière de Charles le Téméraire, porta sa main à l'archiduc Maximilien d'Autriche qui soutint, les armes à la main, les prétentions de son épouse. On se battit par terre et par mer. Les armateurs normands désolèrent les côtes de Flandre, de Hollande et de Zélande qui appartenaient à Marie. Le vice-amiral Coulon rencontra, en 1479, la flotte hollandaise, composée de quatre-vingts navires, qui revenait de la Baltique avec une pêche abondante et de grandes provisions de seigle; il l'attaqua, la prit et la conduisit, avec toute sa cargaison, dans les ports de Normandie. La Hollande, ruinée par ce coup, poussa un cri de détresse, et la consternation régna pour longtemps dans tous les États de Maximilien et de Marie. Louis XI et son successeur furent obligés de restituer à l'héritière de Bourgogne la Franche-Comté et l'Artois. Le Ponthieu resta un objet de litige. Mais Louis fut dédommagé par le legs que lui fit, en 1481, Charles IV, dit du Maine, successeur du roi René, de ses États d'Anjou et de Provence, y compris ses prétentions sur les royaumes de Sicile et de Jérusalem. C'est ainsi que le comté maritime de Provence rentra au domaine de la couronne pour ne se plus séparer de l'unité française.

Charles VIII, sous la régence d'Anne de Beaujeu, avait recueilli, en 1483, l'héritage de Louis XI, quand les Français recommencèrent à jouer un rôle actif et important dans les affaires des Anglais, au sein même de leur île. Ce fut avec l'argent de la France, et l'aide de dix-huit cents hommes d'armes fournis par le gouvernement de Charles VIII, que le comte de Richemont, petit-fils de Catherine de Valois, après s'être embarqué à Harfleur, vainquit l'oncle et assassin des enfants d'Édouard IV, qui régnait sous le nom de Richard III, et se fit lui-même couronner sous le nom de Henri VII. Le nouveau roi d'Angleterre ne put se défendre, à ses débuts sur le trône, de quelque reconnaissance envers ses bienfaiteurs, en signant avec le gouvernement de Charles VIII un traité de trois années, qui, entre autres clauses, accordait aux deux nations française et anglaise une pleine et réciproque liberté de commerce.

Cette tranquillité momentanée du côté de l'Angleterre permit à Anne de Beaujeu de soumettre tous les seigneurs du midi de la France à l'autorité royale; et quand, le duc François II étant mort, Henri VII oublia les services qui lui avaient été rendus par le gouvernement de Charles VIII, et se mêla aux difficultés qu'eut d'abord l'héritière de Bretagne avec le roi de France, il en fut bientôt pour ses préparatifs et ses ridicules prétentions. La Bretagne qu'il avait espéré se faire ouvrir, et par laquelle il se flattait même d'être aidé pour entreprendre la conquête de la Normandie ou de la Guienne, ne parut nullement empressée pour lui; malgré le désir qu'elle avait de conserver ses priviléges, elle se montra peu disposée à sanctionner par des effets le traité qu'il avait signé avec la duchesse Anne. Cette illustre héritière était l'objet de bien des convoitises et de bien des intrigues politiques. Dans le même temps que le roi d'Angleterre exigeait qu'elle ne se mariât point sans son consentement, elle était recherchée par le roi des Romains, Maximilien d'Allemagne, alors en guerre avec la France; et elle était pressée de se servir d'un secours de deux mille hommes que les souverains d'Aragon et de Castille, Ferdinand et Isabelle, avaient

envoyé débarquer à Vannes, au mois de mai 1489. Heureusement pour la France que tous ces graves symptômes de nouveaux désordres trouvèrent, en 1491, leur solution la plus naturelle dans le mariage de la duchesse Anne de Bretagne elle-même avec le roi de France, Charles VIII. Henri VII n'en persista pas moins, l'année suivante, dans ses projets de conquêtes partielles. On dit même que ses vues s'étendirent alors sur toute la France. Il débarqua en 1492, à Calais, avec vingt-cinq mille hommes de pied et seize cents chevaux ; les plus grands seigneurs d'Angleterre l'accompagnaient ; le 15 octobre, il alla mettre le siége devant la ville de Boulogne, défendue seulement par dix-huit cents soldats. La ville, avec cet appui et celui d'une bonne artillerie, trouva le moyen de tenir assez longtemps pour qu'à la nouvelle d'un traité d'alliance entre Charles VIII d'une part et Ferdinand et Isabelle de l'autre, Henri VII s'empressât aussi de faire sa paix avec la France. Bientôt Charles, tout préoccupé des grandes conquêtes qu'il projetait lui-même, eut l'imprudence d'acheter la neutralité du roi d'Aragon, par l'abandon qu'il lui fit de la Cerdagne et du Roussillon, sans exiger le remboursement de la somme prêtée par Louis XI.

A cette époque la domination des Maures avait complétement cessé en Espagne par la prise de Grenade, en 1492, et la Péninsule, rendue déjà si puissante par l'union de Ferdinand et d'Isabelle, des couronnes d'Aragon et de Castille, allait peser d'un grand poids dans les affaires de l'Europe et du monde entier.

CHAPITRE XIII.

De 1493 à 1515.

Nouvelle guerre d'Italie. — Expédition de la flotte française commandée par le duc d'Orléans (depuis Louis XII). — Conquête et perte du royaume de Naples par Charles VIII. — Traité contre la piraterie entre le roi de France et le roi d'Angleterre. — Campagnes de Louis XII en Italie. — La Bretagne définitivement réunie au domaine de la couronne. — Convention de partage du royaume de Naples entre Louis XII et les souverains d'Espagne. — Expédition de la flotte française commandée par Philippe de Clèves-Ravestein, en 1501. — Premiers exploits de Prégent de Bidoulx. — Guerre entre les Français et les Espagnols au sujet de la question du partage du royaume de Naples. — Trahison des Vénitiens. — Perte du royaume de Naples par Louis XII. — Prégent de Bidoulx coule ou brûle ses propres galères. — Ses exploits le long des côtes d'Italie. — Paix entre Louis XII et le roi d'Espagne, en 1504. — Insurrection de Gênes, en 1507. — Rôle de la marine française dans cette guerre. — Guerre contre les Vénitiens, en 1509. — Tentative du pape Jules II contre Gênes; Prégent le force à la retraite. — Ligue contre la France, à laquelle le roi d'Angleterre accède. — Henri VIII envoie une flotte contre les côtes de Normandie et de Bretagne. — Rôle de la marine dans la campagne de 1513, contre l'Italie. — Prégent passe, avec ses galères, de la Méditerranée dans l'Océan. — Défaite de l'amiral d'Angleterre Édouard Howard par Prégent, le 25 avril 1513. — Combat naval de Saint-Mahé. — Le capitaine Primoguet. — Abordage de *la Cordelière* et de *la Régente*. — Défaite et mort de Thomas Howard. — Paix entre la France et l'Angleterre. — Fin du règne de Louis XII. — Commerce maritime de la France depuis l'expulsion des Anglais. — Un mot rétrospectif sur Jacques Cœur. — Navigations des Français.

On était positivement dans cette année 1493, où le Génois Christophe Colomb revenait annoncer à l'Europe la découverte faite par lui, le 12 octobre 1492, d'un nouveau monde, quand Charles VIII, excité par une sorte de fièvre chevaleresque et conquérante, se disposa à revendiquer par les armes l'héritage de Naples et de Sicile qui avait été légué en titre, sinon en fait, à son père, en même temps que l'Anjou et la Provence. Ce projet n'était pour lui qu'un acheminement à des conquêtes plus lointaines : il mettait au rang de ses plus beaux droits ceux dont il avait aussi hérité sur l'ancien royaume de Jérusalem; et de l'Italie il se flattait de passer à une croisade contre les Turcs. Le sentiment religieux contribuait ainsi à exalter son ardeur guerrière.

Tandis que les ambassadeurs de Charles VIII étaient envoyés aux différents États d'Italie pour préparer l'invasion par les Alpes et les Apennins, et trouvaient la Lombardie et l'État de Gênes favorablement disposés, des ordres étaient donnés pour qu'une

flotte assurât, au besoin, le passage des Français par mer. Les conseillers de Charles VIII, un moment effrayés, en effet, de la longueur et de la difficulté des chemins par terre; avertis aussi des obstacles d'un autre genre que l'armée aurait à rencontrer dans la Romagne, songèrent à opérer le transport du roi et de ses troupes sur des vaisseaux jusqu'à Naples. On arma en conséquence dans les ports de Provence et à Gênes. Dix-huit galères, huit galéasses, colosses de la famille des vaisseaux à rames du quinzième et du seizième siècle, et neuf autres bâtiments, furent préparés pour le transport de quinze cents chevaux et d'une infanterie considérable. Une galère royale, dont la poupe étincelait d'or, et qu'une riche tenture de soie surmontait comme un dais dans toute sa longueur, était destinée à recevoir le jeune souverain, au cas où il passerait par mer en Italie. Le commandement de la flotte française fut confié au duc d'Orléans, qui régna depuis sous le nom paternel de Louis XII.

De son côté, Alphonse II, prince de race aragonaise, alors en possession du royaume de Naples, mit son frère, don Frédéric, à la tête d'une flotte de trente-cinq galères, dix-huit grands vaisseaux et douze moindres bâtiments. Elle se rendit à Livourne, dans le dessein de prendre les Français à la traverse, s'ils arrivaient par mer.

Le duc d'Orléans était venu par terre à Gênes, pour y surveiller l'achèvement des armements maritimes; il n'y avait pas encore un mois qu'il s'y trouvait, quand il reçut avis que don Frédéric se montrait sur les côtes orientales du golfe de Gênes, et opérait à Rapallo un débarquement de trois mille hommes d'infanterie. Aussitôt le duc fait monter des troupes sur ses vaisseaux pour aller chasser les Napolitains de leurs positions. Don Frédéric, malgré ses forces supérieures, n'osa pas attendre la flotte française dans le golfe de Rapallo, laissa le passage libre à son adversaire, et abandonna à eux-mêmes les trois mille soldats qu'il avait mis à terre. Le duc d'Orléans fit le siége de Rapallo; il incommoda beaucoup les assiégés avec l'artillerie de son vaisseau, armé de ca-

nons d'un très gros calibre, qui lançaient des boulets de fer et non de pierre, comme on s'en servait encore chez les autres nations et comme les Français eux-mêmes en employaient peu auparavant. Les trois mille Napolitains laissés par don Frédéric à Rapallo furent défaits, et leur position fut emportée et occupée. La flotte, ramenée à Gênes, ne fut plus, durant le reste de la campagne, que d'un usage secondaire. Le duc d'Orléans alla rejoindre Charles VIII, qui passa le mont Genèvre avec son armée, et qui, entrant successivement dans Turin, dans Rome, dans Naples, forçant le successeur d'Alphonse II, Ferdinand II, à se retirer dans la petite île d'Ischia, illumina comme un météore, à la fin de 1494 et au commencement de 1495, l'Italie tout entière du fantasmagorique éclat de son rapide, mais éphémère triomphe. Charles VIII avait à peine quitté Naples pour aller étaler ses trophées en France, que sa conquête était déjà perdue. Il mourut avant d'avoir pu donner un commencement d'exécution aux nouveaux projets belliqueux qu'il avait formés sur l'Italie. L'avant-dernière année de son règne avait été témoin d'un traité signé par le roi anglais Henri VII et lui, contre la piraterie. Ce traité obligeait les armateurs de France et d'Angleterre à fournir, avant de faire sortir les navires de leurs ports respectifs, bonne et valable caution qu'ils observeraient fidèlement la paix, tant qu'elle existerait entre les deux nations. Jusqu'alors les traités entre les couronnes n'avaient été que fort peu reconnus entre particuliers; le commerce maritime avait été un véritable métier de corsaire : les temps à demi-sauvages allaient enfin avoir un terme. A mesure que les navigateurs voyaient l'espace s'élargir autour d'eux, ils sentaient le besoin d'élargir aussi leur intelligence. C'était bien à la mer, à la vaste mer, cette profonde et infinie pensée de Dieu, qu'il convenait d'ouvrir au progrès toutes ses voies.

Louis XII, successeur de Charles VIII, sans faire l'abandon du titre de roi de Naples et de Sicile, ne parut pas d'abord tant porter ses vues sur ce royaume que sur le duché de Milan, auquel il prétendait personnellement, comme héritier de Valentine Visconti, sa

grand'mère. Il conquit par deux fois la Lombardie et l'État de Gênes.

Son mariage avec Anne, la veuve de Charles VIII, avait assuré d'une manière définitive, dès le commencement de son règne, le duché maritime de Bretagne au domaine royal qui continuait d'être le point de ralliement de l'unité française. Toutes les côtes du pays étaient désormais sous la dépendance directe des rois de France; et rien ne gênait plus l'essor qu'ils devaient être tous ambitieux de donner à leur bel et compacte empire, aux flancs duquel flottaient tout à la fois la souriante ceinture de la mer d'Orient et celle plus sauvage de la mer d'Occident.

Le 11 novembre de l'an 1500, un traité, dont il avait déjà été question à la fin du règne de Charles VIII, fut ratifié par Louis XII et les ambassadeurs des souverains d'Espagne, Ferdinand et Isabelle, pour la conquête et le partage, entre les deux couronnes, du royaume de Naples. La Pouille et la Calabre, avec titres de duchés, devaient venir au roi et à la reine des Espagnes; la terre de Labour, les Abruzzes, les villes de Gaëte et de Naples, avec le titre de roi de Naples et de Jérusalem, devaient être, en vertu de cette transaction, la part de Louis XII, qui renonçait, d'un autre côté, à toutes prétentions sur le Roussillon et la Cerdagne en faveur de Ferdinand et Isabelle. Chacun se chargeait de conquérir le lot qui lui revenait.

Tandis que tout était en mouvement sur terre pour mettre au plus vite ce traité à exécution, Louis XII armait avec une activité égale sur les deux mers. Plusieurs grosses nefs ou vaisseaux de la même famille, parmi lesquelles se trouvait la caraque *la Charente*, qui portait à elle seule douze cents soldats, sans compter les matelots, et deux cents pièces d'artillerie, sortirent des ports français de l'Océan, pour aller se joindre à des galères que Philippe de Clèves-Ravestein avait, de son côté, fait venir des ports de Provence ou équipées à Gênes, dont il était gouverneur pour Louis XII. La flotte française, forte en totalité de dix-neuf voiles, et portant six mille cinq cents hommes de débarquement, ne paraissait pas toutefois avoir autant pour but d'aider à la conquête

du royaume de Naples, que de secourir les Vénitiens contre les Turcs, qui leur avaient enlevé, à différentes reprises, Salonique en Macédoine, l'île de Négrepont, une partie de la Morée et de l'Albanie, et maintenant, sous les ordres du sultan Bajazet II, s'emparaient de plusieurs des îles Ioniennes. La flotte que commandait Philippe de Clèves-Ravestein eut seulement avis, avant d'aller se joindre à celle de Venise, de passer dans le golfe de Naples, pour voir si l'on n'y aurait pas besoin passagèrement de ses services. Quand elle y arriva au commencement d'août 1501, l'armée française de terre était déjà maîtresse de tout le pays qu'elle avait réclamé au nom de Louis XII, y compris la ville de Naples. Ce même don Frédéric, qui n'avait pas osé attendre, du temps de Charles VIII, le duc d'Orléans dans le golfe de Rapallo, après être ensuite devenu souverain du royaume qu'on se disputait, avait sollicité et obtenu des vainqueurs un armistice de six mois pour l'île d'Ischia seulement, dans laquelle on lui permettait de vivre en sûreté. Philippe de Clèves-Ravestein, qui trouva que c'était laisser les Français en danger que de donner six mois à leur ennemi pour se reconnaître, former de nouvelles ligues contre eux, ou soulever les populations, déclara qu'il ne ratifierait point l'armistice, et fit savoir à don Frédéric que, s'il ne vidait au plus vite l'île d'Ischia, et s'il ne se rendait à discrétion, il l'irait sur l'heure assiéger et prendre. Don Frédéric, contraint d'accepter le sauf-conduit qui lui était offert, s'embarqua sur ses propres galères, et se rendit en France, où Louis XII lui assura une pension honorable, et où il mourut trois ans après. Ce fut le seul service qu'eut à rendre la marine française dans la brillante et rapide campagne de 1501, qui remit la plus belle partie du royaume de Naples, celle revenant à Louis XII en vertu de la convention du 11 novembre de l'année précédente, entre les mains des Français, tandis que les Espagnols, commandés par le fameux Gonzalve de Cordoue, venaient plus péniblement à bout de la Pouille et de la Calabre, et commençaient à concevoir une extrême jalousie de leurs nouveaux alliés.

La flotte de Philippe de Ravestein quitta les mouillages de Naples, le 16 août de cette année 1501, pour aller combattre les Turcs dans la mer Ionienne. Après avoir traversé le détroit de Messine et séjourné quelque temps à Reggio, elle arriva, le 20 septembre, à Zanthe, en partit le 3 octobre, et fut rejointe, le 13, à Mélos, par la flotte vénitienne, forte de trente galères. Le 23, les Français et les Vénitiens, très fatigués les uns et les autres de la mer, où la tempête les avait déjà plusieurs fois maltraités, opérèrent ensemble leur descente à Mételin, l'ancienne Lesbos, et combinèrent leurs forces pour assiéger la ville. Un grand courage, rendu inutile par l'indiscipline de plusieurs seigneurs qui s'étaient embarqués comme volontaires sur la flotte de Philippe de Ravestein, et surtout par le désaccord né de la défiance qui régnait entre les Français et les Vénitiens, fut déployé dans les assauts qu'on livra à la ville de Mételin. Des personnages de marque, et entre autres Jacques de Coligni, sire de Châtillon, y furent atteints mortellement; beaucoup d'autres furent mis hors de combat. Philippe de Ravestein décida qu'il ferait rembarquer ses troupes; et déjà la chose était faite, quand arrivèrent huit galères vénitiennes qui le pressèrent de ne pas quitter la partie et de tenter un dernier effort. Philippe de Ravestein se laissa persuader, débarqua de nouveau ses troupes, et livra un troisième assaut qui ne fut pas plus fructueux que les précédents. La saison était avancée; le désaccord continuait à régner entre les flottes combinées; les Français remontèrent définitivement sur leurs vaisseaux, ayant hâte de gagner un des ports du royaume de Naples, pour s'y mettre à l'abri des temps contraires. Une furieuse tempête n'en dispersa pas moins leur flotte, de laquelle on avait seulement détaché, pour rester en aide aux Vénitiens, quatre galères sous les ordres d'un brave et habile marin qui devait illustrer le nom de Prégent de Bidoulx. *La Lomelline*, montée par Philippe de Ravestein, échoua sur les côtes de Cérigo avec un autre vaisseau; les deux tiers des équipages périrent; les habitants de l'île dépouillèrent et traitèrent le reste sans pitié. Philippe

de Ravestein et ses compagnons d'infortune eurent vingt-un jours de souffrances et d'angoisses à supporter dans Cérigo, d'où ils furent enfin retirés par trois galères génoises; ils rentrèrent ensuite dans les mouillages de Naples avec les débris de la flotte. L'honneur du nom français contre les mahométans resta confié à Prégent de Bidoulx, et, quoique moins directement, aux Pierre d'Aubusson, aux Emeri d'Amboise, aux Gui de Blanchefort, aux Philippe Villiers de l'Isle-Adam, grands maîtres des chevaliers de Rhodes.

L'année suivante, les hostilités s'étant ouvertement déclarées, sur une question de limites, entre les Français et les Espagnols, le succès fut tout entier d'abord du côté des premiers, qui chassèrent Gonzalve, le grand capitaine, de la Pouille et de la Calabre. Mais Louis XII, s'étant laissé leurrer, sur les entrefaites, par de trompeuses négociations, donna le temps à ses ennemis de se relever, et le sort des armes changea complétement de face. La situation des Français en Italie se compliqua de la trahison des Vénitiens. En 1503, non seulement Louis XII perdit ses conquêtes de 1502 sur les Espagnols, mais encore le royaume de Naples.

Dans ce temps revenaient de la mer d'Ionie les quatre galères commandées par Prégent de Bidoulx; elles étaient peu au courant des derniers et rapides événements d'Italie. Grande fut leur surprise de se voir inopinément menacées par toute la flotte d'Espagne, sous les ordres de Villa-Marino. Prégent, dès qu'il s'aperçut qu'il avait affaire à des ennemis, manœuvra de manière à éviter un engagement avec des forces tellement supérieures aux siennes, et parvint à gagner le port d'Otrante, pour s'y mettre sous la protection des Vénitiens, qu'il croyait toujours alliés sincères de la France. Désabusé bientôt par la conduite du gouverneur d'Otrante, et ne pouvant sortir du port sans tomber au milieu d'une flotte ennemie, contre laquelle la lutte était impossible, le vaillant marin adopta une résolution extrême : il brûla, ou, selon d'autres, coula ses galères à fond, et puis se retira par terre.

Le brave Prégent, dont l'unique élément était la mer, ne tarda pas à remonter sur des vaisseaux, il vint se joindre, avec deux galères et sept caraques, à une flotte qui se formait dans le port de Marseille, et qui comptait déjà deux nefs et quatorze galères. Ces forces navales, après avoir touché à Gênes, cinglèrent vers Naples dans les premiers jours de juillet 1503. Leur but était de porter des secours aux troupes françaises, assiégées par terre et par mer, dans le Château-Neuf; mais celles-ci n'avaient pu tenir jusqu'à l'arrivée de la flotte : le Château-Neuf avait déjà capitulé. Prégent, qui, assurent quelques auteurs, avait reçu à cette époque le titre de capitaine général des galères, lequel emportait avec lui, comme équivalent, le titre d'amiral des mers du Levant, ne voulant pas être venu inutilement, se tint quelque temps dans les parages avec l'intention d'essayer quelque coup de main contre la flotte d'Espagne. Mais Villa-Marino, qui la commandait, savait à quel redoutable ennemi il avait affaire; ne se croyant pas en sûreté dans le port de Naples, quoique les deux forts qui en fermaient l'entrée fussent au pouvoir de ses compatriotes, il prit le large, et alla se cacher dans un port de l'île d'Ischia, où il échoua quelques bateaux pour encombrer et fermer le passage. Villa-Marino ne fut pas plus empressé d'accepter le combat avec Prégent devant Gaëte. Il était occupé à battre du côté du port, avec huit galères, cette forte ville dont Gonzalve, après avoir pris Naples, pressait le siége par terre, quand Prégent arriva pour ravitailler la place, encore occupée au nom du roi Louis XII. Les galères espagnoles prirent de nouveau le large; Prégent leur donna la chasse, les força de se retirer à Naples, ravitailla Gaëte, et réduisit le grand capitaine à convertir son siége en blocus. Cela ne put, il est vrai, que retarder la perte de cette ville pour les Français, qui capitulèrent l'année suivante; il ne leur resta bientôt plus, et encore pour un temps bien court, de toutes leurs conquêtes en Italie, que le Milanais et l'État de Gênes.

Une trêve de trois ans fut signée, le 25 février 1504, entre les Français et les Espagnols; et peu après Louis XII, en mariant

Germaine de Foix, sa nièce, au roi d'Aragon, céda à la nouvelle épouse tous ses droits sur le royaume de Naples, sous condition toutefois que, s'il ne naissait point d'enfants de cette union, le roi de France reprendrait tous ses titres. De son côté, Ferdinand se faisait tributaire de Louis, et s'engageait à lui payer une somme annuelle de 100,000 ducats. Désormais, selon l'expression du nouveau pacte, les deux rois ne devaient plus faire qu'une seule âme dans un même corps. Cette intime alliance dura peu, comme on le verra bientôt.

Gênes s'était insurgée dès l'an 1506; Louis XII s'avança par terre l'année suivante avec une armée, contre cette ville, tandis qu'une flotte française, composée de sept à huit galères, de quelques brigantins et de quelques galions, genre de vaisseaux dont la coupe, svelte et robuste à la fois, tenait de la nef pour la force et de la galère pour la vitesse, se présentait devant le port, sous le commandement de Prégent de Bidoulx, et s'en emparait. Les Génois se rendirent à discrétion. Prégent alla chercher à Porto-Venere la flotte ennemie qui s'y était réfugiée; il la força à la soumission, et rentra victorieux dans le port de Marseille.

Un troisième personnage à tête couronnée et, par suite, une troisième nation vinrent bientôt se jeter avec les Français et les Espagnols au milieu des affaires d'Italie et les embrouiller de plus en plus, ou, pour mieux dire, s'y trouvèrent imprudemment engagés par Louis XII lui-même : c'étaient l'empereur Maximilien et les Allemands, que le roi de France appela, par le traité ou ligue de Cambrai, en 1508, ainsi que Ferdinand le Catholique, à participer à la destruction de la république de Venise, dont il avait fortement à se plaindre. Les confédérés laissèrent d'abord aux Français presque tout le soin de la campagne de 1509, qui vit la célèbre bataille d'Agnadel. Les Allemands arrivèrent les derniers, et, malgré la présence de l'empereur Maximilien, n'éprouvèrent que des défaites. La marine française ne paraît avoir joué aucun rôle marquant dans la première année de cette guerre contre un des plus puissants États maritimes de l'époque.

Il y avait trop de causes de prochaines divisions dans la ligue de Cambrai pour qu'elle ne fût pas avant peu rompue. Le pape Jules II, qui en était un des instigateurs, y fit tous ses efforts, se rejeta du côté des Vénitiens aussitôt que les Français lui eurent conquis les places qu'il prétendait être du domaine pontifical, et trouva moyen d'intéresser, quoique indirectement, dans la querelle d'Italie, le roi Henri VIII d'Angleterre ; de plus, il y entraîna les Suisses mercenaires. A l'ouverture de la campagne de 1510, tout était disposé pour que chacune des parties, naguère contractantes dans la ligue de Cambrai, travaillât bientôt pour son propre compte. Comme les Français remportaient toujours des succès par terre, Jules II voulut faire par mer une tentative contre Gênes, dont ils étaient maîtres; il envoya en effet dans les golfes de Chiavari et de Rapallo onze galères vénitiennes et une à lui, qui portaient un corps d'émigrés génois, sur lesquels il comptait pour soulever un puissant parti en sa faveur. Mais six galères provençales, conduites par Prégent, entrèrent dans le port, et la flotte vénitienne et pontificale, quoique du double plus nombreuse, dut se retirer avec honte. Jules II, n'ayant pu réussir par la force des armes, fulmina alors des excommunications contre les principaux chefs de l'armée française, sans en excepter, et même en nommant spécialement Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche ; excommunications d'ailleurs auxquelles les prélats de France avaient d'avance répondu, en déclarant juste et nécessaire la guerre contre les prétentions toutes temporelles du pape. Jules II, après avoir essuyé de nouvelles défaites, obtint du roi d'Espagne qu'il formât, avec les Vénitiens et lui, contre la France, une ligue à laquelle il affecta l'épithète de sainte. L'armée de terre eut seule part à la campagne de 1512, dont les commencements furent si glorieux pour les armes françaises, mais qui, après la bataille de Ravenne, où périt, en remportant la victoire, le jeune et brillant Gaston de Foix, se termina, faute d'un général dans lequel l'armée eût confiance, par une retraite que l'ennemi vit sans l'inquiéter. Des garnisons

furent seulement laissées dans les citadelles de Milan, de Novarre, de Crémone, dans le château de Trezzo et la lanterne de Gênes.

L'Anglais, selon son habitude, n'avait pas manqué de mettre à profit les embarras de la France pour l'attaquer par les provinces que baigne l'Océan, et raviver des prétentions d'autant plus inadmissibles, que la famille qui occupait alors le trône d'Angleterre n'y était parvenue qu'avec l'aide de la France. Henri VIII cependant, qui avait succédé, en 1509, à Henri VII, et qui devait être un peu plus tard le plus redoutable ennemi des papes, le soutien du schisme dans l'Église, avait accédé à la ligue dite sainte, et, ayant ouvertement déclaré la guerre à Louis XII, avait envoyé, sous les ordres de son amiral Édouard Howard, le gros de sa flotte contre les côtes de Normandie et de Bretagne; tandis qu'une escadre, commandée par Thomas Gray, marquis de Dorset, avait eu mission d'opérer, conjointement avec les Espagnols, contre Bayonne et la Guienne. Flotte et escadre furent obligées, cette année, de se retirer sans avoir rien entrepris d'honorable; deux ou trois misérables hameaux brûlés, sur la côte de Bretagne, par le grand amiral de Henri VIII, paraissent avoir été tous les exploits des Anglais. Quelques vaisseaux rassemblés à la hâte, et commandés par l'amiral de Bretagne, Jean de Thénouënel, avaient suffi pour rendre bientôt les ennemis au respect et les forcer à rentrer dans leurs ports.

La division ayant commencé à se mettre dans la nouvelle ligue, et le pape Jules II étant mort, Louis XII entreprit, au printemps de l'année 1513, de recouvrer le Milanais et l'État de Gênes. L'arrivée de Louis de la Trémouille en Lombardie, et celle de Prégent, avec neuf galères provençales, devant Gênes, décidèrent les habitants de cette ville à ouvrir leurs portes aux Français et à leurs partisans. Toutefois la flotte de Gênes ne s'était point soumise, et, à l'approche de celle de Prégent, s'était retirée dans le golfe de la Spezzia; la flotte française l'y poursuivit, et saccagea la ville dont le golfe porte le nom. Après cette expédition, on alla mouiller à Porto-Venere, d'où cinq des galères françaises

regagnèrent les ports de Provence; les autres restèrent à Gênes, avec Prégent, jusqu'à ce qu'une nouvelle évacuation de l'Italie par les Français, après la désastreuse bataille de Novarre, et les menaces incessantes des Anglais, du côté de la Picardie, rendissent leur présence plus utile dans l'Océan que dans la Méditerranée. Cette fois il ne resta plus aux Français, de toutes leurs conquêtes en Italie, que la citadelle de Milan, celle de Crémone et la lanterne de Gênes.

Prégent, sur l'ordre qu'il en reçut, abandonna donc les côtes de Gênes, et sortant du détroit de Gibraltar, entra dans l'Atlantique, avec les quatre galères qui lui restaient, pour s'opposer aux opérations des Anglais, qui menaçaient de nouveau les côtes de Guienne, de Picardie, de Normandie et de Bretagne. Le grand amiral d'Angleterre, Édouard Howard, ayant aperçu les galères de Prégent, leur donna la chasse avec tous ses vaisseaux, et les joignit le 25 avril 1513. Prégent n'avait semblé fuir le combat que pour prendre une position qui lui permît de le soutenir avec quelque chance favorable. L'anse du Conquet, non loin de Brest, lui avait procuré cette position, en ne permettant pas aux gros vaisseaux ennemis de s'approcher de ses galères. L'amiral Édouard Howard cependant, qui avait deux galères dans sa flotte, confia l'une au lord Ferrers, passa de sa personne sur l'autre, et, se faisant accompagner de plusieurs grandes chaloupes armées, n'en poursuivit pas moins les Français dans l'anse. Soudain Prégent tourne la proue et fait tête à l'ennemi. Édouard Howard croit encore que c'est une proie qui lui appartient, ordonne de forcer de rames vers la galère de Prégent, de la presser vivement et de s'élancer à l'abordage. Il s'élance en effet des premiers, l'épée à la main, suivi de plusieurs qu'un si noble exemple enflamme. Mais Prégent est aussitôt en face de lui, et le reçoit non moins bravement qu'il l'a vu venir. Prégent commande, et en un clin d'œil, Édouard Howard et ses Anglais sont entourés d'une ceinture de piques françaises qui leur ferme toute issue pour la retraite; lui-même il va droit à la personne du grand amiral, le prend corps à

corps, et ne s'en sépare qu'après l'avoir étendu à ses pieds. Il présente alors une main généreuse à son ennemi, le relève, et lui offre la vie; mais Howard, après avoir essayé encore de lutter, se précipite dans la mer, et se noie. D'attaqué, Prégent se fait attaquant, coule bas la galère que montait naguère Édouard Howard, force à une fuite précipitée celle de lord Ferrers, et disperse toutes les chaloupes armées d'Angleterre. Bientôt il aperçoit un vaisseau qui s'est détaché du gros de la flotte ennemie, et qui, non pas menaçant, mais silencieux et morne, vogue vers lui, déployant de loin le drapeau blanc en signe de pacification. Ce vaisseau portait trois médiateurs de rang illustre, qui venaient demander des nouvelles du grand amiral d'Angleterre et de ses compagnons. Prégent ne put répondre aux envoyés anglais qu'en leur montrant la mer et des cadavres encore flottants; dans la chaleur du combat, on n'avait point fait de prisonniers. La flotte étrangère, après avoir acquis la certitude de la mort de son grand amiral, ne songea plus qu'à retourner dans ses ports annoncer cette perte à Henri VIII. Mais Prégent sur l'heure mit à profit la démoralisation des ennemis, les poursuivit; et sachant les côtes de France pour quelque temps mises en sûreté par ses soins, il alla attaquer celles d'Angleterre. Une tempête sépara la galère qu'il montait des trois autres, mais ne le força pas de renoncer à son dessein. Avec la seule galère qu'il eût encore à sa disposition, il jeta le trouble sur la côte du comté de Sussex, où il débarqua heureusement et où il recueillit un grand butin. Ce ne fut qu'après avoir perdu un œil, et devant des forces considérables aux ordres du nouvel amiral d'Angleterre, Thomas Howard, frère d'Édouard, tué dans le combat du 25 avril, que Prégent se décida à rentrer glorieusement dans le port de Brest[1].

C'était dans la même année 1513, à l'époque où Henri VIII faisait une descente en Picardie avec son armée, et se joignait à

[1] On trouve dans les pièces justificatives de l'*Histoire de la puissance navale de l'Angleterre*, du baron de Sainte-Croix, la traduction d'un manuscrit très curieux de la bibliothèque cottonne, relatif à ce combat. (Voir tome Ier, pages 152 et suiv. de cet ouvrage, édition de 1786.)

l'empereur Maximilien. La flotte d'Angleterre, jalouse de venger la mort d'Édouard Howard, parut, le 10 août, à la hauteur de Saint-Mahé, depuis Saint-Mathieu, à la pointe de la presqu'île de Bretagne. La flotte française, qui se composait particulièrement de vaisseaux normands et bretons, était deux fois inférieure en nombre, et en outre, croyant l'ennemi tout occupé de la Picardie, se trouva presque prise au dépourvu. La présence d'esprit des chefs répara l'inopportunité du moment; leur courage et celui de leurs soldats tinrent lieu du nombre. La flotte française, à laquelle Prégent de Bidoulx était accouru se joindre avec ses galères, eut soin de conserver l'avantage du vent; puis elle se décida franchement à l'abordage, fracassant ou coulant à fond près de la moitié des vaisseaux ennemis. Au milieu de cette attaque générale faite par les Français, on remarquait surtout une grande et belle caraque ornée superbement et avec un soin de reine; elle avait déjà coulé à fond, à elle seule, presque autant de vaisseaux ennemis que le reste de la flotte ensemble; et maintenant elle se voyait entourée de douze des principaux vaisseaux anglais qui avaient réuni tous leurs efforts contre elle. C'était *Marie la Cordelière*, que la reine de France, Anne de Bretagne, avait fait construire elle-même à grands frais, à Morlaix, et dont elle avait confié le commandement au plus digne capitaine breton qui fût alors, au vaillant Primoguet. *La Cordelière*, dans son isolement contre tant d'ennemis, luttait avec un courage qui tenait du prodige; sur les douze vaisseaux qui l'entouraient, elle en mit plusieurs hors de combat, et en écarta quelques autres. Un gros vaisseau anglais, commandé par le chevalier Charles Brandon, avait été complétement démâté à coups de canon par *la Cordelière*, dont le triomphe allait être complet, quand, de la hune d'un vaisseau ennemi, on lui jeta une masse de feux d'artifices qui l'embrasèrent à l'instant. Une partie des soldats et des matelots purent se sauver dans des chaloupes; mais le capitaine Primoguet, après avoir laissé à chacun le droit de quitter une partie désormais désespérée, ne voulut point user, malgré les prières des siens, de

la possibilité où il était aussi de sauver sa vie. Sa vie, elle était liée tout entière à l'existence du vaisseau que lui avait si spécialement confié la reine; elles devaient finir irrévocablement l'une avec l'autre. Soudain *la Cordelière* avise *la Régente*, de 1000 tonneaux, et sur laquelle Thomas Knevet, écuyer de Henri VIII, remplissait les fonctions de vice-amiral d'Angleterre; comme un volcan flottant va sur elle, vaste torche incendiaire, impitoyablement l'accroche, et la revêt de sa robe enflammée. La poudrière de *la Régente* saute, et avec elle le vaisseau ennemi, celui qui le commande, et des milliers de membres brûlés et en lambeaux, tandis que *la Cordelière*, satisfaite et superbe encore dans son désastre, éclate aussi, puis, comme une trombe de feu et de fumée, s'évanouit dans les flots avec son immortel capitaine Primoguet qui, de la hune, s'était précipité tout armé dans la mer. Les vaisseaux de Dieppe couraient un grand danger, quand ils furent secourus fort à propos par trois à quatre bâtiments bretons du Croisic, qui donnèrent la chasse à l'ennemi. La flotte anglaise prit la fuite, et fut poursuivie jusque sur les côtes d'Angleterre, où l'illustre Prégent opéra une nouvelle descente aussi glorieuse que la précédente[1]. Il débarqua, avant la fin de la même année,

[1] Hormis sur la victoire des Français et sur la gloire dont se couvrit Primoguet, il y a plusieurs incertitudes au sujet de ce combat. La si partiale et indigeste *Histoire navale d'Angleterre* le place en 1512. Presque tous les documents historiques, entre autres les *Grandes Chroniques de Bretagne*, d'Alain Bouchard, les *Histoires de Bretagne*, de d'Argentré, dom Taillandier, dom Lobineau, le placent à la date que nous avons adoptée. Polydore Virgile, historien souvent très peu exact, donne encore pour amiral à la flotte anglaise, dans cette circonstance, Édouard Howard. M. de Sismondi, dans son *Histoire des Français*, fait mourir le nouveau grand amiral d'Angleterre, Thomas Howard, dans ce combat; mais une pièce, datée de 1522, qui confère à Thomas Howard, comte de Surrey, le commandement des flottes combinées de Charles-Quint et de Henri VIII, ne nous aurait pas permis d'adopter cette version, quand bien même diverses autres circonstances ne la combattraient pas. Les historiens de la Bretagne font du combat de Primoguet une affaire dans laquelle il aurait été amiral, et où ne paraît en aucune façon Prégent de Bidoulx. Ce doit être une erreur volontaire, pour mieux faire ressortir la gloire de Primoguet, leur héros. Sainte-Croix paraît les avoir suivis sous ce rapport; il fait plus encore en plaçant ce combat avant l'arrivée de Prégent dans l'Océan. Jean d'Auton, dans son *Histoire de Louis XII, pendant les années* 1499, 1500 *et* 1501, parle du vaisseau que devait monter plus tard Primoguet, et le nomme *Marie la Cordelière*. Nous n'avons pu remettre la main sur un document où nous l'avons vu sous le nom de *la Belle-Cordelière*, chose très peu importante d'ailleurs. Il paraît que la reine Anne l'avait fait construire pendant son veu-

avec le capitaine Charles Lartigues, son compatriote, dans le comté de Sussex, où il brûla la ville de Brightelastone[1].

Vers ce temps, la paix fut conclue avec le roi d'Angleterre. Louis XII mourut deux ans après, lorsqu'il se disposait à recommencer la guerre en Italie, où il n'avait pas cessé de conserver quelques positions.

Les guerres de Louis XII n'avaient point épuisé le royaume; son économie naturelle avait trouvé moyen de subvenir à tout, sans ruiner la nation. Le commerce maritime de la France, que l'on avait vu renaître avec une rapidité étonnante depuis l'expulsion des Anglais et la fin des guerres civiles, continuait à être en voie de grande prospérité. Personne n'avait plus contribué à lui donner du mouvement sous le règne de Charles VII et même encore sous celui de Louis XI, que le célèbre armateur Jacques Cœur, fils d'un orfèvre de Bourges, qui, de Montpellier où il avait placé le centre de ses opérations, s'était vu en état d'entretenir continuellement douze navires rien que pour trafiquer avec l'Égypte et le Levant; et d'envoyer une escadre de galères, armée à ses frais, au secours de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem; il avait été, par ses finances, le nerf des armées françaises combattant et chassant l'Anglais, comme Jeanne d'Arc en avait été le génie et l'inspiration.

Sous le règne de Louis XII, Jacques Cœur, malgré l'ingratitude, la prison et l'exil dont on avait payé ses services, n'était point resté sans imitateurs. Des armateurs s'étaient trouvés pour former de grandes et lointaines entreprises. Les Dieppois reprenaient la route des côtes de Guinée, qu'un d'entre eux, nommé Cousin, fréquentait en 1488. Depuis six ans à peine, Vasco de Gama avait doublé le cap de Bonne-Espérance, qu'un navigateur normand, Binot-Paulmier-de-Gonneville, partait d'Honfleur, en

vage de Charles VIII, et lui avait donné pour enseigne la cordelière d'argent qu'elle ajoutait autour de l'écu de ses armes, avec cette devise : « J'ai le corps délié. »

[1] Nous avons donné la vie de Prégent de Bidoulx et ses campagnes contre les Musulmans, comme commandeur et grand-prieur de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, dans nos *Marins illustres*.

1503, pour suivre sa glorieuse trace. Comme lui, Gonneville doubla le terrible et fameux cap des Tourmentes; mais assailli d'une furieuse tempête, il perdit ensuite sa route, et se trouva, par un calme plat, dans une mer inconnue; il aborda à une terre qui, si elle n'était, comme quelques-uns ont cru pouvoir le supposer, l'Australie, devait être beaucoup plus présumablement l'île de Madagascar, que les Portugais ne virent, pour la première fois, qu'en 1506.

CHAPITRE XIV.

De 1515 à 1530.

Reprise de la guerre d'Italie par François Ier. — Commencement d'une marine royale. — Fondation du Havre-de-Grâce. — Rivalités de François Ier et de Charles-Quint. — Le roi d'Angleterre, Henri VIII, se mêle à leur querelle. — Coalition contre la France. — Défaite de la coalition de 1523. — Siége de Marseille en 1524. — André Doria, général des galères de François Ier; ses triomphes sur les Espagnols. — Les Français poursuivent jusqu'en Italie l'armée de Charles-Quint. — Mort de l'amiral de France Bonnivet à Pavie, et captivité du roi. — Divers exploits de la marine française, commandée par André Doria et le vice-amiral La Fayette. — Reprise des hostilités après le retour du roi captif. — Ligue contre Charles-Quint, dans laquelle la marine a le principal rôle. — Gênes reprise par la flotte. — Expédition en Sardaigne. — Philippin Doria, neveu d'André, le remplace dans le commandement de la flotte des confédérés. — Bataille navale de Salerne. — Défection des Doria, qui entraîne la perte de toutes les conquêtes en Italie. — Paix de Cambrai.

Le chevaleresque et brillant François Ier, qui succéda à Louis XII, son cousin et beau-père, moins qu'aucun autre était homme à ne pas utiliser les préparatifs de guerre faits par son prédécesseur contre l'Italie. Dès la première année de son règne, après avoir passé, à Marignan, sur le corps d'une formidable armée suisse, il s'était déjà rendu maître de tout le duché de Milan, et avait reconquis à la France la seigneurie de Gênes. Le rôle de la marine avait d'ailleurs été nul ou à peu près dans cette glorieuse campagne de 1515.

François Ier attacha tout de suite une haute importance à la marine, et, mettant de l'amour-propre à ne rester sur quoi que ce fût en arrière des plus puissants rois de son temps, songea dès lors à créer en France une marine royale, ce dont Henri VIII commençait, dans le même temps, à doter quelque peu l'Angleterre. L'état de ses ports l'occupa particulièrement. Chaque année le mouvement de la mer faisait perdre au port d'Harfleur de son importance; le port de Leure avait disparu sous le galet; celui du Chef-de-Caux s'était pareillement comblé. On sentait le besoin de le remplacer. Dans le cours de l'année 1516, François Ier envoya son amiral, Gouffier, seigneur de Bonnivet, visiter, à l'em-

bouchure de la Seine, un havre réputé d'excellente retraite pour le cabotage; quelques cabanes de pêcheurs, une pauvre chapelle dédiée à Notre-Dame de Grâce, entouraient seules ce havre que recherchait souvent, sans pouvoir l'atteindre, le nautonnier luttant avec les lames et les brisants de la Manche, ici près si féconde en malheurs. Trois grands quartiers s'élevèrent comme par enchantement en ce lieu, avec une tour à l'occident pour les protéger. L'amiral Bonnivet, en habile courtisan d'un maître qui aimait la flatterie, surtout quand elle savait se revêtir d'un certain cachet de grandeur, voulut imposer à ce lieu si pompeusement établi le nom de Françoisville; mais les humbles pêcheurs, accoutumés, dans la détresse, à tourner leurs regards suppliants vers son ancienne patronne, continuèrent à le nommer le Havre-de-Grâce, et ce nom est le seul que les siècles aient adopté. Le Havre-de-Grâce prit en peu d'années un accroissement prodigieux; il suffisait que l'on sût que c'était le port de prédilection du roi, sur la Manche, pour qu'on le fréquentât activement. François Ier accorda à sa ville favorite des exemptions et des priviléges, et y attira ainsi en foule les commerçants et les capitalistes; de plus, il en désigna le port pour la construction des vaisseaux de l'État et pour le rendez-vous principal de ses flottes sur l'Océan : car l'État commençait à construire sérieusement pour son propre compte, et à posséder des flottes qui ne relevaient plus du commerce ni de l'étranger.

François Ier se maintint sans difficultés sérieuses dans ses conquêtes au-delà des Alpes, jusqu'en 1521. Mais à cette époque était devenu roi d'Espagne, de Naples et de Sicile par héritage, et empereur d'Allemagne par élection, un prince, Flamand de naissance, petit-fils de l'unique héritière du dernier duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, et qui naguère encore, quoique riche d'espérances, ne possédait que la souveraineté des Pays-Bas; pour tout dire en un mot, c'était Charles-Quint. La guerre entre ce grand colosse, maître de tant d'États sans avoir eu la peine de les conquérir, et François Ier, fort seulement de l'honneur

français, allait commencer pour une longue suite d'années, durant lesquelles celui dont le nombre triompha souvent sans jamais l'abattre, rendit le vainqueur même jaloux de sa gloire, autant que lui occupa son siècle, et plus que lui peut-être dut l'étonner.

La guerre éclata donc sur plusieurs points à la fois dès le mois d'août 1521. Charles-Quint avait une position foudroyante : il pouvait attaquer tout ensemble par l'Espagne, par ses possessions d'Italie et par les Pays-Bas, auxquels se trouvaient réunis, comme compensation de la Bourgogne, en vertu de conventions antérieures, la Flandre française et l'Artois même. Charles-Quint, pendant que l'on combattait avec des chances diverses, et sans résultats bien positifs de part ni d'autre, employait toutes les ressources de sa politique à soulever l'Europe entière contre son rival et à flatter les passions des ennemis que François Ier pouvait avoir jusque dans sa cour, jusque dans sa famille. L'année 1523, celle-là même qui fut témoin de la prise de Rhodes par les Turcs, vit aussi cet empereur, plus fort d'intrigues que d'épée, et le roi Henri VIII d'Angleterre, tous deux d'accord avec le connétable de Bourbon, passé depuis peu à l'ennemi, traiter comme d'une chose faite du démembrement de la France. Il ne semblait point, en effet, que ce royaume, abandonné à ses seules forces, pût tenir devant une ligue européenne qui l'attaquerait soudainement par toutes ses frontières et par toutes ses côtes. Cela eut lieu pourtant, car ce n'est pas d'hier que la France triomphe des coalitions armées. Les provinces maritimes se signalèrent dans la défense du pays contre la coalition de 1523. Les Espagnols échouèrent devant Bayonne, le 6 septembre, tandis que quinze mille Anglais, débarqués à Calais, et qui s'étaient réunis à un corps d'armée de l'empereur, battaient en retraite devant quelques troupes rassemblées à la hâte par le brave Louis de la Trémouille, amiral de Bretagne et de Guienne, et se rembarquaient honteusement au mois de novembre de la même année qui les avait vus venir si présomptueux et si fiers. De toutes parts la coalition reculait devant l'élan français.

Cependant François Ier n'en avait pas moins fait ouvrir, dès le 14 septembre, la campagne d'Italie, avec une vaillante armée placée sous les ordres de l'amiral de France, le brave, mais inconsidéré Bonnivet, dont toute la carrière militaire semble, malgré le titre dont il était revêtu, avoir uniquement appartenu à la guerre continentale. Les campagnes que fit l'amiral en Italie, l'an 1523 et l'an 1524, ne furent point heureuses ; il en revint avec un illustre capitaine de moins, le chevalier Bayard.

Il semblait, à cette époque, que les Français, souvent vaincus au dehors par leurs innombrables adversaires, fussent invincibles au dedans. Depuis l'expulsion des Anglais sous Charles VII, le sentiment national avait acquis une énergie capable de s'élever aux plus sublimes efforts ; la France pouvait bien consentir, à la dernière extrémité, à reculer devant le nombre, mais jamais à se laisser entamer. On le vit bien quand, dans l'été de 1524, les armées de terre et de mer de Charles-Quint entreprirent, sous la direction du connétable de Bourbon, la conquête de la Provence et des provinces du Midi. Bourbon, qui était entré en France avec le marquis de Pescara, par le comté de Nice, alla mettre, le 19 août, le siége devant Marseille, dont le port était bloqué par une flotte de dix-huit galères commandées par Hugues de Moncade, amiral de Charles-Quint. Les ennemis trouvèrent à Marseille une belle et valeureuse résistance que dirigeait en partie le vieux Prégent de Bidoulx, accouru de Malte pour consacrer son reste d'existence au service de son pays. Le connétable s'était vanté que la France l'imiterait dans sa trahison. Pendant que les troupes ennemies qu'il commandait en chef s'occupaient aux travaux du siége, un boulet étant venu frapper à mort le prêtre qui disait la messe sous la tente du marquis de Pescara, celui-ci fit relever le boulet, et l'envoya ironiquement au connétable, en ajoutant que c'étaient là sans doute les clefs dont les bourgeois de Marseille lui faisaient hommage pour qu'il entrât dans leur ville. La mine, tentée d'abord par les assiégeants, avait été éventée par une contre-mine des assiégés. L'ennemi pourtant battait incessam-

ment la place avec des pièces de gros calibre enlevées d'une des tours de Toulon; la brèche commençait à s'ouvrir; mais les femmes de Marseille, sans distinction de rang, élevèrent aussitôt derrière le mur qui s'écroulait un autre mur que l'on appela *le rempart des dames,* en l'honneur de celles qui l'avaient construit. Le 17 septembre, un convoi de bateaux arriva d'Arles avec quinze cents hommes de renfort et un chargement de farines pour les assiégés, parmi lesquels se faisait remarquer un corps de quatre mille Italiens restés fidèles à la cause de la France. Le 25 septembre au soir, le connétable de Bourbon fit donner l'assaut; mais la brèche fut si vaillamment défendue, qu'il rappela ses troupes, et, dès le lendemain, fit retirer une partie de son artillerie pour la charger sur la flotte de Moncade. Le 28 septembre, à l'approche d'une armée française commandée par le maréchal de Chabannes, il leva en personne le siége de Marseille, qui avait duré quarante jours et avait été soutenu avec une constance, une énergie au-dessus de tout éloge. Une flotte de dix galères, commandée par un célèbre marin génois, André Doria, engagé alors au service de François I[er] comme général de ses galères, et par le vice-amiral de La Fayette, avait été d'un grand secours aux Marseillais, en inquiétant sans cesse la marine de l'ennemi. Dès le 9 juillet, cette petite flotte avait capturé, après un combat, deux vaisseaux qui venaient de Barcelonne, avec un personnage important, Philibert d'Orange, prince de sang français, qui s'était associé à la trahison du connétable de Bourbon.

Le 7 du même mois, les galères françaises avaient attaqué, vers l'embouchure du Var, la flotte bien supérieure en nombre de Hugues de Moncade, avaient coulé à fond trois de ses vaisseaux, et en auraient pris plusieurs, s'ils ne se fussent promptement retirés à Nice, où le marquis de Pescara les fit incendier, de peur qu'ils ne tombassent au pouvoir des Français. L'armée impériale vida précipitamment la Provence et fit de grandes pertes dans sa retraite, inquiétée à la fois par terre et par mer.

Les Français rentrèrent en Italie, à la suite de l'ennemi fugitif;

ils occupèrent de nouveau Milan; tout semblait leur aller à souhait, quand l'imprudence et la présomption de deux ou trois chefs mal inspirés, et entre autres de l'amiral Bonnivet, firent perdre, le 24 février 1525, la bataille continentale de Pavie, dans laquelle François Ier, vaincu par un prince français, son parent, et blessé au visage et à la main, fut fait prisonnier. L'amiral de France, Bonnivet, ayant vu, sur la fin de la bataille, les tristes effets des conseils qu'il avait donnés, s'était écrié : « Non, je ne puis survivre à un pareil désastre! » Et aussitôt, s'élançant à travers les bataillons ennemis, et tendant la gorge à toutes les épées et à toutes les piques, il avait trouvé la mort qu'il cherchait. Le connétable de Bourbon, dont il était l'ennemi personnel, en passant par l'endroit où Bonnivet venait d'être égorgé, vit les restes sanglants de cette figure si belle et si noble qui avait fait l'admiration de la cour, et, sentant à ce spectacle sa haine et sa colère s'affaiblir, il rentra en lui-même, et dit en détournant ses regards : « Ah! malheureux, tu es cause de la perte de la France et de la mienne! » C'était assez déclarer à quelles étroites et personnelles passions il avait cédé en tournant contre la patrie l'épée de connétable, qu'il avait reçue pour la défendre.

Pendant que François Ier assiégeait Pavie, la marine avait eu pourtant encore l'occasion de se signaler. Michel-Antoine, marquis de Saluces, qui commandait de la part du roi de France dans Savone, avait envoyé deux mille hommes dans Viareggio, petite ville située sur la côte de Lucques. Hugues de Moncade, gouverneur de Gênes pour l'empereur, avait aussitôt mis en mer toutes les galères qui étaient dans son port, à dessein d'enlever les deux mille hommes renfermés dans Viareggio. Appelant la ruse à son aide pour faciliter l'exécution de son projet, il s'était mis en embuscade entre cette ville et Savone, dans la pensée que les deux mille hommes qu'il voulait enlever ne manqueraient pas de se sauver par là, dès que le canon de ses galères aurait enfoncé les portes de la place. Mais le marquis de Saluces, réveillé par le bruit de l'artillerie de la flotte génoise, et devinant ce qui se passait

à Viareggio, s'était avancé aussitôt de ce côté avec deux galères, après avoir donné avis à André Doria et à La Fayette de le suivre avec les leurs. A la vue des deux galères du marquis, la garnison de Viareggio avait repris courage et relevé ses portes déjà brisées. Alors la flotte ennemie, qui croyait les deux galères du marquis de Saluces seules et sans appui, s'était retournée contre elles; mais la soudaine apparition des vaisseaux de Doria et de La Fayette l'avait bientôt obligée à prendre le large et à se retirer sous la protection du canon de Gênes. Le projet de Moncade se trouvant ainsi dérouté, et, par suite, ce personnage ayant été forcé à opérer par terre sa retraite sur Gênes, s'était vu attaquer en queue par des troupes de débarquement, sous les ordres de La Millerie, et par les deux mille hommes de Viareggio, pendant que l'artillerie de la flotte française le battait en flanc. Les soldats, au nombre de quatre mille, qu'il commandait, avaient été ainsi taillés en pièces, et lui-même, grand amiral de l'empereur, avait été pris. Le marquis de Saluces, à la suite de ce succès, était allé, avec André Doria et La Fayette, attaquer la flotte ennemie jusque dans le port de Gênes, s'était rendu maître, après un long combat, de trois galères, parmi lesquelles la capitane de la république, et avait dispersé le reste. Cette victoire navale, remportée à la vue même de Gênes, ne devait être toutefois qu'une bien faible et inutile compensation à la catastrophe de Pavie, après laquelle la flotte française n'eut d'autre soin que d'aller recueillir, à l'embouchure du Tibre, une partie des débris de l'armée du roi captif.

Cependant les temps n'étaient plus où les rois pouvaient seulement avoir, sans en rougir de honte, la pensée de sacrifier la moitié de leurs États au désir égoïste et immodéré de recouvrer leur liberté personnelle. Charles-Quint ne put arracher de son captif les vastes concessions territoriales qu'il en attendait. François I[er] eut même un instant la généreuse pensée d'abdiquer, pour ne plus laisser entre les mains de son geôlier qu'un gage qui réduisît au néant toutes ses ambitieuses espérances; mais cet effort désintéressé de la royauté était encore trop au-dessus de l'époque et ne

s'accomplit point jusqu'au bout. Après bien des intrigues, après même avoir affaibli par tous les moyens le moral de son prisonnier, Charles-Quint obtint enfin de lui, en vertu d'un traité signé à Madrid, le 14 janvier 1526, qu'il lui fît l'abandon en toute souveraineté du duché de Bourgogne et de quelques autres territoires moins importants de la suzeraineté à laquelle les rois de France n'avaient point renoncé jusqu'alors sur les comtés de Flandre et d'Artois, et de toutes ses prétentions sur le duché de Milan, les seigneuries de Gênes et d'Asti, et sur le royaume de Naples. Mais le roi n'avait pas plutôt recouvré sa liberté, en donnant ses deux fils en otages, que les princes, les grands et les évêques de France déclarèrent, en assemblée, que le monarque ne pouvait aliéner le patrimoine de la nation, et que le serment qu'on lui avait extorqué en prison ne pouvait déroger au serment plus solennel qu'il avait prêté à son sacre. Les grands de Bourgogne et les députés des États de cette province, rachetant en un jour toutes les félonies des anciens ducs jusqu'à Charles le Téméraire, de qui Charles-Quint se prétendait héritier, firent savoir même qu'ils résisteraient au besoin par les armes à toute tentative que l'on ferait pour les aliéner du corps de la nation. Que ceci fût apprêté ou non par François Ier, il n'en reste pas moins certain que désormais le droit du pays s'inscrivait, en fait de concessions territoriales, à la place de celui du prince, et que désormais il ne pouvait plus être donné à la royauté que d'élargir et non d'amoindrir le pays. Ainsi déclaré inaliénable, le domaine de la couronne devenait le domaine français. Les états-généraux de la nation confirmèrent les premières déclarations, et offrirent une somme considérable pour racheter la parole du roi et la personne de ses enfants.

Charles-Quint avait déjà repris les hostilités avec vigueur; mais une ligue venait de se former contre lui à son tour; sa colossale puissance commençait à effrayer ceux-là même dont il s'était servi pour la porter au comble. En exécution des engagements pris par les confédérés entre eux, leur armée navale se composait de quatre galions, seize galères et quatre vaisseaux

ronds du roi de France, de treize galères vénitiennes et de onze galères papales. La part de la France, qui était la plus forte, fut armée à Marseille et mise sous les ordres de don Pedro Navarro, vaillant aventurier espagnol, qui était au service de François Ier. En faisant route pour Livourne, afin de se joindre aux galères du pape et des Vénitiens qui l'attendaient, la flotte de France s'empara de Savone et de plusieurs bâtiments chargés de grains destinés à Gênes. Charles-Quint, de son côté, avait mis en mer, sous les ordres de Lannoi, vice-roi de Naples, une flotte de quarante vaisseaux. Une tempête qui l'assaillit réduisit presque aussitôt celle-ci à vingt-cinq vaisseaux; et ce fut en cet état qu'elle rencontra, à la hauteur de Sestri, seize galères des confédérés, dont six françaises et dix papales et vénitiennes. Les deux flottes, se trouvant en présence, se disposèrent aussitôt au combat; l'action s'engagea avec beaucoup d'ardeur de part et d'autre, et dura jusqu'à la nuit; les vaisseaux du vice-roi furent tous très maltraités; l'un d'eux fut coulé à fond avec les trois cents hommes qu'il avait à bord. La nuit et le gros temps qui suivirent ce combat obligèrent les confédérés à relâcher à Porto-Fino et à Porto-Venere, avec la résolution cependant de renouveler l'attaque le lendemain. Mais le vice-roi de Naples, qui n'était pas d'humeur à hasarder de nouveau le combat, mit de grand matin à la voile et se retira; les confédérés le poursuivirent jusqu'à Livourne sans réussir à l'atteindre. S'il leur échappa, il ne put éviter dans sa fuite une nouvelle tempête, qui jeta sur les côtes de Sicile une partie de ses vaisseaux. Le résultat de cet engagement et de la dispersion de la flotte ennemie fut de rendre les confédérés maîtres de la mer, qu'ils parcoururent sans obstacle, s'emparant de plusieurs navires de l'empereur et de quelques petites places sur les côtes du royaume de Naples.

L'année suivante, 1527, pendant que l'armée de terre de François Ier vengeait la défaite de Pavie, en prenant d'assaut la ville de ce nom et en envahissant le royaume de Naples, une flotte française de dix-sept galères, qui était sortie de Marseille, sous les

ordres d'André Doria, revêtu de nouveau du titre de général des galères de France, faisait le blocus de Gênes, enlevant tous les vaisseaux qui osaient s'en approcher, et interceptant toute communication avec les habitants. Ceux-ci, réduits à la dernière extrémité, risquèrent quelques bâtiments pour se procurer des vivres; mais ils furent capturés par les galères françaises, lorsque déjà ils avaient leur chargement de grains. Quatre autres bâtiments remplis de blé, et une grosse caraque qui revenait du Levant avec une riche cargaison, ayant jeté l'ancre à Porto-Fino, neuf galères sortirent du port de Gênes pour les escorter pendant le reste de leur route; mais la flotte française enveloppa l'arrivage et l'escorte ensemble, et se rendit maîtresse du tout, moins un navire qui fut brûlé. Ce succès décida du sort de Gênes, qui retourna encore sous la domination de la France.

La flotte combinée des confédérés se réunit bientôt en mer pour aller tenter une descente en Sicile, et essayer de s'emparer de cette île, que l'on disait lasse du joug espagnol. L'armée navale était composée de huit galères appartenant en propre à André Doria, de quatorze galères françaises et de seize vénitiennes. Doria commandait les galères, et Renzo de Céri, autre Italien, les troupes de débarquement. On partit du port de Livourne le 13 novembre 1527; mais ce fut contre les vents déchaînés et les vagues soulevées que la flotte eut à soutenir sa première lutte; elle fut dispersée; quelques galères regagnèrent Livourne; la plupart furent obligées de cingler vers l'île de Corse, d'où elles firent route pour la Sardaigne, qui appartenait à Charles-Quint. Renzo de Céri désirait que la flotte reprît sa première destination, la Sicile; mais André Doria voulait qu'il en fût autrement, et l'on débarqua dans l'île de Sardaigne, avec environ trois mille soldats, que le vice-roi du pays vint sur-le-champ attaquer à la tête de cinq mille hommes de pied et de quatre cents chevaux. Il fut reçu par les Français avec une rage de désespérés : sa défaite fut l'affaire d'un instant, et les Français, encore dans leur premier feu, attaquèrent aussitôt Sassari, qu'ils emportèrent d'assaut. Malheu-

reusement, ces premiers triomphes n'aboutirent à aucun résultat durable. Une abondance extrême, qui avait été précédée pour les soldats d'une extrême disette, amena des maladies qui détruisirent les trois quarts de la petite armée de débarquement. La mésintelligence d'André Doria et de Renzo de Céri, s'envenimant de plus en plus, aurait suffi d'ailleurs pour faire manquer l'entreprise de Sicile et abandonner celle de la Sardaigne. Les restes de cette armée victorieuse, mais ruinée sans défaite, furent amenés à Gênes, où André Doria resta dans une inaction qui n'était que le prélude de sa prochaine défection. Ce fameux Génois, qui passait pour être le plus habile homme de mer de son temps, ne pardonnait pas surtout à François I[er] de ne pas consentir à rétablir à Gênes le gouvernement républicain, et il ne l'avait aidé à reconquérir cette ville que dans le but même de la rendre à ses formes de liberté. André Doria laissa toutefois son neveu, Philippin Doria, prendre, l'année suivante, 1528, le commandement des galères des confédérés, qui devaient bloquer le port de Naples pour seconder l'armée de terre des Français, commandée par Lautrec, qui resserrait et fermait cette capitale d'un autre côté. Philippin Doria n'était pas un personnage moins actif ni moins habile que son oncle. Il empêcha qu'aucun bâtiment n'entrât dans le port; il prit, à la vue même des Napolitains et de la flotte espagnole, trois navires chargés de grains que les assiégés attendaient impatiemment; il se servit avec bonheur de l'artillerie de marine pour déloger les impériaux d'un poste qu'ils occupaient, et d'où ils l'incommodaient lorsqu'il s'en approchait de trop près. Hugues de Moncade, que François I[er] avait naguère, de son propre mouvement, rendu à la liberté, et qui avait été investi par Charles-Quint, après la mort de Lannoi, de la vice-royauté de Naples, pour échapper d'une manière ou de l'autre au danger imminent dont les courses de Philippin Doria le menaçaient, résolut ou d'enlever sa flotte par surprise, ou d'en avoir raison à force ouverte. Il fit armer le plus secrètement qu'il put six galères, quatre fustes, espèces de navires à rames, et deux brigantins : instruit

par ses espions que les galères de Philippin Doria s'étaient retirées dans le golfe de Salerne pour se radouber, et que les gens des équipages descendaient fréquemment à terre pour aller visiter leurs compatriotes du camp français, il crut le moment venu de mettre son projet à exécution, et le succès indubitable. Il embarqua aussitôt mille arquebusiers espagnols, tous soldats d'élite, monta lui-même sur la galère capitane avec les seigneurs les plus distingués qui se trouvaient à Naples, et donna la conduite de sa petite flotte à un capitaine expérimenté, nommé Gobbo. Moncade rassembla au cap Pausilippe tout ce qu'il put trouver de bateaux pêcheurs, en s'en fit suivre, dans le but d'imposer de loin à ses ennemis par l'appareil d'une multitude de navires. Il alla mouiller de là à l'île de Capri, y reçut, dit-on, d'un grand prophète du pays l'assurance d'un triomphe aussi complet que prochain, leva l'ancre, remit à la voile, prit le large, et tourna tout d'un coup le cap vers Salerne, après avoir fait prendre les devants à deux galères qui avaient ordre de s'approcher de ses adversaires, et de fuir ensuite pour attirer ceux-ci en pleine mer. Mais le général de l'armée française de terre, qui n'était pas moins bien servi par ses espions que le vice-roi de Naples, prévit son dessein, en informa le chef de la flotte alliée, et lui envoya un renfort de quatre cents arquebusiers, sous les ordres du capitaine de Croc. Alors Philippin Doria, profitant en habile homme et de l'avis et du renfort, imagina une contre-ruse. Il fit démarrer trois galères, et leur ordonna de gagner le large, en manœuvrant de manière à laisser croire qu'elles voulaient échapper aux ennemis; il alla en même temps, avec cinq autres galères, au-devant du vice-roi de Naples. L'étalage des innombrables voiles de la flotte de Moncade ébranla d'abord un peu Philippin; mais, comme cette fantastique multitude se dissipait d'elle-même à mesure qu'elle approchait, après le premier mouvement de surprise et de crainte qu'il avait fait naître, il ne fut pas difficile de se rassurer promptement et de se risquer contre elle. Quelques coups de canon suffirent pour écarter toutes les voiles impuissantes, et la flotte de Moncade resta

réduite à ce qu'elle était en effet, six galères et les quelques autres bâtiments secondaires armés avant le départ. Un gros canon, de ceux qu'on appelait alors basilics, ayant été pointé sur la capitane espagnole que montait le vice-roi, tua d'un seul coup quarante hommes, entre lesquels étaient le capitaine et plusieurs officiers. Philippin, de son côté, perdit le capitaine de sa galère, dans la décharge qu'il eut à essuyer de toute l'artillerie ennemie. Ces deux principales galères, celle qui portait Doria et celle qui portait le vice-roi de Naples, s'approchèrent ensuite jusqu'à portée de l'arquebuse, et, pendant qu'elles étaient aux prises ensemble, trois galères napolitaines engagèrent vivement l'attaque contre deux autres de Doria. De tous côtés on déployait une fureur égale ; les Français commandés par du Croc et les mille Espagnols d'élite s'acharnaient les uns contre les autres : c'était, parmi les ennemis, à qui défendrait à son tour l'étendard du dernier porte-enseigne succombant, et ils se relevèrent ainsi successivement jusqu'à ce qu'il en fût tombé plus de cinq cents ; c'était, entre les Français, à qui vaincrait ou périrait le plus héroïquement, et de quatre cents qu'ils étaient, il n'allait bientôt plus en rester que soixante. Le résultat, si courageusement disputé, était encore incertain, quand les trois galères auxquelles Philippin Doria avait donné l'ordre de simuler la fuite, ayant gagné le vent, fondirent soudainement sur les galères du vice-roi, donnèrent de l'éperon dans les flancs de la capitane espagnole qu'il montait, la désemparèrent, et décidèrent du sort du combat. Moncade, qui n'avait jamais montré tant de valeur que dans cette journée, après avoir fait mille efforts désespérés malgré une cruelle blessure qu'il avait déjà reçue au bras, périt sous une grêle d'arquebusades. Des chefs de la flotte de Charles-Quint, qui étaient pour la plupart de grands et illustres personnages, pas un seul n'échappa ; ceux qui ne furent pas tués ou noyés furent faits prisonniers. Sept cents Espagnols d'élite succombèrent ainsi. Deux galères ennemies furent coulées à fond, deux autres furent enveloppées et prises ; tout ce qui restait de la flotte du vice-roi de Naples

tomba également au pouvoir du vainqueur avant ou après la sanglante bataille de Salerne. La ville de Naples elle-même se crut de nouveau tombée entre les mains des Français. La défection d'André Doria, et, par suite, de son neveu Philippin, qui passèrent l'un et l'autre au service de l'empereur Charles-Quint, en décida autrement. Cette malheureuse défection, que l'on ne fit point assez d'efforts pour prévenir, ou plutôt que les courtisans de François Ier amenèrent, fut précédée d'une violente décision, en vertu de laquelle André Doria serait déposé de sa charge de général des galères. Barbezieux, destiné à lui succéder, fut aussitôt envoyé pour prendre possession non seulement des galères françaises, mais encore des galères génoises; il devait en même temps s'assurer de la personne de l'ancien chef de la flotte et l'amener en France, sous l'accusation d'insolence et de félonie. L'ordre était plus facile à donner dans le conseil du roi que facile à exécuter à Gênes. Malgré le mystère dont on avait essayé de l'envelopper, il ne put échapper aux méfiances d'André Doria. Dès que le marin génois se trouva en présence de Barbezieux, qui commençait le discours par lequel il le voulait surprendre, il l'interrompit aux premiers mots : « Je sais, dit-il, ce qui vous amène; » et lui montrant d'un côté les galères de France, et de l'autre celles de Gênes : « Voici les galères de votre maître, que je vous remets; voici celles de ma république que je conserve : accomplissez le reste de votre ordre, si vous l'osez. »

Barbezieux demeura fort interdit et eut à craindre pour lui-même ce dont il était venu menacer André Doria, qui, du reste, au dire de quelques auteurs, n'eut pas la loyauté qu'il avait annoncée de restituer les galères de France qu'on lui avait confiées, et les fit même passer, avec les siennes, au service de Charles-Quint. Ce furent les Doria eux-mêmes qui se chargèrent de ravitailler et de sauver cette ville de Naples qu'ils avaient naguère promise à la France. Le siége, devenant impossible par terre s'il n'était secondé par mer, tarda d'autant moins à être levé, que la peste était venue décimer le camp français, et que Lautrec, le

général en chef de l'armée, avait lui-même succombé. La défection des Doria, qui venait de faire perdre le royaume de Naples au moment où il allait être entièrement reconquis, amena presque immédiatement la perte de Gênes. Barbezieux, qui commandait une flotte française, craignant de se voir bloqué dans le port, se sauva précipitamment à Savone, dès qu'il aperçut les galères d'André, tandis que celui dont il était le peu capable successeur, dans la charge de général des galères, fut reçu dans sa patrie comme un libérateur. Savone, où Barbezieux ne resta pas davantage, suivit le sort de Gênes. Une fois enfin le nouveau chef de la flotte française osa envisager en face les galères de Doria, les attaqua même, à la hauteur de Nice et de Monaco : une d'entre elles fut coulée à fond; mais ce mince résultat ne fut d'aucun effet. Bientôt le Milanais était de nouveau évacué, et une paix de peu de franchise était conclue à Cambrai, le 15 août 1529. Elle stipulait, entre autres choses, l'abolition de la suzeraineté, alors tout illusoire, de la couronne de France sur les comtés de Flandre et d'Artois, que possédait l'empereur par héritage; une rançon pécuniaire était donnée pour rendre à la liberté les deux enfants du roi laissés en otage. Il ne pouvait être question, dans le traité de Cambrai, d'une manière directe, du connétable de Bourbon. Ce traître, méprisé même de ceux qui s'en étaient le mieux servis, avait trouvé la mort en assiégeant Rome, l'an 1527, à la tête d'une armée de brigands. En somme, et pour n'être que juste, c'était quelque chose d'inouï qu'un si noble roi luttant, quelquefois avec avantage, contre un si puissant empereur, et ne lui cédant jamais sans conditions. Si l'intérêt des politiques de l'Europe les rangeait du côté de son rival, l'intérêt de tous les cœurs doués de quelque élévation restait de son côté. Qui des mains applaudissait au succès du redoutable Charles-Quint, en secret, ou même sans vouloir se l'avouer, désirait celui de François Ier.

CHAPITRE XV.

De 1530 à 1547.

Renouvellement de la guerre entre François Ier et Charles-Quint. — Entrée de l'amiral de France en Savoie et en Piémont. — Projet nouveau de conquête de la France par Charles-Quint. — Entrée de Charles-Quint en Provence. — Ruine de son armée, sa retraite. — Retraite de son lieutenant, le comte de Nassau, en Picardie. — Commencement de l'alliance entre la France et la Turquie. — Trêve de Nice. — Entrevue de François Ier et de Charles-Quint à bord d'une galère. — Arrestation et procès de l'amiral de France Philippe de Brion-Chabot. — Assassinat des envoyés de François Ier auprès du sultan, par les gens de Charles-Quint. — Le capitaine Polain est chargé de remplir leur mission, et auparavant une mission à Venise. — Ses debuts. — Connaissances nautiques qu'il acquiert à Venise. — Révolution qu'il opère dans la marine française. — Ses succès diplomatiques à Venise et à Constantinople. — Le capitaine Polain, nommé baron de La Garde, et général des galères. — Alliances avec le Danemarck et la Suède. — Troisième projet de conquête de la France par Charles-Quint, qui s'unit à Henri VIII d'Angleterre. — Préparatifs maritimes de François Ier confiés, sur la Méditerranée, au baron de La Garde. — Édit de 1543 sur la marine. — Claude d'Annebaut nommé amiral de France. — Son caractère. — Arrivée de Barberousse à Marseille pour se joindre à la flotte française. — Siége de Nice. — Paix de Crépi entre François Ier et Charles-Quint. — Henri VIII continue seul la guerre. — Boulogne livrée aux Anglais. — Préparatifs de descente en Angleterre, en 1545. — Voyage de François Ier au Havre. — Incendié du Caraquon. — La flotte française cherche les Anglais. — Engagements partiels entre les deux flottes. – Celle d'Angleterre se retire. — Les Français ravagent la côte d'Angleterre, et occupent l'île de Wight, puis l'abandonnent volontairement. — La flotte anglaise se retire de nouveau, avec pertes, devant la flotte française. — Paix entre François Ier et Henri VIII. — Coup d'œil général sur la marine de France sous François Ier. — Jean Ango, négociant, armateur de vaisseaux-corsaires, vicomte, et capitaine-commandant de la ville et du château de Dieppe. — Fin du règne de François Ier. — Commerce maritime. — Navigations des Français. — Découverte et prise de possession du Canada. — Essais de colonisation au Brésil. — Premières relations des Français avec l'archipel indien.

Le traité de Cambrai venait à peine d'être signé, que déjà François Ier trouvait, dans la politique à double face de Charles-Quint, des motifs de protestation contre ses principaux articles, particulièrement en ce qui concernait l'État de Gênes, que l'empereur plaçait sous sa tutelle, le duché de Milan, dont il remettait en possession la famille des Sforza, et le comté d'Asti, qu'il donnait au duc de Savoie : tout cela aux dépens du roi de France.

Cependant, et malgré tant de causes incessantes de rupture ouverte, la guerre n'éclata pas entre les deux rivaux aussitôt que cela pouvait le donner à croire. Charles-Quint hésitait devant cet ennemi que le sentiment d'injures à venger relevait toujours plus menaçant et plus prêt à se jeter dans de nouveaux hasards. D'ailleurs, la paix avec la France lui était nécessaire : car, au sein

même de son empire, le schisme de Luther, escorté de celui de Calvin, fermentait avec force, et ne semblait pas disposé à se laisser épouvanter ni vaincre, même par les armes; au dehors les Turcs, avec leur sultan Soliman le Magnifique, le même qui avait enlevé Rhodes aux chevaliers, lui laissaient peu de trêve du côté de la Hongrie. C'est à la crainte que leurs envahissements continuels lui inspiraient, plus qu'à un sentiment de générosité ou de religion, qu'il faut attribuer l'abandon qu'il fit, en 1530, de l'île de Malte aux nobles débris des hospitaliers de Rhodes. Encore leur marchanda-t-il longtemps ce rocher, qui avait suivi le sort de la Sicile depuis l'année 1190, où Roger le Normand l'avait conquis sur les Sarrasins. Charles-Quint voulait imposer aux chevaliers des conditions qui en auraient fait les serviteurs de sa politique, et non ceux de la religion; mais le grand maître Villiers de l'Isle-Adam et les plus illustres de l'ordre étaient Français; plutôt que de les accepter, ils auraient préféré continuer à n'avoir d'autre patrie que leur flotte, errant depuis sept ans sur la Méditerranée, et arborant au haut de ses mâts, en guise d'étendard, la bannière de la Vierge avec son Fils mort entre les bras. Ils ne prirent possession de Malte que quand la pleine et entière souveraineté leur en fut assurée.

Quatre ans plus tard, la ligne des Sforza s'éteignait, et François Ier y trouvait une occasion de renouveler avec plus de fondement encore ses prétentions sur le duché de Milan; de plus, il s'adressait directement au duc de Savoie, dont il était mécontent, pour qu'il eût à lui rendre les comtés de Nice et d'Asti, comme étant anciens fiefs, le premier de la Provence, le second du Dauphiné, et une grande partie du Piémont, avec Turin, comme ayant été possédée par Charles d'Anjou, frère de saint Louis. Appuyant sans plus tarder ses prétentions sur ses armes, il donna ordre, en 1535, à l'amiral de France, Philippe de Brion-Chabot, d'entrer en Savoie avec une armée considérable. L'amiral fit promptement la conquête de ce pays, et l'année suivante n'envahit pas avec moins de succès le Piémont. On eut le tort de le

rappeler pour l'employer d'un autre côté, et de lui donner un successeur peu capable de continuer ce qu'il avait si bien commencé. Charles-Quint manifesta alors l'intention de terminer toutes ses querelles avec François Ier par un coup d'Alexandre, par la conquête de la France, sans le concours d'auxiliaires qui auraient voulu entrer en partage. Il traversa le Piémont avec une formidable armée, sans s'occuper des places qu'il laissait derrière lui au pouvoir des Français; le 25 juillet 1536, il passa le Var à Saint-Laurent, et entreprit l'envahissement des provinces du Midi, pendant que le comte de Nassau, son lieutenant, envahissait celles du Nord, pour se réunir bientôt à lui au centre du royaume à conquérir. André Doria n'était pas étranger à ce plan, plus facile à rêver qu'à exécuter; l'habile marin, pris cette fois en défaut, s'était même fait fort de pénétrer avec ses galères dans le lit du Rhône, et de se rendre maître des deux rives du fleuve. La flotte impériale, chargée de vivres et de munitions, après avoir suivi la côte, s'empara sans coup férir de Toulon, qui, à cette époque, était encore un point très secondaire, mais dont André Doria, en venant s'y installer avec sa flotte, servit peut-être à faire comprendre la prochaine importance. Toute la Provence avait été ravagée, ruinée, abandonnée, sauf Marseille et Arles, par ordre exprès du grand maître, et bientôt connétable de France Anne de Montmorenci, pour affamer les troupes ennemies et les laisser sans appui derrière elles. Charles-Quint n'ayant trouvé à Aix qu'une ville désertée par le clergé, par toutes les autorités, par la bourgeoisie, commença à réfléchir. Cependant, le 15 août, après avoir poussé une forte reconnaissance jusqu'aux portes de Marseille, il annonça qu'il allait mettre le siége devant cette ville. En même temps, un de ses plus habiles généraux, le marquis de Guasto avait reconnu la ville d'Arles. Mais c'était de la part de l'un et de l'autre plutôt grand désir que possibilité d'attaquer. Le 25 août, un convoi considérable qui leur arrivait de Toulon fut attaqué par des paysans embusqués, qui le pillèrent, et qui tuèrent toutes les bêtes de somme. André Doria, comprenant combien grande avait été son

erreur, trouva moyen de s'éloigner le premier d'un pays où il n'y avait plus que des désastres à attendre, en faisant savoir à l'empereur qu'il importait que sa flotte se rendît devant la ville de Gênes, près de laquelle un parti français s'était montré. Charles-Quint lui-même, craignant de compromettre tout à fait sa renommée victorieuse, déjà fort engagée par plusieurs échecs partiels, se décida, après bien des jactances indignes du haut esprit qu'on lui attribue généralement, à une honteuse retraite. Elle ne s'effectua pas sans qu'il fût vivement inquiété, surtout par quelques galères qui, du fond d'une anse où elles n'étaient point aperçues, firent un feu terrible, sous lequel périrent, comme dans une boucherie, un grand nombre d'impériaux. On assure que les paysans provençaux firent de leur côté un tel massacre de l'armée de Charles-Quint fuyant devant celle de François Ier, et réduite à des débris sans avoir engagé une seule grande bataille, que l'on pouvait suivre sa route à la trace des cadavres dont elle la laissait couverte, et des miasmes putrides dont elle infectait l'air. Charles-Quint repassa le Var, le 25 septembre, au même endroit où il l'avait passé, et alla s'embarquer à Nice, la seule ville qui fût restée au duc de Savoie après les campagnes de l'amiral de Brion-Chabot. Par une singulière concordance, le jour même où l'empereur humilié quittait la Provence, son lieutenant, le comte de Nassau, était obligé de battre en retraite et de sortir de la Picardie, où il n'avait pu faire le moindre progrès. C'était le second projet de conquête de la France que Charles-Quint voyait échouer.

Le Piémont et les autres États du duc de Savoie, moins Nice, étaient toujours occupés par les Français. La lutte recommença à la fois du côté de l'Italie et du côté des Pays-Bas, au printemps de 1537. Durant toutes ces guerres, la marine des particuliers rendait de grands services à sa manière. Plusieurs habitants des côtes de Normandie, et particulièrement de Dieppe, qui avaient armé en courses, avec le consentement de l'État, attaquaient, avec une témérité souvent couronnée du plus grand succès, les

convois maritimes qui apportaient en Espagne les trésors encore à peine exploités de l'Amérique, et faisaient, à leurs risques et périls, les plus brillantes captures. Dans une de leurs rencontres avec des vaisseaux chargés d'or pour l'empereur, les Normands ne lui avaient pas enlevé une valeur moindre de 200,000 écus, somme énorme pour le temps. Ils ne furent pas pour rien dans les désirs, pour cette fois sincères, que Charles-Quint, naguère si menaçant, manifesta bientôt d'entrer en accommodement.

Mais un événement tout nouveau pour la chrétienté contribua plus encore à lui imposer ces pacifiques désirs. Peu à peu s'évanouissaient, au moins quant aux dehors politiques, les intraitables inimitiés de religion entre les deux plus grands adversaires qui se fussent rencontrés sur le terrain des vieilles croisades; la France et la Turquie ne semblaient plus se souvenir de leurs longues guerres : la seconde, que pour placer haut dans son estime le peuple qu'elle avait eu le plus à redouter; la première, que pour protéger de l'influence née de cette estime les chrétiens d'Orient. D'ailleurs, à part les dissentiments religieux, François Ier et Soliman le Magnifique étaient deux souverains faits pour se comprendre. N'était-ce pas Soliman qui, loin de se venger à la façon d'Édouard III envers les Calaisiens, ou de Charles-Quint envers François Ier, du courage et de l'héroïsme déployé contre lui, avait donné aux chrétiens, impitoyables les uns envers les autres, l'exemple de la générosité lors de la capitulation de Rhodes? N'était-ce pas lui qui, en prenant possession du palais du grand maître Villiers de l'Isle-Adam, avait dit que c'était avec un regret sincère qu'il se voyait obligé de mettre un si grand vieillard hors de sa maison? Soliman, maître de François Ier comme l'avait été Charles-Quint, eût été plus noble, plus généreux à son égard; il s'était senti porté vers l'un au plus fort de son infortune; il s'était senti de l'éloignement contre l'autre au plus haut de sa prospérité; il ne faisait d'ailleurs en cela que partager le sentiment de presque toute l'Europe chrétienne ou non. Et puis, il ne faut point s'en taire, c'était un devoir pour François Ier, à l'égard de son

pays comme à son propre égard, de ne pas repousser la seule alliance possible que la position de Charles-Quint lui eût laissée; c'était son droit et son devoir d'étouffer, si faire se pouvait, ou du moins de resserrer, moins ambitieux, entre la France et la Turquie, ce géant né avec cent bras pour étreindre le monde, et qui, empereur et roi de tant d'empires et de royaumes dont les bornes indéfinies reculaient, reculaient toujours jusqu'au milieu des îles et des continents américains, refusait même à la France une place au soleil. Un traité de commerce avait déjà préludé à l'alliance militaire entre les deux nations; cette alliance avait eu lieu peu après, et le baron de Saint-Blancard s'était joint avec douze galères françaises à la flotte de Soliman, commandée par le célèbre corsaire Kair-Eddyn, surnommé Barberousse II, devenu roi d'Alger et amiral du sultan. Saint-Blancard et les douze galères de France avaient puissamment secondé Barberousse dans sa guerre de 1536, contre les côtes de la Sicile et de la Pouille. En 1537, l'alliance turque prit un caractère plus effrayant encore pour l'ennemi de la France. Soliman II en personne était accouru, au signal de François Ier, jusqu'à la pointe de l'Albanie la plus rapprochée de l'Italie, avec une armée que la terreur élevait jusqu'à deux cent mille hommes, et déjà il voyait s'étendre sous ses yeux, à l'horizon, la terre d'Otrante, où il avait donné rendez-vous à Barberousse et à toute sa flotte; quand François Ier, qui, d'un autre côté, faisait forcer le pas de Suse par Anne de Montmorenci à la tête de cinquante mille hommes, eut la satisfaction d'apprendre que l'empereur sollicitait de lui, par l'entremise du pape, une trêve de dix ans. Cette trêve, conclue à Nice, était glorieuse pour François Ier; chacun restait dans l'état où il se trouvait. Or, à cette époque, le roi de France était maître de la Savoie et du Piémont, et de quelques positions depuis peu conquises dans les Pays-Bas. C'était évidemment Charles-Quint qui cédait du terrain, et, plus encore, de sa réputation. Les deux souverains avaient d'abord refusé de se voir; mais, après la conclusion de la trêve, l'empereur, sur l'instante invitation de son rival, partit

de Gênes sur sa flotte, forte de trente et une galères, commandées par André Doria, pour se rendre dans les eaux de France; il fut retenu quatre jours aux îles d'Hyères par les temps contraires; puis il vint dans la rade de Marseille, mais n'entra pas dans la ville, quoiqu'elle lui fût gracieusement ouverte : c'est qu'il se souvenait du désastre que, par deux fois, cette glorieuse ville lui avait fait essuyer; il hésitait toujours, ce monarque soupçonneux; sachant ce dont il était capable lui-même contre un ennemi trop confiant, il semblait craindre davantage à chaque flot qui le portait plus près de son ancien captif; il arriva enfin, le 14 juillet, en vue d'Aigues-Mortes, avec toute sa flotte armée en guerre, de peur d'accident. Aussitôt, en vrai Français, sans souci de ce qui pouvait lui advenir, s'en remettant à l'honneur d'autrui comme on pouvait s'en remettre au sien, François saute dans une barque, et, sans escorte aucune, fait forcer de rames jusqu'à la galère de l'empereur. A cette fière confiance, Charles-Quint n'eut peine à reconnaître le grand vaincu de Pavie; il sourit, eut au fond quelque honte de lui-même, et tendit du plus courtoisement qu'il put la main à François Ier qui monta à son bord, et qui d'un air joyeux lui dit en l'embrassant : « Mon frère, me voici de nouveau votre prisonnier. » Il ne fallut pas moins que ce laisser-aller plein de cœur pour engager Charles-Quint à venir à terre; il s'y décida, et les deux cours se mêlèrent quatre jours durant, au milieu des fêtes. Les deux souverains se présentèrent l'un à l'autre les capitaines qui s'étaient le plus illustrés dans leurs guerres. André Doria ne fut point excepté par Charles-Quint; François Ier, remarquant l'émotion de l'illustre marin étranger dont il avait eu le tort de s'aliéner les services, lui prouva par d'obligeantes paroles qu'il savait reconnaître ses erreurs et apprécier le mérite même de ceux qui s'étaient séparés de ses intérêts pour les combattre. Le 17 juillet 1538, le roi, après avoir reconduit l'empereur jusque sur ses vaisseaux, prit congé de lui comme il l'avait reçu, en l'embrassant. Mais François, en fraternisant comme chevalier, comme hôte courtois et loyal, avec son adversaire, n'oubliait pas que

l'on n'était qu'en trêve, et faisait ses réserves pour l'heure où le duel recommencerait.

Bien que Soliman se fût d'abord montré mécontent de la trêve de Nice, qui avait rendu sa flotte inutile, les relations amicales de la France avec la Turquie continuèrent. Le 26 décembre de la même année 1538, les priviléges dont jouissaient les marchands français dans le Levant furent confirmés, en témoignage des bons rapports existants.

L'année suivante, Charles-Quint, tourmenté par les ligues protestantes d'Allemagne, toujours vivement inquiété par les Turcs, et bien convaincu désormais de l'impossibilité de ruiner entièrement son rival, chercha à leurrer François Ier d'une espérance de partage de l'Europe entre eux, dans lequel, bien entendu, il se serait réservé le gros lot. Pendant ce temps une inimitié jalouse, qui avait couvé dans l'ombre, éclata dans toute sa force entre Anne de Montmorenci, connétable de France, et Philippe de Brion-Chabot, qui joignait, chose que l'on n'avait point encore vue, à la dignité d'amiral de France celles d'amiral de Guienne et d'amiral de Bretagne. Le 10 février 1539, Brion-Chabot, accusé de vingt-cinq délits capitaux, et, entre autres, de malversations et dilapidations dans sa charge d'amiral, fut arrêté, enfermé à Melun, et jugé par commission. Le chancelier Poyet, qui s'était fait l'organe complaisant des passions du connétable, et qui s'était abaissé jusqu'à présider la commission, ce dont plus tard il porta la peine, ne réussit pas à faire prononcer un arrêt de mort contre Brion-Chabot; mais il obtint sa dégradation civique et une condamnation à restitutions et amendes pour malversation, corruption et concussions par lui, disait-on, commises, en sa qualité d'amiral, de gouverneur de Bourgogne et de membre du conseil privé. François Ier, qui, dans cette circonstance, s'était montré au-dessous de son caractère en déposant lui-même contre son amiral, et en confirmant, le 18 janvier 1540, par lettres royales, l'arrêt de la commission, ne tarda pas à en éprouver un amer regret. Dès le 19 mars 1541, un arrêt définitif fut rendu, qui dé-

clarait de Brion-Chabot pur et innocent, et le réintégrait dans tous ses biens, titres et honneurs. Le 23 mai 1542, François Ier le confirma dans ses pouvoirs d'amiral de France, de Bretagne et de Guienne, et le connétable Anne de Montmorenci, qu'une étroite jalousie avait fait descendre à des intrigues indignes de lui, tomba à son tour dans la disgrâce. Néanmoins l'amiral avait reçu le coup au cœur; il ne survécut que peu de temps à l'émotion profonde qui lui avait été causée par sa sentence.

Dès avant ce temps, la déloyauté du marquis de Guasto, gouverneur du Milanais pour Charles-Quint, avait donné à François Ier un motif des plus graves de rompre la trêve de Nice; il avait, lâchement et contre le droit des nations les moins civilisées, fait assassiner, le 2 juillet 1541, à la nuit tombante, vers le confluent du Tessin et du Pô, deux envoyés du roi de France au sultan. Aussitôt du Bellai, seigneur de Langei, l'un des hommes les plus éminents de la cour et du royaume par ses talents de capitaine, d'historien et de diplomate, jeta les yeux, pour remplacer les deux envoyés du roi, sur un de ces hommes extraordinaires que ne manquent jamais de produire les grandes époques, même quand ces époques semblent n'appartenir en quoi que ce soit aux classes subalternes d'un pays. Cet homme, dont le premier, le vrai nom était Antoine Escalin, avait pris naissance, vers 1498, au village de la Garde, en Dauphiné, de parents des plus obscurs et des plus pauvres. Un caporal passant par le village de la Garde pour y faire des recrues, suivant l'usage du temps, l'enfant lui avait demandé avec instances de l'enrôler; mais il n'avait alors que onze à douze ans, et le caporal n'avait pu que lui permettre de le suivre comme goujat ou valet de régiment. Escalin était devenu soldat dès que les années le lui avaient permis, et n'avait pas tardé à se faire remarquer par une vivacité, par une pénétration d'esprit au-dessus du vulgaire, et par d'autres qualités qui tenaient du métier des armes. Dans cette longue guerre d'Italie, on avait senti le besoin d'avoir des hommes; et pour s'en créer qui valussent la peine d'être comptés, on avait enfin quelque peu

dérogé à l'ancienne et malheureuse coutume de ne prendre les officiers que dans la noblesse. Escalin avait atteint le grade de capitaine, et dès lors il s'était rendu célèbre sous un nom de guerre, sous celui du capitaine Polain; il le conserva longtemps encore après s'être élevé à des grades de beaucoup supérieurs. Le capitaine Polain ne s'était pas seulement fait connaître comme officier habile et brave : on l'avait employé dans plusieurs missions délicates, quoique secondaires, desquelles il s'était tiré en diplomate consommé. Du Bellai Langei, qui, de même que ses deux frères, Martin du Bellai et le cardinal et poëte Jean du Bellai, mettait une partie de sa gloire à faire connaître à François I[er] tous ceux qui lui paraissaient capables de le bien servir et d'illustrer son règne, lui parla du capitaine Polain comme de l'homme qui serait le plus apte à entreprendre et à mener en bonne voie une nouvelle mission près du sultan. François I[er] reçut le protégé de du Bellai; le capitaine lui plut par son esprit, son caractère, ses façons et sa bonne mine; il lui parut même au-dessus des éloges qu'on en faisait; non content d'accepter Polain pour son futur ambassadeur auprès du sultan, le roi le chargea auparavant d'importantes négociations auprès de la république de Venise. Il était urgent pour la France que ce puissant État maritime ne fournît pas à Charles-Quint les vaisseaux dont il avait besoin depuis l'entier désastre que la tempête avait fait éprouver à sa flotte, lors d'une grande expédition par lui tentée contre Alger, en octobre 1541. Il fallait donc gagner, ou tout au moins rendre neutres les Vénitiens, pour le moment où la guerre recommencerait. Ce fut en Italie que le capitaine Polain, dont toute la réputation militaire avait été jusqu'ici acquise dans les armées de terre, étudia et saisit, avec la rapidité du génie, l'art naval; de ce moment, son ambition se tourna tout entière du côté de la mer et de ses hasards, qui séduisaient son esprit naturellement ennemi des routes faciles et ouvertes à la médiocrité. Les études qu'il fit de l'art naval ne tardèrent pas à profiter à la France, non seulement par les services qu'il rendit comme homme de pratique,

mais encore comme tacticien. Le plus souvent avant lui, les batailles sur mer n'avaient été que confusion; les flottes paraissaient n'avoir qu'un but : en venir le plus tôt possible à l'abordage. Il apprit aux Français à diviser leurs vaisseaux par escadres, toujours prêtes à se secourir mutuellement. Enfin on verra bientôt que, par ses exploits maritimes, il devint le digne émule des Doria et de tout ce qu'il y avait de marins illustres dans son siècle.

Cependant le capitaine Polain, après avoir heureusement atteint le but de ses négociations avec la république de Venise, et en avoir rendu bon compte au roi, fut envoyé à Constantinople pour renouveler l'alliance avec Soliman II, qui, sans rompre positivement avec François Ier, paraissait peu disposé à entrer de nouveau dans sa querelle avec Charles-Quint. Le capitaine Polain sut si bien s'employer, qu'il pénétra, dit-on, jusque dans le sérail, et eut un entretien avec le sultan en personne. Deux voyages faits coup sur coup par lui à Constantinople amenèrent les plus heureux et les plus prompts résultats. L'alliance de la France avec la Turquie fut renouvelée. Soliman le Magnifique donna l'ordre à Barberousse de rassembler la flotte la plus redoutable que les musulmans eussent encore mise en mer, et de la conduire à Marseille, pour s'y unir avec celle de France. Sur sa recommandation pressante et motivée, la flotte française devait avoir pour chef le capitaine Polain, récemment élevé à la noblesse, avec le titre de baron de La Garde, nom du village où il était né, et revêtu de la haute charge de général des galères.

D'autre part, une alliance offensive et défensive avait été aussi arrêtée, le 29 novembre 1541, avec le Danemarck, en vertu de laquelle le roi Christiern III s'engageait à fermer le détroit du Sund aux ennemis de la France, et promettait, dans l'occasion, l'appui de six de ses vaisseaux; le 10 juillet 1542, une alliance fut également conclue avec Gustave Ier, roi de Suède. Charles-Quint, nonobstant la vaste étendue de ses États, n'était pas non plus sans se ménager des alliés. Pendant que François Ier s'atta-

chait le sultan des Turcs, l'empereur flattait Henri VIII d'Angleterre, devenu ouvertement le roi d'un schisme nouveau dans l'Église, et l'entraînait à prendre encore les armes contre la France, de concert avec lui. L'ancien projet de démembrement fut renouvelé. C'était, de compte fait, la troisième fois que Charles-Quint, si renommé par la fermeté et le coup d'œil sûr de ses desseins, formait l'entreprise de conquérir le royaume du rival qui seul mettait obstacle à ses rêves de monarchie universelle. Pourtant rien ne devait lui faire espérer maintenant un meilleur succès que lors de ses deux premières tentatives.

François Ier, en attendant l'arrivée de la flotte turque, prenait un soin tout particulier de sa propre marine. Le capitaine Polain, ou plutôt maintenant le baron de La Garde, à qui il venait de confier le soin de sa flotte de galères, apporta un zèle extrême à la régler, et à y établir l'ordre, l'habitude d'un commandement, d'une direction unique. La Garde fit construire des galères plus solides et en même temps plus faciles à mouvoir qu'on n'en avait encore vu, et les rendit propres à lutter, au besoin, contre les lames de l'Océan. Pendant que le général des galères, amiral du Levant, s'acquittait de sa charge avec cette conscience et ce talent, François Ier rendait un édit, en date du mois de juillet 1543, pour fixer les droits, la juridiction et les devoirs de l'amirauté de France, qui, depuis qu'on lui avait associé les amirautés de Guienne et de Bretagne, était déjà tenue pour l'amirauté du Ponant. L'amiral de France, et, en son absence, le vice-amiral, était reconnu chef naturel de toutes expéditions et armées navales; il avait la surintendance des constructions, des équipages, des armements et de l'artillerie de mer, ainsi que celle des vivres à bord des vaisseaux. Tous navires de l'obéissance du roi, quels que fussent leurs propriétaires, étaient tenus de porter les bannières, étendards et enseignes de l'amiral, qui pouvait au besoin se servir de ces navires et y transporter son pavillon. Il recevait, par lui ou son lieutenant, de tous maîtres, patrons et autres gens aux gages du roi dans la marine, le ser-

ment de bien gouverner, et de bien en tout se comporter. Aucun vaisseau ne pouvait entrer, en temps de guerre, dans les ports du royaume, sans son autorisation. Nul n'avait droit d'armer en guerre contre l'ennemi sans son consentement; et l'amiral devait s'assurer, par lui ou son suppléant, si le navire proposé était en état de tenir convenablement la mer, était suffisamment pourvu d'hommes, d'armes, en un mot de tout ce qu'exige la guerre maritime; au besoin, l'amiral y pouvait mettre, à prix raisonnable, ce qui manquait, afin qu'aucun inconvénient n'en advînt, et que le navire ne pût être honteusement pris ou perdu, faute de gens de cœur, de bons chefs et de munitions pour l'offensive et la défensive : ce qui tournerait, dit l'édit royal, à la diminution de la réputation des forces navales de France. La protection de l'amiral était acquise aux navires du commerce qui la réclamaient, et, moyennant salaire, il leur devait escorte armée et suffisante. Le même édit, tout en maintenant à l'amiral, suivant les anciennes ordonnances, le dixième de toutes les prises et conquêtes faites sur la mer, y compris leurs prisonniers et leur rançon, donnait des avantages plus grands que cela ne s'était vu encore aux propriétaires des navires armés en guerre; au lieu du huitième des prises qu'ils avaient seulement eu jusqu'ici, on leur réservait, après le dixième de l'amiral prélevé, le quart du tout; sur les trois quarts qui restaient, un quart et demi était réservé aux avitailleurs du navire; un autre quart et demi était réparti entre les matelots et soldats du bord. Une étrange coutume régnait, à ce qu'il paraît, parmi ceux-ci : il arrivait souvent qu'ils juraient, sur le pain, le vin et le sel, même en présence d'un prêtre, et avec d'autres cérémonies superstitieuses, de ne rien révéler, ni à la justice, ni aux propriétaires et avitailleurs du navire, de ce qu'ils pourraient détourner des prises, et de se le répartir de gré à gré entre eux. L'édit de 1543 interdit formellement cette coutume; défend aux prêtres, sous peine de prison, de recevoir un tel serment, et ordonne aux matelots de représenter au plus tôt à l'amiral ou à son lieutenant tout le butin fait à bord. Néan-

moins, pour donner, comme il est dit, meilleure occasion et volonté aux mariniers de bien combattre, on leur laisse les dépouilles des prisonniers qu'ils auront faits, et l'argent qu'ils trouveront sur ceux-ci ou dans leurs coffres, jusqu'à concurrence de dix écus. Pour le meilleur règlement de toutes ces décisions relativement aux prises de mer, les navires qui les auront faites devront, à moins de force majeure, les amener au port d'où eux-mêmes seront partis; et il ne sera disposé d'aucune sans que l'amiral ou son lieutenant, par devant qui les ventes et distributions se feront, l'ait déclarée bonne et licite.

Après la mort de Brion-Chabot, arrivée le 1er mai 1543, François Ier investit de la dignité d'amiral de France un personnage qui avait à un haut degré le sentiment du devoir : c'était le maréchal Claude d'Annebaut, baron de Retz, renommé pour son intégrité, son assiduité au travail et l'ordre qu'il s'était constamment efforcé d'introduire dans les dépenses militaires. Sans être un capitaine des plus brillants, il s'était cependant conduit avec distinction; et, en dernier lieu, son gouvernement en Piémont lui avait fait beaucoup d'honneur. D'Annebaut, avant tout, était administrateur et organisateur. Ce fut à ces titres particulièrement qu'il rendit de grands services à la marine française, quoiqu'il ait d'ailleurs su comprendre un des premiers, depuis le brave Jean de Vienne, que la charge d'amiral de France n'était pas seulement celle d'un intendant, mais encore celle d'un marin. Il s'appliqua consciencieusement à connaître l'art naval; il résolut de se mettre à la tête des flottes, en ayant toutefois le soin circonspect de s'entourer d'hommes qu'il reconnaissait volontiers comme plus habiles que lui, et dont il prit toujours les conseils avant d'engager ou d'accepter une action sur mer.

Au mois de juillet 1543, Barberousse arriva à Marseille avec la flotte du sultan, composée de cent douze galères, quarante navires de guerre d'un rang inférieur, et beaucoup de bâtiments de transport; elle était montée par quatorze mille hommes de débarquement. Le spectacle qu'elle offrit était encore sans exemple

dans ces parages; on accourut de toutes les parties de la France pour la voir et pour voir une armée de Turcs. Barberousse, avant son arrivée à Marseille, ne s'était pas fait faute d'opérer plusieurs descentes et d'exercer de grands ravages sur les côtes d'Italie et de Sicile appartenant à l'empereur; mais, sur l'expresse recommandation du baron de La Garde, qui était allé au-devant de lui avec quelques galères, et duquel le sultan lui avait recommandé de suivre les instructions, il avait strictement respecté la neutralité du pape et de ses États. La flotte française qui reçut à Marseille celle du sultan, se composait de vingt-deux galères et de dix-huit bâtiments de transports. Le comte d'Enghien en avait le commandement d'honneur, et La Garde celui de fait.

L'ordre fut expédié aux deux flottes combinées d'attaquer la seule ville qui fût restée au duc de Savoie, allié de l'empereur: Nice, à l'embouchure du Var. Elles se réunirent à Villa-Franca, port de la principauté de Monaco; et, le 22 août 1543, sept mille Français, joints à sept mille Turcs, emportèrent la ville de Nice après un siége de douze jours. Le château néanmoins tenait encore; l'insistance que mit Barberousse à le faire occuper par ses Turcs, aussitôt qu'il serait pris, fut une des principales causes qui déterminèrent les Français à se retirer. Leur flotte revint à Marseille, tandis que Barberousse allait faire mouiller la sienne à Antibes ou à Toulon. Mais ce terrible musulman, qui se souvenait toujours de son premier métier de corsaire, n'ayant plus, au retour, la flotte française pour le contenir, ne vint pas hiverner au lieu qui lui était assigné, sans avoir, au préalable, jeté l'épouvante dans la Toscane, dans le royaume de Naples, et à l'île de Lipari, qu'il ravagea et dépeupla. Cette guerre impitoyable commençait à n'être plus dans les mœurs de l'Europe chrétienne; Barberousse, mécontent d'avoir dans les Français des surveillants et des modérateurs, au lieu de compagnons de pillage et d'incendie sur lesquels il avait compté, ne tarda pas à se séparer d'eux définitivement, mais non sans faire trembler encore, en

ramenant sa flotte à Constantinople, les côtes de l'Italie et les îles que, dans la Méditerranée, Charles-Quint avait pour dépendances ou pour alliées.

Le 18 septembre 1544, l'empereur jugea à propos de faire à Crépi, près Laon, sa paix particulière avec François Ier, et d'abandonner à ses propres forces son allié, le roi d'Angleterre, qui, lorsque les négociations duraient encore, était occupé en personne au siége de Boulogne. Cette ville avait pour commandant un lâche du nom de Vervins, qui était pourtant de l'illustre famille de Couci. Son unique préoccupation était de se rendre le plus tôt possible; il en fut quelque temps empêché par un brave que l'histoire appelle le capitaine Corse, et dont l'intrépidité, tant qu'il vécut, soutint celle de la garnison. Mais dès que Vervins le sut tué sur la brèche, il n'écouta plus rien. Du côté de la mer, néanmoins, on ne cessait pas de faire de prodigieux efforts pour jeter du secours dans Boulogne, qui était puissamment enveloppée du côté de la terre. Trois fois une escadre française parut à la vue du port, et trois fois elle fut repoussée, non par l'ennemi, mais, chose désespérante, par les vents, qui la rejetaient implacablement dans la pleine mer. Peut-être serait-elle revenue une quatrième fois, et eût-elle mieux réussi; mais, le 14 septembre 1544, de Vervins, qui expia d'ailleurs sa lâcheté en portant sa tête au bourreau, ouvrit les portes de la ville à Henri VIII, malgré les protestations des habitants, qui soutenaient qu'ils se suffisaient à eux-mêmes pour leur défense, et malgré la nouvelle, qu'il ne pouvait ignorer, de la prochaine arrivée d'un secours. Le siége de Montreuil-sur-Mer, que les Anglais avaient également entrepris, fut levé à l'approche de l'armée du dauphin; et Henri VIII retourna à Calais, où il avait opéré sa descente, laissant une forte garnison dans Boulogne, sous le commandement d'un de ses beaux-frères. Une tentative des Français faite, dans l'année même, pour recouvrer cette ville, n'eut pas de succès.

Quand la campagne de 1545 s'ouvrit, François Ier et la France n'avaient donc plus à combattre que Henri VIII et l'Angleterre.

Le différend, désormais moins difficile à régler, et qui, de la conquête projetée du trône de France, s'était rapetissé à une mince question d'argent réclamé par le monarque anglais, prit un aspect tout maritime.

On résolut d'aller chercher pour la combattre la flotte ennemie, et d'opérer une descente sur les côtes d'Angleterre. Le baron de La Garde fut chargé de faire passer dans l'Océan vingt-cinq galères qui étaient à Marseille, et il s'en acquitta à l'admiration de tous les hommes du métier. On n'avait pas vu sans étonnement, sous le règne précédent, Prégent de Bidoulx en amener quatre par le détroit, au milieu des mêmes mers, et les auteurs contemporains parlent de l'une et de l'autre de ces expéditions comme des merveilles de l'art naval à ces époques. D'Annebaut, en attendant les galères du baron, s'était occupé de son côté à rassembler, de Bayonne à Montreuil, tous les vaisseaux de commerce et tous les corsaires qu'il avait pu trouver; en les joignant aux vaisseaux du roi, il était parvenu à se composer une flotte si importante, qu'elle était le sujet de toutes les préoccupations.

Le rendez-vous général était au Havre-de-Grâce, et François Ier s'y rendit pour voir l'embarquement, qui se fit le 6 juillet. Plusieurs dames de la cour avaient accompagné le roi pour voir ce spectacle rare et nouveau alors. François Ier leur avait fait préparer un festin magnifique sur le vaisseau amiral, le plus beau de la flotte, nommé *le Caraquon;* il était de huit cents tonneaux, portait cent pièces de grosse artillerie, et n'en était pas moins bon voilier. Un auteur du temps dit qu'il était dans la flotte comme une citadelle qui défendait les autres vaisseaux, et qu'il n'avait à craindre que les rochers et le feu. Ce fut le feu qui l'atteignit, par la négligence des cuisiniers chargés du repas que l'on devait servir, sur le bord, au roi et à sa cour. Il fut impossible d'éteindre l'incendie. Tout l'argent destiné à l'entretien de la flotte et au payement des troupes était sur *le Caraquon*. Les galères n'eurent que le temps de s'en approcher pour en tirer le trésor. Le feu, qui gagnait déjà l'artillerie, les obligea de forcer de rames

pour prendre le large, sans quoi elles eussent coulé à fond par l'effet de l'explosion terrible de cette artillerie embrasée. Ceux des soldats et des matelots qui avaient su profiter du moment où les galères s'étaient avancées pour se jeter dedans furent sauvés; tous les autres périrent dans les eaux ou dans les flammes. On avait pourvu, dès l'origine, à la sûreté du roi et de sa cour.

Malgré cette catastrophe de mauvais augure, la flotte ne tarda pas à mettre en mer, sous les ordres de l'amiral d'Annebaut, du vice-amiral de La Millerie et du général des galères, le baron de La Garde, dont la haute expérience et les capacités reconnues avaient le plus grand poids dans le conseil. Le 18 juillet, les vaisseaux français parurent devant l'île de Wight. L'armée navale d'Angleterre était rassemblée à Portsmouth : elle n'était que de soixante gros vaisseaux, mais tous très bien équipés et très bons voiliers; on y voyait des ramberges, espèce de vaisseaux à voiles et à rames, plus longs, plus étroits, plus propres à fendre les flots que les autres, et dont la vitesse égalait, si elle ne la surpassait pas, celle des plus agiles galères.

Le baron de La Garde alla les reconnaître avec quatre galères; il s'avança jusqu'à l'entrée du canal qui sépare l'île de Wight de l'Angleterre et des bords sur lesquels la ville de Portsmouth s'élève. Quatorze vaisseaux anglais sortirent à l'instant, pour environner les quatre galères françaises, qui n'eurent que le temps de se retirer à toutes voiles et à toutes rames. Bientôt la flotte anglaise en masse se présenta hors du canal. C'était ce que souhaitait l'amiral d'Annebaut : il s'avança aussi avec toute sa flotte. On se canonna de part et d'autre, mais sans résultat. Les Anglais qui espéraient plus de la ruse que de la force se retirèrent sur la gauche et allèrent se mettre sous l'abri de quelques forts, dans une rade défendue par des rochers à fleur d'eau et de bas-fonds, où les vaisseaux avaient peine à pénétrer, même un à un. L'ennemi se flattait que les Français viendraient se briser sur les écueils, en voulant le suivre; mais d'Annebaut ne donna pas dans

le piége; il se proposa seulement de faire tous ses efforts, le lendemain, pour attirer les Anglais au large.

La flotte de France s'étant retirée vers la nuit à la pointe de la baie de Sainte-Hélène, entre l'île de Wight et le comté de Southampton, l'amiral eut avis que *la Maîtresse*, le plus grand de ses vaisseaux depuis la perte du *Caraquon*, faisait eau de toutes parts. D'Annebaut, plein d'inquiétude sur le sort de ce vaisseau et sur l'argent de l'expédition qu'il portait, arriva en hâte pour donner ses ordres et sauver au moins l'équipage et le trésor; il trouva qu'heureusement il avait été prévenu par le vice-amiral La Millerie, qui avait déjà opéré le sauvetage, et envoyé *la Maîtresse* au Havre pour être radoubée.

Le lendemain, l'amiral d'Annebaut, avec l'avis du baron de La Garde, rangea toute son armée navale en bataille : il divisa ses gros vaisseaux en trois escadres; il se mit au centre, donna la droite au sieur de Boutières, et la gauche au baron de Curton; quant aux galères, commandées par La Garde, elles furent provisoirement chargées d'aller canonner la flotte anglaise, dans l'espérance de l'attirer au large. Cette première attaque fut si vive et si heureuse, que *la Marie-Rose*, une des plus grandes caraques ennemies, fut coulée bas; des cinq à six cents hommes qui la montaient, il ne s'en échappa que trente-cinq. *Le Grand-Henri*, qui portait l'amiral d'Angleterre, allait aussi périr, s'il n'eût été promptement secouru.

Mais comme sur la mer la fortune dépend souvent de l'inconstance des vents, les Anglais, profitant de la marée et d'une forte brise de terre qui s'éleva, appareillèrent et arrivèrent à pleines voiles sur les galères françaises, qu'ils auraient enfoncées, si, par le jeu des rames et l'habileté de ceux qui les dirigeaient, elles n'eussent trouvé le moyen d'échapper au choc. Les Anglais néanmoins les poursuivaient toujours avec leurs ramberges, et les pressaient vivement du côté de la poupe, où elles n'avaient point d'artillerie pour se défendre. La perte de quelques-unes semblait imminente, quand le Florentin Léon de Strozzi, qui était



J.B. COLBERT.

RESTAURATEUR DE LA MARINE FRANÇAISE

chargé de l'arrière-garde, et qui eut le commandement des galères sous Henri II, tourna promptement celle qu'il montait de la poupe à la proue, et fit face à la plus avancée des ramberges anglaises; l'ennemi, surpris par ce retour d'audace, s'arrêta et ne voulut pas tenter la fortune d'un combat. Léon de Strozzi couvrit par cette manœuvre la retraite des galères françaises, et les rejoignit avec un bonheur égal à la bravoure qu'il avait montrée. D'Annebaut s'avança pour le soutenir et pour repousser les ramberges anglaises, si elles étaient tentées de revenir à la charge; mais déjà elles s'étaient hâtées de rentrer dans le canal et dans les bancs.

D'Annebaut, voyant qu'il ne pouvait tirer les Anglais du poste avantageux qu'ils occupaient, fit faire trois descentes pour ravager la côte, se flattant que le roi d'Angleterre, qui s'était rendu de sa personne à Portsmouth, ne resterait pas spectateur impassible des ravages apportés sur son territoire, et qu'il enverrait ordre à sa flotte de se mettre en mer pour faire diversion à la descente des Français. Mais rien n'ébranla les Anglais; ils virent porter le fer et le feu sur leurs côtes sans sortir de leur poste, espérant toujours que les Français se laisseraient entraîner, par leur ardeur impatiente, sur les bancs et les rochers du canal.

D'Annebaut tint un conseil à bord du vaisseau amiral pour savoir à quel parti il devait s'arrêter. L'avis général fut qu'il était impossible, sans courir à une perte certaine, d'attaquer les ennemis dans la position environnée d'écueils où ils s'étaient retranchés. On se résigna à la retraite; mais on eut le tort de ne pas garder l'île de Wight, dont on s'était emparé, et de ne s'y pas fortifier, comme c'était l'avis du baron de La Garde. L'île de Wight aurait pu servir bientôt à prendre Portsmouth même et à rendre la France maîtresse d'une des clefs de l'Angleterre, comme celle-ci l'était alors de deux des clefs de la France : Calais et Boulogne. Son occupation aurait pu amener du moins sans coup férir, telle était l'opinion des contemporains, la reddition de la dernière de ces villes.

Le départ étant résolu, il fallut faire, sur les côtes d'Angleterre, les provisions d'eau nécessaires pour la traversée; on ne les obtint pas sans livrer quelques combats. On regagna ensuite la France, et l'on prit terre à peu de distance de Boulogne. L'amiral, en arrivant, jeta quatre mille soldats et trois mille pionniers en un fort que l'on élevait dans le voisinage de cette ville, dont François Ier se proposait de faire le siége.

La flotte, s'étant rafraîchie et ayant pourvu à la sûreté du fort construit près de Boulogne, se remit en mer pour observer la flotte des Anglais et se porter partout où il serait nécessaire; mais à peine avait-elle laissé en arrière le rivage de France, qu'une tempête la reporta, malgré elle, vers ces mêmes côtes d'Angleterre dont elle s'était naguère éloignée. Henri VIII, pour profiter d'une si belle occasion offerte par la fortune, envoya ordre à son armée navale, grossie jusqu'au nombre de cent vaisseaux tels qu'on les faisait alors, d'aller attaquer celle de France. Elle avait le vent sur celle-ci qui, en outre, était dégarnie de soldats. La victoire paraissait certaine à l'ennemi; car il comptait que si les Français mettaient à la voile, la violence du vent les jetterait à la côte, ou que, s'ils restaient à l'ancre, étant trop écartés les uns des autres pour se secourir, leur perte serait également inévitable; il comptait encore sur l'inutilité des galères françaises dans la grosse mer. Mais l'amiral d'Annebaut, aidé de son conseil, se mit en état d'empêcher les Anglais de profiter du désavantage de sa position; et, sur ces entrefaites, le temps ayant changé, les choses changèrent aussi de face. Les galères de France, étant allées à la découverte, se virent bientôt en présence des Anglais, et furent suivies de près par le reste des vaisseaux de d'Annebaut. Les deux flottes passèrent presque toute la journée à se disputer le vent. Les Anglais ne cessèrent de présenter l'avant, pour donner à croire qu'ils voulaient combattre; mais ils avaient soin pourtant de ne pas trop s'éloigner de leurs côtes, et de ne jamais perdre leurs ports de vue. La flotte française ayant à la fin gagné le vent sur eux, ils commencèrent à faire voile

vers l'île de Wight. Aussitôt le brave et habile baron de La Garde, s'apercevant de leur retraite, fit forces de rames avec ses galères, pour tomber sur quelques vaisseaux de l'arrière-garde ennemie qui gouvernaient mal. Il était tout près de réussir, quand, le vent ayant fraîchi, les galères perdirent leur avantage, et ne purent s'opposer avec le succès qu'on avait espéré à la retraite des Anglais. La canonnade avait été néanmoins très vive, et avait duré bien avant dans la nuit; on s'aperçut le lendemain qu'elle n'avait pas été sans effet : la flotte anglaise avait disparu, mais on voyait surnager grand nombre de cadavres et de débris de navires; les galères françaises n'avaient presque point souffert du feu de l'artillerie ennemie; leur peu de hauteur les avait préservées; les coups de canon avaient passé par-dessus. La flotte française, désespérant encore une fois de pouvoir engager celle d'Angleterre à une bataille sérieuse, fit voile pour le Havre-de-Grâce, et son rôle fut terminé. La paix eut lieu bientôt après entre François Ier et Henri VIII, qui s'engageait à rendre Boulogne au bout de huit années à partir du traité, contre la somme qu'il réclamait.

De nouveaux nuages menaçaient de troubler encore une fois la paix qui régnait entre Charles-Quint et François Ier; et celui-ci, à qui le traité de Crépi avait laissé le Piémont et l'espérance de recouvrer le Milanais, ainsi que l'État de Gênes, allait peut-être rentrer l'épée à la main en Italie, quand il mourut, le 31 mars 1547, après un règne rempli de traverses, mais aussi de faits glorieux, durant lequel on l'avait constamment nommé, comme on le nomme encore, le rival de Charles-Quint. Quelle ne serait pas la gloire de celui dont on aurait dit plus tard : le rival de Napoléon !

Il est peu de princes qui se soient plus occupés de la marine et de l'état des ports que François Ier. On peut dire qu'il fit, à cet égard, tout ce qu'il était possible de faire de son temps. Ses flottes furent presque exclusivement françaises ; et quand il eut à son service les Doria et les vaisseaux génois, il n'usa encore en cela que des services de ses sujets, puisque Gênes était alors sous la

dépendance de la France. Tout en tâchant d'ailleurs de s'attacher, dans l'occasion et avec un discernement qui l'honore, les plus habiles marins d'Italie, comme fit, à son exemple, Charles-Quint lui-même, il avait peine à dissimuler sa prédilection pour ceux du pays, dès qu'il s'en présentait un, ainsi que cela arriva pour le baron de La Garde : il l'accueillait, l'élevait avec empressement et l'investissait des plus hautes fonctions navales. En réunissant sur un même personnage, avec la dignité d'amiral de France, celles d'amiral de Guienne et d'amiral de Bretagne, sans toutefois encore blesser les susceptibilités provinciales par la suppression de ces deux derniers titres, il communiqua une même impulsion, donna plus d'ensemble et de force à la marine du royaume sur l'Océan ; il compléta même cette imposante concentration navale en mettant le général des galères, amiral du Levant, sous les ordres de l'amiral de France, lorsque leurs flottes se trouvaient réunies. Tout en commençant à former une marine royale, une marine réglée, il fut bien loin de négliger la marine du commerce, et il sut en tirer les plus signalés services. En revanche, il l'honora comme jamais encore elle ne l'avait été, dans la personne du plus illustre des armateurs particuliers de son règne : c'est avoir déjà nommé le fameux Jean Ango, de Dieppe.

Jean Ango était fils unique d'un homme digne de quelque attention lui-même comme négociant et colonisateur, duquel il sera question ailleurs. Ango, qui avait passé toute sa jeunesse sur mer, dès qu'il eut hérité de son père, arma des navires, prit des capitaines à sa solde, et les envoya aux Indes orientales et en Amérique. Dès l'an 1525, il avait, dit-on, décuplé ses richesses, et menait un train de prince. C'étaient alors de véritables flottes qu'il tenait sous ses ordres, et avec lesquelles il aurait pu faire la guerre pour son propre compte. Il est même de tradition qu'il en usa de la sorte contre le roi de Portugal, avec qui le roi de France était en paix. Selon cette tradition, ses navires ayant été insultés par une escadre portugaise, Ango arma dix vaisseaux qui se trouvaient dans le port de Dieppe, les fit accompagner de six ou sept

autres de moindre grandeur, ajouta aux équipages ordinaires huit cents volontaires, gens de résolution, et envoya le tout opérer des descentes jusque sur les côtes du Portugal et les rives du Tage. L'incendie de plusieurs villages sur ces côtes et la capture d'un grand nombre de bâtiments sortant du Tage ou revenant des Indes, donnant à penser que ce ne pouvait être un armateur français, mais bien le roi de France lui-même qui faisait cette guerre improvisée, le roi de Portugal, toujours suivant la tradition, aurait dépêché en toute hâte auprès de François Ier deux de ses conseillers, pour demander raison de cette violation de la paix, et François aurait répondu : « Messieurs, ce n'est pas moi qui fais la guerre ; allez trouver Ango, et arrangez-vous avec lui. » Les deux envoyés se seraient en effet rendus auprès de l'armateur dieppois, qui, en considération du roi de France, son maître, aurait daigné leur promettre d'expédier sur l'heure un bon voilier pour rappeler ses vaisseaux[1]. Quoi qu'il en soit des derniers détails de cette tradition dieppoise, dans laquelle il y a certainement un fond de vérité, Jean Ango fut, par les navires qu'il équipait, un des plus actifs soutiens de l'honneur du pavillon français ; les services qu'il rendit à François Ier furent si grands, que ce monarque le nomma vicomte et capitaine commandant de la ville et

[1] Nous avouons que cette tradition, que l'on trouve sans preuves, et sans l'appui même d'une date, dans les auteurs qui ont écrit sur Dieppe, entre autres dans l'*Histoire de Dieppe*, par M. Vitet, ne nous paraît pas en tous points vraisemblable, particulièrement en ce qui a trait au renvoi des ambassadeurs près d'Ango. François Ier connaissait trop bien l'étendue des droits et pouvoirs d'un roi absolu, et y tenait trop, pour répondre à des envoyés d'un souverain avec qui il était en paix, que des actes de guerre aussi tranchés, et presque de puissance à puissance, d'un de ses sujets, ne le regardaient pas. Le royaume de Portugal possédait dans ce temps d'ailleurs une marine des plus importantes, et avait un souverain, Jean III, que Charles-Quint lui-même ne put faire plier à toutes ses volontés : ce qui ne permet pas de croire qu'un tel état en ait pu être réduit à venir solliciter la paix d'un armateur étranger, si riche en vaisseaux qu'ait pu être celui-ci. Néanmoins on voit, dans le grand recueil des *Relations diplomatiques du Portugal*, de M. le vicomte de Santarem, qu'en date du 27 juillet 1530, François Ier expédia des lettres aux gouverneurs de ses provinces maritimes, pour qu'ils n'eussent point à s'opposer à ce que Jean Ango usât de représailles contre les navires du Portugal, et cela comme indemnité des pertes occasionnées à cet armateur, jusqu'à concurrence de 250,000 ducats, par les Portugais. Ce sont les lettres de marque délivrées à Ango qui ne nous ont pas permis de douter qu'il n'y ait quelque chose de très vrai dans la tradition dieppoise, que nous n'avons pourtant rapportée qu'avec l'expression du doute à plusieurs égards.

du château de Dieppe. La mort de son royal protecteur atteignit Ango dans ses grandeurs et sa fortune. On lui reprochait dès longtemps de s'être laissé enorgueillir jusqu'à l'insolence de sa prodigieuse prospérité ; mais combien peu auraient su se contenir arrivés à un tel faîte ! Toutes les jalousies, toutes les haines s'exercèrent contre lui, quand la main de François I[er] ne s'étendit plus sur sa tête ; on conjura sa ruine, et on l'obtint pleine et entière ; son bien fut décrété ; et, dans les dernières années de sa vie, languissant, dévoré de regrets et d'amertume, cet homme, ce commerçant, qui avait été riche et puissant à l'égal des princes, en était réduit à ne plus oser sortir du château de Dieppe, dont, par un reste de reconnaissance, on lui avait laissé le commandement.

François I[er] n'était resté étranger à aucune des grandes idées de son siècle. Il avait, assure-t-on, demandé qu'on lui montrât l'article du testament d'Adam qui le déshéritait du nouveau monde, découvert par Christophe Colomb, au profit des rois d'Espagne et de Portugal. L'an 1523 il donna commission au capitaine Jean Verazzani, de Florence, pour qu'il allât découvrir les terres de la partie septentrionale de l'Amérique. Ces terres n'étaient point, dès cette époque, totalement inconnues des Français. Elles étaient fréquentées depuis près de vingt ans par les Normands, les Bretons et des marins des environs de Bayonne. On suppose même que ces derniers, du nom de cap Breton dans les Landes, où les Bretons, de leur propre nom, avaient déjà nommé l'île du cap Breton, appelée aussi île Royale, et l'on a des indications assez précises pour être certain qu'un navire d'Honfleur, capitaine Jean Denis, avait abordé, en 1506, à l'île de Terre-Neuve. On a aussi des témoignages non douteux que l'armateur Ango, père du célèbre capitaine vicomte de Dieppe, dont il a été question sous le règne de François I[er], y avait envoyé, en 1508, un navire sous la conduite du capitaine Thomas Aubert, avec l'intention d'y créer un établissement[1].

[1] Les Anglais prétendent que les navigateurs vénitiens Jean et Sébastien Cabot, qui voyagèrent pour le compte de leur roi Henri VII, avaient reconnu l'île de Baccalaos, nommée

Verazzani fit donc voile pour l'Amérique du Nord; mais on n'a point de détails sur son premier voyage; on l'ignorerait même totalement sans une lettre de ce navigateur à François Ier, datée de Dieppe, lettre dans laquelle il suppose que le roi était au courant du succès de sa première tentative. Dans l'intervalle de ce voyage à un second, Verazzani fit la course avec deux navires dieppois, *la Dauphine* et *la Normande*, contre les Espagnols. Il appartenait à une de ces familles de Toscane, amies de la liberté de leur pays, qui avaient suivi l'exemple des Strozzi dans leur haine contre Charles-Quint, et contre ceux qui s'étaient mis à sa discrétion. Vers la fin de l'année 1524, ou au commencement de la suivante, Verazzani arma *la Dauphine* pour un nouveau voyage de découvertes. Il se rendit d'abord à Madère; il en partit, le 17 janvier 1525, avec un petit vent d'est qui dura jusqu'au 20 février, et qui lui fit faire plus de cinq cents lieues à l'ouest. Une tempête le mit à deux doigts de sa perte, et le poussa vers des terres auxquelles il donna le nom de Terres-Neuves, qui ne leur fut pas conservé, mais que l'on reporta à une grande île plus septentrionale, à laquelle on suppose d'ailleurs qu'il l'avait appliqué pareillement. Les premières terres qu'aperçut Verazzani lui semblèrent fort basses en arrivant; s'en étant néanmoins approché jusqu'à un quart de lieue, il reconnut, à de grands feux allumés sur le rivage, qu'elles étaient habitées. Il envoya sa chaloupe à la côte; les habitants suivaient des yeux avec une curiosité mêlée d'inquiétude tous les mouvements de cet esquif, et quand on fut près d'eux ils s'enfuirent, mais non sans jeter de fréquents regards en arrière pour admirer ce qu'ils n'avaient encore jamais vu : des Européens. Ils étaient nus, sauf au milieu du corps qu'ils couvraient de peaux attachées avec une

depuis Terre-Neuve par les Français, puis une partie du continent appelée Labrador, dès l'an 1496. Mais on est à peu près certain qu'en tous cas ils n'avaient débarqué en aucun endroit, ni du continent, ni des iles. Selon une ancienne relation conservée par Ramusio, les Portugais avaient découvert une partie de Terre-Neuve, du nord au sud, et les Bretons et les Normands l'autre et la plus vaste de l'est à l'ouest. Du reste, c'est un point incontestable que les Français eurent dans ces parages les premiers établissements.

ceinture d'herbes finement tissues; et sur leur tête ils avaient comme des guirlandes et chapeaux faits de panaches. Leur teint était basané; leurs cheveux noirs, touffus et peu longs, étaient liés tout unis et droits; ces naturels, de taille moyenne et bien proportionnés, étaient légers à la course; mais à contempler leurs yeux noirs et grands, leur regard prompt et arrêté, on jugeait qu'ils n'étaient pas moins subtils d'esprit que de corps. On sait, à n'en pas douter, que Verazzani aperçut une partie des Florides, qui, dès l'an 1512, avaient été, en certains endroits, reconnues par Jean Ponce de Léon. Mais on n'a pas pu préciser d'une manière satisfaisante par quelle hauteur le navigateur florentin découvrit d'abord la terre, ni jusqu'où il s'éleva au Nord. Seulement il termina son mémoire au roi en disant qu'il s'était avancé jusque fort près d'une île que les Bretons avaient découverte. De retour en France de ce second voyage en Amérique, il en entreprit presque immédiatement un troisième, dans le but d'établir une colonie française sur les terres qu'il avait découvertes. De cette dernière entreprise de Verazzani, tout ce qu'on sait c'est qu'elle fut désastreuse : car ni de lui ni des siens on n'entendit plus parler. Mille suppositions furent faites; mais ce ne furent que des suppositions.

L'absence indéfinie de Verazzani et de tous ses compagnons de voyage avait sans doute momentanément découragé les Français d'autres tentatives vers l'Amérique septentrionale; car ce ne fut qu'en 1533 qu'un excellent pilote de Saint-Malo, nommé Jacques Cartier, mu par le désir de perpétuer glorieusement son nom, offrit de renouveler l'entreprise du navigateur florentin. Il s'adressa à l'amiral de France Brion-Chabot, qui se fit son intermédiaire auprès de François Ier. Ce roi, passionné pour tout ce qui était grand et aventureux, agréa avec empressement le projet de Jacques Cartier, et autorisa l'amiral à lui donner la conduite de deux navires de soixante tonneaux chacun, portant ensemble cent vingt-deux hommes. Cartier, muni d'instructions, partit de Saint-Malo le 20 avril 1534. Il prit sa route à l'ouest, tirant un peu sur

le nord, et il eut les vents si favorables, que le 10 mai il aborda au cap de Bonne-Viste, en l'île de Terre-Neuve. Le sol y était encore couvert de neiges et le rivage chargé de glaces, ce qui l'empêcha de s'y arrêter. Descendant ensuite six degrés au sud-sud-est, il entra dans un port auquel il donna le nom de Sainte-Catherine. De là il remonta au nord, et gagna des îles qu'il nomma îles des Oiseaux. Elles étaient éloignées d'environ quatorze lieues de Terre-Neuve. Cartier revint à la grande île de Terre-Neuve dont il côtoya toute la partie nord, qu'il a décrite lui-même en ces deux mots : « Qu'on ne voit nulle part ni de meilleurs ports ni de pire pays. » Le navigateur ne prévoyait sans doute pas le riche parti que l'on pourrait tirer au moyen de la pêche. Après avoir fait presque tout le tour de Terre-Neuve, mais sans être arrivé encore à se convaincre que c'était une île et non une partie du continent d'Amérique, il fit route au sud, traversa un golfe, s'approcha du continent, et pénétra dans une baie fort profonde, qu'il nomma baie de la Chaleur, en raison de la chaleur extrême dont il y avait souffert. Au sortir de cette baie, Cartier visita une grande partie des côtes qui environnent le golfe et prit possession du pays au nom de François Ier; puis il revint en France rendre compte de ce premier voyage. Sur son rapport, on jugea qu'il serait utile d'avoir un établissement dans la partie de l'Amérique qu'il avait reconnue. Le vice-amiral Charles de Mouy, sieur de La Millerie, fut, de tous les hauts personnages du temps, celui qui prit le plus à cœur cette affaire. Il obtint pour Cartier une nouvelle commission plus large que la première, et lui fit donner trois navires et de bons équipages. Le navigateur malouin mit de nouveau à la voile le 19 mai 1535. Il montait personnellement un navire de cent vingt tonneaux, nommé *la Grande-Hermine*, et avait à son bord plusieurs jeunes gentilshommes empressés de l'accompagner comme volontaires. Peu après le départ, une tempête sépara les trois navires, qui, dans l'impuissance de gouverner, furent obligés de s'abandonner au caprice tumultueux des flots et des vents. *La Grande-Hermine* fut portée au nord de Terre-Neuve; le 19 juil-

let, Cartier fit voile avec elle pour le golfe où il était déjà entré à son premier voyage, et qu'il avait assigné pour rendez-vous en cas de séparation. Il y arriva le 25, et, le jour suivant, il fut rejoint par ses deux autres navires. Le 1er août, un gros temps le contraignit de se réfugier dans un havre situé à l'embouchure d'un fleuve immense, du côté du nord; il donna à ce havre le nom de port Saint-Nicolas, nom qu'il a conservé, et y planta une croix avec les armes de France. Le 10 août, les trois navires rentrèrent dans le golfe, et en l'honneur du saint dont on chômait la fête ce jour-là, Cartier lui donna le nom, depuis si fameux, de golfe Saint-Laurent. Le même nom s'étendit par la suite au fleuve superbe qui a son embouchure dans le golfe. Le 15, il s'approcha d'une île à laquelle il donna le nom de l'Assomption, mais qui a pris celui d'Anticosti. Les trois navires ayant remonté le fleuve Saint-Laurent, Cartier reconnut l'embouchure de la rivière de Saguenai, et, après avoir poursuivi sa route l'espace de quinze lieues, il mouilla auprès d'une île qu'on nomma l'île aux Coudres, à cause des nombreux coudriers qui s'y trouvaient. Cartier, se voyant alors engagé fort avant dans un pays inconnu, s'occupa de chercher un port où ses navires pussent hiverner en sécurité. Huit lieues au-delà de l'île aux Coudres, Cartier en trouva une beaucoup plus belle et plus grande, toute verdoyante de bois et de vignes, ce qui l'engagea à lui donner le nom mythologique du dieu des buveurs : il l'appela l'île de Bacchus; mais elle prit par la suite le nom d'île d'Orléans. De cette île, Cartier se rendit dans une petite rivière qui n'en est éloignée que de dix lieues, et qui vient du nord. C'est celle que l'on appela depuis, en son honneur, rivière de Jacques Cartier, mais qu'il avait nommée lui-même rivière de Sainte-Croix. Le lendemain de son arrivée, il y reçut à son bord la visite d'un chef du pays. Il traita avec lui par l'entremise de deux Indiens qu'il avait conduits en France l'année précédente, et qui y avaient appris quelques mots de français. Ceux-ci dirent au chef indien que les étrangers voulaient aller à l'île où se trouvait la bourgade d'Hochegala, qu'ils avaient entendu nom-

mer. Le chef paraissant, dans un intérêt de lucre et de commerce, préférer que les étrangers restassent dans son propre pays, chercha à dissuader Cartier de se rendre plus loin. Le navigateur n'y fut point pris, et, laissant deux de ses navires dans la rivière qui a emprunté son nom, et où *la Grande-Hermine* n'avait pu entrer, il partit avec celle-ci, accompagné de deux chaloupes seulement. Mais bientôt arrêté par un lac, celui de Saint-Pierre, que *la Grande-Hermine* ne put passer, parce qu'apparemment elle n'avait pas bien enfilé le canal, Cartier prit le courageux parti d'armer ses deux chaloupes, et de s'en contenter pour atteindre son but. Il parvint enfin à Hochelaga, le 2 octobre, avec trois de ses volontaires, nommés de Pontbriand, de la Pommeraie et de Goyelle. Il trouva une bourgade de forme arrondie, et ayant trois enceintes de palissades qui renfermaient environ cinquante cabanes, longues de plus de cinquante pas chacune, larges de quatorze à quinze. Tel était le lieu qui devait devenir célèbre sous le nom de Montréal, nom qui s'étendit par la suite à toute l'île. Cartier le commença en appelant la montagne au pied de laquelle était située Hochelaga, le Mont-Royal. S'étant élevé sur le Mont-Royal, Cartier découvrit de ce point une vaste étendue de merveilleux pays, et en descendit avec mille idées d'importants établissements pour la France. Apres avoir échappé au scorbut qui décimait ses équipages, il fit voile pour la France, et remit à François I[er] un mémoire détaillé de son second voyage. Le Canada, nom qui fut emprunté à la langue même du pays, le Canada était découvert.

Quelque temps après, un gentilhomme de Picardie, François de La Roque, seigneur de Roberval, demanda et obtint la permission de poursuivre les découvertes dans l'Amérique du Nord. François I[er] le nomma son vice-roi et lieutenant général en Canada, Terre-Neuve, etc., et lui conféra le pouvoir auquel il prétendait pour lui-même en Amérique. Roberval partit, en 1541, avec cinq vaisseaux, ayant sous lui, chose inconcevable si l'on ne savait combien on répugnait encore à cette époque à investir de hautes dignités militaires tout ce qui n'appartenait pas à la

noblesse, ayant sous lui Jacques Cartier en qualité de premier pilote. La navigation fut heureuse, grâce à l'expérience de cet habile marin. Roberval revint en France après avoir bâti, soit sur le fleuve Saint-Laurent, soit dans l'île du Cap-Breton ou dans l'île Royale, un fort où il avait laissé une petite garnison et Jacques Cartier pour commandant. Roberval ayant ramené des secours d'Europe, remonta le fleuve Saint-Laurent, entra même dans la rivière de Saguenai, tandis qu'il envoyait au-dessus de Terre-Neuve un de ses pilotes à la recherche d'une route maritime encore à trouver de nos jours, pour aller aux Indes orientales dans le nord de l'Amérique. Ce pilote s'éleva jusqu'au cinquante-deuxième degré de latitude, et ne s'aventura pas plus loin. Pendant ce temps, Roberval était revenu en France. Il entreprit un nouveau voyage en 1549, dont les résultats sont restés inconnus. Ce navigateur y périt très présumablement par un naufrage. Le fait est qu'on n'entendit plus parler de lui non plus que de Jacques Cartier, dont la fin est également couverte d'un voile épais. Avec Cartier et Roberval, toute tentative sinon toute pensée de colonisation au Canada fut abandonnée pour un assez long temps. On ne savait qu'augurer de ces mers, de ces terres lointaines de l'Amérique du Nord, desquelles on revenait si rarement[1].

Les Français avaient suivi de près les Portugais dans la mer des Indes, comme l'atteste l'entreprise de Paulmier de Gonneville, dont on a parlé sous le règne de Louis XII. Il paraît hors de doute qu'ils y allèrent les seconds d'entre les Européens. Sous le règne de François Ier, les frères Jean et Raoul Parmentier mirent à la voile de Dieppe, le 2 avril 1529, avec deux navires équipés par le célèbre armateur Ango, doublèrent le cap de Bonne-Espérance au mois de juillet de la même année, touchèrent à Madagascar, et arrivèrent au mois de septembre suivant à l'archipel Indien, et y nouèrent les premières relations commerciales de la France avec plusieurs des îles qui le composent. Le capitaine

[1] Voir les vies de Jacques Cartier et de Roberval dans nos *Navigateurs français.*

Jean Parmentier mourut à Sumatra, et son frère Raoul ne tarda pas à le suivre. *Le Sacre* et *la Pensée*, privés de leurs capitaines, revinrent en France dans le cours de l'année 1530, après avoir fait, par les maladies, une perte d'hommes considérable.

Telles sont, en rapide aperçu, les principales navigations des Français, sous le règne de François Ier [1].

[1] On les trouvera plus longuement développées, au milieu de beaucoup d'autres, dans nos *Navigateurs français*.

CHAPITRE XVI.

De 1547 à 1559.

Henri II somme Charles-Quint d'assister à son sacre comme vassal. — Guerre avec l'Angleterre. — Expédition de Léon Strozzi autour de l'Écosse. — Boulogne rendue à la France avant l'époque fixée par le traité de 1546. — Paix avec l'Angleterre, en 1550. — Henri II fait la guerre à Charles-Quint. — Nouvelle alliance avec la Turquie. — Soliman II réunit sa flotte, commandée par Dragut, à celle de France, commandée par le baron de La Garde. — Opérations des flottes combinées le long des côtes d'Italie et de Sicile. — Conquête et perte de l'île de Corse. — Les Dieppois équipent une flotte à leurs frais en 1555. — Bataille navale entre les navires dieppois et les *hourques* des Pays-Bas. — Suites de cette bataille. — Événements après l'abdication de Charles-Quint. — Marie Tudor, reine d'Angleterre et épouse de Philippe II, roi d'Espagne et souverain des Pays-Bas, déclare la guerre à la France. — Événements jusqu'au retour de Calais à la France, en 1558, et à la paix de Cateau-Cambrésis, en 1559, qui met fin à la guerre d'Italie. — Navigations et colonisations des Français sous le règne de Henri II.

Aussitôt monté sur le trône, l'ardent successeur de François Ier, Henri II, osa sommer le plus puissant empereur qui se fût vu depuis Charlemagne de paraître à son sacre comme vassal, à titre de comte de Flandre et d'Artois. A de tels débuts, il était aisé de juger que la paix de Crépi n'aurait pas une longue durée sous le nouveau règne. Charles-Quint ne se montra pas, comme on pense, empressé d'accepter l'honneur, que disputaient jadis aux autres vassaux de la couronne les rois d'Angleterre eux-mêmes, de porter au sacre un des insignes de la royauté de France. Dans le refus de l'empereur, Henri II se ménagea un prétexte de renouveler au premier jour la guerre d'Italie par le Piémont, qui lui avait été conservé.

Mais ce fut du côté de l'Angleterre qu'il eut à tourner en premier lieu ses forces, surtout celles de la marine. Henri VIII était mort, et les tuteurs du nouveau roi d'Angleterre, Édouard VI, encore mineur, se proposaient de marier ce dernier avec Marie Stuart, héritière de la couronne d'Écosse, et de réunir ainsi les deux royaumes insulaires. La France avait intérêt à ne pas laisser ce mariage s'accomplir, pour que la puissance de son éternelle rivale ne se trouvât point par là presque doublée; il y avait en outre,

dans l'obstacle que l'on voulait mettre au projet d'union d'Édouard VI avec l'héritière d'Écosse, une question de religion : le nouveau roi d'Angleterre étant élevé dans les principes du schisme protestant, que la France ne voulait pas voir régner sur l'Écosse. Au moins ce motif servait-il à colorer l'autre. Les Écossais, qui depuis longtemps sympathisaient avec la France et en étaient les alliés naturels, furent d'avis eux-mêmes, pour couper court aux prétentions d'Édouard VI, de marier l'héritière de leur pays à François, dauphin de France, moins âgé qu'elle de quelques années. Henri II, pour seconder ce plan et aider les catholiques, envoya d'abord en Écosse Léon Strozzi, avec un corps de troupes françaises et des ingénieurs habiles, qui se rendirent maîtres, le 3 juillet 1547, dans le comté de Fife, du château de Saint-André, où s'étaient renfermés les principaux partisans écossais du protestantisme et de l'Angleterre. Puis, l'an 1548, il fit partir de Nantes une armée de six mille hommes, sous les ordres d'André de Montalembert, baron d'Essé. Le commandeur Nicolas Durand de Villegagnon était chargé de la conduite de la flotte, et avait ordre d'amener immédiatement en France sur ses vaisseaux, selon le vœu des catholiques d'Écosse, la jeune reine Marie Stuart. Après avoir fait prendre terre aux troupes françaises le 18 juin, à Dunbar, dans le comté d'Haddington, un peu au-dessous d'Édimbourg, il se disposa à remplir le reste de sa commission. Sachant, à n'en pas douter, que les Anglais voulaient empêcher la reine d'Écosse de partir, et formaient le dessein de l'enlever dans la traversée, il remit à la voile, en répandant le bruit qu'il retournait en France ; puis, ayant quitté et perdu de vue les côtes occidentales d'Écosse, il se dirigea vers les îles Orcades ; et, par une navigation considérée alors comme fort audacieuse, il passa entre ces îles et celles de Shetland, se rabattit tout à coup vers le cap Wrath, à l'une des pointes septentrionales de l'Écosse, longea quelque temps la côte occidentale, et vint à Dunbarton, dans le comté de ce nom, à l'opposé de Dunbar et d'Édimbourg, prendre la reine Marie Stuart, qui l'attendait. Mettant aussitôt à la voile,

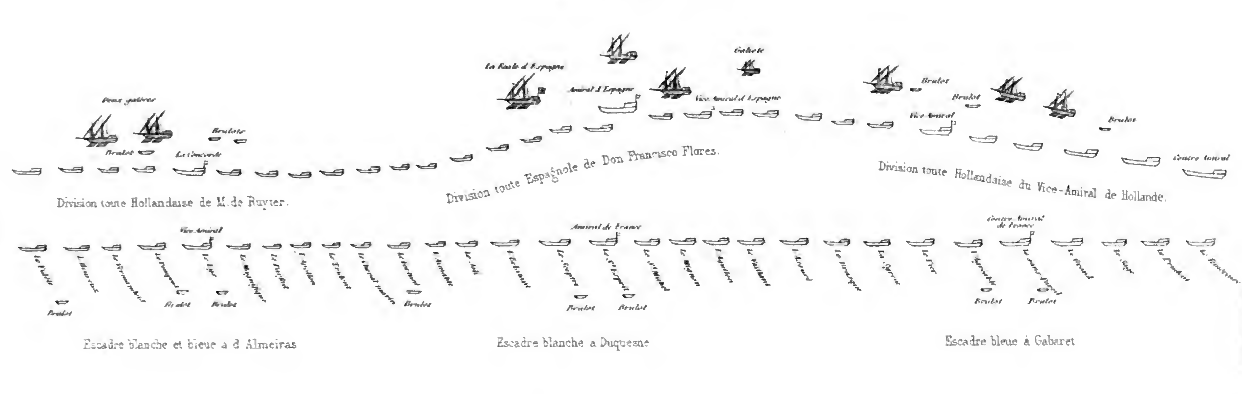
il pénétra dans la mer d'Irlande, passa le canal de Saint-George, et vint déposer, le 13 juillet, en Bretagne, le trésor dont il s'était chargé. Marie Stuart, cette reine souveraine d'Écosse, qui devait finir d'une manière si tragique et si digne d'une éternelle pitié, n'avait alors que six ans; elle fut fiancée au dauphin, qui depuis régna sous le nom de François II.

Pendant ce temps, Montalembert d'Essé remportait des avantages sur les Anglais, et fortifiait contre eux le port d'Edimbourg. Mais ce général, n'ayant pas su se concilier l'estime de ceux dont il était l'allié, fut rappelé peu de temps après, et remplacé par Paul de Termes, qui fut plus heureux et s'acquit l'affection des Écossais.

Le traité de paix de 1546, qui ne promettait le retour de Boulogne à la France que pour l'année 1554, après payement intégral de certaines sommes, pouvait dès lors être considéré comme rompu; et Henri II crut le moment venu de reprendre, avant l'époque fixée, ce point maritime si important pour ceux qui en étaient maîtres. Léon Strozzi reçut l'ordre de sortir, le 11 juillet 1549, du Havre-de-Grâce, avec douze galères, pour bloquer Boulogne par mer, pendant qu'une armée considérable l'assiégerait par terre. Une flotte anglaise se présenta pour secourir la garnison ennemie; le 1er août, Strozzi l'attaqua. Le calme qui régnait sur la mer fut très favorables aux galères françaises; elles purent aborder les gros vaisseaux ronds d'Angleterre et tirer sur eux à fleur d'eau, pendant que le défaut de vent empêchait ceux-ci de manœuvrer, et que le feu trop élevé de leur artillerie passait au-dessus des équipages et des soldats français sans les atteindre. La flotte anglaise fut en partie coulée bas; le reste prit la fuite, et alla se réfugier à Guernesey. De son côté, l'armée de terre du siége s'empara de plusieurs forts voisins de Boulogne, qui fut rendue à la France, le 15 mai 1550, sous des conditions bien moins onéreuses que celles du traité de 1546, et moyennant seulement une somme donnée à titre de dédommagement pour l'artillerie que les Anglais avaient mise et laissaient dans la place

ORDRE DES DEUX ARMÉES À LA BATAILLE DU MONT GIBEL

Tiré des archives de la marine dossier DUQUESNE N° 222.



Les succès remportés par Paul de Termes en Écosse, avec ses troupes de débarquement, n'avaient pas été sans une grande influence sur le traité de paix conclu, dès le 24 mars 1550, avec l'Angleterre.

Débarrassé de cet ennemi par la victoire, Henri II fut tout entier à ses projets contre l'ambition jamais assouvie de Charles-Quint. De nouvelles négociations s'ouvrirent avec la Turquie; Soliman II fut entraîné à faire la guerre à l'empereur, et ce fut surtout par mer qu'il la lui fit. Les Turcs et les expéditions maritimes que l'on méditait de concert avec eux remirent sans doute en mémoire celui qui avait été le premier nœud de l'alliance, le baron de La Garde, qui semblait alors n'avoir été porté au faîte des grandeurs que pour être précipité de plus haut. Il se trouvait à cette époque en prison et destitué de sa charge, par suite d'accusations dont il avait été l'objet, durant une atroce guerre de religion avec des malheureux connus sous le nom de Vaudois. Le besoin que l'on avait de nouveau de ses services fit reviser son jugement; il fut déclaré innocent en 1551, mais non réintégré immédiatement dans le titre de général des galères, qui avait été donné à René de Lorraine, grand prieur de France et frère du duc de Guise. Quoique La Garde se fût souvent signalé sur terre, la mer était avant tout son élément; il y retourna immédiatement. Ce fut alors qu'il rencontra dans la Méditerranée vingt-quatre gros vaisseaux d'Espagne armés en guerre, et que, n'ayant contre eux que des forces insuffisantes, il usa d'une ruse que l'on n'excuserait pas aujourd'hui, mais qui, dans ce temps, fut considérée comme de bonne guerre. Il arbore pavillon impérial, dépêche un de ses brigantins, pour annoncer aux Espagnols qu'il conduit en Espagne la reine de Hongrie, sœur de Charles-Quint, qu'on y attendait, demande en conséquence pour elle un salut de toute l'artillerie, l'obtient sans peine, et, sans donner le temps aux Espagnols de recharger leurs canons, arbore le pavillon français, fond sur leurs vaisseaux avec furie, s'empare de quinze d'entre eux et d'un butin de 400,000 écus d'or. Ce trait était

plutôt d'un corsaire que d'un général des galères de France.

Léon Strozzi reprit bientôt le commandement de la flotte française. Jaloux de s'illustrer aux dépens d'André Doria, dont il était près d'égaler la réputation, il poursuivit ce vieux et expérimenté marin, qui s'était chargé de ramener d'Espagne en Italie Maximilien, roi de Bohême. Doria était attendu à Barcelonne. Strozzi, qui avait dessein de l'enlever, lui et le roi de Bohême, s'approcha, à la faveur d'une montagne qui le couvrait, du cap Circelli, à l'abri duquel la flotte ennemie était mouillée. Il se flattait de la surprendre quand Doria, averti par ses espions, prit le large, résolu de se sauver à force de voiles et de rames, et de ne combattre que s'il y était définitivement obligé. Il parvint à éviter Strozzi, mais n'alla pas débarquer à Barcelonne. Strozzi, qui avait manqué son coup, s'approcha de cette dernière ville; et se faisant passer pour Doria, par une ruse qui peut passer pour le pendant de celle de La Garde, il s'empara d'une galère nouvellement équipée qui venait pour faire le salut au roi de Bohême; il déchargea ensuite toute son artillerie sur les vaisseaux du port, et alarma tellement Barcelonne, que, s'il avait eu des troupes de débarquement, il se fût emparé de cette ville sans obstacle; il se rendit maître de sept vaisseaux marchands, et, chargé d'un grand butin, se retira à Marseille. Peu de temps après, Léon Strozzi passa au service de Malte, étant, en sa qualité de grand prieur de Capoue, l'un des plus hauts dignitaires de l'ordre. Il allait recommencer, à la sollicitation de son frère, le maréchal Pierre Strozzi, à servir la France, quand, poursuivi par le sort fatal qui avait atteint son père et qui menaçait toute sa famille, il fut tué, à bord d'une galère, par un paysan embusqué dans des roseaux, sur la côte d'Italie.

Cependant Charles-Quint était entamé du côté des Pays-Bas, et le duc de Guise venait de forcer à une retraite précipitée ce grand empereur, après lui avoir fait lever le siége de Metz, qui ne lui avait pas coûté moins de trente à quarante mille hommes. Dans le cours de la même année, on vit encore une flotte turque, sous les ordres

du nouvel amiral du sultan, le corsaire Dragut-Rays, opérer dans la Méditerranée, de concert avec une flotte française, commandée par le baron de La Garde, en faveur de qui René de Lorraine venait de se démettre du généralat des galères. La flotte de France s'étant rendue dans le golfe de Lépante, pour se joindre à celle de Turquie, elles quittèrent ensemble les mouillages de la mer Ionienne, cinglèrent sur l'extrémité méridionale de la presqu'île italique, côtoyèrent la Calabre et l'île de Sicile, pays de la dépendance de Charles-Quint, en opérant de distance en distance des débarquements, et en causant de grands ravages; arrivées dans les eaux de la Toscane, elles n'épargnèrent pas davantage les îles d'Elbe et de Pianosa. Pise, Livourne et Piombino n'eurent pas trop de tous les secours de l'Italie, pour échapper au désastre dont les menaçaient surtout les Turcs, qu'en toute circonstance les Français avaient une peine extrême à contenir. Paul de Termes, avec deux mille cinq cents soldats, vint se réunir à la flotte combinée. Il amenait avec lui un Corse, qui à son nom vulgaire de San-Pietro, par un mariage obtenu à la suite d'actions d'éclat au service de la France, venait de joindre le noble nom d'Ornano, déjà fameux dans sa patrie. San-Pietro-Ornano pressait les Français d'opérer une descente dans la Corse, alors opprimée par la république de Gênes, leur promettant l'assistance d'un parti nombreux d'insulaires. Henri II avait résolu de profiter de cette disposition favorable, pour revendiquer la Corse comme dépendance de l'État de Gênes, sur lequel il maintenait les prétentions de ses aïeux depuis Charles VII. Paul de Termes apportait en conséquence au général des galères de France la commission d'attaquer les villes de la côte de Corse que les Génois occupaient, et d'engager la flotte turque à seconder les opérations. Les flottes combinées firent voile immédiatement pour cette île. Les Français y débarquèrent le 25 août 1553. Un parti considérable d'insulaires vint s'unir à eux et les aider à s'emparer de Bastia, de Porto-Vecchio, sur la côte orientale; d'Ajaccio, sur la côte occidentale, et de Saint-Florent, dans la partie nord de l'île. Les Turcs, de

leur côté, après un siége pénible, qui ne finit qu'avec l'assistance des Français, prirent, à l'extrémité sud, la ville de Bonifacio. Mais Dragut voulant la livrer au pillage, il s'éleva une violente dispute entre lui et les Français, qui s'opposaient à ce brigandage vis-à-vis de gens que l'on réclamait comme sujets, et non comme ennemis. L'amiral musulman se sépara aussitôt, avec sa flotte, du baron de La Garde et des galères françaises, déclarant, en franc corsaire qu'il était, qu'il ne pouvait continuer d'être l'allié de gens si scrupuleux sur les suites de la victoire. Dès lors c'en fut fait de la conquête de la Corse sur les Génois. Le baron de La Garde et Paul de Termes essayèrent bien encore de la compléter par la prise de Calvi; leurs forces étaient désormais insuffisantes. Les galères de France bloquèrent le port; on fit une descente près de la ville, on en occupa même le faubourg. Mais bientôt, sur les ordres d'André Doria, qui, alors vieux de quatre-vingt-cinq ans, n'avait perdu ni sa verdeur, ni son génie, vingt-six galères, portant deux mille Espagnols et deux mille Allemands, partirent de Gênes pour aller au secours de Calvi. A leur approche, le baron de La Garde et Paul de Termes, manquant de troupes et de munitions, parce qu'ils avaient été obligés de les disperser dans toutes les places déjà soumises, jugèrent qu'ils ne pouvaient faire autrement que de lever le siége. Ils allèrent se retrancher dans les montagnes. André Doria ne tarda pas à arriver lui-même avec le reste de la flotte génoise, pour soutenir les troupes par lesquelles il s'était fait précéder. Il assiégea Bastia, qui n'était défendue que par cinquante Français, dont l'héroïque résistance l'aurait étonné, s'il ne se fût souvenu de les avoir autrefois commandés, eux ou leurs compatriotes. On fut obligé de leur accorder une capitulation des plus honorables. Les ennemis les avaient crus plus nombreux : en les voyant sortir de la place, leur honte fut telle, d'avoir été si longtemps retenus par ces cinquante braves, que, nonobstant la capitulation, ils voulaient les massacrer. Le vieux Doria les retint, et laissa passer ces héros devant lui, l'arme haute. L'illustre Génois réunit ensuite toutes les forces

dont il pouvait disposer contre Saint-Florent. Jourdain des Ursins commandait dans cette place pour la France ; il la défendit courageusement, faisant même de fréquentes sorties qui fatiguaient les ennemis, pendant que Paul de Termes, de son côté, qui tenait la campagne, les harcelait par détachements. Les paysans corses soutenaient les Français autant qu'ils le pouvaient, et faisaient entrer pendant la nuit des vivres dans la ville, à la faveur d'un marais voisin. André Doria y mit obstacle, au moyen d'un ouvrage qu'il fit élever dans le marais; des tranchées faites par ses ordres devant la ville empêchèrent aussi les sorties. Dans cette extrémité, le baron de La Garde, qui n'avait pas cessé avec Paul de Termes, de seconder les assiégés, pensa à aller chercher des secours en France; il s'embarqua, sut éviter la flotte génoise, et arriva à Marseille. Aussitôt, rassemblant vingt galères, il y fit monter six mille hommes, et se rembarqua pour la Corse. Malheureusement une tempête dispersa sa flotte, et, avant qu'il l'eût ralliée, donna le temps à André Doria de forcer des Ursins, qui se croyait abandonné, et était réduit à la dernière famine, d'accepter une capitulation honorable. San-Pietro-Ornano n'avait pu, malgré toutes les instances de des Ursins, se faire admettre dans la capitulation de Saint-Florent. Soudain il sort de la place avec quelques dignes compagnons frappés de la même exception que lui, perce les bandes ennemies, renverse celles qui veulent s'opposer à son passage, et va rejoindre le petit corps d'armée française, où on le reçoit avec transport. Plusieurs autres places n'opposèrent pas à Doria une résistance semblable à celle de Bastia et Saint-Florent. L'empereur lui envoyait renforts sur renforts, craignant que l'occupation de l'île de Corse par les Français n'entraînât plus tard celle de l'île de Sardaigne. La Garde, après avoir déposé ses six mille hommes à leur destination, vit bien que c'était loin encore d'être assez, et que les vaisseaux surtout lui manquaient pour attaquer ceux de Doria. Il prit sur lui d'aller renouer l'alliance offensive et défensive avec la Turquie, et de donner à comprendre au farouche Dragut qu'il eût été impos-

sible d'agir avec lui autrement que l'on avait fait. Il y réussit momentanément. Dragut revint sur les côtes d'Italie, où sa présence força Charles-Quint de rappeler de Corse la flotte de Doria. Cette diversion rétablit un moment les affaires des Français dans l'île. De Termes et le baron de La Garde, qui déjà était de retour, reprirent plusieurs places. Ils allaient s'emparer de Calvi, quand l'infatigable Doria arriva encore avec quarante-quatre galères, et leur fit lever pour la seconde fois le siége de la place. Dans le même temps, Paul de Termes était appelé au commandement de l'armée française en Piémont, où les hostilités étaient aussi portées. Jourdain des Ursins resta à la tête des troupes débarquées en Corse, pendant que La Garde allait prendre de nouveaux renforts à Marseille. Dans la traversée le baron rencontra Dragut, et l'engagea à revenir en Corse avec lui. Dragut y consentit, et fit sa descente dans l'île, près de Calvi, avec trois mille Turcs et une partie de son artillerie, et se joignit aux troupes de Jourdain des Ursins. Le siége de Calvi fut repris pour la troisième fois, mais sans plus de succès : les Turcs ne voulant pas suivre les Français à l'assaut, toujours sous ce prétexte qu'ils n'avaient rien à gagner en ceci, du moment qu'on leur interdisait d'avance le pillage de la ville. Dragut l'ayant demandé au nom des siens, ainsi que le droit d'emmener en captivité les habitants, ou tout au moins les prisonniers génois, on résista à cette sauvage condition; et, comme naguère, il leva l'ancre et retourna en Turquie. La conquête de la Corse ne tarda pas à être abandonnée, après avoir été presque accomplie par deux fois. Mais, pour être encore éloignés, les fruits de ces expéditions des Français dans l'île méditerranéenne ne devaient pas être aussi nuls qu'on le pouvait croire. Le nom français y eut, dès cette époque, de nombreux partisans; il commença à s'y acclimater. En attendant qu'elle donnât à l'empire français Napoléon, la Corse se ressouvint alors qu'elle avait déjà tenu à l'empire franc de Charlemagne.

Pendant que presque toute la marine royale était ainsi occupée dans la Méditerranée, on avait remis à la marine marchande le

soin de soutenir l'honneur du pavillon français dans la Manche et la mer du Nord. Mais puisque, par hasard, on s'y trouvait en paix avec l'Angleterre, il faut dire avec qui l'on était en guerre dans ces parages, et pour cela il ne saurait être inutile de se porter un moment en arrière. Quand le vaste héritage de la dernière maison de Bourgogne, lequel, avec le duché de Bourgogne, le comté du même nom, appelé aussi Franche-Comté, le comté de Charolais et les seigneuries de Mâcon, Auxerre, Salins, Bar-sur-Seine, embrassait les duchés de Brabant, de Luxembourg, de Limbourg, de Gueldre; les comtés de Flandre, d'Artois, de Hainaut, de Hollande, de Zélande, etc.; quand ce vaste héritage, manquant d'ailleurs de l'unité qui fait la durée, s'était dissous, en 1477, par suite de la défaite et de la mort de Charles le Téméraire, Louis XI avait d'abord mis, comme on a vu, la main sur tout ce qui était de domaine français; s'il en avait relâché depuis une partie, la Flandre, ce n'avait été que pour mieux s'assurer le reste. En maintenant à ce monarque, moyennant une alliance convenue, presque tout ce qu'il s'était adjugé, un traité, signé en 1482, avait laissé, d'autre côté, à Marie de Bourgogne, fille unique de Charles le Téméraire, et à l'archiduc d'Autriche, son époux, depuis empereur sous le nom de Maximilien Ier, la Flandre, le Hainaut, le Brabant, le Luxembourg, le Limbourg, la Hollande et la Zélande. Plus tard, Charles VIII, en renonçant à Marguerite d'Autriche, dont l'union avec lui était une des conditions du traité de 1482, avait défait en partie l'œuvre de son père, et avait dû rendre, en 1493, à Philippe d'Autriche, fils et héritier de Marie de Bourgogne, la Franche-Comté, l'Artois et d'autres points encore du territoire français. Le duché de Bourgogne proprement dit avait été à peu près seul conservé alors au domaine royal, de l'héritage de Charles le Téméraire. Sous le nom de cercle de Bourgogne, à l'exemple des autres cercles de l'empire d'Allemagne, une sorte d'État avait été institué, qui comprenait la Franche-Comté et les provinces connues sous la dénomination de Pays-Bas. La Franche-Comté, toutefois, grâce à sa position séparée du reste, à ses privilèges et à

ses sympathies, qui la maintenaient toujours française de cœur, sut garder la neutralité. L'Artois et la partie wallonne de la Flandre parurent attendre impatiemment, dès le début, la fin du joug étranger. Telles étaient les provinces dont Charles-Quint avait hérité de la maison française de Bourgogne, par Philippe d'Autriche, son père, avant d'être roi et empereur. Quoique les Pays-Bas, composés de tant d'éléments en désaccord, portassent en eux les germes d'une prochaine dislocation, ils constituaient pour le moment à leur possesseur un État maritime d'une importance non douteuse sur la mer du Nord ou d'Allemagne, cette branche de l'Atlantique que le Pas de Calais sépare seul de la Manche, autre fille du même Océan; et c'était par là que Charles-Quint, au faîte de sa puissance, était en guerre navale avec la France; en même temps que par le golfe de Gascogne et par la Méditerranée. A ces peuples maritimes, si divers d'origine, de mœurs et de langage, qui s'étendent du Pas de Calais à l'embouchure de l'Ems, on donnait généralement alors le nom de Flamands, parce que c'était autour de la Flandre que s'était groupé le reste.

Les Flamands donc, dans toute l'étendue de leur nom ainsi généralisé, étaient en guerre maritime très active avec la France. Ceux du comté de Hollande et des îles de Zélande avaient surtout de vieilles injures à venger : ils avaient encore sur le cœur le coup terrible dont, en 1479, pendant la guerre de succession de Bourgogne, le vice-amiral de France, Guillaume de Casenove, dit Coulon, les avait frappés, en combattant, en prenant et en emmenant, par trois fois, dans les ports de Normandie, leurs flottes chargées de harengs et de seigles de Prusse, événements désastreux pour le genre de commerce des Hollandais et Zélandais à cette époque, pour leur vie même, et qui, pour les Flamands, avaient été, comme on l'a vu, un véritable deuil public.

En 1555, les Normands, ceux de Dieppe particulièrement, renouvelèrent, pour leur propre compte, les exploits que leurs pères avaient accomplis sous les ordres du vice-amiral Coulon.

Les Dieppois équipèrent cette année plusieurs navires, dans l'intention de rendre guerre pour guerre aux vaisseaux des Pays-Bas. Ces navires, dont le plus grand avait la capacité de cent tonneaux, et le moindre de quinze, étaient[1] : *le Nicolas*, portant Louis de Bures, sieur d'Espineville, qui remplissait les fonctions de commandant en chef ou d'amiral de la flottille, par commission expresse de l'amiral de France, et qui avait pour lieutenant à son bord Nicolas Boymare; *l'Ange*, capitaine Jean Le Roux ; *la Barbe*, capitaine Vincent Boquet; *la Levrière*, capitaine Adrien Le Comte; *la Palme*, capitaine Louis Beaucousin ; *le Soleil*, capitaine Adrien Le Vilain; *le Saint-Jean*, capitaines Le Petit Palecheul et Jean de La Place; *l'Once*, capitaine Jean Lubias; *la Belette*, capitaine Antoine Varin ; *la Comtesse*, capitaine Bertrand Caillot ; *la Gentille*, capitaine Nicolas Ruault; *le Petit-Coq*, capitaine Matthieu Cauvin; *le Petit-Dragon*, capitaine Michel Clémence ; *le Redouté*, capitaine Simon Saquespec; *le Ryays*, capitaine Vincent Colas ; *la Fergate*, capitaine Denis du Jardin. A ces seize navires se joignirent deux vaisseaux du roi : *l'Esmérillon*, capitaine Denis Guillas, et *le Faucon*, capitaine des Bigas. C'étaient des galions, bâtiments à deux ponts au moins, et à trois ponts au plus, qui tenaient de la nef par leur hauteur, par leur absence de rames, et un peu de la galère par leur forme allongée et leur physionomie assez alerte[2]. On profita d'une forte marée pour mettre les navires en rade ; une grande partie de la population dieppoise se porta sur nombre de bateaux pour assister à cette opération. Le 5 août, les seize

[1] Les noms des navires dieppois et ceux des capitaines qui les commandaient nous ont été conservés, ainsi que les détails que l'on va lire au sujet de l'expédition dieppoise, par un marin de l'époque, qui, par modestie sans doute, a tu son nom, disant seulement pour attester la vérité de son récit que ce qu'il a écrit : « n'est par l'auoir ouy dire, mais pour y auoir esté présent depuis le commencement jusqu'à la fin, les marques qu'il en portera toute sa vie en pouvant bien donner quelque tesmoignage. » (*Avis aux lecteurs, en tête de l'histoire de la bataille navalle faite par les Dieppois et Flamens ; qui est l'une des plus furieuses et soudaines expéditions de mer, qui ayt esté entreprise de notre temps sur les ennemis du Roy.*) Le document dans lequel nous puisons est extrêmement rare.

[2] On finit par donner le nom de galions aux vaisseaux en général que les Espagnols envoyaient pour rapporter les trésors du nouveau monde.

navires dieppois et les deux galions du roi, munis de signaux pour se reconnaître, si d'aventure ils venaient à être séparés en mer, levèrent l'ancre et quittèrent la rade de Dieppe, à quatre heures du matin, sous la conduite de d'Espineville. Ayant reçu avis, dès l'après-midi, que l'on avait fait rencontre de douze bâtiments des Pays-Bas, se rendant en Espagne, d'Espineville fit aussitôt *amener sa grande voile*, et pareillement firent les capitaines des navires qui étaient auprès du sien, pour donner le temps à ceux qui étaient restés en arrière de venir prendre part aux délibérations que ce signalement occasionnait, et s'entendre sur la route qu'en conséquence on devrait suivre pendant la nuit qui s'approchait. Les navires allèrent, l'un suivant l'autre, s'aboucher avec l'amiral, le saluant de trompettes, de tambours et de coups de canon; cette salutation dura trois heures environ. Comme les navires se faisaient aussi réciproquement le salut, le capitaine de *la Levrière*, Adrien Le Comte, reçut une grave blessure au genou. Quand ils furent tous ralliés, d'Espineville, remarquant que quelques-uns avaient arboré leurs pavillons au mât de l'avant, leur commanda de les mettre bas, n'entendant point qu'il y eût autre que *le Nicolas*, navire amiral, et le galion du roi, *l'Esmérillon*, capitaine Guillas, qui portassent pavillons sur les mâts, en la compagnie. On tint ensuite conseil, et il fut résolu que l'on croiserait entre Douvres et Calais, pour fermer le détroit aux vaisseaux signalés. Le lendemain et les jours suivants, les navires dieppois se flattèrent plusieurs fois, mais en vain, d'avoir découvert l'ennemi qu'ils attendaient; c'étaient toujours des bâtiments neutres, auxquels d'Espineville délivrait son congé. Durant cette croisière, les Anglais de Douvres, sans que leur pays fût en guerre avec la France, s'étant permis de retenir quelques hommes du *Petit-Dragon*, qui étaient descendus à terre, la flottille exigea et obtint des excuses. Enfin, le 11 août, on reconnut, à n'en pouvoir douter, non pas seulement douze, mais vingt-quatre vaisseaux des Pays-Bas, qui se disposaient à passer le pas de Calais. C'étaient des hourques, genre de bâtiments de transport, très en usage chez les

Hollandais et chez plusieurs peuples du nord de l'Europe. Celles-ci, outre la supériorité de leur nombre, étaient tellement fortes, que leurs équipages croyaient que les navires français, loin de les attaquer, allaient faire tout au monde pour les éviter. Mais un vaisseau anglais, qui avait voyagé avec elles, n'en jugea point ainsi, et, prétextant de la paix qui régnait entre la France et l'Angleterre, se détacha de leur compagnie, *amena toutes ses voiles et jeta l'ancre hors pour voir à son aise l'exécution de la bataille.* Les hourques des Pays-Bas, observant avec étonnement que les navires français, au lieu de faire leurs efforts pour éviter le combat, le cherchaient, et menaçaient d'une prompte attaque, *mirent leurs vergues en bataille, bastillèrent leurs hunes et se préparèrent en toute diligence.* Les Dieppois coururent aux armes, achevèrent de mettre leur artillerie en ordre, dressèrent leurs ponts volants, et firent tout ce qui était nécessaire pour aller charger avec audace et fureur leurs nombreux adversaires. D'Espineville, pour montrer qu'il ne ménageait pas sa personne, se réserva l'attaque des plus grandes et des plus fortes hourques. Dans le temps même qu'il les marquait d'avance pour aller leur jeter les grappins, *la Levrière*, malgré l'accident arrivé à son capitaine, était déjà aux prises, et enlevait à l'abordage un des bâtiments ennemis qu'elle avait vu à l'écart des autres. D'Espineville, s'étant, comme il l'avait annoncé, dirigé vers les plus grosses hourques, échangea d'abord avec elles quelques volées de coups de canon ; il n'en eut pas plutôt abordé une, que trois ou quatre vinrent en aide à celle-ci, et entourèrent l'amiral, espérant que, si elles en finissaient avec lui, elles auraient bon marché du reste. A cette vue, le capitaine Guillas donna ordre au pilote de *l'Esmérillon* de gouverner droit où se trouvait engagé *le Nicolas,* pour prendre part à la mêlée et secourir d'Espineville. Quelques-uns, remontrant à Guillas que l'amiral et lui ne pouvaient manquer d'être coulés bas par tant et de si grandes hourques qui se disposaient à les écraser, le digne capitaine de la marine du roi s'écria : « Aussi ai-je délibéré de me perdre pour sauver l'amiral. Qu'allons-nous faire à la guerre ?

N'est-ce pas tuer ou être tués? C'était avant l'embarquement qu'il fallait connaître la crainte; à présent il est trop tard, et l'on n'a point ici le loisir d'avoir peur. » Et ce disant, il commandait toujours, *entre deux paroles*, d'arriver sur l'amiral pour le secourir, ce qu'il fit. Au même instant, *la Barbe*, capitaine Vincent Boquet, et *l'Ange*, capitaine Jean Le Roux, suivant l'exemple du galion du roi, vinrent aussi se jeter dans la mêlée, au milieu de laquelle d'Espineville était pressé avec ensemble et vigueur. C'était, sur les quatre navires français, seuls encore, de leur côté, engagés dans l'action, à qui ferait le mieux son devoir, à qui le plus activement et bravement soutiendrait le faix et la première furie des ennemis qui venaient de toutes parts à l'abordage, de telle sorte que l'on ne savait auquel entendre; car les hourques se secouraient l'une l'autre incessamment, et incessamment accroissaient leur nombre autour du *Nicolas*, de *l'Esmérillon*, de *l'Ange* et de *la Barbe*. Le reste de la flottille semblait, comme le vaisseau anglais, être spectateur et non acteur dans le drame. En négligeant d'opérer quelques diversions, les autres navires dieppois laissaient de plus en plus s'aggraver la position de leurs amis, autour desquels s'accumulaient toutes les forces ennemies. Arrivèrent pourtant *la Comtesse*, capitaine Bertrand Caillot, et *le Petit-Dragon*, capitaine Michel Clémence, qui, à leur tour, firent leur devoir, et se joignirent à la mêlée, où déjà l'on comptait plus de quatorze hourques. Mais déjà aussi *le Nicolas*, *l'Esmérillon*, *la Barbe* et *l'Ange*, après un combat acharné de plus de deux heures, avaient forcé la plupart d'entre elles. Pendant ce temps, on continuait à délibérer à bord des navires non encore engagés, sur le parti à prendre, et l'on s'y demandait si ce n'en était point fait, dès à présent, de ceux qui avaient couru à l'abordage, et si le secours qu'on tenterait de leur porter ne serait pas aussi inutile que téméraire. Les plus hardis toutefois s'invitaient l'un l'autre à aller se joindre aux combattants; et parmi eux se faisait surtout remarquer le capitaine Adrien Le Comte, de *la Levrière*, qui ne se plaignait que d'une chose : d'avoir été obligé de se dégarnir d'une grande par-

tie de son monde pour conserver la hourque dont il s'était emparé dès le commencement de l'affaire; il sollicitait pour qu'on le mît à même, par un secours de quelques hommes, d'avoir sa place en la bataille. Elle devenait de plus en plus chaude, et presque tous les navires enfin, excités par le capitaine de *la Levrière*, s'émurent et s'engagèrent dans l'action. Il n'y eut que *le Soleil*, *l'Once* et *le Saint-Jean qui se tinrent toujours au vent, pour voir le passe-temps de loin.* Terrible passe-temps toutefois! Car, rien que sur les quatre navires qui les premiers étaient allés à l'abordage, on comptait déjà une foule de morts et de blessés, parmi lesquels le capitaine Boquet, atteint d'un coup d'arquebuse, et le maître du *Nicolas*, nommé Le Bon, qui avait les deux cuisses transpercées de coups de pique. C'était une rude peine aux navires dieppois, si inférieurs en grandeur et en armement à leurs adversaires, de forcer les hourques des Pays-Bas, qui semblaient des colosses auprès d'eux, et qui bien closes, bien munies, rendaient un combat des plus meurtriers du haut de leurs hunes; cependant ils vinrent à bout de quatorze, les seules qui eussent jusqu'ici pris part à la bataille, et s'en emparèrent.

Ce fut alors que commença une scène d'un autre genre. Les hourques enlevées renfermaient de grandes richesses, particulièrement en argent monnayé; leurs anciens maîtres, usant d'un stratagème, répandirent sur le tillac des réales, des perles et une foule d'autres objets de prix, pour tenter l'avidité des vainqueurs, les amuser, les distraire par un commencement de pillage, et donner ainsi le temps aux dix vaisseaux intacts de la flotte des Pays-Bas, desquels ils avaient observé les mouvements, de les venir délivrer. Leur ruse put espérer un moment d'être couronnée de succès: les hommes des navires dieppois, même de ceux qui étaient restés le plus étrangers à la lutte, passèrent en foule sur les hourques tombées en leur pouvoir, s'y disputant, s'y arrachant les richesses éparses sur le tillac. Sur ces entrefaites, arrivèrent les hourques qui jusqu'alors avaient été tenues comme en réserve par l'ennemi. Six d'entre elles passèrent à la suite l'une de l'autre sous le vent de *l'Es-*

mérillon, à une très faible portée, et lui tirèrent tour à tour toute leur bordée. *Le Nicolas*, *la Barbe* et *l'Ange*, qui étaient, comme le galion, fort délabrés pour s'être jetés les premiers dans la mêlée, comme lui aussi furent le point de mire des hourques fraîches qui survenaient. Le combat recommença pour ces quatre navires aussi vivement au moins que si l'affaire en eût été à son début; le courage et l'ardeur de ceux qui les défendaient eurent besoin de redoubler d'autant plus que, sans compter les pertes précédentes en tués et en blessés, nombre d'hommes qui, de ces navires mêmes, étaient passés sur les bâtiments enlevés, pour s'y disputer leur part du butin, y étaient restés. Deux des hourques nouvelles s'attachèrent aux hanches de *l'Esmérillon;* les autres chargèrent sur *le Nicolas*, sur *la Barbe*, et sur *l'Ange*, qui faillit être coulé bas au moment où on l'abordait. Sur *le Nicolas*, d'Espineville, qui, malgré ses fonctions d'amiral, s'était précipité dès le commencement là où le danger était le plus grand, où la mort était presque certaine, tomba pour ne se plus relever, frappé d'un coup d'arquebuse à crochet. A côté de son corps sanglant et inanimé, et au milieu d'une foule de morts et de mourants, on voyait un reste de forme humaine s'agiter valeureusement pour le venger : c'était un brave, du nom de Dommenil. Blessé en plusieurs endroits, la jambe emportée par un boulet, couché en travers sur le pont, mais la tête et le bras hauts comme le cœur, il combat et tire des coups de pistolet aux huniers de l'ennemi; des hunes, on lui lance une grêle de pierres pour l'achever : il combat encore, et pare les pierres avec son bouclier; la mort s'acharne de cent manières différentes sur ce vivant et saignant débris d'homme : il combat toujours et la regarde en face. La mort, autour de lui, atteint, moissonne tout; cent fois elle a cru le tenir, mais il la fatigue : et elle se retire enfin devant tant de résistance. Le capitaine Denis Guillas, à qui revenait de droit l'office d'amiral depuis que d'Espineville n'était plus, se trouvait à cet instant tellement dépourvu d'hommes sur son galion, qu'à peine en avait-il huit ou dix qui fussent en état de combattre à côté de lui sur le pont, tandis qu'au-des-

sous les canonniers faisaient leur devoir. Bientôt, de ces huit ou dix hommes, il n'en resta plus que six qui ne fussent pas tués ou blessés par la grêle de boulets que lançaient les hourques. Les ennemis, voyant *l'Esmérillon* dégarni ainsi de tous ses défenseurs à peu près, en prirent audace, et allaient l'envahir par-dessus la poupe : Guillas, tout isolé qu'il était, leur fit résolument tête, immolant les uns après les autres ceux qui voulaient entrer en son vaisseau. Ils se succédaient cependant avec une rage écumante; mais ils ne lassaient pas Denis Guillas; sa longue pertuisane ayant eu son fer coupé par l'artillerie, il saisit une lance armée de feux d'artifices; avec elle, il fait merveilles, en frappe quiconque se présente, arrête enfin l'ennemi et le refoule dans ses hourques. Dans la chaleur du combat, il ne s'était point aperçu que son bras droit avait reçu deux balles. *La Barbe* et *l'Ange* étaient témoins de scènes analogues : le capitaine Jean Le Roux y fut tué, pendant que son enseigne, Claude Doublet, la poitrine labourée d'un boulet de canon et la mamelle emportée, s'épuisait en héroïques efforts. Plusieurs braves encore furent blessés, et, entre autres, le lieutenant de *la Barbe*, nommé Jacques Dubois. Enfin les hommes des quatre navires si vigoureusement attaqués, qui étaient occupés au pillage sur les hourques dont on s'était rendu primitivement maître, eurent des yeux pour voir en quelle extrémité leur absence avait jeté leurs compagnons; suivis de beaucoup d'autres qui étaient coupables du même fait, ils vinrent au secours des navires en péril, passèrent de l'un dans l'autre pour les délivrer tour à tour; puis ils sautèrent en foule sur les hourques agressives, et les prirent en un instant; de sorte que de toute la flotte des Pays-Bas, trois ou quatre bâtiments seulement avaient échappé, et n'auraient même pas manqué d'avoir le sort commun, sans l'affreuse et imprévue péripétie qui allait se déclarer.

Les plus lâches, suivant l'habitude, étaient les plus voleurs. Le danger du *Nicolas*, de *l'Esmérillon*, de *la Barbe* et de *l'Ange*, si courageusement exposés, n'avait point rappelé tout le monde du pillage des hourques. Les hommes de ces trois navires, *le Soleil*,

l'Once et *le Saint-Jean*, qui s'étaient si indignement mis jusqu'à la fin à l'écart de l'action, et qui étaient arrivés à l'heure seulement de la curée, n'avaient pu être distraits par quoi que ce fût du butin ; et, pour la première fois, ils songeaient à combattre, mais pour se l'arracher les uns aux autres. Ils furent cause d'une fatale méprise. A voir leur acharnement, on pouvait penser que c'était un renouvellement de lutte de la part des vaincus eux-mêmes. *La Palme* s'y laissa prendre, aborda par l'arrière une des hourques, dans la chambre de laquelle on se chargeait à coups d'épée; et, croyant que c'était l'ennemi qui tenait encore, elle jeta quelques lances à feu par les fenêtres. Soudain la flamme en ressort avec furie, et en un clin d'œil la hourque et *la Palme* qui l'a abordée ne sont plus qu'un foyer flottant d'incendie. On veut préserver les autres navires qui sont là tout près, mêlés et encore accrochés les uns aux autres : impossible de les séparer ! Douze aussitôt sont embrasés ; et, de Calais et de Douvres, on peut voir leur effroyable tourbillonnement. La part de l'incendie ne peut être faite ; il marche sur les eaux, et passe de navire en navire, en éclatant, par bonds et par sauts, dans la poudre et l'artillerie. La terreur est au comble ; on désespère de sauver un seul bâtiment, et chacun n'a plus devant soi que le feu et la mort après la victoire. Enfin, par une grâce du ciel, une forte marée vint aider à retirer ceux des navires qui étaient le moins engagés les uns avec les autres. Ce fut alors à qui se jetterait, non plus sur le butin, la pensée était ailleurs, mais sur les navires que la marée éloignait des flammes. Les pillards surtout se précipitèrent trois cents à la fois, et du même côté, sur *le Redouté*, l'un des plus petits navires de la flottille dieppoise : il ne put supporter cette pesanteur soudaine, et sombra au même instant. Ceux qui avaient pu fuir du sein du feu, maintenant cherchaient à fuir du sein de l'eau ; les plus chargés de butin périrent. Le capitaine de *la Palme* et celui, moins regrettable, du *Soleil*, qui avait si mal fait son devoir, furent aussi du nombre des morts. Et l'incendie pourtant décrivait encore son cercle impitoyable, et une affreuse bagarre



L'ESCADRE DE FRANCE, EN RADE DE BREST,

naissait de l'instinct qui poussait chacun à essayer d'en sortir. *Le Petit-Dragon* et *le Ryays* furent rompus, effondrés, et à moitié consumés dans la presse des grandes hourques qui brûlaient parmi eux. Chaque flot, pour ainsi dire, portait sa scène tragique : autour des navires en feu, on voyait les vainqueurs, confondus maintenant avec les vaincus, employer leur reste de forces à se rattraper à la vie, les uns au bout d'un mât, les autres sur quelques débris moins sûrs encore. Il y en avait beaucoup qui, après avoir longtemps, mais vainement lutté, perdaient toute espérance avec toute force, et se laissaient aller à fond. D'autres, plus courageux quoique plus mutilés, ne voulant pas périr dans les flots après avoir échappé à la bataille et à l'incendie, nageaient encore d'un bras et d'une jambe, en rougissant la mer de leur sang, pour atteindre la main secourable qu'on leur tendait de loin. En ces cruelles circonstances se signalait particulièrement *la Fergate*, capitaine Denis du Jardin, allant partout où elle pouvait, même à ses propres risques, porter des secours aux malheureux près de périr ; beaucoup lui durent la vie.

Cependant on n'apercevait plus *l'Esmérillon*. Il n'était personne sur les autres navires qui ne le crût coulé bas ou consumé, et chacun se demandait ce qu'était devenu le capitaine Denis Guillas avec ses braves. Le galion du roi n'était encore ni coulé bas ni consumé. Serré, enclos par quatre des plus grands bâtiments ennemis qu'il avait pris à l'abordage, c'était sous ses propres trophées qu'il se cachait ; mais il était tellement engagé avec eux par les vergues et beauprés, que nul effort ne put venir à bout de l'en séparer. Le feu, ayant gagné les hourques, l'enveloppa de toutes parts, et son triomphe même fut sa ruine. Le capitaine Guillas, quand il eut perdu toute espérance pour son galion, passa, tout blessé qu'il était, dans celle des hourques voisines qui avait jusqu'ici le moins souffert du feu, et, de là, trouva moyen de se jeter dans *le Nicolas*, qui n'était pas éloigné. Il descendit au lieu où se tenaient les barbiers, faisant leurs fonctions de chirurgiens, pour y être pansé, n'ayant encore eu le temps ni l'occasion de

s'occuper de ses blessures, malgré le sang qu'il avait abondamment perdu. Il les trouva tellement entourés d'infortunés tant Français qu'ennemis, les uns n'ayant qu'un bras, les autres qu'une jambe, qu'ils ne pouvaient suffire à leur œuvre d'humanité, malgré les cris et les prières qui de tous les côtés les invoquaient; la crainte incessante du feu qui régnait et menaçait toujours, ajoutait encore à l'horreur inexprimable de ce déchirant tableau. Le capitaine Guillas, dès que son sang fut étanché et que ses blessures furent pansées, prit le commandement du navire amiral, et donna des ordres pour le sauver de l'incendie, qui en était proche. Quand il eut atteint ce premier point, il le fit regréer du mieux possible; car *le Nicolas* avait toutes ses voiles en lambeaux et était tout désemparé, par suite des abordages qu'il avait tour à tour faits et soutenus. Les autres navires, à l'exemple de l'amiral, se garaient du feu et rétablissaient aussi leurs agrès comme ils pouvaient.

Le loisir en étant revenu, on s'occupa des prises qui avaient échappé à l'incendie; mais on trouva que, sur le nombre, cinq s'étaient sauvées. Les ennemis que l'on avait enfermés dans la cale, n'entendant plus personne sur le pont, avaient trouvé moyen de sortir de leur prison, de se remettre tant bien que mal en état, et de faire voile loin de leurs vainqueurs dans l'embarras. Trois autres hourques toutes désemparées et dégréées échappèrent encore par la faute du *Soleil*, de *l'Once* et du *Saint-Jean*, qui, bien qu'en parfaite conservation, puisqu'ils n'avaient point combattu, ne se mirent nullement en devoir de les forcer à se rendre, ce qu'elles eussent fait certainement. Ces huit bâtiments des Pays-Bas, se remorquant en grand désarroi, parvinrent à se réfugier en Angleterre. La bataille avait commencé à huit heures du matin; elle finit à quatre heures de l'après-midi. La nuit était déjà venue, que les navires dieppois ne s'étaient pas encore complétement séparés du feu, ni regréés. Le vent étant favorable, la flottille, ainsi réduite par l'incendie, fit voile pour Dieppe, emmenant à sa suite cinq grandes hourques chargées de marchandises, et quatre cents

prisonniers. Des vaisseaux ennemis c'était, avec les huit qui s'étaient enfuis, à peu près tout ce que la flamme n'avait point dévoré. Le lendemain, 12 août, au point du jour, *le Nicolas* arriva en rade de Dieppe; les autres navires le suivaient. Quand on descendit à terre les blessés et les morts, ce fut un spectacle à fendre le cœur; on employa presque toute la journée à cet office. Les frères, les sœurs, les pères, les mères, les enfants étaient là, poussant des cris lamentables à la vue des chers objets qu'on leur rapportait en si affreux et si méconnaissable état, ou à la pensée de ceux qu'ils redemandaient, mais qu'on ne pouvait pas même leur rendre morts. On inhuma dès le premier jour le corps de Louis de Bures, sieur d'Espineville, et celui du capitaine Jean Le Roux, au milieu d'un grand concours de peuple, qui ne savait comment partager son cœur entre le regret si profond et l'admiration si vraie que la fin de ces braves marins inspirait. Dans ces moments d'amertume et de gloire ensemble, on n'oubliait pas quatre cents hommes dont le sort était resté un problème. Ce fut la consolation du surlendemain : ils revinrent sur une des hourques ennemies. Leur présence inespérée remit un peu de joie dans la ville, et le côté désastreux de l'expédition commença à s'effacer, pour laisser mieux apercevoir le côté glorieux. Le roi Henri II écrivit aux Dieppois pour les féliciter du service signalé qu'ils venaient de lui rendre, et les encouragea à soutenir toujours aussi vaillamment l'honneur du pavillon français dans les mers du Ponant.

Les armateurs du Havre-de-Grâce se distinguèrent aussi contre la marine des Pays-Bas, et lui enlevèrent, en différentes fois, plus de trente vaisseaux chargés de marchandises. Ces événements maritimes étaient loin d'être sans influence sur les projets de l'empereur. Les habitants du littoral des Pays-Bas témoignaient hautement leur mécontentement de voir leur commerce ruiné dans une guerre interminable, soutenue par eux au profit d'un prince qui leur devenait de plus en plus étranger, d'un prince qui, dans les grandeurs de la royauté et de l'empire, avait à peu

près oublié sa naissance flamande, ou ne s'en souvenait que pour imposer de durs châtiments à ses anciens compatriotes, souvent insurgés contre son autorité despotique. Des conférences étaient, depuis bientôt trois ans, entamées pour la paix : les Flamands les pressaient fort d'un côté ; de l'autre, les succès des généraux de Henri II, Montluc et Brissac, en Piémont et en Lombardie, et les menaces incessantes du baron de La Garde, qui reparaissait à chaque instant avec sa flotte, jusque dans le golfe de Naples, comme un renouvellement continuel des prétentions de la maison de France sur les Siciles, en faisaient désirer à l'empereur le dénoûment pacifique. La Garde, au mois de septembre de cette année 1555, fut chargé de conduire par mer, dans les États romains, les cardinaux de Lorraine et de Tournon, pour négocier un traité suivant lequel Henri II prenait sous sa protection le pape, et s'engageait à envoyer en Italie douze mille hommes d'armes et cinq cents chevau-légers, qui se joindraient à une armée pontificale de la même force, pour soustraire le royaume de Naples à la tyrannie espagnole. A son retour de Civita-Vecchia, le baron de La Garde fut jeté par la tempête, avec les dix-huit galères qu'il commandait, à Saint-Florent, au nord de la Corse ; il y eut avis que onze vaisseaux espagnols, chargés de transporter cinq mille hommes à Gênes, avaient été forcés par la même bourrasque de jeter l'ancre en une rade peu éloignée. La proximité de cette flotte ennemie le tenta, quoiqu'elle fût plus forte que la sienne; confiant dans sa fortune, La Garde tomba sur les vaisseaux espagnols à l'improviste et avec tant d'impétuosité, que ceux-ci s'enfuirent, croyant avoir affaire aux deux flottes combinées de France et de Turquie. La Garde les poursuivit à outrance, en coula deux à fond, et prit ou noya mille des soldats ennemis.

Ce fut en cet état de choses que Charles-Quint, croyant avoir fatigué sa destinée et désespérant de la relever, prit la résolution d'abdiquer tous ses trônes. Il commença par les Pays-Bas, dont il transmit la possession, le 25 octobre 1555, à Philippe, son fils; le 16 janvier 1556, il résigna, dans les mains du même Philippe,

ses sceptres des Espagnes et d'Italie; et, le 27 août de la même année, il envoya la couronne impériale à son frère Ferdinand, qu'il avait pris soin de faire reconnaître précédemment comme son successeur en Allemagne. Pour lui, il alla s'ensevelir dans un cloître; mais le couvent de Saint-Just ne tiendra jamais dans l'histoire une place aussi grande en méditations que le rocher de Sainte-Hélène.

Dès le 5 février 1556, avant même que Charles-Quint eût abdiqué l'empire, une trêve avait été signée, à Vaucelles, pour cinq années; elle s'étendait par mer et par terre à tous les États de la France et de la maison d'Autriche. Gaspard de Coligni, amiral de France, depuis la mort d'Annebaut, arrivée en 1552, avait été un des principaux négociateurs de cette trêve. Elle dura peu. A l'instigation du pape et des Guises, la guerre recommença avant la fin de la première année, par les Pays-Bas et par le Piémont. Philippe II fit entrer son armée en Picardie, sous la conduite de Philibert-Emmanuel, duc de Savoie; et la reine d'Angleterre, Marie Tudor, qui était l'épouse du nouveau roi d'Espagne, crut devoir prendre fait et cause pour son mari, en déclarant la guerre à la France. Le connétable Anne de Montmorenci perdit, au mois d'août 1557, contre les Espagnols et les Anglais, la bataille continentale de Saint-Quentin, par suite de laquelle tomba au pouvoir de l'ennemi la ville de ce nom, et fut fait prisonnier l'amiral de Coligni, qui, malgré l'état pitoyable de la place, avait tenu longtemps en échec toutes les forces opposées. Plusieurs autres villes eurent, avec moins de résistance, le même sort que Saint-Quentin. Mais ces succès, qui semblaient en promettre de plus décisifs encore à Philippe II, ne furent pas continués. L'Angleterre porta, dès l'hiver suivant, la peine de son alliance avec l'Espagne. Déjà Coligni, qui était aussi gouverneur de Picardie, avait préparé des plans pour rendre Calais à la France. François, duc de Guise, n'attendit pas la fin de la captivité de l'amiral pour les mettre à profit. Après avoir donné ordre aux armateurs de Picardie, de Normandie, de Bretagne et de Saintonge, de se met-

tre en mer, de donner la chasse à tous les bâtiments anglais qu'ils rencontreraient, et de s'assembler, dès la fin de décembre 1557, dans le détroit de Calais, il se présenta lui-même inopinément, le 1er janvier 1558, devant le pont de Nieullai, à mille pas de la ville. Un petit fort le défendait; trois mille arquebusiers français s'en emparèrent d'emblée. Le frère de l'amiral Coligni, Dandelot, qui, après avoir été fait prisonnier à Saint-Quentin, avait réussi à s'échapper, vint attaquer le fort de Risbank, et s'en rendit maître dès le 2 janvier. Les deux entrées de Calais par terre et par mer se trouvèrent ainsi, en vingt-quatre heures, au pouvoir des Français. Des marais impraticables entouraient le reste de la ville. Néanmoins des batteries furent montées aussitôt du côté de Risbank et du côté de la vieille citadelle. Le 4, une large brèche fut ouverte près de la porte de la rivière. Le 5, la citadelle fut enlevée d'assaut. Lord Wentworth, qui commandait dans la ville pour l'Angleterre, proposa de capituler, et ses offres furent acceptées, après modifications. Il consignait aux Français toutes ses munitions et son artillerie, laissant cinquante prisonniers de guerre au choix du vainqueur, et purgeait la ville et son territoire de tous les descendants des Anglais qui autrefois y avaient été implantés. La capitulation fut signée le 8 janvier 1558; la ville fut rendue le lendemain. Elle reçut de nouveau population française. Il y avait un peu plus de deux cent dix ans qu'Édouard III avait mis onze mois à conquérir cette place, que François de Guise reprenait ainsi en huit jours. Les Anglais l'avaient crue tellement inexpugnable entre leurs mains, que, sur une des portes, ils avaient placé une inscription qui signifiait : « Quand le plomb nagera sur l'eau comme le liége, les Français reprendront Calais. » François de Guise, poursuivant sur-le-champ son œuvre d'expulsion des Anglais, attaqua, dès le 20 janvier, lord Gray dans Guines, et le força à se rendre. Les Anglais n'eurent plus un seul pouce de terrain sur le continent de France. Comme souvenir de l'origine française de leurs rois, il ne leur resta plus que ce qu'ils possèdent encore : les îles normandes de Jersey, Guernesey et Aurigny. A

la nouvelle de la prise de Calais, la consternation fut immense en Angleterre, et ne put être égalée par la joie que cet événement causa dans toute la France. Souvenirs glorieux, illusions longtemps caressées, espérances toujours vivantes, tant qu'il restait une porte ouverte, de se refaire un grand héritage sur le continent européen, tout fut perdu pour l'Angleterre avec Calais. La reine Marie Tudor fut saisie d'un si violent désespoir, qu'elle ne cessait de dire à ceux qui l'entouraient qu'elle se sentait mourir; que si on voulait connaître bientôt la cause de sa mort, on n'aurait qu'à l'ouvrir, et que le nom de Calais se verrait écrit sur son cœur. Elle mourut en effet dans la même année, et la célèbre reine Élisabeth lui succéda.

Les hostilités continuèrent encore quelque temps avec des chances diverses, tant en Italie que du côté des Pays-Bas; et malgré un important revers éprouvé à Gravelines, après de beaux commencements de succès, par le maréchal de Termes, rien n'était en réalité menaçant pour la France. Un peu avant sa défaite, de Termes avait emporté d'assaut, sur les Espagnols, Dunkerque, Bergues-Saint-Vinox et Nieuport. Le Luxembourg était entamé par le duc de Guise, qui avait aussi pris plusieurs villes à l'ennemi. Les Anglais qui, le 31 juillet 1558, étaient descendus au Conquet, en Bretagne, avaient été bientôt coupés dans leur retraite, et battus avec perte de sept cents hommes; on les avait poursuivis jusque sur leurs vaisseaux. En Italie, les succès étaient au moins partagés. Quelle ne fut pas la surprise publique quand on apprit qu'un traité venait d'être signé, le 3 avril 1559, à Cateau-Cambrésis, entre Henri II et Philippe II, en vertu duquel, si la France se voyait définitivement annexer, d'un côté, les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, qui étaient de la dépendance de son ancienne monarchie, elle était obligée, de l'autre, par compensation outre mesure, d'abandonner l'Italie, où elle possédait encore un superbe territoire, avec cent quatre-vingt-neuf villes fortifiées, et la Corse, où elle tenait toujours quelques points. Les Français, humiliés sans défaite, ne tardèrent pas à repasser le mont

Genèvre dont, soixante-cinq ans auparavant, leurs pères victorieux leur avaient ouvert les sentiers. Dès le 2 avril, la reine Élisabeth avait fait sa paix particulière avec Henri II, au même Cateau-Cambrésis. La guerre civile et religieuse eut le champ libre ; elle n'attendait que la fin de la guerre étrangère pour éclater.

Sous le règne de Henri II, les Français avaient tourné leurs entreprises vers l'Amérique du Sud. Par là étaient l'or, l'argent, les diamants, toutes les pierreries éblouissantes; tout ce qui séduisait à la fois l'œil et l'active passion du gain; c'était là, disait-on, le vrai nouveau monde, celui où l'on n'avait qu'à se baisser pour en ramener des trésors à pleins galions. Les Français allaient, dès l'an 1505, au Brésil, que le Portugais Cabral avait dû au hasard de découvrir, au mois de mars de l'an 1500, par suite d'une tempête qui l'y avait jeté, alors qu'il voulait se rendre aux Indes orientales. En 1555, la puissance portugaise était encore fort mal assise en Amérique, et, sauf les droits de donation anticipée que se permettait le pape, elle était très contestable sur une infinité de points inoccupés et à peine reconnus, quand l'amiral Gaspard de Coligni, voulant préparer un asile aux protestants que l'on commençait déjà à persécuter en France, engagea le roi Henri II à faire un établissement au Brésil et à partager ce riche pays avec le roi de Portugal. Coligni tiaté's d'avance entendu à l'égard de ce projet avec un personnage qui le lui avait en partie suggéré : c'était Nicolas Durand de Villegagnon, depuis vice-amiral de Bretagne, commandeur de Malte, qui brilla d'un grand éclat tant dans les guerres maritimes de France que dans celles de l'ordre auquel il appartenait. Si l'on en croit ses apologistes, Villegagnon était un homme accompli au physique et au moral, le mieux fait de son siècle, d'un esprit orné des plus rares connaissances, et d'une valeur reconnue. Selon ses détracteurs, au contraire, c'était une nature morose, inquiète, dissimulée, capable de la plus noire trahison. Entre ces deux opinions si différentes, on croit démêler que c'était une conscience incertaine qui, dans une époque d'incertitude religieuse, flottait du persécuté au persécuteur, ten-

dant au calvinisme par ses relations avec Coligni, grand et ferme caractère qui s'imposait à tous ceux qui l'approchaient, puis, ramené par ses souvenirs, par ses rapports avec ses frères de l'ordre de Malte, au catholicisme pur. Quoi qu'il en puisse être, dans le cours de l'année 1555, Villegagnon partit du Havre-de-Grâce avec deux beaux vaisseaux équipés et armés en guerre aux frais du roi; il emportait 10,000 francs, monnaie du temps, pour son voyage. Les vents contraires ramenèrent deux fois l'expédition en France ; on eût dit que ces difficultés du début voulaient faire pressentir les malheurs de la fin. Pourtant un troisième et définitif embarquement eut lieu, le 14 août, au Havre. Quand on passa aux Canaries, les Espagnols de Ténériffe déployèrent une enseigne rouge au moment où l'on se disposait à mouiller l'ancre, et tirèrent deux ou trois coups de coulevrine, de l'un desquels fut atteint le vice-amiral. On arrêta que cette attaque inattendue aurait sa réponse, et l'artillerie des deux vaisseaux de Villegagnon causa de si grands dégâts dans Ténériffe, qu'il s'en fallut peu, dit la chronique, que les Français ne fissent de cette île enchanteresse leur Brésil. Le 10 novembre, Villegagnon arriva dans la baie de Rio-Janeiro, que les Portugais avaient découverte et nommée, mais dans laquelle ils n'avaient encore aucune trace d'établissement. Il essaya d'abord de se loger sur un rocher vers l'entrée de la baie; mais les flots l'en empêchèrent. Il prit alors le parti de pénétrer une lieue plus avant, et trouva une île inhabitée, où il débarqua son monde et son artillerie, et où il jeta les fondements d'un fort qui reçut le nom de fort Coligni. Depuis peu de temps encore, Villegagnon avait commencé son établissement, quand il envoya demander des secours à la fois au roi Henri II et aux calvinistes de Genève; il invoquait, auprès de l'un, l'intérêt politique et commercial de la France, auprès des autres, l'intérêt du protestantisme persécuté presque par toute l'Europe chrétienne, et à qui la nouvelle colonie offrirait un refuge assuré. D'un et d'autre côté on répondit à l'appel de Villegagnon.

Au mois de novembre 1556, de Bois-le-Comte, son neveu,

élu vice-amiral, fit voile d'Honfleur avec trois beaux navires équipés et armés en guerre, comme ceux de la première expédition, aux dépens du roi; l'un se nommait *la Petite-Roberge*, et portait, outre le vice-amiral de Bois-le-Comte, quatre-vingts personnes; le second, nommé *la Rosée*, du nom de son capitaine, emmenait un monde à peu près égal, dans lequel on remarquait cinq jeunes filles et une femme d'âge pour les gouverner, qui furent les premières femmes françaises que l'on vit au Brésil; le troisième enfin, nommé *la Grande-Roberge*, capitaine de Sainte-Marie dit l'Épine, avait à bord cent vingt hommes, au nombre desquels se trouvait Jean de Léri, natif de la Margelle, en Bourgogne, zélé calviniste et narrateur plein d'intérêt de cette seconde expédition au Brésil. La navigation fut pleine de traverses, causées surtout par des tempêtes qui faillirent perdre plusieurs fois les trois navires; elle fut signalée aussi par des rencontres de bâtiments étrangers que l'on attaqua souvent et que l'on pilla d'une manière très déloyale et malheureusement très en usage alors entre les navigateurs de toutes les nations, qu'elles fussent amies ou ennemies. Quand on se sentait le plus fort, dit Léri, et qu'on faisait rencontre de quelques navires marchands, on feignait d'être dans un grand besoin de vivres à cause de l'impossibilité où l'on avait été mis par les tempêtes et les calmes plats d'aborder en quelque lieu secourable, et l'on demandait un partage de subsistance que l'on s'offrait de payer. Mais, sous ce prétexte, on n'était pas plutôt parvenu à poser le pied sur le navire avec lequel on s'était abouché, que celui-ci était dépouillé de tout ce qui y semblait beau et bon aux pillards. Les bâtiments espagnols et portugais, qui d'ordinaire étaient de riches proies, couraient surtout les plus grands risques, et étaient traités avec d'autant moins de pitié que, lorsqu'ils avaient le dessus, ils n'en montraient eux-mêmes aucune. Les capitaines, maîtres, soldats et matelots des navires commandés par Bois-le-Comte étaient pour la plupart Normands, et, comme ceux de cette province ne le cèdent à personne sur mer, dit encore Léri, ils mettaient tout en

fuite devant eux, et auraient osé, s'ils l'eussent rencontrée, livrer combat à l'armée navale du roi de Portugal. L'expédition passa la ligne au mois de février 1557, et, après des cérémonies qui n'avaient plus rien de chevaleresque, on s'abîma de nouveau dans la contemplation de ces splendides mers intertropicales, où chaque vaisseau, dans son éblouissant sillage, semble traîner après soi deux longues et larges ailes étincelantes, et où des infinités de phosphorescences capricieuses se jouent, comme, sur une écharpe onduleuse dont les deux bouts se perdraient dans les cieux, de scintillantes myriades de petites lames d'or et d'argent. Tout paraissait encore si étrange aux navigateurs dans ces mers, qu'ils se sentaient disposés à voir soudain surgir, d'entre une foule de poissons curieux de forme et riches de diaprures, les fabuleuses et enivrantes sirènes de l'antiquité. Bientôt on découvrit la terre du Brésil, ainsi nommée par les Français, du bois qu'ils en tiraient, nom qui a prévalu sur celui de Santa-Cruz que les Portugais lui avaient donné. Quelques coups de canon furent tirés pour avertir les habitants de l'arrivée des étrangers, et l'on vit aussitôt un grand nombre de naturels accourir sur le rivage. Les Français ne savaient ce qui devait le plus les étonner, ou de ces naturels entièrement nus, peints et noircis par tout le corps, ayant tous la lèvre inférieure trouée pour s'y accrocher une grande et ronde parure verte, ou de la nature géante et si profondément fournie de cette terre dont les herbes étaient hautes comme des arbres d'Europe, dont les forêts, vierges comme à la naissance du monde et produisant sans culture les plus énormes végétaux, servaient d'asile à des milliers d'animaux du plus bizarre aspect, ou du plumage le plus varié et le plus éblouissant. Cependant, comme quelques gens des équipages qui déjà étaient venus de ce côté reconnurent les habitants de cette partie du Brésil pour être alliés des Portugais et ennemis des Français, on ne se risqua pas au milieu d'eux, malgré tous les signes amis qu'ils faisaient, de peur d'être assommé, mis en pièces et mangé à belles dents. On se dirigea vers un lieu plus hospitalier, et on ne tarda pas à le trouver

au cap Frio, où les Français furent parfaitement accueillis par les indigènes, leurs alliés et confédérés; ceux-ci donnèrent des nouvelles de Villegagnon, qu'ils nommaient *Paycolas*. On ne fit qu'un court séjour au cap Frio, et dans la première quinzaine de mars, les trois navires partis d'Honfleur entrèrent dans la baie de Rio-Janeiro, où on les laissa en sûreté dans un havre; puis chacun mit son petit bagage dans les chaloupes, et s'en alla descendre en l'île et fort de Coligni.

Dans les premiers moments, quoique les nouveaux venus trouvassent déjà des sujets de plainte, tout le monde se prêta assez bien à l'œuvre de colonisation, plus peut-être par zèle pour le calvinisme que pour la métropole. Des hommes appartenant à des familles de distinction, et Jean de Léri entre eux, se livrèrent, dans l'intérêt commun, aux plus pénibles travaux, comme de porter de la terre et des pierres pour achever la construction du fort Coligni. C'était pour chacun une œuvre pie; chacun croyait porter sa pierre de fondation à une espèce de temple de Jérusalem calviniste et à l'abri des atteintes du catholicisme romain. Ces atteintes devaient pourtant arriver jusque-là; bientôt Villegagnon, sur de pressants avis que lui avait fait, dit-on, parvenir le cardinal de Lorraine, tourna tout à coup ses antipathies du pape à Calvin, et, au lieu de la prêche et des oraisons selon la réforme de Genève, dont il donnait naguère l'exemple, il se répandit en mépris et en injures contre les innovations des huguenots. Ceux-ci s'étant plaints amèrement de son changement de religion et de sa conduite envers eux, Villegagnon leur intima, pour toute réponse, l'ordre de sortir au plus vite du fort et de l'île Coligni. Il y avait huit mois environ qu'ils y étaient arrivés, quand cet ordre, au moins sévère, les obligea de se retirer en terre ferme, en attendant qu'un navire du Havre-de-Grâce, venu dernièrement pour prendre sa charge de bois du Brésil, et avec lequel ils étaient entrés en arrangement, fût prêt à retourner en France. Ces infortunés, parmi lesquels était Jean de Léri, restèrent là deux mois entiers, vivant presque toujours au milieu des sauvages, qu'ils trouvèrent plus

humains que Villegagnon à leur égard. Enfin, ils partirent du Brésil au mois de janvier 1558, avec le regret de n'avoir rien accompli et la persuasion que, si la division ne se fût point mise entre eux et le chef de la colonie, on aurait bientôt régné sur toute cette belle contrée de l'Amérique méridionale, que déjà l'on avait saluée du nom de *France antarctique*. Les traverses qu'ils avaient éprouvées en arrivant n'étaient rien comparativement à celles qu'ils eurent à essuyer au retour. Ce retour fut fécond en scènes tragiques. La soif la plus dévorante, la plus cruelle famine poursuivirent les infortunés, au point que le capitaine du navire eut l'horrible pensée de faire mettre à mort un des passagers pour nourrir les autres. Enfin on aperçut les côtes de la basse Bretagne, où l'on se procura des vivres, et on alla débarquer, à la fin de mai, au Blavet.

Peu de temps après, Villegagnon, qui ne recevait plus de secours de France, et que les Portugais commençaient à menacer et à serrer de près, repassa de sa personne en France, laissant à quelques soldats, ainsi sacrifiés par lui sans utilité, la garde désormais impossible du fort Coligni. Ces malheureux ne tardèrent pas à être surpris et attaqués par les Portugais, qui en tuèrent une partie et en réduisirent une autre à l'esclavage, tandis que le reste se sauvait, pour y mener la plus misérable vie, parmi les sauvages. Telle fut l'issue d'une entreprise qui, avec un peu de conduite, aurait pu procurer à la France, au détriment du Portugal, la plus belle de ses colonies.

CHAPITRE XVII.

De 1559 à 1589.

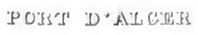
Décadence de la marine sous les trois derniers Valois. — Gaspard de Coligni, amiral de France. — Guerre civile des catholiques et des protestants sous Charles IX. — La ville du Havre livrée, puis reprise aux Anglais. — La Rochelle pendant les guerres civiles. — Siége de La Rochelle en 1573. — Disgrâce et fin du baron de La Garde. — Proclamation de la sainte Ligue, sous Henri III. — La Rochelle, Brouage et Bordeaux. — Traité de Bergerac. — Les Pays-Bas s'adressent à la France, contre l'Espagne. — Expéditions navales aux Açores, pour la succession de Portugal, en 1582 et 1583. — Tentative pour livrer Boulogne-sur-Mer aux Espagnols. — Les Pays-Bas maritimes offrent à Henri III de reconnaître sa souveraineté. — Henri de Navarre dans La Rochelle. — *L'Armada* espagnole devant Calais. — Henri III se jette dans les bras du roi de Navarre. — Il meurt laissant la France voisine d'un démembrement. — Navigations et essais de colonisations des Français à la Floride.

La mort prématurée de François II fit perdre toutes les espérances qu'on avait fondées sur le mariage de ce jeune monarque avec la reine d'Écosse. Les dix-huit mois environ de son règne s'étaient passés en rivalités intestines, en querelles religieuses et en complots. Une seule famille remplissait jusqu'alors un rôle honorable, celui de modérateur, au milieu de ces déplorables divisions civiles, dans lesquelles on vit tout d'abord figurer, d'un côté, les Guises avec la reine-mère, Catherine de Médicis, et, de l'autre, Louis Iᵉʳ de Condé, prince de la maison de Bourbon, issue de Robert, comte de Clermont, fils de saint Louis. Cette famille était celle de Coligni. L'amiral se faisait remarquer par l'impartialité, la sagesse de ses avis, par son désintéressement et son amour du bien public. Au physique, ce personnage fameux n'était ni bien ni mal fait, plus petit néanmoins que grand ; mais il avait une physionomie si heureuse qu'il ne fallait que le voir pour l'aimer ; et cependant son air était imposant et grave. Au moral, sans fard, sans fourberie, sage, mûr, avisé, politique, bon guerrier, brave censeur, comme dit Brantôme, pesant les choses, et esclave de l'honneur et de la vertu ; il était tel en deux mots, que, quand on le connaissait une fois, on ne pouvait se défendre de l'estimer, fût-on

même son ennemi. L'intolérance du parti à la tête duquel étaient les Guises, alliés aux Espagnols et évocateurs perpétuels de toutes les horreurs de l'inquisition depuis cette alliance, fruit du traité de Cateau-Cambrésis, finit seule par jeter ouvertement Gaspard de Coligni dans le parti protestant ou huguenot, comme on disait alors. Longtemps l'amiral chercha à concilier les deux partis, sans s'attacher à l'un plus qu'à l'autre, ne voulant être que de celui de la France : sa modération fut le signal de sa perte. Les Guises n'eurent pas de trêve qu'ils ne l'eussent acculé chez leurs ennemis, puisqu'il ne voulait pas être l'instrument de leurs vengeances et de leur ambition. Un tel homme, s'il eût eu le loisir d'appliquer ses vues et ses talents à la haute charge dont il était investi, aurait infailliblement rendu d'immenses services à la marine. Déjà, on l'avait vu, à la fois pour soustraire des malheureux à la persécution et pour étendre l'influence commerciale et maritime de la France, faire des essais de colonisations lointaines, qui seront rappelés ailleurs. Combien il dut déplorer de voir ses fonctions s'effacer, s'annuler complétement dans les guerres civiles, et la puissance navale du pays, laissée si grande par François Ier, baisser, se perdre au point que la moindre des nations, ayant quelques vaisseaux à son service, fut libre bientôt d'insulter le pavillon français sur les mers!

La marine d'un empire n'a pas besoin de défaites pour s'anéantir : il suffit qu'on la néglige. C'est ce qui arriva sous le fatal règne de Charles IX, qui fut une suite de massacres et d'horreurs de part et d'autre. Encore si le pays avait été seulement déchiré par ses propres mains ! Mais, dans les guerres civiles, l'étranger, si on lui en laisse le temps, manque rarement d'intervenir ; il est comme les corbeaux : il flaire les cadavres, et s'abat dessus pour s'en disputer les restes. On vit tout d'abord, d'un côté, les Espagnols, et, de l'autre, les inévitables Anglais. La mémoire de l'amiral Gaspard de Coligni ne saurait être exempte de reproches à cet endroit. Après bien des répugnances qu'on lui fit à la fin surmonter, il eut, de concert avec Louis de Condé, recours à l'intervention

anglaise et allemande. Un traité fut signé à Hamptoncourt, le 20 septembre 1562, avec la reine Élisabeth qui mettait pour prix à ses services l'occupation du Havre-de-Grâce par trois mille Anglais, jusqu'à ce que la ville de Calais lui fût rendue. Dans les premiers jours d'octobre, Ambroise Dudley, comte de Warwick, passa le détroit avec le secours que les protestants attendaient, et prit possession du Havre-de-Grâce. Les Anglais se retrouvèrent dans ces belles campagnes de Normandie, berceau de leur puissante noblesse, et ils durent encore une fois convoiter le retour de l'une des plus riches provinces maritimes de France à leur monarchie. Mais, dès les premiers pas, ils furent déçus, si tant est qu'ils eussent eu cette pensée. L'armée royale, commandée par le frère même de Louis de Condé, Antoine de Bourbon, roi de Navarre en titre et souverain de Béarn depuis son mariage avec Jeanne d'Albret, leur ferma le chemin de Rouen, où le parti huguenot les attendait. La même armée prit cette ville après un siége qui coûta la vie à son chef, père de Henri IV. Montgommeri, qui avait défendu Rouen pour les huguenots, se retira avec quelques soldats anglais sur une galère qu'il tenait prête dans la Seine. Il engagea les rameurs à forcer de rames pour franchir la chaîne qui barrait son passage ; et en rejetant tout à la fois l'équipage entier, d'abord à l'arrière du vaisseau, pour élever la proue au-dessus de l'eau, puis à l'avant, de manière à lui faire opérer un mouvement de bascule, il réussit à passer par-dessus la chaîne, et il arriva au Havre. Louis de Condé alla recueillir dans cette place l'infanterie anglaise, pour la conduire, le 19 décembre 1562, à la bataille de Dreux, qu'il perdit et où il fut fait prisonnier, ce qui plaça l'amiral de Coligni à la tête des protestants. Coligni occupa Caen et quelques autres points de la Normandie. Le 19 février 1563, François de Lorraine, duc de Guise, qui avait rendu Calais à la France, fut assassiné par un huguenot fanatique. Le 12 mars de la même année, un traité de pacification entre les catholiques romains et les protestants fut publié, sous le nom d'*édit d'Amboise*.



PORT D'ALGER

(1683)

Les Anglais ne quittèrent pas pour cela le Havre-de-Grâce. Warwick déclara, au nom d'Élisabeth, sa souveraine, qu'il garderait cette ville, jusqu'à ce que la place de Calais lui eût été remise en échange. La guerre contre l'Angleterre fut en conséquence proclamée, le 6 juillet 1563. Le vieux connétable Anne de Montmorenci eut le commandement de l'armée chargée de reprendre le Havre. Le siége commença le 20 juillet ; Warwick, quoiqu'il eût six mille de ses compatriotes avec lui, capitula dès le 28; et une flotte de soixante navires, qui lui apportait des renforts, ne servit qu'au rembarquement de ses troupes.

Dans le trop court intervalle des guerres civiles de la France sous Charles IX, l'année 1565 fut témoin de la belle défense de Malte, contre les Turcs, par le grand-maître Jean Parisot de La Valette, de Toulouse. Bien que dans sa soixante-douzième année, et ne disposant que d'une poignée d'hommes, il força une innombrable armée musulmane à lever le siége qu'elle avait entrepris, et durant lequel le fameux corsaire Dragut-Rays, qui naguère avait joué un rôle si important dans les guerres de la France, trouva la mort.

Deux ans plus tard, en 1567, la guerre éclatait avec une nouvelle force entre les catholiques romains et les huguenots. Quelque temps après la bataille de Saint-Denis, où fut blessé mortellement le connétable de Montmorenci, et dans laquelle l'amiral de Coligni faillit être pris, La Rochelle se donna aux huguenots et devint la place d'armes du parti dans tout l'ouest de la France. Parmi ses priviléges, qui en faisaient dès longtemps une sorte de république, La Rochelle comptait l'exemption de recevoir un gouverneur et une garnison royale. Aux mois d'août et de septembre 1568, l'amiral de Coligni, le prince de Condé et la reine Jeanne d'Albret, avec son jeune fils, Henri de Navarre, s'y réfugièrent. La mort de Louis Ier de Condé, à la bataille de Jarnac, le 13 mars 1569, plaça de nouveau l'amiral de Coligny à la tête des huguenots. Jeanne d'Albret mit son fils et son neveu sous sa direction. Il obtint, le 8 août 1570, une paix favorable à son parti. Mais cette paix était un mensonge : bientôt Charles IX lui-même autorisait

secrètement les Guises à faire tuer Coligni. Le 20 août 1572, l'amiral, comme préliminaire, était atteint de deux balles, l'une à la main droite, l'autre au coude gauche; et le 24 suivant, à une heure et demie du matin, la cloche du palais sonnait le massacre de la Saint-Barthélemi et celui de l'illustre vieillard.

Cependant La Rochelle continuait d'être le refuge et le boulevard du protestantisme en France. Le duc d'Anjou, depuis Henri III, fut chargé de réduire les Rochelais, au commencement de l'année 1573. Les plus grands seigneurs de France l'accompagnaient. La Rochelle ne composa qu'après une longue défense, et non sans avoir amené le duc d'Anjou à laisser aux habitants, avec leurs priviléges, la liberté de conscience. On eut, durant ce siége, une triste preuve de l'ingratitude des cours, à l'occasion du baron de La Garde. Ce grand marin, qui avait remporté tant de victoires navales, ce négociateur habile qui avait noué pour quatre rois successivement des alliances par eux désirées, fut arraché à son commandement et jeté dans une prison, comme accusé d'avoir laissé pénétrer, par mer, dans la place, quelques secours en munitions et en subsistances. L'affront lui fut fait par le duc d'Anjou, en présence de toute l'armée. On ne lui avait pas même donné le nombre suffisant de vaisseaux pour établir sa surveillance, et, de plus, ses matelots, qui étaient, pour la plupart, protestants, avaient déserté par bandes, sans qu'il ait été en son pouvoir de les arrêter. Le duc d'Anjou, en entendant les murmures de l'armée, sentit, quoiqu'un peu tard, son iniquité, et fit remettre promptement en liberté l'illustre captif. Ce n'était pas la première fois que La Garde éprouvait l'inconstance et l'ingratitude royales. On se souvient de sa condamnation au sujet de la guerre des Vaudois et de la révision de son jugement en 1551. La paix de Cateau-Cambrésis, en rendant ses services inutiles, l'avait ensuite replongé dans l'oubli, et même on l'avait destitué de sa charge de général des galères en faveur d'un favori. Elle ne lui avait été rendue qu'en 1566, dans le feu des guerres civiles; alors chaque parti se disputait ses talents, sa valeur et son épée,

et il s'était rangé sous les drapeaux du roi. La Garde, malgré les regrets qu'on lui témoigna, à la suite du dernier affront qu'on venait de lui faire subir, résolut d'abandonner pour jamais les cours et d'aller suspendre sa glorieuse épée dans le village même où il avait reçu la naissance, et d'où il était parti comme pauvre valet de régiment. Ce fut dans son village du Dauphiné que, vieillard octogénaire, d'une douce société, plein de charme dans la conversation, et simple dans sa vie privée autant qu'il avait été magnifique dans la représentation, il termina ses jours, en 1578, laissant, dit Brantôme, plus d'honneur que de biens à son fils unique. Les Doria eux-mêmes ne l'avaient pas surpassé dans la hardiesse des manœuvres navales, et l'on cite de lui ce trait, entre autres, qu'un brouillard l'ayant fait une fois donner au milieu de la flotte d'André, beaucoup plus nombreuse que la sienne, il sut, non sans avoir distribué en passant un feu vigoureux et inattendu, se tirer d'un danger si imminent, et rentrer à Marseille sans avoir perdu la moindre de ses galères. Pour des hommes de mer, cela vaut une victoire.

Trois des fils de Henri II devaient, par un fatal arrêt du ciel, être infligés l'un après l'autre à la France. Le méprisable règne de Henri III compléta la perte de la marine française, positivement à l'époque où celle d'Angleterre, encouragée par Élisabeth, prenait une extension, une puissance qu'on ne lui avait point encore connue. Un joli petit bateau, bien coquettement peint, doré, attifé, entouré de rideaux, où les familiers étaient seuls admis, et avec lequel on se laissait aller en promenades galantes sur la rivière, voilà tout ce qu'il fallait, en fait de gloire navale, à celui qui avait insulté naguère le vieux baron de La Garde, et qui maintenant s'évadait comme un coupable de la Pologne, de peur que deux couronnes ne fussent imposées à la fois à sa tête efféminée. En 1576, pendant que La Rochelle continuait toujours à être le centre quasi républicain du parti huguenot, on proclamait la sainte Ligue des catholiques dans la province maritime de Picardie; elle s'étendit sur-le-champ au Poitou, gagna Paris, et trou-

bla bientôt toute la France. Elle eut pour chefs les Guises, qui y firent entrer Henri III, pour le tenir sous leur main, et le renverser plus à l'aise au moment qui leur semblerait opportun. Le jeune roi de Navarre, depuis Henri IV, et Henri, prince de Condé, son cousin, étaient les plus éminents personnages du parti protestant. En 1577, les ligueurs, commandés par Charles de Lorraine, duc de Mayenne, qui fut fait amiral de France un an plus tard, eurent de grands succès en Poitou. Ils s'emparèrent de Rochefort, qui était alors de peu d'importance, presque sans résistance. Mayenne vint, le 22 juin, mettre le siége devant Brouage. Les bourgeois de La Rochelle, qui voyaient la guerre se resserrer autour d'eux, avaient mis leur espérance dans la flotte qu'ils avaient armée, sous les ordres de Clermont d'Amboise, et avec laquelle ils comptaient ravitailler Brouage; mais les catholiques de Bordeaux en armèrent une de leur côté. Il y eut plusieurs engagements entre ces deux flottes, le 26 juin, le 9 juillet et le 18 août 1577; enfin celle des huguenots, composée de petits bâtiments avec lesquels les Rochelais avaient coutume d'aller en course contre les Espagnols, fut presque entièrement détruite, et la ville de Brouage, n'ayant plus d'espérance d'être secourue, fut obligée de capituler. L'île d'Oléron fut prise également, et La Rochelle était réduite aux abois, quand Henri III, une seule fois honorablement inspiré dans sa vie, signa, au mois de septembre 1577, le traité de pacification de Bergerac, qui semblait devoir rendre, par sa modération, un long repos au pays. Ce traité conservait aux Rochelais tous leurs priviléges et donnait plusieurs villes de sûreté aux protestants.

Le souvenir de la glorieuse lutte de François I[er] avec Charles-Quint vivait pourtant encore dans cette déplorable époque, et quand un peuple était opprimé par les héritiers de l'empereur, c'était toujours vers la France qu'il se tournait, comme par instinct. Les Pays-Bas appelèrent le nouveau duc d'Anjou, frère de Henri III, à les délivrer du joug espagnol. Un faible effort eût pu, dès lors, en grande partie rattacher les Pays-Bas à la France;

mais l'impuissance était dans les veines de tous les derniers Valois. Le duc, proclamé protecteur de la liberté belge et flamande, passa en Angleterre pour consulter la reine Élisabeth sur ce qu'il avait à faire ; en bonne Anglaise, elle dut lui répondre qu'il n'y avait point à songer sérieusement à rendre à la France les provinces maritimes des derniers ducs de Bourgogne.

Cependant, si la haine de la tyrannie étrangère et l'amour de l'indépendance ébranlaient la puissance de Philippe II dans les Pays-Bas, d'un autre côté, dans la péninsule même hispanique, il gagnait autant au moins qu'il était menacé de perdre ailleurs. Après la mort de don Sébastien, roi de Portugal, et le court règne de son successeur, le cardinal Henri, Philippe II se fit précéder d'une armée et entra bientôt lui-même dans le second royaume de la Péninsule, pour y recevoir une nouvelle couronne. Son concurrent, don Antonio, vint débarquer à Calais au mois de juin 1581. La mère de Henri III, Catherine de Médicis, qui avait tout d'abord élevé des prétentions pour elle-même sur le trône de Portugal, prit fait et cause pour le concurrent expulsé. L'autorité de don Antonio était encore reconnue dans six sur neuf des îles Açores. Catherine, qui, au milieu de la détresse de ses fils et de celle de leur royaume, avait amassé une immense fortune, donna à son protégé un secours de soixante-quatre navires qui furent rassemblés et armés à Bordeaux, et de cinq mille huit cents hommes de débarquement. Le commandement de cette flotte, qui portait le prétendant de Portugal, fut remis à Philippe Strozzi. Plusieurs grands seigneurs de France, entre autres Charles de Cossé-Brissac et Jean de Beaumont, s'étaient engagés avec empressement dans cette expédition militaire, que l'on regardait alors à la cour comme fort lointaine et aventureuse. Le 15 juillet 1582, Philippe Strozzi vint débarquer à l'île Saint-Michel, dont il s'empara, et où don Antonio se fit proclamer roi. Le prétendant portugais fatigua les soldats français qui l'avaient accompagné, en les obligeant à lui servir de cortége dans les pompes ridicules de son inauguration en miniature; il ne laissa au chef

de la flotte française ni loisir, ni hommes, ni argent, pour se préparer à la lutte qui approchait sérieusement. Les navires de l'expédition manquaient de vivres frais, d'eau même, car ils n'avaient point commencé à s'en pourvoir à l'île Saint-Michel, lorsqu'ils furent avertis que le marquis de Santa-Cruz, au nom de Philippe II, son maître, s'avançait avec une flotte imposante de gros vaisseaux. Strozzi ne pouvant, faute de provisions, éviter par une longue navigation un ennemi si redoutable, résolut d'aller à sa rencontre, et de tenter en pleine mer une fortune que le hasard, ami de l'audace, pouvait seul lui donner. Il fit rembarquer à la hâte tout son monde, et atteignit la flotte espagnole à deux lieues en mer de Saint-Michel. Don Antonio s'était fait prudemment déposer à Terceire. La bataille s'engagea le 25 juillet; elle dura cinq heures avec un acharnement extrême; mais enfin les gros vaisseaux eurent raison des petits navires, la flotte de la flottille : les Français furent battus. Philippe Strozzi et Beaumont prouvèrent, par leur mort, combien ils avaient valeureusement disputé la victoire avec des forces si peu proportionnées à celles de l'ennemi. Des soixante-quatre navires envoyés aux Açores par Catherine de Médicis, il n'en revint en France que dix-huit, sous la conduite de Brissac. Pour avoir un prétexte d'exercer sa cruauté, Santa-Cruz déclara que les deux couronnes de France et d'Espagne étant en paix, il ne pouvait voir dans les prisonniers qu'il avait faits que des corsaires; et il les traita tous comme tels, accordant aux gentilshommes la faveur d'avoir la tête tranchée, et faisant pendre les autres jusqu'au dernier. Quoique Brissac eût pris don Antonio à Terceire et l'eût ramené avec lui, Catherine ne renonça point encore à sa guerre particulière avec Philippe II : elle fit équiper à Dieppe, sous les ordres d'Aymar de Chattes, une nouvelle flottille, qui débarqua, le 11 juin 1585, deux mille cinq cents Français à Angra, dans l'île de Terceire, où don Antonio avait laissé un vice-roi. Les fautes réitérées de ce vaniteux et absurde personnage réduisirent Aymar à la dernière détresse avant même qu'on l'eût attaqué. Aussi tout

ce qu'il était permis à celui-ci d'espérer et tout ce qu'il obtint quand Santa-Cruz, à la tête de dix mille soldats, vint pour le combattre, ce fut une capitulation honorable pour lui et les siens. On le ramena avec eux en France. Les Açores furent, par suite, entièrement soumises à Philippe II. C'était bien le temps pour la France d'aller perdre ses derniers navires, épuiser ses derniers marins au service d'un don Antonio! Henri III d'ailleurs ne voyait rien de tout cela : il était en paix avec Philippe II et l'Espagne.

En 1585, quand la guerre civile se renouvela, les ligueurs voulurent s'assurer de Marseille et de Bordeaux; mais ces deux villes importantes furent pour l'instant préservées. Une tentative fut également faite par le duc d'Aumale, au nom de la Ligue, pour surprendre Boulogne-sur-Mer et remettre ensuite cette place aux mains des Espagnols. Le prévôt de la maréchaussée du Boulonnais, nommé Pierre Vétus, était gagné; il devait s'emparer de la porte et la livrer au duc, qui s'approchait avec un corps de cavalerie. Raimond de Bernai, qui commandait au nom du roi, fut heureusement averti à temps. Il arrêta Vétus entre les deux portes de la ville, reçut d'Aumale à coups de canon, et les Espagnols n'eurent point la position maritime qu'ils convoitaient à peu de distance du royaume d'Angleterre, contre lequel Philippe II avait projet de diriger bientôt toutes ses forces navales. Peu de temps auparavant, Henri III, qui, malgré son inertie d'esprit, ne pouvait plus se dissimuler les projets des Guises et de la Ligue contre lui-même, avait reçu avec assez de noblesse, malgré les protestations de l'ambassadeur d'Espagne, les envoyés des Pays-Bas maritimes, venus pour lui offrir, au nom de leurs compatriotes, de reconnaître sa souveraineté et de se soumettre à lui sans aucune réserve, s'il les voulait ouvertement protéger contre la tyrannie de Philippe II. L'occasion avait été belle de rendre à la France son influence sur les provinces qui tenaient encore à elle par plus d'un lien, et même de les lui attacher peut-être pour toujours. Mais, après un quart d'heure quelque peu ferme et royal, Henri III avait reculé devant la crainte de paraître s'allier

avec des protestants, de soulever plus ouvertement contre son autorité le parti de la Ligue, il avait reculé devant sa propre ombre enfin; et la France était restée enserrée de tous côtés par la vaste monarchie espagnole, qui semblait n'avoir plus qu'un mouvement à faire pour l'étouffer.

Quoiqu'il redoutât la Ligue autant qu'aucun autre dans son royaume, Henri III signa encore un traité avec elle, au mois de juillet 1585, juste au moment où elle venait de tenter de livrer Boulogne à l'Espagne. On vit le duc de Mercœur, de la même famille que les Guises, frère de la reine et gouverneur de Bretagne, combattre, à la tête des catholiques de cette province, les protestants du Poitou et de la Saintonge, commandés par Henri de Condé. L'année suivante, 1586, la guerre s'étendit à la Gascogne, au Languedoc et à la Provence. Henri de Navarre s'enferma le 1er juin dans La Rochelle; il fortifia la presqu'île de Marans, et la défendit ensuite, jusqu'à la fin de juillet, contre l'armée chargée de soumettre la Saintonge aux princes de la Ligue bien plus réellement qu'au roi de France. Henri de Navarre sortit de La Rochelle le 24 août, pour aller gagner, le 20 octobre, la bataille de Coutras, où perdit la vie Anne de Joyeuse qui commandait pour la Ligue, et était amiral de France depuis 1582. En 1588, Henri III, forcé de s'échapper de sa capitale par les Guises et la faction dite des Seize, se réfugia en Normandie.

Le 6 août 1588, l'*Armada* espagnole, si prématurément surnommée l'Invincible, mouilla devant Calais. Cette flotte prodigieuse, et qui rappelait celle que l'on avait préparée en France pour le même but, la conquête de l'Angleterre, au commencement du règne de Charles VI, avait mis à la voile de Lisbonne, le 29 mai. Le 29 juillet, après avoir essuyé une violente tempête, elle était parvenue dans les eaux de la Grande-Bretagne. Suivie par les escadrilles de la flotte anglaise, qui lui faisaient une guerre d'escarmouches et de détails, elle fut mise en désordre le 8 août, par des brûlots, et fit voile pour la mer du Nord; ce fut là que de nouvelles tempêtes venant en aide à ses adversaires, qui

la harcelaient sans cesse et l'attaquaient à propos, elle éprouva un dernier et complet désastre. Les temps étaient bien changés; les dangers ne venaient plus de l'autre côté de la Manche; le triomphe des Anglais, en cette circonstance, fut un bonheur, non pour la Ligue, qui s'intéressait peu à l'indépendance du pays, mais pour la France et son avenir. L'Espagnol, qui pouvait descendre au cœur du royaume des derniers et faibles Valois par tant de côtés à la fois; qui déjà même, à titre de protecteur de la Ligue, avait un pied et des troupes dans l'État; l'Espagnol, s'il eût encore ajouté à cela la conquête de l'Angleterre, n'aurait plus rien dissimulé vis-à-vis de la France : il l'aurait déclarée sienne par procuration. La ruine de l'*Armada* fut le signal de l'abaissement de la maison d'Autriche, qui, depuis l'avénement de Charles-Quint, et surtout depuis la mort de François Ier, avait rompu tout l'équilibre de l'Europe.

L'année même de cet événement si célèbre dans les fastes maritimes des nations, Henri III, après avoir flotté longtemps incertain d'un camp à l'autre, faute d'en avoir un à lui, et par suite de l'assassinat de Henri, duc de Guise, surnommé le Balafré, se jeta décidément dans les bras du roi de Navarre. Mais, le 2 août 1589, il périt à son tour assassiné, laissant le royaume à deux doigts de sa perte et menacé de tous côtés d'un démembrement.

Les guerres civiles du règne de François II, et surtout de ceux de Charles IX et de Henri III, ne permettaient guère de penser au riche parti que la France pourrait tirer d'établissements en Amérique. Cependant le même sentiment, la même idée politique qui avaient engagé l'amiral Gaspard de Coligni à seconder les tentatives des Français au Brésil, lui inspirèrent, malgré la fatale issue de celles-ci, de porter Charles IX à faire les frais d'une expédition vers les terres que Verazzani avait aperçues, et sur lesquelles les Espagnols n'avaient encore fait que des entreprises désastreuses. Le roi, ou plutôt Catherine de Médicis, sa mère, se laissa persuader, les uns disent parce que l'amiral lui cacha son but qui était de rendre toute calviniste la colonie projetée, les autres

disent parce qu'elle vit en cela un moyen de se débarrasser de bon nombre de huguenots, gens qu'elle détestait en attendant qu'elle les fît assassiner. Coligni jeta ses vues, pour commander l'expédition, sur un ancien officier de marine, nommé Jean de Ribaut, natif de Dieppe, homme qu'il savait être bon huguenot. Ribaut partit de Dieppe, le 18 février 1562, avec deux bâtiments; ses équipages étaient choisis, et il emmenait avec lui plusieurs gentilshommes de distinction à titre de volontaires. Il aborda à la Floride au mois de mai, et arbora les armes de France dans une île de la rivière Edisto ou Ponpon; il y fit construire un premier établissement de défense, qu'il nomma Charles-Fort, en l'honneur du roi Charles IX. Il revint à Dieppe au mois de juillet 1563, après avoir laissé pour chef à sa colonie un capitaine nommé Albert, qui ne sut pas convenablement la gouverner et se rendit odieux. Il fut mis à mort par les siens qui lui donnèrent eux-mêmes pour remplaçant un nommé Nicolas Barré, homme de prudence et de conciliation. Aucun secours n'arrivant de France, les colons résolurent de se rembarquer; mais ils ne prévinrent pas même ainsi leur perte. Leur navigation fut accompagnée d'abominables traverses; la faim enleva un grand nombre d'entre eux; les autres furent recueillis par un navire anglais.

Gaspard de Coligni, loin de reculer devant les obstacles de tout genre qui s'opposaient à ses projets de colonisation calviniste, y persévérait d'autant plus que la persécution redoublait contre les huguenots. Il profita d'un moment où la cour était entrée, par ses soins, en composition avec ceux-ci, pour engager Charles IX à fournir de nouveaux moyens à ses essais d'établissement en Amérique. Charles lui accorda trois navires bien équipés, dont un officier de marine fort expérimenté, nommé René de Laudonnière, eut le commandement. Le but primitif de cette expédition était de ravitailler Charles-Fort; mais on a vu qu'il n'était plus temps. Les trois navires firent voile du Havre-de-Grâce, le 22 avril 1564. Le 22 juin, ils abordèrent à la côte orientale de l'Amérique du Nord; puis, instruit sans doute du total

abandon de Charles-Fort, Laudonnière choisit, pour former un établissement, un lieu situé entre la rivière Saint-Marys et celle de Saint-Jean, à deux lieues à peu près de la mer; il y fit construire une forteresse qu'il nomma la Caroline, toujours en l'honneur du roi Charles IX. Malgré l'habileté, les talents, le courage de Laudonnière, ce nouvel essai de colonisation ne fut pas heureux. Laudonnière se disposait à revenir en France avec son monde, quand, au mois d'août 1565, quatre bâtiments arrivèrent, sous les ordres de Jean de Ribaut. A peine étaient-ils mouillés au fort de la Caroline, qu'une escadre espagnole vint jeter l'ancre dans la même rade qu'eux, pour attaquer et chasser les Français. Le fort fut assiégé par des troupes de beaucoup supérieures en nombre à celles qu'il contenait; la garnison capitula honorablement; néanmoins les Espagnols, par une exécrable trahison, n'eurent aucun égard pour le traité, et les Français furent massacrés avec des circonstances atroces, malgré la paix qui régnait entre la France et l'Espagne. Laudonnière échappa et revint en France, grâce à son courage toujours présent; mais Jean de Ribaut, qui s'était aussi comporté avec beaucoup de valeur, fut écorché vif. Les barbares Espagnols pendirent les cadavres de leurs victimes à des arbres avec cette inscription : « Ceux-ci n'ont pas été traités de la sorte comme Français, mais comme hérétiques et ennemis de Dieu. » Un simple gentilhomme gascon, nommé Dominique de Gourgues, se chargea d'aller laver dans le sang des bourreaux l'injure faite à la France. Parti de Bordeaux, le 2 août 1567, avec trois navires, il débarqua près du fort de la Caroline qu'il surprit et enleva. Tous les Espagnols furent saisis et massacrés en représailles; à leur tour, ils furent pendus à des arbres avec cette inscription : « Je ne fais ceci comme à Espagnols, mais comme à traîtres et assassins. » De Gourgues ne tenta point de coloniser; il revint en France, satisfait d'avoir vengé ses compatriotes et rasé l'établissement espagnol.

CHAPITRE XVIII.

De 1589 à 1626.

Dieppe se déclare pour Henri IV. — Traité de Henri IV avec la reine Elisabeth d'Angleterre, en 1591. — État des provinces maritimes. — Fécamp et le capitaine Bois-Rosé. — Villars-Brancas met pour condition à sa soumission qu'il sera fait amiral de France à la place de Charles de Gontaut, duc de Biron. — Les gouverneurs des provinces maritimes se soumettent. — Honfleur. — Marseille. — Prise de Calais par les Espagnols, en 1596. — Traite de Vervins et édit de Nantes qui pacifient la France. — Anéantissement dans lequel les guerres civiles ont laisse la marine du royaume. — Efforts de Henri IV pour relever la marine. — Premiers événements du règne de Louis XIII, jusqu'à l'époque où le cardinal Richelieu supprime l'amirauté et se fait nommer grand-maître de la navigation. — Nouvelle organisation de la marine.

Les projets ambitieux qui couvaient encore sous le simulacre de règne de Henri III, éclatèrent sans vergogne. Mercœur prétendit changer en souveraineté indépendante son gouvernement de Bretagne, et se faire reconnaître pour héritier des anciens ducs de cette province; Charles-Emmanuel Ier, duc de Savoie, prétendit à la Provence, sans compter ses vues sur le Dauphiné; Frère Ange de Joyeuse se comportait en souverain indépendant dans le Languedoc; Villars-Brancas, pour la Ligue, tenait la plus grande partie de la Normandie; Honoré de Savoie, marquis de Villars, qui avait été un moment amiral de France après la mort de Coligni, pour les ligueurs aussi gouvernait en Guienne; la Picardie était envahie par les troupes des Pays-Bas espagnols; chaque province du centre avait son prétendant; et pour superfaîter tout cela, tandis que Mayenne, frère puîné du Balafré, convoitait le trône sans oser le prendre, Philippe II d'Espagne, se refusant à reconnaître la loi salique, qui interdit aux femmes de régner sur la France, il demandait l'héritage français pour l'infante Claire-Eugénie-Isabelle, petite-fille de Henri II par sa mère. Ce fut ce qui servit le plus l'héritier naturel, Henri de Bourbon, roi de Na-

varre, qui prit aussitôt le titre de roi de France, et se mit en devoir d'ajouter le fait au titre.

Dieppe, avec son gouverneur Aymar de Chattes, le même qui avait commandé la seconde expédition aux Açores, se déclara pour Henri IV, une des premières entre les villes de France; c'est là que le roi attendit et reçut les secours qu'Élisabeth d'Angleterre lui envoya contre les Espagnols et la Ligue. Saint-Valeri-en-Caux, dont il était aussi maître, lui fut d'une grande utilité. Henri n'avait point trop à savoir gré à Élisabeth de ses services. Cette reine avait peur qu'une fois maîtres des provinces maritimes de la France sur l'Océan, les Espagnols n'en fissent un arsenal contre ses propres États, qu'ils menaçaient toujours d'un envahissement. Et pourtant elle mettait encore à prix ses bons offices; elle demandait à Henri de lui rendre Calais. Henri esquivait toujours, attendait des jours meilleurs pour refuser plus net. En vertu d'un traité signé à Greenwich le 25 juin 1595, Élisabeth, pressée par son propre danger, fit passer quatre mille hommes en Normandie, sous les ordres du comte d'Essex, et trois mille en Bretagne. Mais Henri IV ne voulut jamais s'en servir qu'à son gré, et sans consulter la reine d'Angleterre, qui ne cessait pas de demander des places de sûreté. Connaissant bien les Anglais, et soupçonnant les instructions secrètes qu'ils pouvaient avoir, il se servait d'eux en campagne, et ne leur confiait jamais la garde de ses villes. Cependant Henri IV, en passant du protestantisme au catholicisme, enlevait aux partis leur principal prétexte d'hostilités, et forçait les ambitieux à quitter leur masque. Lesdiguières châtiait tour à tour Charles-Emmanuel, qu'il forçait à retourner de Provence dans ses montagnes, et d'Épernon, qui abusait de l'autorité qu'on lui avait confiée dans cette province pour écraser le peuple et prétendre à ce que n'avait pu obtenir le duc de Savoie. Les Bretons ne secondaient point Mercœur dans ses projets d'indépendance; pendant qu'il tenait les États de la Ligue à Nantes, le maréchal d'Aumont commandait à Rennes pour Henri IV. Les habitants de Saint-Malo, qui, en attendant la fin des troubles civils, s'étaient

créé une véritable indépendance dans leur ville, et avaient refusé d'y recevoir des troupes étrangères, se mirent, de leur propre mouvement, en 1594, aux ordres du roi. Villars-Brancas mit à prix la reddition des places de Normandie, qu'il défendait naguère avec ardeur contre son souverain. Il demandait l'amirauté de France, dont Biron avait été investi en 1592; il voulait aussi, entre autres choses, qu'on lui donnât la ville de Fécamp, où commandait un capitaine des plus extraordinaires, qui avait nom Bois-Rosé. Ce capitaine avait pris Fécamp par un coup d'audace dont on trouverait difficilement le second dans l'histoire. La nuit était profonde; il s'était fait débarquer, avec cinquante hommes, au pied du rocher de Fécamp, qui n'a pas moins de cent toises de hauteur. Sauf à l'époque de la plus basse marée, époque qu'il avait choisie, où elle reste à sec quatre ou cinq heures durant, la petite plate-forme où on l'avait déposé avec les siens est ordinairement couverte de plus de dix pieds d'eau. C'était de là, et dans le court espace qui lui était assigné par la marée, qu'il lui avait fallu tenter la surprise de Fécamp. Deux soldats du fort, gagnés par lui, avaient suspendu solidement à une canonnière un gros câble garni de nœuds et de morceaux de bois arrangés en étriers. Avec cette aide, Bois-Rosé avait ordonné à cinquante hommes de procéder à la plus effrayante ascension; et à peine lui-même, à leur suite, avait-il mis le pied sur les échelons du câble, que déjà la mer, recouvrant la plate-forme, avait battu le rocher avec fureur. En ce moment terrible, la tête avait tourné au soldat qui était monté le premier; le malheureux, sentant son cœur défaillir, n'avait plus eu de force pour continuer. Bois-Rosé en est averti; de dernier qu'il était, il passe sur la tête des quarante-neuf hommes qui le séparent du défaillant; de son poignard il le ranime, le presse et le pousse en avant; et enfin il amène tout son monde jusqu'à la canonnière à laquelle était suspendu le câble, et entre dans le fort, qui, dans sa stupéfaction, ne cherche pas même à se défendre. Tel était le trait qui avait valu Fécamp à Bois-Rosé. Pour ne pas être ingrat envers un tel soldat, on lui

donna, en dédommagement de sa conquête, 2,000 écus de récompense et une place de capitaine appointé. Villars-Brancas eut la ville. Il eut aussi l'amirauté de France, en remplacement de laquelle la dignité de maréchal fut donnée à Biron; Brancas ne conserva sa nouvelle charge qu'une année, ayant perdu la vie au combat de Dourlens, le 24 juillet 1595. Auparavant il avait rendu à Henri IV Rouen, Pont-Audemer, Harfleur, le Havre-de-Grâce, tout le cours de la Seine et toute la haute Normandie. Honfleur seul, ou plutôt l'écume du parti ligueur qui s'était retirée dans cette ville et en maîtrisait les habitants, opposa de la résistance; Henri IV fit assiéger et réduisit, au mois d'avril 1594, le parti qui s'y était fortifié.

Avant de faire sa paix avec Mayenne, Henri IV l'avait déjà faite avec le fils de Guise le Balafré, à qui il donna le gouvernement de Provence, et qui reçut pour lui la soumission des dernières places où le duc de Savoie avait laissé des garnisons. Marseille seule, depuis longtemps accoutumée à se gouverner, à se défendre par ses propres citoyens, comme une république, refusait d'ouvrir ses portes aux nouveaux partisans du roi. A cette époque, l'esprit qui paraissait avoir des tendances républicaines était le plus intolérant, le plus fanatisé; c'était celui des deux partis extrêmes dans la Ligue et parmi les huguenots. Marseille était ensanglantée par deux ligueurs, le consul Casaulx et le viguier Louis d'Aix, qui s'étaient emparés du pouvoir dans une sédition par eux excitée. Ni d'Epernon, ni Lesdiguières, ni Guise n'avaient eu de forces suffisantes pour assiéger Marseille; et quand l'un ou l'autre s'était approché des remparts, une foudroyante artillerie l'avait bientôt forcé à reculer. Les troupes du roi n'entrèrent dans Marseille, en 1596, que par surprise, et grâce aux liaisons entretenues avec le Corse Libertà, gardien de la porte royale, par un capitaine du nom de Beausset qui, sous la protection d'une garnison du grand-duc de Toscane, partisan de Henri IV, s'était retiré dans le château d'If[1]. Ce château, bâti sous le règne et par les

[1] Le château d'If fut construit en 1529; le fort Notre-Dame de la Garde, en 1525, sous le même roi.

ordres de François Ier, sur l'une des petites îles de Marseille, à trois milles en mer, et dominant le port dont il est la défense, fut remis à Henri IV par le grand-duc de Toscane, en novembre 1597, avec le fort de l'île Pomègues que ce prince avait fait construire.

Dans la Bretagne, Mercœur, tout en commençant à entrer en négociations, cherchait à perdre le moins de terrain possible, pour obtenir, sinon sa souveraineté, de grandes conditions de fortune. Les Espagnols, à peu près sa seule espérance maintenant, se montraient beaucoup plus préoccupés d'eux-mêmes que de lui. A défaut de la couronne de France, Philippe II, au point où Henri IV avait poussé les choses, se serait contenté, pour sa fille, du duché de Bretagne qui était en dehors de la loi salique, si on ne tenait pas compte des actes par lesquels il avait été rattaché, sous Louis XII et sous François Ier, au domaine royal. Les Espagnols, peu satisfaits de la situation du Blavet, aujourd'hui Port-Louis, que Mercœur leur avait livré, s'étaient emparés de la langue de terre qui sépare la baie du Douarnenez de celle de Brest, et y avaient poursuivi, avec tout le mystère que pouvait admettre une pareille chose, la construction d'un fort dans une formidable position appelée Crozon. S'ils eussent mené leur œuvre à fin, le fort de Crozon les aurait peut-être rendus maîtres de Brest et du Conquet. Menaçant pour les Français, il ne l'aurait pas moins été pour les Anglais, en favorisant tout projet de descente chez eux, et en servant à ruiner leur commerce avec la Bretagne. Les deux peuples s'étaient donc réunis avec ardeur pour enlever à leurs communs ennemis le poste où ils s'étaient établis et qui n'était pas encore complétement fortifié. Le maréchal d'Aumont avec près de quatre mille Français, et le général Norris avec deux mille Anglais, après avoir emporté d'assaut le fort Crozon, au mois de novembre 1594, en avaient passé la garnison au fil de l'épée.

En revanche, le 9 avril 1596, les Espagnols, soutenus par des corps italiens et allemands, vinrent, à l'improviste, investir Calais qui était alors en mauvais état de défense. Henri IV, ne pouvant encore nulle part disposer de grandes forces à la fois, fit tout

au monde pour introduire des secours dans la place. Montluc, Belin, Saint-Paul, s'embarquèrent tour à tour à Saint-Valeri-sur-Somme, puis à Boulogne; mais toujours ils furent repoussés par les vents contraires. A la fin, un nommé Matelet, bravant les lames avec obstination, se fit débarquer à Calais avec quatre ou cinq cents soldats; mais on eût dit que l'énergie de ces hommes s'était complétement usée dans la lutte contre les vents et les vagues : car ils furent les premiers à parler de capitulation. Henri voulut encore avoir recours à Elisabeth, pour qu'elle l'aidât de sa puissante marine dans une occurrence si grave pour tous deux. La reine mit de nouveau pour condition à ses services le retour de Calais à l'Angleterre, ou du moins la nécessité d'y souffrir garnison anglaise, quand une fois elle aurait fait lever le siége de la place. C'est alors que Henri IV fit répondre avec une noble fierté, mêlée d'indignation à peine contenue, que, s'il devait être dépouillé, il aimait mieux que ce fût l'arme au poing et par ses ennemis, que par ses amis. Le 17 avril 1596, la ville de Calais capitula, et le 27 seulement du même mois, les Espagnols se rendirent maîtres du château.

Ce succès fut le dernier des ennemis de Henri IV. Dès le 22 mars 1594, il était entré dans Paris; au commencement de l'année où la ville de Calais fut prise, il avait fait son traité avec Mayenne, le plus éminent des chefs de la Ligue, traité dans lequel était entré Honoré, marquis de Villars, pour son gouvernement de Guienne. Mercœur, quoique le dernier de tous les princes français, avait aussi fini par se démettre de ses prétentions, moyennant le mariage de sa fille avec César de Vendôme, fils légitimé de Henri IV, à qui furent donnés le gouvernement et l'amirauté de Bretagne. Philippe II, dont les principales espérances reposaient dans les querelles intestines de la France, fit, à son tour, sa paix avec Henri IV à Vervins, le 2 mai 1598. La paix de Vervins remettait les affaires du royaume en l'état où les avait laissées le traité de Cateau-Cambrésis, sous Henri II. La ville de Calais était rendue à la France. L'édit de Nantes, publié dans le même temps, acheva,

par les garanties qu'il donnait aux protestants, la pacification du pays. Henri IV n'eut plus qu'à affermir dans ses mains le royaume qu'il venait, non de conquérir par les armes, comme on l'a trop dit, mais par les plus habiles négociations et par un grand esprit de tolérance. Grâce à lui, la France venait d'échapper à une nouvelle dissolution féodale, appuyée sur l'étranger.

Philippe II, ce monarque redoutable par l'étendue de ses États, par son inflexible politique, par les généraux et les nombreuses armées qu'il employait, mais qui cependant n'avait pu réduire la France, même quand elle était le plus divisée, mourut peu de temps après le traité de Vervins. Depuis quelques mois déjà il avait fait cession des Pays-Bas à la même infante qu'il s'était proposé naguère d'imposer pour reine à la France, et il l'avait mariée à un archiduc de sa famille autrichienne. Henri IV dès lors fut considéré comme le plus puissant souverain de l'Europe; la France, d'autant plus redoutée sur le continent qu'on la voyait sortir toujours forte et compacte de ses crises intérieures les plus violentes, reprit le rang élevé que les trois derniers Valois lui avaient fait perdre. Henri fit rudement repentir le duc de Savoie de s'être mêlé aux guerres civiles de son royaume, d'avoir aspiré à la souveraineté de la Provence, et plus récemment encore d'être entré dans une conspiration contre lui : la conquête des États de Charles-Emmanuel Ier fut l'affaire d'une campagne; on lui en rendit une partie, pour mieux s'assurer l'autre. Mais si Henri IV se rendait respectable partout où son bras pouvait atteindre, l'anéantissement total dans lequel les guerres civiles de la Ligue et l'inertie de ses deux derniers prédécesseurs avaient plongé la marine, le laissait au caprice de la première puissance navale venue. Ses plus anciens alliés même, les Anglais, furieux sans doute que, tout en se servant d'eux, il ne leur eût point permis de reprendre pied en France, ne lui épargnaient aucune humiliation sur mer. On en put juger au mois de juin 1603. Élisabeth venait de mourir; Jacques Stuart, en lui succédant naturellement, réunissait la couronne d'Écosse à celle d'Angleterre, qui était dès

longtemps en possession de l'Irlande par conquête; désormais toutes les îles britanniques ne formaient plus qu'un seul empire. Les Anglais, qui, depuis le désastre de l'*Armada* espagnole, et l'abandon de la marine en France, prétendaient ouvertement à la souveraineté des mers, n'étaient point gens à relâcher de leur orgueil en un pareil moment. C'est le cardinal Richelieu qui, pour émouvoir généreusement le cœur de Louis XIII en faveur de ses grands desseins, s'est chargé, dans son fameux testament politique, de rappeler l'injure subie par Henri IV. Il s'agissait d'une ambassade extraordinaire dans laquelle figuraient plus de deux cents gentilshommes français de renom, ayant le célèbre duc de Sulli à leur tête, et qui avait à la fois pour objet de saluer Jacques Ier à son avénement, et de nouer un traité dans l'intérêt des Provinces-Unies.

« Ce duc, dit Richelieu, s'étant embarqué à Calais dans un vaisseau français qui portait pavillon français au grand mât, ne fut pas plutôt à un canal, que rencontrant une ramberge, qui était pour le recevoir, celui qui la commandait fit commandement au vaisseau français de mettre pavillon bas. Le duc, croyant que sa qualité le garantissait d'un tel affront, le refusa avec audace; mais ce refus étant suivi de trois coups de canon à boulets, lui perçant le vaisseau, percèrent le cœur aux bons Français; la force le contraignit à ce dont la raison le devait défendre, et quelque plainte qu'il pût faire, il n'eut jamais d'autre raison du capitaine anglais, sinon que, comme son devoir l'obligeait à honorer sa qualité d'ambassadeur, il l'obligeait aussi à faire rendre au pavillon de son maître l'honneur qui est dû au souverain de la mer. Si les paroles du roi Jacques furent plus civiles, elles n'eurent pourtant pas autre effet que d'obliger le duc à tirer satisfaction de sa prudence, feignant être guéri, lorsque son mal était plus cuisant, et que la plaie était incurable. Il fallut que Henri le Grand usât de dissimulation en cette occasion; mais avec cette résolution, une autre fois de soutenir le droit de sa couronne, par la force que le temps lui donnerait le moyen d'acquérir sur la mer. »

Henri IV commença à y travailler en effet; il fit faire des travaux dans les ports du royaume, sur les deux mers; considérant toujours les Espagnols comme ceux contre lesquels il devait le mieux se préserver pour le moment, et comprenant l'importance de Toulon, il fit agrandir l'enceinte de cette ville; il jeta les deux grands môles qui flanquent le port, et ordonna la construction des forts Sainte-Catherine et Saint-Antonin. Mais sa mort tragique, le 14 mai 1610, interrompit soudainement tous ses projets. Cependant, chose digne d'attention, ce monarque qui n'avait pas même eu le temps de donner à la France quelques vaisseaux de guerre, était parvenu, à l'aide de sa prépondérance continentale et des habiles négociations du président Jeannin, à fonder un nouvel État maritime, celui des Provinces-Unies hollandaises, en faisant admettre celles-ci, le 14 juin 1609, parmi les puissances indépendantes de l'Europe. Outre qu'il avait eu en vue en ceci l'abaissement de la maison d'Autriche et d'Espagne, il avait sans doute songé à s'attacher, par la reconnaissance, un pays purement maritime, en attendant qu'il eût une marine à lui. Mais ce qu'il n'avait pu prévoir, c'étaient toutes les peines que l'État créé par ses soins donnerait un jour à son petit-fils.

L'assassinat de Henri IV laissait le royaume dans le vague d'une minorité, sur laquelle on peut croire que les vieux levains des partis avaient compté pour fomenter de nouveaux troubles. La régence de Marie de Médicis, veuve trop peu désolée de la perte de son époux, n'en fut point exemptée; ils ne cessèrent même pas à la majorité légale de treize ans accomplis du jeune roi Louis XIII. Il y eut rivalité, guerre et feinte réconciliation entre la mère et les ministres du fils.

Ces dissensions de cour étaient un exemple et un stimulant pour les partis. Sans autorisation, et même malgré la défense formelle du roi, les protestants, mal inspirés par Favas, La Force et Châtillon, s'assemblèrent par députations, à La Rochelle, le 24 décembre 1620; et le 2 janvier 1621, se refusant à écouter les sages conseils de deux de leurs vieux coreligion-

naires, Lesdiguières et Duplessis-Mornai, présentèrent à Louis XIII de hautaines remontrances qui furent repoussées. Les protestants, à cette époque, n'étaient pas plus tolérants que leurs adversaires; peut-être même l'étaient-ils moins : là où ils dominaient, l'exercice d'un autre culte que le leur était interdit. Ils appelaient réellement la guerre; on la leur fit. Forts d'une marine de commerce bien organisée, sous les ordres d'un de leurs concitoyens, nommé Guiton, homme habile et brave qu'ils avaient choisi pour amiral, les Rochelais entraient incessamment dans la Gironde, en ravageaient les rives jusqu'aux portes de Bordeaux, et, le long des côtes, poussaient leurs courses jusqu'à Bayonne. En 1621, Razilli, marin et navigateur aussi brave qu'expérimenté, remplissant les fonctions de vice-amiral, fut envoyé contre eux; mais Guiton sut lui tenir tête, et cette année les succès comme les revers furent partagés. L'année suivante, on fit contre La Rochelle un armement plus considérable, à la tête duquel devait être le gouverneur de Provence, Charles, duc de Guise, fils du Balafré[1].

L'amiral Guiton, sur l'avis du maire et du conseil de La Rochelle, se mit en mer pour empêcher la jonction des vaisseaux que l'on armait pour le duc de Guise dans la Méditerranée et dans l'Océan. Ayant laissé à son vice-amiral, nommé Macquin, le soin de garder la côte, il fit route pour la Bretagne avec vingt-deux voiles; mais, sur la nouvelle que dix galères de Marseille, commandées par Philippe-Emmanuel de Gondi, comte de Joigni, général des galères de France, venaient d'entrer dans la Gironde, il revira de bord pour les recevoir à leur sortie du fleuve. Les galères de Marseille parvinrent à l'éviter, et l'escadre rochelaise, battue par une violente tourmente, rentra toute délabrée dans la rade de Saint-Martin-de-Ré. Les galères revinrent peu après dans la Gironde, y cou-

[1] C'est le même qui, en 1626, se prétendait encore amiral de Provence, en sa qualité de gouverneur de cet ancien comté maritime dont ses aïeux avaient été souverains. La maison de Guise était issue de celle de Lorraine, provenant elle-même de celle d'Anjou à qui avait longtemps appartenu la Provence. C'est ce qui faisait dire au cardinal d'Ossat que Henri IV avait été bien imprudent de confier le gouvernement de cette province à un prince qui pouvait avoir sur elle de *vieilles et rances prétentions*.

lèrent bas deux vaisseaux protestants, et reprirent, avec les secours des garnisons de Royan et de Blaye, l'île d'Argenton dont les Rochelais s'étaient précédemment emparés. Le Blavet ou Port-Louis était le rendez-vous général de la flotte de Charles de Guise. Quand elle mit à la voile, vers la mi-octobre 1622, elle se composait du galion du duc, portant pavillon amiral, du grand galion de Malte, ayant à bord trois cents illustres chevaliers de l'ordre, des dix galères de Marseille avec quelques autres navires de la Méditerranée, de dix-huit navires de Saint-Malo, enfin de huit navires équipés dans les ports de Guienne, et qui étaient commandés par un marin de la province, nommé Barrault. Le 26, Charles de Guise divisa son armée navale en trois escadres. Il donna l'escadre d'avant-garde à Timoléon d'Épinai de Saint-Luc qui, par la suite, devint maréchal de France; l'arrière-garde au sieur de Manti, et se réserva pour lui-même le corps de bataille. Ces trois escadres devaient combattre sur trois lignes, à deux câbles les unes des autres; et les galères du comte de Joigni avaient ordre de se trouver à la tête de l'armée navale avec un grand nombre de pataches, espèces de grandes barques armées qui se conduisaient à l'aviron. Un calme qui survint fit différer l'attaque. Le lendemain, la flotte de Guise s'ébranla par un vent doux. Les galères, placées de front et soutenues par l'escadre d'avant-garde, se mirent en devoir d'attaquer la flotte rochelaise qui, à la vue de l'armée navale de Guise, avait appareillé de la rade de Saint-Martin-de-Ré. Elle se composait de trente-neuf vaisseaux inférieurs en grandeur à ceux de Guise, et ne portait que cinq mille hommes. On crut d'abord qu'elle se disposait à fuir; mais elle prit le dessus du vent, se partagea aussi en trois divisions, et accepta nettement la bataille, qui commença sur les trois heures de l'après-midi. Un terrible feu d'artillerie fit tout d'abord de part et d'autre de grands ravages. Le navire *le Postillon rochelais*, monté de deux cents hommes, et commandé par Jacques Arnault d'Orléans, fut coulé bas d'un coup de canon qui brisa la pièce principale de son avant. Nombre de personnes de marque du parti huguenot périrent avec lui. De leur

côté, quatre capitaines protestants, Daniel Braigneau, Hélie-Thomas, Jaumier et Jean Arnault de la Tremblade, s'étaient en revanche attachés au grand vaisseau *la Marguerite*, l'avaient accroché et y avaient fait entrer leurs équipages. *La Marguerite* allait infailliblement se rendre, quand elle fut secourue par le galion de Malte, dont la grosse artillerie changea de face les choses. Les équipages rochelais qui étaient entrés dans *la Marguerite* furent taillés en pièces. Le capitaine Braigneau, à qui cet événement ne laissait plus, sur son navire, que vingt hommes de cent soixante qu'il avait auparavant, fit couper les grappins, déborda, et envoya demander des hommes à La Rochelle. Ici tout homme était soldat et marin ; le navire de Braigneau reçut bientôt tous les volontaires dont il avait besoin. Cependant l'avant-garde de Saint-Luc, qui soutenait depuis longtemps le choc presque à elle seule, était dans le pire état, et semblait menacée d'une perte totale. Charles de Guise voulut aller lui-même à son secours. On lui représenta en vain que pour sauver Saint-Luc, il allait se perdre, parce qu'il ne pouvait être suivi de son corps de bataille qui était sous le vent. Mais l'imminent péril de son avant-garde émouvait trop le duc ; il ne prit conseil que d'une générosité téméraire, et ordonna à ses pilotes d'arriver sur les Rochelais. Aussitôt ceux-ci, au comble de leurs vœux, abandonnent l'avant-garde, et enveloppent en bon ordre le galion amiral dans son isolement. C'est alors que commença l'un des combats les plus furieux et opiniâtres dont on ait conservé la mémoire. Le feu du canon et celui de la mousqueterie, combinés ensemble et alternativement ménagés, produisaient l'effet d'un tonnerre continu. Les Rochelais jetèrent les grappins de deux de leurs brulôts qu'ils embrasèrent à l'instant dans les haubans du galion, et y fixèrent l'implacable incendie. Charles de Guise semble retrouver son sang-froid dans le désespoir de la défense. D'un côté, il fait éteindre le feu ; de l'autre, il fait repousser les assaillants qui le foudroient de toute leur artillerie. Il place Tavannes à la proue, Carse à la poupe, La Rochefoucauld au grand mât, et lui-même, le fils du Balafré, se trouvant partout, il

ordonne et combat ayant le feu sur sa tête, et, sous ses pieds, la mer prête à l'engloutir. Les amarres des grappins ayant été coupées, il fit prendre le large aux deux brûlots ; mais, par une fatalité terrible, le vent les jeta, aux cris de joie des huguenots, sur la poupe du galion qui venait à peine de s'en débarrasser. Le feu devint alors un embrasement presque sans gradation. Rapide comme un serpent, il se glisse, monte ou descend le long des cordages, s'engouffre dans les voiles, en ressort plus furieux après les avoir partagées, déchirées en mille flammèches incendiaires, et déjà, comme trois torches colossales, menace de s'élever du bas en haut des mâts. Guise, malgré les instances des siens, refuse de se jeter dans sa chaloupe et de se retirer. De nouveau il combat d'un côté ses adversaires, et de l'autre la flamme. Enfin quelques volées de coups de canon tirées à fleur d'eau écartent une seconde fois les brûlots; et le galion amiral, après une lutte de plus de deux heures, rebute par une si indomptable résistance ses adversaires qui se retirent. Guise profita de cette retraite pour faire éteindre entièrement le feu mis à son vaisseau et réparer à la hâte ses plus indispensables agrès. Sa flotte l'avait cru perdu ; elle le revit avec transport. D'un autre côté, la bataille s'était engagée d'une manière générale entre les deux partis, et il y avait eu une mêlée des plus sanglantes. On ne se sépara qu'avec la nuit. Guiton, l'amiral rochelais, dont le navire avait été horriblement maltraité, s'était vu obligé de se retirer avant la fin de l'action. Quoique les huguenots eussent fait des pertes considérables, le résultat de la bataille du 27 octobre n'avait pas donné une entière victoire à Charles de Guise. Dès le lendemain, la mer étant calme, il donna ordre au général des galères d'arriver sur la flotte rochelaise dans la retraite qu'elle avait choisie. Macquin, vice-amiral huguenot, perdit la vie dans l'engagement qui eut lieu. Le soir du même jour, le marquis de Rouillac amena de Brouage huit vaisseaux de renfort au duc de Guise, qui arrêta une nouvelle et décisive attaque pour le 30 octobre ; mais une grande tempête, qui dura jusqu'au 6 novembre, l'empêcha d'exécuter son projet, et donna le temps d'arriver à la

nouvelle d'une paix signée avec les protestants, le 22 octobre, à Montpellier. Le duc, à cette nouvelle, envoya à l'amiral rochelais un tambour avec ce bref billet : « Le porteur saura si les ennemis ne veulent pas obéir à la paix que le roi leur a donnée; oui ou non. » Guiton, ayant répondu qu'il n'avait pas entendu parler d'accommodements, allait se voir présumablement écrasé par des forces infiniment supérieures aux siennes dans l'endroit où il s'était acculé avec sa flotte, quand heureusement une députation des habitants de La Rochelle vint apporter à Guise la reconnaissance de la paix que le duc de Rohan, au nom du parti, avait signée à Montpellier.

Il y avait peu de temps que la paix intérieure durait, et qu'on en profitait pour reprendre le travail d'abaissement de la maison d'Autriche et d'Espagne, quand les deux frères huguenots Rohan et Soubise, voyant les forces de l'État engagées dans une lutte étrangère, crurent le moment favorable pour relever l'étendard de leur parti. Pendant que le duc de Rohan, encouragé par la catholique Espagne, se chargeait de mener les affaires des protestants dans les provinces du Midi, le prince de Soubise devait s'occuper de croiser avec une escadre sur les côtes de Bretagne, de Saintonge et de Poitou. Il se saisit d'abord, au commencement de janvier 1625, de l'île de Ré, et, après y avoir armé plusieurs bâtiments sous le prétexte d'un voyage de long cours, il se présenta tout à coup, le 17 du même mois, devant le Blavet, où se trouvaient sept grands vaisseaux équipés par le duc de Nevers, qui avait un projet, du moins apparent, de croisade contre les Turcs, pour revendiquer l'héritage des empereurs grecs dont il était descendant. Soubise attaqua ces sept vaisseaux à l'improviste, entra le premier dedans l'épée à la main, et s'en rendit maître. Mais quand il voulut sortir du port, les vents contraires s'y opposèrent. Sur ces entrefaites, le duc de Vendôme, gouverneur de Bretagne, arriva avec 2,000 hommes, et l'assiégea dans le port du Blavet, dont la passe est fort longue et étroite. Au bout de trois semaines pourtant le vent changea; Soubise coupa à coups de hache la chaîne et

le câble qui fermaient le port, et en sortit avec ses prises, qu'il amena à l'île d'Oléron, de laquelle il se rendit maître. Soubise n'atteignit pas son but, qui était de débloquer La Rochelle; mais il entra, le 11 juin, avec une flotte considérable presque entièrement formée de ses captures, dans la Gironde; fit une descente dans le Médoc, et s'y empara de plusieurs places, que les troupes du roi lui firent bientôt abandonner. Les ravages auxquels il s'était livré causèrent, par de malheureuses représailles, le massacre de ses coreligionnaires à Bordeaux et à Toulouse. Le 6 juillet, Soubise obtint un succès naval, à l'aide d'une supercherie dont on aurait peine à lui faire honneur. La flotte du roi se composait à ce moment, en grande partie, de vaisseaux hollandais; il engagea secrètement ceux-ci, sous la promesse de réciprocité, à le ménager comme coreligionnaire; mais quand il crut l'instant favorable, il ne tint aucun compte de sa promesse, et tomba avec impétuosité sur toute la flotte du roi indistinctement. L'amiral de France, Henri II de Montmorenci, reçut ordre d'aller attaquer, avec une flotte de soixante-six vaisseaux, tant français que hollandais, celle des huguenots que Guiton commandait, pendant que Soubise défendait l'île de Ré contre une descente du duc de La Rochefoucauld, de Saint-Luc et de Saint-Bonnet de Toiras, qui fut aussi, par la suite, maréchal de France. L'amiral Montmorenci, qui devait occuper le centre de son armée navale, voulut combattre à bord de l'amiral hollandais, pour le forcer, par sa présence, à ne point ménager ses coreligionnaires. François Faucon, plus connu sous le nom de commandeur de Ris, menait l'avant-garde, monté sur une ramberge anglaise armée de vingt-quatre canons de fonte; de Manti avait l'arrière-garde. La bataille s'engagea d'une manière terrible. Les protestants, bien inférieurs par le nombre, et en général par la force de leurs vaisseaux, se défendirent avec un désespoir qui laissa longtemps la victoire en balance. Le vaisseau *la Vierge*, un de ceux que Soubise avait naguère enlevés dans le port du Blavet, et qui était resté aux huguenots, se trouva enveloppé par quatre vaisseaux de Montmorenci, qui tenaient à

honneur de le reprendre. C'étaient *le Harlem*, vaisseau hollandais, commandé par le chevalier de Villeneuve; *le Saint-Louis*, commandé par le chevalier de Razilli; *le Saint-François*, capitaine Kerquéser, baron de Jussé; et *l'Olonnais*, capitaine Veillon, des Sables-d'Olonne. Les quatre vaisseaux du roi s'attachèrent à *la Vierge*, l'abordèrent, et les quatre capitaines, suivis de leur monde, passèrent sur le pont, l'arme au poing. Les huguenots firent sauter le tillac; de ce premier coup, nombre d'hommes déjà perdirent la vie. Razilli gagna alors le second pont, où les huguenots étaient retirés ; mais, au même instant, ceux qu'il voulait forcer firent de ce pont comme du tillac; il sauta avec un monde considérable. Cinquante soldats nouveaux se précipitèrent alors dans les débris du vaisseau, que les huguenots, retranchés dans tous les coins, continuaient à défendre comme des lions. Cinq ou six matelots, entre lesquels les nommés Bernicard et Durand de l'île de Ré, se cantonnèrent en dernier retranchement au bas du château de poupe, dans le magasin des poudres. L'un d'eux ayant crié : « Donnez la vie, ou vous ne tenez rien ! » il fut répondu : « Point de quartier ! — Point de quartier, eh bien !... » Les matelots n'avaient point achevé, qu'un tonnerre épouvantable éclate par leurs mains; ils venaient de mettre la mèche à près de deux cent cinquante barils de poudre. Les quatre vaisseaux du roi avaient sauté avec le leur. Aux combattants des deux cultes, l'explosion avait fait un même trépas; le flot roula, confondus et méconnaissables, les membres noirs et brûlés que la poudre avait arrachés de leurs corps. De tous les hommes qui faisaient naguère partie des quatre vaisseaux du roi, il n'y eut que le capitaine Kerquéser du *Saint-François*, et un gentilhomme du bas Poitou, nommé Chaligni, qui échappèrent. Le premier gagna une chaloupe à la nage, le second fut tiré de l'eau par les rameurs d'un canot. Le flux poussa sur la côte près de sept cents cadavres. L'amiral Guiton, après la défaite de sa flotte, fit échouer son vaisseau qu'il lui était impossible de conserver, et se retira à La Rochelle sur un esquif. L'île de Ré fut soumise; Montmorenci fit une des-

cente à Oléron, qu'il reprit. Soubise passa en Angleterre. Une nouvelle paix fut signée, le 6 février 1626. Sa durée ne devait pas être plus longue que celle des précédentes.

Mais déjà un homme qui, sous une enveloppe débile, mûrissait une volonté plus énergique et persévérante que l'obstacle le plus grand; un de ces hommes si rares, qui savent soumettre et faire servir toutes leurs passions à une seule qui est leur but; un de ces génies politiques qui apparaissent de demi-siècle en demi-siècle dans l'histoire d'un peuple pour en transformer à leur gré tout le mouvement, un ministre souverain qui, pour toute justice, n'entendait qu'un mot, la grandeur du pays dont il était la tête : déjà Richelieu était l'âme du gouvernement. Dans la dictature monarchique dont il se fit investir, il n'oublia point la marine; car personne autant que lui dans le royaume n'avait encore senti son importance; sa pensée était que l'empire de la mer avait été offert par la nature à la France. Pour n'être point gêné dans ses projets, il retira au duc de Vendôme, sous prétexte de mécontentement, l'amirauté de Bretagne; racheta, en 1626, du duc de Montmorenci, la charge d'amiral de France et celle d'amiral de Guienne; les supprima l'une et l'autre, ainsi que les diverses vice-amirautés; puis créa pour lui-même la grande maîtrise et surintendance de la navigation et du commerce. Il divisa la marine en quatre escadres de vaisseaux, portant chacune le nom d'une province, à savoir : Bretagne, Guienne, Normandie et Provence, sans préjudice de l'escadre des galères de Marseille, où l'on entretint, mais à dater seulement de l'an 1636, une escadre de vaisseaux de haut bord. Un prévôt général de la marine et des armées navales du roi fut nommé, pour connaître des procès et jugements maritimes, des prises et faits de piraterie. Ces changements furent le signal d'une ère nouvelle dans la marine française.

CHAPITRE XIX.

De 1626 à 1643.

Le cardinal Richelieu, grand-maître de la navigation, surintendant du commerce de France. — Ses vues. — Il veut en finir avec les guerres civiles, pour que le royaume soit puissant à l'extérieur. — Il veut réduire définitivement La Rochelle, principal boulevard du parti protestant. — Ses représailles contre les Anglais qui avaient fait des provocations sur les côtes de Normandie et de Bretagne. — Flotte anglaise devant l'île de Ré. — Les Anglais font une descente dans l'île. — Le gouverneur Saint-Bonnet de Toiras s'enferme dans la citadelle de Saint-Martin-de-Ré. — Trait d'un soldat du régiment de Champagne. — Les Anglais chassés de Ré. — Siége ou plutôt blocus de La Rochelle. — La fameuse digue. — L'amiral Guiton, maire de La Rochelle. — Nouvelle flotte anglaise. — Trompeuses espérances qu'elle donne aux Rochelais; sa honteuse retraite. — Affreux état des Rochelais; leur énergie dans les tortures de la faim. — Troisième flotte anglaise; ses efforts impuissants. — Soumission de La Rochelle, après un siége de plus d'un an. — Richelieu se tourne contre l'Espagne et la maison d'Autriche. — Guerre contre l'empereur et le roi d'Espagne. — Les Impériaux en Picardie. — Les Français aux prises de tous côtés avec les forces de l'Empire et de l'Espagne. — Exploits maritimes de l'archevêque de Bordeaux. — Désastre de la flotte espagnole à Gattari. — Succès maritimes du marquis de Pontcourlai. — La Catalogne se donne à la France. — Echec de la flotte de l'archevêque. — Prise de Collioure. — Conquêtes du cardinal de Richelieu. — Sa mort et celle de Louis XIII. — Travaux maritimes sous le gouvernement de Richelieu. — Brest, Brouage, etc. — Commerce maritime. — Création d'une compagnie des Indes et de diverses autres compagnies. — Navigations et colonisations des Français. — Commencements de la flibuste.

Richelieu voulait donc la grandeur de la France, et pour cela, l'abaissement progressif et continu de la maison d'Autriche et d'Espagne, la répression de l'insolence anglaise, l'égalité du pavillon sur les mers. Sachant, comme il le disait, que les vieux titres à la domination maritime sont la force et non la raison, il ne demandait, selon les besoins de l'époque, pour arriver à ses fins en ce qui concernait la mer, que quarante bons vaisseaux ronds sur l'Océan et quarante galères dans la Méditerranée, se réservant d'ajouter, dans les cas urgents, les forces navales du commerce, qu'il secondait, qu'il encourageait de toutes manières, aux forces navales du roi. Ce que Richelieu demandait, nul doute qu'il ne l'ait bientôt obtenu. Mais ce qu'il lui fallait d'abord pour pouvoir disposer de tout l'élan de la France à l'extérieur, c'était la paix, l'unité à l'intérieur. Malavisés étaient les catholiques qui se rebellaient contre sa puissante volonté! On ne devait donc pas espérer que le cardinal-ministre aurait plus d'égards pour les

huguenots, qui cachaient à peine leur intention de fractionner la France en petites républiques. Richelieu décida donc qu'il en finirait, et au plus vite, avec le dedans, pour reporter bientôt plus à l'aise toute l'énergie de sa politique contre l'étranger. Il savait qu'avec La Rochelle les dernières espérances du parti huguenot crouleraient. Il arrêta le siége de La Rochelle; et, connaissant que les Anglais entretenaient des relations continuelles avec les habitants, il accepta franchement une guerre maritime avec l'Angleterre, malgré l'étroite alliance de famille de Charles Ier, souverain de ce royaume, avec Louis XIII. Il fit arrêter tout ce que les Anglais avaient d'effets en France, en représailles des actes d'hostilité qu'ils avaient commencés sur les côtes de Bretagne et de Normandie.

Deux îles importantes surtout par leur position, Ré et Oléron, bordent avec le continent les trois avenues maritimes, appelées pertuis, par lesquelles on arrive à La Rochelle. Entre l'île d'Oléron et les côtes de Saintonge se trouve le pertuis de Maumousson, le moins praticable des trois; entre l'île de Ré et la côte du bas Poitou se trouve le pertuis Breton; et enfin, entre les deux îles, se trouve le pertuis d'Antioche, la plus large avenue de La Rochelle et de l'Aunis. Le 11 juillet 1627, une flotte anglaise de quatre-vingt-dix voiles, commandée par le duc de Buckingham, ministre favori de Charles Ier, accompagné du prince de Soubise, parut devant l'île de Ré. Soubise se jeta dans une chaloupe, suivi de Saint-Blankard, gentilhomme du Languedoc, et de Becker, secrétaire de Buckingham, pour aller à La Rochelle savoir quelles étaient les intentions des habitants. On hésita un moment à les recevoir dans la ville; mais la vieille duchesse de Rohan, qui y faisait depuis quelque temps sa résidence, accourut à la porte Saint-Nicolas, embrassa tendrement Soubise, son fils, et, le prenant par la main, le fit entrer, malgré la faible opposition du maire Godefroi. La Rochelle était alors divisée en deux factions; l'une d'elles ne voyait pas sans amertume l'Angleterre se mêler de nouveau des querelles intestines de la France. Cependant la fac-

tion adverse, encouragée par la famille de Rohan, finit par l'emporter. Pendant ce temps, Buckingham faisait une attaque contre l'île de Ré, qui était défendue par son gouverneur, le brave Saint-Bonnet de Toiras. Après une lutte des plus meurtrières, les Anglais, bien supérieurs en nombre, parvinrent à opérer leur descente. Toiras s'enferma dans la citadelle de Saint-Martin-de-Ré, décidé à la défendre jusqu'à la dernière extrémité, pendant que, sur un autre point de l'île, le fort la Prée n'était pas moins bravement défendu.

A peine Richelieu fut-il informé de l'invasion de l'île de Ré, qu'il donna des ordres pour qu'on y portât des secours. Il fit équiper à Bayonne quinze pinasses, petits bâtiments à voiles et à rames, longs, étroits, légers, et qui étaient très propres à aborder les côtes. Elles eurent ordre de se rendre aux Sables-d'Olonne, où l'on faisait de grands amas de munitions pour être transportées à la citadelle de Saint-Martin ; en même temps, le cardinal faisait armer au Brouage, à Bordeaux, à Dieppe, à Saint-Malo et au Blavet, que l'on avait très bien fortifié depuis le commencement du règne de Louis XIII, et qui venait de changer définitivement son nom en celui de Port-Louis. Comme la conservation de l'île d'Oléron, sur laquelle on savait que les Anglais avaient des vues, était des plus nécessaires aussi à Richelieu pour ses projets sur La Rochelle, il y envoya des forces.

Cependant Toiras était assiégé depuis un mois dans sa citadelle, et la faim, plus forte encore que les armes, eût déjà amené tout autre que lui à une capitulation. Les communications lui manquaient pour faire connaître l'affreuse position à laquelle ses soldats en étaient réduits; les passages étaient si bien gardés par la flotte anglaise, qu'il n'y avait pas de sûreté à dépêcher le plus petit bâtiment. Montferrier, frère de Toiras, et qui, peu de jours après, fut tué d'un coup de canon, présenta au gouverneur trois soldats qui offraient de tenter à la nage le trajet de l'île au continent. Ils partent, côtoient d'abord le rivage de l'île depuis la citadelle Saint-Martin, abordent au fort la Prée, s'y reposent, et,

sur le soir, se jettent de nouveau à la nage. L'un se noie; le second sent ses forces défaillir, emploie ce qui lui en reste à se diriger vers un navire anglais où il se fait recevoir. Le troisième, nommé Pierre Lanier, soldat au régiment de Champagne et natif d'Aimet en Agenois, ne désespère pas; il reste encore longtemps exposé à la violence des flots, à la mousqueterie des vaisseaux anglais, à la poursuite d'une chaloupe qu'il n'évite qu'en plongeant plusieurs fois, aux morsures des poissons, et gagne enfin le continent. Son épuisement ne lui permettait pas de marcher; on le transporta au quartier de l'armée que déjà Richelieu avait fait rassembler à peu de distance de La Rochelle. Pierre Lanier avait sauvé Toiras et la citadelle de Saint-Martin, à laquelle une plus obstinée résistance allait enfin devenir impossible. Un grand convoi, commandé par Andouyns, gentilhomme de Bayonne, partit, le 7 octobre, des Sables-d'Olonne. Tous les efforts de la flotte anglaise ne purent l'empêcher d'arriver à sa destination; le vent, la marée, la nuit, vinrent en aide à la ruse et à l'habileté de ceux qui le conduisaient. La citadelle de Saint-Martin fut secourue de toutes manières; et, dès le lendemain, le fort de la Prée fut non moins heureusement ravitaillé par sept barques expédiées du continent.

L'armée royale s'approcha, au commencement d'août, de La Rochelle, et resserra cette place du côté de la terre. Richelieu offrit de dernières conditions de soumission aux Rochelais. Elles ne furent point acceptées. Les Rochelais ne gardèrent plus de mesures; l'amiral Jean Guiton, devenu leur maire, négocia, moyennant de certaines clauses conservatoires des libertés du pays d'Aunis, un traité d'union avec l'Angleterre. Un manifeste fut publié dans ce sens, et une députation des habitants de La Rochelle fut chargée d'aller complimenter le roi Charles Ier. Des secours furent à maintes reprises envoyés à Buckingham, qui était toujours occupé devant la cidatelle Saint-Martin-de-Ré.

Le 12 octobre, Louis XIII en personne arriva au camp devant La Rochelle; le cardinal Richelieu l'accompagnait. Ce ministre

donna des ordres pour qu'on tînt la ville bloquée, pendant qu'on irait chasser les Anglais de Ré. Une descente, confiée au général de Schomberg, fut opérée dans cette île, sous le canon et la mousqueterie des Anglais, qui, après plusieurs affaires de détails, furent contraints d'abandonner leurs tranchées, virent leurs corps de garde culbutés sur leurs redoutes, et se rembarquèrent en désordre, abandonnant leurs provisions, leurs malades et leurs blessés. Le duc de Buckingham, à qui son pays ne pardonna jamais la honte qu'il lui avait fait essuyer en cette circonstance, ramena sa flotte en Angleterre au mois de novembre 1627. Cette expédition avait coûté aux vaincus des sommes énormes et plus de six mille soldats.

Alors Richelieu fut tout entier aux travaux du siége de La Rochelle, ville que ses fortifications et le courage de ses habitants faisaient passer pour imprenable. Se proposant de la réduire moins par les armes que par la famine, il fit tracer autour de son enceinte des lignes de contrevallation. Pour empêcher la communication avec les secours qui pourraient venir d'outre-mer, il fut résolu, en attendant mieux, que l'on tiendrait continuellement une flotte dans les rades voisines, sous le commandement de Charles, duc de Guise. Puis Richelieu se décida pour un projet gigantesque.

Le port de La Rochelle ne possédait pas encore son bassin à flot, qui ne date que de 1770; mais la nature, avant cette troisième division, œuvre de l'art, l'avait déjà partagé en havre et avant-port. C'est cet avant-port, espèce de petit golfe précédant le havre qui s'allonge jusqu'au sein de la ville, que Richelieu ne recula point à barrer par une digue infranchissable, pour enfermer d'un côté les navires rochelais dans leur havre, et de l'autre défendre l'accès de la ville aux navires anglais. En un mot, il résolut d'emprisonner La Rochelle, malgré la fureur des flots, et sous les yeux mêmes des habitants. Un ingénieur italien, Pompée Targon, que le pape avait envoyé au cardinal, fut chargé d'abord d'exécuter ce grand travail; mais c'était un homme d'imagination plus que d'exécution. Ses premiers essais n'ayant pas réussi,

deux Français, Clément Metzeau, de Dreux, célèbre architecte, et Jean Thiriau, maître maçon de Paris, reçurent ordre d'exécuter la digue. Elle fut commencée le 30 novembre 1627, et devait se prolonger en ligne droite sur une étendue de sept cent quarante toises. Elle était encore peu avancée, lorsqu'une tempête en renversa une grande partie. L'ouvrage, qui présentait d'abord une surface presque verticale, fut repris sous la forme d'un plan incliné pour mieux résister aux coups impétueux des vagues. La prodigieuse masse qui devait former la digue ne fut pas uniforme. On y employa des pilotis, de la maçonnerie, et des vaisseaux chargés de matières pesantes. D'énormes quartiers de pierre de taille servirent d'assise au mur qui s'appuyait aux deux extrémités, et dont le milieu fut rempli de blocage et de gros moellons. Ensuite, on employa des coffrages de charpente dont l'intérieur fut chargé de pierres. De distance en distance furent posées des pièces de bois horizontales, reliées par des traverses qui s'entre-croisaient et soutenaient la construction par leur ensemble. Une file de pilotis de retenue assurait la fondation. Lorsque la profondeur des eaux ne permit plus de pousser le mur plus avant, cinquante-neuf navires, fortement attachés par des liens de fer et remplis de matériaux bien cimentés, furent coulés bas, puis mis au niveau du mur et couverts d'une immense quantité de pierres. Les deux branches de la digue, dans leur prolongement, laissaient place à un goulet ou petit passage de trente toises. A mesure qu'elles s'approchaient pour fermer cette ouverture, elles s'écartaient un peu de la ligne droite pour déborder l'une sur l'autre. Le goulet ne pouvait être ainsi enfilé tout droit, et il fallait faire un détour, ce qui rendait la passe plus difficile et dangereuse, si on se hasardait à la forcer. Mais pour la rendre impraticable aux tentatives les mieux combinées, on la flanqua de deux petites jetées s'avançant en forme de pattes de scorpion, et garnies de bouches à feu; puis l'intervalle des jetées fut hérissé de pieux disposés en quinconce et rendus immobiles par des pièces de bois assemblées sur leurs têtes. Dans cet entrelacement, on fit encore entrer des pièces de

bois en losange armées de pointes. Ce ne fut pas tout. Une chaîne appuyée sur des barques défendit l'entrée de la digue; trente-six bâtiments liés les uns aux autres formèrent un cordon : puis une estacade, composée de poutres réunies par des anneaux de fer et portée sur des tonneaux, enveloppa tous ces ouvrages. On voyait au-delà une rangée de navires, en forme d'angle saillant, fixés sur leurs ancres, et armés d'éperons ou de grosses perches posées en saillies sur la proue, à dessein d'écarter les brûlots; car tout avait été prévu. Une forêt de petites embarcations flottait en avant, munie de feux d'artifice. Enfin la digue était protégée par une nombreuse artillerie, et flanquée de deux forts à ses extrémités. Tel était ce fameux travail qui mura chez eux les habitants d'une puissante ville maritime, et qui a paru d'autant plus intéressant à décrire ici, qu'il fut considéré comme la merveille de l'art dans la première partie du dix-septième siècle. Fabert, qui fut élevé plus tard à la dignité de maréchal de France, et qui n'était encore que sergent-major au régiment de Rombure, commença à se signaler pendant la construction de la digue de La Rochelle, et surprit fort les ingénieurs par les conseils d'habile mécanicien qu'il leur donna. Les Rochelais essayèrent, mais vainement, à plusieurs reprises, de contrarier les travaux de la digue avec leurs navires; une foudroyante artillerie les forçait bientôt à rentrer dans leur havre.

Cependant, des forts ne cessaient pas de s'élever du côté de la terre contre La Rochelle. Jamais siége n'avait coûté de si immenses travaux; et si l'on y reconnaît le génie de Richelieu, on y voit aussi la grandeur et le courage de ceux qu'il avait à combattre. Quand l'hiver fit sentir ses rigueurs, Louis XIII quitta l'armée, et Richelieu en prit lui-même le commandement général, ayant pour lieutenants le duc d'Angoulême, et les maréchaux de Schomberg et de Bassompierre. L'armée était forte de trente mille hommes. C'était plutôt un blocus qu'un siége que Richelieu avait mis autour de La Rochelle. Comme il se complaisait dans tout ce qui semblait impossible à d'autres, il croyait que c'était pour lui

un plus beau triomphe de contraindre à la patience la fougue française que de l'envoyer à des assauts, et il pensait qu'après cette sévère discipline, cet ordre parfait, ce courage de sang-froid qu'il imposait à des soldats jusqu'alors renommés pour leur victorieuse furie, mais aussi pour leur découragement devant un trop long obstacle, il n'y aurait plus de puissance qui pût résister à la France. Chaque jour pourtant il resserrait davantage le blocus. La disette régnait déjà cruellement dans la place, où l'on attendait avec impatience qu'une nouvelle armée navale d'Angleterre vînt laver l'affront souffert par Buckingham à l'île de Ré, et apportât des secours de plus en plus pressants. Enfin le comte de Denbigh fit voile de Plymouth, avec une flotte de cinquante vaisseaux, et vingt barques chargées de vivres et de munitions, qui tiraient assez peu d'eau pour qu'on se flattât de leur faire passer le goulet. Au commencement de mai 1628, la nouvelle flotte d'Angleterre se présenta devant l'île de Ré. Le hardi capitaine Braigneau, celui-là même qui s'était signalé dans les dernières batailles navales des Rochelais, se trouvait sur les vaisseaux anglais; il mit à profit le vent et la marée, se confia à une petite chaloupe, évita tous les obstacles accumulés en avant de la digue, traversa le terrible goulet, et vint annoncer à ses compatriotes la nouvelle du puissant renfort qui leur arrivait. Les Rochelais parurent en ce moment oublier tous leurs maux; ils s'embrassaient : c'était un transport immense. Transport décevant! Denbigh n'eut pas le courage d'affronter, avec ses cinquante voiles, trente-huit vaisseaux français, ni les batteries disposées sur les deux rives par les ordres de Richelieu. Après avoir tiré, le 18 mai, quelques volées de canon contre l'estacade, sans produire le moindre effet, il remit à la voile pour l'Angleterre, laissant les malheureux Rochelais dans la stupeur d'une telle déception et d'une lâcheté qui excita par toute l'Angleterre un long cri d'indignation.

Les Rochelais pourtant ne parlaient pas de se rendre. Leur disette se changea en famine. Le pain et les autres provisions avaient disparu. Après les animaux domestiques, on se jeta

sur les bêtes, sur les reptiles les plus immondes. Ceux-ci manquant, la faim se précipita sur les herbes, même sur les plus malfaisantes. Beaucoup s'infiltrèrent ainsi dans les veines les principes du poison. Mais quand les ongles eurent gratté la terre pour en extraire jusqu'aux dernières racines, on s'en prit aux cuirs, aux peaux, aux parchemins. On les coupait en morceaux après les avoir macérés dans l'eau, puis on les faisait bouillir, jusqu'à ce qu'il en résultât une masse demi-liquide dont le sirop des raffineries était l'assaisonnement. Plus d'un avala ainsi ses titres de noblesse ou de bourgeoisie. C'était encore là mets de roi. A son tour il fit défaut. La paille, le son, furent la proie des bouches avides. Puis on se tourna vers les ossements auxquels tout à l'heure encore on n'aurait pas osé songer sans frémir. A ceux des animaux on mêla ceux des hommes; on les broya, on les réduisit en poussière; on en composa une espèce de pâte mêlée de bois en poudre et de plâtre pilé; et pendant l'horrible festin, on répétait d'un organe affaibli : « Honneur à ceux qui, « jusque dans leurs os desséchés, servent à la liberté de leurs « concitoyens, à la liberté de leur religion! » La tombe n'eut plus d'ombre ni de paix : on disputa aux vers et à la terre des cimetières les restes putrides des cadavres. Une femme, dans le noir accès de sa souffrance, alla jusqu'à se nourrir d'elle-même; elle mourut en se rongeant les bras. Et lorsque le maire Guiton apprenait que, les uns après les autres, les bourgeois de La Rochelle succombaient à la faim, il répondait seulement : « C'est assez « qu'il en reste un pour fermer les portes. »

La vieille duchesse de Rohan, qui jusqu'alors avait montré une résolution surprenante dans une femme accoutumée aux plus grandes aisances de la vie, et qui, à l'âge de soixante-dix ans, écrivait encore à ses fils pour leur rappeler la devise de Jeanne d'Albret : « *Paix assurée, victoire entière, ou mort honnête,* » fut réduite à écrire au roi pour lui demander la permission de sortir de la ville avec sa fille et deux cents femmes qui lui étaient attachées. Richelieu refusa la sortie à elle comme aux autres, avant la soumission.

Pendant ce temps, Soubise ne se lassait pas de solliciter en Angleterre le départ d'une troisième flotte. Le duc de Buckingham se disposait à partir, quand il fut assassiné. Ce fut le comte de Lindsey qui eut le commandement du dernier armement que firent les Anglais pour essayer de secourir les Rochelais. Sa flotte, composée de cent quarante voiles, et portant six mille hommes de troupes de débarquement, parut en vue de La Rochelle le 28 septembre 1628. Le prince de Soubise et le comte de Laval, frère du duc de La Trémouille, étaient à bord avec un grand nombre de réfugiés français. Le 29, l'amiral d'Angleterre vint échanger quelques canonnades avec les batteries françaises; le 30, il essaya, sans succès, de diriger des machines incendiaires contre la flotte du duc de Guise; le 5 octobre, il abandonna au vent et à la marée un vaisseau chargé d'une lourde maçonnerie sous laquelle étaient placés douze milliers de poudre, espérant qu'il ferait explosion tout contre l'estacade et la renverserait; mais ce vaisseau éclata sans causer de dommages. La flotte anglaise suivait cependant par un vent favorable; elle arriva jusqu'à l'estacade, contre laquelle son artillerie se perdit durant trois heures en impuissants efforts. Les Rochelais, spectateurs, du haut de leurs murailles, de ces infructueuses tentatives, attendaient avec d'inexprimables serrements de cœur l'instant où quelque trouée serait faite à la digue. Cet instant ne vint pas. La flotte anglaise tourna ses bordées contre la flotte française, qui lui riposta de manière à la dégoûter. Cinq mille coups de canon furent tirés dans cette action, qui ne coûta pas plus de vingt-huit hommes aux Français. Quoique les Anglais eussent l'avantage du vent, il n'osèrent aborder les vaisseaux de Charles de Guise. Le lendemain ils revinrent bien encore à la charge, mais avec moins de vigueur et d'ensemble, comme des gens découragés. Après avoir fait jouer leur artillerie pendant quatre heures, ils lancèrent contre la flotte française neuf brûlots que suivaient plusieurs de leurs vaisseaux pour en observer et en seconder l'effet; ces brûlots furent habilement détournés par des barques qui les accrochèrent. Depuis lors,

l'inaction des Anglais fut à peu près complète. Soubise et Laval insistaient pour qu'on fît une nouvelle tentative, qu'ils offraient de diriger eux-mêmes; mais l'amiral Lindsey jugea qu'il serait plus prudent à lui de regagner les ports d'Angleterre. Les Anglais se retirèrent définitivement, n'emportant de leurs trois expéditions navales que de la honte et des malédictions. Les infortunés Rochelais, et avec eux le terrible amiral et maire Guiton, qui s'était naguère encore écrié qu'il percerait d'un poignard quiconque parlerait de se rendre, perdirent la dernière lueur d'espérance. De trente mille personnes vigoureuses et vaillantes que la ville comptait au commencement du siége, il ne restait plus que cinq à six mille individus qui n'osaient se regarder les uns les autres sans un tressaillement de pitié et d'horreur. Dans un dernier conseil, il fut enfin résolu que l'on enverrait des députés au roi, qui était revenu au camp, ou plutôt à Richelieu. Ces députés furent amenés dans les carrosses de Bassompierre, faute d'assez de force pour pouvoir se traîner à quelques pas de la ville.

« La vie aux habitants, la jouissance de leurs biens, l'abolition de leur crime, et le libre exercice de leur religion; rien de plus. »

Telle fut la réponse de Richelieu. Il fallut bien s'en remettre à la clémence du vainqueur. Le siége avait duré plus d'un an. Le cardinal fut reçu dans La Rochelle le 30 octobre 1628. Il s'était fait suivre de plusieurs chariots de vivres. Le 1er novembre eut lieu l'entrée solennelle du roi, que précédait immédiatement son tout-puissant ministre. Guiton étant venu pour adresser une courte harangue, on lui dit de s'éloigner, qu'il n'était plus rien ici. La ville ressemblait à un vaste sépulcre ouvert; quelques spectres se traînaient dans les rues, en s'appuyant aux murailles, et, çà et là, tombaient à genoux par où passait le cortége du roi et du cardinal, en répétant d'une voix lente et lugubre ce seul mot: « Miséricorde! miséricorde! » Les vainqueurs ne pouvaient retenir leurs larmes; ils eussent pleuré sur une ville étrangère réduite à cet état; pouvaient-ils ne pas penser que c'étaient leurs com-

patriotes, leurs parents même quelquefois qu'ils avaient là sous les yeux ?

Cependant Richelieu avait dû céder à une cruelle, mais indispensable nécessité politique. Il avait fait, contre La Rochelle, au nom de l'unité du royaume de France, ce que, cent soixante-cinq ans plus tard, le comité de salut public devait faire contre Toulon, au nom de l'unité de la république française. Moins quelques-unes qui étaient du côté du port, les fortifications de La Rochelle furent rasées. Cette ville perdit tous ses priviléges, qui ne sauraient être comparés d'ailleurs aux libertés dont toutes les parties de la France indistinctement ont été mises depuis en possession. Les grands seigneurs du royaume, qui trop souvent étaient les incitateurs des révoltes, perdirent autant que les protestants à la chute de La Rochelle. C'était là qu'ils se retiraient quand ils étaient mécontents de la cour, flatteurs alors de la bourgeoisie, l'entraînant dans leurs besoins de vengeance, tout prêts, la plupart du temps, à la sacrifier ensuite. C'est ce qui avait fait dire à Bassompierre : « Vous verrez que nous aurons la sottise de « prendre La Rochelle. »

A peine la flotte anglaise s'était-elle retirée et la ville s'était-elle rendue, que la violence des vagues parvint à ouvrir la digue en un endroit, de manière à laisser place libre pour le passage d'un gros vaisseau. Ce dut être et ce fut un grand sujet de réflexions de l'un et de l'autre côté de la Manche.

Richelieu avait bien mesuré la portée de son coup. La prise de La Rochelle fut le signal de la cessation des hostilités ouvertes, non seulement du parti huguenot, mais encore de tout autre parti soulevé par les grands seigneurs mécontents. Le traité de paix d'Alais, le 28 juin 1629, qui remettait en grâce Rohan, Soubise, et les villes armées de Languedoc, Vivarais et Guienne, sous la condition de poser les armes, de raser les fortifications et de faire serment de fidélité au roi, finit la guerre des huguenots. La révolte armée n'eut plus de consistance. Le combat de Castelnaudari, au mois de septembre 1632, compléta la victoire de Richelieu sur les mécontents de

toute espèce. C'est à la suite de ce combat que le jeune, le beau, le brillant, le valeureux et infortuné maréchal Henri II de Montmorenci, lâchement sacrifié par Gaston d'Orléans, frère du roi, qui l'avait entraîné à la révolte, fut fait prisonnier, après avoir été atteint de dix blessures, puis jeté dans les prisons de Lectoure, puis emmené à Toulouse, où il fut jugé le 30 novembre 1632, et décapité le même jour. Il n'était encore que dans sa trente-septième année. Richelieu s'était montré bien sévère, Louis XIII bien cruellement flegmatique, Gaston d'Orléans bien méprisable dans cette fin tragique de celui qui avait été le dernier des amiraux de France. Richelieu n'eut plus à sévir que contre des individualités.

Depuis quatre ans déjà pourtant, il avait essayé contre l'extérieur les forces militaires du pays. On avait revu, en 1629, une armée française passer le mont Genèvre et entrer en Italie, pour assurer à un prince français, Charles de Nevers, la succession des deux duchés de Mantoue et de Montferrat. Une flotte provençale, sous les ordres du duc de Guise, avait secondé les mouvements de l'armée de terre. Une paix glorieuse avait été ensuite signée. La France venait de relever son influence en Italie, et une porte lui restait ouverte, par la cession qui lui avait été faite de Pignerol, pour y rentrer quand besoin serait. D'un autre côté, une alliance avait été contractée, en 1631, avec le célèbre roi de Suède Gustave-Adolphe, contre Ferdinand II d'Autriche, empereur d'Allemagne, qui alors opprimait les protestants; cette alliance achèverait au besoin de démontrer que Richelieu, dans ses traités comme dans ses guerres, mettait les intérêts politiques du pays au-dessus de tous autres et de ses propres sympathies. Après la mort de Gustave-Adolphe, le traité avec la Suède fut renouvelé le 15 avril 1633, à Heilbron; plusieurs des cercles d'Allemagne y entrèrent. Richelieu empêchait en même temps la Hollande d'entrer en accommodement avec le gouvernement austro-espagnol des Pays-Bas. Enfin le grand cardinal, après avoir concentré toutes les forces de la France, déclara, le 26 mai 1635, une guerre ouverte à la maison

d'Autriche, tant dans les Pays-Bas et l'Allemagne qu'en Espagne et en Italie. Une flotte espagnole de vingt-deux galères, cinq vaisseaux ronds et autres bâtiments, commandée par le duc de Fernandinez et le marquis de Santa-Cruz, vint attaquer, près des côtes de Provence, les petites îles de Lerins, Sainte-Marguerite et Saint-Honorat, qui servaient de pieuse retraite à des religieux de l'ordre de Saint-Benoît, et que, pour cette raison, l'on avait négligé de garantir. Les Espagnols s'en emparèrent sans coup férir, et, par les redoutables fortifications qu'ils s'empressèrent d'y élever, ne tardèrent pas à en faire comprendre l'importance. L'année suivante, une armée ennemie, forte de plus de trente mille hommes, entra dans la province maritime de Picardie, y jeta d'abord une grande terreur qui se répandit jusqu'à Paris, et s'y empara de plusieurs places; mais après ce premier moment de surprise, elle fut repoussée et rejetée des points qu'elle occupait. Richelieu en profita pour pousser activement la guerre en Italie et soutenir vigoureusement le choc du côté de l'Espagne. La Méditerranée devint alors le théâtre de plusieurs événements considérables.

A cette époque, les prélats jouaient un grand rôle dans la marine de France; car le clergé du pays, s'inspirant de son prince le plus éminent, semblait revenu aux premiers temps du moyen âge, où les mêmes mains qui bénissaient et qui portaient la crosse faisaient le geste du commandement militaire et portaient bravement la lance. Le plus étrange de ces personnages, déjà célèbre par ses querelles avec le duc d'Épernon, gouverneur de Guienne, était Henri d'Escoubleau de Sourdis, archevêque de Bordeaux. Il avait accompagné naguère Richelieu à La Rochelle, et avait eu, pendant le siége, l'intendance de l'armée et la direction des vivres. Depuis, il s'était senti entraîné, autant par ses penchants que par son désir de plaire au cardinal, vers la marine; il en avait fait une étude théorique qu'il était prêt à mettre en pratique. Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, ayant été choisi, en 1636, pour lieutenant général de la flotte chargée d'aller reprendre les

îles Lerins aux Espagnols, Sourdis, archevêque de Bordeaux, lui fut adjoint comme chef du conseil de marine et comme intendant général. De Beauvau, évêque de Nantes, fut, de son côté, revêtu des mêmes charges sur les galères de la mer du Levant, qui avaient alors pour général le marquis de Pontcourlai, neveu du cardinal-ministre. L'évêque de Nantes eut ordre de se rendre en Provence, et de faire arrêter tous les vaisseaux, tant français qu'étrangers, qu'il jugerait propres à être équipés en guerre, pour les joindre à ceux que l'archevêque amènerait de l'Océan. La flotte de l'Océan ou du Ponant, réunie à la rade de Saint-Martin-de-Ré, et divisée en trois escadres, de Bretagne, de Normandie et de Guienne, se composait de trente-huit vaisseaux de guerre, sans compter les brûlots, les flûtes et les frégates, alors petits navires à rames, avec ou sans pont, qui servaient surtout à aller à la découverte. Cette flotte passa le détroit sans obstacle, sous la conduite du comte d'Harcourt, accompagné de l'archevêque, au mois de juillet 1636, et fut jointe près des îles d'Hyères par douze galères et treize gros vaisseaux de Provence. Des mésintelligences empêchèrent qu'elle n'en vînt à son but cette année. Le comte d'Harcourt eut occasion d'offrir une fois la bataille à la flotte ennemie, qui la refusa, quoique, paraissant en pourpoint sur le pont de son vaisseau amiral, et faisant un grand bruit de toute son artillerie, il la défiât de toutes manières. Pour s'occuper, il alla faire une descente dans l'île de Sardaigne, qu'il mit à contribution et dont il ravagea les côtes.

L'année suivante, le comte d'Harcourt et l'archevêque, avec leur flotte, se mirent en devoir de reprendre les îles Lerins. Les Espagnols les avaient tellement fortifiées, que, selon les expressions d'un savant auteur du temps, il n'y avait pas un espace ou une motte de terre où il n'y eût citadelle, retranchements, redoutes ou fossés. Aussi semblaient-elles imprenables à ceux qui les occupaient. Les vaisseaux français s'étant approchés, le 24 mars 1637, jusqu'à portée de pistolet, de l'île Sainte-Marguerite, la plus forte des deux, abattirent d'abord à coups de canon une

partie des dehors et des retranchements ennemis, firent brèche à deux des forts, et le débarquement commença. Quantité de bateaux chargés d'infanterie allèrent hardiment s'échouer sous le feu des canons et de la mousqueterie; alors on vit les soldats se logeant sur la proue de leur bateau, tirer sans cesse et favoriser la descente des enfants perdus, qui les uns dressaient leurs échelles, les autres jetaient un pont volant; ceux-ci gravissaient sur la falaise; ceux-là, ayant déjà gravi, tendaient une main à leurs compagnons et combattaient de l'autre. Ce n'étaient que planches, madriers, hottes pleines de terre que chacun portait. Pendant que les derniers, parvenus sur les remparts démantelés, se rallient et se tiennent en armes, ceux qui les ont précédés font à la hâte un logement avec des tonneaux, des sacs de sable, des fascines et autres objets semblables qu'ils ont montés. Tout le monde fait son devoir. Les Espagnols sont obligés, dans la journée même du débarquement, d'abandonner deux de leurs principales positions dans l'île Sainte-Marguerite. Les Français employèrent eux-mêmes le reste du mois de mars à se retrancher dans la partie qu'ils avaient reconquise pour qu'aucun événement ne les en pût venir déloger. Au commencement d'avril, Pontcourlai arriva avec six galères. Les attaques furent reprises avec vigueur. L'archevêque luttait de courage et d'habileté avec le comte d'Harcourt. Durant une trêve de deux heures, qui fut convenue pour enlever les morts de part et d'autre, le commandant espagnol ayant convié les seigneurs français à boire à la santé des rois des deux nations en guerre, le marquis de Janson, avec quelques-uns de ses amis, accepta l'offre courtoise; puis le combat recommença de plus belle. Quinze galères d'Espagne parurent, mais n'osèrent s'approcher à portée du canon de la flotte française qui leur interdit l'approche des îles. Les Espagnols, après avoir défendu leurs fortifications pierre par pierre, capitulèrent, et rendirent Sainte-Marguerite le 12 mai. Le jour suivant, de Manti, faisant fonctions de vice-amiral, et le commandeur de Goutes, à la tête des vaisseaux ronds, assistés des six galères de Pontcourlai, battirent de tous

leurs canons l'île Saint-Honorat, dont la garnison ennemie capitula à son tour au bout de vingt-quatre heures. Le 15 mai 1637, il ne restait plus un seul Espagnol aux îles Lerins. Il revint beaucoup de gloire au comte d'Harcourt, et surtout à l'archevêque, de cette expédition, qui fit apparaître pour la première fois dans l'histoire le grand nom du Dieppois Abraham Duquesne. Il était alors âgé de vingt ans, et avait le grade de capitaine de vaisseau. Pendant qu'il était au siége de Sainte-Marguerite, il apprit que son père, brave officier de marine aussi, venait d'être tué à bord de son vaisseau par les Espagnols, en escortant un convoi de Suède en France; Abraham Duquesne jura, de ce jour, une haine implacable à ceux qui lui avaient enlevé ce cher objet de sa piété filiale qui avait dirigé sa jeunesse et deviné son avenir.

L'année suivante, 1638, Richelieu donna des ordres pour qu'une armée française entrât en Espagne par le pas de Béhobie, et pour qu'une flotte puissante en secondât les opérations. L'archevêque de Bordeaux fut choisi pour commander l'armée navale; mais, quelque diligence qu'il mît à la rassembler, il n'en put venir à bout assez tôt pour l'utilité des troupes de terre. Le rendez-vous était à l'île de Ré, où l'archevêque attendait à la fois l'escadre de la Méditerranée et des vaisseaux de Hollande pour les joindre aux forces qu'il avait déjà. En attendant son départ, l'archevêque détacha sept gros vaisseaux, sous la conduite du sieur de Treillebois, pour aller porter aide à l'armée de terre qui venait de s'emparer du bourg et du port du Passage en Biscaye, avec plusieurs galions et autres navires qui s'y trouvaient. Le 29 juillet, le gros de la flotte, fort de trente-quatre autres vaisseaux, appareilla de Ré, entra bientôt dans le golfe de Gascogne, débarqua deux mille hommes au Passage pour en garder le port et le bourg, et emmena quatre des galions pris à l'ennemi après avoir sacrifié le reste. Le 11 août arriva l'arrière-garde forte de onze vaisseaux; et le 13 seulement parut, aux cris d'admiration, aux applaudissements de toute la flotte, le superbe vaisseau *la Couronne*, portant le vice-amiral de Razilli. De mémoire d'homme, on n'avait rien

vu de comparable. Ce vaisseau, dont on parla longtemps, que beaucoup d'auteurs contemporains ont célébré, et que l'on vint visiter de tous les pays voisins, avait été construit à la Roche-Bernard, en Bretagne, par un Dieppois nommé Charles Morien. Sa quille seule avait cent vingt pieds de long, et chacun se disait avec admiration que les salles et galeries du Louvre lui cédaient en largeur. La hauteur de son grand mât était de deux cent seize pieds, y compris les mâts de hune et de perroquet avec le bâton de pavillon. Le pavillon splendide n'avait pas coûté moins de 14,000 écus, somme incroyable, surtout si l'on se reporte à l'époque. La maîtresse ancre pesait quatre mille huit cent cinquante-cinq livres. Le corps du vaisseau lui-même était estimé peser quatre millions de livres et pouvoir en porter autant. Dans les deux jets de voiles dont il était assorti, il entrait six mille aunes de toile. Comme on avait reconnu l'inconvénient de trop rapprocher les canons les uns des autres, et l'impossibilité où l'on était dans ce cas de les tirer tous à la fois, on n'avait percé *la Couronne* que de soixante et douze embrasures de bouches à feu, distantes de onze pieds les unes des autres. Ce qui surprenait surtout dans ce bel édifice flottant, c'est que son énorme volume ne l'empêchait pas d'être un des meilleurs voiliers qui jamais se fût vu. Cinq cents matelots d'élite le montaient, outre les pilotes, maîtres d'équipages et autres préposés.

La flotte française, quand toutes ses forces furent réunies, se trouva composée de quarante-quatre galions d'une grandeur de trois cents à deux mille tonneaux, de deux bonnes pataches, de plusieurs brûlots, flûtes et frégates telles qu'elles étaient alors, en tout soixante-quatre voiles. Elle se rendit incontinent devant Fontarabie dont l'armée de terre faisait depuis quelque temps le siége. On en détacha d'abord une petite escadre pour conduire à La Rochelle, dans le but de les y équiper, les prises faites au port du Passage; puis huit gros vaisseaux, quelques flûtes et deux brûlots, pour tenir la mer sous les ordres du chevalier de Montigni, remplissant les fonctions de contre-

amiral dans l'armée navale. Montigni était chargé de ne rien laisser sortir de Saint-Sébastien, place voisine de Fontarabie, et d'approcher le plus près qu'il pourrait de Gatari pour en sonder la rade et reconnaître si la flotte, dans le cas où cela serait nécessaire, y aurait un mouillage convenable. Cet officier, renommé par son courage et son expérience, ayant découvert à son ouest quatorze galions et quatorze frégates d'Espagne poussés d'un bon vent et marchant de front en bel ordre, en donna aussitôt avis par un coup de canon à tous les navires de son escadre qui se tenaient un peu éloignés les uns des autres pour faciliter leurs découvertes, et en même temps dépêcha une patache à l'archevêque. L'amiral espagnol, don Lopez, ne chercha point à combattre l'escadre de Montigni et alla se ranger dans la rade de Gatari. L'archevêque, aussitôt qu'il en eut avis, tint un conseil où tous les capitaines assistèrent, et parmi eux Abraham Duquesne et le fameux chevalier Paul; il pourvut à la garde du canal de Fontarabie, dont il remit la surveillance à de l'Aunai Razilli, faisant fonctions de vice-amiral, et partit en personne, avec seulement dix de ses meilleurs vaisseaux et cinq brûlots, pour aller attaquer la flotte espagnole dans la rade où elle s'était fortifiée. Après avoir eu à essuyer quelques jours de temps contraire, il arriva à peu de distance de Gatari. Le capitaine Giron, l'un des plus expérimentés hommes de mer du temps et qui était célèbre par ses voyages au long cours, monta sur un chétif brigantin, et, en cet équipage, osa donner la chasse aux pinasses et chaloupes de l'ennemi. Cependant l'amiral espagnol, dont les gros galions étaient protégés par les batteries de la côte qui commandaient toute la rade, se croyait inattaquable, et les matelots de sa flotte défiaient et insultaient par mille sifflements, gestes, brocards et moqueries, ceux de la flotte française qui rongeaient leur frein, d'autant plus tristes et mornes qu'il ne leur venait pas le moindre vent en aide. Tout à coup voilà qu'un frais inespéré souffle de la mer; quelques ondes blanchissent au loin, la houle croît, et fait rouler avec majesté les vaisseaux de l'archevêque; le vent semble assurer la victoire. D'un commun

avis, l'attaque est décidée; chacun se rend à son bord; la joie rayonne sur tous les visages, personne ne songe à dîner, quoiqu'il soit onze heures. Les prières à Dieu étant faites et les ordres donnés, on vit aussitôt *l'Europe*, l'un des meilleurs voiliers de la flotte, qui portait Montigni, *la Licorne*, capitaine de Cangé, *le Signe*, capitaine de Chastellux, *le Coq*, capitaine du Mé, *la Vierge*, capitaine de Casenac, et *la Fortune*, capitaine La Chesnaye, s'avancer si près des galions espagnols que, du mousquet, ils pouvaient choisir leur ennemi. Suivirent cinq brûlots commandés par les capitaines Mata, Molé, Collo, Bruyé, Jamin et Vidault, soutenus des chevaliers Paul, de Senantes, Linières, Garnier et de Boisjoli, ayant derrière eux le chevalier de Conflans, le baron de Macé, et Duquesne, pour donner assistance à ceux qui en auraient besoin, le lieu étant si étroit qu'il était impossible de combattre de front en plus grand nombre. *L'Europe* ayant lâché sa bordée, les autres l'imitèrent pendant que l'artillerie des vaisseaux ennemis et les batteries de la côte leur répondaient. Il y avait un demi-quart d'heure que ce tonnerre faisait entendre son fracas au milieu d'une fumée si épaisse qu'elle empêchait de se voir, quand un vent d'arrière porta dans la flotte espagnole deux brûlots. Ceux-ci, pour s'attacher à elle, n'eurent pas besoin de beaucoup d'efforts de la part des gens qui les conduisaient et qui purent se retirer promptement dans leurs chaloupes après avoir jeté les grappins et allumé leurs artifices. Le feu sort à grosses bouffées par tous les sabords de ces brûlots, saisit les galions d'Espagne, s'attache à la proue, gagne les cordages, et en un instant les environne de flammes. Un cri lamentable et plein d'horreur s'élève des vaisseaux embrasés, tandis qu'une consternation universelle s'empare de la foule qui bordait les rivages voisins. L'horreur redouble : un troisième, un quatrième, un cinquième brûlot, arrivant l'un après l'autre, allument d'autres feux et changent toute la flotte espagnole en une forêt qui brûle, sans laisser sur elle, à qui que ce soit, l'espoir du salut. Les bouffées de flamme sautaient souvent de fort loin d'un bord à l'autre; d'autres fois elles s'élevaient jusqu'au sommet des mâts,

et alors les pavillons et les mâts de huniers, tombant dru et menu, imitaient véritablement le fracas d'une forêt violemment agitée par la tempête. Les soutes à poudre éclatent, font sauter ponts et tillacs, avec un bruit inexprimable, et portent jusqu'au ciel des fumées de toutes couleurs. Spectacle déchirant, même pour les vainqueurs! Les infortunés Espagnols courent éperdus de proue à poupe, criant, hurlant, sous la pluie de charbon de feu qui leur tombe d'en haut avec des pièces de voiles en lambeaux, tandis que la mitraille et les boulets les poursuivent encore. Leur propre canon s'allume et foudroie ceux qui essayent de les secourir. La plupart sont jetés en l'air, et, à moitié brûlés, retombent dans les eaux pour y être étouffés. Trois mille soldats de choix périrent, et presque tous de cette cruelle manière. Le galion amiral, sur lequel se trouvait le brave don Lopez, était encore sain et entier à l'abri d'une montagne, faisant jouer son artillerie et se défendant avec acharnement contre le vaisseau *la Vierge*, capitaine de Casenac, quand, au frémissement de la foule qui, sur le rivage, tantôt levait ses mains vers les cieux, tantôt les abaissait sur ses genoux et exprimait ses tortures intérieures de mille façons, on vit un nouveau brûlot, commandé par le sieur des Jardins de Brouage, se diriger, d'après l'ordre de l'archevêque, sur ce seul reste à peu près d'une flotte naguère si majestueuse. Le brûlot, battu à la fois de l'artillerie des vaisseaux de don Lopez et de celle de la côte, se trouva d'abord fort en peine; il eut son gouvernail coupé. Des Jardins, désespérant de pouvoir aborder l'amiral espagnol et de lui jeter le grappin, met le feu à sa propre chaloupe, la confiant au vent qui la pousse près d'une barque ennemie qu'elle embrase. Celle-ci était voisine de l'amiral, qui bientôt jette des flammes, sans qu'on sache positivement si elles sont causées par le brûlot de des Jardins ou par les bordées toujours bien nourries du vaisseau de Casenac. Le feu du galion de don Lopez s'étend à tout ce qui l'environne; de la mer, l'incendie passe sur la terre; il gagne une grande partie de la ville prochaine; la montagne sous laquelle l'amiral ennemi s'abritait s'allume comme un volcan. Elle brûlait depuis six

heures déjà, que le feu, irrité par les eaux onctueuses de la mer, s'acharnait encore jusque sur la quille des vaisseaux et ne faisait plus d'eux en totalité que des tisons qui couvrirent les flots et portèrent à plus de dix lieues de là des témoignages de ce désastre[1]. Le capitaine Chastellux, du vaisseau français *le Signe*, s'était héroïquement comporté dans cette bataille, où on avait vu les vaincus se conduire eux-mêmes en héros, et parfois, en tombant, s'envelopper dans leurs pavillons en guise de suaires. Le chevalier Paul, l'un des plus grands marins de ce temps, ne s'était pas moins signalé. Duquesne avait fait ici, comme auparavant, comme depuis, comme toujours, exploits et merveilles. Telle fut cette importante affaire du 22 août 1638 en rade de Gatari ou Guetaria, en Biscaye. La mésintelligence qui régnait entre les chefs de l'armée française empêcha que cette victoire navale n'eût les suites qu'on était en droit d'en attendre. Le siége de Fontarabie fut levé, et l'Espagne momentanément évacuée, plus encore par le fait de cette mésintelligence que par le fait de l'ennemi, qui s'en servit pour achever le désordre et la confusion qu'elle jetait dans l'armée française. L'archevêque se retira avec sa flotte, côtoyant l'Espagne et prêt à balayer toute escadre qui ferait montre de vouloir l'inquiéter. En ce qui concernait l'Angleterre, il lui était enjoint, s'il faisait rencontre d'une armée navale de cet État, de passer sans la saluer, comme sans exiger le salut, et de lui livrer combat plutôt que de baisser pavillon devant elle.

Richelieu ne voulant point enlever à l'Océan, où elle pouvait redevenir d'un moment à l'autre utile, la flotte de l'archevêque, donna des ordres pour qu'une autre flotte de quinze galères, dix-huit vaisseaux ronds et trois brûlots, se tînt continuellement dans la Méditerranée, pour interrompre les communications entre l'Espagne et l'Italie, où la guerre se poursuivait toujours, et aussi pour châtier les corsaires algériens et tunisiens qui, mettant à

[1] Le savant auteur de l'*Hydrographie*, Georges Fournier, de la compagnie de Jésus, était présent à ce combat, sur les vaisseaux français, en qualité d'aumônier, et dit qu'il se servit des débris de la flotte espagnole pour crayonner.

profit les divisions des puissances chrétiennes, ne connaissaient plus de bornes à leur insolence et à leurs déprédations. Richelieu donna le commandement des vaisseaux ronds sur la Méditerranée au comte d'Harcourt, et, à cette occasion, fit un règlement pour fixer les droits et prérogatives, tant du lieutenant général des flottes, dignité qu'il avait créée sur mer, que du général des galères dont la charge avait été conservée lors de la suppression de l'amirauté de France. Ce règlement portait, entre autres choses, que dans toutes les armées navales du roi composées de navires, vaisseaux et galères ensemble, lorsque le grand-maître de la navigation n'y pourrait être en personne, le commandement serait dévolu au général des galères, à moins que le lieutenant général pour le grand-maître n'eût commission expresse de suppléer celui-ci; que si les galères se retiraient par événement de la flotte, le commandement suprême reviendrait au lieutenant général du grand-maître, quand bien même le général des galères serait resté auprès de lui; et qu'enfin le lieutenant général commanderait tous vaisseaux ronds et galères indistinctement en l'absence du général des galères. En cette circonstance, le comte d'Harcourt ayant reçu commission de suppléer le grand-maître qui lui déléguait ses pouvoirs, le général des galères parut peu satisfait d'avoir le second rang, et montra d'abord peu d'empressement à obéir. Ses lenteurs empêchèrent la mise à exécution d'un projet d'attaque conçu par Richelieu contre les États barbaresques de la côte nord de l'Afrique. Mais le cardinal reprocha si vivement à Pontcourlai, tout son neveu qu'il était, son peu d'activité en cette occasion, que celui-ci eut hâte de rentrer en grâce par quelque grand exploit naval. Pendant que le comte d'Harcourt, se tenant depuis quelque temps aux îles d'Hyères, avec ses vaisseaux ronds, formait le dessein d'aller surprendre sur leurs ancres vingt-huit vaisseaux espagnols sortis du Port-Mahon pour se rendre à Barcelonne, et s'en trouvait empêché par les vents contraires, Pontcourlai eut avis que quinze galères d'Espagne et de Sicile étaient passées en Italie, chargées de trois mille cinq cents

soldats d'élite. Il résolut de les suivre, partit, le 26 août 1638, du golfe de Saint-Tropez, et fut forcé de relâcher à Villa-Franca, où il apprit que les galères qu'il cherchait étaient dans le port de Vado, n'ayant point déposé leur infanterie à terre. Pontcourlai, qui avait d'abord eu le projet d'une attaque par surprise, se voyant découvert, cingla ouvertement sur l'ennemi, qui sortit du port de Vado en ordre de bataille et qui alla se placer entre ce port et Savone. La nuit approchait; Pontcourlai remit son attaque au lendemain, 1er septembre. Les deux armées navales se tinrent jusqu'à la pointe du jour sous les armes et prêtes à combattre. Les galères de France firent alors voile vers Gênes pour gagner le vent. Celles d'Espagne et des Siciles firent, dans le même but, une manœuvre analogue, et l'on passa ainsi trois heures à se disputer le vent, en présence d'une multitude de curieux accourus sur la côte. Les deux escadres, toujours tirant vers Gênes, se trouvèrent enfin à la portée du mousquet. Le nombre des galères était égal de part et d'autre, et de part et d'autre elles étaient disposées de la même manière : quatorze contre quatorze, partagées en deux divisions de chaque côté, et ayant en plus leur capitaine au milieu d'elles. Chacun pouvait choisir son adversaire. *La Guisarde*, galère-capitane de France, sur laquelle était Pontcourlai qui n'agissait pas moins de la main que de l'esprit, ayant abordé la capitane ennemie, ne fit jouer son canon qu'à la portée du pistolet; mais ce fut avec tant d'adresse que, du premier coup, celle-ci eut toutes ses pièces démontées et tous ses artilleurs tués. Pendant que la capitane française avait l'éperon enferré dans celui de la capitane hispano-sicilienne, les autres galères des deux escadres s'engageaient les unes contre les autres. *La Vince-Guerre* aborda et emporta une galère ennemie. *La Patronne de France* prit *la Patronne de Sicile*, mais non sans avoir perdu son vieux et vaillant capitaine de Montolieu qui, depuis quarante ans, tenait la mer. *La Cardinale* enleva *la Patronne réale d'Espagne*. Cette conquête lui avait aussi coûté bien cher; *la Cardinale* avait vu tomber pour ne plus se relever son capitaine des Roches, son lieu-

tenant et presque tous ses officiers; un volontaire, le jeune chevalier de Margallet, avait été réduit à les remplacer, et s'en était dignement et valeureusement acquitté. *La Richelieu*, plus heureuse, ne perdit que son lieutenant, en prenant *la Saint-Francisque* à l'ennemi. Sur *l'Aiguebonne*, une mort eut lieu, déplorable entre toutes : pendant que cette galère était aux prises avec *la Sainte-Marie-d'Espagne*, le jeune baron de La Garde, petit-fils de l'illustre général des flottes de François Ier et de ses trois successeurs, et qui déjà marchait à grands pas sur les traces de son aïeul, fut tué en s'élançant à l'abordage. *La Sainte-Marie-d'Espagne* fut néanmoins emportée. Comme une compensation douloureuse de ces glorieuses captures, *la Valbelle*, que commandait le digne capitaine en cheveux blancs dont elle avait pris le nom, après avoir pris ou coulé plusieurs galères ennemies, fut abordée de quatre côtés à la fois, et prise enfin après la mort sublime de son maître qui, atteint de douze coups de feu, s'était fait attacher à son mât pour continuer à donner ses ordres. Les Français avaient l'avantage, mais leur victoire n'était pas assurée; les deux capitanes, par le triomphe ou par la ruine de l'une d'elles, devaient fixer définitivement le sort des armes. Elles se battaient toujours, depuis plus d'une heure que Pontcourlai avait commencé l'abordage. Leurs ponts étaient couverts de blessés et de morts. Au nombre de ces derniers, on comptait parmi les Français beaucoup de personnages de marque, entre autres le sieur de Querville, capitaine au régiment des galères, qui s'était distingué à la prise des îles Lerins, et surtout le chevalier de Félix Luxembourg, qui commandait à la proue, et qui, nonobstant ses blessures, s'était tenu ferme à son poste jusqu'à ce que, peu à peu, perdant ses forces avec son sang, il se fit soutenir par deux Turcs de la chiourme, et expira en commandant encore. Pontcourlai et don Rodriguez de Velasquez, qui remplissait la charge de général des galères à bord de la capitane ennemie, se cherchaient et se mesuraient dans la mêlée, reconnaissant que, de leur mort à l'un ou à l'autre, dépendait l'issue du combat.

Six fois don Rodriguez se présenta l'épée à la main en face de Pontcourlai, et six fois la victoire demeura incertaine. Enfin Rodriguez reçut un coup qui lui fit rendre l'âme. La victoire était dès lors à Pontcourlai et aux Français. Les ennemis, voyant l'étendard de France arboré sur la capitane d'Espagne, s'échappèrent en désordre vers Gênes, emmenant trois galères françaises, mais en laissant six des leurs à la place. Pontcourlai revint triomphant à Marseille, le 13 octobre 1638; les six galères de l'escadre hispano-sicilienne, dont il s'était rendu maître, suivaient en état de captives, avec leurs bannières, guidons et étendards traînants, tandis qu'au contraire l'escadre victorieuse était pavoisée de bas en haut, et avait revêtu toutes ses parures de fête. Dans ce glorieux combat, les hommes de la chiourme, malheureux forçats qui ramaient sur les galères dont ils empruntaient leur nom de *galériens*, avaient pris une part généreuse et inattendue à l'action. Au fort de l'abordage, on en avait vu s'agiter dans leurs chaînes, se dresser sur leurs fers et battre de leurs avirons les Espagnols et les Napolitains. Ah! c'est que ces hommes à la tête entièrement rasée, enchaînés la plupart du temps tout nus et six par six à leur banc, tandis que, pour la manœuvre de la galère, il leur fallait, dix, douze et jusqu'à vingt heures durant, pousser le lourd aviron, allonger tous les muscles de leur corps; ces hommes qui pour toute boisson avaient de l'eau; qui pour toute nourriture recevaient trois onces de biscuit par jour, et de deux jours l'un seulement une soupe de trois onces de fèves cuites avec un quart d'once d'huile, de peur que, comme on fait des chevaux dressés à la course, trop d'aliments ne nuisissent à leur agilité; ah! c'est que ces infortunés qui tombaient pâmés sur leur banc de misère, et dont les *comites* ou maîtres de chiourme essayaient de relever la défaillance à coups de fouet jusqu'à ce que mort s'ensuivît, et qu'ils ne fussent plus bons qu'à être jetés à la mer sans autre cérémonie; c'est que ces victimes de temps encore à demi barbares et toujours si peu à regretter lorsqu'on les examine à fond, n'étaient pas tous, à beaucoup près, des criminels comme on

pourrait l'imaginer aujourd'hui, et que leur cœur, impossible souvent à dépraver, même par l'esclavage le plus odieux, leur rappelait sans cesse ce qu'ils avaient été et les rendait parfois, dans l'ardeur du combat, à toute l'énergie de l'homme libre. Le crime de beaucoup de ces galériens avait été uniquement dans leur religion, et combien ne devaient pas ceux-là se sentir prêts à frapper de la seule arme qui leur restât les Espagnols et les Siciliens fanatiques! Ici c'étaient des Turcs et des Maures; quant à eux, ils étaient simplement punis de la peine du talion; les chrétiens faisaient de leurs prisonniers mahométans ce que les mahométans faisaient de leurs prisonniers chrétiens. Mais là se trouvaient encore de pauvres Français protestants, condamnés pour hérésie, et qui, n'étant pas de race noble ou riche, avaient été tout d'abord jetés dans la chiourme, puis oubliés dans les traités entre les grands seigneurs. Il y en avait eu, et un grand nombre, sous les règnes des prédécesseurs de Henri IV; nul doute qu'il n'y en ait eu sous Louis XIII, et, chose désolante à reconnaître, il y en eut même sous Louis XIV. Et puis, à quelque culte qu'il appartînt, même au culte catholique romain le plus pur, le pauvre soldat pris à la guerre revenait de droit à la chiourme, si elle avait besoin d'hommes.

Victor-Amédée, duc de Savoie, prince de Piémont, était mort en 1637, laissant la tutelle de ses enfants à la duchesse sa femme, sœur de Louis XIII. Cette circonstance était venue compliquer la guerre avec la maison d'Autriche et d'Espagne. Pendant que la France prenait le parti de la duchesse, l'Espagne prenait celui des princes de Savoie mécontents. C'est pourquoi le comte d'Harcourt laissa, au mois d'octobre 1639, la direction de sa flotte dans la Méditerranée au jeune marquis de Brezé, neveu, comme Pontcourlai, du cardinal-ministre, pour aller prendre le commandement d'une armée en Piémont. Le comte, après avoir vaincu dans plusieurs combats le prince Thomas de Savoie, éminent capitaine, et le général espagnol Leganès; après avoir aussi assiégé et pris Turin, revint un moment à la tête de sa flotte, assisté

du marquis de Brézé, qui eut alors le commandement des galères. Il s'assura de Villa-Franca, près Nice, malgré vingt-sept galères d'Espagne et d'Italie qui s'approchaient pour l'en empêcher; il força les Génois à garder, contre leur gré, la neutralité, et fit quelques captures importantes. L'archevêque avait reparu, dès l'année précédente, sur l'Océan, inquiétant vivement de ce côté le littoral de l'Espagne, le menaçant continuellement et emportant d'assaut les places de Laredo et de Santona, en Biscaye. L'année suivante, 1640, le marquis de Brézé commanda la flotte du Ponant, les sieurs du Mé et de Porte-Noire remplissant sous ses ordres les fonctions de vice-amiraux, et le chevalier de Coupeauville, celles de contre-amiral. Le 22 juillet, il attaqua, à portée de pistolet, la flotte des Indes occidentales sortie de Cadix, et la força à rentrer en désordre dans le port, après avoir brûlé plusieurs vaisseaux richement chargés, et coulé bas l'amiral d'Espagne, portant le marquis de Cardeignas, capitaine général d'infanterie et une élite de gentilshommes. Pendant cette glorieuse affaire, Maillé-Brézé, à peine âgé de vingt et quelques années, s'était honoré par un caractère de générosité et d'humanité qui mérite d'être signalé. On l'avait vu envoyer en grande hâte ses chaloupes au secours de huit cents malheureux Espagnols qui se noyaient par suite de l'incendie de leur vaisseau; cette magnanimité ne brilla pas moins après la victoire, le neveu de l'amiral d'Espagne s'étant fait reconnaître parmi les prisonniers, Brézé lui donna un de ses habits et un riche baudrier, et le renvoya avec nombre de ses compatriotes, le chargeant d'engager l'amiral, son oncle, à user de cet exemple pour ne point maltraiter désormais les Français qui pourraient tomber entre ses mains.

Pendant ce temps, l'archevêque, soit qu'il se plût à essayer de son génie naval partout, soit que Richelieu, en ministre prévoyant, voulût que ses amiraux fussent bons sur toutes les mers et s'y instruisissent, était substitué à d'Harcourt et Brézé dans le commandement de la flotte de la Méditerranée. Il partit de Toulon, vers la fin de juillet, pour aller chercher les

ennemis sur les côtes de Naples et de Sicile. Ayant ouï dire que le duc de Ferdinandez, amiral pour l'Espagne, était près de Gênes et répandait le bruit qu'il avait couru toute la mer pour combattre la flotte française, sans la pouvoir rencontrer, il lui envoya ce cartel assez curieux, surtout quand on songe au caractère du personnage qui l'adressait :

« Monsieur, si vous êtes allé chercher aux îles de Sainte-Marguerite les dix-huit galères que j'ai l'honneur de commander, avec pareil nombre, comme toute l'Italie le publie, je m'assure que vous aurez joie que je vienne pour vous en faciliter la rencontre. Les six vaisseaux qui les suivent ne vous doivent faire ombrage ; car on les peut tenir à distance en mer, ou les mettre en dépôt dans le port de Gênes. Que toute appréhension soit donc levée de ce côté. La générosité que vous professez, et la valeur que vous avez toujours fait paraître, et que j'honore à un haut point, m'ont fait venir de deux cents milles d'ici pour vous donner cette satisfaction, et vous témoigner en ce faisant que je suis votre très humble et obéissant serviteur. »

L'archevêque ne reçut pas de réponse, et la flotte du duc n'osa pas tenir la mer. On alla enlever un vaisseau jusque devant Naples ; on en prit d'autres sur la côte, pendant qu'une descente meurtrière, faite à propos, retenait au soin de leur propre défense les troupes qui les voulaient secourir.

Les affaires du roi d'Espagne Philippe IV étaient en danger de toutes parts. Au mois d'octobre 1639, sous la conduite de Harpert-Martin Tromp, leur amiral, les Hollandais, alors alliés fidèles de la France, qui les avait faits et qui les maintenait ce qu'ils étaient, battaient la plus belle des flottes d'Espagne sur l'Océan, pendant que les armées de Louis XIII enlevaient une à une les villes des Pays-Bas. D'un autre côté, dans la Péninsule elle-même, le royaume de Portugal reconstituait, en 1640, son indépendance, et, en 1641, la Catalogne, qui autrefois, on s'en souvient, avait fait partie du royaume de France, se donnait à Louis XIII, sous la réserve de ses priviléges. Sur ces entrefaites, l'archevêque déta-

cha de sa flotte cinq galères dont l'une était commandée par Duquesne, pour aller enlever cinq vaisseaux espagnols jusque sous le canon de Rosas, ce qui eut lieu en effet le 27 mars. Chargé de bloquer Tarragone par mer, pendant que le maréchal de La Mothe-Houdancourt l'assiégeait par terre, l'archevêque fit encore d'importantes captures. Il concourut vivement à la prise du fort de Salo. Mais ce devait être la fin de la carrière et des exploits militaires de l'archevêque de Bordeaux. Le 20 août de cette année 1641, un convoi espagnol trompa sa vigilance et parvint à ravitailler Tarragone, qui était sur le point de succomber; ce fut le prétexte que le maréchal Houdancourt donna pour lever son siége. Plusieurs combats brillants s'étaient livrés sur mer pendant le siége de Tarragone; dans l'un d'eux, on avait vu trois vaisseaux français commandés par Boissis, Quelus et un autre capitaine dont on n'a pas gardé le nom, se défendre contre vingt galères, et les forcer à reculer. Duquesne se signala dans la retraite. L'archevêque ramena sa flotte à Toulon sans laisser un seul de ses navires aux Espagnols; le vaisseau amiral duquel il descendit avait tous ses mâts coupés et était criblé de coups de canon. Cependant la levée du blocus de Tarragone fut le signal de la disgrâce de l'archevêque de Sourdis. Richelieu le relégua à Carpentras [1].

Le cardinal était en veine de conquêtes, et n'entendait pas qu'on les entravât même par une activité une fois par hasard prise en défaut. Il venait de recevoir, à titre de protectorat, pour Louis XIII, la principauté de Monaco, au nom du souverain de ce petit pays maritime d'Italie, que fatiguait la tyrannie espagnole. A mesure que sa santé s'affaiblissait, l'activité de son génie redoublait. Il avait rendu l'Artois à la France. La dernière année de sa vie fut marquée par la conquête du Roussillon. Pour aider à l'accomplissement de cet événement, Brézé, dont le père avait alors la vice-royauté de Catalogne pour la France, eut le com-

[1] Nous avons donné la vie de l'archevêque de Bordeaux et celle du comte d'Harcourt dans nos *Marins illustres de la France*. On trouve aussi, dans cet ouvrage, la vie de Guiton, amiral de La Rochelle, appartenant à l'époque de Richelieu.

mandement de la flotte de la Méditerranée. Il empêcha les Espagnols de secourir Perpignan; attaqua, le 29 juin 1642, la flotte ennemie, à la hauteur de Barcelonne, et, dans cette circonstance, on le vit, avec un sentiment mêlé de terreur et d'admiration, faire passer sa galère tout à travers la flotte ennemie, en lui détachant de ses deux bords un tonnerre de coups de canon. Enthousiasmés par un si généreux exemple, ses capitaines, au nombre desquels étaient le chevalier Paul et le brave de Cangé, cinglèrent à sa suite sur les ennemis qui furent séparés et mis en déroute. Cette victoire coûta la vie à de Cangé; au moment où, ayant enlevé à l'abordage un vaisseau espagnol de 66 canons, il se disposait à l'amariner, le vent poussa contre son propre bâtiment un brûlot français; soudain l'incendie gagne à la fois le vaisseau vainqueur et le vaisseau vaincu; de Cangé embarque successivement tout son monde dans des chaloupes, et, resté seul sur son bord, il saute avec le vaisseau confié à sa valeur et deux vaisseaux ennemis. Brézé chassa les Espagnols jusque sous le canon de l'île Majorque. Il revint ensuite concourir à la prise de Collioure, de Port-Vendres, et de tout le Roussillon, dernier présent de Richelieu à la France.

Le gouvernement du cardinal-duc n'avait pas été moins fécond pour le progrès des côtes et des villes maritimes, pour le commerce, les navigations et les colonisations, que pour la formation d'une marine de guerre et l'agrandissement physique du pays. Nombre de fondations et de projets importants remontent à cette mémorable époque. Si Toulon, dont Henri IV avait fait terminer l'ancien port, ne tenait pas encore, à beaucoup près, la place considérable qu'un avenir prochain lui réservait, Brest, ayant appelé l'attention la plus sérieuse de Richelieu, tendait à reprendre le rôle brillant qu'on lui a vu jouer au moyen âge, et à l'élargir encore; Richelieu y avait fait jeter en 1631 les fondements d'un arsenal, et se proposait d'accroître considérablement une position si heureuse et si puissante. Le Havre-de-Grâce avait été bien fortifié par plusieurs ingénieurs éminents, entr'autres par de

Ville, principal auteur de la citadelle, carré régulier, situé vers le levant et composé de quatre bastions avec fossés, qui battait d'un côté la ville et de l'autre le rivage de la mer, à l'entrée de la Seine. L'entrée même du port du Havre était défendue par une grosse tour ronde à plate-forme, remontant à l'an 1520, qui était à l'épreuve de la bombe, et à laquelle on attachait la chaîne destinée à fermer le port pendant la nuit. Quant à la ville, munie de remparts et de fossés, elle n'avait que deux portes, dont la plus grande, celle d'Ingouville, était flanquée de grosses et hautes tours donnant sur la campagne; et dont l'autre, celle du Perrey, menait au port et au bord de la mer. En vertu d'une charte de Henri II, octroyée en 1551, et que devait confirmer Louis XIV en 1686, les habitants du Havre avaient le droit de se garder eux-mêmes; mais ce droit était singulièrement contre-balancé par le gouverneur et les troupes nombreuses qui occupaient les points les plus fortifiés de la place. Brouage, ville de date récente, avait vu son grand et profond port devenir le rival de celui de La Rochelle; la place entourée de marais presque impraticables et fortifiée ainsi par la nature, l'avait encore été par l'art. L'ancien Blavet, devenu Port-Louis, montrait maintenant, sur la pointe d'un rocher terminé par un large plateau, une imposante citadelle destinée à défendre la baie qui gardait toujours, comme sa rivière, le nom du Blavet. Dès l'année 1633, sur la proposition de Pierre de Castres et de Baudan, Richelieu avait accueilli un formidable plan pour la jonction des deux mers, et ordonné en conséquence un examen approfondi d'un si gigantesque travail, en Languedoc.

On pense bien que les idées colonisatrices n'avaient pas été laissées en oubli sous un tel ministre. Déjà, sous le règne précédent et à la faveur de la paix ramenée par Henri IV, les Français avaient recommencé leurs navigations de long cours et leurs projets de colonisation en Amérique; des compagnies s'étaient organisées pour mener à fin de grandes et lointaines entreprises. Pendant les guerres mêmes du commencement de ce règne, un

navigateur français, nommé de La Court-Précourt-Ravillon, parti en 1591, sur le navire *le Bonaventure*, pour le Canada, reconnut les îles de Saint-Pierre et de Miquelon, près de Terre-Neuve, et une partie de celles qui composent l'archipel de la Madelaine, dans le golfe Saint-Laurent. En 1595, un capitaine rochelais, nommé Rifaut, se rendit avec trois bâtiments, au Brésil, pour y faire un nouvel essai de colonisation française; mais la division qui bientôt s'introduisit au milieu de ses gens, le força à revenir, sans laisser derrière lui la moindre fondation. En 1598, Henri IV nomma le sieur de Mesgouet, marquis de La Roche, et gentilhomme breton, son lieutenant général dans tous les pays de l'Amérique du Nord, sur lesquels la France élevait des prétentions depuis les découvertes de Verazzani et de Jacques Cartier. Les pouvoirs confiés au marquis de La Roche étaient en tout semblables à ceux dont François Ier avait autrefois revêtu Roberval. Embarqué avec un habile pilote normand, du nom de Chetodel, La Roche aborda, en premier lieu, à l'île de Sable, située par les quarante degrés douze minutes nord environ, et qui, inhabitable, sans ports, complétement improductive, renferme, dans son étendue de dix lieues, un lac en ayant lui-même cinq. La Roche y débarqua quarante malheureux tirés des prisons de France, qui ne tardèrent pas à y regretter jusqu'à leurs cachots. L'excellent pilote Chetodel fit ensuite reconnaître à son chef les côtes du continent le plus proche, qui sont celles de l'Acadie, et d'où La Roche eut le tort de revenir en France, sans y commencer un établissement pour une pêche sédentaire. Les quarante infortunés laissés dans l'île de Sable s'étaient vus réduits à douze, que Chetodel recueillit sept ans après. Un des principaux négociants de Saint-Malo, nommé Pontgravé, ayant fait personnellement plusieurs voyages à Tadousac, au confluent de la Saguenai et du Saint-Laurent, dans le bas Canada, et s'étant édifié sur l'importance commerciale que pourrait avoir la traite des pelleteries du nord de l'Amérique, conseilla à un capitaine du nom de Chauvin de demander le privilége exclusif de cette traite, avec toutes les pré-

rogatives attachées à la commission du marquis de La Roche. Chauvin ayant goûté cet avis et obtenu ce qu'il désirait du roi, partit avec Pontgravé et conduisit lui-même quelques bâtiments de peu de port à Tadousac; mais il ne montra aucune volonté de coloniser, et se contenta, par deux fois, de revenir en France avec de riches cargaisons de peaux de castor et autres pelleteries. En 1603, Aymard de Chattes, ce fidèle gouverneur de Dieppe dont on a parlé et qui avait été d'un si grand secours à Henri IV, succéda au capitaine Chauvin dans ses pouvoirs pour l'Amérique, forma une compagnie de marchands rouennais, auxquels s'associèrent plusieurs personnes de haut rang; et fit un armement dont il remit le commandement à Pontgravé. Vers le même temps, Samuel Champlain, gentilhomme de Brouage, arriva de l'Amérique, où il avait passé deux ans et demi. Il accepta avec empressement la proposition qui lui fut faite par Aymard de Chattes, d'entreprendre, avec Pontgravé, le voyage du Canada. Partis dans la même année 1603, ils s'arrêtèrent peu à Tadousac, où ils laissèrent leurs navires, et, étant entrés dans un bateau léger, ils remontèrent le Saint-Laurent jusqu'au saut de Saint-Louis, point où s'était arrêté Jacques Cartier. Quand Samuel Champlain et Pontgravé revinrent en France, Aymard de Chattes était mort, et un calviniste, Pierre du Guast, sieur de Monts, l'avait remplacé comme lieutenant général pour le roi dans l'Amérique du Nord. De Monts conserva la compagnie formée par son prédécesseur, et l'augmenta même de plusieurs négociants des principaux ports de France, surtout de celui de La Rochelle. Il vint à bout de faire un armement plus considérable que n'en avait obtenu aucun de ses prédécesseurs; Dieppe et le Havre-de-Grâce le lui fournirent particulièrement. Il se mit lui-même à la tête, ayant sous ses ordres Samuel Champlain, Pontgravé et Jean de Biencourt, sieur de Poutrincourt. De Monts, parti du Havre-de-Grâce le 7 mars 1604, entra le 6 mai dans un port de cette même Acadie que de La Roche avait reconnue, et le nomma port Rossignol. Samuel Champlain visita une grande partie de la côte dans une chaloupe et en prit possession

au nom du roi de France. On avait d'abord fait le choix d'un îlot d'une demi-lieue de tour, dans le but de s'y établir; mais on l'abandonna presque aussitôt pour aller chercher un lieu plus avantageux. On le trouva à l'embouchure d'une rivière de la presqu'île d'Acadie, dans la baie Française; la rivière et l'établissement reçurent le nom de Port-Royal. Pontgravé fut nommé par de Monts lieutenant de la nouvelle colonie. En 1605, quand de Monts revint en France, ce fut pour y entendre les plaintes des pêcheurs de tous les ports du royaume, réclamant avec force contre les priviléges de la compagnie d'Amérique, qui, sous prétexte de les empêcher de traiter avec les indigènes de cette partie du monde, les privait des choses les plus nécessaires à leur commerce, auquel ils allaient, disaient-ils, être obligés de renoncer. Le conseil du roi comprit le tort immense qui résulterait de l'interruption de la pêche, et le privilége exclusif de de Monts et de sa compagnie fut révoqué. De Monts ne perdit pourtant pas courage; il fit un nouveau traité avec Poutrincourt par qui il avait été suivi en France, et qu'il engagea à retourner en Acadie. Poutrincourt remit à la voile de La Rochelle, avec un seul vaisseau, le 13 mars 1606. Le voyage fut long, ce qui donna lieu de croire aux colons de Port-Royal qu'on les abandonnait. Pontgravé, après avoir employé en vain tous ses raisonnements à les rassurer, venait de se voir contraint de se rembarquer avec tout son monde, et se trouvait encore presque à vue de la baie Française, quand il apprit, par une barque, l'arrivée de Poutrincourt en Acadie. A cette nouvelle, il rebroussa chemin, et rentra dans le Port-Royal, où il trouva Poutrincourt, qui déjà y était débarqué sans qu'ils se fussent rencontrés. De Monts avait fait précédemment à celui-ci la concession de Port-Royal; Pontgravé, homme sage, habile, infatigable et d'une haute expérience, loin d'en être jaloux, l'aida à s'y fortifier. Un autre personnage, nommé Marc Lescarbot, avocat de Paris, dont les relations de voyages sont le fond de tant d'autres qui ont vu le jour depuis, s'était aussi embarqué pour Port-Royal, et y rendait de signalés

services, employant les ressources d'un esprit des plus féconds à inventer chaque jour quelque chose de nouveau pour le bien et l'utilité de la colonie. Pendant ce temps, Samuel Champlain continuait à explorer les côtes. En 1607, de Monts eut le crédit de se faire rétablir, pour une année, dans son privilége ; mais à la condition expresse qu'il ferait un établissement sur le fleuve Saint-Laurent. Sa compagnie, dans laquelle les Malouins avaient fini par être en majorité, ne l'avait pas abandonné dans sa disgrâce ; mais il paraît qu'elle n'avait en vue que le commerce des pelleteries, et cet objet lui fit prendre le change et délaisser l'Acadie, où Poutrincourt, confirmé par le roi dans sa concession, resta seul pour coloniser. Les associés de de Monts équipèrent deux navires à Honfleur, et les confièrent à Samuel Champlain et à Pontgravé, qui furent chargés de se rendre à Tadousac. L'année suivante, 1608, de Monts envoya encore des navires dans le fleuve Saint-Laurent. Mais il n'avait pas seulement d'ennemis parce qu'on l'avait voulu faire privilégié ; il en avait plus encore et de plus dangereux comme calviniste. Ceux-ci firent si bien, qu'après lui avoir fait perdre définitivement son privilége, ils le forcèrent même à s'effacer de l'association qu'il avait fondée ; et alors, pour qu'on sût mieux que c'était à sa personne qu'on en voulait, et non aux abus, le privilége fut immédiatement rendu à la compagnie. Henri IV avait beau vouloir, il lui fallait bien souvent encore céder aux sourdes menées de l'intolérance religieuse. La compagnie créée par de Monts se composait presque entièrement de marchands à vues égoïstes et étroites, qui n'avaient d'autre objet que de remplir leurs coffres ; elle n'aurait, malgré son privilége, rien accompli d'honorable et qui valût d'être rappelé, sans l'illustre Samuel Champlain qui, n'envisageant le commerce qu'en seconde ligne, et pensant d'abord en citoyen, étudia avec soin le lieu le plus propice pour faire un grand établissement au Canada. Champlain fonda, en 1608, à cent vingt lieues de la mer, sur la rive droite du Saint-Laurent, une ville destinée à un grand avenir et à laquelle il donna un nom qui, en langue algonquine, signifiait ré-

trécissement: car en ce lieu, en effet, le fleuve se rétrécit considérablement. La capitale future du Canada fut appelée Québec.

Pendant ce temps, Poutrincourt, qui était revenu momentanément en France, avait des démêlés avec les jésuites missionnaires, dont la marquise de Guercheville s'était déclarée protectrice. Le concessionnaire de Port-Royal avait pourtant prouvé combien l'intéressait l'établissement français dans l'Acadie, en y faisant transporter toute sa famille. Les persévérantes démarches de la marquise et des jésuites l'emportèrent sur la volonté de Poutrincourt, qui les voyait avec inquiétude, parce qu'une partie de ses colons étaient calvinistes. Henri IV était mort; Marie de Médicis était régente. Les jésuites débarquèrent au Port-Royal le 12 juin 1611, pendant que Poutrincourt, qui avait fini par laisser aller son fils avec eux, plutôt comme surveillant que comme associé, restait en France pour y soigner ses propres intérêts. Cette mésintelligence fut fatale à l'établissement d'Acadie; les jésuites s'occupèrent naturellement plutôt de conversion que de colonisation; et quand ils avaient, par un baptême plus ou moins volontaire, sauvé une âme acadienne, ils croyaient avoir fait mieux, selon le principe de la religion, que s'ils avaient ouvert un nouveau débouché au commerce français. Ce ne fut pas là, par la suite, la méthode anglaise; aussi, en faisant moins pour le ciel, fit-elle beaucoup plus pour l'Angleterre.

Les missionnaires ne pouvant définitivement s'accorder avec les colons de Port-Royal, la marquise de Guercheville, appuyée de la reine-mère, envoya un navire pour les prendre, et les transporter en un autre lieu où il leur plairait de créer eux-mêmes un établissement. Le chevalier de La Saussaye avait reçu pleins pouvoirs de la reine pour y commander sous leur surveillance. Le navire, parti d'Honfleur le 12 mars 1613, mouilla, le 6 mai suivant, au port de La Hève, en Acadie, où La Saussaye fit arborer les armes de la marquise de Guercheville. Il eut le tort de ne point tourner ses intentions colonisatrices vers un endroit si favorable. Quand il eut recueilli les jésuites de Port-Royal, il s'arrêta à

l'embouchure d'une rivière ayant la forme d'un delta, assez large pour recevoir des navires de trois cents tonneaux, et dont les environs lui parurent fort agréables. La Saussaye, ayant résolu d'y placer la colonie de la marquise de Guercheville, débarqua sur la rive septentrionale, et fit construire à la hâte un petit retranchement auquel il donna le nom de Saint-Sauveur. Mais il n'avait pas encore eu le temps de s'y former même une apparence d'affermissement, quand onze bâtiments anglais, partis de la Virginie, ayant eu connaissance que des étrangers tentaient de s'établir dans l'Acadie, sur laquelle leur pays élevait de son côté des prétentions, vinrent attaquer Saint-Sauveur, et se rendirent facilement maîtres de ce poste sans défense. Ils allèrent attaquer aussi Port-Royal, qu'ils occupèrent avec autant de facilité, et où ils firent arborer les armes d'Angleterre. On fit d'abord quelque bruit à la cour de France de l'entreprise des Anglais sur Saint-Sauveur et le Port-Royal. Mais on trouva bientôt, pour se consoler de l'affront, que cette affaire, intéressant seulement des particuliers, ne méritait point que l'État s'en mêlât. Ce fut toujours l'État qui fit défaut au zèle des colonisateurs français, et c'est en quoi le gouvernement anglais, protecteur en tout et partout des intérêts de ses particuliers, ne manqua jamais de mieux comprendre son rôle.

Samuel Champlain, plus heureux dans le Canada que ses compatriotes dans l'Acadie, avait pénétré, dès l'an 1611, avec Pontgravé, chez les Indiens Iroquois, et avait découvert sur sa route, dans l'État présent de New-York, un lac d'environ vingt lieues de long sur douze de large, qui porte encore son nom. C'est en ce lieu qu'il gagna sa première grande victoire sur les Iroquois, ennemis acharnés des Algonquins et des Hurons, alors alliés des Français. Champlain, après avoir laissé sous les ordres d'un homme de cœur, appelé Pierre Chavin, la colonie de Québec, revint, avec Pontgravé, dans la mère-patrie, pour y rendre compte de l'état des choses au Canada que l'on commençait, à cette époque, à nommer *Nouvelle-France*. Toujours préoccupé de son œuvre de

colonisation, le fondateur infatigable ne revenait au pays natal que pour en rapporter des moyens de la mener à bonne fin. La mort de Henri IV ayant complété la disgrâce du calviniste de Monts, ce personnage engagea Champlain, qui toujours lui était resté fidèle, à chercher un nouveau protecteur pour la colonie. Charles de Bourbon, comte de Soissons, et Henri II de Condé furent les deux premiers qui eurent, en conséquence de ce protectorat, le titre de vice-rois de la Nouvelle-France. Il va sans dire qu'ils n'y mirent pas le pied. Champlain, investi par eux de la lieutenance, conclut un nouveau traité d'association avec des marchands de Saint-Malo, de Rouen et de La Rochelle; tandis que d'un autre côté, toujours secondé par Pontgravé, il faisait, à chacun de ses voyages au Canada, quelque expédition pour soumettre les Iroquois. Dans l'une d'elles, en 1615, il fut blessé et se vit par suite obligé d'hiverner au milieu des Indiens Hurons, ce qu'il fit avec un grand courage, et de manière à en tirer parti pour sa colonie. En 1620, un prince du nom de Condé ne crut pas se déshonorer en vendant pour 11,000 écus sa vice-royauté de la Nouvelle-France à l'amiral de Montmorenci. Le nouveau vice-roi continua la lieutenance à Champlain qui, persuadé désormais que l'établissement de Québec allait prendre une grande importance, ne craignit pas d'y transporter sa famille. Après cette grande preuve de confiance donnée à la colonie, Champlain continua à combattre les Indiens Iroquois, secrètement soutenus par les Hollandais établis, depuis l'an 1613, dans cette partie de l'Amérique, qu'ils avaient appelée la Nouvelle-Belgique et qui a pris par la suite le nom de Nouvelle-York. Sur ces entrefaites, la compagnie du Canada fut supprimée, en 1622, à la demande de Samuel Champlain, comme ne remplissant aucun de ses engagements.

Mais la surintendance de la navigation et du commerce de Richelieu n'avait pas tardé à donner une impulsion nouvelle aux compagnies; il s'en était alors organisé de toutes sortes comme par enchantement. Le 31 mars 1626, le cardinal lui-même

arrêta les articles d'une compagnie du commerce général du Ponant, du Levant et des voyages de long cours, appelée compagnie du Morbihan. Au mois de juillet de la même année, il fit approuver, le roi étant à Nantes, une compagnie de marchands associés pour le commerce de mer; elle devait être nommée *Compagnie de la Nacelle de saint Pierre fleurdelisée;* les articles en furent dressés, dont l'un appelait les gens de race noble à entrer dans la compagnie, et à y entreprendre des voyages maritimes pour le négoce, sans pour cela déroger à leur noblesse, au contraire en l'augmentant. Au mois d'octobre suivant, création d'une compagnie par les capitaines-entretenus d'Enambuc et du Rossai, avec l'approbation du roi et du cardinal, pour l'île Saint-Christophe et autres îles adjacentes, de laquelle compagnie Richelieu accrut les concessions et priviléges le 8 mars 1633, en les étendant à toutes les îles de l'Amérique, situées depuis le 10me au 20me degré deçà l'équateur, pourvu qu'elles ne fussent pas occupées par des princes chrétiens. Le 29 avril 1627, création d'une compagnie de cent associés, sur un plan présenté au cardinal, qui en arrêta et signa lui-même les articles à Paris. Le duc de Ventadour était alors vice-roi du Canada; il fit abandon de sa charge, toute honorifique, à la nouvelle association, qui comptait parmi ses membres Richelieu, le maréchal d'Effiat, Razilli, et qui reçut le titre de *Compagnie de la Nouvelle-France.* .

C'était le temps de la guerre civile de La Rochelle; les Anglais en prirent occasion de se saisir des premiers navires envoyés par la compagnie, et d'aller attaquer les établissements français en Amérique. Une de leurs escadres, sur laquelle se trouvaient plusieurs huguenots de France, remonta le Saint-Laurent jusqu'à Québec, et somma cette ville naissante de se rendre. Champlain, qui s'y était fortifié, s'y défendit longtemps avec un grand courage, et ne l'abandonna, en 1629, aux ennemis, que quand il eut essuyé avec les siens toutes les horreurs d'une extrême famine, et après une capitulation dont il dicta lui-même les conditions.

On doit imaginer quelle fut la douleur de Champlain en quittant la colonie dont il pouvait être regardé comme le fondateur et le père. Il revint en France plaider avec ardeur auprès du gouvernement, pour qu'il en exigeât la restitution. Ses efforts furent couronnés de succès ; et, en vertu d'un traité signé à Saint-Germain en Laye, le 29 mars 1632, le Canada fut rendu aux Français avec l'Acadie ; l'île du cap Breton ou île Royale fut reconnue aussi pour possession française. Le 15 janvier 1634, la compagnie de la Nouvelle-France rentra dans tous ses droits ; elle concéda, comme fief mouvant de Québec, l'Acadie au commandeur de Razilli, un de ses membres, à condition qu'il y ferait un établissement. Il en fit un, en effet, mais pas assez considérable pour être respecté, au port de la Hève. Samuel Champlain, capitaine pour le roi en la marine, fut constitué, le 1er mars 1633, lieutenant du roi à la Nouvelle-France ; il y retourna avec une escadre honorable, et qui semblait prouver que l'on avait des intentions sérieuses de se maintenir dans l'Amérique du Nord. Il venait d'assister à la fondation d'un collége, à Québec, quand il finit sa carrière si bien remplie au mois de décembre 1635[1].

Le gouverneur qui succéda à Samuel Champlain appartenait à l'ordre de Malte et se nommait Huaut de Montmagni. Ce fut sous son gouvernement que l'on créa, en 1637, l'établissement de Silleri, sur la rive septentrionale du Saint-Laurent, et, en 1640, celui de Montréal, dans l'île de ce nom. Un poste que l'on appela fort Richelieu, fut élevé dans le même temps, à l'entrée de la rivière de Sorel. Enfin, au lieu dit des Trois-Rivières, où Champlain avait jeté quelques fondations, on établit un autre poste assez important, dont les chevaliers de Lisle et de Champflours eurent successivement la garde.

Cependant, malgré leur déconvenue de la baie de Janeiro, les Français n'avaient point perdu l'espérance de coloniser dans l'Amérique du Sud. Dans le voisinage même du Brésil, un pays que

[1] Voir la vie de Samuel Champlain, dans nos *Navigateurs français*.

se partagent aujourd'hui quatre nations, au nombre desquelles est la France, était surtout l'objet de leurs vœux entreprenants. Découvert, en 1499, par les Espagnols, recherché, en 1595 et 1604, par les Anglais qui ne purent s'y établir, on en disait au commencement du dix-septième siècle des choses si merveilleuses, que le désenchantement qui ne pouvait manquer d'en résulter, dut influer sur l'excès de défaveur dans lequel il tomba par la suite, défaveur que les hommes sensés combattent encore à présent dans l'intérêt de la France. Ce pays est la Guyane. Et c'était là, derrière des plaines marécageuses, produit présumable des lentes alluvions de la mer, et fermées par un immense rideau de rouges palétuviers, que les premiers voyageurs, sur de vagues rapports ou dans les songes flatteurs de leur imagination, avaient placé l'*el Dorado*, cette terre de promission du nouveau monde, dans laquelle on devait trouver plus d'or et de diamants entassés que sur tout le reste du globe ensemble. Séduit par les récits qu'il en entendait faire, un homme aventureux, nommé de La Revardière, accompagné de Jean Moquet, historien de ce voyage, partit, vers 1604, de Cancale pour la Guyane, dès le règne de Henri IV, et, après s'être arrêté quelque temps à l'embouchure de la rivière des Amazones, l'une des limites des Guyanes, rangea la côte, jusqu'à l'île et à la rivière qui prirent depuis le nom de *Cayenne*. On alla reconnaître la rivière avec une légère embarcation ; d'autres parties de la côte furent en outre reconnues et étudiées par les Français dans cette année 1604.

Depuis lors, La Revardière, de Sauci et Razilli, ayant reçu tous trois le titre de lieutenants généraux pour le roi, partirent de Cancale en 1612, avec trois navires, dans le dessein de coloniser, non pas à la Guyane, mais au Brésil, pays sur lequel un Français, nommé Devaux, le seul qui y fût resté quelques années après l'expédition de Rifaut, en 1595, avait appelé l'attention à son retour. Les trois navigateurs abordèrent à une île voisine de la côte de la province de Maranhan, et y bâtirent un fort qu'ils nommèrent Saint-Louis, nom que l'île entière a conservé. Razilli

y planta la bannière de France, et prit possession de la province de Maranhan tout entière pour son maître, à qui les indigènes paraissaient disposés à se soumettre en haine des Portugais. Trois cents Français, partis du Havre-de-Grâce, vinrent l'année suivante, sous la conduite du capitaine Pra, pour rejoindre leurs compatriotes au Brésil. Mais, comme ils étaient sur le point d'arriver à Saint-Louis, ils apprirent que leurs devanciers venaient d'être dépossédés de cette île par les Portugais, et que La Revardière, après avoir défendu son fort jusqu'à la dernière extrémité, avait été envoyé prisonnier en Portugal. Plusieurs Français, entre autres La Planque, qui a laissé une relation de ce voyage, se retirèrent alors au milieu des indigènes, et vécurent avec eux près de quatre ans. La Planque, après s'être attaché à un capitaine portugais, trouva moyen de se faire transporter à Lisbonne où il apprit que La Revardière n'avait échappé qu'avec beaucoup de peine et de sacrifices à sa captivité. Les entreprises des Français au Brésil ne furent point, comme on le voit, heureuses, et cela uniquement par l'insouciant abandon dans lequel la mère-patrie les laissait toujours; mais c'est du moins une chose à remarquer, que le France a jeté les fondements de deux des plus importants établissements des Européens au Brésil : celui de Saint-Louis de Maranhan, et celui de la baie de Rio-Janeiro, qui, bien que transporté sur le continent, doit certainement son origine à l'île à laquelle le nom de Villegagnon est resté.

A défaut du Brésil, quelques hommes entreprenants tournèrent à plusieurs reprises encore leurs efforts du côté de la Guyane, que La Revardière leur avait indiquée; l'île de Cayenne, pouvant avoir quatorze à quinze lieues de circonférence, et séparée du continent par les eaux seulement d'une rivière qu'elle divise en deux branches, fut d'abord choisie par eux comme point de ralliement, plutôt que d'établissement.

On a vu que Richelieu avait autorisé, en 1626, une compagnie pour l'île Saint-Christophe, dont étaient chefs les deux capitaines de la marine du roi, d'Enambuc et du Rossai. Sa formation avait été

naturellement précédée d'une expédition aux Antilles. En 1625 effectivement, les Français, sous la conduite de d'Enambuc et de du Rossai [1], abordèrent à Saint-Christophe, l'une des petites Antilles, le même jour que, par une singularité remarquable, les Anglais, sous la conduite de Vaërnard, débarquaient sur un autre point de cette île, découverte et nommée par Colomb, en 1493. Ce qu'il y eut de plus extraordinaire encore que cette rencontre inattendue, ce fut la bonne intelligence qui régna quelque temps, sur un aussi étroit terrain, entre les petites colonies des deux nations rivales. Les Anglais troublèrent les premiers cette harmonie. Ils voulurent s'étendre aux dépens des Français; mais, en 1629, le chef d'escadre de Cusac, ayant paru, avec les vaisseaux du roi, sur les côtes de Saint-Christophe, prit, coula à fond, dissipa tout ce qui se trouvait de navires anglais dans ces mers, et obligea Vaërnard à s'en tenir au traité de partage qui avait été arrêté deux ans auparavant entre les deux colonies.

Toutefois ce n'était pas tant contre les Anglais que contre les Espagnols que l'escadre de Cusac avait été envoyée; on avait eu avis, à la cour de France, que ceux-ci, commençant à prendre ombrage des établissements de Saint-Christophe, préparaient une flotte pour aller les détruire. Cusac, satisfait d'avoir remis les Français sur le pied d'égalité avec les Anglais, aux Antilles, et d'avoir élevé un fort dans l'île Saint-Eustache, eut le tort de perdre de vue le but principal de son expédition. Fatigué d'attendre les Espagnols, il permit à plusieurs de ses vaisseaux de faire la course où bon leur semblerait, et alla lui-même croiser dans le golfe du Mexique. C'est alors qu'une flotte espagnole, forte de trente-cinq gros galions et de quatorze navires marchands armés en guerre, vint mouiller à deux portées de canon d'un des quartiers français. En cette circonstance, le capitaine du Rossai montra aussi peu de résolution que d'Enambuc et Duparquet,

[1] Tels sont les noms donnés par le père Charlevoix dans l'*Histoire de Saint-Domingue*; le père Fournier, dans son *Hydrographie*, écrit Desnambuc et de Roussy; il était contemporain.

son neveu, laissèrent voir de sang-froid et de courage. Duparquet, lâchement abandonné par du Rossai, se trouva réduit à trois hommes, avec lesquels il tint encore longtemps. Le commandant des troupes espagnoles débarquées fut tué de sa main. Le jeune héros enfin, atteint de dix-huit coups, tomba sur un monceau d'ennemis; on l'emporta mourant sur le galion amiral d'Espagne, et, après autant de jours de souffrance qu'il avait reçu de blessures, il y finit une carrière qui promettait non de plus nobles, mais de plus longs services aux Français des Antilles. D'Enambuc, menacé du poignard par ses colons, s'il ne cédait pas au torrent et ne se retirait pas dans l'île d'Antigoa, embarqua les quatre cents hommes composant sa colonie, sur deux navires qui se trouvaient en rade, et que les vents poussèrent à l'île Saint-Martin. Les Anglais de Saint-Christophe capitulèrent de leur côté; et ceux qui ne sortirent pas de l'île immédiatement, faute d'assez de navires, jurèrent à l'amiral espagnol qu'il ne les retrouverait pas à son prochain retour. Mais la flotte ennemie ne se fut pas plutôt retirée, que ceux-ci oublièrent leur serment, et que d'Enambuc, qui n'avait rien promis, lui, revint prendre possession de ses établissements de Saint-Christophe. Quant à du Rossai, à son retour en France, on lui fit expier sa lâche conduite à la Bastille.

Le capitaine d'Enambuc, après avoir de nouveau assis son pouvoir dans l'île Saint-Christophe, fit d'autres expéditions à la fois conquérantes et colonisatrices. Vers le milieu de l'année 1635, il passa, en compagnie de cent hommes décidés et d'un brave officier, son parent, nommé Dupont, dans l'île de la Martinique, où les Espagnols, qui l'avaient découverte avec Christophe Colomb, en 1493, ne s'étaient point établis. D'Enambuc en prit possession au nom de la compagnie des îles de l'Amérique, qui, dès le 31 octobre 1626, s'était fait concéder la propriété et le commerce exclusif, pendant vingt années, de toutes les îles du nouveau monde qu'elle mettrait en valeur. Quoique les farouches Caraïbes, naturels de la Martinique, ne se fussent point opposés à la prise de possession des Français, ceux-ci ne manquèrent pas d'élever, sur

la côte occidentale, un fort pour se garantir de leurs attaques. Comme le débarquement s'était fait pendant l'octave de la fête des apôtres saint Pierre et saint Paul, on donna à ce fort, près duquel se groupa peu à peu une ville, le nom de Saint-Pierre. Bientôt une guerre acharnée fut faite aux Caraïbes; elle devait durer jusqu'à l'extermination presque totale de cette race d'anthropophages. Le frère de ce brave Duparquet, qui était mort si glorieusement à Saint-Christophe, fut choisi par son oncle, en 1637, pour gouverneur et sénéchal particulier de la Martinique.

La même année où il avait commencé à coloniser sur ce point, d'Enambuc avait fait débarquer, sous la conduite d'un de ses lieutenants, nommé L'Olive, cinq cent cinquante personnes dans l'île de la Guadeloupe, également découverte par Colomb, en 1493, et, comme la Martinique, peuplée alors de Caraïbes. Sur le nombre des Français descendus à la Guadeloupe, quatre cents étaient laboureurs et avaient pris l'engagement, moyennant leur passage gratuit, de travailler pendant trois ans pour le compte de la compagnie des îles de l'Amérique. L'Olive fut nommé gouverneur de la nouvelle possession; mais, d'un naturel inhumain, il décima les colons et causa bien des maux à l'établissement. Il fut d'ailleurs, comme Duparquet à la Martinique, en guerre continuelle avec la population indigène.

La compagnie des îles de l'Amérique se transforma plusieurs fois en peu d'années. En 1638, Lonvilliers de Poinci, de l'ordre de Malte, commandeur de Doyzmont, chef d'escadre des vaisseaux de Bretagne, fut nommé lieutenant général des îles françaises d'Amérique, et alla bientôt après recevoir, en cette qualité, le serment de fidélité des îles de la Martinique, de la Guadeloupe et de Saint-Christophe, qui conservaient toutefois leurs gouverneurs particuliers. La compagnie ne sachant pas tirer parti des concessions qui lui avaient été faites, mit à profit, pour éviter sa ruine totale, la faculté qu'elle avait de vendre les îles de l'Amérique, comme étant sa pleine propriété. Elle commença par aliéner au marquis de Boisseret, moyennant 73,000 livres, la

Guadeloupe, la Désirade, les Saintes et Marie-Galante, qui avait pris son nom d'un des vaisseaux de Colomb.

Cependant, des aventuriers, en majorité normands et quelques-uns anglais, s'étaient approchés de l'île appelée Haïti par les naturels et Hispaniola par les Espagnols. C'était là que Christophe Colomb avait autrefois fondé son premier établissement en Amérique. Les aventuriers, trouvant la côte septentrionale de cette île, l'une des cinq grandes Antilles, presque entièrement abandonnée par les Espagnols, s'y installèrent. Le nom de *boucaniers* fut donné aux nouveaux colons, parce qu'ils se réunissaient après leur chasse pour boucaner ou sécher à la fumée, selon la coutume des sauvages, la chair des bœufs qu'ils avaient tués. Ils donnèrent à toute l'île espagnole le nom de sa ville capitale, et on ne l'appela plus généralement que Saint-Domingue.

Nombre de boucaniers, las de vivre de la chasse, se firent bientôt corsaires, et tout ce qui tomba sous leurs mains, compatriotes ou non, devint leur proie. Ceux qui changèrent ainsi de métier changèrent en même temps de nom : celui de flibustiers[1] leur fut donné. Ils avaient eux-mêmes donné aux navires dont ils se servaient pour leurs courses le nom de *flibots*. A huit lieues de Saint-Domingue se trouve une petite île que Christophe Colomb, en la découvrant, avait nommée la Tortue, à cause de sa forme. Les flibustiers, attirés par un havre commode, et s'y croyant plus en sûreté qu'ailleurs pour leurs entreprises, en chassèrent les Espagnols dans le cours de l'année 1632, et en firent leur rendez-vous ordinaire.

L'un des plus fameux de ces hardis aventuriers était, à cette époque, un certain Pierre Legrand, natif de Dieppe, dont les incroyables prouesses frappaient les esprits de surprise et de terreur. Une fois, n'ayant sur sa misérable embarcation que quatre canons et vingt-huit hommes, il n'hésita pas à courir sur le vice-amiral des galions espagnols; il l'aborda, et pour mieux faire

[1] Ou plutôt, comme on disait d'abord, friboutiers, du mot anglais *freebooter*, forban.

comprendre toute l'énergie de sa détermination, il donna l'ordre de couler sur-le-champ à fond son propre navire. Les Espagnols, stupéfaits de tant d'audace, restèrent immobiles et silencieux ; il semblait qu'ils se crussent sous le coup de quelque esprit de l'air, de quelque génie de l'enfer. Legrand passa au milieu d'eux, en les défiant du regard, descendit à la chambre du capitaine, qui jouait aux cartes, lui mit le pistolet sous la gorge, et lui ordonna de ne pas bouger et de se rendre. Le vice-amiral obéit; on consentit à le déposer, avec la plupart des siens, sur la terre la plus voisine, pour s'en débarrasser comme d'un poids inutile; et l'on ne conserva que le nombre suffisant de matelots espagnols, pour la manœuvre du galion si fièrement conquis.

Les flibustiers de la Tortue, grossis d'un certain nombre de Français et d'Anglais venus de l'île Saint-Christophe, et accueillant les plus hardis aventuriers de toutes les nations, établirent une sorte de gouvernement où chaque personne libre avait une autorité despotique dans son habitation, et chaque capitaine une souveraineté sur son bord, tant qu'il n'était pas révoqué de son commandement. En 1638, les Espagnols, épouvantés de ce voisinage, vinrent avec une flotte nombreuse pour s'emparer de la Tortue. Comme ils avaient eu soin de profiter d'un moment où les flibustiers étaient en course sur mer, et les boucaniers en chasse à Saint-Domingue, ils eurent aisément raison du peu d'habitants qui étaient restés chez eux; ils les passèrent au fil de l'épée, ou les pendirent. Quelques-uns parvinrent pourtant à se réfugier dans les bois et les montagnes, et les Espagnols ne se hasardèrent pas à les y aller chercher.

Après leur attaque de la Tortue, où ils négligèrent de laisser une garnison suffisante, les vainqueurs voulurent purger Saint-Domingue des boucaniers qui y étaient restés. Ils ne réussirent pas selon leur espérance, et, de plus, les flibustiers revinrent à la Tortue. La nécessité de se défendre contre l'ennemi commun engagea les aventuriers français à se choisir un chef. Parmi les Anglais qui s'étaient joints à eux, il y en avait un, nommé Willis, qui

passait pour homme de tête. Ce fut à lui qu'ils déférèrent le commandement; mais ils eurent bientôt lieu de s'en repentir. Willis attira à lui autant qu'il put de gens de sa nation, et quand les premiers qui l'avaient élu voulurent lui donner un remplaçant, il se moqua d'eux.

Le commandeur de Poinci, lieutenant général des îles françaises, instruit de ce qui se passait à la Tortue, chargea Le Vasseur, un de ses officiers, appartenant au calvinisme, et duquel, pour cette raison, il n'était pas fâché de se débarrasser, d'aller prendre le commandement des aventuriers français; il l'investit, pour mieux l'engager, du gouvernement de la Tortue, et, par une convention spéciale, garantit la liberté de conscience à lui et à tous ceux qui le suivraient. Le Vasseur assembla tout ce qu'il put de protestants, parmi lesquels se trouvèrent bientôt cinquante boucaniers de Saint-Domingue; il débarqua au mois d'août 1641, à la Tortue, et envoya sommer Willis de sortir de l'île en vingt-quatre heures. Épouvantés de tant d'audace, les Anglais obéirent sur-le-champ à la sommation, et Le Vasseur se mit en possession d'un fort que déjà ils avaient construit. Le conquérant de la Tortue eut bientôt à se défendre des attaques des Espagnols; mais il était habile ingénieur autant que brave capitaine, et il sut si bien se fortifier et se battre, que ces étrangers, repoussés avec perte, n'osèrent plus, de son vivant, se montrer devant la Tortue.

Les Français avaient repris avec activité le chemin de l'Afrique occidentale, dont un Saintongeois, nommé Alphonse, avait, dès 1559, relevé et décrit les côtes, signalé tous les ports, toutes les baies et les rivières. Vers 1612, le capitaine Augustin de Beaulieu, natif de Rouen, et le chevalier de Bricqueville firent un essai de colonisation sur la rivière de Gambie. Deux ans après, en 1614, le capitaine Jean Mareaux fut autorisé à armer en guerre le navire *le Lion de la flotte de l'île de Ré*, pour aller trafiquer avec les habitants du cap Blanc, du cap Vert, de *Castel de Mine*[1],

[1] *Hydrographie* de Fournier, page 336. On remarquera que Fournier mentionne ici le

et de Guinée. En 1619, Jean Le Tellier, Dieppois, auteur d'un traité de navigation, fit voile pour l'Afrique, et en releva à son tour les côtes occidentales. La même année le capitaine de Pont-Pierre reçut autorisation d'aller faire le négoce aux mêmes lieux que Jean Mareaux, et jusqu'au cap de Bonne-Espérance. Richelieu seconda les projets qui avaient en vue l'Afrique occidentale, aussi bien que ceux qui étaient dirigés vers d'autres régions. Le 23 juin 1633, il autorisa pour dix ans une association de marchands de Rouen et de Dieppe, pour faire le trafic avec le cap Vert, le Sénégal et la Gambie; et le 14 janvier 1634, une autre association, également pour dix ans, sous le nom de compagnie de Guinée, pour commercer depuis Sierra-Leone au cap Lopez. Comme preuve de la haute protection qu'il accordait aux compagnies d'Afrique, on le vit envoyer, sous les ordres de l'habile et actif Razilli, une escadre dans les parages où elles faisaient leur commerce. La compagnie du cap Vert, Sénégal et Gambie jeta les fondements du premier établissement des Français au Sénégal, à quatre lieues dans le fleuve du même nom, sur une île que l'on appela Saint-Louis.

Dès l'an 1601, sous le règne de Henri IV, une compagnie de marchands de Saint-Malo, Laval et Vitré, avait équipé deux navires, *le Croissant* et *le Corbin*, sous la conduite de Michel Frotet de La Bardelière, et de François Grout du Clos-Neuf, tous deux Malouins, pour aller dans la mer des Indes. Partis de Saint-Malo, le 18 mai 1601, les navigateurs touchèrent à Sainte-Hélène, et furent ensuite chassés par la tempête, du cap de Bonne-Espérance à l'île de Madagascar, que l'on connaissait aussi, dans ce temps, sous le nom d'île Saint-Laurent; le 23 mai 1602, ils jetèrent l'ancre aux îles Comores, et, sortis du détroit de Mozambique, au mois de juillet, ils se virent de nouveau assaillis par la tempête dans les dangereux parages des îles Maldives. *Le Corbin*

fort de la Mine, qui avait été l'un des plus anciens comptoirs des Français sur cette côte. Jean Mareaux eut en outre le droit de trafic avec le Brésil, Cuba, Saint-Domingue et la rivière de la Plata, en Amérique.

périt; *le Croissant*, moins malheureux, mouilla à Sumatra, et, après un séjour de cinq mois dans l'Inde, revit l'Europe, vers le milieu de l'année 1603. Les Bretons ne se laissèrent pas décourager par cette navigation désastreuse, et continuèrent à suivre la route des Indes orientales.

Les Normands ne leur cédaient pas en entreprises du même genre. Ils avaient, les premiers des Français, connu cette route. En 1616, des navires de Normandie appartenant à une compagnie qui avait pour chef Girard le Flamand, allèrent à l'île Java. Le 5 février 1619, à la suite de cette expédition, fut créée, à Paris, une compagnie des Indes orientales, qui eut pour administrateurs deux bourgeois de Rouen, et pour greffier, François de Magny, négociant parisien. Au mois d'octobre de la même année, Augustin de Beaulieu, le même qui avait essayé de coloniser à la Gambie, ayant revêtu le titre de général, mit à la voile d'Honfleur avec trois navires : *le Montmorenci*, qu'il commandait en personne; *l'Espérance*, capitaine Gravé, et *l'Hermitage*, capitaine Redel. L'expédition emportait des vivres pour deux ans. Après avoir jeté l'ancre dans la baie de la Table, au cap de Bonne-Espérance, et avoir noué quelques relations avec les indigènes, elle essuya une affreuse tempête. *Le Montmorenci* et *l'Hermitage*, laissant prendre les devants à *l'Espérance*, allèrent se réparer à Madagascar, dans la baie protectrice de Saint-Augustin. Beaulieu, après avoir donné une attention particulière à Madagascar, prit connaissance des îles Comores, et remarqua spécialement Mayotte, l'une d'entre elles, qui de nos jours devait fixer les regards du gouvernement français. Beaulieu, ayant repassé la ligne, aperçut la côte de Malabar, doubla le cap Comorin, et arriva enfin à l'île Sumatra, le 1er décembre 1620, où il apprit que les Hollandais avaient arrêté, puis brûlé, de nuit, le navire *l'Espérance*, et préparaient, s'il n'y prenait garde, un sort pareil au *Montmorenci*. Le capitaine Gravé n'était venu à bout de se sauver des mains des Hollandais, que pour mourir bientôt de maladie à bord du *Montmorenci*. Beaulieu, après avoir séjourné à Achem,

appareilla pour la France, le 1er février 1621, et arriva au Havre-de-Grâce, le 1er décembre suivant, après trente-huit mois d'une navigation qui, malgré bien des mésaventures, des catastrophes même, n'avait pas été infructueuse, puisque le *Montmorenci* rapportait une charge plus que suffisante pour en couvrir les frais [1]. Ce ne furent pas là certainement, à beaucoup près, les seuls voyages des Français dans la mer des Indes, à cette époque.

Chemin faisant, à l'entrée de cette mer, les navigateurs rencontraient presque toujours la grande île de Madagascar, séparée par le canal de Mozambique de la côte orientale du continent africain. Quoique le refoulement des sables, en s'opposant aux écoulements dans les mers, ait formé sur une grande partie du littoral de Madagascar, des marais où le luxe prodigieux de la végétation, activée par la chaleur et l'humidité, n'a d'égal que dans la putridité qu'y produisent la décomposition des plantes et la torpeur des eaux, les Français avaient rapporté de cette contrée, longue de deux cent quatre-vingt-cinq lieues, large, dans sa moyenne, de quarante, et dont le centre d'ailleurs, fort élevé au-dessus du niveau de la mer, est renommé pour sa salubrité, les idées les plus avantageuses. Elles donnèrent naissance à une compagnie dont Richelieu protégea les commencements dans la dernière année de sa vie, et qui fut organisée par lettres patentes du 24 juin 1642. Le capitaine Ricault en fut le chef. Le but de la compagnie était de coloniser à Madagascar et îles voisines, pour s'assurer une large part dans le commerce des Indes orientales. Ce ne fut qu'en 1643, après la mort du cardinal, qu'elle envoya, pour cet objet, son premier navire dans la mer des Indes.

Tel était, en substance, l'état politique, maritime, commercial et colonial de la France, que Richelieu léguait aux ministres ses successeurs. Malgré le triste temps d'arrêt de la régence d'Anne

1 Voir plus amplement le voyage de Beaulieu et plusieurs de ceux qu'on a précédemment rappelés, dans nos *Navigateurs français*.

d'Autriche et des guerres civiles de la Fronde, on devait retrouver un jour, pour les féconder, les germes répandus sur toutes choses par ce puissant génie qui avait si largement préparé les voies au siècle de Louis XIV.

Richelieu finit ses jours le 4 décembre 1642, à l'âge de cinquante-huit ans, au milieu de ses succès. Le marquis de Brézé lui succéda, tout jeune encore qu'il était, dans sa haute charge de grand-maître, chef et surintendant de la navigation et du commerce de France. A moins de six mois de distance, le 14 mai 1643, Louis XIII suivit au tombeau son grand ministre, dont l'ombre gouvernait et conquérait encore.

CHAPITRE XX.

De 1643 à 1664.

Régence d'Anne d'Autriche et ministère de Mazarin pendant les premières années de Louis XIV. — Conquêtes dans la Flandre maritime. — Prise de Dunkerque par le grand Condé, en 1646. — Le marquis de Brézé grand-maître et surintendant de la navigation. — Sa mort à la bataille navale de Télamone. — La reine régente lui succède comme grande-maîtresse et surintendante de la navigation. — Expédition navale du maréchal de La Meilleraie contre Piombino et l'île d'Elbe. — Rôle de Henri II, duc de Guise, et des Français dans la révolution de Naples, en 1647. — Le duc Armand-Jean de Richelieu, général des galères de France. — Traités de Munster, en 1648. — Nouvelle décadence de la marine française sous le ministère de Mazarin et pendant les troubles de la Fronde. — Perte des conquêtes de Flandre pendant ces troubles. — Renouvellement de guerre civile en Provence et en Guienne. — César, duc de Vendôme, grand-maître et surintendant de la navigation. — Fin des troubles de la Fronde. — Mazarin s'allie à Cromwell contre les Espagnols, et livre aux Anglais les places maritimes de Flandre conquises par les Français. — Paix des Pyrénées avec l'Espagne. — Ses résultats pour la France. — Quelques événements depuis ce traité et la mort de Mazarin, jusqu'à l'époque des grands changements introduits dans la marine de France par Colbert. — Navigations. — Colonies.

Les minorités devaient se succéder avec presque tous les rois de la branche de Bourbon. Louis XIV n'avait que quatre ans et demi à son avénement au trône. Le parlement de Paris rendit, le 18 mai 1643, un arrêt qui déférait à la mère du jeune monarque, Anne d'Autriche, la régence et la tutelle sans restriction, contrairement à une déclaration du feu roi qui assistait sa veuve d'un Conseil et lui associait le duc d'Orléans comme lieutenant général de son fils. Anne d'Autriche choisit pour principal ministre le célèbre étranger Mazarin. Aussitôt ce fut un prétexte pour les principaux personnages de la cour de troubler la minorité. Ils s'essayèrent à jouer un rôle et à former des partis; mais la politique de Henri IV et surtout celle de Richelieu, avaient bien rapetissé tous ces mauvais vouloirs, toutes ces ambitions individuelles des princes et des grands seigneurs. Pour l'instant, ils ne purent faire que des émeutes de bonne maison, point de révolution.

Cependant la guerre continuait de tous côtés avec l'Espagne, qui espérait en ces moments de confusion pour ressaisir tout le terrain qu'elle avait perdu. Mais la fameuse bataille continentale

de Rocroi, dans laquelle le grand Condé, à l'âge de vingt-deux ans, anéantissait, dès le 19 mai 1643, l'élite de ses armées, lui prouva que sa grandeur n'était déjà plus que souvenir et fumée. Tandis que Turenne se couvrait de gloire, tantôt en Italie, tantôt en Allemagne, que le maréchal d'Harcourt se signalait en Catalogne et Condé partout, les Pays-Bas, et plus particulièrement la Flandre maritime, furent le théâtre d'affaires importantes. Les Français prirent, en juillet 1644, la ville alors très considérable de Gravelines; leurs succès allèrent croissant en 1645, où ils enlevèrent aux Espagnols Mardick, position réputée aussi très puissante à cette époque, et une grande partie de la Flandre française. Mardick, reprise dans l'année par l'ennemi, lui fut de nouveau enlevée en 1646. Le grand Condé, qui avait pris Furnes, mit le siége devant Dunkerque. Il commença ses travaux le 17 septembre; et, malgré la difficulté de creuser des tranchées dans les sables mouvants qui environnent la place, et que le vent soulevait sans cesse, malgré les continuelles sorties de la garnison, il contraignit les Espagnols à capituler le 11 octobre. Condé laissa la garde de sa belle conquête au maréchal de Rantzau et vola à d'autres exploits. Pendant ce temps, le beau-frère de cet illustre prince, Armand de Maillé de Brézé, qui avait été confirmé dans sa charge de grand-maître et surintendant général de la navigation et du commerce de France, et qui la remplissait en héros, commandait une brillante armée navale dans la Méditerranée. Dès le 9 août 1643, habilement secondé par le chevalier Paul, il avait attaqué la flotte espagnole jusque sur ses côtes, l'avait battue, et lui avait enlevé six vaisseaux; le 3 septembre suivant, il lui avait de nouveau livré combat à la hauteur de Carthagène, quoique inférieur en forces; et, après une lutte opiniâtre, avait pris le vice-amiral espagnol à l'abordage, brûlé l'amiral napolitain, et enlevé encore ou incendié plusieurs autres vaisseaux. En 1645, le vigilant Brézé était allé bloquer par mer la place de Tarragone, en Catalogne, que l'on avait aussi investie du côté de la terre; la même année, il contribua, par un blocus sé-

vère, à amener la capitulation de la place de Rosas. L'année suivante enfin, il reçut ordre d'aller seconder par mer les opérations des Français en Italie. Il avait fait travailler tout l'hiver à Toulon pour l'armement d'une flotte de trente-six vaisseaux de guerre, vingt galères, dix-huit brûlots et nombre de tartanes. Ayant reçu sur ses vaisseaux, avec six mille soldats, le prince Thomas de Savoie, devenu l'allié de la France après en avoir été l'ennemi, Brézé parut, le 20 mai 1646, à la hauteur de Monte-Argentaro, débarqua quelques troupes dans la province inférieure de Sienne que les Espagnols occupaient, s'empara rapidement de Telamone, Salines et Santo-Stefano; puis vint mettre le siége devant Orbitello, ville bâtie au milieu d'un lac, et qui ne tient au continent que par une langue de terre. C'était le seul côté par où on pût l'attaquer, et ce fut aussi par là que les Espagnols portèrent leurs plus grands et persévérants efforts pour la défense de la place. Leur longue résistance donna le temps au vice-roi de Naples d'envoyer une flotte beaucoup plus forte que celle des Français au secours d'Orbitello; cette flotte, commandée par don Antonio de Pimentel, parut devant Telamone le 14 juin. Aussitôt Brézé, sans se préoccuper de son infériorité numérique, se met en devoir d'accepter la bataille. Ce fut une longue canonnade qui dura trois heures, et pendant laquelle les Espagnols eurent soin de se tenir toujours hors de portée de l'abordage, connaissant la supériorité de leurs adversaires dans ce genre de lutte. Néanmoins la victoire des Français semblait assurée, quand le chef de leur flotte fut emporté d'un boulet de canon qui le frappa au milieu du ventre. Le grand-maître de la navigation, marquis de Maillé-Brézé, n'était encore que dans sa vingt-septième année. Quoique sur un autre élément, il avait, durant sa trop courte carrière, fait assaut de talent et de bravoure avec son illustre beau-frère le grand Condé, sa perte fut un malheur pour le pays. Le chevalier Paul et Duquesne étaient présents à cette bataille; le dernier, déjà couvert de cicatrices, y reçut une nouvelle blessure. Une tempête sépara les deux flottes, força l'une à se retirer à Naples, et l'autre

dans les ports de Provence. Peu après, une partie de la flotte française retourna, mais ce fut pour recevoir l'infanterie du prince Thomas, contraint par les maladies et par l'arrivée d'une formidable armée ennemie à lever le siége d'Orbitello, le 18 juillet 1646. Pour le prince, à la tête de sa cavalerie, il s'ouvrit un passage, le sabre à la main, à travers la Toscane. Le grand Condé brigua vivement la succession de son beau-frère Maillé-Brézé; mais, à cette époque, lui et son père portaient beaucoup d'ombrage à la reine-régente et au cardinal Mazarin, son ministre favori. Anne d'Autriche crut imposer silence de ce côté à l'ambition du vainqueur de Rocroi, en se faisant délivrer à elle-même des lettres patentes de grande-maîtresse et de surintendante de la navigation et du commerce de France.

C'était une guerre d'intrigue personnelle plutôt qu'une guerre de quelque importance pour le pays que Mazarin venait de faire du côté d'Orbitello, et elle avait eu bien plus en vue, quoique d'une manière non avouée, le pape que l'Espagne, le pape des États duquel Orbitello était à vingt-sept lieues seulement, et qui refusait un chapeau de cardinal au frère du ministre. Ce chapeau avait déjà coûté bien cher à la France par la mort du jeune marquis de Brézé; mais Mazarin n'était pas homme à abandonner, sans s'être assuré du triomphe, une guerre d'intrigue.

Il chargea le maréchal de La Meilleraie d'une nouvelle expédition navale, dans le misérable but d'effrayer le pape au sujet du fameux chapeau. La flotte fut équipée à Toulon, ville qui, peu à peu, depuis que les vaisseaux de haut bord faisaient concurrence aux galères dans la Méditerranée, détrônait Marseille comme port de guerre. La Meilleraie mit à la voile au commencement de septembre 1646, et, après avoir pris, en passant, à Oneglia, port d'Italie, le maréchal du Plessis-Praslin avec cinq mille hommes détachés du Piémont, il alla attaquer, dans le voisinage du pape, à la fois Piombino sur le continent, et Porto-Longone dans l'île d'Elbe, située à quatre lieues en face. Piombino se rendit le 9 octobre; et Porto-Longone tint jusqu'au 29, jour où La

Meilleraie l'amena à capituler. La flotte française fut immédiatement ramenée dans les ports de Provence. L'Italie poussa un cri d'alarme en voyant les Français s'installer dans ses positions les plus centrales, et le pape en particulier s'empressa d'offrir à Mazarin tout ce qu'il désirait de lui.

Sur ces entrefaites, les Français eurent une bien autre occasion de s'établir en Italie, comme aux jours de la maison d'Anjou. Il y avait peu de temps encore que le Portugal et la Catalogne s'étaient détachés de la monarchie espagnole, quand, à peu de mois d'intervalle, deux insurrections éclatèrent, l'une en Sicile, l'autre à Naples. Deux hommes du peuple, l'un marchand de cuir, l'autre marchand de poisson, Joseph d'Alessio, à Palerme, et Mazaniello, à Naples, en furent les chefs. Les insurgés parurent disposés à s'appuyer sur la France. Au moment du soulèvement de Sicile, le chevalier Paul, dont la réputation ne connaissait point alors de rivales sur la Méditerranée, se trouvait chargé de protéger avec une flottille les dernières conquêtes des Français dans les eaux de la Toscane; il partit de Piombino le 1er avril 1647, et, porté par un vent frais dans le golfe de Naples, il canonna pendant sept jours la flotte du duc d'Arcos, vice-roi de cet État, l'empêcha d'aller porter secours au vice-roi de Sicile et répandit l'alarme sur toutes les côtes. Les Napolitains, que l'on poussait à se former en république à l'imitation des Provinces-Unies de Hollande, avec l'appui de hauts chefs militaires, comme avaient été pour les Hollandais les princes de la maison d'Orange-Nassau, résolurent d'appeler à leur tête Henri II, duc de Guise, petit-fils du Balafré, qui prétendait avoir d'anciens droits au trône de Naples par Iolande d'Anjou, duchesse de Lorraine, fille du roi René. Guise se trouvait alors à Rome; il se flattait de réveiller chez les descendants de la noblesse d'Anjou, qui étaient encore puissants dans le royaume insurgé, les vieux souvenirs de leurs aïeux; et, d'un autre côté, il caressait les idées républicaines du peuple; il avait imaginé un singulier moyen de satisfaire ses vues secrètes pour l'avenir et les nécessités présentes de sa position, en saluant

l'insurrection de Naples du nom de royale-république. Du reste Henri II de Guise fit bravement comme avaient fait ses ancêtres, même dans les plus mauvaises causes. Sans attendre les secours que l'ambassadeur de France, à Rome, lui promettait, il s'embarqua à Fiumicino sur une petite felouque, avec une suite de vingt-deux personnes seulement, quelques milliers de pistoles qu'il avait empruntées et quelques barils de poudre. Une flotte espagnole qu'il rencontra ne lui fit rien déranger à son projet; il passa tout près d'elle en plein midi, comme s'il était au milieu de ses amis, et, au moment où celle-ci, s'apercevant qu'il changeait de direction, tirait sur lui de toute son artillerie, il abordait à Naples, le 15 novembre 1647. Guise eut d'abord de rapides succès, et il en fût venu très présumablement à ses fins, s'il eût reçu les secours qu'il attendait de la France. Mais là on se souvenait de l'ambition démesurée de sa famille qui avait attisé le feu des guerres civiles de la Ligue; de lui-même, qui dernièrement encore avait cherché à entraver l'établissement de la régence de la reine-mère, et on hésita tout de suite à élever un prince que l'on soupçonnait à bon droit, malgré ses protestations, de travailler beaucoup plus pour lui-même que pour la grandeur de la France et pour les libertés de ceux par lesquels il était appelé. Armand de Vignerot Duplessis, duc de Richelieu, arrière-neveu du grand cardinal et alors général des galères, se présenta dans le golfe de Naples, avec une flotte de vingt-sept vaisseaux et quelques brûlots; dirigé par le chevalier Paul, il attaqua, le 22 décembre 1647, à la hauteur de Castel-a-Mare, la flotte hispano-napolitaine, et lui fit éprouver des pertes en vaisseaux et en hommes. La nuit et un vent violent séparèrent les deux armées. Toutefois il paraît que le duc de Richelieu avait de secrètes instructions pour agir d'une manière peu décisive. Il n'apportait ni l'argent, ni les armes, ni les vivres que Guise avait demandés. Un de ses envoyés s'adressa à l'arquebusier Gennaro Annesse, qui avait succédé à Mazaniello à la tête du peuple napolitain, comme au véritable chef des insurgés, et lui remit le peu de poudre qu'il avait fait

apporter à terre, quoique le duc de Guise fût présent. Bientôt le général des galères, sans avoir rien entrepris de sérieux, fit voile pour Porto-Longone, en l'île d'Elbe, sous prétexte d'y faire de l'eau. Le gouvernement espagnol en profita pour leurrer les Napolitains de belles promesses de concessions, et de paroles pleines de clémence. Un nouveau vice-roi parvint à s'entendre avec les chefs des insurgés qui se plaignaient de la hauteur de Guise. L'arquebusier Gennaro Annesse lui-même s'engagea à ouvrir une des portes de Naples aux Espagnols, pourvu qu'on trouvât le moyen de retenir pendant ce temps le duc hors de la ville. Celui-ci pourtant paraissait encore loin d'avoir perdu toutes chances favorables. A ce moment même, le royaume entier de Naples était en révolution, et les troupes et garnisons étrangères étaient dans la plus grande détresse. Mais la trahison de Gennaro fit tout perdre en un instant. Le duc de Guise, apprenant que pendant qu'il était occupé à chasser les Espagnols de la petite île de Nisida, on venait de leur livrer sa capitale, essaya, avec quelques Français, de se retirer par terre à Rome; mais, poursuivi et arrêté près de Capoue, il resta quatre ans prisonnier en Espagne. Redevenus maîtres du royaume de Naples, les Espagnols foulèrent aux pieds leurs engagements; tout ceux qui avaient marqué de quelque manière dans l'insurrection furent suppliciés, et Gennaro Annesse lui-même, qui avait livré et son pays et le duc de Guise, n'eut qu'un privilége, celui d'être réservé le dernier pour l'échafaud. On accusa Mazarin de n'avoir pas profité des circonstances pour expulser dès lors les Espagnols de l'Italie; mais on ne s'est pas assez demandé si les princes lorrains, par lesquels on aurait été obligé de remplacer ceux de la maison d'Autriche, valaient mieux, sinon pour la gloire, au moins pour les intérêts de la France. La famille de Guise, à Naples, n'aurait certainement pas accepté une simple vice-royauté, elle qui avait osé porter ses vues jusque sur le trône de France; et qui sait même si, enhardie par sa nouvelle fortune, elle n'eût pas pensé à entreprendre contre la Provence sur laquelle elle avait naguère encore prétendu. C'était en

tout cas une sage politique de ne point refaire de grands vassaux ; on avait appris, par une longue et cruelle expérience, ce qu'il en pouvait coûter au pays.

Ce n'est pas assurément que l'on veuille louer ici le cardinal Mazarin de tous ses actes comme ministre. La grandeur du pays ne le préoccupait qu'après la sienne et celle de sa famille. Il ne pourvoyait aux intérêts de l'État qu'après avoir pourvu à des intérêts mesquins et égoïstes, et les services rendus par lui à la France n'étaient, pour ce personnage italien, qu'un moyen de s'y maintenir nécessaire et puissant. En sa qualité d'étranger, il lui importait peu d'atteindre le but qu'il se proposait par des Français ou par d'autres. C'est ainsi que, tout le temps que l'alliance offensive et défensive avec les Provinces-Unies dura étroite et forte, il ne se servit guère que des flottes hollandaises pour appuyer par mer les conquêtes qu'il faisait faire dans la Flandre maritime, et que, trop confiant dans la durée du besoin que la nouvelle république pouvait avoir des successeurs de Henri IV, il négligea la marine de France, laissant dépérir, sous ce rapport, l'œuvre de Richelieu. Le peu qui restait de vaisseaux français était tout entier occupé dans la Méditerranée. Ces vaisseaux secondèrent vivement le nouveau vice-roi de Catalogne, maréchal de Schomberg, quand il assiégea et prit d'assaut la place de Tortose; mais ils ne pouvaient suffire à tout. Mazarin eut lieu de s'en apercevoir, ainsi que du peu de fondement que l'on doit faire sur les alliances les mieux acquises, quand, nonobstant les triomphes de la France dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Italie et en Espagne, la Hollande fit, sans l'attendre, sa paix avec ce dernier royaume, à Munster, le 30 janvier 1648. Le traité de Munster entre le roi d'Espagne et les États de Hollande reconnut d'une manière définitive l'existence de la république batave; et le jour ne devait pas tarder à venir où celle-ci se croirait plus obligée ou mieux assurée par ceux qui avaient eu tant de peine à la reconnaître, que par la nation qui l'avait si fort aidée à se former. Le 6 août 1648, le roi de Suède et l'empereur d'Allemagne firent leur traité dans la

même ville de Munster en Westphalie. La France restait seule engagée dans la guerre qui depuis longtemps agitait l'Europe. La paix qu'elle fit aussi à Munster, le 24 octobre 1648, ne s'étendait qu'à la branche de la maison d'Autriche, qui était en possession de l'empire. L'Alsace, moins Strasbourg, fut alors cédée à la France.

La guerre continua avec la monarchie d'Espagne qui enveloppait toujours, de fait ou de prétentions, les Pays-Bas moins la république des Provinces-Unies, la Franche-Comté, la Lombardie et les Deux-Siciles. Les troubles de la Fronde, qui éclatèrent sur les entrefaites, en rendant au gouvernement espagnol toutes ses espérances, l'éloignèrent pour un temps encore de négociations pacifiques.

Le peuple, accablé d'impôts vexatoires, et les officiers du parlement desquels on retenait les gages, se plaignaient sans doute à bon droit des taxes de toutes sortes de Mazarin et des exactions de ses agents; mais les princes et les grands seigneurs de la cour ne furent guidés, dans cette nouvelle période de dissensions intestines, que par cet incessant besoin de turbulence et de révolte qui fut, il faut le reconnaître, à côté de belles et grandes qualités, un des caractères dominants de la plus haute noblesse de France. Les princes et les grands seigneurs, saisissant avidement l'occasion, eurent bientôt changé les plaintes en révolte armée, et ce qui était une question d'intérêt général se transforma, par leurs soins et leurs menées, en une question d'intérêt tout personnel. Le grand Condé lui-même n'échappa point à la contagion de la cour, et l'époque de la Fronde suffit à ternir à jamais sa gloire.

Les troubles civils gagnèrent surtout deux provinces maritimes de France : la Provence et la Guienne. Dans la Provence, où ils eurent un caractère moins grave, c'était une querelle entre le parlement d'Aix et le gouverneur, le comte d'Alais, qui y avait donné lieu. En Guienne, c'était aussi une querelle entre le parlement de Bordeaux et le gouverneur, fils de ce duc d'Épernon qui avait tant occupé de lui le royaume, sous Henri III et sous Henri IV. Le grand Condé, dans la position la plus inconséquente,

protégeait d'un côté le gouverneur de Provence contre le parlement d'Aix, et d'un autre côté le parlement de Bordeaux contre le gouverneur de Guienne, selon que son orgueil, son ambition et les flatteries qu'on lui adressait le poussaient. Bordeaux en pleine révolte fut un des boulevards sur lesquels Condé et son parti fondèrent le plus d'espoir. Quand il eut été arrêté par surprise, avec les ducs de Conti et de Longueville, et emprisonné à Vincennes, Claire-Clémence de Maillé, sa femme, s'enferma dans Bordeaux. L'Espagne se mêla activement alors aux troubles de la France pour appuyer ces mêmes Condés, qui naguère encore la battaient. Quant à l'Angleterre, elle était alors trop occupée de sa grande révolution, pour se jeter cette fois dans les affaires du continent; Charles Ier avait eu la tête tranchée, le 9 février 1649, par suite d'un arrêt rendu sous l'influence de Cromwell. L'Espagne donc, prenant parti pour la révolte en France, envoya quelques forces pour appuyer les mécontents de Bordeaux. Mais si cette ville avait des sentiments hostiles à Mazarin, elle fit bien voir tout de suite au parti de Condé qu'elle n'entendait pas se servir d'appuis étrangers. Le parlement de Bordeaux rendit un arrêt pour que le peuple courût sus aux Espagnols, et même à l'ambassadeur de Philippe IV, aussitôt leur arrivée. Une armée royale peu considérable marcha contre la ville insurgée; quelques petits combats furent livrés aux environs; une attaque fut faite avec succès, malgré l'ardeur de la défense, contre les ouvrages avancés de la place. Enfin, avant qu'on eût rien entrepris de plus, on parla d'accommodements. Les bourgeois de Bordeaux, se piquant d'honneur et de chevalerie, obtinrent des conditions assez favorables pour la princesse de Condé. Claire-Clémence de Maillé, sœur du vaillant grand-maître de la navigation, tué devant Telamone, quitta Bordeaux le 3 octobre 1650, après y avoir soutenu pendant quatre mois la guerre. Elle monta dans sa galère avec les dames de sa suite, les ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld, les comtes de Foix, de Coligni, de Lorges, de Guitaut, et plusieurs autres seigneurs de ses amis. Les princes

prisonniers furent transportés de Vincennes au Havre-de-Grâce, mais, peu après, ils furent remis en liberté.

Louis XIV atteignit, au mois de septembre 1651, sa treizième année. Quoique majeur, il n'en laissa pas moins encore pendant plusieurs années la conduite du gouvernement à sa mère et à Mazarin. Condé n'était sorti de prison que pour se mettre de nouveau à la tête de la révolte armée, et ce fut encore sur Bordeaux qu'il chercha à s'appuyer en France, pendant qu'il poussait l'oubli de son propre sang, de ses propres exploits, jusqu'à appeler de toutes parts l'Espagnol à son aide. Déjà il avait été joint par une flotte de Philippe IV, composée de treize vaisseaux et de dix brûlots, et à laquelle il avait consigné, à titre de sûreté, comme il s'y était engagé, la place de Bourg sur Dordogne et Garonne. Mais il reçut alors une sévère leçon du parlement de Bordeaux, qui lui fit savoir que s'il avait autorisé la prise d'armes pour la liberté, ce n'était pas pour soumettre des Français à une domination étrangère. Condé chercha à réveiller l'ancienne faction protestante dans La Rochelle; mais, loin de le seconder, les habitants de cette ville se barricadèrent contre ses partisans, les combattirent, et aidèrent le comte d'Harcourt à précipiter de leurs murailles les soldats mercenaires qui s'y trouvaient, et que le comte de Doignon, leur chef, avait rangés du côté des princes révoltés. Condé, qui avait éprouvé plusieurs revers en Guienne, remit la garde de Bordeaux à Marsin, officier de fortune du pays de Liége, qui abandonnait la Catalogne, dont on lui avait confié la défense, pour venir se mettre aux ordres de l'insurrection. Quant au prince, il se rendit de sa personne à Paris, où il livra et perdit, le 2 juillet 1652, contre Turenne, la bataille du faubourg Saint-Antoine, qui promit heureusement une prompte fin aux guerres civiles de la Fronde. On s'occupa de pacifier entièrement la Guienne. Le duc de Candale, en qui devait bientôt finir la maison d'Épernon, eut le commandement de l'armée destinée à cet objet, à la place du comte d'Harcourt. Le fils légitimé de Henri IV, César, duc de Vendôme, avait été revêtu, en 1650, de la dignité de grand-maître et surin-

tendant de la navigation et du commerce, de laquelle la reine-mère s'était démise en sa faveur pour le gagner à sa cause, ainsi que son fils, le duc de Beaufort, autre héros de la Fronde, à qui l'on accorda même la survivance en la charge. Le grand-maître reçut ordre d'agir avec une flotte que l'on eut des peines inouïes à réunir au nombre de huit navires d'assez fort tonnage, de trois galères, de huit petites frégates et de plusieurs chaloupes et brigantins.

Duquesne avait armé une escadre à ses frais pour venir se joindre au duc de Vendôme. Chemin faisant, il rencontra une flotte anglaise dont le commandant lui fit dire de baisser pavillon. « Le pavillon français ne sera jamais déshonoré tant que je l'aurai à ma garde, répondit Duquesne; le canon en décidera, et la fierté anglaise pourra bien céder aujourd'hui à la valeur française. » Ce qu'il espérait arriva ; les Anglais, quoique fort supérieurs en nombre, furent mis en fuite après un combat meurtrier. Duquesne se fit radouber, et opéra sa jonction dans la Gironde avec le duc de Vendôme, malgré une escadre espagnole qui croisait à l'embouchure du fleuve.

Vendôme s'empara de Bourg, le 3 juillet 1653, et s'occupa de bloquer Bordeaux, pour empêcher tous secours étrangers, et particulièrement ceux d'Espagne, de s'introduire dans la place. Il fit aussi construire deux forts sur les rives de la Gironde, et fit si bien, avec l'aide de Duquesne, que Bordeaux se vit dans la nécessité de se soumettre complétement le 31 du même mois de juillet. Louis XIV, ou plutôt alors son ministre, exigea que les habitants rétablissent le Château-Trompette et le fort de Ha pour tenir la ville en respect. La soumission de Bordeaux engagea le comte du Doignon, qui était resté dans le parti du prince de Condé, à remettre ses gouvernements d'Aunis, de Brouage et des îles d'Oléron et de Ré. Condé n'eut bientôt plus d'autre appui que l'étranger, dans les bras duquel il se jeta. La guerre civile pouvait être considérée comme terminée ; mais tout le temps qu'elle avait duré, les Espagnols en avaient profité d'une manière désastreuse pour la France. Dès l'an 1649, ils avaient repris quelques-unes des con-

quêtes faites précédemment dans les Pays-Bas; le 18 mai 1652, Gravelines avait été obligée de se rendre à eux, après soixante-neuf jours de siége; et, le 16 septembre de la même année, Dunkerque avait subi le même sort, après une lutte de trente-neuf jours; Furne et Bergues-Saint-Vinox n'avaient pas tenu longtemps après. Dans l'île d'Elbe, les Français avaient également perdu Porto-Longone. Enfin, en Espagne, la Catalogne, qui naguère s'était donnée à eux, leur avait été enlevée par suite de la véritable et honteuse défection de Marsin. Don Juan, fils naturel de Philippe IV, s'était aussitôt montré devant Barcelonne avec une flotte puissante, qui, en se bornant à couper le commerce et les vivres à cette grande cité, l'avait mise aux abois. En vain le maréchal de la Mothe-Houdancourt était venu se jeter dans Barcelonne, au printemps de l'année suivante, et avait dirigé avec bravoure et opiniâtreté la résistance des habitants, à peu près réduits à eux-mêmes; il leur avait enfin fallu capituler, le 13 octobre 1652, et dès lors la Catalogne avait pu être considérée comme perdue pour la France, malgré les quelques positions que l'on y conservait encore.

Le duc de Guise était sorti des prisons d'Espagne par les bons offices de Condé. Encouragé par les symptômes de nouveaux mécontentements qui se manifestaient à Naples, il reprit, en 1654, le projet d'enlever le royaume des Siciles aux Espagnols. Il obtint de Mazarin, à force de sollicitations, qu'il lui fournît à peu près tout ce que la France avait encore de vaisseaux, pour faire une dernière tentative. Secondé par le chevalier Paul, il vint débarquer à Castel-a-Mare, le 11 novembre; mais le gouverneur, sur la soumission immédiate duquel il avait compté, le reçut à coups de canon; il fallut entreprendre un siége dans les formes. Quatorze galères ennemies, venues pour secourir la place, furent battues par le chevalier Paul; et, après une attaque fort vive, Castel-a-Mare fut obligée de capituler. Mais ce succès n'eut pas le résultat favorable qu'on en avait espéré. Personne ne se joignit au duc de Guise qui abandonna définitivement le royaume qu'il avait si vivement convoité.

La flotte fut assaillie et dispersée par une tempête, en revenant de Castel-a-Mare. Le chevalier de Valbelle, fils de Valbelle l'ancien, mort à la bataille navale de Gênes, en 1638, qui commandait un des bâtiments dispersés et des plus délabrés, fut attaqué, alors qu'on était en pleine paix avec le protecteur d'Angleterre Cromwell, d'abord par un seul vaisseau anglais qui lui demandait le salut, et qu'il enleva à l'abordage ; ensuite par quatre autres vaisseaux de la même nation, sous les ordres du chevalier Bank. Valbelle accepta le combat plutôt que l'abaissement de son pavillon, et se défendit plusieurs heures avec un héroïsme qui aurait sans nul doute triomphé, si la lutte n'eût été aussi inégale. Son vaisseau était désemparé à ce point qu'il lui restait à peine une voile pour manœuvrer ; Valbelle, pourtant, aima mieux s'échouer sur un banc que de se rendre. Touché de tant d'énergie, Bank renonça au salut, envoya au brave chevalier une barque pour qu'il se sauvât avec ce qui lui restait de monde, et l'autorisa à se retirer en France.

Quelques efforts furent tentés par les Français, en 1655, pour reprendre la Catalogne. Le prince de Conti, secondé par la flotte de César de Vendôme, s'empara de Cap-de-Quiers et de Solsona. Enfin Vendôme, avec l'humble flotte qu'il avait à sa disposition, ayant rencontré, le 29 septembre de cette année, l'armée navale d'Espagne à la hauteur de Barcelonne, ne craignit pas de l'attaquer, et, avec la valeureuse et expérimentée assistance du chevalier Paul, secondée encore du zèle et de l'ardeur des capitaines de Foran et de Gabaret, il en vint à son honneur ; la flotte d'Espagne fut battue après un combat de quelques heures.

Les querelles de détail avec l'Angleterre pour la question du pavillon n'empêchèrent pas Cromwell et Mazarin de s'entendre sur une question d'un autre genre. Il en résulta un traité, signé à Paris, le 23 mars 1657, par lequel on s'engageait à combiner les forces des deux nations française et anglaise pour attaquer Gravelines, Mardick et Dunkerque, sous la condition que la première de ces trois places resterait à la France, et que les deux

autres seraient remises à l'Angleterre après leur conquête. Cromwell devait fournir une forte escadre, avec six mille hommes du débarquement, pendant que Mazarin enverrait une armée de terre. Mardick fut prise par les Français dès les premiers jours d'octobre de la même année. Mais ce ne fut que dans le cours de l'année suivante qu'eut lieu la grande campagne de Turenne. Le 25 mai 1658, il s'approcha soudainement de Dunkerque, et remporta, le 14 juin, contre les Espagnols et Condé à leur tête, la célèbre victoire des Dunes. Elle décida du sort de la Flandre maritime. Le marquis de Leyde, gouverneur de Dunkerque, fut tué, le 23 juin, et la place fut occupée, le 25, par les Français qui, aux termes du traité passé avec Cromwell, la remirent aux Anglais. Gravelines, que la France devait garder, fut enlevée aux Espagnols le 26 août. Nombre d'autres villes de Flandre furent reprises. D'un autre côté, la France avait des succès en Italie.

Sur ces entrefaites, Cromwell mourut, et Mazarin, délivré à temps d'une alliance aussi étrange pour Louis XIV, concerta avec don Louis de Haro, ministre du roi d'Espagne, le fameux traité des Pyrénées, qui fut signé le 7 novembre 1659. La France rendait, par cette paix, à l'Espagne quelques villes des Pays-Bas, mais elle était confirmée dans la possession de l'Artois, moins Aire et Saint-Omer, de Gravelines, de l'Écluse, et de quelques autres villes de Flandre, ainsi que d'une partie du Hainaut et du duché de Luxembourg. En Catalogne, elle remettait Rosas, le Cap-de-Quiers, Puycerda et autres positions qui lui étaient restées ou qu'elle avait reprises; mais en revanche, on lui cédait la Cerdagne et sa conquête du Roussillon était sanctionnée par les traités. Condé aussi rentrait en grâce avec ses partisans. Mais le grand événement de la paix des Pyrénées fut le mariage de Louis XIV avec l'infante d'Espagne Marie-Thérèse, mariage par lequel Mazarin prétendait non seulement compléter l'abaissement de la maison d'Autriche commencé par Henri IV et si vigoureusement poursuivi par Richelieu, mais encore faire passer les plus beaux États de cette maison dans celle de France. Mazarin avait le génie des petits moyens



RUYTER

SAUVÉ PAR QUATRE GENTILSHOMMES FRANÇAIS (6 AOUT 1666.)

comme Richelieu avait eu celui des grands, et l'un et l'autre, par des chemins si différents, avaient pu marcher au même but et l'atteindre. Mazarin mourut peu de temps après le traité des Pyrénées, qui devait être si fécond en conséquences.

C'est alors que Louis XIV déclara qu'il voulait désormais régner par lui-même. Parmi les ministres sur lesquels il s'appuya sur-le-champ, sans s'abandonner à eux, le plus célèbre et le plus digne de l'être fut incontestablement Colbert. Mais l'heure n'est peut-être pas encore venue de tracer le portrait de ce grand homme, qui régénéra la marine nationale; ce portrait trouvera mieux sa place en un prochain chapitre, au moment où la puissance navale de la France renaîtra avec son commerce. Il faut préalablement parcourir encore quelques détails qui appartiennent mieux à la première période du règne de Louis XIV qu'à la seconde, et qui peuvent tout au plus être regardés comme préludant au grand mouvement maritime que l'on aura bientôt sous les yeux.

Parmi les actes de la puissance non plus nominative, mais réelle de Louis XIV, on trouve tout d'abord, comme preuves de l'importance qu'il allait attacher à la marine, quatre traités avec des États maritimes : le premier, en date du 27 avril 1662, portant confédération de vingt-cinq ans, avec les Provinces-Unies; le second avec le Danemarck pour le bien du commerce; le troisième avec la Suède, afin de faire arriver dans les ports de France les bois de construction de la Scandinavie; et le quatrième, signé le 17 octobre de la même année 1662, avec le roi d'Angleterre, Charles II, qui, après la mort de Cromwell, avait recouvré le trône de son infortuné père. C'était habilement se ménager le temps de se reconstituer une force navale imposante. Mais, outre cet avantage, le traité signé avec Charles II acquit d'une manière définitive la ville de Dunkerque à la France. Louis XIV crut, et avec raison, peu la payer au prix de cinq millions de livres. Les Anglais la vidèrent de leurs personnes, le 27 novembre 1662, pour la remettre aux Français; ils en firent autant de Mardick, et généralement de tous les postes qu'ils occupaient, depuis l'alliance

de Cromwell avec Mazarin, sur les côtes de Flandre. Les Anglais et les Hollandais virent la cession faite à la France de l'œil le plus jaloux. Mais, sans plus tarder, Louis XIV ordonna qu'on travaillât aux nouveaux ouvrages dont il voulait fortifier Dunkerque, et fit creuser, entre la ville et la citadelle, un bassin assez large pour contenir à flot trente gros vaisseaux de guerre. Ce fut sa réponse aux plaintes amères de l'étranger contre Charles II.

Pendant ce temps, la Méditerranée était le théâtre d'une petite guerre maritime contre les corsaires barbaresques, qui, peu à peu, préparait à la grande guerre. Le personnage français le plus éminent par son rang, que l'on vit figurer dans les expéditions de 1661 à 1665, contre les Algériens, les Tunisiens et les Tripolitains, fut François de Vendôme, duc de Beaufort, qui avait été, comme on a vu, admis à la survivance de son père, César de Vendôme, dans la charge de grand-maître et surintendant de la navigation et du commerce. C'était un des caractères les plus originaux de son temps. Il avait joué un rôle actif et marqué dans les troubles de la Fronde; il était entré d'abord dans une cabale dite des *importants*, puis avait bravé ouvertement le cardinal Mazarin et la reine régente, qui pourtant lui avait témoigné une confiance soupçonnée d'aller au delà d'un intérêt ordinaire. Il se piquait de façons si peu chevaleresques, si grossières même, qu'on l'avait vu tourner le dos à la veuve de Louis XIII, ne pas daigner lui répondre, ou ne le faire qu'avec des sarcasmes de corps de garde. La régente, poussée à bout, avait été réduite à le faire enfermer, en 1643, au château de Vincennes; mais il s'en était sauvé en 1649. Il s'était joint ensuite à tous les hauts meneurs de la Fronde, et, devenu, par ses manières, par son langage si en dehors de la cour, l'idole des dernières classes du peuple, il avait tenu à honneur d'être proclamé par elles le *roi des halles*; puis, ayant pris logement dans la rue Quincampoix, il s'était fait marguillier de l'église Saint-Nicolas-des-Champs, pour être à proximité du centre de son royaume. Cependant, quand les choses avaient commencé à mal tourner pour les frondeurs, Beaufort n'avait pas été des derniers à

se rapprocher du gouvernement. C'est alors qu'il s'était vu donner la survivance paternelle. Mais, en 1652, ses instincts naturellement peu soumis et promptement fatigués de l'inaction, en avaient fait le lieutenant de Condé, quand celui-ci avait recommencé la guerre civile. Bientôt après, Beaufort n'ayant pu s'accorder avec son beau-frère, le duc de Nemours, la querelle avait fini par dégénérer en un duel, dans lequel Nemours était tombé frappé à mort d'un coup de pistolet. Enfin, lorsque l'autorité de Louis XIV avait été universellement reconnue, en 1653, Beaufort, ce caractère si irritable, si indocile, s'était incliné devant une volonté plus puissante que la sienne; le *roi des halles* avait définitivement abdiqué. Comme il était brave d'ailleurs, entreprenant et marin non dépourvu d'habileté, on l'envoya, en compagnie du chevalier Paul, nommé son vice-amiral, occuper sa dévorante activité, jointe à un extrême besoin de paraître, de faire parler de lui, de se singulariser, contre les pirates méditerranéens.

Déjà plusieurs braves chevaliers et capitaines français s'étaient signalés, tant comme appartenant à l'ordre de Malte que comme faisant la course pour leur propre compte, dans la guerre maritime contre les Barbaresques. Mais celui qu'entre cette brave élite on avait le plus remarqué, c'était un jeune homme aux blonds cheveux, aux yeux mélancoliques et bleus, au teint blanc gracieusement carminé, aux traits fins et délicats, un Adonis enfin, l'amour des femmes et la terreur des ennemis. Fils d'un seigneur de Normandie, premier gentilhomme de la chambre de Louis XIII et premier chambellan du grand Condé, Anne-Hilarion de Cotentin, comte de Tourville, à peine au sortir de l'enfance, avait voulu servir sur mer l'ordre de Malte auquel il appartint quelque temps; mais d'Hocquincourt, intrépide marin, la première fois qu'il l'avait vu, n'avait pu s'empêcher d'écrire au duc de La Rochefoucauld : « Que ferons-nous, sur des vaisseaux armés en course, de ce jeune chevalier, plus propre à servir les dames de la cour qu'à supporter les fatigues de la mer? » Tourville donna bientôt lui-même la réponse à cette lettre. Peu de temps après sa sortie

de Marseille, d'Hocquincourt rencontra deux vaisseaux algériens, qui, forts de la supériorité qu'ils se croyaient, commencèrent immédiatement le combat par deux bordées qu'ils envoyèrent aux Français. D'Hocquincourt montait une frégate de trente-quatre pièces de canon; car peu à peu ce genre de navires prenait de l'accroissement et de l'importance. Le capitaine Cruvillier, vieux corsaire français, le secondait avec une frégate de vingt-quatre canons. D'Hocquincourt, après avoir essuyé sans beaucoup de souffrance le feu des ennemis, leur riposta de telle façon, qu'ils ne virent d'autre ressource que dans l'abordage, qui était leur manière la plus ordinaire de combattre, étant toujours inférieurs dans la manœuvre. Mais les Français à l'abordage valaient tous les peuples du monde; et puis, pour parler le langage du temps, le jeune homme au teint de lis et de roses, l'Adonis, était sur la frégate abordée : maniant son sabre avec adresse, à défaut de force, il abattit à lui seul autant d'ennemis que presque tout le reste de l'équipage ensemble; de ceux qui avaient sauté sur le pont, il n'en échappa pas un : ils furent tués ou jetés à la mer. Tourville avait éclipsé jusqu'au chevalier d'Hocquincourt lui-même dans cette action qui n'était que le préambule immédiat d'une autre, et c'était lui qui avait dominé toute la scène. Il était couvert de blessures; mais il tenait de la généreuse nature du roi des animaux, de la nature du lion, qui, loin de s'affaiblir, s'exalte dans son propre sang qu'on fait couler. La victoire des Français semblait assurée, et déjà les vaisseaux algériens, trop heureux qu'on les eût débordés, semblaient se disposer à la fuite, quand deux nouveaux corsaires tripolitains, sortant tout à coup de derrière le cap Matapan, à la hauteur duquel l'action s'était engagée, les ramenèrent avec une recrudescence de rage au combat. Les Français, déjà si disproportionnés, le furent encore davantage, tant par le nombre que par la force des vaisseaux ennemis, dont deux étaient entièrement frais. Mais la retraite ne convenait ni à d'Hocquincourt ni à Cruvillier. Leur air de confiance en inspira à tous ceux qui étaient sous leurs ordres. Jamais on ne vit plus terrible ni

plus sanglante affaire. On se battit à distance pendant plus de trois heures sans discontinuer. La victoire restait indécise; mais la frégate de d'Hocquincourt était toute désemparée, et avait la moitié de son équipage hors de combat, tandis que l'autre semblait près de succomber à la fatigue. Dans cette position extrême, il jette un coup d'œil pénétrant sur le vaisseau tripolitain qui l'avait jusque-là le plus pressé, remarque à sa manœuvre incertaine, au feu de son artillerie tout à l'heure si vif, maintenant amolli, que quelque chose de particulier venait de s'y passer. « Arrive sur le Tripolitain! » s'écrie-t-il; et tout l'équipage valide de répondre comme un seul homme : « Arrive sur le Tripolitain! » Un coup de gouvernail fait l'affaire. Le corsaire n'était pas préparé à cette soudaine résolution : il fut accroché en un instant. D'Hocquincourt reste à son propre bord pour le défendre; mais un jeune marin le supplée sur le vaisseau abordé. C'est encore Tourville, qui de tout son corps laisse échapper à la fois la sueur et le sang; c'est lui qui s'est élancé le premier par le beaupré sur le pont du corsaire; c'est à sa suite, et enflammés par son exemple, que cinq ou six volontaires et trente matelots résolus sont venus prendre les Tripolitains à la gorge. Le coup d'œil de d'Hocquincourt avait admirablement jugé : le capitaine du vaisseau ennemi avait été tué; il ne restait plus à bord qu'un seul officier pour plus de deux cents hommes; l'incertitude et le désordre s'étaient par suite introduits : c'était la cause du dérangement de manœuvre et d'affaiblissement de feu qu'il avait remarqués. Toutefois il y a encore sur le pont six Tripolitains environ contre un Français, et il faut toute l'ardeur de Tourville et celle qu'il inspire pour les abattre; c'est un massacre inexprimable de musulmans. Enfin, après une heure de combat, il n'en resta pas un; et Tourville, les deux pieds dans des ruisseaux de sang, ayant peine à se dégager des membres amoncelés, des tronçons de corps qui encombrent le pont, d'un geste triomphateur annonce à d'Hocquincourt que le vaisseau corsaire est à lui. Voilà comment répondait à la lettre de son capitaine le jeune efféminé,

l'Adonis, le Céladon de la cour. Jamais si radieuse vengeance n'avait été tirée d'un jugement précipité. Le brave d'Hocquincourt, confessant avec enthousiasme son erreur, salua Tourville lieutenant du vaisseau qu'il venait d'emporter si vaillamment. Cruvillier, de son côté, coulait à fond un vaisseau algérien avec lequel il était depuis longtemps aux prises. Les deux corsaires restant, cherchèrent leur salut dans une fuite qui, heureusement pour eux, fut protégée par le mauvais état des deux vaisseaux français.

Le vaisseau tripolitain enlevé par Tourville ne tarda pas à être armé. Le commandement en fut donné au capitaine d'Artigny, ayant le jeune vainqueur pour lieutenant. On le fit servir sur-le-champ contre ceux qui l'avaient construit, et il alla en course avec les frégates de d'Hocquincourt et de Cruvillier. A peine avaient-ils tous trois repris la mer, que l'on découvrit trois voiles : c'étaient deux vaisseaux tunisiens, avec un navire chrétien qu'ils avaient capturé naguère et qu'ils avaient armé pour en faire usage au besoin. Les corsaires de Tunis, abusés par l'aspect du vaisseau tripolitain que montaient d'Artigny et Tourville, s'avancèrent avec confiance vers les Français, croyant avoir affaire à des musulmans. Le voile ne se leva pour eux que quand l'heure de reculer fut passée. Qu'on le voulût ou non, il fallait combattre, et combattre à mort. Le vaisseau de d'Artigny, celui qui avait été cause de la méprise des Tunisiens, se trouvait en avant de ceux de d'Hocquincourt et de Cruvillier; ce fut avec lui que s'échangea le premier choc. Les vaisseaux corsaires étaient plus forts en canons et surtout en hommes; selon leur habitude, ils essayèrent d'en venir tout de suite à l'abordage, fondant leur espérance sur le nombre de ceux qui les montaient et qui tous étaient armés jusqu'aux dents. On jugea convenable d'abord de les maintenir au large par un feu des plus actifs et des plus habilement servis. Il y avait deux heures que le combat durait entre les corsaires et les vaisseaux français, quand le capitaine d'Artigny, homme de valeur et d'expérience, fut tué d'un coup de canon. Le lieutenant Tourville prit sa place, avec une espérance passionnée de le venger. Mais au mo-

ment où il semble près de fixer la victoire, on lui donne avis que son vaisseau fait une si large voie d'eau, que les pompes sont inutiles, et qu'il n'y a plus qu'à se rendre ou à couler bas. Tourville, qui ne sait pas et ne veut pas savoir ce que c'est que de se rendre, est saisi d'une idée aussi prompte que le danger est imminent. « Amis, abordons! » Alors a lieu un spectacle que la plume ne peut qu'affaiblir en le reproduisant. Un bizarre échange s'opère. Tandis que Tourville et les siens envahissent le vaisseau tunisien, les ennemis envahissent le sien propre. C'était bien ainsi que Tourville l'avait espéré. A peine sont-ils sur son pont au nombre de plus de cent cinquante, que la voie d'eau s'élargit comme un gouffre et les submerge tous en un clin d'œil. Cependant il restait encore assez de Tunisiens à bord du vaisseau sur lequel Tourville était passé avec son monde, pour que la lutte y fût acharnée et quelque temps indécise. Un bruit sourd se fait entendre, sortant de l'écoutille; Tourville l'a surpris avec bonheur : sans nul doute ce sont de malheureux esclaves chrétiens qui s'efforcent d'échapper à leurs chaînes pour venir en aide à leurs frères. Enfoncer les écoutilles, rendre ces infortunés à la liberté, est, sur l'ordre de Tourville, l'affaire d'un instant; ils surgissent au nombre de plus de cinquante, et leur secours détermine l'entière défaite de l'ennemi. Tourville a remplacé d'une manière merveilleuse son vaisseau tripolitain par un vaisseau tunisien meilleur. Il avait été fait lieutenant du premier; il est fait capitaine du second. Quel homme jamais avait mieux conquis ses grades? D'Hocquincourt et Cruvillier, avec leurs frégates, avaient fait éprouver de grands ravages à leurs adversaires; mais ceux-ci parvinrent à s'échapper à la faveur de la nuit.

Tourville continua à se signaler par une série d'exploits particuliers dans cette guerre contre les États barbaresques d'Afrique. Nombre de navires marchands européens lui durent leur salut, nombre d'esclaves chrétiens leur délivrance [1].

[1] Voir la vie de Tourville dans nos *Marins illustres*.

Le 3 mars 1663, une escadre détachée de la flotte de Beaufort, sous les ordres du chevalier Paul, alla donner la chasse aux corsaires jusque dans la rade de Tunis, jusque sous le canon des forts de la Goulette. Le capitaine des Ardents brûla les captures navales des Tunisiens à la vue même de leur ville, et le vent porta la fumée de l'incendie jusque sur leurs maisons.

Paul ramenait à Toulon son escadre, en toute occasion victorieuse, mais ayant besoin de réparations, quand il rencontra le grand-maître de la marine, Beaufort, sur les galères du roi. Il lui donna des nouvelles de son expédition, et promit de l'aller bientôt rejoindre. Le 10 septembre 1663, en effet, il l'aida à livrer bataille à toutes les forces algériennes réunies. Plus de vingt bâtiments ennemis furent coulés bas; le vaisseau amiral de la régence fut pris et amené en France.

Pour tenir, par la suite, les pirates barbaresques dans le respect et la crainte, on jugea qu'après avoir en partie détruit leur marine, il fallait s'assurer un établissement sur leurs côtes, qui mît à portée non seulement d'enlever leurs vaisseaux, mais encore de faire des courses dans leurs terres et de les ravager, quand on aurait contre eux des griefs. Une flotte de seize vaisseaux français, à laquelle se joignirent quelques bâtiments de Hollande et de Malte, fut armée dans ce dessein, et placée sous le commandement suprême du grand-maître Beaufort, ayant toujours l'expérimenté chevalier Paul pour guide. Elle portait six mille hommes de débarquement sous les ordres du marquis de Gadagne. On choisit, pour point de descente, Djidjell, dans l'ancienne régence d'Alger. La place fut facilement emportée, le 22 juillet 1664; mais on négligea de s'y fortifier tout de suite convenablement. Les Maures et les tribus arabes, qui avaient endormi les chrétiens dans une trompeuse sécurité, vinrent fondre tout à coup sur eux comme une épaisse nuée. Une terreur panique s'empara soudain de ceux-ci, malgré tous les efforts que le marquis de Gadagne fit pour leur rendre la confiance; et les troupes de débarquement regagnèrent avec hâte et confusion leurs vaisseaux

dans la nuit du 30 au 31 octobre, abandonnant leurs canons, et s'estimant trop heureux encore de n'être point chargés par l'ennemi dans leur retraite.

Il importait à la France de se laver au plus tôt d'un si honteux affront. Beaufort et le chevalier Paul attaquèrent par deux fois, l'année suivante, les flottes barbaresques. Ce fut d'abord à la hauteur de Tunis; il leur prit ou coula à fond un grand nombre de vaisseaux, parmi lesquels fut compris leur amiral. Ce fut ensuite en vue de la côte d'Algérie, près du fort de Cherchel, où Beaufort remporta, sur les pirates rassemblés, une victoire plus complète encore que la première; presque toute leur marine fut anéantie dans cette affaire, et de longtemps ils ne furent pas bien dangereux pour le commerce des chrétiens.

Mais on touche à des années à jamais mémorables dans les fastes de la marine et du commerce, par des règlements, des ordonnances et des fondations dont un ministre immortel, reprenant l'idée et l'œuvre interrompues de Richelieu, fut l'inspirateur, on peut même dire l'auteur, sans que la gloire personnelle de Louis XIV ait eu à en souffrir; car ce monarque, en les appuyant, en leur donnant force d'exécution, a droit d'en partager l'honneur. Avant d'aborder cette époque de novation et de restauration dans la marine française, il convient de dire ce qu'étaient devenus, depuis la mort de Richelieu, les divers essais de colonisations des Français.

On s'affermissait, quoique non sans peine, à la Nouvelle-France. En 1645, une première paix fut faite avec les Iroquois. Les missionnaires la mirent sur-le-champ à profit pour étendre leurs tentatives de conversion chez ces Indiens, comme ils avaient déjà fait, avec tout le zèle des anciens martyrs, chez les Algonquins et les Hurons. En 1646, Montmagni reçut ordre de remettre son gouvernement au commandant des Trois-Rivières, qui avait nom d'Ailleboust, et à celui-ci en succéda bientôt un autre nommé de Lauson. Quand le gouverneur Lauson arriva à Québec, en 1651, il trouva que la guerre avait recommencé avec plus de rage que jamais

entre les Indiens Iroquois et les Indiens Hurons, et que les Français s'étaient vus dans la nécessité de s'en mêler. La population huronne avait été presque entièrement anéantie dans cette impitoyable guerre. Les Iroquois, excités par leurs succès, menaçaient les établissements français d'une ruine semblable; et le nouveau commandant des Trois-Rivières, nommé Duplessis-Brochart, fut même tué par eux.

Une nouvelle paix ayant été conclue, en 1653, le gouverneur général envoya un navigateur nommé Bourdon, pousser les découvertes dans le nord de l'Amérique. Bourdon entra, en 1656, dans la baie d'Hudson, où personne n'avait encore pénétré d'une manière certaine, le navigateur anglais qui lui avait donné son nom, n'étant pas revenu de l'excursion qu'il avait faite dans le détroit, et l'on en prit possession pour le roi de France.

La paix fut de nouveau rompue, en 1658, vers le temps où le vicomte d'Argenson, en qualité de gouverneur général, et peu après François de Laval, comme premier évêque français en Amérique, débarquaient à Québec. Un séminaire fut créé, par les soins de ce dernier, au Canada; à la même époque les Sulpiciens de Paris obtenaient la concession de l'île de Montréal. Les congrégations d'hommes et de femmes abondèrent; mais si les secours spirituels ne faisaient point défaut à la colonie, il n'en était pas de même des secours humainement efficaces. Les gouverneurs se succédaient avec rapidité au Canada, sans avoir le temps de rien accomplir. Le baron d'Avaugour remplaça, en 1661, le vicomte d'Argenson; puis ce fut le major de Méri. La colonie était dans un état complet de dépérissement, malgré les familles recommandables, souvent illustres, qui s'y étaient transportées et y avaient mis toute leur fortune; car il faut dire que le Canada eut cela de particulier, que presque tous les Français qui s'y établirent dans le principe furent gens honorables et estimés, contrairement à ce qui se passe d'ordinaire à l'origine des colonisations, surtout des colonisations anglaises, où les gens sans aveu, hors la loi, sont les plus nombreux. En 1662, la compagnie des cent-asso-

ciés, érigée en 1627, se trouvait réduite à quarante-sept membres, qui remirent purement et simplement tous leurs droits au roi. On verra bientôt ce qui en fut fait.

A la Guyane, l'île de Cayenne, qui peut avoir quatorze à quinze lieues de circonférence, et n'est séparée du continent que par les eaux d'une rivière qu'elle divise en deux branches, avait été choisie par quelques Français entreprenants, comme point de ralliement, plutôt que d'établissement ; ils venaient à peine d'y construire quelques misérables baraques, lorsque des négociants de Rouen, pensant que l'on pourrait tirer parti de cette position, y envoyèrent, en 1643, un homme cruel qui, ayant également déclaré la guerre aux colons et aux indigènes, finit par être massacré. Après cet événement, ce ne fut plus qu'en 1651 qu'une nouvelle compagnie s'occupa de Cayenne. L'étendue de ses ressources lui avait permis de rassembler dans Paris même sept à huit cents colons, que l'on embarqua sur la Seine pour descendre au Havre-de-Grâce ; le malheur voulut que le digne abbé de Marivault, qui était l'âme de l'entreprise et devait la conduire en qualité de directeur général, se noyât au moment d'entrer dans son bateau. Un gentilhomme de Normandie, nommé Roiville, envoyé à Cayenne comme gouverneur, fut assassiné dans la traversée. Douze des principaux intéressés, auteurs de cet attentat, se comportèrent, dans la colonie qu'ils s'étaient chargés de faire fleurir, avec toute l'atrocité qu'annonçait cet affreux prélude. Ils firent pendre un d'entre eux ; deux moururent ; il y en eut trois de relégués dans une île déserte. Les autres se livrèrent aux plus grands excès. Le commandant du fort que l'on avait élevé pour protéger l'établissement déserta, avec une partie de sa garnison, dans la Guyane hollandaise, où l'on commençait à trouver, par le défrichement et la culture, le véritable *El Dorado;* tandis que l'impatience française, qui semblait vouloir tout obtenir du premier coup et sans peine, demandait en vain à ces contrées, où la main de l'homme a besoin de se faire sentir, la terre de promission. Le fort de Cayenne fut abandonné avec les munitions, les armes, les marchandises, quinze mois après

le débarquement. On y laissa aussi les cadavres de cinq ou six cents Parisiens, infortunés sans doute, mais coupables de beaucoup d'inconduite.

Les Hollandais après l'évacuation de Cayenne par les Français, vinrent s'y établir; mais ils en furent chassés en 1663, par les soins d'une nouvelle compagnie qui s'était formée sous la direction du maître des requêtes de La Barre et qui y envoya quelques hommes.

Aux Antilles une guerre civile avait éclaté, en 1644, entre les Français. Le gouverneur général Lonvilliers de Poinci s'était refusé à céder sa place à un successeur, nommé Patrocle de Choisy, qu'on lui avait désigné. De son côté, Levasseur, qui s'était acquis à la Tortue un pouvoir absolu, s'autorisant de l'exemple donné par le gouverneur-général, s'était fait proclamer par les boucaniers et les flibustiers prince de la Tortue. De Poinci, après avoir forcé de Choisy, son compétiteur, à la retraite, ne trouva d'autre moyen pour se rendre maître de la Tortue que d'assassiner le prince Levasseur. Les neveux de celui-ci tâchèrent quelque temps de se maintenir dans sa place; mais le prestige avait disparu, et le chevalier de Fontenai soumit peu après l'île de la Tortue, dont on l'avait nommé gouverneur particulier, ainsi que de la côte de Saint-Domingue. En 1654, les Espagnols, profitant pour la seconde fois d'un moment où la plupart des flibustiers étaient en mer, vinrent encore attaquer l'île qui leur servait de retraite, et dans laquelle leur nombre allait toujours croissant. Le chevalier de Fontenai, réduit à un très petit nombre d'hommes, se défendit dans son fort avec une grande valeur; mais enfin, trahi par quelques-uns des siens, manquant de navires et de munitions, il fut obligé de capituler; il ne le fit toutefois que de la manière la plus honorable. Les vainqueurs ne jouirent guère plus longtemps de ce second succès que du premier. En 1660, quatre cents boucaniers et flibustiers français, venus de la côte de Saint-Domingue, où ils s'étaient retirés, chassèrent de nouveau les Espagnols de la Tortue, et, cette fois, pour ne les y plus laisser rentrer. La

petite île suivit à peu près le sort de la côte de Saint-Domingue, occupée par les Français.

La compagnie des îles de l'Amérique avait continué l'aliénation de ce riche domaine qu'elle ne savait exploiter, et que des gouverneurs particuliers plus capables qu'elle d'en apprécier la valeur et l'avenir, achetaient presque toujours. En 1650, Duparquet avait payé soixante mille livres la Martinique, Sainte-Lucie, la Grenade et les Grenadines; sept ans après il avait revendu au comte de Cerillac, la Grenade et les Grenadines un tiers de plus que ne lui avait coûté son acquisition tout entière. Duparquet s'était vu investi par le roi du titre de capitaine-général. En 1651, Lonvilliers de Poinci avait acquis, moyennant quarante mille écus, de la même compagnie, les îles de Saint-Christophe, Saint-Barthélemy, Sainte-Croix, et même la Tortue, mais celle-ci d'une manière plus nominative que réelle; il les légua, avec l'autorisation du roi, à l'ordre de Malte, qui devait les posséder comme fief de la couronne, et n'en pouvait confier l'administration qu'à des Français. Les nouveaux possesseurs jouissaient de l'autorité la plus étendue. Ils disposaient des terrains; les charges civiles et militaires étaient toutes à leur nomination; ils avaient droit de faire grâce à ceux que leurs délégués condamnaient à mort. C'étaient de petits souverains. On eût dit que la féodalité française, extirpée de la France même, allait se renouveler en Amérique.

Les côtes occidentales de l'Afrique étaient toujours fréquentées par les Français qui commençaient à coloniser d'une manière sérieuse au Sénégal.

En septembre 1643, le navire *le Saint-Louis* avait déposé à Madagascar, avec une douzaine de Français, Pronis et Foucquimbourg, deux agents de la compagnie fondée par Richelieu. Ceux-ci avaient essayé de s'établir dans la baie de Sainte-Luce, sur la côte sud-est de l'île. Dans le cours de l'année 1644, deux navires leur avaient apporté un renfort de 170 individus. Mais bientôt la fièvre avait fait de tels ravages parmi les colons de Sainte-Luce, que l'on s'était vu obligé de chercher un asile moins malsain. On

crut le trouver dans la presqu'île de Tolang-Hare, qui reçut le nom de Fort-Dauphin. Bien dirigée, cette petite colonie aurait peut-être prospéré ; mais l'intelligence de Pronis, son chef, n'était pas à la hauteur de sa charge. La compagnie le reconnut trop tard ; et ce ne fut qu'au mois de mai 1648 qu'elle envoya, sur le navire *le Saint-Laurent*, pour le remplacer, un autre de ses agents, nommé Étienne de Flacourt, qui a laissé un curieux ouvrage sur l'île de Madagascar. C'était un homme énergique, éclairé ; son système aurait présumablement amené la prospérité dans la colonie, si la compagnie lui avait expédié les secours qu'elle lui avait promis. L'activité de Flacourt se déploya pourtant d'une manière remarquable. Quoique privé de toutes ressources, au milieu d'une population indigène que l'affaiblissement des Français rendait arrogante, et accusé sans cesse par ses administrés, il sut maintenir son autorité et même entreprendre, sur les côtes et dans l'intérieur du pays, des voyages d'exploration.

Il fit aussi quelques expéditions dans la mer des Indes. En 1649, il alla prendre solennellement possession, à cent quarante lieues de Madagascar, d'une île que les Portugais avaient découverte en 1545, et qu'ils avaient nommée Mascasenhas. C'était l'île Bourbon, où Pronis avait toutefois précédé Flacourt en 1642, et de qui elle avait reçu son nouveau nom.

Malgré les efforts de Flacourt, la colonie de Madagascar allait périr faute d'appui, lorsque le maréchal de La Meilleraie, dans l'intention et l'espérance de se substituer seul aux droits de la compagnie, déjà plus qu'à moitié ruinée, expédia des navires, des hommes et de l'argent au Fort-Dauphin. Les arrangements de ce personnage avec la compagnie ne se terminèrent qu'en 1656 ; et, dès 1655, Flacourt était reparti pour la France, laissant l'intérim de son gouvernement à Pronis, qui était revenu à Madagascar, et qui y mourut peu de temps après de chagrin. Un officier, nommé Champmargou, prit la conduite de la colonie, en attendant le retour de Flacourt. Celui-ci, après s'être abouché avec La Meilleraie et s'être fait investir par lettres patentes du commandement

de Madagascar, revenait en effet plein d'espérances et de projets habilement conçus, quand, le 10 juin 1660, il fut attaqué, à la hauteur de Lisbonne, par trois corsaires barbaresques qui lui enlevèrent la vie. Sa mort fut un coup fatal pour la nouvelle colonie. Champmargou eut le commandement définitif de l'établissement du Fort-Dauphin. Ce n'était point un homme sans mérite ; mais il eut le tort, funeste à ses administrés, de se montrer jaloux de l'influence acquise sur les populations indigènes de Madagascar par un jeune Français qui naguère, entraîné par le besoin de voir du pays et de courir aventure, s'était fait transporter dans l'île sur les navires du maréchal de La Meilleraie. Il avait nom Levacher, mais on le connut davantage sous son surnom de La Caze. Indigné que ses compatriotes fussent insultés par les souverains du pays, il s'était offert pour commander un détachement dans la partie nord de Madagascar. Ses deux coups d'essai avaient été d'abattre de sa propre main deux des princes les plus puissants de l'île, le premier dans une bataille générale, le second dans un combat singulier. Trois autres souverains avaient été ensuite défaits par lui. Pendant qu'il excitait l'envie de Champmargou et de quelques autres officiers qui ne devaient leurs grades qu'à leur naissance, son mérite et sa valeur enthousiasmaient le prince de la vallée d'Amboule, qui lui offrit de venir partager en quelque sorte avec lui la suprême puissance. Mais son absence ne manquait jamais d'être le signal de quelque désavantage pour la colonie du Fort-Dauphin ; on y sentait alors que lui seul en avait été le vrai soutien ; Champmargou, dans l'extrémité où il se vit souvent réduit, s'adressa plusieurs fois à celui que tout à l'heure il dédaignait, et qui jamais ne manqua, quand il fut appelé, de rendre à ses compatriotes les services de son épée et de son influence.

Telle était la situation des Français dans la mer des Indes, sur la côte d'Afrique, aux Antilles et sur le continent américain, quand un grand homme entreprit, en 1664, de donner le commerce des deux Indes à la France, et bientôt d'assurer à son pays, par une formidable marine, la royauté des mers. C'est le moment de dire

quel était ce vaste génie administratif qui, du contrôle général des finances, étendit ses puissantes facultés sur tant d'autres branches de l'État, et qui, de l'intérêt du commerce, qu'il n'envisageait d'abord que sous son aspect de fortune pour le royaume, éleva ses vues jusqu'aux plus hautes spéculations et aux plus admirables institutions maritimes.

CHAPITRE XXI.

De 1664 à 1669.

Colbert, restaurateur de la marine, en a d'abord tous les travaux, et de Lionne la signature. — Mouvement imprimé par les compagnies des Indes. — Rapide et prodigieux accroissement des forces navales de la France. — Travaux à Toulon, Brest, Dunkerque et au Havre-de-Grâce. — Fondation de Rochefort et de Cette. — Commencement des règlements et ordonnances de Colbert. — Politique utile au pays, mais peu loyale en principe, de Louis XIV dans la guerre navale de 1664 à 1668, entre l'Angleterre et la Hollande. — Déclaration de guerre pour la forme à l'Angleterre. — Ruyter sauvé par quelques gentilshommes français au combat du 6 août 1666. — La colonie française de Saint-Christophe bat la colonie anglaise, le 20 avril 1666, et la chasse de l'île. — Pretentions de Louis XIV sur les Pays-Bas espagnols. — Guerre de Flandre avec l'Espagne en 1667. — Paix de Breda entre l'Angleterre et la Hollande, et entre la France et l'Angleterre. — Continuation de la guerre avec l'Espagne. — Les flibustiers français en profitent pour attaquer les colonies et la marine des Espagnols en Amérique. — Paix d'Aix-la-Chapelle entre la France et l'Espagne, le 2 mai 1668. — Expédition envoyée au secours de Candie, en 1669. — Mort de Beaufort. — Suppression de la charge de grand maître, chef et surintendant de la navigation et du commerce de France.

Mazarin, à ce suprême moment où l'homme même le plus accoutumé à la ruse méprise des détours pour lui désormais stériles, et laisse échapper de ses lèvres la vérité toute nue avec son dernier soupir, Mazarin, au lit de mort, avait dit à Louis XIV : « Je vous dois tout, Sire; mais je crois m'acquitter en quelque sorte avec Votre Majesté en lui donnant Colbert. » En effet, de tous les hommes d'État que le cardinal italien avait devinés, élevés et formés, Jean-Baptiste Colbert, né à Reims, le 29 août 1619, d'une famille de négociants, était le plus noble ouvrage d'un ministre qui, à de très remarquables qualités, avait joint bien des défauts, et qui, pour quelques hommes heureusement choisis et poussés par lui, avait produit et secondé bien des coquins. On peut dire que les mouvements honnêtes et rangés que Mazarin avait eus dans quelques rares circonstances, et particulièrement à la fin de sa carrière, en fait de finances, lui avaient été inspirés par Colbert. Louis XIV, résolu à gouverner par lui-même après la mort du cardinal, avait néanmoins donné toute sa confiance au protégé de celui-ci, et, s'il ne l'avait point élevé au

rang de premier ministre, ni même de surintendant de ses finances, c'est qu'il avait pris le parti de supprimer ces hautes charges. Il l'avait donc simplement nommé, en 1661, contrôleur général; sous ce titre modeste, il lui avait accordé une puissance plus grande qu'aucun surintendant ne s'en était encore vu. On a beau vouloir s'en défendre, un homme de vrai génie politique domine toujours ce qui l'environne, et inféode ses pensées dans tous les esprits qui sont là pour l'entendre; le malheur des grands hommes est de ne pas pouvoir se faire entendre dans leur cabinet de tous ceux qu'ils sont chargés de gouverner. Colbert atteignait les affaires du commerce par les finances qui se répandent sur tout; et par le commerce, il allait bientôt atteindre les affaires maritimes. Le commerce, il l'aimait par ses souvenirs de famille; il le connaissait, en ce qui concernait la France, pour l'avoir étudié dans ses voyages, province par province, ville par ville, port de mer par port de mer; et, en ce qui concernait l'étranger, pour s'être fait faire des relations détaillées, minutieuses, par des voyageurs habiles et véridiques. Il s'était entouré des négociants les plus intègres et les plus habiles; il les interrogeait, il coordonnait, en les rédigeant, leurs pensées et les siennes; et c'est ainsi qu'il arriva à recueillir une législation commerciale destinée à faire la gloire du ministre et la richesse de l'État. Il donna à la France un code marchand; il forma une chambre générale d'assurance en faveur des villes maritimes, et une chambre de commerce où les plus habiles négociants furent appelés à discuter les causes de la prospérité nationale. Tout en encourageant l'agriculture, il accordait une protection spéciale aux grands établissements manufacturiers. Pendant qu'il faisait ouvrir de nouvelles routes et réparer les anciennes pour faciliter les rapports commerciaux des habitants du pays entre eux, il projetait le canal de Bourgogne, et accueillait avec une admiration raisonnée le nouveau plan de Pierre-Paul de Riquet, pour ouvrir une communication entre les deux mers qui baignent les côtes de la France. Ce fut en 1664 que commencèrent les travaux du canal du Languedoc,

s'étendant du voisinage de Toulouse, sur la Garonne, à l'étang de Thau dans la Méditerranée, travaux gigantesques, dont la pensée et l'exécution suffiraient à illustrer, avec son inventeur, un ministre et un roi. Il s'agissait d'opérer sur une longueur d'environ cinquante-cinq lieues, dans un pays qui présentait des difficultés de tout genre. De huit à douze mille ouvriers par jour, pendant quatorze années, furent employés à cette prodigieuse entreprise, qui permit de voir des bâtiments, partis du niveau de la mer, traverser les terres hautes du Languedoc, et transporter environ soixante-quinze mille tonneaux par an de la Méditerranée à l'Océan, ou de l'Océan à la Méditerranée.

Colbert ne s'occupait pas moins du commerce extérieur que du commerce intérieur. Il comprit et élargit même le système colonial de Richelieu. Il voulut qu'on fortifiât les colonies et qu'on y entretînt des troupes; il fit tout ce qu'il put pour ne mettre à leur tête que des gouverneurs et intendants à la fois habiles, actifs et intègres. Il ne se plaignait jamais des premiers frais d'établissement, persuadé que l'État les regagnerait dans la suite par l'augmentation du commerce. Il pensa qu'il serait plus convenable d'envoyer en Amérique une escadre fixe qui y resterait trois ans, avec un bon commissaire pour pourvoir sur les lieux à ses besoins, que d'y envoyer tous les ans des vaisseaux qui coûtaient beaucoup et perdaient un temps considérable en voyages. Il ne s'occupa pas que du sort des maîtres; il porta aussi son attention sur celui des esclaves. Ne pouvant songer dans ce temps à interdire la traite des nègres ni l'esclavage dans les colonies, il voulut du moins rendre ces abus moins flétrissants pour l'humanité. Il prépara les éléments du code noir, qui établissait les obligations des maîtres envers leurs esclaves, et chargeait le ministère public de poursuivre les oppresseurs.

L'année 1664, qui vit commencer tant de grandes choses, fut aussi témoin de la création des deux compagnies des Indes, dans lesquelles devaient venir se fondre la plupart de ces petites compagnies manquant à la fois de moyens et de portée,

dont on a vu précédemment les peu fructueux essais. La compagnie des Indes occidentales, qui devait être supprimée dans quelques années, eut, dans son partage, tout ce que les Français possédaient en Amérique, avec le privilége exclusif d'y faire le négoce; on la mit également en possession du commerce avec la côte occidentale d'Afrique. Toutes les Antilles alors françaises, Saint-Christophe, la Martinique, la Guadeloupe et leurs dépendances furent rachetées de leurs divers propriétaires, pour être données à la compagnie. Une nouvelle colonie partit de La Rochelle pour l'île de Cayenne et la Guyane, et l'établissement de Saint-Louis, au Sénégal, entra dans une voie de prospérité. Un vice-roi, le marquis de Tracy, fut envoyé spécialement en Amérique pour installer la compagnie des Indes occidentales. La compagnie des Indes orientales, qui devait survivre avec éclat à son fondateur, eut dans son domaine le commerce avec les contrées de l'est de l'Afrique et de l'Asie. Madagascar, à qui l'on donna le nom d'île Dauphine, en l'honneur du dauphin, fils de Louis XIV, fut achetée des héritiers du maréchal de La Meilleraie, et destinée à devenir le berceau de la nouvelle association. La Caze y était devenu l'époux de la fille du souverain d'Amboule et régnait alors avec elle.

Colbert ne se contenta pas de constituer et de réorganiser des compagnies commerciales; il leur prêta des millions et alla jusqu'à promettre aux associés cinq pour cent d'intérêt dans les premières années. Il offrit des honneurs et des titres héréditaires à tous ceux qui se distingueraient à leur service, et concéda, comme appât, des droits considérables à quiconque y entrerait, fût-il étranger. Ce n'était pas que Colbert fût ami des priviléges commerciaux; mais, comme Richelieu, il pressentait tous les avantages de l'association, et, obligé de vivre avec son siècle, il ne la pouvait d'abord faire naître, pour que l'État en profitât, qu'avec une partie des abus de l'époque; son idée était, au fond, de retirer peu à peu aux compagnies, lorsqu'elles se seraient suffisamment enrichies, les immenses avantages qu'il leur avait

accordés, comme stimulants, à leurs débuts, pour les répartir ensuite sur toutes les classes de la nation. Colbert garantit au commerce, et particulièrement à celui des compagnies, l'appui des forces navales de l'État, et s'engagea à en faire escorter les convois et les retours par des escadres aussi nombreuses que les circonstances l'exigeraient. Ce solennel engagement le conduisait nécessairement à donner une extension jusqu'alors inconnue à la marine militaire de France. C'est, en ce qui concerne cet ouvrage, la seconde phase de la vie de Colbert, qui, pour le dire seulement en passant, élevait, dans le même temps, les plus beaux monuments de la capitale, réunissait chez lui tous les savants, tous les littérateurs, tous les artistes, fondait des académies, entre autres l'Académie des sciences, et, de ces hauteurs magnifiques, descendait aux détails du pavé, de l'éclairage et de la sûreté des rues de Paris.

Voilà donc Colbert, que le besoin de faire fleurir les finances de l'État avait amené à s'occuper de la prospérité et de l'extension du commerce, conduit maintenant, par la nécessité qu'il s'imposait de protéger efficacement celui-ci, à consacrer une large part de ses veilles à la marine du royaume. En fait déjà, quoique de Lionne eût la signature de ce département, c'était lui, Colbert, qui en avait les travaux. De Lionne, esprit fin, subtil, plein de ressources, servait d'ailleurs admirablement la France en dirigeant les affaires extérieures. Il ne devait pas tarder à remettre entièrement à celui qui en avait les peines, celle de ces hautes charges qui ne lui coûtaient déjà plus aucun soin. Cela eut lieu en 1669. C'est alors que Colbert eut définitivement la marine dans ses attributions. En attendant, il commençait à lui imprimer la direction nouvelle qui devait faire l'étonnement du monde entier, et l'admiration des siècles.

Les compagnies des Indes avaient remué tout le littoral de la France; et, n'eussent-elles produit que l'élan maritime dont on fut témoin à cette époque, elles auraient encore été un bienfait. Tout le long des côtes, ce n'étaient que hangars, bâtiments qu'on

élevait pour servir d'entrepôts; dans les moindres ports ce n'étaient que navires en construction que l'on avait hâte de lancer, pour qu'ils allassent chercher la fortune à travers les océans. Grands, riches et pauvres, chacun voulait courir les hasards de la mer, chacun tirait vanité de se faire marin; et comme, dans ce vaste élan, les plus expérimentés étaient les plus considérés, toutes les conditions se rapprochaient. Chacun bientôt, à quelque rang qu'il appartînt, s'il était habile, s'il était courageux, allait pouvoir aspirer à un commandement naval. Jamais mouvement si magnifique n'avait été imprimé au littoral français, et ce mouvement un seul homme l'avait produit. Mais il ne faut être injuste envers personne : Colbert était merveilleusement secondé par l'énergique volonté d'un roi à qui aucune idée de puissance et de gloire ne restait étrangère, et qui, n'admettant jamais l'obstacle, à toute proposition utile et grande, répondait : « Que cela soit; je le veux! » C'est ainsi qu'en moins de cinq années on vit déjà la France posséder une marine de trente vaisseaux de ligne, dont plusieurs portaient jusqu'à cent dix, cent vingt et cent trente canons, et de nombre d'autres bâtiments de rang inférieur; laquelle, en 1672, s'éleva à soixante vaisseaux de ligne et quarante frégates, et qui, continuant son mouvement ascendant, devait compter, en 1681, cent quatre-vingt-dix-huit vaisseaux, et cent soixante-dix mille hommes de mer. C'est ainsi qu'au moment où, sous la direction de Vauban, le plus grand des ingénieurs militaires, des plans nouveaux étaient dressés, des accroissements, des fortifications déjà en train dans les ports de Toulon, de Brest, de Dunkerque, du Havre, on voyait La Rochelle se relever de ses ruines, et Rochefort et Cette sortir du néant.

Des essais avaient déjà été faits par Colbert pour donner à la France un nouveau grand port de guerre sur l'Océan, celui du Havre-de-Grâce ne satisfaisant plus aux exigences nouvelles des vaisseaux de haut bord, et celui de Brest ne suffisant pas, à beaucoup près, pour toute l'étendue de la côte. On avait tenté successivement d'en établir un à l'embouchure de la Seudre, à Brouage, à

Soubise et à Tonnay-Charente ; mais nulle part on n'avait réussi, lorsque, en 1664, Colbert jeta les yeux sur Rochefort, qui n'était encore qu'une petite seigneurie sans importance. La profondeur de la Charente en cet endroit, la situation dans un vaste golfe, où les escadres pouvaient avoir besoin de trouver une retraite, le mouillage de plusieurs belles rades voisines, d'autres avantages encore, que ne balancèrent pas quelques inconvénients résultant des sinuosités du fleuve et de l'insalubrité dont on accusait le lieu, décidèrent le ministre. Par ses ordres, l'ingénieur Blondel donna le plan du port, et les travaux commencèrent en 1666. Peu de mois après, des chantiers étaient construits, une grande ville était sortie d'un marais, et une grande flotte désarmait dans l'arsenal de Rochefort. C'était vraiment le siècle des merveilles ; on n'a point exagéré : Louis XIV n'avait qu'à dire : « Je veux ! »

Il voulut aussi, heureusement inspiré par Colbert, que le Languedoc, qui n'en possédait pas de digne d'être nommé, eût son port sur la Méditerranée. Le fameux canal du Midi dont s'occupait alors Riquet, et qui devait avoir un de ses aboutissants dans l'étang de Thau, aurait suffi pour faire choisir le promontoire de Cette, qui a d'un côté la mer, et de l'autre cet étang. En 1667, on creusa le Thau de manière à lui donner trente pieds environ de profondeur, et on se servit de ses eaux pour remplir un port capable de recevoir des bâtiments de cinq à six cents tonneaux. Cette devint l'entrepôt de tout le commerce du Languedoc.

Le grand ministre pensa sagement que ce serait peu de fonder en quelque sorte un nouvel État maritime, s'il ne l'appuyait, pour le maintenir, sur de belles et solides institutions. C'est alors que l'on vit commencer toute cette admirable série d'ordonnances et de règlements sur la marine, qui, pour tous les peuples indistinctement, sont devenus et resteront en principe, à quelques variantes près, le modèle à suivre, et dont on ne pourra malheureusement, dans les bornes de cet ouvrage, qu'indiquer, en passant, les principales dispositions.

Pendant que Colbert méditait ses immortelles institutions et en

rassemblait de toutes parts les matériaux, les marins français s'instruisaient à la fois, dans la Méditerranée, par la petite guerre que l'on continuait contre les pirates barbaresques, et, dans la Manche et la mer d'Allemagne, par le spectacle d'une des plus terribles luttes maritimes dont le monde ait jamais été témoin. C'était le temps de cette guerre navale d'Angleterre et de Hollande, dans laquelle on voyait d'un côté le duc d'York, qui régna depuis sous le nom de Jacques II, l'illustre Monk, duc d'Albermale, et le brillant prince Rupert; et de l'autre Ruyter, dont le nom dit tout en fait de gloire et de génie maritimes, avec Corneille Tromp, fils de ce Harpert-Martin Tromp, qui avait autrefois aidé les Français dans leur querelle avec l'Espagne, et plus célèbre encore sinon plus grand que son père. Quelle école! quels maîtres! Les causes de la guerre, ou plutôt du renouvellement de guerre de 1666, entre les Anglais et les Hollandais, dataient du protectorat de Cromwell qui avait trouvé un continuateur assez actif de sa haine contre la nouvelle puissance navale des Provinces-Unies, dans la personne de Charles II, heureux de se venger sur une république de l'humiliation dans laquelle le tenait Louis XIV. C'était toujours la question de souveraineté des mers. En témoignage de cette souveraineté, à laquelle prétendaient avec acharnement les Anglais, Charles II exigeait des Hollandais le salut maritime; c'était ce qu'on appelait le droit de pavillon. Cromwell avait fait mieux: il avait prétendu au droit de visite. Mais Ruyter, du sein même de la destruction des armées navales de Hollande, prévoyant d'un œil sûr toutes les conséquences de ce droit dont l'Angleterre, sans en changer le but, qui est la dépendance des autres nations maritimes, n'a jamais fait que transformer le prétexte[1]; Ruyter, dans une lettre datée du Texel, le 16 décembre 1653, avait écrit aux états-généraux, pour les entraîner à révoquer la concession qu'ils venaient de faire de guerre lasse aux Anglais, ces lignes mémorables et prophétiques : « On nous fera sans doute quelque affront

[1] Alors c'était la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne qui en était le prétexte. Les Anglais semblaient craindre que les Hollandais ne donnassent des secours secrets aux Espagnols.

signalé, quand nous y penserons le moins. Le dernier des Anglais nous insultera, visitera à son gré nos vaisseaux, s'en rendra maître pour le plus léger motif, et nous traitera d'infâmes et de poltrons. » Ruyter le savait bien : l'esclavage maritime de la Hollande, la ruine de son commerce, la perte de ses colonies étaient au bout des prétentions de l'Angleterre, pour le droit de pavillon comme pour le droit de visite. Aussi, dès que les États eurent relevé leur marine un moment abattue, les rendit-il non moins jaloux que lui de la liberté des mers, et parvint-il, en leur faisant reprendre la lutte, à les relever pour un temps de leur abaissement.

Louis XIV prenait quelque intérêt à la guerre des Anglais et des Hollandais, entre lesquels il s'était d'abord porté comme médiateur, quoiqu'au fond, il faut l'avouer, il ne fût pas fâché de voir les marines des deux peuples se ruiner l'une l'autre, pour laisser bientôt le champ libre à celle que son grand ministre formait. Cependant, comme il avait promis un secours effectif à celui qui ne se montrerait pas d'accommodement, et que son honneur était solennellement engagé à ne point reculer d'une manière trop ouverte, il donna des ordres pour que ses flottes eussent toutes les apparences d'être disposées à se joindre à celles des Provinces-Unies, sans pourtant trop se compromettre avec celles du roi d'Angleterre qu'il tenait à ses gages, absolument comme il eût fait d'un haut serviteur. Louis XIV pensait aussi que, sous le prétexte de la guerre d'Angleterre, il pourrait travailler sans encombre à mettre sur pied des forces capables d'exécuter tout ce qu'il voudrait entreprendre ailleurs, et particulièrement dans les Pays-Bas espagnols, sur lesquels il élevait des prétentions, depuis la mort récente de Philippe IV d'Espagne. En conséquence de la politique du roi et de ses ministres, la guerre fut déclarée à l'Angleterre le 26 janvier 1666, plutôt pour la forme que pour la réalité.

On donna avis à la Hollande que la France avait dans la Méditerranée une escadre de trente-six vaisseaux de guerre et de quinze brûlots; que cette escadre viendrait rallier celle de douze vaisseaux et cinq brûlots qui se trouvait déjà dans l'Océan, et

qu'ensuite elle se réunirait à la flotte dont les États-Généraux venaient de donner le commandement au lieutenant-amiral général Ruyter. La flotte hollandaise, forte de quatre-vingt-cinq gros vaisseaux, fut bientôt prête; mais dans le même temps, le grand-maître de la navigation, Beaufort, eut ordre de conduire sur son escadre une épouse au roi de Portugal, Alphonse VI; et pendant qu'on engageait les Hollandais à attendre le retour des vaisseaux français pour commencer ou accepter les hostilités avec les Anglais, les deux peuples étaient déjà aux prises, et se livraient, les 13, 14, 15 et 16 juin 1666, des batailles de géants. Quelques sujets français figuraient pourtant sur la flotte des États, en témoignage de l'alliance. Parmi eux, le comte de Guiche se signala particulièrement; il fut des premiers, avec le prince de Monaco, à charger les ennemis, montra une grande présence d'esprit, et fut atteint au bras et à l'épaule d'un éclat de canon; il paya, autant qu'il était en lui, la dette de la France. La victoire avait, en définitive, appartenu à Ruyter dans les quatre jours de batailles navales du mois de juin.

Les flottes anglaise et hollandaise se retrouvèrent bientôt en présence. Des volontaires français servaient encore à bord de la flotte des États; c'était, entre autres gentilshommes, les chevaliers d'Harcourt-Lorraine, de Coislin, de Cavoye, et le baron de Busca. Le service qu'ils rendirent à la Hollande dans le combat du 6 août 1666 valut à cette république plus que toute une flotte que leur aurait réellement envoyée Louis XIV. Ruyter s'était trouvé trois heures durant entre les amiraux anglais, le prince Rupert et le duc d'Albermale; deux cents hommes étaient déjà tués sur son bord; cependant il continuait toujours à se défendre avec une constance et un héroïsme tels, que les Anglais, désespérant de s'en pouvoir rendre maîtres, résolurent de faire approcher un brûlot pour mettre le feu à son vaisseau. Dans ce moment terrible et décisif, Cavoye, Harcourt-Lorraine, Coislin et Busca, suivis de quarante mousquetaires français déterminés [1], se jettent dans

[1] On a écrit, quoique rien n'en fasse foi, que Jean Bart, alors enfant, était au nombre

deux chaloupes, et vont au-devant du brûlot pour le détourner, au risque d'en être eux-mêmes consumés. Les Anglais qui le dirigent, intimidés par tant d'audace, sont contraints à la fuite, et c'est à qui, parmi eux, se sauvera, celui-ci à la nage, celui-là sur la légère embarcation qui accompagnait l'instrument d'incendie. Ils ont mis le feu au brûlot, mais au hasard et à la hâte; et ses flammes deviennent plus dangereuses à leurs propres vaisseaux qu'à l'amiral hollandais qu'elles n'atteignent pas. Le grand Ruyter était conservé à la Hollande. S'est-on trompé en disant que ce service valait celui de toute une flotte?

Toutefois le combat du 6 août 1666 fut à l'avantage de l'Angleterre, par la faute, dit-on (car quel grand homme de guerre n'est pas exposé à une erreur dans sa carrière !), du lieutenant-amiral Corneille Tromp qui, en se laissant entraîner à la poursuite d'une des escadres anglaises, permit au gros de la flotte ennemie d'envelopper le reste de l'armée navale de Hollande, ce qui obligea celle-ci à faire sa retraite, après une perte de vingt vaisseaux. Cette retraite de Ruyter fut si belle, que Louis XIV écrivit lui-même aux États-Généraux, qu'il en faisait plus de cas que d'une victoire. De son côté, Ruyter rendit un hommage éclatant aux Français, qui par leur présence d'esprit et leur courage l'avaient fait échapper au plus imminent danger.

L'escadre de Beaufort arriva enfin à La Rochelle peu de temps après le combat du 6 août. Louis XIV en fit avertir aussitôt les États-Généraux pour concerter avec eux la jonction; mais on est fondé à croire que ce n'était encore là qu'un jeu de sa part. Il trouva pourtant de nouveau le moyen d'accuser la flotte hollandaise d'être sortie avant le temps marqué pour opérer sa jonction, et d'avoir ainsi livré à de grands risques ses vaisseaux, en les laissant dans l'isolement. Le fait est que Beaufort aurait pu être écrasé par la flotte anglaise en passant devant l'île de Wight; mais Louis savait que Charles II le respectait, et qu'entre eux la guerre n'était,

de ces Français. On sait seulement que, vers cette époque, il faisait son apprentissage de marin sur les flottes de Hollande.

au fond, qu'une comédie où le canon n'avait rien à faire.

Cependant les sujets des deux nations anglaise et française, à défaut de leurs rois, s'étaient montrés assez disposés à prendre cette guerre pour une vérité, surtout en Amérique où l'on n'avait connaissance que de la déclaration des hostilités, sans en pouvoir, de si loin, deviner le mot secret.

Le 20 août 1666, les deux colonies de l'île Saint-Christophe en vinrent aux mains d'une manière décisive. Les Français étaient commandés par un neveu de l'illustre saint François de Salles. Leur victoire fut complète. Les Anglais, après avoir perdu leurs forts et leurs canons, furent entièrement chassés de Saint-Christophe. Pour prouver l'importance que l'on attachait désormais aux affaires des colonies, une médaille fut frappée à l'occasion de cette victoire. On y voyait une femme costumée à l'américaine, foulant aux pieds les armes d'Angleterre ; sur la légende on lisait, en mots latins : « Colonie des Français affermie ; » et sur l'exergue : « Les Anglais expulsés de Saint-Christophe en 1666. » Ceux-ci, ayant envoyé de la Barbade six frégates et quelques autres bâtiments moins importants contre les vainqueurs, ne surent qu'ajouter à leur propre perte. On leur enleva une partie de leur escadre, et le reste fut horriblement battu de la tempête. Revenus une seconde fois à la charge avec un plus grand nombre de vaisseaux, les Anglais éprouvèrent une nouvelle défaite. Le Fèvre de la Barre, qui commandait l'escadre française, forte de dix-sept navires et de deux brûlots, leur fit perdre près de sept à huit cents hommes. Ils renoncèrent alors à rentrer par la force des armes dans l'île de Saint-Christophe.

Il est vrai de dire que, d'un autre côté, ils avaient été moins malheureux. Ils avaient attaqué et démantelé, dans la Guyane française, un petit fort construit vers l'embouchure du fleuve Sinnamari. Ils eurent avec une égale facilité raison de Cayenne qui était à peine protégée par quelques commencements d'ouvrages. La paix entre l'Angleterre et la Hollande, et par suite entre la France et l'Angleterre, allait bientôt être signée à Breda. On

convint de se rendre réciproquement tout ce qu'on s'était pris.

Mais, pendant ce temps, la guerre avait éclaté entre la France et l'Espagne au sujet de la succession des Pays-Bas, sur lesquels Louis XIV prétendait, pour Marie-Thérèse , sa femme, fille du premier lit de Philippe IV, à l'exclusion de Charles II d'Espagne, fils du second lit. Il avait découvert pour cela une ancienne coutume de certaines parties des provinces en litige; mais sérieusement les seuls droits qu'il eût à faire valoir, c'étaient, avec la force, les traditions toujours vivantes qui liaient ces provinces à la France, et la nécessité d'en déposséder les ennemis pour la sécurité de son propre royaume. Il lui importait, d'ailleurs, au plus haut point, d'assurer ses dernières acquisitions sur la côte de Flandre, et particulièrement Dunkerque, par l'occupation des places fortes qui se trouvaient en arrière. C'est pour cela qu'eut lieu, en 1667, la fameuse campagne de Lille. Charleroi, Bergues-Saint-Vinox, Furnes, Ath, Tournai, Douai, le Fort de l'Escarpe, Courtrai, Oudenarde et Lille furent enlevés aux Espagnols avec une rapidité dont l'histoire offre peu d'exemples.

Cette guerre ne fut l'occasion d'aucune affaire navale en Europe; mais, en Amérique, les flibustiers, qui s'honoraient entre eux du nom de *Frères de la Côte,* saisirent avec avidité l'autorisation qu'elle leur donnait de faire des courses sur les vaisseaux espagnols. La terreur de leur nom, à cette époque, contribua singulièrement à leurs succès. Les Espagnols tremblaient à leur seule vue, et mettaient souvent les armes bas, sans avoir eu le courage de combattre. Ils obtenaient la vie si les galions qu'ils ramenaient du nouveau monde étaient bien chargés d'or, d'argent, de pierreries, ou d'autres richesses; mais si l'espérance du vainqueur était déçue, alors malheur à eux! on les jetait impitoyablement à la mer!

On se rappelle le coup du flibustier Legrand, enlevant un vice-amiral d'Espagne avec une sorte de barque; il y eut un autre flibustier, nommé Michel le Basque, qui en fit un non moins hardi. Il attaqua et se rendit maître, sous le canon de Porto-Bello, dans l'Amérique centrale, d'un gros galion espagnol chargé de

plusieurs millions de piastres. C'est ainsi que les flibustiers, en se gorgeant de trésors, échangeaient souvent leurs barques contre des vaisseaux, et parvenaient quelquefois à se composer des escadres.

Ils en formèrent une, en 1667, pour aller attaquer et piller Maracaïbo, dans la province de Venezuela. L'entreprise avait été conçue par Michel le Basque et par l'Olonnais, qui s'était rendu fameux sous ce nom emprunté aux Sables-d'Olonne, sa ville natale, et qui eut, en cette circonstance, le commandement des Frères de la Côte. L'expédition, après s'être emparée sur sa route de tous les galions qu'elle a rencontrés, arrive à la baie de Venezuela, qui s'enfonce très profondément dans les terres; le fort qui en défendait l'entrée est emporté, le canon est encloué et la garnison de deux cents hommes passée au fil de l'épée. On va aussitôt attaquer Maracaïbo ; mais cette ville, riche de son commerce de cuir, de tabac et de cacao, est déjà abandonnée par ses principaux habitants, qui ont emporté le plus qu'ils ont pu de leurs trésors. Néanmoins les flibustiers y trouvent encore de grandes richesses, et forcent, en définitive, cette ville à payer sa rançon. Chose étrange, et que l'on prendrait pour une affreuse dérision, si l'on ne savait combien dans l'homme la superstition est souvent près du crime, ces pirates, qui ne vivaient que des maux d'autrui, prirent aux églises de Maracaïbo des croix, des cloches, des tableaux, pour les placer dans une chapelle qu'ils projetaient de faire bâtir à la Tortue. Ils avaient déjà, d'un autre côté, ravagé, pillé, brûlé une partie des établissements espagnols à Saint-Domingue, et menaçaient la capitale même de l'île, quand la paix signée entre la France et l'Espagne, le 2 mai 1668, à Aix-la-Chapelle, vint gêner le cours de leurs sauvages exploits.

Par le traité d'Aix-la-Chapelle, Louis XIV obtenait une partie de ce qu'il voulait. Il rendait la Franche-Comté, qu'il avait aussi conquise, et qui, toujours facile à reprendre, autant à cause de ses vieilles sympathies françaises que de sa position isolée de l'Espagne, ne pouvait manquer de lui revenir un jour ou l'autre; mais il gardait les places dont il s'était emparé dans les Pays-Bas. Les

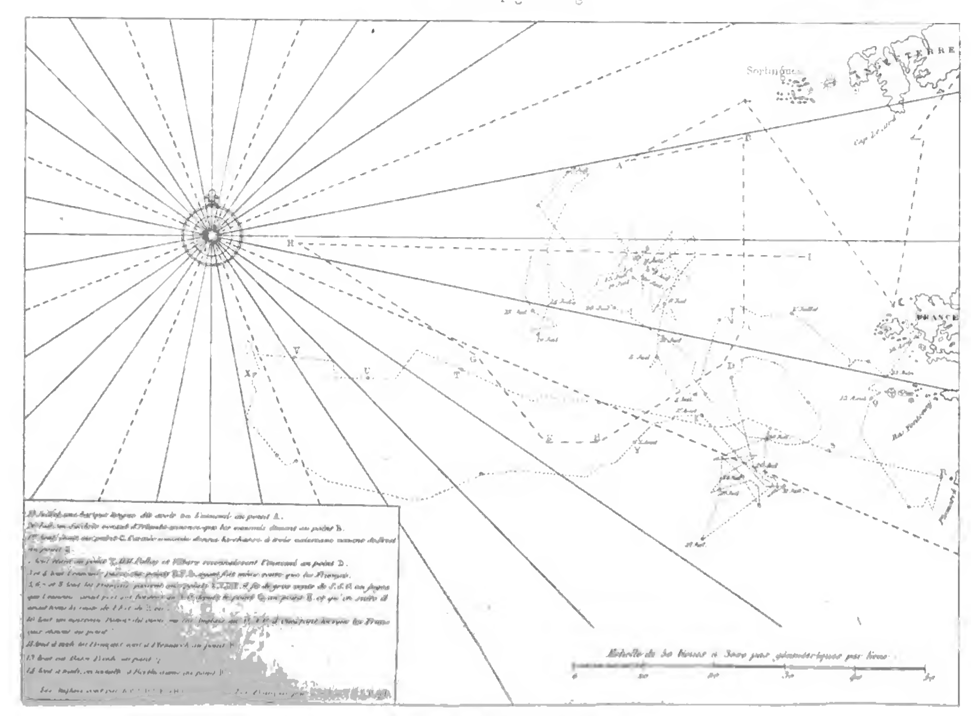
côtes maritimes de France avaient dès lors acquis l'étendue qu'on leur voit aujourd'hui ; le traité d'Aix-la-Chapelle leur donna de toutes parts militairement leurs points d'appui.

Dans ce temps, les Turcs faisaient une guerre acharnée aux Vénitiens, et, depuis vingt-quatre ans déjà, ils assiégeaient presque continuellement Candie. Jamais attaque ni défense ne s'étaient montrées aussi persévérantes. Toute la chrétienté, comme aux grands jours des croisades, avait fini par s'intéresser à la cause des assiégés. La France n'avait pas cessé d'être représentée parmi eux, malgré les vieilles alliances qui l'unissaient à la Porte-Ottomane. L'île de Candie était comme un champ clos, comme un carrousel, où chacun venait rompre des lances pour l'honneur de sa religion, mais sans que cela influât fortement sur les relations de peuple à peuple. Cependant l'intérêt de l'Europe chrétienne, si sincère qu'il fût au fond, ne s'exprimait pas d'une manière suffisante. Ce n'étaient pas des paladins qu'il fallait à Candie aux abois, mais de bons et solides corps d'armée. Louis XIV le comprit, et décida, immédiatement après la paix d'Aix-la-Chapelle, qu'il enverrait un secours considérable aux Vénitiens, sans pour cela déclarer la guerre au sultan. S'il eût été imité des autres souverains, les Turcs sans aucun doute auraient fini par ne point réussir dans leur dessein. Beaufort, grand-maître de la navigation, et Louis-Victor de Rochechouart, duc de Montemart et de Vivonne, général des galères de France, par suite de la démission du duc de Créqui, furent chargés de transporter à Candie dix mille hommes, dont le duc de Navailles eut le commandement. Un grand nombre de gentilshommes français tinrent à honneur de faire partie de cette expédition. Elle partit de Toulon le 6 juin 1669, et les galères et autres bâtiments français de transport parurent devant Candie le 19 du même mois. Les troupes furent débarquées la nuit suivante. Tous les ouvrages extérieurs de la place étaient alors au pouvoir des musulmans. Montbrun, octogénaire français, qui avait le commandement de Candie, ne défendait plus que des ruines, et pourtant il rejetait héroïquement

toute idée de capitulation. Le duc de Navailles, malgré l'opinion contraire de ce noble vieillard qui joignait la prudence au courage, et qui se flattait de mettre enfin les ennemis à bout en les fatiguant de sa résistance indéfinie, fut d'avis de faire une vigoureuse sortie et de tomber sur les Turcs avant qu'ils eussent eu le temps de rassembler leur cavalerie dispersée dans l'île. Navailles, dont l'ardeur était encore excitée par celle de Beaufort et des gentilshommes français, impatients de signaler leur arrivée par un grand fait d'armes, appuya en outre sa résolution de la nécessité qu'il y avait, disait-il, de débusquer les ennemis d'un poste à l'aide duquel ils empêchaient la libre entrée et la libre sortie du port. Le duc de Beaufort se mit, dans cette circonstance, à la tête des troupes de marine qu'il avait débarquées tout exprès. Le succès sembla d'abord aller à souhait pour les Français ; ils emportèrent bravement plusieurs redoutes, prirent trente canons, et firent un grand carnage de musulmans. Mais un accident interrompit tout à coup ces brillants débuts. Comme les Français occupaient déjà un des quartiers de l'ennemi, un soldat entra avec sa mèche allumée dans un magasin souterrain de poudres, de grenades et de bombes, pratiqué au-dessous des batteries, et y mit le feu par mégarde. Le souterrain saute avec un horrible fracas, et avec lui tous ceux qui se trouvaient dessus ou à côté ; la panique se répand avec la rapidité de l'éclair parmi les troupes de sortie qui, ne devinant pas la cause de l'accident, croient être sur un sol partout miné, et se dispersent au loin, sans que leurs chefs puissent les retenir. Les Turcs ont remarqué ce mouvement inattendu, et ils en profitent pour reprendre leurs avantages. C'est en vain que les ducs de Navailles et de Beaufort, chacun de son côté, cherchent à rassembler leurs soldats épars et à les ramener à la charge. Beaufort, transporté de rage, crie aux moins épouvantés de le suivre, et se jette à corps perdu à travers une multitude d'ennemis. Pendant ce temps, le duc de Navailles, qui ne l'a point aperçu, fait de son mieux pour changer du moins la fuite des siens en retraite. Mais quand, ayant à peu près réussi, il chercha des yeux le duc de

MOUVEMENTS DE L'ARMÉE NAVALE DE TOURVILLE

Pendant la campagne du Large.



Beaufort et demanda de ses nouvelles, personne ne sut lui répondre. Beaufort avait disparu, sans que toutes les informations prises alors et depuis aient pu faire connaître au juste ce qu'il était devenu. On se plut à se figurer que sa fin avait été aussi étrange que toute sa vie, et on se livra, à ce sujet, aux plus bizarres suppositions. Les uns se représentèrent Beaufort coiffé d'un turban, au milieu d'un sérail; les autres disaient tout bas que ce pouvait bien être le gouvernement français lui-même qui l'avait fait enlever, de peur qu'il ne revînt quelque jour à régner sur les halles. Le plus, le seul probable est que les musulmans, suivant leur ancien et barbare usage, lui avaient coupé la tête après l'avoir tué, et qu'ils avaient dépouillé son corps de toutes ses marques distinctives. Le découragement le plus complet fut la conséquence de ce malheureux événement qu'un autre, non moins déplorable, suivit bientôt. Pendant que la flotte française et celle de Venise et de Malte canonnaient les Turcs, le vaisseau de 50 canons *la Thérèse*, qui portait les trésors du duc de Navailles, sauta, couvrit de ses éclats une partie des autres bâtiments, et faillit couler à fond la galère réale, que montait le duc de Vivonne, investi du commandement général des forces navales de France par la mort de Beaufort. Un moment après, Vivonne fut blessé d'un coup de canon. Le duc de Navailles n'eut d'autre parti à prendre que de ramener ses troupes en France. La flotte française mit en conséquence à la voile sous les ordres de Vivonne. Peu après, la ville de Candie capitula.

On ne donna point de successeur à Beaufort dans la grande maîtrise de la navigation. Depuis plusieurs années déjà on ne lui laissait cette charge, dont le département de la marine avait envahi toute la partie administrative, que par condescendance pour son rang de prince issu du sang de Henri IV. L'édit de suppression de la charge de grand-maître, chef et surintendant de la navigation et du commerce de France, fut rendu au mois de novembre 1669; il portait rétablissement de celle d'amiral, mais dans des conditions toutes nouvelles.

CHAPITRE XXII.

De 1669 à 1679.

Colbert, ministre de la marine en titre comme il l'était déjà en fait. — Règlement sur le rétablissement de la charge d'amiral de France. — Louis de Bourbon, comte de Vermandois, amiral de France. — Jean, comte d'Estrées, vice-amiral du Ponant. — Le duc de Vivonne, général des galères de France. — Quelques règlements de Colbert sur la marine, de 1669 à 1673. — Guerre et paix de 1670 avec les Algériens. — Ligue des Hollandais, du roi d'Espagne et de l'empereur d'Allemagne contre Louis XIV — Alliance de Louis XIV avec Charles II d'Angleterre, contre la Hollande. — Déclaration de guerre du 7 avril 1672, par la France et l'Angleterre, à la Hollande. — Bataille navale de Solebay, le 7 juin 1672. — Conquête de presque toute la Hollande. — Batailles navales des 7, 14 juin et 22 août 1673. — Le roi d'Angleterre se retire de l'alliance de Louis XIV. — La France abandonnée à ses seules forces contre l'Europe. — L'amiral Tromp chassé des côtes de Bretagne. — L'amiral Ruyter chassé de la Martinique. — Soulèvement de Messine qui se donne à la France. — Secours envoyés par la France aux insurgés. — Bataille navale de Messine entre les Français, commandés par le duc de Vivonne et Duquesne, et les Espagnols, commandés par Melchior de la Cueva. — Prise d'Agosta par Duquesne. — Bataille navale de Stromboli entre Duquesne et Ruyter. — Messine ravitaillée malgré les flottes hollandaise et espagnole. — Bataille navale du Mont-Gibel, entre Duquesne et Ruyter : défaite et mort de Ruyter. — Incendie de la flotte des alliés, à la vue de Palerme, par la flotte française commandée par Vivonne et Duquesne. — Le vice-amiral Jean d'Estrées en Amérique. — Il reprend les îles de Cayenne et de Marie-Galante aux Hollandais, qui les avaient enlevées.—D'Estrées et la flotte française viennent attaquer l'amiral Bincken jusque dans la baie de Tabago. — Incendie de la flotte hollandaise et d'une partie de la flotte française. — Victoire de d'Estrées. — Prise de Tabago et de Gorée par d'Estrées; — Du fort d'Orange, en Amérique, par le chevalier de Lezi. — Suite des événements en Europe. — Paix de Nimègue.

Colbert venait de prendre en titre le département de la marine, qu'il exerçait en réalité depuis plusieurs années. C'était lui qui avait contre-signé l'édit de suppression de la charge de grand-maître, chef et surintendant de la navigation et du commerce. Le règlement, pour les pouvoirs et les droits de la charge rétablie d'amiral de France, parut presque en même temps, le 12 novembre 1669. Quoique certains pouvoirs de formes fussent conservés à l'amiral de France par ce règlement, tels que le droit de commander une des armées navales à son choix, celui de faire rendre la justice en son nom, etc., il était aisé de juger que c'était une grande sinécure honorifique et lucrative que l'on établissait, afin d'en pourvoir successivement quelque prince de la famille royale. Louis XIV voulait que les princes eussent de grandes positions pour qu'ils tinssent leur rang, et peu ou point de vraie puissance,

pour que, ne vivant que par lui, n'étant quelque chose que par lui, ils n'eussent jamais la pensée de se révolter. Ils ne furent plus, en effet, que les premiers particuliers de l'État. Le roi, en conséquence du règlement du 12 novembre, se réservait le choix de tous les officiers de guerre et des finances, depuis les vice-amiraux aux pilotes, et depuis les intendants aux gardes-magasins; il se réservait aussi, ou plutôt Colbert réservait sagement au ministère de la marine tout ce qui avait trait aux constructions navales, tout ce qui concernait les magasins et arsenaux, toute la partie administrative enfin. Ce qui restait de plus clair à l'amiral de France, c'étaient des droits pécuniaires fort étendus, comprenant les amendes, confiscations et le dixième sur les prises; en un mot, de quoi représenter magnifiquement.

Afin qu'on ne pût mettre en doute ce que serait désormais la charge d'amiral de France telle qu'on la rétablissait, un enfant, Louis de Bourbon, comte de Vermandois, fils légitimé du roi et de mademoiselle de La Vallière, en reçut les provisions, tant pour le Levant que le Ponant, exception faite toutefois de l'ancien duché de Bretagne, auquel on conservait, pour la forme, ses vieux priviléges d'amirauté spéciale. A cette époque, le gouverneur de Bretagne était de droit amiral de la province.

Colbert, en satisfaisant le roi par la nomination d'une ombre d'amiral qui ne devait rien faire, eut soin, autant que possible, de ne laisser confier le commandement sérieux des flottes qu'à des hommes courageux et habiles. On créa, toujours en cette année 1669, la vice-amirauté du Ponant ou de l'Océan, pour Jean, comte d'Estrées, qui jusque-là ne s'était guère fait connaître que par de belles qualités de général de terre, mais qui avait une grande ambition de se signaler sur mer. La vice-amirauté du Levant ne se constitua qu'en 1689. Elle fut exercée en attendant par le général des galères. Duquesne avait été élevé, dès l'année 1667, au grade de lieutenant général des armées de mer [1], et c'était particulièrement sur lui que Louis XIV et Colbert

[1] On lit dans le père Daniel, au sujet de ce grade, qui, de même que celui de chef d'es-

se reposaient de la direction de toutes les grandes actions navales. On recommandait à chacun, en toute occasion, de s'en référer à ses conseils. Le grade de chef d'escadre [1] ne fut, à quelques exceptions près, donné qu'à des hommes renommés par leur expérience et leur bravoure.

Il ne se passait pas d'année que Colbert ne publiât quelque nouveau règlement ou quelque nouvelle ordonnance sur la marine militaire, où avant lui tout encore, à peu près, était à faire, quoique Richelieu eût laissé à ce sujet des projets dont il profita. Personne n'était plus digne de continuer le grand cardinal que Colbert.

Il publia un code forestier (car sur quoi son génie administratif ne s'étendait-il pas?) dans lequel il n'oublia point la part des vaisseaux. Il favorisa en outre l'entrée des bois étrangers dans tous les ports du royaume, pour l'usage de la marine marchande aussi bien que pour celui de la marine du roi. Il régla, en 1670 et 1671, les mesures à prendre désormais pour la meilleure construction et le perfectionnement des vaisseaux de guerre. Tout vaisseau de premier rang, portant de 70 à 120 pièces de canon,

cadre, n'existe plus dans nos armées navales : « Après les vice-amiraux, le plus haut grade dans la milice de la marine est celui de lieutenant général ; car *nous n'avons point de contre-amiral en France en titre d'office*. C'est une qualité qu'on donne au plus ancien des chefs d'escadre dans un armement considérable où les officiers généraux sont employés. Alors ce chef d'escadre porte le titre de contre-amiral, et arbore le pavillon de contre-amiral, qui est blanc, de figure carrée, et se met à l'artimon. Le lieutenant général est le troisième des officiers militaires de la marine. Cette charge, eu égard au rang et au commandement qu'elle donne, est de l'institution de Louis le Grand. Ce titre autrefois n'était donné qu'à l'amiral ou au commandant en chef d'une flotte, de même qu'on ne le donnait autrefois dans la milice de terre qu'aux maréchaux de France ou à ceux qui commandaient en chef l'armée, par la raison que le roi étant général-né de toutes ses armées, tant de mer que de terre, qui que ce soit qui les commandait n'était que son lieutenant. C'est seulement dans le règlement de 1647, durant la minorité de Louis XIV, que l'on trouve un lieutenant général sous le commandant en chef de la flotte ; c'était le grand prieur de Gouttes pour la marine, et le duc de Richelieu pour les galères ; M. de Martel fut fait lieutenant général en 1656, et *M. Duquesne en* 1667. Depuis, on a fait des créations de plusieurs lieutenants généraux de mer. C'est un nouveau grade, où l'on monte après avoir passé par celui de chef d'escadre. » (*Histoire de la milice française*, édition de 1621.)

[1] « Ce terme d'escadre, qu'on donnait autrefois à une troupe de soldats des armées de terre, et surtout de soldats à pied du temps de François Ier, et qu'on appelle aujourd'hui

dut avoir trois ponts entiers et non coupés. Défense fut faite de construire, selon l'ancien usage, des châteaux sur l'avant du troisième pont. Les vaisseaux de second rang et de troisième rang, de 70 canons et au-dessous, furent astreints à n'avoir que deux ponts. Ceux de quatrième rang, de 30 à 40 pièces de canon, et ceux de dernier rang, de 18 à 28 pièces de canon, durent avoir deux ponts courants devant arrière. Il est question, dans ces règlements, des frégates légères, portant de 8 à 10 et 16 pièces de canon, et qui ne devaient avoir qu'un tillac. Pour dire encore ici quelques mots des vaisseaux en eux-mêmes, à cette époque, c'est sous le règne de Louis XIV que l'on commença à donner aux plus considérables des constructions navales le nom de vaisseaux de ligne, ce qui indiquait qu'elles étaient assez grandes et fortes pour combattre en ligne, et non plus seulement comme les flottes de galères, en disposant leur ordre de bataille en forme de croissant. Colbert ordonna que, dans les principaux ports et arsenaux de marine, il serait tenu, deux fois par semaine, un conseil de constructions navales. Il voulut aussi que les capitaines de vaisseaux ne manquassent pas de tenir un journal exact de leur navigation. Un règlement fut fait au sujet des marques de commandement; et deux ordonnances parurent, l'une concernant les saluts que les vaisseaux, en général, se devaient entre eux; l'autre pour régler celui de la galère réale [1] avec le vaisseau amiral. De grands arsenaux avaient été établis à Brest, Toulon, Rochefort,

escouade, ce terme est devenu propre de la milice de la mer. On appelle escadre un détachement ou une division de vaisseaux. Le chef d'escadre est l'officier qui la commande. Sous le règne de Louis XIII, on donnait ce nom de chef d'escadre au commandant général de l'armée navale, quand il n'était point amiral. Il y avait, avant 1647, quatre chefs d'escadre, dont les escadres portaient chacune le nom d'une province : celle de Bretagne, que commandait M. de Launai-Razilli ; celle de Normandie, commandée par M. de Montigni ; celle de Guienne, par M. de Mé ; celle de Provence, par le chevalier Garnier. Louis XIV, cette même année 1647, créa un chef d'escadre de Catalogne, qui fut M. de Montade, et un chef d'escadre de Dunkerque, qui fut M. Duquesne. Par la suite le nombre des chefs d'escadre ne fut point fixé. » (Le père Daniel, *Histoire de la milice française*.)

[1] La *réale* était la galère que montait le général des galères. Depuis quelque temps déjà il n'y avait plus de galère *capitane* en France ; la *patronne*, que commandait toujours le lieutenant général, en tenait lieu (*Histoire de la milice française*, du père Daniel.)

Dunkerque et au Havre. Colbert eut soin d'en régler la garde, la conservation, ainsi que la police; il prit également des mesures pour la garde et conservation des ports et des vaisseaux. Il assujettit à une discipline sévère, mais indispensable, aussi bien les officiers que les moindres matelots. Toute querelle fut interdite entre les uns comme entre les autres. Les capitaines eurent ordre de ne point abandonner leurs vaisseaux pour aller coucher à terre; la peine de mort menaça ceux qui s'absenteraient des escortes chargées de protéger les navires marchands. En revanche, de grandes récompenses furent assurées à ceux qui se distingueraient, et particulièrement aux capitaines de brûlots qui incendieraient des vaisseaux ennemis.

La protection que Colbert donnait au commerce l'engagea à envoyer, en 1670, contre les pirates barbaresques, qui recommençaient à infester la Méditerranée, une escadre sous les ordres du marquis de Martel, lieutenant général des armées navales. La terreur que cette escadre répandit força les Algériens, qui étaient les plus redoutables des pirates, à solliciter la paix. Louis XIV, dont l'intention était d'utiliser prochainement ses vaisseaux dans une guerre qui avait plus d'intérêt pour lui, la leur accorda à des conditions avantageuses pour le moment, mais dont les garanties étaient toujours peu solides avec des peuples qui ne se croyaient jamais liés par les serments faits à des chrétiens.

La Hollande n'avait pas lieu d'être satisfaite de la politique de Louis XIV, dans la dernière guerre avec l'Angleterre; et, de plus, son inquiétude était extrême de se voir, par les nouvelles conquêtes de la France, si voisine d'un souverain trop disposé à reculer ses frontières. Elle n'ignorait sans doute pas non plus que Colbert était jaloux pour son pays du commerce immense des Hollandais, et que l'une de ses plus profondes études tendait aux moyens de le leur enlever, au moins en partie, pour le transporter à la France. La compagnie des Indes orientales avait été créée particulièrement dans ce but. La Hollande, qui depuis longues années déjà ne supportait qu'avec contrainte le poids de la recon-

naissance qu'elle devait, depuis Henri IV, à la maison de Bourbon, se décida enfin à le rejeter complétement. L'Espagne, son ancienne ennemie, dont elle n'avait pu secouer le joug qu'en se mettant sous le protectorat de la France, lui paraissait maintenant si déchue, qu'elle l'aimait mieux avoir à ses portes, par les Flandres, que Louis XIV. L'esclave, échappée depuis à peine un siècle à ses chaînes, prit ses anciens maîtres sous son égide. La Hollande rapprocha, dans un intérêt commun, les deux branches de la maison d'Autriche. Une ligue fut conclue entre elle, le roi d'Espagne et l'empereur d'Allemagne. On dit qu'à la menace, la jeune république ajouta l'insulte, et qu'une médaille, niée d'ailleurs par ceux que l'on en accusait, fut frappée, qui représentait le principal négociateur hollandais de cette ligue avec un soleil au-dessus de sa tête, accompagné de mots latins dont le sens était: « A mon aspect le soleil s'arrêta. » L'allusion était facile à saisir: le fier personnage qui, à l'exemple du prophète biblique, suspendait le cours de l'astre, c'était Josué Van-Beuningen, bourgmestre d'Amsterdam; l'astre soudainement interrompu dans son cours victorieux, c'était Louis XIV, qui avait pris le soleil pour le corps de sa devise. Que la médaille ait existé ou non, le bruit en courut, et Louis XIV dut se sentir saisi d'une irritation plus facile à comprendre qu'à peindre à la seule idée qu'un bourgmestre hollandais avait osé se mettre ainsi en balance avec lui, le plus puissant et le plus superbe souverain du monde. Les courtisans donnèrent, il est vrai, immédiatement une satisfaction à l'amour-propre royal, en répondant à la médaille hollandaise par une médaille française où se voyait un soleil qui attirait les vapeurs d'un marais, et sur laquelle on lisait une devise latine qui signifiait : « Je les ai élevées, mais je les dissiperai [1]. » Cette guerre d'épigrammes n'était point celle qui convenait à Louis XIV. Bientôt

[1] Le jésuite Comire fit, au même sujet, en vers latins, la fable des *Grenouilles*, dont le soleil dessécha les marais parce qu'elles s'enflaient et croassaient contre lui. Fontenelle la traduisit en vers français, et La Fontaine fit sa fable du *Soleil et des Grenouilles*, qui en est une imitation.

ce monarque, unissant son désir de vengeance à ses projets d'agrandissements, détacha l'empereur d'Allemagne de la ligue, et entraîna d'autant plus facilement son docile vassal Charles II d'Angleterre dans sa querelle, que celui-ci prétendait aussi avoir à se plaindre d'une médaille injurieuse de la Hollande, qui n'avait pas cessé de lui être cordialement antipathique. Le 7 avril 1672, la guerre fut déclarée aux Provinces-Unies.

Pendant que quatre corps d'armée entraient sur leur territoire, et débutaient en s'emparant avec une étourdissante rapidité d'une série de places fortes, le vice-amiral Jean d'Estrées se joignait, avec environ trente vaisseaux de premier rang, six frégates, quatre flûtes, bâtiments de charge, et six brûlots, au duc d'York dont la part, pour l'Angleterre, était de cinquante-trois vaisseaux, douze frégates, quatorze brûlots et quelques autres bâtiments moins importants. La flotte des Provinces-Unies, composée de quatre-vingt-onze vaisseaux de premier rang, quarante-quatre brûlots et vingt-trois bâtiments inférieurs, ne craignit pas, ayant le grand Ruyter pour lieutenant-amiral général, de venir chercher jusque près de Southwold, au comté anglais de Suffolk, les flottes combinées de France et d'Angleterre. Elles se divisaient en trois escadres, prenant chacune le nom de la couleur de leur pavillon : l'escadre blanche à l'avant-garde, avec le vice-amiral Jean d'Estrées; l'escadre rouge au corps de bataille, avec le duc d'York, grand amiral d'Angleterre, et l'escadre bleue à l'arrière-garde, avec le comte de Sandwich, remplissant les fonctions de contre-amiral. Le 7 juin 1672, entre sept et huit heures du matin, l'avant-garde hollandaise, commandée par le lieutenant-amiral Bankært, commença le combat contre l'escadre blanche de d'Estrées. Duquesne s'y trouvait, Tourville aussi, que l'on avait confirmé dans son grade de capitaine de vaisseau, gagné dans ses courses contre les corsaires[1]. L'escadre blanche reçut avec valeur celle de Bankært. Il paraîtrait cependant que, pour ce qui était de la marine, la po-

[1] Son premier compagnon d'exploits, le brave d'Hocquincourt, avait quitté le service naval, et avait été mis à la tête d'un régiment de dragons ; il fut tué le 25 juillet 1675.

litique de Louis XIV allié des Anglais contre les Hollandais dans la guerre présente, avait quelque similitude avec la politique de Louis XIV allié des Hollandais contre les Anglais dans la précédente guerre, et que le vice-amiral de France avait reçu le discret avis, tout en sauvant, par une démonstration, l'honneur de son pavillon, de ménager les forces navales du royaume. Si tel était l'ordre secrètement donné au vice-amiral français, il s'acquitta du moins avec assez de bonheur de la première partie de sa mission, qui était de sauver l'honneur du pavillon. Quoiqu'il ne disposât contre toute l'avant-garde hollandaise que de neuf de ses vaisseaux, parce que les autres n'avaient pu se mettre sur la même ligne, il soutint d'abord le feu des ennemis avec une belle fermeté; puis, voyant que l'on avait sur lui le vent et la marée, il courut au sud pour prendre le vent. Le lieutenant-amiral Bankært poursuivant l'escadre blanche, celle-ci se remit bientôt en ligne, désempara plusieurs de ses adversaires, et aurait gagné le vent sur eux, s'il n'était pas survenu un grand calme par suite duquel on se vit dans la nécessité de remorquer, avec des chaloupes, les vaisseaux qui avaient peine à gouverner. Alors il arriva que, les deux escadres se trouvant en partie mêlées sans pouvoir se dégager, il se fit un moment entre elles un terrible carnage. Ruyter, témoin à distance de la position de son avant-garde, profita du vent qui venait de s'élever, pour envoyer à Bankært une division de son corps de bataille, ne doutant pas qu'avec ce secours on aurait raison des Français. Mais ceux-ci répondirent de manière à désabuser l'amiral-général hollandais, et peu s'en fallut qu'ils ne ruinassent même toute l'escadre de Bankært; il ne leur manqua pour cela que le vent venant un instant en aide à leur valeur. Ce fut toute la part de la flotte française dans la bataille de Shoutwold[1], qui ne finit qu'avec le jour, et dont les résultats incertains permirent aux deux armées de s'attribuer la victoire.

A ne juger de cette bataille que par ses suites, elle fut à l'avan-

[1] Elle est plus connue en France sous le nom de Solebay, que lui ont improprement donné presque tous nos historiens.

tage de Ruyter; car elle condamna les flottes combinées à ne rien faire d'important pendant le reste de l'année. Les Anglais, jaloux de la gloire que les Français s'étaient acquise par leurs conquêtes, et honteux de n'avoir rien exécuté de mémorable pendant la fameuse campagne de 1672, persistèrent dans le projet d'une descente sur les côtes des Provinces-Unies, afin de faire voir qu'ils n'étaient pas des alliés inutiles. Les flottes combinées prirent la route de l'île de Texel, sur la côte septentrionale de Hollande, pour favoriser les desseins des armées de Louis XIV, par le Zuyderzée. Si ce projet eût réussi, c'en était fait définitivement de la république hollandaise; mais l'èbe ou la basse marée, qui dura, un certain jour, douze heures entières au lieu de six, fit, par un phénomène qui n'était point sans exemple dans ces mers et que les Hollandais prirent pour un miracle en leur faveur, échouer une entreprise dont toute l'habileté et la bravoure de Ruyter n'auraient pu empêcher l'exécution. Tout projet maritime fut ajourné par les alliés jusqu'au printemps de l'année suivante, 1673. Il est vrai que d'ici là, plus de la moitié de la Hollande fut conquise par les trois corps de l'armée de terre de Louis XIV, qui, poursuivant le cours de leurs succès, prirent les trois provinces de Gueldres, d'Utrecht et d'Over-Yssel, et plus de quarante villes fortifiées.

Le 25 mai 1673, le vice-amiral Jean d'Estrées partit de Brest avec vingt-sept vaisseaux de ligne, sept frégates, neufs brûlots et quelques galiotes, pour rejoindre, dans la Manche, la flotte d'Angleterre, des deux tiers environ supérieure en nombre à la sienne, et dont le duc d'York avait remis le commandement général au prince Rupert. Ruyter, malgré toute son habileté, n'avait pu empêcher cette jonction. Les flottes combinées, formant ensemble cent quarante ou cent cinquante voiles, furent divisées, comme l'année précédente, en trois escadres : la rouge, au pavillon du grand amiral d'Angleterre ; la blanche, au pavillon vice-amiral de France, et la bleue, au pavillon du contre-amiral anglais Édouard Spragg. Le prince Rupert se plaignait presque ouvertement qu'on

lui eût adjoint ce dernier qu'il n'aimait pas; il l'accusait surtout de liaison avec le comte d'Estrées, et s'imaginait qu'ils s'étaient entendus pour le sacrifier. Sa défiance augmenta tellement que, sous le prétexte d'éviter aux vaisseaux français le reproche qu'on leur avait fait l'année précédente de s'être tenus à l'écart, il voulut les disperser au milieu des siens. Mais d'Estrées ne le permit pas, assure-t-on, autant parce que c'était faire injure à sa nation, que parce qu'il entendait conserver ses prérogatives, qui étaient de combattre dans un poste d'honneur et parfaitement distinct[1].

On s'avançait pour chercher la flotte hollandaise, quand elle fut aperçue qui était à l'ancre sur une ligne, dans le Doorlog, un des quatre passages de grands vaisseaux, formés par des bancs de sables, entre la côte de Flandre et l'île zélandaise de Walcheren. Cette flotte se composait de cinquante-deux vaisseaux de guerre, douze frégates, vingt-cinq brûlots et quatorze yachts, navires légers, dont l'usage n'était pas, comme aujourd'hui, exclusivement d'agrément. Un calme plat et ensuite un gros temps qui dura plusieurs jours forcèrent les deux armées de rester dans l'inaction jusqu'au 7 juin, même date que la bataille de Southwold, livrée l'année précédente. Le prince Rupert, ayant pris l'avant-garde pour lui, donné le corps de bataille à d'Estrées, et l'arrière-garde à Spragg, détacha des trois escadres trente-sept vaisseaux des moins pesants et treize brûlots, pour qu'ils allassent insulter la flotte ennemie, et fissent en sorte de l'attirer hors des bancs où il était impossible de la combattre. Ruyter était prêt à satisfaire les alliés; il sortit fièrement de ses espèces de retranchements, mit son armée en ordre avec une surprenante rapidité[2], donna l'avant-garde à Corneille Tromp, se réserva le

[1] Basnage, dans ses *Annales des Provinces-Unies*, dit positivement qu'on mêla les vaisseaux français aux vaisseaux anglais, et ajoute en note que Courtilz, dans son *Histoire de la guerre de Hollande*, en disant le contraire est fort suspect, et que c'est un auteur fort sujet à caution. Mais c'est un reproche qui peut être avec non moins de fondement adressé à Basnage lui-même qui, en qualité de ministre protestant réfugié en Hollande, est, le plus possible, toujours défavorable à Louis XIV.

[2] Plusieurs auteurs ont écrit que Ruyter et Rupert rangèrent, suivant l'ancien usage,

corps de bataille, et confia son arrière-garde à Bankært, lieutenant-amiral de Zélande. L'escadre de l'amiral général de Hollande devait donc échoir à l'escadre blanche des Français. Mais l'ordre de bataille ne tarda pas à être interverti. Les vaisseaux détachés, et qui ne revinrent pas prendre le poste qu'on leur avait réservé, y contribuèrent pour beaucoup. En allant se ranger partout où ils croyaient avoir le plus à se distinguer, ils jetèrent même, parmi les alliés, un désordre qui aurait pu devenir préjudiciable à ceux-ci, mais qui, heureusement, ne servit qu'à inspirer une noble émulation aux Français et aux Anglais. Le capitaine d'Amfreville eut l'honneur de commencer l'action. Les capitaines de Tivas, d'Estivalle, de Béthune et Louis Gabaret, désireux de montrer sous les yeux mêmes du grand amiral d'Angleterre ce dont était capable la valeur française, se rangèrent auprès du pavillon rouge. Tivas, qui montait *le Conquérant*, ne craignit pas de s'en prendre à Tromp lui-même; s'attachant à prêter le côté au *Lion-d'Or*, vaisseau qui portait ce glorieux amiral, il le serrait de si près, qu'il allait l'aborder, quand il fut lui-même atteint d'un coup de canon. Tivas était mort; mais Tromp, aux abois, en était réduit à transporter son pavillon sur un autre vaisseau, tant *le Lion-d'Or* avait souffert. Cependant le corps de bataille de d'Estrées, ayant la division du chef d'escadre des Ardents en tête, allait droit à celui de Ruyter, qui se hâtait de porter secours à Tromp, dont le danger n'avait un moment diminué que pour recommencer bientôt non moins pressant. Le marquis de Grancei, qui avait aussi le commandement d'une division française, voyant que celle de des Ardents était aux prises, se détacha avec quelques-uns de ses vaisseaux, et arriva sur les paresseux de l'escadre de Ruyter; il s'engagea même avec l'arrière-garde des ennemis, commandée par Bankært, que le contre-amiral anglais Spragg devait combattre. Le chevalier de Valbelle, celui-là même qui avait autrefois refusé de saluer, avec son seul vaisseau, quatre vais-

leurs armées en forme de croissant, se plaçant chacun à leur centre, et donnant les cornes à ceux qui leur servaient de vice-amiraux et de contre-amiraux.

seaux anglais, et dont la gloire et les services n'étaient pas moins précieux à l'ordre de Malte qu'à la marine française, le valeureux chevalier de Valbelle, monté sur *le Glorieux*, tout en accusant de témérité le marquis de Grancei, se laisse emporter d'instinct et de penchant à la même imprudence, tant il la trouve généreuse et noble, et cingle vers lui pour l'aider à se défendre. Les capitaines de Sébeville, d'Ailli et du Maignon l'imitent, et tous ils arrivent fort à propos pour délivrer leur chef qui, avec ses forces trop inégales, courait risque d'être enveloppé, puis pris ou brûlé. L'arrière-garde de Bankært plia devant eux; de terreur, cinq de ses vaisseaux firent vent arrière, et presque tous les autres, ceux-ci en dissimulant de leur mieux leur défaite, ceux-là, sans se soucier même de sauver les apparences, se retirèrent pareillement. Bankært, à la vue du désordre de son escadre, revira pour rassurer ses gens, et attaqua *l'Orgueilleux*, que montait le marquis de Grancei. Le combat fut chaud de part et d'autre. Le marquis de Bonnivet, qui servait comme volontaire français, fut blessé. Bankært perdit le mât de son petit hunier, et il ne s'en fallut de rien que deux brûlots n'incendiassent son vaisseau. Ruyter, dont le regard planait partout, aussi bien sur son avant-garde que sur son arrière-garde, revira pour porter secours à Bankært comme il avait fait à Tromp, peut-être aussi pour passer au vent du vice-amiral de France et le forcer ensuite, avec ses brûlots, d'arriver. Le premier vaisseau français que rencontra Ruyter fut *le Sans-Pareil*, commandé par Tourville, qui sut empêcher *les Sept-Provinces*, vaisseau amiral de Hollande, de gagner le vent sur lui. Mais, après avoir échangé quelques bordées avec *le Sans-Pareil, le Terrible* et le vaisseau de des Ardents, *les Sept-Provinces* coururent vers *la Reine*, où flottait le pavillon du vice-amiral de France; ne pouvant la doubler, elles passèrent entre elle et *le Tonnant*, commandé par Preuilli d'Humières, et sur lequel le chevalier de Roncerolles eut le bras droit emporté. Ces deux vaisseaux, le vice-amiral et *le Tonnant*, furent en ce moment, et, à la grande anxiété des capitaines français, surtout du

brave Valbelle, exposés à un cruel danger. Le canon des Hollandais dégréa *le Tonnant*, mais de Preuilli leur rendit bien leur feu, et d'Estrées ne fit pas moins vigoureusement quand il se trouva vergue à vergue de Ruyter. Son canon allait aussi vite que sa mousqueterie. Louis Gabaret, avec son vaisseau *le Foudroyant*, venait derrière le vice-amiral de France; il évita Ruyter et arriva sur un de ses seconds. Un abordage que, de part ni d'autre, on ne put venir à bout d'éviter, eut lieu alors entre *le Foudroyant* et *le Deventer*, que montait le digne ami de Ruyter, celui qui était destiné à recueillir bientôt ses cendres, le capitaine Kallemburg. Le chevalier de Léri, lieutenant en pied, saute le premier, comme c'était son devoir et sa charge, sur *le Deventer*. A son exemple, un autre lieutenant, nommé Chaboissière, s'élance, l'épée à la main et le pistolet à la ceinture, sur le pont ennemi. Par une inexplicable fatalité, ils sont à peine suivis de cinq ou six des leurs; cela ne les fait pas reculer. Léri, parvenu à se rendre maître du château d'avant, soutient une lutte corps à corps avec le capitaine Kallemburg qui, sorti subitement de son château d'arrière, s'est élancé vers lui, et l'a saisi par le cordon de sa croix. Ils étaient sur le point de se jeter l'un l'autre à l'eau, ou de s'étrangler, quand un volontaire français, nommé Durivaux, fait lâcher prise au capitaine du *Deventer*, qui s'en venge en faisant une large entaille au corps du lieutenant Chaboissière, atteint déjà de trois coups de pistolet. Ce fut alors seulement que les Français se décidèrent à repasser sur leur propre pont; ils avaient laissé soixante morts et soixante blessés sur celui de l'ennemi. *Le Deventer* avait été mis, par *le Foudroyant*, hors d'état de tenir la mer. Peu après il s'enfonça. Chacun des vaisseaux français revirait, depuis un moment, pour s'efforcer de gagner son poste. Un d'eux, *l'Apollon*, capitaine de Langeron, fut rencontré, sous le vent, par les redoutables *Sept-Provinces* de Ruyter, et s'en tira avec assez de bonheur, de même que *le Fier*, capitaine d'Ailli, qui répondit fort bien au canon de l'amiral général. Pendant que le vice-amiral de France faisait en sorte de se rallier aux vaisseaux de sa division et de

leur faciliter son approche, le prince Rupert, avec l'escadre rouge d'Angleterre, venait de ce côté, balançant l'escadre de Tromp, qui deux fois encore avait changé de vaisseau, et jamais désespéré, toujours combattant, était sur le point de passer sur un quatrième. Le capitaine Valbelle aperçut alors une frégate anglaise qui, bien que désemparée de son grand hunier et de sa grande vergue, se défendait encore avec une intrépidité admirable contre les Hollandais près de lui donner son coup de grâce. A ce spectacle, il se sent émouvoir jusqu'au fond du cœur, et, ne consultant personne, ne se laissant point arrêter par la pensée de son propre danger, il envoie sa chaloupe avec un de ses lieutenants pour remorquer la frégate, qui, sans cela, infailliblement allait périr. Valbelle ne rendit pas le service à demi; il partagea en bon frère, avec le capitaine anglais de cette vaillante, mais malheureuse frégate, tous les coups de canon que Tromp, qui ne cessait pas de harceler son arrière, faisait tirer sur elle. Il soutint le feu de ce héros deux heures durant, abattit son grand mât, et eut la gloire de le voir, de voir Corneille Tromp se retirer devant lui. Valbelle reçut à la fois les remercîments et les félicitations du grand amiral d'Angleterre. Il cherchait à obtenir *la cornette*, cette sorte de pavillon distinctif du chef d'escadre et quelquefois du capitaine commandant plusieurs vaisseaux; il l'avait bien méritée. Ce fut à lui, parmi les Français, qu'appartinrent les plus beaux honneurs de la journée. Après cet avantage signalé qu'il avait eu d'abattre le grand mât du vaisseau de Tromp, le feu s'apaisa de part et d'autre d'une manière sensible; on tirait encore, mais de loin. Il était neuf heures du soir; les coups de canon, de plus en plus rares, se perdaient dans un épais crépuscule. Peu à peu tout rentra dans le silence, tout, hormis les flots indifférents sur lesquels cette grande bataille entre les rois de l'Océan ne laissa pas plus de trace que l'aile de l'alcyon effleurant l'eau qui passe.

Les pertes avaient été à peu près égales des deux côtés, et personne encore n'avait pu se vanter du triomphe. On était donc impatient de se rencontrer de nouveau.

Dès le 14 juin, la flotte hollandaise, qui s'était retirée dans ses bancs, pour se radouber, en ressortit par un vent frais du nord-est, et alla en bon ordre au-devant des alliés qui, après s'être aussi réparés, étaient revenus la chercher. Le prince Rupert, en apercevant l'armée navale des Provinces-Unies, fit quelques mouvements en arrière comme s'il eût eu dessein de l'éviter; mais c'était pour l'attirer en pleine mer. Ruyter, croyant en effet qu'il prenait la fuite, se mit à le poursuivre; mais le prince ordonna soudain de virer de bord et d'engager l'action. Elle commença sur les quatre heures après midi. Une manœuvre du prince Rupert jeta parmi les escadres alliées une confusion qui aurait pu leur devenir fatale [1]. Les Français, dans cette situation qui leur était faite, déployèrent leur courage accoutumé; mais il semblerait que leur brillante conduite dans le dernier combat du 7 juin avait excité, par réflexion, la jalousie des Anglais, et qu'on n'eût peut-être pas été fâché de leur voir essuyer un échec partiel; car l'escadre d'Angleterre, témoin dans un moment de la position critique de l'escadre blanche de France, ne lui porta aucun secours. D'Estrées alors, sans s'inquiéter qu'on l'accusât d'avoir des instructions secrètes pour ménager sa flotte, mit effectivement son principal soin à la conserver. Le prince Rupert fut heureux, de son côté, que les états-généraux eussent donné ordre à Ruyter de ménager la leur, et de se montrer satisfait quand

[1] Voici comment l'*Histoire générale* de Boismêlé, qui, dans cette affaire, comme dans la précédente, donne le corps de bataille à d'Estrées, raconte cette circonstance : « Le prince Rupert manœuvra d'une manière qui aurait pu attirer un échec à l'armée des deux rois, si les Hollandais avaient voulu profiter de la confusion qu'elle occasionna. L'amiral Spragg, qui avait sous ses ordres l'escadre bleue, destinée à faire l'arrière-garde, avait été mis à la tête par l'arrangement du mouillage, et le prince, qui commandait l'avant-garde, était à la queue. Lorsqu'il vit qu'il était question de combattre, il voulut prendre absolument le poste qu'occupait Spragg; il ne pouvait y arriver qu'en passant au milieu de l'escadre de France qui faisait le corps de bataille; celle-ci fut obligée de s'ouvrir et de s'étendre en largeur des deux côtés, pour éviter que les vaisseaux ne se heurtassent. On peut juger du désordre d'une pareille opération qui se faisait en présence de l'ennemi, et par conséquent avec beaucoup de précipitation. On n'eut point le temps de se remettre dans ses rangs; l'escadre bleue se confondit avec la blanche; l'avant-garde se trouva mêlée avec le corps de bataille; on ne connaissait plus ni divisions, ni ordres, ni signaux » L'*Histoire navale d'Angleterre*, de Lediard, dit simplement que les alliés commencèrent l'action dans le même ordre qu'au 7 juin.

TOURVILLE

PRENANT CONNAISSANCE DU PORT DE TRIPOLI

il aurait garanti les côtes de la Hollande. D'après cet avis, l'amiral hollandais ne se laissa point engager dans une mêlée, comme il avait fait quelques jours auparavant, et n'approcha qu'à la portée du canon. L'affaire ne fut par suite qu'une vive canonnade qui dura quatre heures environ. La flotte combinée se retira vers la Tamise, et celle de Ruyter continua à veiller à la défense des côtes des Provinces-Unies. D'Estrées se plaignit hautement de la conduite de Spragg, qui avait négligé de le soutenir avec l'escadre bleue, et il le fit blâmer par le prince Rupert de sa négligence.

Le projet d'une descente était toujours dans l'esprit des flottes combinées; elles ne pouvaient se flatter de l'opérer qu'autant qu'elles auraient détruit ou éloigné des côtes des Provinces-Unies la flotte de Ruyter. La nouvelle de l'arrivée d'un riche convoi des Indes orientales, que le lieutenant-amiral général de Hollande fut chargé de garder de leurs atteintes, sembla devoir procurer aux alliés une favorable occasion d'en venir à leurs fins. Ils étaient revenus dans les eaux de la Hollande, et il fallait, à tout prix, les en écarter, pour empêcher que le convoi ne donnât pas au milieu d'eux. Ruyter leva l'ancre avec le dessein arrêté de les attaquer. Dès la pointe du jour, il vint leur présenter le combat à quelque distance du Texel. Rupert ne chercha pas un moment à l'éviter. Seulement il manœuvra pour attirer les Hollandais dans un lieu moins favorable à leurs projets que celui qu'ils occupaient. D'Estrées se trouva opposé, avec l'avant-garde, à Bankært; Rupert, avec le corps de bataille, à Ruyter; et Spragg, avec l'arrière-garde, à Corneille Tromp. L'escadre française avait ordre de soutenir le vent et de le gagner, s'il était possible. Le lieutenant général, marquis de Martel, qui commandait la division de droite du vice-amiral et qui avait ainsi la tête de toute l'armée navale, parvint à gagner le dessus du vent de la longueur de trois à quatre vaisseaux, et chercha à placer Bankært entre deux feux. Bankært comprit l'imminent péril qui le menaçait, et, prenant sur-le-champ son parti, il se livra à des efforts inouïs pour se faire jour à travers l'escadre française, avant d'avoir pu être en-

fermé par le marquis de Martel. La canonnade fut terrible en ce moment. Martel déployait toute son énergie, pour s'opposer au mouvement de Bankært qui activait le feu de ses vaisseaux avec une fureur de désespéré. Pour détourner de leur but les premiers vaisseaux de l'escadre blanche, deux brûlots arrivèrent sur le vice-amiral d'Estrées, et il fallut alors que celui-ci s'occupât moins de fermer le passage au lieutenant-amiral hollandais, que d'éviter ces deux ennemis infernaux par lesquels il était lui-même près d'être accroché; il en vint heureusement à bout. Alors, pour rendre au lieutenant-amiral de Zélande ce qu'il avait tenté contre le vice-amiral de France, un capitaine, nommé Guillotin, se dispose à aller fixer l'incendie au vaisseau de Bankært. Dans son métier, si funeste même à ceux qui l'exerçaient, Guillotin a déjà eu, au combat du 7 juin précédent, le visage et les bras brûlés. Mais cela ne l'a point dégoûté; car, s'il réussit une fois, le grade de capitaine de vaisseau l'attend. Avec son vieux bâtiment qui n'est plus propre au service ordinaire, mais qui, rempli de feux d'artifices et transformé en brûlot, peut encore être d'un si terrible effet, Guillotin dédaigne deux vaisseaux qu'il rencontre et dont il évite les bordées, il prend le vent sur le vaisseau lieutenant-amiral, le seul auquel il en veuille, vient à bout de l'accrocher et met aussitôt le feu à la mèche qui communique à l'artifice du brûlot. Profitant du temps que la disposition de cette mèche lui laisse, il descend dans sa chaloupe avec le peu d'hommes qui l'accompagnent, par la porte pratiquée à cet effet à côté de l'arrière du brûlot; puis il s'éloigne, bien persuadé que tout à l'heure il va entendre l'explosion et voir jaillir la flamme. C'est un sauve-qui-peut général sur le vaisseau accroché; tout l'équipage, moins vingt hommes plus courageux que les autres, se précipite à la nage. Mais au bout d'un assez long moment, Guillotin n'entend rien; il se retourne : sa mèche a manqué son effet. Alors, à la grande stupéfaction de tous, on le voit ramener sur l'heure sa chaloupe au brûlot, et, malgré tous les boulets qui pleuvent devant, derrière lui, à ses côtés, il met le feu à sa mèche une seconde

fois, et se retire. Mais les vingt Hollandais, presque aussi intrépides que lui, qui étaient restés sur leur bord, avaient déjà eu le temps de commencer à séparer le vaisseau de Bankært du bourreau qui l'étreignait, et réussirent à le sauver. Bankært, s'estimant trop heureux encore d'avoir échappé, comme par miracle, à une perte complète, profita du vent pour aller à toutes voiles joindre Ruyter. D'Estrées ne le suivit pas. Il en donna depuis pour cause la nécessité où il s'était trouvé de réparer, quoiqu'à la hâte, ceux de ses vaisseaux qui avaient souffert, et le défaut du vent. Le prince Rupert se trouva seul engagé avec son escadre contre les divisions de Ruyter et de Bankært, et se comporta avec sa valeur accoutumée. Quant à Spragg, moins occupé des ordres qu'il avait reçus de ne point quitter l'escadre rouge et de se tenir toujours en ligne, que de prendre sa revanche des reproches qu'on lui avait faits au sujet de la précédente affaire, et de s'illustrer par quelque coup particulier, il avait engagé l'escadre bleue d'Angleterre dans une affreuse mêlée avec celle de Tromp; Spragg avait, dit-on, promis à son roi de lui amener ce grand homme mort ou vif, ou de périr lui-même à la peine; il périt en effet. La victoire, cette fois encore, ne se décida pour personne. Ruyter se retira, il est vrai, mais on ne le suivit pas. Ce grand homme s'embarrassait peu du vain avantage de rester le dernier sur le lieu du combat, pourvu qu'il eût atteint son but. Tout le convoi des Indes orientales ne fut pas sauvé pour son pays; mais la descente que les alliés voulaient faire sur le territoire des Provinces-Unies fut rendue définitivement impossible [1].

La politique des Anglais n'était point, à beaucoup près, celle de leur roi. Outre qu'ils sentaient qu'elle était humiliante pour eux, que peut-être même au fond elle menaçait leurs libertés et

[1] On s'étonna, on s'indigna fort en Angleterre, d'apprendre que le lieutenant général de Martel, qui avait si bien combattu en tête de l'escadre française, s'était vu enfermer à la Bastille, aussitôt son retour à Paris. On dit, on écrivit même depuis que c'était pour le punir de s'être trop valeureusement comporté, contrairement aux secrètes instructions données à d'Estrées. On ignorait sans doute que cet officier avait écrit à Colbert, aussitôt après la bataille du 21, une lettre dans laquelle il traitait son amiral, avec qui il était au plus mal dès longtemps, de lâche, d'homme qui déshonorait la nation.

les conduisait, par gradations, à un gouvernement absolu, ils étaient amèrement jaloux des succès de la France sur terre, et ne voyaient qu'avec dépit l'accroissement de sa puissance. Ils allaient répétant sans cesse que le vice-amiral d'Estrées n'avait éprouvé presque aucun dommage, et leur avait laissé tout l'effort de chaque combat. Ils firent si bien, qu'ils obligèrent Charles II à faire sa paix particulière avec les états-généraux, le 9 février 1674, peu de temps après que l'empereur d'Allemagne et le roi d'Espagne, jetant le masque, s'étaient déclarés pour la Hollande. Heureusement Louis XIV était homme à soutenir à lui seul tout le fardeau de l'Europe. La soudaine rupture de l'Angleterre, qui aurait au besoin justifié les secrètes instructions dont on disait que d'Estrées était porteur, ne fit que mieux ressortir la supériorité des armées navales de France. Elles n'avaient eu, de concert avec les Anglais, que des victoires toujours fort contestables ; elles en eurent bientôt à elles seules de plus glorieuses et de moins indécises. Charles II d'Angleterre toutefois avait déclaré à son parlement que tout ce qu'il pouvait faire, afin de donner satisfaction à ses sujets, c'était de garder la neutralité dans la guerre où il laissait Louis XIV engagé. La pension qu'il recevait de France lui fut continuée.

Pendant que Louis XIV en personne reprenait la Franche-Comté pour ne plus la rendre ; que le maréchal de Schomberg, en Roussillon, soutenait victorieusement les efforts des Espagnols; que Turenne faisait sa fameuse et terrible campagne du Palatinat, en 1674; et que le grand Condé, dans la Flandre, couronnait la fin de sa carrière militaire par les trois combats acharnés et meurtriers de Seneff, qui forcèrent le célèbre prince d'Orange, stathouder de Hollande et depuis roi d'Angleterre, à la retraite ; pendant ce temps Ruyter et Tromp, chacun de son côté, éprouvaient de graves échecs.

Ruyter avait pour mission d'enlever aux Français leurs établissements des Antilles. Il arriva à la Martinique vers le milieu du mois de juillet 1674, entra dans la baie de Fort-Royal, et y trouva quelques vaisseaux français dont il crut qu'il se rendrait aisément maître. L'officier, nommé d'Amblemont, qui en avait le

commandement, l'eut bientôt désabusé. Il fit une résistance héroïque ; et, vigoureusement soutenu par le canon de Fort-Royal, il mit Ruyter dans la nécessité de se retirer, sans lui avoir laissé enlever la moindre barque. Ruyter, espérant mieux d'une descente, ordonna à ses Hollandais de sortir de leurs vaisseaux, de se partager en trois brigades, et de marcher hardiment aux Français qui étaient retranchés sur une hauteur. Ceux-ci reçurent leurs ennemis avec fermeté, et, malgré la disproportion des forces, ils leur firent tout d'abord éprouver des pertes considérables. Ruyter, voulant prévenir l'humiliation d'un double insuccès, tenta un dernier effort; il fit débarquer quinze cents de ses matelots pour aller porter secours aux trois brigades déjà à moitié rompues et ne songeant plus qu'à la retraite; mais tout fut inutile : les Hollandais, repoussés jusqu'à leurs vaisseaux, se rembarquèrent précipitamment, laissant douze cents des leurs sur le terrain. Ruyter, jugeant que s'il s'était mépris sur l'état des colonies françaises en Amérique, et sur la facilité qu'il y aurait de les détruire, abandonna son projet et fit voile pour les ports de la Hollande. Une médaille fut frappée à la gloire de l'île triomphante; on y lisait d'un côté : « Colonie française victorieuse en Amérique ; » et de l'autre : « Les Bataves défaits et mis en fuite à la Martinique, 1674. »

Dans le même temps que Ruyter échouait à la Martinique, Corneille Tromp, avec trente-huit vaisseaux, s'épuisait en vains efforts pour opérer une diversion favorable à ses compatriotes et à leurs alliés. Il s'était dirigé vers les côtes de France, avec le dessein d'y mettre quelques positions au pouvoir des troupes de Hollande. Un chevalier de Rohan-Guéméné, homme perdu de dettes et de débauches, avait promis aux Hollandais, moyennant une certaine somme, de leur livrer Quillebeuf ou Honfleur dont il se disait maître; et de plus, il leur avait donné à entendre que, grâce à ses intelligences, un soulèvement ne manquerait pas d'avoir lieu à leur approche parmi les habitants de la Normandie, de la Bretagne et du Poitou, fatigués du poids des contributions. Mais ils reconnurent bientôt qu'ils avaient été dupes d'un intri-

gant, qui n'était nullement en état de tenir ses promesses. Pendant qu'on arrêtait le chevalier de Rohan-Guémené et ses complices, et qu'on s'apprêtait à les livrer au bourreau, Corneille Tromp, ne voulant pas être inutilement venu, se dirigea vers l'embouchure de la Loire, avec l'intention de surprendre Belle-Isle-en-Mer, et d'y opérer une descente de troupes commandées par le comte de Horn. Mais déjà le duc de Chaulnes, gouverneur de Bretagne, était averti ; huit à dix mille braves paysans, oubliant les griefs qu'ils avaient contre lui, s'étaient levés et veillaient, de concert avec une valeureuse noblesse, à la sûreté de la province. Lorsque, le 24 juin 1673, l'escadre hollandaise mouilla l'ancre à l'est du château de Belle-Isle, bon nombre de gentilshommes bretons, ayant à leur tête Coëtlogon et Lorgerie, s'y trouvaient pour le garder et s'ensevelir sous ses ruines. Le 26, Tromp et le comte de Horn se mirent dans une chaloupe pour aller reconnaître les endroits propres à faire leur descente ; le 27, les troupes hollandaises débarquèrent sous la protection du canon de leurs vaisseaux ; elles s'avancèrent vers le château, et immédiatement un feu terrible et continuel s'ouvrit de part et d'autre. Celui de la place répondit avec tant de vigueur à celui de la flotte de Tromp et du comte de Horn, que l'amiral et le général hollandais, déconcertés par une résistance à laquelle ils ne s'étaient point attendus, et voyant qu'il leur faudrait entreprendre un siége dans les formes, résolurent de se retirer. Ils allèrent tenter fortune meilleure sur la petite île de Noirmoutiers, située en face des limites des anciennes provinces de Bretagne et du Poitou, et si proche du continent, qu'elle semble ne faire qu'un avec lui. La descente des Hollandais fut facile sur ce point, que l'on avait d'autant moins songé à garantir qu'il était impossible à l'ennemi de le conserver. Cette expédition de Tromp fut en tout indigne d'un si grand homme de mer ; elle se borna à quelques contributions levées sur les misérables habitants de l'île de Noirmoutiers, qui fut presque aussitôt évacuée que surprise par les Hollandais.

Ceux-ci d'ailleurs étaient sur le point d'être appelés dans la

Méditerranée par les Espagnols, aux prises avec la ville de Messine insurgée et qui s'était donnée à la France. L'Espagne craignait d'autant plus de voir le soulèvement s'étendre à toute l'île de Sicile, que déjà une escadre française de six vaisseaux de guerre et de quelques bâtiments de transport avait été dépêchée de Toulon, au secours des Messinais. Valbelle en était le chef. Après tant de combats particuliers, livrés tantôt avec ses propres galères, tantôt avec celles du roi ; après une part glorieuse prise ensuite, sur les vaisseaux, dans les dernières batailles, le valeureux chevalier provençal avait enfin, à l'âge de plus de cinquante ans, gagné la cornette si justement ambitionnée par lui. Ce n'était pas seulement la récompense de beaux faits d'armes ; Valbelle s'était acquis une réputation d'excellent organisateur dans la marine ; il paraît que ce fut lui qui suggéra le premier à Colbert l'idée de prendre le nombre et le nom de tous les matelots épars sur les divers points maritimes du royaume, et d'en user pour former une espèce de confrérie maritime, par laquelle, en enlevant le droit d'exercer la navigation à quiconque n'en ferait pas partie, on facilitait à l'État et au commerce le moyen de savoir toujours où trouver des marins. A l'arrivée de Valbelle devant Messine, le 15 septembre 1674, les habitants avaient fait retentir leurs murailles du cri de : « Vive la France ! » Bientôt il les avait aidés à enlever aux Espagnols le fort de San-Salvador, que ceux-ci n'avaient pas cessé d'occuper, et dont Melchior de la Cueva, qui s'était approché avec vingt-trois vaisseaux, ne sut pas empêcher la capitulation. Le chevalier de Valbelle était ensuite revenu en France pour rendre compte de la manière dont il avait rempli sa mission, et demander des secours pour la conservation de Messine. Mais à peine était-il parti, que les Espagnols avaient attaqué la ville par terre et par mer, et réduit, en peu de temps, les habitants à la famine. Déjà même ceux-ci s'étaient engagés à capituler sous quelques jours, s'ils ne recevaient point des secours de France, quand, le 2 janvier 1675, on signala une petite escadre de six vaisseaux de guerre et de trois brûlots. Valbelle la commandait encore. Il avait sur son bord le

marquis de Vallavoire, qui devait remplir à Messine les fonctions de vice-roi. Valbelle aperçut une flotte espagnole de vingt-deux vaisseaux et de vingt-quatre galères qui fermaient le passage. Don Melchior de la Cueva, capitaine général des armées navales d'Espagne, la commandait. Valbelle, confiant dans son étoile, malgré l'effrayante inégalité de ses forces, prend la résolution de passer, dès le lendemain matin, et de secourir la place. A son ordre, le vaisseau *le Prudent*, capitaine La Fayette, entre le premier dans le détroit de Messine, et fait un si grand feu contre une tour dont les Espagnols s'étaient emparés, qu'il les force aussitôt à l'abandonner. *Le Pompeux*, que montait Valbelle, *le Téméraire*, capitaine de Léri, *le Fortuné*, capitaine Gravier, *le Sage*, capitaine de Langeron, *l'Agréable*, capitaine d'Ailli, et la frégate *la Gracieuse*, capitaine Gassouville, firent également si bien, qu'au bruit de leur canon les ennemis délaissèrent tous les postes qu'ils occupaient sur le rivage, et s'enfuirent dans les montagnes voisines. Pendant ce temps, la flotte de Melchior de la Cueva, terrifiée elle-même au seul aspect de l'audace inouïe de la petite escadre de Valbelle, se tenait, silencieuse et consternée, à l'écart de la poudre et des boulets, n'indiquant pas, par le moindre mouvement, qu'elle songeât à disputer le passage. Le capitaine de La Fayette, qui était entré le premier dans le détroit, le premier aussi entra dans le port de Messine, après avoir vu le siége de commandement sur lequel il était placé pour diriger ses manœuvres, emporté d'un boulet de canon. Messine était pour la seconde fois secourue.

Mais, par la faute du marquis de Vallavoire, aussi mauvais administrateur qu'il était vaillant soldat, ce second secours encore n'ayant pas été longtemps suffisant, et, de plus, les Français, trop oublieux de ce qui avait autrefois causé leurs malheurs dans les Siciles, se laissant aller aux plus grands désordres de mœurs, on résolut d'envoyer à Messine un personnage à qui on supposait plus d'autorité qu'à Vallavoire. Le duc de Vivonne, général des galères de France, fut nommé vice-roi de Sicile. En conséquence, le 29 janvier 1675, Vivonne, accompagné du lieutenant général

Duquesne, partit de la rade de Toulon avec huit vaisseaux de guerre. Un convoi de blé le suivait. Des vents défavorables, qui l'obligèrent presque aussitôt à relâcher aux îles d'Hyères, ne lui permirent d'arriver que le 11 février à la vue des côtes de Sicile.

Cette fois la flotte espagnole, forte de vingt vaisseaux de guerre et de dix-sept galères, sous le commandement de Melchior de la Cueva, résolut de réparer la honte dont elle s'était couverte en laissant, à deux reprises, de minces escadres françaises secourir Messine sans venir à leur traverse ou les attendre. Fondant toute son espérance sur le nombre si incomparablement supérieur de ses vaisseaux, elle vint au-devant de l'escadre de Vivonne, et lui présenta la bataille. Le peu qu'il y avait de vent était nord-est, ce qui était très favorable aux galères ennemies. Les vaisseaux espagnols faisaient porter vent arrière sur l'escadre de France, qui, de son côté, malgré les désavantages du vent et du nombre, courait au sud-est et faisait toute la manœuvre capable de l'approcher de ses adversaires. Comme ceux-ci, en étendant leur ligne, auraient pu attaquer en même temps les huit vaisseaux français et les envelopper, Vivonne, par le conseil de Duquesne, prit, pour éviter cet inconvénient, la précaution de laisser de grands intervalles entre ses trois petites divisions, se confiant dans la valeur et dans l'expérience des officiers qui les commandaient. Duquesne, à la tête de l'avant-garde, eut d'abord à soutenir tout l'effort du combat; plusieurs, parmi les Espagnols, avaient un tel désir de vaincre ce vieux marin, qu'ils lui firent, par leur nombre et leur ardeur, courir un instant de sérieux dangers. Il sut toutefois maintenir le combat presque sans perte aucune, jusqu'à ce que Vivonne, avec son corps de bataille, eût eu le temps de lui venir en aide. Il y avait quatre heures que le feu durait de part et d'autre, quand Vivonne, s'apercevant que les galères espagnoles commençaient à se rebuter, jugea qu'il n'y avait plus d'inconvénient à rassembler tous les vaisseaux de son escadre, et que, dans cet état, la troisième division, commandée par le marquis de Preuilli d'Humières,

qui n'avait point encore donné, pourrait produire un effet décisif. Le signal de jonction fut fait. Les six vaisseaux de Vivonne et de Duquesne allèrent sur-le-champ au-devant de l'arrière-garde de Preuilli, qui, de son côté, venait vers eux à toutes voiles. Les Espagnols, voyant que les Français allaient gagner le vent, revirèrent promptement pour les en empêcher. Le combat recommença alors avec plus de fureur qu'auparavant; la jonction des trois vaisseaux auxquels les ennemis n'avaient point encore eu affaire, ne leur fit point lâcher prise. Duquesne continuait à être l'objet des plus acharnés efforts; mais, impassible comme le génie de la guerre, devant cette recrudescence de fougue castillane, il détachait de superbes bordées contre tous les vaisseaux qui se flattaient de l'approcher, et les rejetait l'un après l'autre à distance. La victoire cependant flottait encore incertaine entre le nombre et l'habileté, quand le chevalier de Valbelle, averti par le bruit de l'artillerie de ce qui se passait en mer, sortit du port de Messine, et amena en renfort ses six vaisseaux à Vivonne. Il arriva sur les Espagnols vent arrière, et dès que l'escadre engagée l'aperçut, elle manœuvra de manière à mettre l'ennemi entre deux feux. Dès lors, les trente-sept voiles de Melchior de la Cueva n'espérèrent plus rien que de la fuite : on leur donna la chasse jusqu'à Naples, et bientôt après l'escadre française entra triomphalement dans le port de Messine.

Les habitants de la ville secourue pour la troisième fois saluèrent Vivonne pour leur vice-roi, aux cris de : « Vive la France ! Vive la vierge Marie ! » Par malheur, la vice-royauté du duc ne répondit pas à ce qu'on en avait espéré. Il mécontenta des habitants d'ailleurs assez peu faciles à satisfaire, et, au lieu de poursuivre les conquêtes en Sicile, il passa son temps à se défendre contre des conspirations vraies ou prétendues. Ce fut pourtant à cette époque qu'il reçut le bâton de maréchal de France, sans pour cela abandonner sa charge de général des galères. Il obtint même la survivance de celle-ci pour son fils.

Si Vivonne ne faisait rien, en revanche les capitaines des vais-

seaux français se signalaient dans la Méditerranée. Tourville incendia, en plein jour, sous le canon des forts de Reggio, une frégate de France qui, dans son isolement, était tombée au pouvoir de dix galères d'Espagne. Le capitaine de Léri et le capitaine de brûlot Serpaut assistaient, dans cette héroïque circonstance, Tourville, qui eut peu après une nouvelle occasion de se montrer. Vivonne, pour se donner enfin l'air de ne pas rester complétement inactif, prit la tardive résolution d'aller assiéger, par mer, Agosta, sur la côte orientale de Sicile, à quelques lieues de Syracuse. Le lieutenant général Duquesne eut à remplir les fonctions de vice-amiral dans cette expédition, comme dans le combat du 11 février, Vivonne exerçant celles d'amiral. Tourville obtint d'entrer le premier dans le port d'Agosta, à la tête de l'armée, et ce fut particulièrement à sa connaissance du lieu, à son courage et à la manière dont il fit jouer son artillerie, que l'on dut la prompte capitulation de la place. A moins de deux mois de là, le lieutenant général des armées navales, marquis d'Almeiras, dont la fin devait être si glorieuse et malheureusement si prochaine, faisait, avec quelques vaisseaux, prendre la fuite à toute la flotte d'Espagne, et lui donnait la chasse.

Sur les entrefaites, on apprit l'arrivée d'adversaires plus dignes des illustres marins que possédait alors la France. Ruyter et ses Hollandais étaient entrés dans la Méditerranée. C'était une immense et généreuse émotion sur tous les bords des capitaines français ; chacun s'y demandait s'il aurait la précieuse faveur d'être des batailles qui se préparaient ; chacun aussi s'interrogeait pour savoir quel chef on opposerait au grand Ruyter : car, tout en rendant justice à la valeur de Vivonne, on comprenait qu'il n'était pas de taille.

Dans ce temps-là justement, Duquesne avait été envoyé en France, par le vice-roi de Sicile, avec la plus grande partie de la flotte de la Méditerranée, pour chercher des vivres, des munitions et des renforts. Quelques vaisseaux seulement étaient restés à Messine, et se trouvaient ainsi fort exposés ; on se mettait

en peine de la jonction qu'il faudrait bientôt opérer entre eux et la flotte qui allait revenir de Toulon, alors que Ruyter, et non plus l'amiral d'Espagne, était là pour barrer le passage. Colbert y songeait autant que pas un, de Versailles où il était, et il entra, à ce sujet, en correspondance avec Duquesne qui se trouvait à Toulon. Le plan que proposa le vieux marin fut adopté par Louis XIV et par son ministre, qui, heureusement inspirés, ne conçurent rien de mieux que d'en confier l'exécution à son auteur. Il y avait longtemps que Duquesne était tenu pour le plus habile homme de mer de France. Au fond, les plus grandes et profitables actions de la marine, on les lui devait, on ne l'ignorait pas, on ne le niait pas; et pourtant on l'avait laissé parvenir à sa soixante-quatrième année sans l'élever à la vice-amirauté, que personne n'avait si bien méritée que lui. La cause n'en était point dans la vulgarité de sa naissance, mais dans ce qu'on appelait alors le malheur de sa religion. Le Dieppois Abraham Duquesne était en effet calviniste, et calviniste inébranlable dans sa croyance. Il fallait déjà que ses services fussent reconnus bien nécessaires, pour qu'on lui eût conféré une lieutenance générale; car les huguenots n'étaient de leur nature, en ce temps, bons qu'à jeter aux chiens, et, pour qu'ils grandissent dans les charges et les honneurs, il leur fallait dix fois les talents et le mérite du plus indifférent, du pire des catholiques. La haine contre les huguenots était un des défauts de Louis XIV, moins peut-être à cause de leur religion en elle-même, que du soupçon qu'il avait, par de précédents exemples, qu'ils étaient toujours prêts à former un État dans l'État, et à exiger, de l'absolutisme royal, tel qu'il le concevait, des concessions à demi, sinon tout à fait républicaines. Néanmoins il n'était point homme à rejeter les services d'un brave et habile guerrier, parce qu'il appartenait au calvinisme ou au luthérianisme; il le portait aussi haut qu'il croyait pouvoir le faire sans trop d'inconvénient pour ses principes personnels, et il n'épargnait rien, insinuations, magnifiques promesses, prières même, car il y mettait du cœur, pour obtenir de ceux dont il appré-

ciait les qualités et les talents, le sacrifice de leur croyance contraire à la sienne. Ainsi, quand Turenne avait abjuré le protestantisme, Louis en avait senti une joie si profonde, que le grand capitaine n'avait plus connu dès lors de rival auprès de sa personne; il lui avait soumis tous les autres maréchaux de France, les princes de son sang eux-mêmes; et dernièrement à sa mort, car Turenne venait de périr emporté par un boulet de canon, à Salsbach, il n'avait pas trouvé que ce fût trop, pour honorer sa mémoire, de le faire inhumer à Saint-Denis, au milieu des dépouilles royales. De même, à chaque fois qu'il voyait Duquesne, Louis lui montrait la dignité de vice-amiral, celle de maréchal de France même, comme prix de son entrée dans le sein de l'Église catholique romaine. Duquesne était au-dessus de ces séductions; ce n'est point elles qui auraient pu l'entraîner. Il refusa jusqu'au dernier jour d'accéder, sous le rapport de la religion, aux vœux de Louis XIV. Mais enfin, pour la gloire de la France, on l'allait pourtant voir revêtu du commandement suprême d'une armée navale; on l'allait voir utiliser, pour ses propres desseins, son expérience consommée, la merveilleuse sûreté de son coup d'œil, l'énergique et puissante domination de son sang-froid entre le ciel et les flots, dans la tempête des batailles; on l'allait voir à travers la fumée, les boulets, la mitraille, se développer dans la libre étendue de son génie. Quel beau jour ce dut être pour le marin qui avait fait ses premières campagnes au temps de la surintendance de Richelieu, et qui, après avoir ensuite victorieusement commandé en qualité de vice-amiral de Suède, était revenu, au premier bruit des guerres navales de son pays, réclamer son poste en France, quelque inférieur qu'il fût à ses services et à son mérite! quel beau jour ce dut être pour le vieux Duquesne que celui où il arbora pavillon pour aller se mesurer avec la plus grande illustration navale du temps! Et quelle joie aussi ce fut, ce jour-là, pour les jeunes comme pour les anciens du métier, d'avoir pour amiral, même passagèrement, ce doyen vénéré, admiré, aimé, malgré sa rudesse de formes, mais non de cœur! Il n'était pas un

marin en France, du matelot au chef d'escadre, qui n'ambitionnât de pouvoir dire plus tard : « J'ai servi, en 1676, sous Duquesne contre Ruyter. »

Le célèbre amiral général des Provinces-Unies se trouvait alors avec sa flotte, du côté de Melazzo, ville de Sicile, à huit lieues seulement de Messine. Un capitaine du commerce anglais l'ayant rencontré et interrogé sur ce qu'il faisait dans ces parages : « J'attends le brave Duquesne, » avait répondu Ruyter. Duquesne ne se fit pas longtemps attendre. Parti de Toulon, le 17 décembre 1675, avec vingt vaisseaux et six brûlots, il faisait voile pour Messine, où il avait d'abord dessein d'entrer par le nord du détroit, dût-il être obligé, comme c'était peu douteux, de s'ouvrir un passage à travers la flotte ennemie. Ruyter amenait en effet celle-ci au-devant de lui ; et, monté par ses ordres sur un des sommets les plus élevés des îles volcaniques de Lipari, situées au milieu du golfe à fond ouvert que forment la Sicile et le sud de l'Italie, déjà un de ses lieutenants cherchait à découvrir la flotte française. Ruyter apprit bientôt que ses vœux étaient comblés. Il cingla en toute hâte vers l'île Stromboli, la plus au nord des Lipari; car c'était par là qu'on avait vu s'élever les mâts et les voiles de Duquesne. C'était là aussi que les deux géants du monde naval devaient se livrer leur première bataille, là en présence de cette fantasmagorique montagne de Stromboli, surnommée par les marins le grand fanal de la Méditerranée, et qui, du sein de l'antique mer Tyrrhénienne, élève de plus de deux mille pieds au-dessus des flots les flammes continuelles de son cratère toujours brûlant.

Le 7 janvier 1676, Duquesne vit la flotte de Ruyter, composée de vingt-quatre vaisseaux de guerre, quatre brûlots, deux flûtes et neuf galères d'Espagne, qui venait vent arrière et toutes voiles dehors sur la sienne. Ce jour-là, l'amiral de Hollande n'avait dessein, à ce qu'il paraît, que d'examiner à distance à quelles gens il avait affaire, et si le cœur leur tiendrait bon en sa présence ; car, ayant vu que Duquesne allait au plus près, et avec ses huniers seulement, pour lui faire connaître qu'il acceptait le combat, il

n'arriva pas et conserva toujours le vent. Le soir, Duquesne dépêcha une felouque, bâtiment méditerranéen, à voiles et à rames comme les galères, pour porter à Messine la nouvelle qu'on était en présence de l'ennemi; elle passa heureusement. Les deux flottes, leurs feux allumés, marchèrent toute la nuit en présence et à la vue l'une de l'autre, cherchant par tous les moyens imaginables à se gagner le vent. Sur la fin de la nuit, il en vint un d'ouest-sud-ouest si violent, que les neuf galères d'Espagne furent obligées d'aller se mettre à couvert sous une des îles Lipari, et ne purent ainsi être utiles aux Hollandais pendant le combat. Le vent s'étant décidément déclaré pour les Français, Duquesne résolut aussitôt de mettre à profit cet avantage, et, le 8 janvier, dès le point du jour, il força de voiles vers les ennemis, qui étaient à deux lieues de lui. Il avait ainsi fixé son ordre de bataille : le chef d'escadre de Preuilli d'Humières, monté sur *le Saint-Michel*, avait l'avant-garde, avec les capitaines de La Fayette, de Châteauneuf, de Chabert, de Relingues, de Villette, montés sur *le Prudent*, *le Parfait*, *le Fier*, *le Mignon*, *l'Assuré*. Deux brûlots, que des hommes de noble race, le marquis de Beauvoisis et le chevalier de La Galissonnière, s'étaient fait un honneur de commander, malgré la mort presque certaine qui était attachée à leur poste, appartenaient en outre à cette avant-garde. Duquesne s'était réservé le corps de bataille pour avoir l'œil à tout, et avait eu soin de donner pour vaisseaux matelots [1] au *Saint-Esprit*, où flottait son pavillon carré blanc, *le Pompeux* et *le Sceptre*, commandés l'un par Valbelle et l'autre par Tourville. Les capitaines de Langeron, sur *le Sage*, de Béthune, sur *la Sirène*, de Court, sur *l'Éclatant*, de Léri, sur *le Téméraire*, de La Barre, sur *l'Aimable*, complétaient, avec les deux brûlots des capitaines Champagne et Honorat, le corps de bataille de Duquesne. L'arrière-garde était aux ordres du chef d'escadre Gabaret l'aîné, monté sur *le Sans-Pareil*, et ayant avec lui les capitaines de vais-

[1] Les deux vaisseaux entre lesquels le vaisseau pavillon, ou chef de division, doit combattre dans l'ordre de bataille.

seau Septesme, sur *le Vaillant*, de Beaulieu, sur *le Grand*, de Villeneuve-Ferrières, sur *l'Aquilon*, Gravier, sur *le Magnifique*, et Forbin l'aîné, frère du célèbre Forbin, sur *l'Apollon*. L'arrière-garde avait aussi ses deux brûlots, conduits par les capitaines Serpaut et Després.

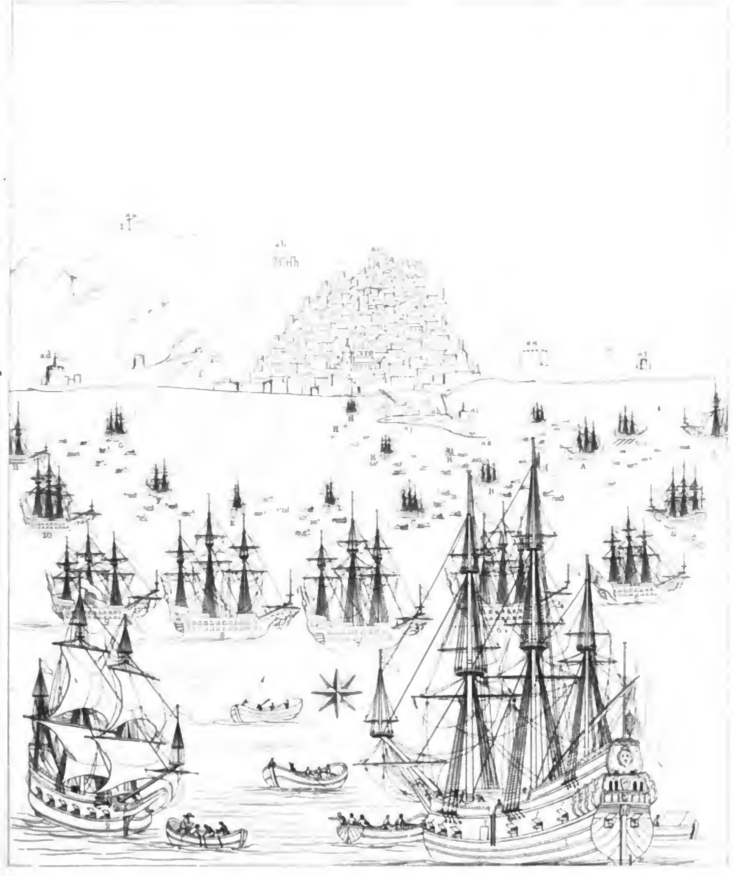
Ruyter, de son côté, ayant divisé, sa flotte en trois escadres, avait donné la tête au contre-amiral Verschoor, gardé le corps de bataille pour lui-même, et mis le vice-amiral de Haan à la queue. A l'ordre merveilleux dans lequel les Français arrivaient sur lui, il reconnut bien Duquesne, et ne put se défendre d'admirer.

Des deux côtés les vaisseaux étaient en ligne, distant les uns des autres d'une encâblure ou six cents pieds, pour ne point courir le risque de s'aborder involontairement. Presque toutes les voiles étaient ferlées ou repliées autour de leurs vergues; il n'y avait que les huniers, ces voiles trapéziformes qui posent si fièrement au-dessus des bas mâts, et dont la puissance est telle, qu'elles suffisent souvent, à elles seules, à emporter l'édifice naval tout entier, il n'y avait que les huniers qui se gonflassent encore au souffle de la brise. Le branle-bas s'était fait en un clin d'œil; tous les hamacs ou branles avaient été dépendus et jetés avec les matelas et autres objets dans les filets de bastingage tendus au-dessus des bords des vaisseaux pour amortir l'effet des canons ennemis; les cloisons, les chambres, démontées, n'avaient pas même été mises à l'abri du branle-bas, afin de parer les batteries de long en long; des tonneaux debout et défoncés, les uns pleins de boulets pour l'usage des canonniers, les autres d'eau, étaient rangés d'espace en espace, sur le milieu des ponts, avec des cuirs trempés, destinés aussi à couper les incendies. De la cendre et du sable étaient répandus partout, pour empêcher les pieds de glisser dans le sang qui tout à l'heure allait couler. Quoique l'abordage fût devenu extrêmement rare dans les batailles générales, depuis que l'art de se disposer en ligne laissait presque tout à faire à la manœuvre et à l'artillerie, on n'en avait pas moins placé avec ordre entre les sabords, pour le cas échéant, toutes les armes dont on se servait

PLAN DU BOMBARDEMENT D'ALGER PAR DUQUESNE, EN 1683

[illegible]

[illegible]



1 LE Sᵗ ESPRIT monté par Duquesne [illegible]

2 VAISSEAU, [illegible]

3 L'ETOILE, [illegible]

4 LE FLEURON, monté par [illegible] d'Estrées [illegible] — A

5 LE FERME, monté par Tourville [illegible] — B

6 LA SYRENE, Capitaine [illegible] — C

7 LE PRUDENT, monté par [illegible] — D

8 L'AIMABLE, Capitaine [illegible] — E

9 LE VIGILANT, monté par [illegible] — F

10 LE LAURIER, Capitaine [illegible] Duquesne [illegible] — G

11 LE CHEVAL MARIN, [illegible]

GALIOTES A BOMBES.

A LA FULMINANTE, [illegible]

B LA FOUDROYANTE, [illegible]

C LA BRULANTE, [illegible]

D LA BOMBARDE, [illegible]

E LA CRUELLE, [illegible]

F LA MENAÇANTE, [illegible]

G L'ARDENTE, [illegible]

H [illegible]

OO GALERE D'ALGER [illegible]

aa [illegible]

ab [illegible]

ac [illegible]

ad [illegible]

ae [illegible]

af [illegible]

ag [illegible]

ah [illegible]

ai [illegible]

aj [illegible]

ak [illegible]

alors sur les vaisseaux, une fois qu'ils s'étaient accrochés : d'abord, pour défendre l'abordage, les piques, les demi-piques, les espontons assez semblables à ces dernières, les longues hallebardes et pertuisanes à la lame armée d'un croissant; puis, pour passer à l'abordage, les pistolets, les sabres et les haches d'armes au fer tranchant, à crochet et à pointe. Chacun était à son poste sur son bord : les capitaines à l'étage le plus élevé de la poupe pour donner leurs ordres et tout surveiller; les lieutenants et les enseignes dans les batteries pour faire servir le canon; les maîtres sur les dunettes, ces sortes de belvédères de l'arrière des vaisseaux, afin d'entendre les ordres de manœuvre des capitaines et de les faire exécuter; des soldats et des matelots étaient distribués à chaque pièce de canon, au nombre de sept, neuf ou onze, selon le calibre; d'autres se tenaient sur le pont d'en haut, armés de fusils et plus encore de mousquets, arme si en usage autrefois, qui se tirait au moyen d'une mèche; quelques-uns étaient postés jusque sur les hunes, ces plates-formes situées au faîte des mâts des vaisseaux, et qui, outre leur utilité première pour l'ensemble de la mâture et de la voilure, et de ceux qui y sont spécialement affectés, présentent, au moment du combat, des sortes de citadelles aériennes d'où la mort peut choisir ses victimes. Tout cet appareil de combat s'enveloppait autour des hunes, autour surtout du bastingage de chaque vaisseau français, de pavois qui n'étaient autres que des tentures de drap bleu, parsemé de fleurs de lis jaunes et bordé de deux grandes bandes blanches, parures de fêtes en certains jours, mais sortes de linceuls autant que de remparts dans les batailles, qui voilent aux yeux de l'ennemi les coups qu'on lui destine et ceux qu'il porte. Il y eut un moment muet, mais solennel. Pas un coup de canon encore n'avait été tiré, et pourtant on se trouvait à portée; toutes les poitrines, même celles des plus braves, étaient soulevées, un frissonnement indéfinissable les parcourait intérieurement; une extrême anxiété régnait sur chaque vaisseau. Le duel entre Duquesne et Ruyter, dont les préliminaires avaient été si majestueux, allait commencer éclatant et terrible.

Avant que Duquesne eût donné son signal, le chevalier de La Fayette, trop impatient de charger, arriva sur trois vaisseaux de l'avant-garde ennemie. *Le Prudent*, dont il démentait le nom, paya la faute de son capitaine. Il fut horriblement dégréé, et La Fayette eut le dépit de ne pouvoir revenir d'une heure au combat. Le marquis de Preuilli, au signal de Duquesne, s'est mis en devoir de s'engager avec l'avant-garde de Verschoor; mais il a pris si peu d'espace, en arrivant sur l'ennemi, qu'à présent qu'il faut présenter le côté et étendre la ligne, il gêne à la fois les vaisseaux de sa propre division qui sont derrière lui, et ceux de la tête du corps de bataille. Désespérée de cette manœuvre mal accomplie, qui met des amis entre elle et l'ennemi, une partie de la flotte française est réduite, pendant un moment qui lui semble un siècle, à laisser son canon inactif. Cependant Duquesne a réparé cette faute involontaire et placé sa division par le travers de celle de Ruyter, qui peu à peu arrivait. Langeron, à la tête du corps de bataille, servit d'abord un beau feu; mais, près d'être écrasé par les vaisseaux de Ruyter, il se refroidit soudainement, et on ne le vit plus en place. Béthune, qui le suivait, fit bonne contenance; mais il n'aurait pu soutenir longtemps les bordées de deux énormes vaisseaux hollandais qu'il avait devant lui, si Valbelle, qui était proche, ne se fût empressé de répondre souvent pour lui. *Le Pompeux*, que montait cet habile et brillant chevalier provençal, cherchait des adversaires dignes de lui. Quelle magnifique fortune! *La Concorde* se présenta, qui, noble héritière des *Sept-Provinces*, portait le pavillon de l'amiral général de Hollande. Deux heures durant, Valbelle se battit contre Ruyter, sans daigner répondre à un moindre bâtiment qui se désespérait que *le Pompeux* n'eût souci de lui. Mais la lutte surhumaine dans laquelle Valbelle avait osé s'engager menaçait de le perdre. Ne voulant pas plier, quoiqu'il se sentît près de succomber, c'en était fait de lui, si Duquesne n'était venu le dégager, comme il avait lui-même dégagé Béthune. On vit alors Duquesne et Ruyter se rencontrer vaisseau à vaisseau. Les deux Jupiters sont aux prises,

et les foudres qu'ils se lancent l'un à l'autre avec une rapidité effrayante, qui n'exclut pas l'ordre le plus parfait, dominent et font taire les éléments. Le vent étonné s'apaise, et tombe insensiblement sous le tonnerre de leur artillerie. L'Olympe du vieil Homère n'eût pas dédaigné d'assister au combat; il se partagea souvent entre deux champions moins dignes de lui. Quel triomphe à bord du *Saint-Esprit!* On n'en peut plus douter : *la Concorde* plie, doucement, toujours en ordre, il est vrai, comme peut se décider à plier celui qui la commande; mais enfin elle plie. Duquesne a fait reculer Ruyter. Sans perdre de temps, il envoie des ordres à Preuilli pour qu'il presse, avec son escadre, celle du contre-amiral Verschoor. Preuilli, prompt à l'obéissance, fait bientôt oublier la faute qu'il avait commise au début; âprement secondé par les capitaines de Chabert, de Relingues et de Villette-Murçai, il se bat avec une ardeur si cruelle, que les vaisseaux de l'avant-garde ennemie sont désemparés à faire frémir; leur mâts, leurs vergues, leurs voiles, toutes leurs manœuvres qui tout à l'heure encore s'étalaient si fièrement, ne présentent plus qu'un désastreux tableau. Sur les vaisseaux hollandais, on ne voyait que des débris d'hommes, que des membres sanglants et dispersés. Le contre-amiral Verschoor fut trouvé au milieu d'un tas de morts.

Cependant Duquesne aurait voulu pousser jusqu'aux dernières conséquences le premier succès qu'il venait d'obtenir sur le corps de bataille de Ruyter. Tourville eut ordre d'accompagner, pour le protéger avec le canon du *Sceptre*, le brûlot du capitaine Champagne, chargé d'aller faire éclater son artifice au bord même de l'amiral général de Hollande. Ce brûlot s'avança avec une hardiesse incroyable; mais avant d'en être abordé, Ruyter lui abattit son mât de hune, et le maltraita au point que Champagne y mit le feu, sans autre objet désormais que de l'empêcher de tomber au pouvoir de l'ennemi. Deux nouveaux brûlôts, successivement et dans le même but, partirent de l'avant-garde française, après celui du corps de bataille, et ne réussirent pas

davantage. Beauvoisis mit inutilement le feu au sien, et fut assommé d'un éclat de bois; La Galissonnière vit couler et fondre sous ses pieds l'autre brûlot qu'il conduisait.

Néanmoins l'avant-garde des ennemis était défaite; leur corps de bataille ne se tenait plus que sur la défensive. Restait leur arrière-garde qui n'avait pas encore donné. Elle fut sur le point d'être coupée de manière à ne pouvoir être secourue. Elle ne dut son salut qu'à une faute de Gabaret qui ne prit pas le temps favorable pour arriver avec son escadre. Le vent, de plus en plus affaibli par l'effet de l'artillerie, ne permettait pas d'agir avec puissance. Les deux arrière-gardes seules s'envoyaient encore des volées de coups de canon, par l'une desquelles fut atteint mortellement le capitaine Villeneuve-Ferrières. Une heure avant la nuit, un nouveau, mais peu redoutable ennemi vint à Duquesne: c'étaient les neuf galères d'Espagne qui avaient pu enfin quitter leur abri. Elles s'avisèrent d'essayer sur l'escadre de Duquesne leurs canons de coursiers, les plus gros des cinq qu'elles portaient chacune à leur avant, et qui, avec quelques pierriers, composaient toute l'artillerie de ces sortes de navires; mais Tourville les fit taire en les saluant de deux coups de pièces de trente-six. Elles ne songèrent plus alors qu'à aller remplir leur office, qui, en l'état nouveau de la marine, était, le plus souvent, de remorquer les vaisseaux incommodés. Ceux de Hollande avaient grand besoin de leurs services. Ils n'étaient plus en état d'empêcher la flotte de Duquesne de se joindre aux vaisseaux français qui étaient restés à Messine, sous les ordres du chef d'escadre d'Almeiras. Le lendemain cette jonction s'opéra sans difficulté. Duquesne, ne voulant pas compromettre le succès définitif d'une entreprise qu'il avait si bien commencée, en engageant coup sur coup et sans nécessité sa flotte, qui avait elle-même besoin de réparations, déjoua les plans qu'aurait pu se réserver l'ennemi, tourna autour de la Sicile, et entra dans le détroit par le sud, au lieu d'y entrer par le nord[1]. Pour la quatrième fois, mais pour la plus diffi-

[1] C'est ce que rapportent la plupart des auteurs. Le but de cette manœuvre de Duquesne

cile, car il avait fallu vaincre Ruyter, Messine était secourue.

Les deux flottes s'étaient radoubées chacune de son côté, quand Duquesne sortit, le 20 avril, du port de Messine, tant pour favoriser l'arrivée de nouveaux convois de blé impatiemment attendus de France, que pour mettre obstacle aux projets que l'on soupçonnait Ruyter d'avoir sur Agosta.

Duquesne était destiné à n'avoir que de magnifiques témoins de ses exploits dans la Méditerranée. Ce fut à la vue du mont Gibel, du gigantesque Etna, couronné, comme le Lucifer du poëte, d'une éternelle et blanchâtre vapeur de soufre, qu'il fit, le 22 avril 1676, sa seconde et décisive rencontre de Ruyter.

Une escadre considérable d'Espagne et de Naples, sous les ordres de don Francisco Freyre de la Cerda, était jointe cette fois à la flotte de l'amiral général de Hollande. La lutte d'ailleurs allait être moins remarquable par le nombre que par l'éclatante renommée et le génie des combattants. Vingt-neuf vaisseaux de guerre, neuf galères et quelques brûlots, du côté de Ruyter; trente vaisseaux et huit brûlots, du côté de Duquesne : voilà tout ce qui allait entrer en scène à la bataille du mont Gibel. Ruyter se mit à l'avant-garde de son armée, laissa le corps de bataille à l'amiral général espagnol, et confia son arrière-garde au vice-amiral de Haan. Duquesne, croyant que Ruyter s'était réservé le poste d'honneur, le corps de bataille, dans l'armée navale ennemie, se le conserva pour lui-même dans la sienne afin d'avoir ce grand homme pour adversaire direct; il donna son avant-garde à d'Almeiras, et son arrière-garde au chef d'escadre Gabaret.

Pendant que les flottes étaient en présence, on vit, avec un étonnement mêlé d'admiration, un vaisseau français qui passait superbement entre les deux lignes pour venir prendre sa place au corps de bataille de Duquesne. C'était *la Sirène*, que le chevalier de Béthune amenait du port d'Agosta, où les escadres d'Espagne et de

nous semble suffisamment expliqué et justifié pour qu'il nous soit plus facile de la comprendre que l'observation contraire de M. Bonfils de la Blénie à ce sujet.

Hollande n'avaient pu parvenir naguère à la brûler, et qui n'entendait pas qu'on livrât une grande bataille sans elle. Cette fière venue du chevalier de Béthune fut saluée par des acclamations, et elle seule aurait suffi pour faire passer dans tous les cœurs l'électrique enthousiasme du combat.

La mer était alors à peine plus ridée que la surface d'un lac paisible, ce qui devait favoriser grandement les bons canonniers. Ruyter arriva le premier, sur les deux heures de l'après-midi, avec toute sa division, et tomba sur l'escadre de d'Almeiras. Le choc fut terrible et soutenu de part et d'autre avec une puissance prodigieuse. Les officiers de l'avant-garde française, qui ne s'étaient pas flattés d'avoir d'abord à combattre personnellement Ruyter, se montraient d'autant plus ardents, qu'ils voyaient maintenant que cet honneur leur était acquis. Ils semblaient faire bon marché de la vie, pourvu qu'à ce prix ils obtinssent la victoire. Le capitaine de Cogolin, placé, avec *le Fidèle*, à la tête de l'avant-garde, reçut une cruelle blessure; on le porta à fond de cale, et son vaisseau, qui avait la barre de son gouvernail coupée et les voiles de devant à bas, arriva un peu pour se réparer. Le capitaine la Bretesche, qui était derrière, sur le vaisseau *l'Heureux*, le remplaça aussitôt, soutint avec un courage et une conduite admirables le feu de deux vaisseaux ennemis à la fois, et donna ainsi le temps au *Fidèle* de revenir dans la ligne pour s'y comporter avec la même vigueur qu'auparavant. Cogolin s'était fait remonter sur le pont, et, étendu sur un matelas, il donnait ses ordres avec la plus héroïque fermeté. A bord du *Vermandois*, qui était le troisième de l'avant-garde française, le capitaine Tambouneau fut tué en faisant bravement son devoir. Le capitaine de Court reçut aussi une blessure mortelle à bord de *l'Éclatant*. Ce n'étaient que les avant-coureurs d'une mort qui aurait pu devenir désastreuse aux Français par le désordre qu'elle causa au milieu d'eux pendant un moment. Le chef d'escadre d'Almeiras fut emporté d'un boulet de canon, alors que, tout glorieux d'avoir à soutenir le feu de la division de Ruyter, il venait de désemparer quatre des vaisseaux en-

nemis. L'équipage du *Lis*, à bord duquel venait de périr d'Almeiras, fut un instant déconcerté par cet événement; les manœuvres tout à l'heure victorieuses qu'il faisait prirent un aspect de défaite. *Le Lis* se trouva bientôt entièrement hors de la ligne. Il n'y rentra plus, et resta jusqu'à la fin du combat sous la protection du brave Gravier, capitaine du *Magnifique*, qui le couvrit, remplit le vide qu'il avait fait en s'éloignant, et répondit une heure durant à l'épouvantable feu de Ruyter. Cependant le commandement de l'escadre, privée de son chef, revenait de droit à Valbelle, qui hésitait à le prendre, parce que l'équipage du *Lis* avait oublié, dans son désordre, de désarborer le pavillon de d'Almeiras, et que rien alors ne disait que quelqu'un pût se permettre de le remplacer. Valbelle s'y décide pourtant; il commence par donner de nouveaux chefs aux équipages des vaisseaux qui ont perdu leurs officiers, et bientôt le combat se renouvelle avec plus d'acharnement encore qu'auparavant. La mer de Sicile, naguère si calme dans sa majesté, ressemblait à l'intérieur du grand cratère de l'Etna; c'était un affreux pêle-mêle de fumée, de flammes, de détonations; la ville de Catane en était troublée comme lorsque le vieux Gibel, en éruption, roule vers elle, par tous ses ravins, des torrents de laves en fusion. Le jour était avancé, et l'on avait hâte, de part et d'autre, de regagner, par une activité foudroyante, le temps qui allait faire défaut.

Duquesne s'indignait, à son corps de bataille, de ne pouvoir attirer plus près de lui les Espagnols; et, trouvant que c'était trop peu de si misérables ennemis, car il semblait qu'il n'y eût plus de sang castillan ou aragonais dans les veines des descendants des vainqueurs de Pavie, il prit le parti, sans pour cela les négliger complétement, d'aller partager le feu d'enfer que soutenait son avant-garde contre Ruyter. Alors l'amiral d'Espagne, honteux qu'on le méprisât, vint à bonne portée pour seconder les Hollandais. Il y en eut, dit-on, sur les vaisseaux espagnols, qui, prenant la jactance pour le vrai courage, s'écrièrent que « si la puissance de Dieu pouvait s'acquérir par l'épée, elle serait bientôt à eux. »

Mais c'était pure fanfaronnade : les Hollandais accusèrent, à bon droit, leurs alliés de n'avoir point porté leurs efforts à la hauteur de leur blasphème.

Les galères d'Espagne ne laissèrent pas pourtant d'être fort utiles pour remorquer les quatre gros vaisseaux de Hollande que l'infortuné d'Almeiras avait déjà si maltraités, et qui étaient sur le point de tomber au pouvoir de Duquesne. Les vaisseaux français, tous sur une même ligne, se tenaient le plus près possible de la direction du vent ; leurs canons, à cette faveur, avaient produit un effet désastreux sur l'ennemi, qui, supprimant souvent jusqu'à ses voiles de hune, s'approchait de la ligne française en dérivant. Un cinquième vaisseau hollandais venait d'être aussi maltraité que les quatre premiers, et, comme eux, se voyait dans la nécessité de se faire remorquer, quand Ruyter, dont l'escadre s'éclaircissait de quart d'heure en quart d'heure, se trouvant trop peu accompagné, et voulant donner le temps à ceux qui étaient derrière lui de le rejoindre, tomba, avec son vaisseau, *la Concorde*, en travers du *Saint-Esprit*, où Duquesne avait arboré pavillon. Une sorte de fatalité avait amené Ruyter sous le canon de Duquesne. Jamais ces deux grands hommes, même à Stromboli, ne s'étaient rencontrés de si près pour se combattre. La lutte fut entre eux, pour ainsi dire, d'homme à homme ; elle devait être décisive ; il fallait inévitablement qu'un des athlètes y restât. *Le Saint-Esprit* avait avec lui *le Saint-Michel* et *le Sceptre*, montés par de Preuilli et de Tourville, qui faisaient, à ses côtés, un feu, une fumée si effroyables, qu'on eût pu croire vraiment la majesté de Dieu se révélant dans la tempête à travers les éclairs et les tonnerres. Quelque chose d'extraordinaire venait certainement de se passer sur *la Concorde ;* son feu chancela ; elle revira de bord à la faveur des nuages épais que causaient, de part et d'autre, les canonnades, et on eût dit qu'elle voulait aller ensevelir quelque mystère dans les profondeurs mêmes de la nuit qui s'approchait. On ne devait savoir que plus tard tout ce que ce mystère renfermait de deuil pour la Hollande.

Cependant l'escadre de l'amiral de Haan et une partie de celle d'Espagne occupaient d'assez loin l'arrière-garde française. De Haan, qui s'était réservé à dessein, se décida, quoiqu'un peu tard, à tomber sur Gabaret, qui tint aussi ferme que son ennemi arrivait fort. On se battit par là de si près, que l'on pouvait se défier à la façon des héros d'Homère. On entendait les capitaines de La Fayette, de Langeron, de Beaulieu et de Léri, qui, de la galerie de leurs vaisseaux, appelaient à l'abordage les capitaines hollandais. Les balles, la mitraille, les boulets, les chevilles de fer, les éclats de bois volaient de toutes parts, et de toutes parts les voiles étaient criblées, déchirées comme de vieux drapeaux; la mer retentissait des coups de canon qui se succédaient avec rapidité, et souvent partaient tous à la fois. Le salpêtre infectait l'air dans une large étendue, et l'Etna et ses fumées avaient disparu derrière les nuages pénétrés de flammes incessantes qui abondaient par les sabords béants de chaque vaisseau, comme par autant de cratères en éruption. Enfin, la nuit abaissant ses voiles, le contre-amiral hollandais perdit toute espérance de ramener du côté des alliés la victoire qu'ils n'avaient pu obtenir ni au corps de bataille ni à l'avant-garde; il se rallia au gros de son armée, pour laquelle le sort s'était montré ce jour-là si cruel, et ce fut lui qui fut chargé de la conduire, à grand'peine et traînant l'aile, se réfugier dans le port de Syracuse, car le mystère dont s'était enveloppé, en face de Duquesne, le vaisseau de l'amiral général de Hollande, venait d'être révélé. Ruyter, le grand Ruyter, qui était parvenu à l'âge de soixante et dix ans, qui avait assisté à tant de combats et commandé en chef dans quinze mémorables batailles, sans avoir jamais reçu aucune atteinte dangereuse, s'était vu frappé à faire désespérer de sa vie, dans la journée du 22 avril 1676. En effet, il finit sa glorieuse carrière le 29 du même mois. Cette mort, déplorée même des Français, laissait Duquesne sans rival sur les mers. On ne connut plus désormais celui qui avait triomphé du grand Ruyter que sous le nom du grand Duquesne. C'est ainsi que la

gloire du vaincu servait encore à rehausser celle du vainqueur.

Quand l'armée victorieuse entra dans le port de Messine, Vivonne attendait impatiemment un successeur dans sa vice-royauté, car il commençait à s'ennuyer fort en Sicile et se serait bien mieux plu à Paris. Les lauriers de Duquesne le retirèrent pourtant de sa torpeur; jaloux de faire voir qu'il était lui-même capable d'une action grande et hardie, Vivonne, pour illustrer les derniers jours de son gouvernement par quelque fait éclatant, résolut d'aller attaquer jusque dans le port de Palerme les flottes combinées de Hollande et d'Espagne. Elles s'y étaient rendues de Syracuse, dans l'espérance d'y trouver un refuge plus sûr et moins accessible aux Français. Vivonne, à qui Duquesne avait remis le commandement de la flotte, partit, le 28 mai 1676, de Messine, après avoir joint à ses vaisseaux et à ses brûlots vingt-cinq galères nouvellement venues de Marseille; car Marseille était restée le port des galères de France, lorsque Toulon était déjà devenu le grand port des vaisseaux de guerre français dans la Méditerranée. Duquesne, toujours monté sur son beau vaisseau *le Saint-Esprit*, commandait l'avant-garde, et avait sous ses ordres directs les capitaines d'Amfreville, de La Barre, de Belle-Isle, de Coëtlogon, de Relingues, de Montreuil, de Septesme, et son propre fils, capitaine aussi, qu'il se plaisait à élever à ses leçons; ces principaux officiers du corps d'armée, qui étaient fiers d'avoir le grand Duquesne pour chef, étaient montés sur *le Fortuné*, *l'Aimable*, *le Joli*, *le Grand*, *l'Éclatant*, *le Mignon*, *l'Aquilon*, *le Vaillant* et *le Parfait*. Trois brûlots étaient affectés à l'avant-garde, *la Notre-Dame de Hunières*, *l'Hameçon* et *le Dangereux*, avec leurs capitaines Honorat, Verguin et du Rivaut. Vivonne, ayant choisi pour lui le corps de bataille, n'avait point arboré son pavillon de commandement sur la réale des galères, mais sur le vaisseau *le Sceptre*. Il était bien protégé, car, outre Tourville, qui, sous lui, commandait sur *le Sceptre*, avec le titre de chef d'escadre, deux autres chefs d'escadre renommés, Valbelle, sur *le Pompeux*, et de Preuilli d'Humières, sur *le Saint-Michel*, étaient ses matelots. Les capi-

taines d'Ailli, de Léri, de Béthune, de Villette-Murçai, de la Motte, de Chabert et de Langeron étaient aussi au corps de bataille, sur *l'Agréable*, *le Téméraire*, *la Sirène*, *le Pompeux*, *l'Assuré*, *le Brusque* et *le Sage*. Trois brûlots, *l'Ardent*, *le Ligornois* et *l'Orage*, avec leurs capitaines Despretz, Serpaut et Scion, complétaient l'escadre de Vivonne. L'escadre d'arrière-garde était aux ordres de Gabaret l'aîné, qui avait arboré le pavillon de contre-amiral sur *le Lis*. *L'Heureux*, *l'Apollon*, *le Trident*, *le Sans-Pareil*, *le Magnifique*, *le Vermandois*, *le Prudent*, *le Fidèle*, avec leurs capitaines de La Bretesche, de Forbin l'aîné, de Belle-Fontaine, de Châteauneuf, Gravier, de La Porte, de La Fayette et de Cogolin, étaient à l'arrière-garde, où l'on comptait aussi trois brûlots, *l'Impudent*, *l'Inquiet* et *la Notre-Dame de Bon-Voyage*, avec leurs capitaines Chaboisseau, Fourteau et Toucas.

Enfin, les vingt-cinq galères de France étaient sous le commandement des deux chefs d'escadre de La Brossardière et de Mance.

Toute l'armée navale arriva le dernier jour de mai, à la vue de Palerme, ville capitale de la Sicile, située sur la côte septentrionale de l'île, et sur le golfe de son nom, qui s'ouvre entre les monts Gerbin et Pelegrino. Les flottes combinées d'Espagne et de Hollande sortirent dès le lendemain de derrière le môle qui protége le grand port de Palerme contre les vents du large. Vivonne commanda Gabaret, Tourville, Langeron, et le major de ses vaisseaux, chevalier de Chaumont, pour aller reconnaître les dispositions de l'ennemi. Ils s'embarquèrent dans une felouque, que le corps entier des galères de France eut ordre de soutenir. S'étant courageusement approchés à demi-portée du canon, ils reconnurent que toute l'armée des ennemis, composée de vingt-sept vaisseaux de guerre, quatre brûlots et dix-neuf galères, était rangée sur une ligne, sous la ville de Palerme, ayant à sa gauche le môle et ses deux forts, et à sa droite un autre fort et les bastions de la ville. Les galères étaient placées dans les intervalles et sur les ailes des vaisseaux. D'après le rapport que lui

firent les quatre officiers détachés, qui avaient heureusement accompli leur périlleuse mission, Vivonne assembla son conseil. Tourville s'y fit remarquer par la spontanéité de son génie militaire, la vaillance de ses conceptions, comme il devait se faire admirer un jour à la tête des armées navales, par la prompte étendue de son coup d'œil et le rapide ensemble de ses attaques. Son avis prévalut dans le conseil. Ce n'était pas peu de chose, là où se trouvait le grand Duquesne, dont la prudente vieillesse n'aimait à rien confier à la fortune, et n'attendait la victoire que d'un courage solidement appuyé sur les plus exacts et minutieux calculs. Selon le sentiment que Tourville avait fait prévaloir, neuf vaisseaux et cinq brûlots, sous les ordres du chef d'escadre Preuilli d'Humières, furent détachés pour aller attaquer les ennemis par la tête de leur ligne; sept galères, commandées par les chevaliers de Bethomas et de Breteuil, furent chargées de joindre ce détachement, à la fois pour le fortifier dans son attaque et pour remorquer ceux d'entre ses vaisseaux qui en auraient besoin. Toute l'armée navale se disposa en outre à soutenir ce double détachement de vaisseaux et de galères, avec l'intention de combattre le corps de bataille et l'aile gauche des ennemis, pendant que le premier effort se ferait à la tête de l'aile droite. Les vaisseaux et les brûlots de Preuilli, avec les galères de Bethomas et de Breteuil, se présentèrent à l'armée combinée d'Espagne et de Hollande avec une fierté étonnante; on fit sur eux un feu qui aurait été capable de les faire reculer, si les capitaines qui les commandaient n'eussent pas tous été des hommes de choix; mais, loin de se laisser détourner de leur dessein, ils s'approchèrent des ennemis plus près que d'une encâblure, et ne lâchèrent pas un coup de canon qu'ils ne se fussent bien établis pour le combat, et n'eussent donné aux brûlots les moyens de faire leur exécution. Surprise et effrayée de se voir attaquée de si près et avec tant de sang-froid, la tête de la ligne ennemie, que menaçaient déjà les brûlots français, perdit toute contenance, commença à couper ses câbles, et, pour tâcher de se sauver, aima mieux s'échouer dans les terres prochai-

nes que de continuer à se défendre par le canon. Ce premier désordre dans la flotte des alliés fournissait aux brûlots du détachement de Preuilli une belle occasion de se montrer, qu'ils n'eurent garde de laisser échapper : trois d'entre eux s'accrochèrent à trois vaisseaux qu'ils brûlèrent. Ce n'était que le prélude d'un drame aussi épouvantable que celui dont autrefois la rade de Gatari avait été témoin.

Le corps de bataille de l'armée navale de France tomba presque aussitôt sur celui de ses ennemis, où se trouvaient les amiraux d'Espagne et de Hollande, ainsi que sur leur aile gauche. Il se fit pendant une heure, de part et d'autre, un feu effroyable, et l'on ne distinguait plus qu'au fracas opposé de leurs canons les deux flottes perdues sous une fumée qui se renouvelait et se condensait sans cesse. A la faveur de ce nuage offusquant et profond, les capitaines Honorat et Toucas prirent leur temps pour aller jeter les grappins de leurs brûlots au vaisseau-amiral d'Espagne. Le premier l'aborda par son travers, et l'autre, presque aussitôt, croyant que ce n'était pas trop pour un tel colosse de deux machines incendiaires, l'aborda par sa poupe. Jamais vaisseau ne s'était trouvé soudainement placé dans une situation aussi extrême. Il n'y avait point pour lui d'espérance de salut, point d'effort à tenter; sauvé par un côté, il aurait encore été perdu par l'autre. Les deux brûlots s'embrasèrent à la fois, et en un clin d'œil d'énormes tourbillons de flamme coururent sur toutes les parties du vaisseau amiral espagnol, s'attachant tout d'abord aux matières les plus combustibles, et bientôt enveloppant la masse entière, de la carène au plus haut des mâts. Ce feu si rapide, qu'on avait eu à peine le temps d'une réflexion entre la vue et l'effet, jeta dans toute la ligne des ennemis une terreur plus facile à concevoir qu'à décrire; l'amiral de Hollande, avec tout le reste de l'armée, prit le parti désespéré d'aller échouer entre la ville et le môle de Palerme. Cette manœuvre précipitée et mal conduite ne devait pas le sauver. Des ordres sont aussitôt donnés sur la flotte française pour achever la ruine de l'ennemi en met-

tant à profit sa confusion; quatre brûlots restaient encore, qui n'avaient pas été employés : ils sont promptement commandés pour aller s'attacher, jusque dans le port, à un gros de vaisseaux échonés, et ils exécutent leur mission avec tant de courage et d'habileté, qu'ils abordent chacun le leur. En vain les victimes qu'ils ont choisies font des efforts inouïs pour rompre l'abordage; ces efforts mêmes tournent à la perte plus grande des Espagnols et des Hollandais; les mouvements des quatre vaisseaux accrochés, joints à la direction du vent, jettent le feu sur d'autres bâtiments, et tout le port de Palerme n'offre bientôt plus que le spectacle d'un vaste embrasement. La mer était toute rouge comme une fournaise, et ses vagues ressemblaient à l'énorme bouillonnement de matières volcaniques en combustion. De gros flocons de fumée noire, mêlée de sinistres langues de flammes, sortaient par les écoutilles et par toutes les bouches des vaisseaux ennemis; les voiles se déchiraient et tombaient en nappes de feu; les mâts s'écroulaient comme les flèches d'une cathédrale que la foudre a frappée et consume; on les voyait aussi parfois comme de gigantesques colonnes de brasier qui manquaient par la base, s'abattre tout d'une pièce et s'évanouir dans les flots. De temps à autre, une épouvantable détonation se faisait entendre; c'était quelque poudrière qui venait d'être gagnée par le feu, et qui, sautant elle-même, faisait sauter avec fracas le vaisseau et les malheureux qui s'y trouvaient. De larges fragments, de lourds quartiers de bâtiments étaient jetés à une grande hauteur pour retomber dans les flots avec des membres épars et toutes sortes de morceaux brûlés de chair humaine. Ceux qui avaient péri de la sorte n'étaient pas pourtant les plus à plaindre, car c'était à peine s'ils avaient senti la mort. Mais ce que le vainqueur lui-même n'aurait pu voir de sang-froid et sans déplorer amèrement les atroces nécessités de la guerre, c'étaient ces autres malheureux qui étouffaient lentement au milieu de la fumée, qui se tordaient dans les flammes ou qui se débattaient mutilés, mais encore vivants, dans les eaux. Sur les galères d'Espagne, car le feu avait déjà atteint plusieurs

de celles-ci, les misérables rameurs, presque nus, faisaient des efforts de damnés pour s'arracher aux fers qui, pour ainsi dire, les fixaient par les pieds à l'incendie. La galère réale, *la Patronne* d'Espagne, et quatre autres galères étaient tout en feu et périrent. Douze des vaisseaux hollandais et espagnols partagèrent ce sort. Une foule de nobles espagnols, et parmi eux le général don Diego d'Ibarra et l'amiral Florès, succombèrent d'une manière affreuse dans cette journée; les Hollandais n'avaient pas été plus favorisés que leurs alliés, et l'amiral de Haan, celui qui avait ramené de la bataille du mont Gibel la flotte naguère commandée par Ruyter, avait aussi disparu dans les flammes. La ville de Palerme n'offrait pas de son côté, en ce moment, un moins affreux tableau que le port. A mesure que les vaisseaux de Hollande et d'Espagne brûlaient, leurs canons, qui partaient d'eux-mêmes, détruisaient des maisons, des édifices publics, et semaient toutes les rues de corps sanglants et de membres dispersés ; les grenades, qui se trouvaient en quantité sur les vaisseaux incendiés, sautaient, puis pleuvaient épais comme grêle : c'était, au rapport d'un témoin oculaire, une véritable image de l'enfer, et, bien qu'on eût exposé la châsse et la pince de sainte Agathe, deux objets en grande vénération et en grand renom de puissance à Palerme, rien n'y pouvait ; toutes les horreurs de la guerre, à la fois conjurées, restaient implacables et insurmontables. Si Vivonne eût voulu profiter de la terreur qu'il avait causée, il se fût à l'instant emparé de la ville; mais il savait que l'intention de Louis XIV était moins de maintenir sa puissance en Sicile que d'amener la soumission de l'Espagne et de la Hollande, et il crut avoir assez fait en consommant la destruction de la flotte des alliés. Cette grande victoire navale, à laquelle Duquesne et Tourville n'avaient pas eu une moindre part que Vivonne, s'était obtenue presque sans perte pour les Français.

Les débris des flottes espagnole et hollandaise, n'osant plus se présenter à la mer, restèrent dans le port de Palerme jusqu'au 6 août, et n'en sortirent qu'à la dérobée pour aller se réfugier à

Naples. Cependant, au milieu de ces malheureux débris, un lugubre vaisseau, tout peint en noir et couvert de pavillons funèbres, était parvenu à échapper, presque intact du port de Palerme, grâce à l'espèce de culte dont les Hollandais l'avaient environné jusqu'au milieu des horreurs de l'incendie. C'était le vaisseau *la Concorde*, qui portait le corps du grand Ruyter. On dit que, peu de temps auparavant, le cœur de ce héros, que les marins de Hollande appelaient leur bon père, avait été envoyé aux Provinces-Unies sur une frégate légère, commandée par le digne capitaine Kallemburg, et que Duquesne, ayant aperçu cette frégate, dont il ne connaissait pas encore la mission, lui avait donné la chasse et était parvenu à la prendre; on dit aussi que l'illustre marin français, ayant su ce qu'elle renfermait, était passé à bord de la frégate et dans la chambre tendue de noir du capitaine; qu'il s'était approché du vase d'argent qui contenait le cœur de Ruyter, et, les mains élevées vers le ciel, avait prononcé ces paroles, qui ne font pas moins d'honneur au vainqueur qu'au vaincu du mont Gibel : « Voilà donc ce qui reste d'un grand homme! » puis, que s'étant tourné vers le capitaine Kallemburg, il l'avait renvoyé avec ces mots : « Monsieur, votre mission est trop respectable pour qu'on la trouble. » Napoléon devant la tombe du grand Frédéric n'est pas plus sublime que Duquesne devant le cœur du grand Ruyter.

Les Hollandais n'éprouvaient pas de pertes cruelles que dans la Méditerranée. Pendant que leur territoire le plus immédiat était envahi, leur commerce, unique source de leur existence, était impitoyablement harcelé, attaqué, ruiné dans la Manche et dans la mer du Nord par de hardis corsaires, entre lesquels se faisait surtout remarquer le jeune Jean Bart; et l'Atlantique, depuis les côtes occidentales d'Afrique jusques aux côtes orientales d'Amérique, était témoin de leurs désastres.

Mais il ne sera pas superflu de remonter de quelques années en arrière, pour raconter brièvement ce qui s'était passé de plus important en Amérique depuis la paix de Breda et celle d'Aix-la-

Chapelle. Colbert n'avait pas cessé d'avoir l'œil sur les colonies françaises en Amérique, dont personne mieux que lui ne comprenait les avantages.

Dans le Nord, il avait pris fort à cœur l'Acadie, que l'on ne confondait nullement encore avec la Nouvelle-Écosse, mais bien plutôt avec le Canada, et Terre-Neuve où il s'appliquait à rendre la pêche des Français le plus sédentaire possible, en favorisant l'établissement qui s'y était formé dans la baie de Plaisance, lequel rendait la France maîtresse de toute la partie méridionale de cette grande île, ainsi que de Saint-Pierre et Miquelon, îlots voisins, mais alors dédaignés. Le Canada, qu'il se plaisait à nommer la Nouvelle-France, offrait au ministre un vaste champ de spéculations profitables à l'avenir du royaume, et particulièrement à celui de la marine. Pendant que les forêts de la vieille France s'épuisaient d'une manière inquiétante, que ses sages règlements n'avaient pu que modérer, il entrevoyait de loin, dans les forêts vierges de la Nouvelle-France, des moyens de parer à ce grave inconvénient, et ne s'effrayait nullement de la distance pour tirer de ce pays des bois de construction. Le roi pouvait s'en reposer sur Colbert du soin de choisir des intendants. Il les voulait d'une intelligence capable d'embrasser ses grands projets, animés de l'amour du bien public comme lui-même, et d'une droiture à toute épreuve; il ne les eût point admis autres, même sortant de sa propre famille. S'il avait donné l'intendance générale du Ponant à Colbert du Terron, son frère, c'est qu'il savait combien il en était compris, quelles étaient ses rares et précieuses qualités, avec quelle ardeur intelligente il s'occupait de ce qu'on lui confiait, et particulièrement de tout ce qui se rapportait à la marine. L'intendant Talon, que le grand ministre avait envoyé au Canada, n'y devait pas laisser de moins beaux souvenirs que Colbert du Terron dans la France même. Talon, de concert successivement avec les gouverneurs généraux Daniel de Rémi, seigneur de Courcelles, et le comte de Frontenac, avait pris des mesures pour assurer à la France tout le nord du Canada; il l'avait mise en pos-

session de tous les environs des lacs immenses qui étaient déjà les merveilles de ces contrées en attendant qu'ils en devinssent la prospérité. De fréquents voyages d'exploration étaient faits; les Français sont gens aussi entreprenants, plus aventureux même que ceux d'aucune nation; c'est l'appui et les encouragements des gouvernants qui seuls leur ont manqué à certaines époques pour qu'ils poursuivissent de grandes découvertes; Talon les secondait, dans ce but, de tous ses moyens. Aussi avait-on vu, en 1671, le père Albanel, de la compagnie de Jésus, et un gentilhomme canadien, nommé Denis de Saint-Simon, prenant un tout autre chemin que celui de Bourdon, en 1656 [1], pénétrer dans la baie d'Hudson par la rivière de Saguenay; et le père Marquette, accompagné d'un habitant du Canada, nommé Joliet, faire, en 1673, la découverte du fleuve Mississipi, qui devait bientôt conduire à une autre non moins importante. Ce n'était pas que Colbert fût disposé à laisser prendre prématurément aux établissements français du nord de l'Amérique une extension que la disproportion relative des colonisateurs avec la colonie aurait rendue déraisonnable et pleine de dangers; au contraire, il avait donné à cet égard des instructions très sages, pour lesquelles les particuliers ne montraient pas le respect désirable, alors qu'ils se laissaient entraîner, par l'intérêt plus puissant que la crainte, à se fixer isolément dans des endroits trop avancés, qui étaient, comme par périodes, témoins de quelque catastrophe [2].

L'attention de Colbert se portait aussi sur l'Amérique du Sud; dans son esprit, la colonie qu'il avait envoyée dans la petite île de Cayenne n'était pas seulement un moyen pour s'assurer du com-

[1] Voir page 418 de ce volume. L'Anglais Henri Hudson avait reconnu le détroit qui porte son nom, en 1611; mais on ne sait pas jusqu'à quel point il était entré dans la baie à laquelle ce détroit sert d'entrée.

[2] Voici de quelle manière Colbert exprimait son opinion sur ce point important, et qui n'est pas sans offrir quelque analogie avec la situation dans laquelle certains colonisateurs se sont trouvés depuis l'occupation de l'Algérie par les Français.

« L'une des choses qui a apporté le plus d'obstacle à la peuplade du Canada, a été que les habitants ont fondé leurs habitations où il leur a plu, et sans avoir eu la précaution de les joindre les unes aux autres pour s'aider et s'entre-secourir. Ainsi ces habitations étant éparses de côté et d'autre, se sont trouvées exposées aux embûches des Iroquois.

merce avec les populations de la Guyane, mais encore de fonder bientôt d'autres établissements sur le continent voisin. Encouragés par lui, les pères Gillet et Bechamel, de la compagnie de Jésus, avaient entrepris, en 1674, un grand voyage dans l'intérieur de la Guyane, à l'ouest de l'île de Cayenne, et avaient parcouru de vastes contrées où nul Européen avant eux n'était allé.

Les Antilles étaient plus encore que la Guyane, en raison des nombreux établissements français qui y étaient déjà en pleine vigueur, l'objet des préoccupations politiques et commerciales de Colbert. Des vaisseaux de guerre se trouvaient constamment de ce côté, par ses ordres, pour la protection des colons et des négociants, autant que pour empêcher, à la sollicitation pressante de la compagnie des Indes occidentales, le commerce des îles du Vent avec les étrangers. Les flibustiers de la Tortue n'avaient pas cessé d'être la terreur des Espagnols; Maracaïbo et d'autres villes riches avaient été de nouveau pillées par eux. Mais ces aventuriers, comme bien on pense, n'étaient pas gens faciles à maintenir à l'état de soumission, et ils avaient souvent donné beaucoup de peine au gouverneur de la Tortue et de la côte de Saint-Domingue, nommé d'Ogeron, un de ces hommes pleins de bonnes intentions, de mérite réel même, que la fortune pourtant s'obstine à ne point seconder. La gloire du nom français et le désir d'étendre la prépondérance de la nation animaient d'Ogeron; il venait de proposer un nouvel essai de colonisation dans l'ancienne Floride française, quand les Anglais s'y établirent, en 1669, et nommèrent la partie où ils s'étaient immédiatement fixés, la Caroline, du nom de leur roi Charles II. C'était l'apathie de la compagnie des Indes

Pour cette raison le roi fit rendre, il y a deux ans, un arrêt de son conseil, par lequel il fut ordonné que dorénavant il ne serait plus fait de défrichement que de proche en proche, et que l'on réduirait nos habitations en la forme de nos paroisses, autant que cela serait possible. Cet arrêt est demeuré sans effet sur ce que, pour réduire les habitants dans des corps de village, il faudrait les assujettir à faire de nouveaux défrichements en abandonnant les leurs. Toutefois, comme c'est un mal auquel il faut trouver quelque remède, Sa Majesté laisse à la prudence du sieur Talon (intendant au Canada) d'aviser avec le sieur de Courcelles (gouverneur) et les officiers du conseil souverain, au moyen de faire exécuter ses volontés. »

occidentales qui avait été cause de ce mécompte. Elle n'avait pas davantage secondé d'Ogeron dans ses projets sur les établissements espagnols de Porto-Ricco, et surtout de l'île Saint-Domingue, qu'il ambitionnait de donner tout entière à la France, à la faveur de la guerre qui régnait entre Louis XIV et Charles II d'Espagne. Une entreprise du gouverneur général de la compagnie, nommé de Baas, sur l'île de Curaçao, colonisée par les Hollandais, n'avait pas été plus heureuse que celles de d'Ogeron sur la partie espagnole de Saint-Domingue et sur Porto-Ricco. Enfin la compagnie des Indes occidentales, n'ayant point répondu à la pensée qui l'avait créée, n'ayant réussi, au bout de dix années, qu'à s'endetter de 3,327,000 livres, et donnant même à craindre que les habitants des îles, en raison de sa détestable gestion, ne rompissent ouvertement avec elle et par suite avec la métropole, le gouvernement l'avait supprimée, en payant toutefois l'intégralité de sa dette. Il s'était, il est vrai, formé de nouvelles compagnies des débris de celle des Indes occidentales; mais avec des priviléges infiniment plus bornés, et qui laissaient une entière action à l'État sur les établissements français de l'Amérique et de la côte occidentale d'Afrique.

Cependant, confiants dans les inconvénients inséparables d'un changement de situation, les Hollandais avaient cru qu'il leur serait facile de ruiner les colonies de la France, et même de s'en emparer. En l'absence du gouverneur de Cayenne, ils étaient venus, avec toute une flotte, attaquer le fort de cette île, et s'en étaient rendus d'autant plus aisément maîtres qu'ils n'avaient eu à combattre que deux cent cinquante soldats environ, commandés par le jeune de Lézi, officier plein d'ardeur et d'avenir, mais qui alors n'avait pas la moindre expérience. Le vice-amiral Binken, qui avait sous ses ordres les vaisseaux de guerre hollandais, au nombre de douze, sans compter les brûlots ni les bâtiments de charge, après avoir laissé garnison à Cayenne, était allé augmenter les fortifications de l'île de Tabago, où ses compatriotes avaient fondé un établissement, puis il s'était donné la facile satisfaction

de ravager Marie-Galante, petite dépendance de la Guadeloupe.

Mais ce n'avait été que de vains succès ; car bientôt le vice-amiral Jean d'Estrées arriva avec une escadre de vaisseaux de 30 à 50 pièces de canon. Le roi avait fourni ces vaisseaux au vice-amiral ; mais celui-ci s'était offert de les armer à ses frais, sachant combien la flotte de la Méditerranée occasionnait de dépenses à l'État, et Louis XIV y avait consenti. Noble exemple à citer aux officiers généraux riches, dans les temps où la patrie a besoin non seulement de leur épée, mais encore de leur bourse, souvent moins prompte à s'offrir, et quelquefois cause de bien des déshonneurs. L'escadre du vice-amiral français était partie de Brest, le 6 octobre 1676, et, après s'être arrêtée huit jours aux îles africaines du cap Vert pour y prendre des rafraîchissements, elle mouilla, le 17 décembre, devant Cayenne, qu'elle avait tout d'abord mission de reprendre, comme étant la clef de la partie de la Guyane sur laquelle prétendait la France. Jean d'Estrées arrêta qu'une descente serait opérée dans l'île dès le 18. Huit cents soldats et matelots de l'escadre se partagèrent en deux corps, dans le premier desquels se plaça le vice-amiral en personne. Ce partage avait pour but de séparer aussi les forces de l'ennemi. On laissa à Louis Gabaret, le plus ancien des capitaines de l'escadre, le soin de soutenir, avec cinq vaisseaux, l'effort des forces navales hollandaises que l'on attendait, mais qui ne vinrent pas. Les quatre autres vaisseaux français furent chargés de s'avancer le plus près du fort qu'ils pourraient, afin de donner jalousie en plus d'un endroit. Une barque longue, que l'on avait aussi chargée de soldats et de matelots, et dont la première destination était de soutenir les chaloupes à l'aide desquelles on ferait, comme d'ordinaire, la descente, avait ordre de retourner ensuite en garde à la tête des grands vaisseaux. Le 18, la mer s'étant trouvée très grosse, les deux corps furent obligés de débarquer en un même endroit, nommé Miret, qui leur présentait le moins d'obstacles. Les Hollandais se bornèrent, pour le moment, à observer les Français. Le jeune chevalier de Lézi, qui avait à cœur de venger l'affront que des forces supérieures lui

avaient fait naguère essuyer en ce même lieu, se chargea d'aller sommer le gouverneur et les officiers hollandais de rendre le fort de Cayenne; mais il en reçut pour réponse qu'avec le nombre d'hommes dont ils disposaient, ils mériteraient d'être pendus en Hollande, s'ils ne se défendaient pas en gens de cœur. Des travaux bien palissadés et une grande quantité de canons qu'ils y avaient placés donnaient une assez grande sécurité aux ennemis, qui s'étaient en outre flattés que les Français se contenteraient de se rembarquer après avoir pillé l'île. Pour rendre inutiles, autant que possible, leurs travaux et leur artillerie, le vice-amiral résolut de les attaquer pendant la nuit; mais comme la lune était alors dans son plein, on jugea à propos d'attendre jusqu'au 21 décembre, qu'il y eût assez d'obscurité depuis le coucher du soleil jusqu'au lever de la lune, pour que chacun eût le temps de se porter au lieu de son attaque sans être découvert. Les Hollandais, entendant battre la retraite du côté du camp français comme les soirs précédents, se confirmaient encore dans leur quiétude, quand, à l'heure fixée, les troupes de descente arrivèrent ponctuellement, par différents sentiers, à l'endroit qui leur avait été assigné, et commencèrent soudain les attaques de tous les côtés avec un tel ensemble et une telle vigueur, que, vingt minutes après, les travaux extérieurs et le fort lui-même étaient en leur pouvoir, avec le gouverneur, les officiers et tous les soldats hollandais. Les capitaines Pannetier, de Grand-Fontaine et de Blenac s'étaient signalés dans cet assaut et y avaient été tous trois blessés. Le premier, quoiqu'il eût eu la mâchoire cassée d'un coup de mousquet, n'avait cessé de stimuler le courage des soldats; et le second, porté dans une chaise, faute de pouvoir marcher, avait donné ses ordres jusqu'à la fin avec le plus grand sang-froid. Le chevalier de Lézi était rentré le premier dans le fort dont on l'avait fait sortir quelques mois auparavant. C'est ainsi qu'au temps de Louis XIV on offrait aux hommes de cœur l'occasion de venger une défaite passagère par un triomphe durable. Du reste, ce succès des armées françaises dans la campagne du vice-amiral Jean d'Estrées en Améri-

que n'avait pas été obtenu sans pertes. Trente-huit soldats et matelots tués, et quatre-vingt-quinze blessés, sans compter les officiers, étaient la preuve de l'acharnement de la défense.

Après avoir repris Cayenne, le vice-amiral Jean d'Estrées fit voile pour les Antilles, séjourna quelque temps à la Martinique, non dans le loisir, mais occupé à y augmenter le plus possible ses forces pour aller attaquer l'île de Tabago, où les Hollandais continuaient à se fortifier d'une manière menaçante pour les Antilles françaises. Les îles de la Martinique, de la Guadeloupe et de Saint-Christophe lui fournirent de trois à quatre cents hommes, qui réparèrent, et au-delà, les pertes en soldats qu'il avait faites à Cayenne. Il avait espéré devancer l'escadre hollandaise à Tabago; mais quand il arriva en vue de cette île, le 19 février 1677, l'amiral Binken se trouvait depuis quinze jours déjà dans la baie, sous la protection d'un fort défendu par sept cents hommes.

Le vice-amiral Jean d'Estrées assembla son conseil, et il fut décidé que pour neutraliser l'avantage que donnait aux ennemis la communication qu'ils avaient établie entre le fort et leurs vaisseaux, on les attaquerait à la fois par terre et par mer. Il était difficile d'atteindre l'escadre hollandaise embossée dans un endroit où les vaisseaux français ne pouvaient pénétrer qu'un à un. Les canons du fort et des batteries à fleur d'eau semblaient, en outre, rendre le port de Tabago si peu accessible, que les habitants de l'île y avaient mis, sur une grande flûte, comme en un lieu sûr à tout événement, leurs femmes, leurs enfants, leurs nègres et tous leurs objets les plus précieux. Le vaisseau français *l'Intrépide*, auquel était réservé le périlleux honneur d'entrer le premier, en conséquence du privilége d'ancienneté de Louis Gabaret, son capitaine, mit à la voile pour prendre son poste; mais il rencontra, à six ou sept pieds sous l'eau, une roche, d'ordinaire remarquable par un continuel tourbillonnement d'eau, que le calme extrême de la mer dissimulait ce jour-là complétement; *l'Intrépide* y toucha par le côté et fut arrêté; toutefois on vint à bout de le revirer sans qu'il eût souffert. Mais cet accident ne laissa pas de

refroidir quelques-uns des capitaines qui avaient d'abord montré le plus d'ardeur, et la majorité des avis pencha dès lors pour qu'on attaquât au préalable le fort, dans le but de mettre, lorsqu'on s'en serait rendu maître, les vaisseaux ennemis entre les batteries de la terre et le canon de l'escadre française. On se prépara le lendemain à débarquer des troupes comme il avait été résolu. Les ennemis détachèrent deux cents hommes pour empêcher le débarquement; mais deux vaisseaux que l'on fit approcher tirèrent quelques coups de canon, qui les firent se retirer. Les Français, ayant mis pied à terre, s'ouvrirent un chemin de la longueur d'une lieue, à l'aide de serpes et de cognées, pour gagner une hauteur défrichée qui se trouvait à sept ou huit cents pas du fort, et présentait un campement commode. Le vice-amiral, qui avait conduit une partie des siens au débarquement, ne tarda pas à visiter le camp. Après avoir examiné toute chose, il ordonna à Grand-Fontaine, ancien officier d'infanterie, qui commandait les troupes de descente, d'attaquer les Hollandais entre neuf et dix heures du soir, pendant qu'il ferait lui-même, du côté de la mer, une diversion assez puissante pour empêcher l'escadre de l'amiral Binken de s'occuper d'autre chose que de sa propre défense. Jean d'Estrées étant ensuite retourné sur *le Glorieux*, où flottait son pavillon, détacha quatorze chaloupes, sous les ordres du marquis d'O et de Louis Gabaret, pour aborder un vaisseau ennemi qui était mouillé à l'entrée du port, épiait tous les mouvements des Français, et par là leur était extrêmement incommode. Les chaloupes, avec le peu d'infanterie qu'elles portaient, firent leur commission avec une intrépidité extraordinaire, et ne lâchèrent point prise qu'elles n'eussent forcé le vaisseau hollandais à couper ses câbles, et à se réfugier fort avant dans le port sous la protection de toute l'escadre de Binken. Cependant Grand-Fontaine avait manqué l'attaque du fort par suite du débordement d'un ruisseau, soulevé par une pluie subite et abondante. En outre, les troupes du camp ne se trouvaient pas assez nombreuses pour attaquer l'ennemi, avec quelques

chances de succès, dans les fortes positions qu'il occupait. Le vice-amiral prit alors le parti de faire débarquer tout ce qui restait d'infanterie dans ses vaisseaux, ordonna au major de la marine, Hérouard de La Piogerie, qui avait autrefois servi sur terre en qualité de lieutenant-colonel, d'aller prêter main-forte à Grand-Fontaine, et lui-même il se rendit sur la hauteur pour y camper. Les opinions continuaient à être très partagées sur la manière dont on devait définitivement agir. Le vice-amiral, plus brave et habile officier général sur terre qu'il n'était expérimenté marin, penchait pour une attaque dont le succès serait acquis, selon lui, à beaucoup de résolution et de hardiesse. Ce n'était pas sans regret que, sur l'avis de tous les capitaines de ses vaisseaux, il avait abandonné son premier projet de faire irruption dans le port de Tabago et de tâcher d'en finir par un brillant coup de main. Il retourna sur son escadre pour y tenir un dernier conseil, et y prendre une dernière résolution. Là il fit surtout valoir les instructions qu'il avait reçues de chercher partout l'escadre hollandaise pour la combattre et la détruire. Les capitaines, une seconde fois, malgré tous ses raisonnements, opinèrent pour ne point exposer les vaisseaux à périr inutilement sur des bancs et des rochers, et déclarèrent qu'ils étaient prêts à apposer leur signature à leur avis. Désespérant de pouvoir faire accepter ses idées par sa marine, et ne voulant pas sans doute assumer sur lui toute la responsabilité des événements, le vice-amiral se rendit de nouveau au camp pour tenter au moins un dernier effort du côté de la terre, et y animer ses troupes par sa présence et son exemple. Peu de moments après qu'il y était arrivé, il fut bien agréablement surpris de voir accourir Louis Gabaret et deux autres capitaines de vaisseau, qui lui annoncèrent qu'on venait de prendre une barque ennemie, dont le pilote assurait qu'il introduirait les vaisseaux français dans la baie de Tabago, sans aucun péril pour eux, pourvu qu'on lui donnât la liberté après le combat. Le vice-amiral, au comble de ses vœux, revint sur son vaisseau, y assembla promptement le conseil, inter-

rogea à plusieurs reprises le pilote arrêté, trouva qu'on pouvait s'en fier à sa parole, et concerta sur l'heure une attaque, comme il l'avait désirée dès le début, par terre et par mer à la fois. On convint que l'entrée des vaisseaux dans le port précéderait de trois quarts d'heure l'assaut que donneraient au fort les troupes commandées par Hérouard de La Piogerie et Grand-Fontaine.

Ce fut le 3 mars 1677 que les vaisseaux français se risquèrent définitivement, sur la foi d'un pilote qui, tout à l'heure encore, appartenait à l'ennemi, à pénétrer dans la baie de Tabago. *L'Intrépide*, malgré l'accident qu'il avait éprouvé dans une première tentative, ne céda sa place d'honneur à aucun autre : il alla mouiller en tête de tous, avec son valeureux capitaine, Louis Gabaret, à portée de pistolet de l'escadre hollandaise, sans tirer un seul coup de canon. Une blessure dangereuse que Gabaret reçut dès le commencement, ne l'empêcha point de rester sur le pont à donner ses ordres. Le capitaine Montortier le suivit de près, avec son vaisseau, et fit une manœuvre non moins brave; le capitaine de Blenac vint en troisième, et se posta audacieusement, avec *le Fendant*, entre les vaisseaux et les batteries de l'ennemi. Le capitaine de Lézine, sur *le Marquis*, entra à son tour, aborda à toutes voiles un vaisseau hollandais; et son premier lieutenant, le comte d'Aunai, étant sauté sur le bord ennemi avec une trentaine des siens, engagea sur-le-champ une lutte corps à corps. Le pilote du *Glorieux*, demandant à d'Estrées à quel vaisseau ennemi il voulait aller : « Au plus grand et au plus fort, répondit le vice-amiral. — A vos souhaits, monseigneur, » reprit le pilote. Et *le Glorieux*, que menaçait une prochaine catastrophe, arriva sur le contre-amiral hollandais, qui était effectivement le plus fort des vaisseaux ennemis; il fut immédiatement salué de tout le feu de l'escadre hollandaise, en même temps que de celui des forts et des batteries à fleur d'eau. Le capitaine Mascarani s'empressa aussitôt d'arriver, avec *le Précieux*, sur le vaisseau vice-amiral de Binken, qu'il s'estimait heureux de voir d'Estrées lui laisser; mais, après

avoir échangé avec ce vaisseau plusieurs bordées furieuses, *le Précieux* fut démâté, et eut son câble coupé d'un coup de canon, ce qui le fit donner à la côte. Les autres vaisseaux étaient aussi entrés dans le port, et, de même que ceux qui les avaient précédés, avaient mouillé à la portée du pistolet. Le combat devint d'autant plus terrible que l'espace dans lequel il se passait était plus resserré. Quand même les capitaines français ne fussent pas convenus, dans le dernier conseil de guerre tenu par d'Estrées, de vaincre ou de mourir, la position dans laquelle ils s'étaient placés volontairement leur en faisait désormais une impérieuse nécessité; le vent même se serait opposé à ce qu'ils reculassent. L'engagement qui avait lieu de si près, que les canons opposés étaient, pour ainsi dire, bouche à bouche; les boulets rouges qui partaient incessamment du fort et du rivage; l'ardeur excessive du jour, qui ne laissait prise qu'à un vent aussi brûlant que celui qui parcourt les déserts de l'Afrique : tout se réunissait pour menacer les deux escadres d'un prochain embrasement. Cependant les hommes du vaisseau *le Marquis*, qui étaient passés à l'abordage avec le comte d'Aunai, semblaient être entièrement les maîtres d'un des vaisseaux ennemis. Après un combat d'une demi-heure, ils avaient en effet contraint les matelots et les soldats de se jeter à fond de cale, et les y avaient enfermés en clouant sur eux les écoutilles. Ils pouvaient croire que leur unique soin désormais serait d'emmener leur prise, quand un boulet rouge vint mettre le feu au petit hunier du vaisseau captif. Ce fut en vain qu'on essaya de l'éteindre; l'incendie se développa dans une progression effrayante, et l'on ne put empêcher qu'il ne se communiquât au vaisseau vainqueur. Pendant que les malheureux Hollandais brûlaient à fond de cale, les Français, sur *le Marquis*, n'avaient pas un sort meilleur. On vit, sur le bord de la sainte-barbe, le capitaine de Lézine et son chirurgien-major qui criaient qu'on les sauvât; mais, au même instant, le vaisseau sauta avec tous ceux qui s'y trouvaient. Le comte d'Aunai, qui avait conduit l'abordage, parvint à s'échapper du vaisseau hollandais tout en feu, avant qu'il eût aussi sauté.

Le combat étant de vaisseau à vaisseau, il n'y en avait pas un qui ne présentât son drame particulier et également épouvantable. *Le Précieux*, qui, ainsi qu'on se le rappelle, avait donné à la côte, ayant vu, en outre, couler à fond sa chaloupe, implora longtemps en vain le secours des autres vaisseaux. Le péril était si grand pour tous, que nuls ne semblaient disposés à livrer leurs moyens de salut, ni à se défaire de leurs propres chaloupes. A la fin il y en eut deux qui se décidèrent à envoyer les leurs. Le capitaine Mascarani, ayant perdu tout espoir de remettre son vaisseau à flot, voulut se servir de celles-ci pour sauver, en plusieurs voyages, tout son équipage. Mais son désespoir fut grand quand il s'aperçut bientôt que les chaloupes ne revenaient pas du premier voyage qu'il leur avait fait faire; dans leur effroi, ceux à qui il en avait confié la conduite avaient oublié leurs camarades. Une troisième chaloupe vint pourtant encore à bord du *Précieux;* Mascarani ordonna à un de ses officiers de s'y embarquer avec une partie des hommes qui restaient, et de revenir aussitôt en prendre d'autres; mais les gens du vaisseau sur lequel il avait transporté son monde n'ayant pas consenti à renvoyer la chaloupe qui leur était devenue à eux-mêmes d'une imminente nécessité, cet officier ne put faire qu'à moitié sa commission. Ce fut alors seulement que le capitaine Mascarani prit le parti d'aller à bord du *Glorieux*, pour solliciter le vice-amiral d'user de son autorité en faveur du *Précieux*, et d'ordonner aux autres vaisseaux de l'aider à en retirer cent vingt hommes environ qui s'y trouvaient encore, estropiés ou légèrement blessés. Le vice-amiral, qui était personnellement dans la plus critique position, dit à Mascarani qu'il eût à faire tout son possible pour sauver les malheureux qui restaient sur le vaisseau échoué; mais il lui enjoignit surtout de brûler celui-ci plutôt que de souffrir qu'il tombât au pouvoir des Hollandais. Mascarani, avec un canot extrêmement petit, alla de vaisseau en vaisseau, tantôt faisant valoir l'ordre du vice-amiral, tantôt employant la seule prière, pour obtenir le secours d'une chaloupe qui suffît à retirer les siens du danger où

ils étaient. Mais partout on lui répondit au nom du péril presque aussi grand dans lequel on se trouvait soi-même. Le capitaine du *Précieux*, ayant dès lors perdu toute espérance de pouvoir retirer de son vaisseau les estropiés et les blessés, crut qu'il était maintenant de son devoir d'accomplir rigoureusement la dernière partie des ordres qu'il avait reçus du vice-amiral. Il revint à son bord, dit à tous ceux qui lui semblaient encore en état de se sauver qu'ils eussent à se jeter au plus vite à la nage; et, un boute-feu à la main, il se disposa à allumer lui-même l'incendie du *Précieux*. Mais les infortunés qui se voyaient près d'être sacrifiés à l'honneur du pavillon, oubliant leurs tortures pour échapper à la mort, se dressèrent aussitôt autour de lui avec une rage convulsive, ceux-ci le menaçant de leurs poignets sanglants, de leurs restes de bras, ceux-là, qui n'avaient plus d'autre moyen, de leurs dents qu'un affreux délire agitait. Mascarani se vit arracher des mains son boute-feu, et fut trop heureux d'échapper, en sortant du vaisseau, à cette foule de corps galvanisés, sanglants et mutilés, qui, dans leur naturel instinct de conservation, aimaient mieux tomber au pouvoir de l'ennemi que de périr dans les flammes. Il leur arriva bientôt comme ils avaient préféré.

L'Intrépide, qui était entré le premier dans la baie, combattait depuis plus de trois heures avec une prodigieuse fureur, quand son capitaine, Louis Gabaret, qui avait déjà reçu trois blessures sans cesser de donner ses ordres, fut atteint d'un quatrième coup dont il ne se releva pas. C'était un officier des plus habiles et des plus braves, et sa mort devait être universellement regrettée. Les officiers de *l'Intrépide* perdirent toute contenance après la mort de leur capitaine, et l'on eut même la honte d'en voir plusieurs, un entre autres qui se nommait de Saint-Pierre, se jeter dans la chaloupe, et, malgré les ordres contraires du vice-amiral, ne plus revenir avec elle porter secours à *l'Intrépide* près de périr. Un prêtre, nommé de Mamiel, aumônier sur ce bord, fut, de tous les gens de quelque rang, celui qui, après la mort de Louis Gabaret, s'y comporta le plus dignement, cherchant et implorant les se-

cours des autres vaisseaux français, pour les soldats et les matelots de *l'Intrépide*.

Ce qui se passait sur *le Glorieux* ne le cédait pas en horreur à ce dont avaient été témoins *le Marquis* et *le Précieux*. Le vice-amiral d'Estrées s'était, il est vrai, rendu maître en moins d'un quart d'heure du vaisseau contre-amiral hollandais qu'il avait abordé. Un de ses officiers, le chevalier d'Hervault, avait fait prisonnier le lieutenant de ce vaisseau, et l'avait fait entrer dans *le Glorieux* par un sabord; un gentilhomme de Bretagne, nommé de l'Isle, avait, de son côté, envoyé le pavillon de la prise au vice-amiral; et la joie de l'équipage du *Glorieux* était devenue telle un moment, que, de la cale au haut des mâts, on n'entendait plus retentir qu'un immense cri de : « Vive le roi! » Mais cette joie fut de courte durée. Un boulet rouge vint, par là aussi, mettre le feu au vaisseau abordé, tout près de la chambre aux poudres. Alors *le Glorieux* se débattit de toute sa puissance, pour déborder, pour se séparer de ce trophée funeste auquel il s'était lui-même attaché; il en était à peine à une distance de deux brasses, quand le feu se mit aux poudres de la prise, accabla les Français de toutes sortes de débris de canons et de bois enflammé, démembra tout l'arrière du *Glorieux*, et le changea bientôt lui-même en un théâtre d'incendie. Le vice-amiral d'Estrées, gravement blessé à la tête en deux endroits, et ayant perdu chaloupe et canots, attendait, appuyé à l'un des mâts de son vaisseau près de sauter, que quelque frêle embarcation du reste de son escadre vînt lui apporter un secours que chaque seconde de retard pouvait rendre inutile. Ce secours ne venait pas; un garde-marine, du nom de Bertier, offrit d'aller le chercher, avec un matelot, non près des amis, mais aux vaisseaux mêmes de l'ennemi, qui étaient plus proches. Bertier, avec son matelot, s'élance à la nage, parvient à son but, et enlève une des chaloupes des Hollandais jusque sous l'éperon d'un de leurs vaisseaux, qui, ne s'apercevant pas lui-même qu'il brûlait par ses hunes et ses hauts mâts, faisait, par tous ses sabords, un feu d'enfer sur *le Glorieux*. Bertier amena sa chaloupe à d'Estrées. Le vice-

amiral, contrairement au généreux usage actuellement en vigueur dans la marine, s'embarqua le premier avec ses officiers, non sans promettre à son équipage, qui s'était montré si dévoué à sa personne, de revenir bientôt lui-même le chercher et de ne point le laisser périr sans secours. La chaloupe sur laquelle était descendu d'Estrées avec ses officiers, ne pouvait arriver à aucun vaisseau français sans faire le tour de deux des plus grands vaisseaux ennemis; elle en reçut un coup de canon qui l'emplit d'eau, et emporta le talon du soulier du chevalier d'Hervault. Un chapeau fut immédiatement employé à boucher le trou de l'embarcation, pendant que l'on en retirait l'eau avec d'autres chapeaux; mais elle n'en menaçait pas moins de périr, et l'on n'eut pas d'autre ressource que de la diriger en toute hâte vers la terre, où elle ne put si complétement arriver, que ceux qui la montaient ne fussent obligés de se mettre dans la mer jusqu'à la ceinture pour atteindre le rivage; le vice-amiral, qu'un matelot prit sur ses épaules, fut déposé à une portée de mousquet du fort de Tabago qui était toujours au pouvoir des Hollandais; car les troupes débarquées sous les ordres d'Hérouard de La Piogerie et de Grand-Fontaine, n'avaient eu aucun succès; Hérouard avait été tué, et Grand-Fontaine avait eu le bras cassé; de telle sorte que d'Estrées n'était sorti d'un danger que pour tomber dans un autre en apparence non moins grand. Le rivage était couvert de matelots hollandais échappés des vaisseaux ennemis qui avaient péri. Jean d'Estrées, entré tardivement dans la marine pour y commander du premier saut, n'avait pas tous les mérites d'un bon amiral à beaucoup près; mais, hors de la manœuvre navale, il était beau toujours de courage et de sang-froid. Il fit porter à bras deux de ses officiers, Méricourt et d'Hervault, qui étaient blessés à ne pouvoir plus marcher; puis il ordonna à douze ou treize hommes, qu'il s'était réservés, de le suivre, fort serrés et armés de mousquetons, peu dangereux, car ils étaient mouillés, qu'ils retournèrent prendre dans la chaloupe. Jouant alors le vainqueur, quoique sa position fût des plus désespérées, le vice-amiral, la tête toute saignante encore des coups

qu'il avait reçus, alla droit aux matelots hollandais, et leur envoya dire par un des siens qu'il leur ferait bon quartier s'ils se rendaient, mais sur l'heure. Les Hollandais, croyant que le vice-amiral et ses douze ou treize hommes étaient débarqués de plein gré et ne pouvaient manquer d'être appuyés, mirent bas les armes, et se rendirent au nombre de quatre-vingt-dix. D'Estrées les retint jusqu'à ce que, une chaloupe lui ayant été envoyée par un de ses vaisseaux, il se rembarquât avec les quelques hommes qui l'avaient suivi à terre. Pendant ce temps il n'avait pu retourner au *Glorieux*, qui, envahi à la fois par le feu et par l'eau, s'était englouti en jetant, pour dernier adieu, vers les cieux, une gigantesque colonne de fumée.

Si la perte des Français avait été grande, celle des Hollandais avait été bien autre encore. De toute leur escadre, il ne restait plus que deux vaisseaux tout désemparés. Les bâtiments sur lesquels on avait eu l'imprudence d'embarquer, pour les mettre plus en sûreté, nombre d'habitants de l'île, avaient été la proie des flammes, et avaient sauté comme les autres. Longtemps les cris des femmes et des enfants, les hurlements des nègres, se joignant au bruit du canon et aux explosions des poudrières, avaient rempli le port d'épouvante et d'horreur.

D'Estrées, désolé que l'attaque du côté de la terre n'eût pas même eu le succès de la sienne sur mer, prit le parti de rembarquer les troupes du camp, et, après avoir employé trois jours, continuellement sous le feu des ennemis, à retirer à grand'peine du port ce qui lui restait de vaisseaux, il mit à la voile pour la Grenade, y établit un hôpital pour ses blessés, y fit radouber son escadre, passa ensuite quelque temps à la Martinique, et revint en France au mois de juin 1677, rendre compte de ce qu'il avait fait en Amérique. Son combat dans la baie de Tabago fut considéré comme une victoire, en raison de l'anéantissement de l'escadre hollandaise, et une médaille fut frappée à cette occasion, pour relever un triomphe si chèrement acheté.

Mais cette victoire, si c'en était une, n'ayant point rempli le

but de l'expédition, lequel était d'enlever aux Hollandais une position inquiétante pour le commerce français, il fut décidé qu'avant la fin de cette même année 1677, le vice-amiral Jean d'Estrées ferait une nouvelle tentative sur Tabago. Une forte escadre appareilla à Brest le 1er octobre. Chemin faisant, elle enleva aux Hollandais, dans l'Afrique occidentale, l'île d'Arguin, située à quatre-vingt-dix lieues au nord du Sénégal, et l'île de Gorée, à une lieue du cap Vert et à trente lieues environ au sud du même fleuve. Les Hollandais étaient en possession de l'île de Gorée depuis l'an 1617, qui, de même que celle d'Arguin, leur était d'une grande utilité pour leur commerce avec la côte occidentale et l'intérieur de l'Afrique. Les comptoirs de Rufisque, Portudal et Joal leur furent enlevés dans le même temps, pour ajouter à l'importance de l'établissement que les Français avaient au Sénégal, et assurer à ceux-ci, en quelque sorte exclusivement, le commerce des contrées voisines.

L'escadre française reprit ensuite sa destination principale, l'Amérique, où elle eut nouvelle que le chevalier de Lézi, que l'on avait laissé à Cayenne, s'était emparé, au mois de juillet, du fort hollandais d'Orange, dans l'Amérique méridionale, et avait ruiné toutes les colonies de l'ennemi aux environs.

Le vice-amiral Jean d'Estrées mouilla, le 7 décembre, devant cette petite, mais importante île de Tabago, qui naguère lui avait opposé tant de résistance, mais dont, par un hasard heureux pour lui, il devait avoir cette fois si bon marché. Quand il eut opéré sa descente sans rencontrer d'obstacles sérieux, et eut dressé sa première batterie sur une éminence qui commandait un peu le fort, la troisième bombe qu'il fit tirer tomba en un lieu qui servait à la fois de magasin pour la poudre et de logement pour le gouverneur. Le vice-amiral hollandais Binken, qui se trouvait alors à table avec ses principaux officiers, sauta en même temps qu'eux; et presque aussitôt après la garnison de Tabago se rendit prisonnière de guerre. Trois cents soldats, nombre d'officiers, un gouverneur vice-amiral avaient péri, et

toute une île avait été prise par l'effet d'une seule bombe. Le vaisseau vice-amiral hollandais de 54 pièces de canon et deux autres bâtiments, qui étaient dans le port de Tabago, tombèrent au pouvoir des Français.

Un si rapide succès encouragea Jean d'Estrées à entreprendre de chasser les Hollandais du dernier poste qu'ils occupaient aux Antilles; il se disposa à aller attaquer la petite île de Curaçao. Mais une catastrophe due à son inexpérience nautique, jointe à une trop bonne opinion de soi-même, qui admettait peu les raisonnements contradictoires, vint, sur les entrefaites, couper court à ses projets. Après avoir encore reçu des renforts considérables des Antilles françaises, et particulièrement de la côte de Saint-Domingue, il faisait voile, au mois de mai 1678, de la Martinique pour Curaçao, lorsque, malgré l'avis de ses capitaines et de son premier pilote, il envoya, sur le soir, un ordre aux vaisseaux de son escadre de courir toute la nuit sur un air de vent qu'il marqua lui-même; il portait directement sur les îles d'Avès dont il ne se croyait pas si proche, et qui sont toutes hérissées de hauts fonds, de bancs de sable et de rochers sous l'eau. Il était minuit environ : un bruit profond se fit entendre, qui retentit dans quatre mille cœurs; douze vaisseaux qui marchaient sur une même ligne, avaient touché et s'ouvrirent presque tous ensemble. Un seul vaisseau, une grosse flûte de charge, deux brûlots et l'hôpital de l'armée, qui étaient un peu en arrière, eurent le temps de revirer de bord, et servirent, quand le jour fut venu, à sauver les équipages, parmi lesquels pourtant on perdit trois cents hommes. Quelques navires flibustiers, qui arrivèrent fort à propos, furent d'un grand secours à l'escadre échouée. Un aventurier, du noble nom de Grammont, qui, par suite d'une jeunesse des plus orageuses, s'était associé aux *Frères de la Côte*, fut chargé de recueillir les débris du naufrage, pendant que le vice-amiral Jean d'Estrées allait recevoir, à Paris, comme prix de son bonheur à Tabago et consolation de son infortune aux rochers d'Avès, le bâton de maréchal de France.

Le flibustier Grammont, après avoir accompli son sauvetage, alla, de son chef, faire une descente à Maracaïbo, sous le prétexte de se procurer, aux dépens des Espagnols, des vivres dont il manquait. Accompagné de sept cents hommes, il s'empara de cette malheureuse ville qui semblait toujours être le point de mire des *Frères de la Côte*, la pilla, enleva aussi le fort de Gibraltar en Amérique, situé de l'autre côté du lac Maracaïbo, et dans ce lac même prit à l'abordage une frégate de 12 canons et plusieurs bâtiments de commerce. Tout fuyait devant Grammont; il résolut de marcher sur Torilha; mais, comme il ne pouvait se flatter de se rendre maître de cette ville que par surprise, il fit un détour de quarante-cinq lieues pour cacher son audacieux projet. Une fois arrivé à peu de distance de son but, il lui fallait encore, pour l'atteindre, passer une rivière profonde et des plus rapides; on lui indiqua le seul endroit guéable qu'elle offrît; mais les Espagnols paraissaient fortement retranchés sur l'autre bord. Grammont ne se laissa point arrêter par cet obstacle; il traversa la rivière à la faveur d'un feu très vif que firent ses gens sur la tranchée, et bientôt les Espagnols, saisis d'une terreur panique, se dispersèrent dans les bois. Grammont trouva la ville de Torilha désertée, à son approche; mais les habitants, en se retirant précipitamment, n'avaient pas à beaucoup près emporté toutes leurs richesses; c'était autant qu'il en fallait pour le moment aux flibustiers; ils se rembarquèrent, à la façon des anciens pirates normands, tout chargés de butin.

Pendant ce temps, des corsaires non moins audacieux, mais d'une espèce tout autre que les flibustiers, faisaient, en Europe, des plaies tout aussi rudes aux ennemis de la France. Louis XIV avait interdit au commerce français le pavillon de ses flottes, de peur qu'on ne le fît pas suffisamment respecter, mais celui qu'il avait imposé aux navires marchands n'était pas moins noble ; c'était l'antique pavillon national à la croix blanche sur fond d'étoffe bleu, avec l'écu des armes de France sur le tout. On le redoutait tout autant sur l'Océan, à cette époque, que celui qui signalait les

escadres victorieuses d'un monarque toujours si inquiet, si prompt à se sentir atteint lorsqu'il s'agissait de l'honneur de son royal pavillon blanc. Du port de Saint-Malo, mais surtout de celui de Dunkerque qui semblait avoir à cœur de payer sa bienvenue à la France, le pavillon bleu à croix blanche, ou quelque autre pavillon particulier à la ville ou à la province, sortait chaque jour pour courir à de nouveaux exploits. C'était le temps où commençait à se faire remarquer Jean Bart, cet illustre enfant de Dunkerque. Il avait alors vingt-sept ans environ; après s'être instruit à l'école des Ruyter et des Tromp, sur les flottes de la Hollande, il était devenu l'un des plus dangereux ennemis de cette république, lorsque, ingrate à son origine, elle avait abandonné l'alliance française pour l'alliance espagnole. Quelquefois seul, souvent de conserve avec Charles Keiser, William Doorn, Jacobsen, Pître Lasep et Messemaker, autres intrépides corsaires dunkerquois, Jean Bart, de l'an 1674 à l'an 1679, se signala par maints exploits dont l'issue justifiait la témérité et par une quantité presque incroyable de riches et extraordinaires captures [1]. Bientôt Jean Bart, à la recommandation du célèbre Vauban, allait être attaché à la marine royale, et, de capitaine corsaire, devenir lieutenant de vaisseau. On ne saurait douter que le tort immense causé, dans ce temps, par les corsaires de Dunkerque, particulièrement au commerce des Provinces-Unies, n'ait grandement contribué à faire désirer aux Hollandais la paix pour laquelle on était déjà en conférences à Nimègue.

Mais avant qu'elle fût signée, un beau fait d'armes maritime devait encore avoir lieu. Celui qui en eut l'honneur était François-Louis de Rousselet, comte de Château-Regnaud, qui, après avoir servi, comme la plupart des autres gentilshommes, sur terre, était passé au service de la marine, quand celle-ci avait offert à la jeune noblesse des occasions de se signaler. Nommé enseigne de vaisseau en 1661, il avait combattu, en 1664, avec

[1] Voir ces exploits particuliers dans la vie de Jean Bart, qui fait partie de nos *Marins illustres*.

courage et distinction, les corsaires barbaresques; capitaine en 1672, il s'était rendu maître, avec un seul vaisseau, de cinq bâtiments de guerre montés par des pirates; chef d'escadre en 1673, il avait attaqué, avec deux vaisseaux seulement, une flotte marchande de cent trente navires, convoyés par huit vaisseaux de guerre hollandais, sous les ordres du fils de Ruyter; avait coulé huit de ces navires à fond, et contraint le reste à relâcher en Angleterre. En 1678, n'ayant avec lui que cinq vaisseaux, *le Courtisan*, qu'il montait en personne; *le Foudroyant*, capitaine Camable; *le Superbe*, capitaine de Réal; *le Bon*, capitaine La Bretesche; *l'Invincible*, capitaine de Belle-Fontaine; et un brûlot, capitaine de Beauregard, il ne craignit pas de s'engager, près des côtes d'Espagne, contre douze vaisseaux et six brûlots hollandais, commandés par le vice-amiral Evertzen. La rencontre avait été imprévue; les Hollandais n'avaient pas eu le temps de se faire un ordre de bataille; Château-Regnaud s'aperçut qu'ils voulaient se former en croissant afin de l'envelopper; mais il ne leur en laissa pas le temps. Il chargea l'avant-garde ennemie avec une vigueur et une activité prodigieuses : les Hollandais, qui dès lors avaient bien assez à faire à se défendre contre une attaque aussi soudaine et furieuse, ne purent plus songer à exécuter la manœuvre qu'ils avaient projetée. Néanmoins il leur restait encore un avantage considérable : les Français étaient au vent, ce qui empêchait leurs batteries de bas de faire jouer plus de trois pièces, et ce qui ajoutait encore à la supériorité des forces des ennemis dont tous les canons avaient liberté d'action. L'intrépidité de Château-Regnaud et de ses capitaines sut triompher de tant d'obstacles. Quatre vaisseaux hollandais furent coulés à fond, et le reste de l'escadre du vice-amiral Evertzen se retira en désordre, et à la faveur de la nuit, dans le port de Cadix.

Cependant Louis XIV pressait par des victoires incessantes les conférences de Nimègue, qui traînaient en longueur. Il avait, il est vrai, sans y être contraint par les Espagnols, fait évacuer la Sicile par ses troupes au mois d'avril 1678; ce pourquoi il fut

accusé de peu de foi et d'humanité envers les Messinois qui s'étaient donnés à lui, et qu'il livra ainsi à leurs anciens tyrans. Mais, en revanche, il avait poussé de plus en plus ses conquêtes dans les Pays-Bas espagnols qui lui semblaient beaucoup plus de son domaine naturel. La Sicile n'avait été pour lui qu'un moyen de diversion, et il faut reconnaître que l'intérêt et les libertés des malheureux Messinois l'avaient toujours fort peu préoccupé. Ce qui l'intéressait vivement, c'était une paix qui lui garantît une ceinture de places fortes au nord, et des points d'appui pour ses villes maritimes de Flandre. La Hollande, souffrant le plus de la guerre, fut la première à signer son traité de pacification, à Nimègue, le 10 août 1678. Louis XIV fit preuve, dans la circonstance, de grandeur et de générosité envers les faibles, pour se montrer plus exigeant envers les forts. Il rendit aux Hollandais tout ce qu'il leur avait pris en Europe, particulièrement Maestricht; mais il réserva à la France, en Amérique, Tabago aux Antilles, le fort d'Orange à la Guyane; en Afrique, l'île de Gorée et celle d'Arguin, les comptoirs de Rufisque, Portudal, Joal et quelques autres points qui servirent à asseoir sur des bases durables et incontestées la puissance française au Sénégal. Le même jour, un traité spécial de navigation et de commerce, portant une réciproque liberté de négoce, fut signé, entre la France et la Hollande, pour vingt-cinq ans. Le 17 septembre, l'Espagne fit, à Nimègue, son traité particulier, qui lui coûtait quinze villes fortes des Pays-Bas et la Franche-Comté tout entière; puis ce fut le tour du Danemarck, avec lequel on était aussi en guerre à cause de la Suède; et enfin celui des princes d'Allemagne, et de l'empereur, qui signa son traité de paix le 5 février 1679. Ainsi fut arrêtée, après huit années de guerre, entre la France d'un côté et la moitié de l'Europe de l'autre, cette paix de Nimègue, qui porta Louis XIV à l'apogée de sa gloire, et décida ses ennemis mêmes à le saluer du surnom de Grand.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES CHAPITRES.

FIN DE LA TABLE.

IMPRIMERIE DE GUSTAVE GRATIOT, RUE DE LA MONNAIE, 11.

